Institut Royal Colonial Belge | **Koninklijk Belgisch Koloniaal Instituut**

SECTION DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES | SECTIE VOOR MORELE EN POLITIEKE WETENSCHAPPEN

Mémoires. — Collection in-8°. Tome XXVII. | **Verhandelingen. — Verzameling in-8°. — Boek XXVII.**

LA FORCE PUBLIQUE

DE SA NAISSANCE À 1914

Participation des militaires à l'histoire des premières années du Congo

Ouvrage réalisé par la Deuxième Section de l'État-Major de la Force Publique

LETTRE D'INTRODUCTION
du Général Chevalier HENRY DE LA LINDI.

PRÉFACE
du Lieutenant Général A. GILLIAERT
Commandant en Chef de la Force Publique



Avenue Marnix, 25
BRUXELLES

Marnixlaan, 25
BRUSSEL

1952

PRIX :
PRIJS : **Fr. 450**

INSTITUT ROYAL COLONIAL BELGE

MÉMOIRES

KONINKLIJK BELGISCH KOLONIAAL INSTITUUT

VERHANDELINGEN

INSTITUT ROYAL COLONIAL BELGE

Section des Sciences Morales et Politiques

MÉMOIRES

KONINKLIJK BELGISCH KOLONIAAL INSTITUUT

Sectie voor Morele en Politieke Wetenschappen

VERHANDELINGEN

In-8° — XXVII

Avenue Marnix, 25
BRUXELLES

Marnixlaan, 25
BRUSSEL

1952

IMPRIMERIE J. DUCULOT
S. A.
GEMBLOUX

LA FORCE PUBLIQUE
DE SA NAISSANCE À 1914

Participation des militaires
à l'histoire des premières années du Congo

Ouvrage réalisé par la Deuxième Section de l'État-Major de la Force Publique

LETTRE D'INTRODUCTION
du Général Chevalier HENRY DE LA LINDI

PRÉFACE
du Lieutenant Général A. GILLIAERT
Commandant en Chef de la Force Publique

Cet ouvrage a été rédigé,
suivant la directive du Lieutenant Général GILLIAERT, A.,
par le capitaine-commandant FLAMENT, F.,
avec la collaboration du capitaine-commandant VANDEWALLE, F.
du capitaine-commandant DARGENT, J.
du capitaine VAN MOLL, J.
et de l'adjudant FRANCKX, H.

Mémoire présenté à la séance du 18 février 1952.

ADDITIF

Relisant le texte du livre « LA FORCE PUBLIQUE DE SA NAISSANCE A 1914 », j'ai constaté par deux fois, une malencontreuse inadvertance (pages 37 et 59) qualifiant le Lieutenant-Général Baron WAHIS, d'ancien militaire.

Je manquerais au devoir si je ne rectifiais cette erreur envers un chef dont on a dit : « fils et neveu d'officier, WAHIS était en quelque sorte voué au métier des armes ; il l'eut dans le sang jusqu'au bout de sa longue existence ».

En réalité, comme l'écrit Monsieur F. DELLICOUR, le 23 octobre 1947, dans la Biographie Coloniale, Tome I, col. 939, le Gouverneur Général WAHIS est le père spirituel de la Force Publique. « Ce fut son œuvre personnelle. Il en discuta les principes avec Léopold II et parvint à créer une véritable armée coloniale sous le vocable choisi par le Roi et selon les idées maîtresses de celui-ci ». Comme pour beaucoup d'officiers de grande valeur, l'œuvre du Lieutenant-Général Baron WAHIS a touché aux domaines les plus divers ; ceci explique qu'un trait dominant de sa personnalité ait pu, dans un ouvrage militaire consacré au Congo, être éclipsé par d'autres titres, notamment celui de Gouverneur Général dans la période héroïque de notre histoire coloniale.

Je devais à sa haute mémoire cette réparation légitime.

Léopoldville, le 1er septembre 1952.

Le Lieutenant-Général
Commandant en Chef,

A. GILLIAERT

Ce livre retrace d'une façon claire, précise, entièrement objectif, l'histoire de la Force Publique de notre Colonie du temps de l'État Indépendant du Congo. Il établit que c'est elle qui a sauvé l'Afrique Centrale du terrible fléau du trafic des esclaves et permis à notre grand Roi de créer notre empire Colonial.

Comment des actions qui sont à la base d'événements aussi sensationnels ont-elles pu rester ignorées, du moins en grande partie, jusqu'à nos jours ?

C'est parce que Léopold II redoutant sans doute la concurrence étrangère préféra les taire, autant que possible, que de leur donner un retentissement glorieux et légitime, mais dangereux. Puis les archives de la Colonie, on le sait, furent détruites en 1908, en produisant dans son Histoire une lacune qui devint nuisible à nos intérêts nationaux.

La tâche de rétablir les faits le mieux possible dans leur intégralité a incombé au Lieutenant Général Gilliaert et à son État Major, dont le Commandant Flament. Ils y ont réussi avec un dévouement et un succès dont cet ouvrage est une magnifique consécration. En publiant avec une entière liberté le récit des actions glorieuses qui ont permis à notre Force Publique de bouter hors des frontières Congolaises des ennemis cruels, audacieux, innombrables tels que les Arabes, les Mahdistes, les Batétélas, ils ont accompli une œuvre de grande envergure par

par un vrai travail de bénédictin. C'est ainsi qu'ils ont pu regrouper en un seul faisceau bien agencé, solide, lumineux, tous les actes méritoires de notre Force Publique de l'E.I.C. : montrer comment, d'étape en étape, de bataille en bataille, de sacrifice en sacrifice elle a pu, au cours de dix ans consécutifs, sans repos et sans trêve, parvenir au triomphe final de l'humanité et de la civilisation.

Ce livre est un acte de foi en l'avenir de l'Œuvre grandiose de Léopold II.

De voir comment cette Œuvre, si fragile en son berceau, est sortie saine et vigoureuse de tant de périls mortels accumulés inspirera pour elle à nos jeunes coloniaux le même esprit de dévouement et de sacrifice que celui qui fait la gloire émouvante de leurs aînés.

Cdt Henry de la Lindi.

PRÉFACE

Encore un livre sur le Congo, dira-t-on !

Il y en a tellement déjà, sur les sujets les plus divers...

Celui-ci s'efforce de combler une lacune. S'il existe une littérature assez abondante sur l'histoire de la Force Publique pendant les deux guerres mondiales, un seul ouvrage l'évoque depuis sa naissance. Ce livre — *Histoire militaire du Congo,* par Ad. Lejeune-Choquet — est actuellement difficile à se procurer. Écrit en 1905, il ne répond d'ailleurs pas exactement aux buts que se propose le présent travail : rappeler à ceux qui la connaissent, apprendre à ceux qui l'ignorent — nous pensons ici tout spécialement aux officiers et sous-officiers nouvellement venus à la Force Publique — comment est née celle-ci, quels furent ses débuts, ses gloires, ses vicissitudes, et fournir aux chercheurs comme aux simples curieux des renseignements aisément exploitables sur notre armée coloniale des temps héroïques.

D'autres ont dit, et il est juste de le faire, ce que le Congo et la Belgique doivent aux constructeurs de voies de communication, aux pionniers qui mirent en valeur les richesses économiques de notre colonie... Il nous a semblé intéressant de raconter ce qu'elle doit aux sacrifices des militaires, de tous ceux, blancs et noirs, qui sous l'impulsion géniale de notre grand roi LÉOPOLD II, ont consacré leur vie à l'exploration, à la pacification et à l'occupation de ces immenses territoires hier encore inconnus, ou à la lutte contre les forces hostiles qui y menaçaient la diffusion de la civilisation occidentale.

Cette histoire n'est ni parfaite, ni définitive. Écrite avec conscience, elle n'est cependant pas l'œuvre de professionnels et, d'autre part, on sait qu'il y a des domaines où tout n'a pas été dit sur certaines questions

épineuses. Les auteurs accueilleront avec plaisir les remarques ou les rectifications que les lecteurs avertis leur enverraient.

Je remercie tous ceux qui ont collaboré à la rédaction de ce livre, aux travaux de recherche ou de correction et à l'élaboration des croquis. J'ai voulu ces derniers nombreux, afin de faciliter la lecture de ces récits où la géographie tient une si grande place.

Je remercie aussi les organismes dont la collaboration a permis de réunir la documentation indispensable : Service des Archives du Secrétariat Général à Léopoldville, Bibliothèque du Collège Albert I[er] à Kalina, Bibliothèque du Gouverneur Général, Association des Vétérans Coloniaux, Musée de Tervueren, Musée de l'Armée, Bibliothèque et Archives du Ministère des Colonies...

Toute ma reconnaissance va à l'Institut Royal Colonial Belge, éminente société scientifique, sans la précieuse collaboration de laquelle, l'ouvrage n'aurait pu être présenté au public.

Enfin, je suis particulièrement heureux de rendre hommage au Lieutenant Général Chevalier J. Henry de la Lindi qui, premier parmi les Vétérans Coloniaux, a bien voulu passer au crible de sa mémoire les chapitres de ce livre.

Je serais fier si celui-ci, réalisation d'un vœu qui me tient depuis longtemps à cœur, contribuait au maintien des traditions de la Force Publique et donnait aux nouveaux venus parmi nous la fierté d'appartenir à ce Corps. Ils y trouveront l'exemple magnifique des vertus qui firent les grands chefs coloniaux : dévouement total à leur tâche difficile, courage qui ne se laisse abattre par aucune épreuve, et amour de leurs hommes, amour qui seul permet de les connaître et de tirer parti au maximum de leurs réelles qualités militaires.

A. GILLIAERT,
Lieutenant Général,
Commandant en Chef de la Force Publique.

AVERTISSEMENT

La division d'un ouvrage en chapitres a toujours quelque chose d'arbitraire et il nous paraît nécessaire de justifier celle que nous avons adoptée.

Plutôt que de disperser au hasard les renseignements concernant l'organisation de la Force Publique et son évolution dans le temps, nous avons préféré rassembler dans un premier chapitre toute l'« histoire intérieure » de cette institution. La lecture en sera sans doute assez aride mais nous croyons qu'elle facilitera la compréhension des chapitres suivants ; ceux que ces détails d'administration n'intéressent pas pourront d'ailleurs passer directement de l'Introduction au Chapitre II. Dans cette étude de l'organisation, nous avons rejeté en annexe, afin d'alléger le texte, toute une série de renseignements statistiques divers, rassemblés dans des tableaux où le lecteur curieux trouvera — nous l'espérons — la réponse aux questions qui l'intéressent dans ce domaine.

En ce qui concerne le reste de l'ouvrage, l'histoire de la colonisation imposait la division adoptée.

Dès qu'il fut installé le long de ses deux grands axes fluviaux, l'État lança les expéditions politico-militaires qui lui permirent d'occuper les territoires où il s'était imposé d'apporter la civilisation. Cette période d'expansion vers les frontières est relatée dans le Chapitre II. Au cours de cette expansion, les forces de l'État se heurtèrent à deux éléments farouchement hostiles à cette pénétration : les marchands d'esclaves et les derviches fanatiques. Les Chapitres III et IV sont consacrés au

récit des campagnes arabes et mahdistes, menées contre ces éléments hostiles.

Quelques erreurs commises après la Campagne arabe amenèrent de graves crises pour la Force Publique : on en trouvera l'histoire dans le Chapitre V, intitulé « Les révoltes des Batetela ».

Enfin, parce qu'elle était chargée de réprimer des coutumes barbares, parce qu'elle portait ombrage à la puissance de certains despotes noirs, parce qu'elle était l'instrument d'une politique que n'approuvaient pas toujours les autochtones, la Force Publique se heurta parfois, au cours de périodes troublées, à des communautés indigènes révoltées. Une vue d'ensemble de toutes ces actions sera donnée au Chapitre VI.

Un mot encore... Peut-être certains trouveront-ils trop nombreuses les citations incluses dans le texte. C'est que, chaque fois que nous avons voulu reconstituer l'atmosphère d'un événement particulier, il nous a semblé qu'un témoin oculaire y réussirait mieux que nous.

INTRODUCTION

Les Ancêtres de la Force Publique

« ... Ouvrir à la civilisation la seule partie de notre globe où elle n'ait point encore pénétré, percer les ténèbres qui enveloppent des populations entières, c'est, j'ose le dire, une croisade digne de ce siècle de progrès... »

LÉOPOLD II.

(Discours d'ouverture de la Conférence Géographique de Bruxelles).

(LYCOPS et TOUCHARD. — *Recueil Usuel de la législation de l'Etat Indépendant du Congo.* Tome I, p. 1).

Le 12 novembre 1877, le « Daily Telegraph » apprenait au monde géographique une nouvelle étonnante : Stanley, l'homme qui, au cours d'une précédente expédition avait réussi à retrouver Livingstone, venait, en trois ans, de traverser le continent africain et de résoudre le problème des sources du Congo. Le formidable fleuve, dont les rapides avaient arrêté tous ceux qui voulaient en remonter le cours, avait enfin livré son secret : le Lualaba, où Livingstone voyait une des sources du Nil, n'était autre que le Zaïre de Diego Cam et offrait, avec ses affluents, des milliers de kilomètres de voies navigables aux futurs explorateurs.

On sait que Léopold II n'avait pas attendu cette découverte pour commencer la conquête de notre Empire Colonial, puisque c'est en 1876 qu'il réunit à Bruxelles

la Conférence Géographique dont sortit l'Association Internationale Africaine. En octobre 1877, un mois avant que soit connu le succès de Stanley, le Comité belge de l'Association avait envoyé sa première expédition à Zanzibar sous le commandement du capitaine Crespel. Toutefois, dès qu'il eut réussi à s'assurer le concours de Stanley, le Roi créa le Comité d'Études du Haut-Congo et attaqua le bassin du fleuve par l'ouest.

Ces expéditions, chargées de fonder des stations en Afrique Centrale, ne pouvaient guère compter sur l'aide des indigènes. Sans doute, les premiers explorateurs rencontrèrent-ils parfois des populations paisibles mais, le plus souvent, ils n'avaient connu que l'hostilité de peuplades farouches et, lors de sa première descente du fleuve, Stanley avait dû repousser trente-deux attaques entre Nyangwe et le Pool. Il fallait donc aux pionniers des porteurs, des travailleurs et des soldats ; ces hommes furent les ancêtres de l'actuelle Force Publique.

Les premiers soldats au Congo.

Origine.

Quels furent ces premiers collaborateurs noirs, d'où venaient-ils et comment étaient-ils formés ?

En quittant Zanzibar pour entamer, en 1874, sa fameuse traversée du continent, Stanley était accompagné de trois cent cinquante Zanzibarites. A son arrivée à Boma, il lui en restait cent et quinze. Les autres, ainsi d'ailleurs que ses trois adjoints blancs, avaient succombé à la maladie, aux privations, à la fatigue, aux flèches et aux balles d'indigènes hostiles ou aux pièges des rapides et de la forêt. Il fut si content des services de sa troupe qu'il tint à la ramener lui-même à Zanzibar et, lorsqu'il revint à Banana rejoindre les agents qu'y avait envoyés

le Comité d'Études, ce fut avec une centaine de Zanzibarites dont les trois quarts étaient des vétérans de sa première expédition. D'autre part, le factorien hollandais Jung, établi à Banana, avait été chargé par le Comité de recruter des Kabindas et des Krouboys, originaires de la côte de Krou, près du Cap Palmas.

Au fur et à mesure de l'avance de l'expédition et de l'établissement de nouveaux postes, les besoins en personnel augmentèrent et des renforts furent demandés. Il n'était pas facile de les obtenir et tous ne donnaient pas satisfaction.

Les Sénégalais étaient fort appréciés mais le recrutement en fut bientôt interdit. Grâce à des officiers anglais au service du Comité, on put engager des Haoussas en Côte d'Or ; chose précieuse, certains de ceux-ci étaient d'anciens soldats et possédaient un entraînement et un sens de la discipline qui manquaient à la plupart des autres volontaires, à qui on se contentait d'apprendre à se servir de leur fusil. Avec les Zanzibarites, les Haoussas constituèrent pendant longtemps l'élite de la Force Publique naissante. Toutefois, le recrutement de ces précieux auxiliaires fut aussi un moment interrompu par ordre des autorités locales. Léopold II, qui avait un besoin urgent de soldats, invita au Palais le Gouverneur de la Côte d'Or et réussit, au cours du dîner, à faire lever cette interdiction.

On eut beaucoup recours également aux centres cosmopolites et on y envoya des officiers qui s'arrangèrent avec les autorités locales pour obtenir l'autorisation d'engager des volontaires. C'est ainsi qu'arrivaient à Banana des représentants de toutes les races africaines : Monroviens, Abyssins, Somalis, Égyptiens, Elminas...

Pour donner une idée de la composition des garnisons des stations, voici, d'après Coquilhat [1], l'origine des

[1] Camille COQUILHAT, *Sur le Haut-Congo*, p. 228.

trente hommes qu'il avait sous ses ordres chez les Bangala en 1884 :

2 volontaires kabindas (esclaves libérés de la Côte)
17 volontaires zanzibarites (c'est-à-dire recrutés sur la Côte Orientale), dont : 8 véritables zanzibarites,
3 hommes de l'Ounyamouézi (Est du Tanganika),
1 homme des îles Comores,
4 hommes de la Côte Orientale.
1 volontaire maniema (esclave libéré des Arabes)
11 volontaires haoussas (c'est-à-dire recrutés à Lagos et en Côte d'Or), dont : 2 véritables Haoussas,
9 hommes originaires du Yoruba.

Mode de recrutement.

On possède assez peu de renseignements sur les méthodes de travail des officiers recruteurs. Cependant, les récits des explorateurs venus au Congo par l'Est donnent une idée des procédés employés pour se procurer des recrues.

Il existait à Zanzibar des firmes spécialisées dans la constitution de caravanes. Chez ces commerçants, hindous pour la plupart, les noirs de toutes races, très nombreux dans l'île, trouvaient toutes facilités pour emprunter, à un taux plus ou moins raisonnable, les sommes dont ils avaient besoin. Lorsque arrivait le jour de l'échéance, il était rare que le débiteur fut en état de rembourser le montant de sa dette. Suivant les lois de l'endroit, il devenait l'esclave de son créancier. Le meilleur moyen de se racheter était alors d'accepter un engagement d'« Askari » ou soldat d'escorte d'une caravane. Engagé par contrat à raison de cinq piastres par mois, il recevait

du commerçant une avance de quatre mois ou, plus exactement, ce qui restait de cette avance quand son créancier avait récupéré le montant de la dette avec les intérêts. Ce reliquat était d'ailleurs rapidement dissipé par l'engagé qui s'empressait de goûter une dernière fois aux douceurs de la vie avant de se lancer dans l'inconnu.

Pour éviter les désertions, le solde du compte était payé à l'expiration du contrat. Malgré cela, les effectifs des caravanes qui empruntaient la route de l'Est diminuaient de façon parfois catastrophique au fur et à mesure de leur avance.

Pareille mésaventure n'était pas à craindre avec ceux qui rejoignaient Banana par mer. Une fois au Congo, leur crainte des indigènes cannibales était telle qu'ils préféraient rester dans l'ombre protectrice du Blanc ; par contrecoup, celui-ci trouvait parmi eux ses plus fidèles gardes de corps aux heures de danger. Quelques malheureux exemples avaient montré le sort qui attendait les isolés. En juillet 1884, Hanssens laissa « en poste » à Basoko trois Zanzibarites : une heure après son départ, ils étaient tués et dévorés...

Les Zoulous.

En 1886, l'État Indépendant recruta à titre d'essai un contingent de trois cent cinquante Zoulous ; ce peuple avait une réputation de bravoure bien établie. Malheureusement, l'agent recruteur envoya à Boma des Cafres issus de peuplades paisibles, tellement paisibles que le lieutenant Coquilhat, chargé de les instruire avant leur envoi en poste, eut toutes les peines du monde à leur faire accepter un fusil et que dix-sept d'entre eux disparurent après le premier exercice de tir... Il fallut rapatrier une partie de ces trop pacifiques volontaires et attendre patiemment que le contact de soldats aguerris transformât les autres en soldats courageux. De pareils

mécomptes coûtaient fort cher, les primes d'engagements et le transport des recrues représentant des dépenses considérables pour le Comité.

TRANSPORT.

Les volontaires de la côte occidentale prenaient place à bord de bateaux assurant le service régulier le long de cette côte et relâchant à Banana ou à Boma. Ils voyageaient dans de pénibles conditions : entassés sur le pont des navires, ils y restaient jusqu'à l'arrivée, sans que rien les protégeât du soleil, du vent, de la pluie ou des vagues qui balayaient le pont lors des tempêtes heureusement très rares dans cette région.

A Zanzibar, par contre, on attendait que leur nombre justifiât l'affrètement d'un bateau entier et un agent du Comité convoyait alors les quatre ou cinq cents recrues jusqu'à Boma. Le transport coûtait huit à dix livres par homme et, pour parer à toute éventualité, l'État avait soin d'assurer son chargement contre tous risques, car un naufrage ou un accident aurait entraîné des responsabilités considérables.

A leur arrivée à Vivi, ces hommes recevaient un fusil Snider, un ceinturon avec cartouchière et un sabre baïonnette. Pendant quelque temps, ils promenaient fièrement leur équipement dans le poste, puis, toujours accompagnés par des agents rejoignant leur destination, ils remontaient vers les postes du Haut par la dure route des caravanes.

INCIDENTS.

Voici comment Léo Lejeune raconte dans « Lothaire » (1) les tribulations d'un de ces détachements en 1888 :

(1) Léo LEJEUNE, *Lothaire*.

« Collin et Lothaire avaient été chargés de conduire à Léopoldville un détachement de soixante Haoussas, soldats de la Force Publique, dont ils ignoraient la langue et les coutumes ; seul leur sergent connaissait quelques mots d'anglais...

« Comme il n'existait, passé Boma, aucun magasin où ils eussent pu s'approvisionner, on avait permis à ces grands enfants de prendre, à titre d'avance sur leur solde, tout ce qui leur plaisait dans les magasins de la Force Publique. Aussi chacun d'eux était-il possesseur d'un coffre en tôle, d'une ou plusieurs couvertures, de paires de souliers, de pièces d'étoffes pour échanges et de sa ration de route pour les vingt jours que devait durer le trajet jusqu'à Léopoldville.

« On ne peut dire le désespoir de ces pauvres diables quand, au départ de Matadi, il fallut abandonner, faute de porteurs, une partie des richesses qu'on leur avait laissé, si généreusement, acheter à Boma. Presque tous emportèrent le coffre mais en se débarrassant, qui des vivres, qui des souliers, qui d'une couverture... »

Stanley raconte qu'en 1882, une colonne de septante-huit recrues fut abandonnée, au-delà d'Isanghila, par un Européen déjà lassé de l'Afrique, qui donna sa démission et rentra en Europe ; il fallut beaucoup de temps pour retrouver ces noirs qui s'étaient dispersés dans la brousse.

Une autre fois, un officier étranger convoyant des Haoussas voulut prendre d'assaut la station commandée par le lieutenant Haneuse, parce que celui-ci refusait de lui fournir du savon pour ses hommes. Le chef de poste, qui n'en avait plus pour les blancs, dut se montrer très énergique pour empêcher le pillage de son magasin par les recrues.

Ces soldats-travailleurs connaissaient très bien leurs droits et, lorsque les modestes possibilités de transport de l'époque ne permettaient pas leur rapatriement à la

date exacte prévue par leur contrat, les chefs de station devaient faire appel à toutes les ressources de leur imagination pour leur remonter le moral ou calmer les aigris. Pendant tout un temps d'ailleurs, les différences d'interprétation des contrats furent la cause de nombreuses palabres, les Zanzibarites affirmant que le voyage faisait partie du terme de service et le Comité le contestant.

C'est avec ces contingents disparates que les agents du Comité d'Études ont jeté les bases de notre Colonie. Si on ne peut assez les louer pour l'œuvre accomplie, il ne faut pas oublier leurs collaborateurs noirs. Comme le dit le commandant Renier (1) « ... leurs bras ont élevé les stations, construit les routes, transporté charges et matériels ; ils ont lutté avec acharnement à côté de leurs chefs, partageant leur bonne et leur mauvaise fortune ». Tour à tour porteurs, chasseurs, cultivateurs ou maçons, ils devaient parfois quitter la truelle ou la houe pour courir aux armes et venir se ranger près du Blanc afin de défendre le fruit de tant de travail menacé par une attaque de sauvages avides de pillage et parfois de chair humaine.

Histoire succincte de ces soldats avant 1888. (Carte A_1)

L'histoire des premiers temps de l'occupation du Congo n'est pas le but de cette introduction, mais il est impossible de relater les aspects militaires de cette période sans rappeler les grandes lignes de l'époque héroïque.

La plupart des agents du Comité belge de l'Association Internationale Africaine et du Comité d'Études furent des militaires et, si la Force Publique n'existait pas encore officiellement, si les agents, leurs escortes et les garnisons des postes ne constituaient pas d'unités mili-

(1) Cne-Cdt. RENIER, *Héroïsme et Patriotisme des Belges*, p. 105.

taires organisées, l'esprit qui les animait est parrain de celui des héros des campagnes ultérieures. Le récit de leurs exploits trouve donc naturellement sa place ici.

Expéditions de l'Est.

C'est de Zanzibar que partirent nos premiers explorateurs, envoyés par l'Association Internationale Africaine pour créer des stations sur les rives du Tanganika.

Crespel — Cambier.

Le 15 octobre 1877, le capitaine Crespel quittait Anvers avec le lieutenant Cambier, le docteur Maes et l'officier autrichien Marno. Crespel et Maes moururent un mois après leur arrivée à Zanzibar, premières victimes belges du climat africain. Marno rentra en Europe et Cambier organisa sa caravane avec le lieutenant Wauthier et le docteur Dutrieux, qui lui avaient été envoyés en renfort. Après treize mois d'un voyage pénible, Cambier arriva au Tanganika le 12 août 1879. Il y arriva seul blanc : Wauthier était mort en chemin et Dutrieux était rentré malade en Europe. De son escorte de cent soldats et trois cent cinquante porteurs, il ne lui restait que trente hommes...

Nullement découragé, Cambier entama à Karema la construction d'un fort, qu'il baptisa « Fort Léopold ». Cet ouvrage, bâti au bord du lac, était un hexagone de soixante mètres de côté, flanqué de trois caponnières. Il servait à la fois de forteresse, d'habitation pour Européens et Indigènes, d'atelier et de magasin. Il suscita l'admiration de tous ses successeurs, heureux de trouver, au terme de leur longue randonnée, un établissement relativement confortable et bien organisé.

Popelin — Expédition des éléphants.

Pendant ce temps, l'Association avait chargé le capitaine Popelin, le lieutenant Dutalis et le docteur Van den Heuvel, d'aller fonder une station sur le Lualaba, à Nyangwe. Soucieux de trouver une solution élégante au problème du transport des charges, Léopold II demanda à Monsieur Carter, un Anglais résidant aux Indes, d'amener à l'expédition quatre éléphants hindous. Parti en septembre 1879 de Bagamayo, Popelin rejoignit Cambier en décembre ; il avait laissé le docteur à Tabora pour y fonder une station de relais. Dutalis, malade, était rentré en Europe.

La tentative d'emploi des éléphants se termina par un désastre. Trois d'entre eux moururent avant d'atteindre Tabora et Carter perdit le quatrième avant de rejoindre Cambier et Popelin à Karema.

En janvier 1880, l'Anglais Cadenhead, venu pour aider Carter à créer une station de dressage d'éléphants, quittait la côte avec les Belges Burdo — qui devra abandonner — et Roger. Comme il n'y avait plus d'éléphants, Carter et Cadenhead prirent le chemin du retour. A Pimboué, le 25 juin 1880, ils se trouvèrent mêlés, malgré eux, à une bataille entre deux sultans. Bien qu'étant restés neutres, ils furent attaqués par les vainqueurs. Cadenhead fut tué au début de l'action, les Zanzibarites s'enfuirent et Carter, resté seul avec ses cornacs hindous, succomba sous le nombre des assaillants Rogas-Rogas après une résistance héroïque.

Ramaeckers.

Pour relever Cambier, le capitaine du génie Ramaeckers, les lieutenants d'artillerie De Leu et Becker et le photographe Demeuse quittèrent la Belgique en juin 1880. La maladie obligea Demeuse à rentrer et De Leu

mourut à Tabora. Les deux autres atteignirent Karema le 4 décembre et Cambier, enfin remplacé, reprit la route du retour.

Popelin traversa le Tanganika avec Roger pour tenter d'atteindre Nyangwe mais il mourut à Mtoa sans avoir eu le temps de remplir sa mission. Van den Heuvel rentra en Europe et Roger quitta Zanzibar avec un contingent de cent trente-cinq Zanzibarites pour aller rejoindre Stanley dans le Bas-Congo.

Un an après le départ de Cambier, Becker, qui se trouvait à Tabora, apprit que Ramaeckers était mort et que lui-même restait seul pour continuer l'œuvre commencée par Cambier. Des seize européens qui participèrent à ces trois expéditions, huit avaient payé de leur vie ce faible résultat et quatre avaient été contraints à l'abandon par la maladie. De tels pourcentages de pertes ne décourageaient cependant pas les audacieux et toujours se présentaient des volontaires pour aller combler les vides qui se créaient dans les rangs des pionniers.

Storms.

Le lieutenant Storms, accompagné du lieutenant Constant et du Français Maluin, partit pour fonder un poste sur la rive occidentale du lac. Ses deux adjoints, malades, ne dépassèrent pas Zanzibar. Seul, il fit en trois mois et demi, le voyage de la côte à Karema, non sans avoir dû repousser plusieurs attaques des Rogas-Rogas. Avec Becker, il participa à une expédition contre le chef indigène de Karema, coupable d'avoir attaqué et dévalisé des soldats de la station. Leur troupe fut accueillie par une vive fusillade ; les indigènes tiraient heureusement si mal qu'un seul homme fut grièvement blessé. Les salves régulières des soldats mirent en fuite les Rogas-Rogas, qui laissèrent dix-sept tués sur le terrain... et abandonnèrent entre les mains des vainqueurs les femmes

et les enfants. Après cette démonstration de force — la première en trois années d'occupation — les pourparlers de paix furent rondement menés et les vaincus ne récupérèrent leurs femmes qu'après avoir payé une amende pour indemniser les soldats volés.

Storms, après avoir repris le commandement à Becker qui rentrait en Europe, traversa le lac et créa sur la rive occidentale la station de Mpala, où il passa deux ans à améliorer son installation. En juillet 1885, il remit les deux postes du lac aux Pères Blancs du cardinal Lavigerie et quitta l'Afrique.

Becker.

En octobre 1884, une dernière expédition, sous le commandement de Becker, était partie avec mission de relier les postes du lac à ceux du Haut-Congo (1). Elle ne quitta pas la côte : les décisions de la Conférence de Berlin rendaient inutiles toute action belge à l'est du Tanganika. L'expédition rejoignit la Belgique en 1885.

Expéditions de l'Ouest.

De Banana au Pool.

Cependant, le jour même où Cambier atteignait Karema, Stanley débarquait à Banana et, sous son énergique impulsion, les agents embauchés par le Comité d'Études partirent à l'assaut de la région des Cataractes.

Le 6 février 1880, on fondait le poste de Vivi, au point extrême que pouvait atteindre la navigation sur le bas-fleuve. Construite sur un tout autre modèle que son pendant de Karema, cette station, établie sur un plateau difficilement accessible, allait servir pendant quelques

(1) De cette expédition faisaient partie : Dhanis, qui devait se couvrir de gloire au service de l'État Indépendant et Dubois, qui mourut lors de la première attaque des Arabes sur la station des Stanley-Falls.

années de base de départ et de capitale. Mal située, elle fut abandonnée dès que les circonstances le permirent.

A travers quatre cents kilomètres de région montagneuse commença alors un travail de titans : le transport jusqu'au Pool des trois steamers fameux qui allaient être l'outil le plus précieux de la découverte du fleuve et de ses affluents. Il faut lire le récit des difficultés rencontrées par Stanley pour comprendre que seule la volonté de cet homme de fer pouvait mener à bien une entreprise aussi difficile. Après un an de travail, deux blancs et vingt-deux noirs étaient morts et treize agents avaient été renvoyés en Europe pour cause de maladie... Mais le 29 novembre 1881, le chef de l'expédition atteignit le Pool et l'« En Avant » flotta bientôt sur les eaux de la baie de Kitamo. La période des explorations allait commencer.

Si les débuts de la conquête furent pénibles, ils furent en général pacifiques : quelques incidents seulement vinrent de temps en temps mettre en danger les résultats acquis. Ils se terminèrent presque tous sans effusion de sang, grâce au prestige de Stanley et de ses principaux collaborateurs et à la présence auprès d'eux d'une petite troupe qui savait imposer le respect aux indigènes trop turbulents.

Ainsi, lorsqu'en novembre 1881, le chef Ngaliema, qui régnait sur la région du Pool, fut sur le point d'attaquer Stanley, celui-ci réussit facilement à l'intimider. Au moment où l'attitude du chef devint menaçante, sur un signal de l'explorateur, ses soldats, soigneusement dissimulés jusque là, surgirent de partout et se livrèrent à une fantasia endiablée qui mit en fuite les guerriers de Ngaliema et ramena ce dernier à de meilleurs sentiments.

Sur le fleuve.

En avril 1882, l'« En Avant » remonta pour la première fois le Congo avec Stanley et le sous-lieutenant Janssen,

qui fut laissé à Msuata pour y fonder un poste. Pendant que son chef remontait jusqu'au lac Léopold II, Janssen réussit à nouer avec les chefs indigènes des relations amicales et à se faire aimer de tous les noirs, qui l'appelaient « Nsusu Pembe » (1). Le jeune explorateur obtint rapidement des résultats remarquables ; malheureusement, l'année suivante, sa pirogue ayant chaviré sur le fleuve, il se noya avec le missionnaire français qui l'accompagnait. Les indigènes le pleurèrent longtemps.

Le Kwilu-Niadi (carte A_2).

Les années 1882 et 1883 furent consacrées aux explorations dans le bassin du Kwilu-Niadi d'une part et le long des rives du Congo d'autre part. Dans le Kwilu-Niadi, les expéditions Grant-Elliot, Liévin Vandevelde, Destrain, Legat et Hanssens plantèrent le drapeau bleu étoilé d'or dans de nombreuses stations. Partout, ils se heurtèrent à des indigènes hostiles et méfiants. Ceux-ci n'avaient connu pendant des siècles que des négriers : raison pertinente de ne pas aimer les blancs. Partout les officiers assistèrent à des spectacles barbares ; sacrifices humains, mutilations, épreuves du poison... La faiblesse des moyens dont ils disposaient ne leur permit pas d'intervenir et ils furent obligés de fermer les yeux.

A Nganda, sur le Niadi, Hanssens et ses vingt soldats furent attaqués par cinq cents indigènes. Blessé au pied dès le début de l'action, il ordonna la retraite. L'ennemi suivit de près et, lorsque le soldat qui portait Hanssens trébucha et tomba avec lui, les agresseurs se précipitèrent... Calmement, l'officier se redressa et abattit le premier assaillant d'un coup de revolver ; cet exemple ranima le courage de sa troupe, qui contre-attaqua et mit en fuite l'adversaire. Hanssens enleva lui-même la balle

(1) La poule blanche.

qu'il avait dans le pied, se fabriqua un pansement sommaire et rentra à Makembi, mission accomplie. Avec de pareils hommes, l'œuvre de découverte était en de bonnes mains.

Le Kwilu-Niadi fut militairement occupé ; Grant-Elliot y avait organisé les forces d'occupation en « Corps de gendarmerie ». Dans cette première ébauche de Force Publique, Zanzibarites et Krouboys étaient commandés par des européens ayant tous au moins le grade de major, solution heureuse qui devait certainement plaire à beaucoup. L'existence de cette gendarmerie permit d'imposer aux indigènes les premières mesures destinées à combattre la barbarie : les épreuves du poison et d'autres coutumes plus sanglantes furent désormais interdites.

Malheureusement, le 5 février 1885, une convention signée avec la France nous obligea à lui remettre les territoires payés de tant de peines... L'effort n'avait cependant pas été vain car il avait permis au futur État Indépendant d'avoir en mains des atouts précieux dans les négociations qui devaient lui assurer la possession de la rive gauche du Congo et un débouché sur la mer.

La région des Cataractes.

Parallèlement, se poursuivit l'organisation de la région des Cataractes. Dans les différents postes, on installa des garnisons et on construisit des blockhaus de défense. Quelques incidents vinrent, de temps à autre, troubler la paix toujours précaire. A Isanghila, la station fut attaquée par de turbulents voisins et dut être délivrée par une expédition des frères Vandevelde, accompagnés du lieutenant Nilis. Plus tard, ce dernier, malade, passa de bien mauvais moments à Manyanga lorsqu'il dut, malgré la fièvre, surveiller constamment ses soldats Kabindas que les indigènes incitaient à la révolte.

La caravane du docteur Peschuel-Loesch, agent supé-

rieur du Comité, fut attaquée près de Manyanga ; encerclé, il réussit à percer les lignes adverses avec son escorte. Attaqué une seconde fois le lendemain, il fut heureusement secouru par le lieutenant Grang accouru avec un peloton de Zanzibarites armés de Winchester.

Le Haut-Congo (carte A_1).

Pendant ce temps, l'occupation du Haut-Congo ne fut pas abandonnée : Hanssens installa le lieutenant Orban à Bolobo, Stanley laissa à l'Équateur Vangele et Coquilhat. Ils y réalisèrent une installation qui suscita l'admiration de Stanley, pourtant avare de compliments. Au retour à Léopoldville, de mauvaises nouvelles accueillirent l'explorateur : mort de Janssen, révolte à Kimpoko, Bolobo incendié.

Stanley repartit avec sa flottille : l'« En Avant », l'« A.I.A. » et le « Royal », magnifique petit steamer d'acajou, propriété personnelle du Roi et offert par Lui à l'expédition. Très mal reçu à Bolobo, où l'« En Avant » fut accueilli à coups de fusils par les Bayanzi, Stanley renvoya ce bateau à Léopoldville pour y prendre le lieutenant Liebrechts et un des canons qu'il venait d'y amener d'Europe. Plutôt que de livrer un combat meurtrier, il préférait intimider les indigènes par une démonstration de puissance.

L'histoire des débuts de l'artillerie au Congo mérite d'être contée en détail. En 1883, le lieutenant d'artillerie Liebrechts fut mandé au Palais Royal et chargé par Léopold II d'une mission confidentielle. Le Roi, désireux de mettre à la disposition de ses agents des moyens de plus en plus puissants, avait acheté aux usines Krupp douze canons rayés de montagne de 7 cm 5. Liebrechts s'en fut, en grand secret, réceptionner ce matériel en Allemagne et procéder à des tirs d'essai.

Pour ne pas donner l'éveil à des puissances jalouses,

canons et munitions furent emballés dans des caisses couvertes de l'étiquette peu compromettante de « pièces mécaniques ». A Liverpool, où le jeune officier embarquait son précieux chargement, quelle ne fut pas la stupéfaction des douaniers lorsqu'ils virent s'échapper d'une caisse toute une série d'obus... Heureusement, après un échange de télégrammes avec Bruxelles, tout finit par s'arranger.

A la côte de Krou, Liebrechts embarqua cinquante Krouboys pour le transport de ces lourdes pièces. On avait cependant acheté les bâts et harnachements complets des mules qui, normalement, devaient porter ce matériel. Comme ces animaux n'arrivèrent jamais, seuls les canons et leurs munitions prirent la route des caravanes ; le reste moisit pendant longtemps dans les magasins de Vivi.

Au reçu de l'ordre de Stanley, l'artilleur embarqua une pièce sur l'« En Avant » et remonta en toute hâte vers Bolobo. Dès son arrivée, on lui fit mettre en batterie la pièce — dont il était à la fois le pointeur, le tireur et tous les pourvoyeurs — et on convia les indigènes à venir admirer ce formidable fusil. La vue des accessoires de la pièce, le maniement du mécanisme de culasse et surtout le poids des obus firent une profonde impression sur les Bayanzi. Il fallut cependant le spectacle de l'explosion d'un obus pour amener une réconciliation avec le chef. La station fut rétablie, on y laissa Liebrechts et la flottille continua sa route.

Organisant au passage la région de Lukolela, visitant celle de l'Équateur, négociant en chemin avec les farouches Bangala, Stanley arriva le 15 novembre 1883 chez les Basoko, au confluent de l'Aruwimi. Là et vers l'amont, il constata que les Arabes avaient gagné du terrain et étendu la zone de leurs razzias jusqu'à Basoko[1].

(1) Six ans plus tôt, lors de sa traversée de l'Afrique, Stanley n'avait trouvé des Arabes qu'en amont de Nyangwe.

Le 27, il rencontra un de leurs camps. Le spectacle des nombreux villages ravagés et la vue de plusieurs centaines d'esclaves aux mains des Arabes, émurent profondément les explorateurs qui eussent été heureux de pouvoir combattre et chasser ces trafiquants de chair humaine. Les faibles forces dont disposait alors l'Association ne permettaient malheureusement pas d'espérer venir à bout de ces bandes nombreuses et bien armées. Une fois de plus, il fallut fermer les yeux et traiter avec l'adversaire.

Stanley acheta une concession dans l'île Wena-Roussari et y fonda la station des Stanley-Falls ; il y laissa l'Écossais Bennie avec trente hommes... et de bons conseils. Bennie, engagé comme mécanicien de steamer, se trouvait ainsi placé à la tête du poste qui marquait le point extrême de la chaîne des stations de l'Association. Mal préparé à cette tâche délicate, il manqua de mesure, se brouilla avec les indigènes Wagenias et commit des actes regrettables. Remplacé l'année suivante, il se suicida, le 9 décembre 1884 devant Irebu, pendant son voyage de retour.

A la descente, Stanley essaya d'installer Coquilhat chez les Bangala, mais leur attitude hostile fit échouer ce projet. Le 20 janvier, l'expédition était de retour à Léopoldville après cent quarante-six jours de voyage.

Deux mois plus tard, Stanley rentra en Europe [1]. Le capitaine Hanssens repartit avec les trois steamers, remonta l'Ubangi avec Vangele, réussit à installer Coquilhat chez les Bangala, explora l'Itimbiri, acheta une concession chez les Basoko, remplaça Bennie aux Falls par le lieutenant suédois Wester et le Belge Amelot, s'engagea dans le Lomami et conclut des traités avec les chefs riverains. Il repartit en septembre mais, malade,

[1] Il ne devait revenir au Congo qu'en 1886, comme chef de l'expédition envoyée au secours d'Emin Pacha.

dut remettre le commandement du Haut à Vangele ; il mourut d'hématurie en décembre à Vivi. Avec lui disparut le premier des grands explorateurs belges.

Beaucoup avaient déjà payé de leur vie les faibles progrès de la civilisation. La dysenterie, l'hématurie et les fièvres faisaient de nombreuses victimes. D'autres mouraient d'insolation, se noyaient accidentellement dans le fleuve. Certains tempéraments ne résistaient pas à cette vie dure et solitaire dans les stations, devenaient fous, se suicidaient...

A ce moment, l'Association Internationale du Congo qui, depuis 1882, avait remplacé le Comité d'Études et dont la souveraineté avait déjà été reconnue par certaines puissances, possédait au Congo cent septante et un agents européens répartis dans quarante stations. La Conférence de Berlin régularisa la situation politique de l'Association, d'autres puissances reconnurent sa souveraineté et l'État Indépendant du Congo fut officiellement proclamé le 1er juillet 1885 à Vivi.

La Force publique.

Si l'Acte Général de la Conférence de Berlin reconnaissait à l'Association des droits, il lui imposait aussi des devoirs : la protection des individus et de la liberté du commerce, la lutte contre la traite... Cette lutte et la nécessité d'occuper effectivement les territoires sur lesquels l'État affirmait sa souveraineté, obligèrent l'État Indépendant à créer une force armée organisée et plus importante que les quelques centaines de soldats travailleurs dispersés dans tout le Congo sans lien organique propre. C'est de cette mission qu'allait être chargé l'année suivante le capitaine Roget.

Déjà, un chef de poste débrouillard, le lieutenant Coquilhat, séduit par les qualités guerrières des Bangala, avait essayé de faire passer au service d'une plus noble

cause l'ardeur que ces féroces anthropophages montraient dans leurs luttes intestines. Le 14 juillet 1885, il pouvait écrire dans son journal (1) :

« Je viens de réussir dans un projet préparé de longue main : celui d'enrôler des Bangala pour le service des autres nations. Les étapes successives parcourues pour y parvenir ont été notées dans ce journal ; première coopération éphémère des natifs à la confection de mon toit, ensuite premier engagement à la semaine, puis au mois, escorte dans mes petits voyages, formation de la jeune garde.

« La difficulté principale résidait dans le caractère exclusif et tout personnel de la confiance que les jeunes gens ont en moi. Il a fallu me porter garant pour Monsieur Deane (chef de la station des Falls à ce moment), affirmer son autorité et sa fermeté. Le succès est acquis. Neuf de mes jeunes gardes sont embarqués pour les Falls au terme de dix mois de service. Le traitement sera de quarante mitaku par mois (11 frs 50). Afin de stimuler le goût de la population, les volontaires sont immédiatement vêtus et armés et, pendant deux jours, ils se sont promenés, fiers comme Artaban, à travers les groupes de leurs concitoyens en admiration. »

En mai 1886, Vankerckhoven, successeur de Coquilhat, pouvait lui annoncer que cent vingt-six Bangala étaient au service de l'État.

KASAI.

Pendant que se préparait ainsi l'organisation de la « Force Publique », d'autres pionniers, toujours escortés de « volontaires de la Côte », poursuivaient l'exploration de l'immense bassin du Congo.

De 1884 à 1887, les expéditions de von Wissmann, de

(1) Camille COQUILHAT, *op. cit.*, p. 352.

Wolff, du capitaine de Macar et du lieutenant Paul Le Marinel, ouvrirent à la civilisation le bassin du Kasai. En général, les explorateurs devaient surtout lutter contre le climat, le terrain, la famine, mais il arrivait que la bienveillance ou l'hostilité sourde des sauvages fît place à de furieuses attaques en masse. Wolff fut assailli par les Basonge au moment où il venait d'échouer l'« En Avant » pour réparer une voie d'eau ; heureusement, un coup de feu tiré par lui effraya tellement le chef des agresseurs qu'il fit immédiatement cesser l'assaut.

von Wissmann, attaqué une première fois en 1884 par les Bakutu en descendant le Kasai, fut obligé, deux ans plus tard, de renoncer à une expédition vers le sud-est de Luluabourg parce que trois mille indigènes attaquèrent sa colonne à coups de flèches. Avec de lourdes pertes, son escorte réussit péniblement à mettre en fuite les assaillants.

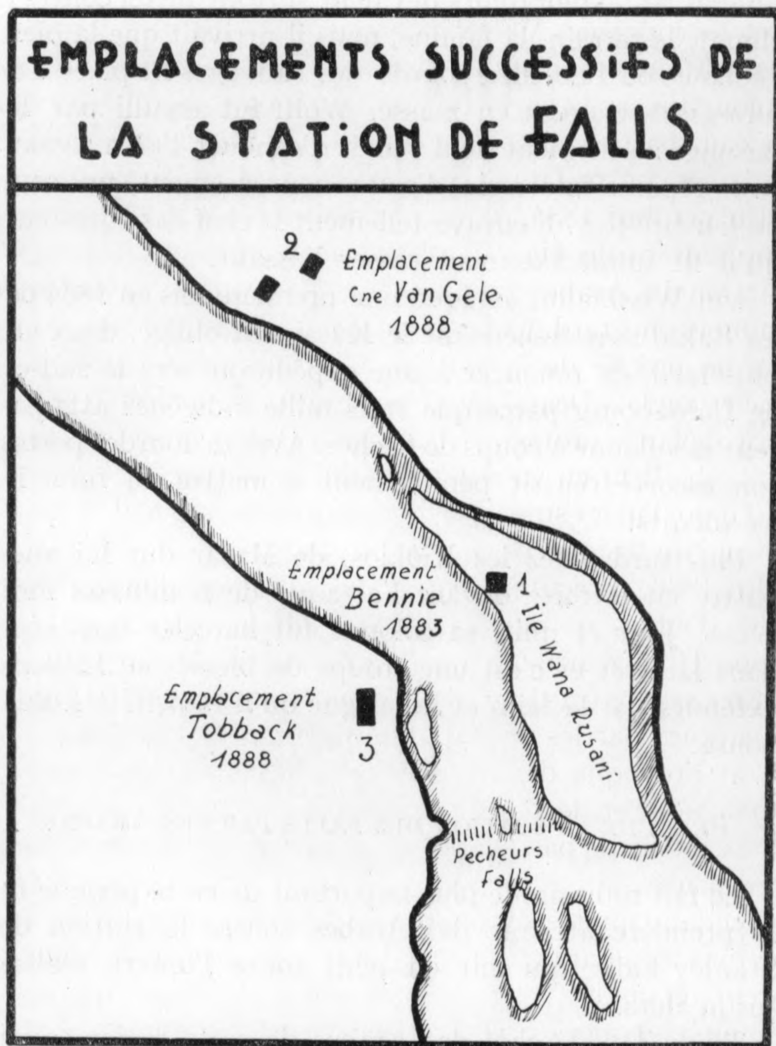
Plus tard, chez les Kiokios, de Macar dut lui aussi battre en retraite devant l'attaque de nombreux indigènes. Jour et nuit, sa colonne fut harcelée sans répit dans la forêt et c'est une troupe de blessés en haillons, exténués par la faim et la fatigue qu'il ramena à Luluabourg.

Prise de la station des Falls par les Arabes.

Le fait militaire le plus important de cette période fut la première attaque des Arabes contre la station des Stanley-Falls, qui mit en péril toute l'œuvre réalisée jusqu'alors.

Tippo-Tip, le chef des Arabes de cette région, avait étendu son champ d'action, pendant les dernières années, de Nyangwe à Basoko. Les Arabes s'étaient installés aux Falls et y pratiquaient sur une grande échelle, le commerce de l'ivoire... et celui des esclaves. Leur méthode était simple : des attaques de nuit sur les villages

endormis et le massacre d'une grande partie de la population mâle. Ils enlevaient alors les femmes et les enfants



qu'ils envoyaient dans les centres établis par eux aux Falls, à Nyangwe, Kasongo ou Kabambare. Les malheureux servaient là comme esclaves ou étaient dirigés par Uvira vers la côte orientale.

La coexistence aux Falls des Arabes et d'un poste de l'État y rendait très délicate la situation des agents européens. Ils réussirent à entretenir des relations amicales avec les indigènes Wagenias, mais leur attitude vis-à-vis des trafiquants d'esclaves demandait énormément de diplomatie car la garnison était numériquement faible et les Zanzibarites, en cas de conflit, n'auraient jamais pris les armes contre Tippo-Tip, vassal du sultan de Zanzibar.

En octobre 1884, Wester réussit à conclure avec un représentant de Tippo-Tip un traité qui limitait la zone d'action des Arabes au méridien de la septième cataracte. Un mois plus tard, un millier d'Arabes s'installèrent dans une île proche de la station. Les instructions de l'ex-officier anglais Deane, successeur de Wester, prévoyaient qu'il devait « protéger les indigènes sans provoquer les Arabes ». Il fit en vain des remontrances aux lieutenants de Tippo-Tip au sujet de leurs incursions fréquentes dans la zone qu'ils avaient promis de respecter.

En 1886, il reçut en renfort le lieutenant de cavalerie belge Dubois et des Bangala. Pendant un voyage de Tippo-Tip à Zanzibar, son « frère » et remplaçant Bwana N'Zigé se montra de plus en plus menaçant. Le 15 août, la capture par les Arabes d'une femme de la station de l'État provoqua des incidents. La situation s'envenima rapidement et, le 24, Bwana N'Zigé, informé de la faiblesse du poste, passa à l'attaque avec cinq cents hommes bien armés.

Pendant quatre jours, les assiégés repoussèrent par le feu tous les assauts mais, le 27, les munitions pour Snider furent épuisées... Le sergent-major haoussa Moussa-Kanou vint alors prévenir Deane que les soldats, dans ces conditions, se considéraient comme libérés de toute obligation militaire et allaient évacuer la station.

La mort dans l'âme, les deux officiers brûlèrent les installations, firent sauter la poudrière et se sauvèrent dans la nuit avec quatre soldats fidèles. Pendant cette

fuite dans l'obscurité, le malheureux Dubois tomba dans le fleuve et, lourdement vêtu et équipé, se noya malgré les efforts de ses compagnons pour le sauver.

Coquilhat, averti du désastre par l'arrivée dans son poste des déserteurs bangala et haoussas, profita du premier steamer de passage pour venir au secours de Deane. Il le retrouva, épuisé par plus de huit jours de retraite dans la forêt, et remonta le fleuve jusqu'au camp des vainqueurs. Il disposait malheureusement de beaucoup trop peu d'hommes pour venger la défaite de l'État et dut se contenter d'échanger quelques coups de feu avec les Arabes avant de retourner aux Bangala.

Accord avec Tippo-Tip.

Quelques mois plus tard, Stanley, de passage à Zanzibar où il organisait la caravane de secours à Emin Pacha, rencontra Tippo-Tip. Celui-ci déclara regretter l'attaque des Falls par son parent et affirma que jamais pareille chose ne se serait produite s'il avait été présent.

Stanley, qui connaissait la faiblesse momentanée de l'État, décida de se servir du prestige dont jouissait Tippo-Tip auprès de ses compatriotes pour maintenir les Arabes dans certaines limites. Par traité, Tippo-Tip fut reconnu « Vali » (Gouverneur) du district des Stanley-Falls, sous l'autorité de S. M. Léopold II (1). Stanley lui-même l'installa aux Falls.

Un agent européen fut désigné comme résident auprès de Tippo-Tip. En 1888, Vangele rétablit un poste militaire sur la rive droite et y laissa les lieutenants Bodson et Hinck, en attendant l'arrivée de Haneuse, qui fut installé comme premier résident officiel le 1er août 1888. Lui et son successeur Tobback entretinrent de bonnes relations avec le Vali. Lorsque celui-ci, rentré à Zanzibar,

(1) Voir Chapitre III.

fut remplacé par son neveu Rachid, Tobback alla s'installer avec son escorte de douze soldats dans le camp arabe de la rive gauche, pour marquer sa confiance au nouveau Vali.

Pendant un an et demi tout y fut calme mais, au début de 1892, la tension croissante entre les troupes de l'État et les bandes de marchands d'esclaves amena de nouveaux incidents... La grande campagne arabe allait commencer.

CHAPITRE I

Naissance, Organisation et Développement de la Force Publique

« Leurs noms seront vite oubliés ; lorsque l'œuvre sera devenue prospère, le lucre et l'intérêt feront oublier le courage et le sacrifice. »

Capitaine LANGE.

(cité par Dr. MEYERS, *Le prix d'un Empire*, p. 20).

Naissance.

Reconnu comme État Souverain par de nombreux pays, le nouvel État Indépendant se devait de prouver au monde qu'il méritait cette reconnaissance et qu'il était capable de remplir les devoirs que lui imposait le Congrès de Berlin : « ... employer tous les moyens en son pouvoir pour mettre fin à ce commerce (des esclaves) et punir ceux qui s'en occupent » (1) et « ... assurer, dans les territoires occupés par elles (les puissances), sur les côtes du Continent africain, l'existence d'une autorité suffisante pour faire respecter les droits acquis et, le cas échéant, la liberté du commerce et du transit dans les conditions où elle serait stipulée (2) » (3).

(1) Acte Général de la Conférence de Berlin, 26 novembre 1885, Ch. II, art. 9. LYCOPS et TOUCHARD, t. I, p. 23.

(2) ID., ch. VI, Art. 35. LYCOPS et TOUCHARD, t. I, p. 27.

(3) Certains journaux, à l'époque du Congrès de Berlin, lançaient les bobards les plus invraisemblables sur l'avenir du Congo. Signalons, parce qu'il intéresse

Ces obligations étaient nettes ; elles rendaient nécessaire l'existence d'une force armée organisée qui s'efforcerait de maintenir de façon efficace l'autorité de l'État sur l'immense étendue prise en charge par lui, y protégerait la liberté du commerce et y ferait cesser l'odieux commerce des esclaves dont Livingstone disait : « Que la bénédiction du Ciel descende sur quiconque, Américain, Turc, Anglais qui contribuera à guérir cette plaie saignante du monde (¹) ».

Par le décret du 30 octobre 1885, le Roi-Souverain organisa le Gouvernement Central. Pour la première fois apparaît alors le mot « Force Publique » dans un acte officiel. Ce décret précise en effet qu'au département de l'Intérieur,une division « C » s'occupe de : « Force Publique — Matériel d'artillerie, armes, munitions... »

Au début de l'année 1886, le Roi envoya au Congo un officier d'élite avec la mission bien définie d'y mettre sur pied une force armée organisée. Le 17 août 1886, le capitaine adjoint d'état-major Léon Roget, du régiment des Carabiniers, fut nommé Commandant de la Force Publique... Comme le rappelle un rapport de l'Administrateur Général de l'Intérieur au Roi-Souverain (²) : « Il s'agissait désormais de substituer une organisation militaire réglée à une série de mesures forcément

la Force Publique, cet entrefilet de la « *Patrie de Bruges* » (cité par le *Mouvement Géographique* du 25 janvier 1885) : « A ce que l'on assure, le plan de M. de Bismarck est définitivement arrêté et c'est au Roi Léopold, créateur et promoteur de l'œuvre africaine, que le grand chancelier entend faire déférer la suzeraineté en question. C'est le monarque belge également qu'il voudrait charger d'organiser le contingent militaire nécessaire à l'État libre du Congo. Monsieur de Bismarck lui aurait demandé en même temps que son acquiescement à sa prochaine nomination de suzerain, l'envoi de trois ou quatre régiments belges dans l'Afrique Centrale ; deux demandes d'une extrême gravité et naturellement faites pour faire naître de grandes perplexités. »

« On veut nous entraîner dans une autre aventure tonkinoise » disait de son côté « *La Réforme* », journal résolument anticongolais...

(¹) Texte placé sur la tombe de Livingstone dans l'Abbaye de Westminster.

(²) Rapp. du 29 octobre 1889 ; Lycops et Touchard, tome I, p. 373.

hâtives et qu'il eût été difficile auparavant de coordonner efficacement » [1].

Quelques exercices de tir, quelques séances d'instruction, et Zanzibarites, Haoussas ou Elminas étaient auparavant envoyés dans les différents postes. La seule force armée plus ou moins digne de ce nom était constituée par quelque deux cents volontaires de la Côte, cantonnés à Vivi, puis, à partir du mois de mai 1886, à Boma, nouveau siège du gouvernement local.

Roget travailla d'arrache-pied pendant deux ans. Aux volontaires de la Côte, se joignirent d'abord les dix premiers soldats indigènes réguliers, des Bangala envoyés du Haut en 1885 par Vankerckhoven, successeur de Coquilhat. D'autres suivirent, plus nombreux, dont l'actif chef de station avait pu gagner la confiance... (cent vingt en 1887). Avec ces contingents hétérogènes et grâce à la collaboration de ses adjoints européens, le Commandant de la Force Publique créa de toutes pièces les premières unités régulières.

A ces hommes, il fallait apprendre l'école du soldat, celle du tirailleur et les rudiments de l'école de compagnie, l'entretien de l'armement, le tir [2] et en général l'a. b. c. de ce qu'il était d'usage d'apprendre aux recrues de toutes les armées de l'époque. Quelles difficultés ne durent pas rencontrer les instructeurs ! Quels trésors d'ingéniosité et de patience ne fallut-il pas dépenser pour faire de ces farouches guerriers, à l'âme indépen-

[1] Il convient de rappeler ici le rôle important joué par le Gouverneur Général Wahis dans l'organisation de la Force Publique. Ancien militaire, ce haut fonctionnaire attacha toujours une importance considérable aux troupes de l'État Indépendant. Son influence se fit particulièrement sentir dans l'importante question du recrutement des indigènes.

[2] Au tir, il paraît que les Bangala se révélèrent d'emblée excellents, nettement meilleurs que les Haoussas (piètres tireurs s'il faut en croire le commandant Michaux) et les Zanzibarites. Ils devinrent tellement adroits que l'on jugea prudent de supprimer presque complètement pour eux les exercices de tir à la cible. (*Mouvement Géographique* du 4 novembre 1888, p. 95)

dante et à l'intelligence fruste, des soldats dignes de ce nom.

Tout était à faire, à imaginer ; si l'on entendait s'inspirer des règlements en vigueur à l'armée belge et des procédés d'instruction qu'on y employait, il ne pouvait toutefois être question de les copier servilement. Il fallait les adapter à la mentalité de l'indigène et à ses possibilités intellectuelles. Donnée dans de pareilles conditions, l'instruction ne progressait qu'avec une sage lenteur.

Pour faciliter le problème des langues, tous les commandements se donnaient en français et les recrues apprenaient les quelques mots indispensables, sans nécessairement en comprendre la signification exacte. Tous répondaient «Présent» aux appels et savaient ce qu'ils avaient à faire lorsqu'on leur commandait « Garde à vous » ou « Croisez baïonnette »...

Il ne suffisait pas d'instruire, il fallait aussi administrer ! Dans ce domaine, les débuts furent également difficiles ; il n'y avait pas deux catégories de recrues qui fussent engagées dans les mêmes conditions. Chaque recruteur agissait selon les coutumes de l'endroit où il se trouvait. Vankerckhoven envoyait à Boma des hommes qu'il engageait pour une durée d'un an et plus tard de deux ans, tandis que les volontaires de la Côte étaient généralement engagés pour des termes de trois ans, mais avec des primes et un salaire variables suivant leur origine.

Pendant plus de deux ans, Roget étudia tous ces problèmes au fur et à mesure de leur apparition, expérimenta diverses méthodes d'instruction, élabora des projets de règlements et d'organisation. Après deux ans de travail acharné, il pouvait être fier de son œuvre et avait bien mérité les félicitations que ne lui ménagèrent pas ses chefs.

En 1887, la garnison de Boma comptait deux com-

pagnies de cent hommes chacune ; une compagnie d'Haoussas, portant une tenue bleue à brandebourgs rouges et une compagnie de Bangala portant des brandebourgs jaunes... Sous les ordres de Roget, travaillaient les sous-officiers Alexandre, Hernotte, Van den Broecke et Pigeolet, pendant que l'armurier Jeunehomme et les soldats spécialistes Sneyers, Viroux, Gaspard, Otte, Kemps, Jamar et Despiegeler formaient des artisans noirs.

En août 1888, deux mille hommes étaient déjà passés par Boma pour y recevoir l'instruction militaire et de là avaient été envoyés en garnison dans les premières stations, qui, de Boma aux Stanley-Falls, jalonnaient la grande voie de pénétration vers l'intérieur : Boma, Matadi, Lukungu, Léopoldville, Bangala... La plus importante de ces garnisons était évidemment Boma, camp d'instruction et siège du gouvernement local. On y trouvait plusieurs compagnies d'infanterie et une batterie de salut.

Au départ de Roget, le camp qu'il avait créé et développé abritait huit cent cinquante-sept soldats formés par lui et ses adjoints.

Son successeur, le capitaine Avaert, aidé par les lieutenants Fievez, Debergh, Hanolet et treize sous-officiers et soldats belges, continua l'œuvre commencée. Il disposait à ce moment d'une série de gradés instructeurs noirs : trois sergents et quinze caporaux haoussas et dix caporaux choisis parmi les meilleures recrues bangala.

Tout ce monde occupait à Boma, le long de la petite rivière des crocodiles, le versant occidental du plateau. Là avait été construit le premier camp de la Force Publique. De part et d'autre d'un boulevard large de dix mètres et planté de manguiers, furent édifiées les diverses constructions qu'on allait bientôt retrouver partout : magasins de vente pour le paiement de la solde (en nature), magasin d'habillement et d'équipement,

dépôt d'armement, hangar à « posho » pour la distribution des vivres, bureaux, poudrières, ateliers et enfin habitations d'une partie du personnel blanc. Plus bas, au bord de la rivière, de grands baraquements abritaient, dans des villages séparés, Haoussas, Zanzibarites et Bangala.

Quelques jours avant le départ de Roget, un premier décret consacrait officiellement la naissance de la Force Publique. Daté du 5 août 1888, il stipulait ([1]) :

« Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à l'organisation de la Force Publique ;

Sur la proposition de Notre Conseil des Administrateurs Généraux,

Nous avons décrété et décrétons :

1. — Le Gouverneur Général exerce le commandement suprême de la Force Publique au Congo ;

2. — La Force Publique est administrée par un État-Major dont le chef réside au siège du Gouvernement et porte le titre de Commandant de la Force Publique ;

3. — La Force Publique est subdivisée en compagnies commandées par des capitaines et composées de plusieurs pelotons commandés par des lieutenants ou sous-lieutenants ;

4. — Le Gouverneur Général répartit les unités de la Force Publique entre les différents districts ;

5. — Le Commandant de la Force Publique et les capitaines de la Force Publique sont nommés par nous. Tous les autres fonctionnaires de la Force Publique sont nommés par le Gouverneur Général, à moins qu'il n'y ait été pourvu par notre Administrateur Général du Département de l'Intérieur ;

6. — Notre Administrateur Général du Département de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret. »

([1]) Lycops et Touchard, Tome I, p. 243.

Peu de temps après la rentrée de Roget en Europe et en partie sans doute à la suite de ses entretiens avec le gouvernement central, fut promulgué le décret du 17 novembre 1888, qui développait et précisait le précédent. Qu'on nous permette de citer en entier ce texte officiel, car il est à la base de l'organisation de la Force Publique telle qu'elle devait exister jusqu'à ce que les besoins nouveaux créés par la guerre de 1914 viennent imposer certaines améliorations.

« Voulant déterminer les règles à suivre pour l'organisation de la Force Publique dans l'État,

Sur la proposition de Notre Administrateur de l'Intérieur, Nous avons décrété et décrétons :

1° Les unités principales de la Force Publique comprennent :

a) l'État-Major,

b) La Compagnie de dépôt et d'instruction à Boma,

c) Les Compagnies actives.

2° L'État-Major se compose :

Du Commandant de la Force Publique,

D'un capitaine-adjoint,

D'un lieutenant adjudant-major,

D'un adjudant sous-officier (secrétaire et porte-drapeau).

3° La Compagnie de dépôt et d'instruction centralise l'administration de la Force Publique ; son cadre européen comprend :

Un commandant qui est en même temps le capitaine adjoint au Commandant de la Force Publique,

Un lieutenant,

Un lieutenant ou sous-lieutenant faisant également les fonctions d'officier d'armement et d'administration,

Un sergent-major,

Trois sergents.

Son cadre indigène comprend :

Un sergent-fourrier,

Deux à trois sergents,

Un caporal aide-armurier,

Un caporal clairon,

Six caporaux.

4° Une compagnie active a pour cadre européen :

Un capitaine ou lieutenant, commandant,

Un lieutenant ou sous-lieutenant,

Un sergent-major,

Un sergent.

Son cadre indigène comprend :

Deux sergents,

Quatre à six caporaux ;

Une compagnie active à effectif renforcé comprend, en plus, dans son cadre européen :

Un lieutenant ou sous-lieutenant,

Un sergent ;

et dans son cadre indigène :

Un sergent et

Trois caporaux.

Une compagnie active comporte un effectif de 100 à 150 soldats plus 40 à 60 ouvriers militaires répartis en deux pelotons de deux à trois sections.

Une compagnie active à effectif renforcé compte de 200 à 250 soldats, plus 40 à 60 ouvriers militaires, répartis en trois pelotons de deux à trois sections.

Le nombre d'escouades est variable selon les détachements à fournir.

Dans chaque compagnie un des sergents pourra être nommé premier sergent.

5° La compagnie de dépôt, celle du Stanley-Pool, ainsi que d'autres qui pourront être désignées ultérieurement, ont en outre un sergent-armurier.

6° Les compagnies ont un quartier principal fixe ; leur mission principale est le maintien de l'ordre et l'occupation effective de chaque district. Il est créé huit compagnies actives.

Par dérogation à l'article 4 du décret du 5 août 1888 sur l'organisation de la Force Publique, les compagnies sont réparties comme suit (voir carte I/1) :

La première compagnie, qui est en même temps la compagnie de dépôt et d'instruction, quartier principal à Boma ; elle assure le service des districts de Boma, de Banana et de Matadi.

La deuxième compagnie, quartier principal Léopoldville, district du Stanley-Pool ; elle fournit le détachement du Kasai.

Les quatrième et cinquième compagnies à effectif renforcé, quartier principal sur le Haut-Lomami, district du Lualaba.

La sixième compagnie, quartier principal Bangala, district de l'Ubangi et de l'Uele ; elle pourvoit au service du district de l'Équateur.

Les septième et huitième compagnies, à effectif renforcé, quartier principal au confluent de l'Aruwimi et Uele ; une de ces compagnies fournit un détachement au poste des Stanley-Falls.

7° Le Gouverneur Général peut obtenir l'occupation de nouveaux postes par des détachements pris dans les compagnies.

8° Outre les compagnies régulières, il sera créé, dans les districts désignés par le Gouverneur Général, des corps permanents de milices indigènes

soumises à la discipline militaire. Ces troupes seront réparties en compagnies et en pelotons ; leurs cadres seront placés, dans chaque district, sous le commandement supérieur d'officiers de la Force Publique régulière. L'organisation des milices sera réglée par le Gouverneur Général.

9° Lorsque la sécurité publique l'exige, tout le personnel de l'État, tant fonctionnaires que travailleurs, à l'exception des magistrats de l'ordre judiciaire, peut être requis de prendre les armes ; mais ce personnel est alors constitué en unités distinctes commandées, au besoin, par des fonctionnaires n'appartenant pas à la Force Publique en qualité dans ce cas d'officiers ou de sous-officiers auxiliaires.

Cette force auxiliaire est soumise aux lois et règlements militaires pendant toute la durée de la réquisition. Les réquisitions de l'espèce sont faites :

a) Dans les districts situés à l'Est de celui de Matadi, par les commissaires de district ;

b) Dans les districts de Banana, Boma et Matadi, par le Commandant de la Force Publique dûment autorisé par le Gouverneur Général.

10° A défaut de désignation spéciale par le Gouverneur Général, lorsque plusieurs compagnies ou fractions de compagnies sont réunies, l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé prend le commandement de l'ensemble de la troupe.

Le Gouverneur Général peut aussi donner à un officier désigné par lui le commandement supérieur de deux ou plusieurs compagnies non réunies.

11° Le Gouverneur Général répartit les officiers et les sous-officiers dans les diverses compagnies sur les propositions du Commandant de la Force Publique.

12° En cas de vacance par suite de décès, maladie ou toute autre cause majeure, l'officier le plus ancien de la compagnie en prend provisoirement le commandement.

Le remplacement provisoire des chefs a lieu de la même façon dans les cadres inférieurs.

Néanmoins, dans les cas graves et urgents, les commissaires de district peuvent désigner provisoirement des officiers, sous-officiers et caporaux de leur choix pour exercer les fonctions vacantes.

13° Le Gouverneur Général et les commissaires de district peuvent déléguer aux commandants des compagnies et aux chefs de détachements les pouvoirs disciplinaires qui leur sont attribués par le règlement du 5 juillet 1888 sur la discipline militaire.

14° Les sous-officiers et les caporaux indigènes sont nommés par les commandants de compagnie, sous réserve de l'approbation des commissaires de district et du Commandant de la Force Publique, mais aucune augmentation de solde ne peut être accordée que par une décision du Gouverneur Général.

15° Les sous-officiers et caporaux européens sont nommés par le Commandant de la Force Publique, sous réserve de l'approbation du Gouverneur Général.

16° Des propositions pour l'avancement sont dressées trimestriellement par les commandants de compagnie ; elles sont remises aux commissaires de district, qui y joignent leur avis et les transmettent au Commandant de la Force Publique ; ce dernier les soumet au Gouverneur Général.

17° Notre Administrateur Général du Département de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret » (1).

Signalons immédiatement que le gouvernement ne se vit jamais dans l'obligation de régler, comme le prévoyait l'article 8, l'organisation de milices indigènes dans aucune des parties du territoire. Ces corps de milice ne furent d'ailleurs plus prévus dans l'organisation de 1900. « En principe, elles devaient comprendre un certain nombre d'hommes pouvant être mis à la disposition des chefs d'expédition qui auraient pu les utiliser en renforçant leurs colonnes de soldats réguliers, d'indigènes armés de lances, flèches, fusils à piston, qui se joignaient fort avantageusement à l'expédition » (2). En fait, de pareilles bandes aidèrent souvent les soldats réguliers dans beaucoup d'opérations, mais sans que le gouvernement ait à intervenir pour en régler l'organisation.

L'ouvrage ainsi mis sur pied ne devait subir, jusqu'en 1914, que des modifications de détail. Les grands principes de base : décentralisation plaçant des unités constituées aux ordres des chefs territoriaux locaux et Commandant et État-Major avec rôle purement administratif, restèrent en vigueur jusqu'à ce que les nécessités d'une guerre extérieure, imposant une nouvelle mission à la Force Publique, entraînent sa réorganisation. De nos jours, une partie de la Force Publique, (ses « troupes en service territorial ») possède encore une organisation

(1) LYCOPS et TOUCHARD, Tome I, p. 253.

(2) La Force Publique au Congo, par le commandant TONGLET. *La Belgique Coloniale*, numéro du 16 mars 1902.

analogue à celle-là et nos « Compagnies en S. T. », réparties à raison d'une par district, sont filles des premières compagnies actives.

Avant de passer à l'étude détaillée de l'organisation et du développement de la Force Publique, signalons que le capitaine Roget, en récompense du travail fourni, devint l'année suivante commissaire de district et fut chargé de créer, au confluent de l'Aruwimi et du Congo, l'un des deux camps retranchés qui devaient servir de base à la lutte contre les marchands d'esclaves.

Recrutement.

Un double problème se posait au Département de l'Intérieur : trouver des officiers et sous-officiers pour instruire et commander les troupes et, suivant le vœu du Roi, s'efforcer de « diminuer nos Haoussas et nos Zanzibarites et les remplacer par une force indigène » [1].

Européens.

Belges.

Officiers et sous-officiers belges répondirent nombreux à l'appel du Souverain. Dix en 1884, ils étaient vingt-cinq en 1886, employés à des missions diverses. En 1887, Roget forma, avec quatre sous-officiers et huit soldats, le cadre européen de la Force Publique, tandis que de nombreux militaires belges continuaient à occuper les principaux postes officiels de l'État : commissaires de district, chefs de stations etc... En 1891, la Force Publique en comptait dix-huit dans le seul district de Boma, dont sept officiers. Cent quatre autres étaient répartis dans les autres districts ou « en route » pour rejoindre leur destination. Un coup d'œil jeté sur les tableaux du

[1] Projet d'instruction à Gordon Pacha, cité par *Bulletin Militaire*, n° 32, p. 626.

personnel pendant toute la période héroïque, montre d'ailleurs que la colonisation du Congo est due en grande partie au travail des militaires belges ; de 1877 à 1908, l'armée métropolitaine fournit au Roi-Souverain six cent quarante-huit officiers et seize cent douze sous-officiers... Six cent soixante-deux y laissèrent leur vie [1].

Voici comment se faisaient les engagements : les officiers adressaient leur demande rue de Bréderode, aux bureaux de l'État Indépendant. Dès que les candidats étaient acceptés, ils étaient administrativement détachés à l'Institut Géographique Militaire. Ainsi mis à la disposition de Léopold II tout en continuant à faire partie de l'Armée Métropolitaine, ils attendaient leur ordre de départ en préparant leur équipement, gros travail à cette époque où n'existait en Belgique aucune maison spécialisée et où il était difficile de trouver un ancien qui puisse guider de ses conseils le « bleu » qui, alors comme maintenant, était prêt à acheter n'importe quoi...

D'Anvers, de Rotterdam, de Liverpool, de Marseille, de Naples, ils s'embarquaient alors vers le pays qui les appelait. Ils espéraient y trouver une vie moins monotone que la vie de garnison dans une petite ville de Belgique et récolter peut-être un peu de gloire. On les appelait alors avec mépris des « aventuriers » ou des « cerveaux brûlés ». L'histoire est là pour démontrer l'injustice de cette attitude de l'opinion publique belge de ce temps. La mentalité casanière et bourgeoise d'une population sédentaire, à laquelle manquait cet esprit d'aventure qui avait envoyé autrefois vers les pays lointains, Portugais, Anglais, Français et Hollandais, manifestait de cette façon sa réprobation étonnée.

« Nous n'étions ni misanthropes, ni fatigués du métier des armes. Nous goûtions les bienfaits de la civilisation et nous n'avions aucun penchant vers la mélancolie.

[1] Voir détail en annexe 1.

Mais nous croyions pouvoir trouver de nouvelles sources de satisfaction et d'instruction dans un travail nouveau, ardu, dans la lutte contre les difficultés et l'imprévu ; et nous espérions tremper nos caractères. Enfin, nous voulions éprouver nos forces et apprendre si nous pourrions apporter, nous aussi, notre pierre à l'édifice » (1).

Ces quelques lignes, écrites par le capitaine Coquilhat en tête de son livre *Sur le Haut-Congo*, pourraient, je pense, résumer pour la plupart des partants les sentiments qui les avaient poussés à se rendre au Congo. Ajoutons-y l'attrait d'un traitement modeste (2), mais venant s'ajouter au traitement de l'Armée Métropolitaine, auxquels les officiers, détachés comme nous l'avons vu à l'Institut Géographique Militaire, continuaient à avoir droit.

Cette dernière mesure suscita d'ailleurs en son temps de violentes protestations lorsque le nombre des officiers s'accrut de façon importante. Plusieurs interpellations eurent lieu sur ce sujet à la Chambre, en 1901 et 1902. En 1905, Monsieur Vandervelde s'étonnait de voir payer la solde entière à des officiers « au service d'un État étranger » tout en rendant hommage, d'ailleurs, « à la vaillance de ces officiers » (3).

Étrangers.

Cependant, les besoins rapidement croissants d'une force armée de jour en jour plus importante obligèrent l'État à faire appel à des officiers et sous-officiers étran-

(1) Camille Coquilhat, *Sur le Haut Congo*, p. 9.

(2) 6.000 francs par an pour un lieutenant, nous apprend le Dr Meyers (1896). *Le Prix d'un Empire*, p. 18. En 1913, sous-officier : 6.500, agent militaire : 12.000, commandant : 14.000, major : 15.000, lieutenant-colonel : 19.000, colonel : 20.000.

(3) Cette situation fut réglée après la reprise de l'État Indépendant par la Belgique. Une circulaire de 1911 prescrivit que les officiers de l'armée belge mis à la disposition du Département des Colonies seraient placés « hors cadres ».

gers. C'est ainsi que avec les Belges collaborèrent de nombreux militaires scandinaves (1).

Pendant une période relativement courte, les Italiens furent eux aussi assez nombreux (2) dans les cadres de la Force Publique. Ajoutons, pour être complet, quelques Anglais, Suisses, Allemands, Autrichiens et au moins un Roumain.

Beaucoup se conduisirent de façon remarquable et les chapitres suivants montreront qu'ils conquirent leur part de gloire au cours des diverses campagnes et lors de la période de découverte et d'exploration.

Effectifs.

Les effectifs européens varièrent avec le temps et en proportion de l'augmentation des effectifs noirs. C'est ainsi que les cent vingt-deux officiers et sous-officiers de 1891 devinrent cinq cent dix-sept en 1911 :

2 officiers supérieurs,
11 capitaines-commandants,
31 capitaines,
138 lieutenants ou sous-lieutenants,
219 adjoints militaires ou sous-officiers,
30 chefs comptables militaires,
24 armuriers et
62 « divers » pour la relève-congé.

Cependant, des restrictions budgétaires firent tomber ce chiffre record à trois cent trente-deux en 1914. Cette réduction, portant uniquement sur le personnel blanc fut obtenue en portant l'effectif des pelotons (la plus

(1) Voir annexe 2.

(2) Il y en avait quatre-vingt en 1904. C'est vers cette époque que, étant donné les violentes campagnes contre l'État Indépendant, le Ministre italien de la guerre interdit aux officiers italiens en activité de service de contracter un engagement au service de la Force Publique.

petite unité commandée par un européen) de cinquante à septante-cinq hommes, mesure d'ailleurs absolument contraire à l'esprit des recommandations de tous les rapports...

Noirs.

INDIGÈNES.

Le recrutement d'une « force armée indigène » telle que la désirait Léopold II s'avéra une entreprise difficile et qui demanda un certain temps pour être menée à bien. Devant les résultats encourageants obtenus par Coquilhat et Vankerkhoven à la station des Bangala, on s'était imaginé que de partout afflueraient bientôt les volontaires et qu'on pourrait ainsi se passer des services coûteux des « volontaires de la Côte » (1).

Pendant les premières années, les possibilités d'engagements furent laissées à l'initiative des commissaires de district, chefs de poste et commandants d'expédition. A part chez le capitaine Van Dorpe, qui réussit à envoyer (de Lukungu) quelques Manyanga, les résultats furent plutôt maigres pendant les trois premières années. C'est ainsi qu'en 1888 cent et onze volontaires indigènes seulement furent incorporés, deux cent quatre-vingt-sept en 1889 et sept cent deux en 1891. C'était trop peu, beaucoup trop peu ; une autre solution s'imposait d'urgence. Pendant un certain temps, un système de primes aux officiers recruteurs avait été mis à l'essai, mais il fut abandonné parce qu'il ouvrait la porte à toutes sortes d'abus.

Félicien Cattier, dans son *Étude sur la situation de l'État Indépendant du Congo* (2), critique sévèrement ce système de prime : « Chaque enrôlé valait au recruteur

(1) Nom donné indifféremment à tous les mercenaires étrangers.

(2) CATTIER Félicien, *Etude sur la situation de l'E.I.C.*, p. 257.

une prime de nonante francs par homme sain et vigoureux dont la taille dépassait 1 m 55, soixante cinq francs entre 1 m 35 et 1 m 55, cent trente francs par homme marié... » Il est évident qu'un pareil système devait donner lieu à des abus regrettables, abus qui entraînèrent sa suppression. Ajoutons que le critique s'empresse d'ajouter que nombreux furent ceux dont la conscience se révolta et qui refusèrent ces fameuses primes.

Pour éviter les abus et, tout en préservant les droits des indigènes, pour les faire participer au relèvement de leur pays, le décret du 30 juillet 1891, dû au Gouverneur Général Wahis, imposa le système de recrutement suivant [1] :

Le recrutement a lieu par des engagements volontaires et par des levées annuelles. Chaque année, le contingent étant fixé, le Gouverneur Général détermine, pour chaque district, la fraction à fournir et les localités où doit s'opérer la levée. Dans chaque district, le Commissaire de district s'arrange avec les chefs pour décider du mode de recrutement.

La durée du temps de service fut fixée à cinq ans dans l'active et deux ans dans la réserve. Le décret du Roi-Souverain du 20 avril 1900 fit passer la durée de service actif à sept ans.

Divers articles avaient pour but de protéger les indigènes contre tout abus et fixaient la solde à 21 centimes par jour. Une partie de celle-ci était remise à la fin de la semaine, le reste (11 centimes par jour) était versé à la fin du mois.

Les principes de base de ce décret allaient rester en vigueur jusqu'à nos jours et seules des modifications de détail et des perfectionnements divers allaient le transformer au cours des années suivantes.

La mise en pratique des instructions de 1891 ne se fit

[1] Voir texte complet en annexe 3.

pas sans heurts ni ennuis. Pratiquement, la formule du tirage au sort se révéla inapplicable et ce furent les chefs qui désignèrent les recrues : esclaves domestiques, hommes dont ils avaient à se plaindre, adultes malingres et souvent aussi des enfants. Parfois, ce furent des prisonniers de guerre. On appelait pudiquement ces recrues des « libérés », appellation officielle qui disparut en septembre 1892, sans que disparaisse pour cela le procédé. Il est certain que, vue d'Europe, la méthode avait quelque chose de peu délicat. Il ne faut toutefois pas perdre de vue que les hommes ainsi enrôlés malgré eux au service d'une cause dont ils ne pouvaient apprécier les buts, voyaient s'améliorer leur sort matériel. Ils devenaient d'ailleurs réellement des hommes libres après leur service militaire, libres et riches d'une expérience nouvelle... et d'un pécule mis de côté pour eux par l'État pendant toute la durée de leur terme.

Le recueil administratif du 10 novembre 1894 précisa et développa les décisions antérieures. Il insistait sur l'absolue nécessité de donner une vive impulsion au recrutement et déclarait que les soldats recrutés sur notre territoire ne le cédaient en rien aux hommes recrutés à grands frais à l'étranger. Les gens du Haut-Uele, de l'Aruwimi et ceux du Maniema notamment, faisaient des soldats de toute première valeur. Afin de stimuler le recrutement, le décret autorisait les commissaires de district à donner une indemnité aux chefs qui fournissaient des soldats par application du décret sur la conscription. Ces primes allaient de trente à quatre-vingts francs, suivant les régions et la valeur des recrues fournies. La conclusion était que « la Force Publique ne sera réellement constituée que lorsque nous pourrons supprimer complètement les recrutements à l'étranger qui sont toujours onéreux (1) ».

(1) LYCOPS et TOUCHARD, *Recueil usuel de la Législation de l'État Indépendant du Congo*. Tome II, p. 233.

Les volontaires étaient engagés, comme auparavant, à des conditions très variables selon les districts. Ceux que l'on engageait pour plus de quatre ans étaient envoyés à l'instruction avec les miliciens dans des camps spéciaux. Les autres, dont on n'avait pu obtenir qu'un contrat de trois ou deux ans, étaient directement versés dans leur district d'origine et y passaient tout leur terme de service. La solde de ces volontaires variait de 10 à 15 francs par mois. Ce n'est qu'en 1905 qu'elle fut unifiée et portée au même taux que celle des miliciens. Toutefois, ils touchaient évidemment une prime d'engagement. En 1902, on s'efforça d'engager les volontaires pour sept ans, comme les miliciens, mais cette mesure n'était que « recommandée » aux autorités qui, en fait, engageaient « comme elles le pouvaient ».

De nombreuses circulaires et instructions s'étendaient longuement sur les conditions physiques à remplir par les recrues, sur les soins dont elles devaient être l'objet pendant leur transport... et sur les « états » et autres « pièces à fournir » au gouvernement local par les commissaires de district. Les commissions de recrutement étaient composées comme aujourd'hui du commissaire de district, d'un médecin et du commandant de la Force Publique du district. La plupart des prescriptions de ce temps se retrouvent d'ailleurs dans nos règlements d'aujourd'hui, ce qui prouve ou leur excellence ou l'attachement des militaires à l'ordre existant.

Le Gouverneur Général Wahis s'éleva toujours contre les abus constatés et prit des mesures pour essayer de les enrayer : recrutement d'enfants incapables d'être soldats, de malades manifestement inaptes, nourriture insuffisante pendant le voyage, etc... Des rappels, des sanctions et une organisation plus minutieuse des voyages répartirent les responsabilités le long du trajet à parcourir par les groupes de recrues (commissaires de district, capitaines de steamer — alors service d'État —,

officiers...). C'est ainsi qu'avant tout embarquement, les hommes devaient passer devant une commission d'examen composée du chef du territoire local, du capitaine du steamer et du passager le plus élevé en grade. On sait que la lenteur des communications de l'époque mettait l'autorité centrale très loin des exécutants et que, plus que « la crainte du Seigneur », la conscience de chacun était sa principale loi d'action... d'où les inévitables négligences, malgré tout assez rares.

Les recrues reconnues définitivement inaptes au service militaire et qui pouvaient être utilisées comme travailleurs, n'étaient pas renvoyées dans leurs foyers mais employées à des travaux de culture dans les stations.

Cahin-caha, le recrutement progressa de façon plus ou moins satisfaisante dans les différents districts au fur et à mesure de leur création. Le tableau annexe 4 montre les progrès réalisés pendant les premières années [1]. Il montre aussi que les zones les plus favorables au recrutement furent l'Uele, les districts de la Province Orientale et Lualaba-Kasai. Toutefois, après la révolte de 1897, la méfiance que les soldats originaires de cette dernière région inspirèrent au Gouvernement fit diminuer le chiffre des levées dans ces districts.

En novembre 1896, le Gouverneur Général Wahis, désireux de perfectionner le mécanisme du recrutement et de répartir d'une façon équitable les charges ainsi imposées aux populations, recommanda de fournir, dans la mesure du possible, un soldat par groupe de vingt-cinq cases, ce groupe n'en fournissant un second que lorsque le premier était envoyé en congé illimité ou disparu. Pour permettre la mise en pratique de ce système, les commissaires de district et leurs agents, au cours de reconnaissances, devaient s'efforcer d'établir avec le plus de précision possible la densité de la population et diviser

[1] On recruta en moyenne 3.000 hommes par an.

leur district ou zone en « régions de recrutement » comprenant un certain nombre de villages, limitées si possible par des frontières naturelles et répondant à l'autorité d'un seul chef. Ces limites reportées sur la carte avec les renseignements connus sur cette région, notamment le nombre de cases des villages et par conséquent de volontaires à fournir, permettaient de faciliter les opérations ultérieures de recrutement. Comme il se doit, un « modèle d'état à fournir périodiquement » complétait cette ingénieuse circulaire (1).

Ce système connut les inévitables tâtonnements du début, dus surtout aux difficultés d'obtenir des renseignements sur le pays. Cependant, les efforts dépensés pour sa mise en train se révélèrent profitables et firent réaliser des progrès sensibles dans la pénétration des régions encore mal connues et dans l'établissement de l'autorité de l'État sur tous les indigènes.

Un autre résultat intéressant fut de faciliter le recouvrement de l'impôt.

En août 1900, une autre circulaire (2) rappela la nécessité et les avantages du système des régions de recrutement et annonça des inspections fréquentes (ce qui prouve que le système était peu ou mal appliqué). A cette occasion, le Gouverneur Général rappelait que « le chef qui fait faire un progrès à l'organisation rend beaucoup plus de service à l'État, surtout quand il s'agit d'assurer la sécurité et le bien-être des indigènes, que celui qui, par l'emploi de la force, facile à exercer souvent, obtient des résultats momentanés, qui ne laissent ni trace, ni même de souvenir, quand le commandement est passé en d'autres mains ».

Quoi qu'il en soit, si l'État éprouva parfois, à la période difficile de ses débuts, des difficultés de recrutement pour

(1) Lycops et Touchard, Tome II, p. 542.
(2) Lycops et Touchard, Tome III, p. 570.

la Force Publique, le sort réservé au soldat et les mesures prises en sa faveur plurent beaucoup parmi ceux qui constituèrent la force armée de 1890 à 1897. En effet lorsque furent libérés les premiers miliciens engagés en application du décret de juillet 1891, bon nombre d'entre eux demandèrent à rengager.

Une nouvelle circulaire [1] fixa les conditions de ces rengagements : terme d'une durée de trois ans, solde portée à 0,35 fr, puis à 0,50 fr, facilités d'avancement, allocation spéciale de deux francs par mois à la femme du rengagé qui continuait à toucher sa ration alimentaire habituelle, tout en étant désormais libérée de l'obligation imposée aux femmes des miliciens de travailler quelques heures par jour. D'autre part, une prime de cinquante francs était payée en nature ou en argent au rengagé. Les volontaires pouvaient, eux aussi, rengager, mais ils n'obtenaient les mêmes conditions qu'après le même nombre d'années de service, soit cinq ans (et plus tard sept ans).

D'autre part, le nombre de plus en plus considérable de volontaires — 4.000 en 1896 — prouvait que le service militaire avait cessé de déplaire et offrait au contraire beaucoup d'attraits à l'indigène. Dans certaines régions, le nombre de volontaires dépassait régulièrement le contingent requis et aurait permis de se passer du concours de miliciens d'autres districts, s'il n'avait été prudent (certaines expériences le montrèrent) de maintenir un dosage convenable de toutes les races dans chaque unité.

Volontaires de la Côte.

Jusqu'en 1894, les besoins toujours plus grands d'un État en pleine croissance ne furent jamais comblés par

[1] 20 novembre 1897, Lycops et Touchard, Tome II, p. 682.

les contingents indigènes et le grand argentier dut, à son vif regret, ouvrir les cordons de sa bourse pour permettre le recrutement de mercenaires étrangers.

Nous avons déjà parlé de ces « volontaires de la Côte » et de leur recrutement dans l'introduction de ce livre. Rappelons qu'en plus du salaire élevé de 1 franc 25 par jour, ils recevaient une prime d'engagement d'importance variable suivant le pays d'origine. De plus, leur voyage aller et retour coûtait cher à l'État, ainsi que les frais occasionnés par l'envoi et le séjour dans leur pays d'officiers chargés de missions de recrutement.

En général, ces hommes étaient engagés pour une durée de trois ans (quoique le capitaine Braconnier ait engagé des Dahoméens pour un terme de sept ans) et une partie plus ou moins importante de leur salaire devait être payée à l'expiration de leur contrat. Afin de sauvegarder les droits des engagés et d'éviter tout incident diplomatique, ces engagements ne se faisaient qu'avec l'accord et en présence de représentants des autorités des territoires où opéraient les recruteurs.

Le tableau annexe 5 montre l'évolution, pour les différentes races, des chiffres d'engagés de 1887 à 1901. Le nombre des mercenaires étrangers augmente jusqu'en 1890, ne fléchit que pour remonter au moment crucial de la campagne arabe. Dès la fin de celle-ci, les besoins diminuèrent et, les possibilités du recrutement indigène s'améliorant, les engagements d'étrangers devinrent petit à petit négligeables vis-à-vis des levées annuelles d'indigènes.

Dès ce moment, on leur fit d'ailleurs des conditions moins avantageuses et ceux qui demandèrent à souscrire un engagement ne furent plus acceptés que pour des termes de quatre ans et au salaire maximum de 25 francs par mois. Bientôt d'ailleurs, plus aucun agent de recrutement ne fut envoyé à l'étranger et c'est à Boma même

que les Haoussas et les Sierra-Leonais vinrent se présenter pour servir dans les rangs de la Force Publique.

Ceux d'entre ces volontaires qui se distinguaient et devenaient gradés, furent admis à rengager. Toutefois, ils ne bénéficiaient pas des primes et autres avantages accordés aux nationaux, de même que n'était pas prévue pour eux l'allocation mensuelle de réserve (1).

La valeur des volontaires de la Côte était variable suivant le pays d'origine. Tous ceux qui eurent sous leurs ordres des Haoussas en furent toujours contents, tant au cours de la campagne arabe que pendant les opérations contre les Batetela révoltés. Courageux et fidèles, ils formèrent des unités d'élite.

Sur les autres races, les avis diffèrent et si les Zanzibarites semblent, eux aussi, avoir donné satisfaction à beaucoup de chefs, certains se plaignent des Elminas et surtout des Sierra-Leonais qui ne brillèrent pas toujours par le courage. Peut-être ne faut-il voir là que des avis basés sur une expérience individuelle malheureuse et ne pas y attacher trop d'importance.

Quoi qu'il en soit, ces hommes, miliciens sans enthousiasme, volontaires indigènes ou mercenaires étrangers, fondus dans le creuset des camps d'instruction, devinrent dans l'ensemble de bons soldats. Sans leur courage, sans leur dévouement et leurs sacrifices à la cause de « Bula Matari », les hauts faits des chefs d'expédition qui occupèrent et pacifièrent le Congo n'auraient pas été possibles. Sans leur héroïsme et leur abnégation, les marchands d'esclaves et les mahdistes n'auraient jamais été refoulés, ni les révoltés réduits à l'impuissance. Si, comme nous le verrons, quelques rares excès peuvent leur être repro-

(1) Cette allocation, encore prévue actuellement, était un supplément mensuel de solde accordé aux miliciens et volontaires nationaux. Ce supplément, alors de 1,25 fr par mois, leur était remis au moment où ils quittaient le service et constituait à ce moment un précieux pécule de 105 fr qui leur facilitait la rentrée dans la vie civile.

chés, il ne faut pas perdre de vue le milieu dont ils sortaient et leur pardonner les quelques « sauvageries » qu'ils se permirent lorsque les chefs blancs n'étaient pas auprès d'eux pour les guider et les maintenir dans la bonne voie.

Organisation.

Introduction.

Le décret du 17 novembre 1888, que nous avons reproduit plus haut, avait jeté les bases de l'organisation de la Force Publique. Les huit compagnies actives qu'il mettait sur pied et celles qui s'y ajoutèrent petit à petit constituèrent jusqu'au bout l'essentiel de la Force Publique régulière. Cependant, l'expérience aidant, les années successives apportèrent certains éléments nouveaux. C'est ainsi que nous serons amenés à parler ici,
— en ce qui concerne la Force Publique régulière active :

des camps d'instruction,
des compagnies actives,
des écoles et des musiques militaires ;

— en ce qui concerne la Réserve :

du Corps de Réserve.

De plus, nous ne pouvons passer sous silence, soit parce qu'ils furent créés à partir d'éléments de la Force Publique, soit parce qu'ils y furent rattachés à des titres divers ou pendant quelque temps, certains corps spéciaux :

les compagnies auxiliaires des chemins de fer,
les corps de police autonomes,
le corps de police du Katanga,
les corps de volontaires.

Pour donner une idée de l'importance relative de ces divers éléments, signalons que les effectifs budgétaires de 1911 prévoyaient, pour un total de 17.833 hommes :

Compagnies actives (y compris Troupes du Katanga)	12.100
Camps d'instruction	2.800
Corps de Réserve	450
Corps de police territoriaux	1.908
Divers	575
Total	17.833

Force Publique Régulière (Active).

Les Camps d'Instruction (voir carte I/1).

Pour transformer en soldats les miliciens et volontaires sortis de leur brousse ou forêt natale, il fallait une longue période d'instruction élémentaire. Si la compagnie de dépôt et d'instruction de Boma convenait aux débuts d'une force embryonnaire, il devint bientôt impossible d'y faire passer tous les candidats soldats.

Pour pallier cet inconvénient, le Vice-Gouverneur Général Wahis créa, en juillet 1891, un premier « camp d'instruction » à Kinshasa. Rappelons à ce propos que c'est à l'impulsion vigoureuse de ce haut fonctionnaire et ancien officier que la Force Publique doit son développement. Il sut prendre à bon escient les mesures qui s'imposaient et excellait à communiquer à ses sous-ordres l'énergie qui l'animait personnellement.

D'autres camps d'instruction furent ouverts successivement dans différentes régions du Congo : à l'Équateur (1892), à Zambi (Mayumbe, 1893), Bolobo (Yumbi) et Irebu (1895), Kasongo et Umangi (1897) etc... Le tableau annexe 6, donnant les effectifs et quartiers principaux des unités de la Force Publique de 1889 à 1914, permet

de suivre l'évolution de l'importance relative des différents camps.

Le camp d'Irebu est resté depuis cinquante-six ans un des grands camps d'instruction du Congo. Avec Lokandu, créé beaucoup plus tard (1912), il constitue un exemple rare de camp n'ayant changé, ni d'affectation, ni d'emplacement, jusqu'à nos jours.

Dès 1892, les miliciens et volontaires de plus de quatre ans furent donc dirigés, après leur recrutement, dans les différents camps d'instruction. La répartition de ces recrues était minutieusement préparée en haut-lieu et communiquée aux autorités en même temps que la répartition du contingent annuel. Citons, à titre d'exemple, la répartition du contingent pour l'année 1903 :

6 octobre. Circulaire du Gouverneur Général. Recrutement des miliciens pour l'année 1903 et camps d'instruction sur lesquels ils doivent être dirigés [1].

Districts et Zones	Nombre d'hommes à fournir	Camps sur lesquels doivent être dirigées les recrues				
		Luki	Yumbi	Umangi	Irebu	Lisala (corps de réserve)
Mayumbe	50	—	—	—	25	25
Cataractes	100	—	—	50	50	—
Stanley-Pool	100	—	—	50	25	25
Kwango	50	—	—	—	50	—
Lac Léopold II	150	50	—	50	—	50
Ubangi	250	50	100	75	—	25
Lualaba	500	50	50	150	150	100
Équateur	250	—	100	75	—	75
Bangala	250	50	125	—	75	—
Aruwimi	125	50	—	—	75	—
Province Orientale	400	50	100	100	100	50
U Rubi-Uele	110	—	75	—	35	—
E Uele-Bomu	50	—	25	—	25	—
L Makua	75	—	25	25	—	25
E Makrakra	50	—	—	25	—	25
Totaux	2.510	300	600	600	610	400

[1] Louwers et Touchard, Tome IV, p. 352.

Le but poursuivi saute aux yeux : créer un brassage de races, pour éviter que, dans une unité, des hommes de même race puissent se soulever et recommencer les tristes expériences de Luluabourg et de Ndirfi (voir Ch. V).

A l'arrivée dans le camp d'instruction, la recrue subissait un nouvel examen médical qui écartait les inaptes et ajournait ceux qui étaient simplement trop jeunes ou sous-alimentés. Ces derniers attendaient pendant six mois un nouvel examen et étaient occupés à de menus travaux dans le camp.

En 1894, l'effectif y était divisé de façon permanente en trois compagnies. Dans la première, l'indigène subissait un dégrossissage de six mois, après lequel il faisait, dans les deux autres, deux séjours successifs d'une même durée pour se perfectionner progressivement dans son métier de soldat. A cette époque, le cadre européen comprenait un officier commandant de camp et trois officiers commandants de compagnie.

Plus tard, l'amélioration des méthodes d'instruction, grâce à l'expérience acquise et un renforcement du cadre européen [1], amenèrent un changement de méthode. Chacune des trois compagnies du camp fut divisée en deux classes. La première comprenait tous les hommes ayant moins de quatre mois de service. Huit mois passés dans la seconde classe les rendaient généralement aptes à être envoyés dans une compagnie active.

Levés à 5 h 30, rassemblés à 6 h pour l'appel et le salut au drapeau, les « bleus » étaient soumis de 6 h 15 à 11 h 30 à des théories et exercices divers, puis passaient l'après-midi à des travaux de culture ou de construction [2].

[1] Qui passa en 1903 à un officier commandant, un sous-officier adjoint et trois officiers commandants de compagnie, assistés chacun de deux sous-officiers.

[2] Voir annexe 7 : tableau du service journalier dans les camps d'instruction en 1903 (Règlement de 1904).

L'instruction insistait surtout sur le tir au fusil et l'école du soldat et de compagnie. A cela venaient s'ajouter la gymnastique, l'escrime à la baïonnette ou au bâton, la natation et les marches avec application du règlement sur le service en campagne. Pour finir, les inévitables théories sur les « marques extérieures de respect », le service intérieur, l'entretien de l'armement et de l'équipement et les théories morales qui mettaient la recrue en garde contre les dangers du chanvre ou des maladies vénériennes et essayaient de lui inculquer quelques notions de civilisation. (Tout cela n'a guère changé : le fusil Mauser a remplacé depuis longtemps l'Albini, mais la recrue d'aujourd'hui, quand elle vient de la brousse, doit ressembler beaucoup à celle d'il y a cinquante ans).

Les travaux, en dehors des constructions nécessaires à l'entretien du camp (qui permettaient de former des maçons et des charpentiers), consistaient surtout en essais de cultures : cultures vivrières, destinées à contribuer directement à l'alimentation de la troupe (bananeraies, manioc) et cultures dites « de rapport » dont la vente des produits (café, caoutchouc...) devait permettre des achats améliorant l'ordinaire.

D'après Vandervelde, qui visita quelques camps lors de son voyage au Congo en 1908, les cultures vivrières étaient insuffisantes pour l'effectif important des centres et il fallait avoir recours à l'impôt en nature et à la chasse ou la pêche pour améliorer la ration quotidienne du soldat. Régulièrement, les villages des environs devaient apporter, selon leurs possibilités, du poisson ou de la chikwangue [1]. Ces impositions en nature, indispensables à une époque où l'argent ne circulait pas encore assez pour être employé par les indigènes de l'intérieur, furent supprimées dès qu'elles perdirent leur utilité.

[1] Pâte à base de manioc.

Les premiers mois de vie dans ces camps ne devaient pas être agréables pour les déracinés enlevés, parfois malgré eux, à leur milieu natal. Ce dépaysement, joint aux malaises dus au changement de climat et au mauvais état physique de la plupart des recrues fournies par les chefs, fut la cause des nombreux décès qui décimaient les camps d'instruction.

L'étude des statistiques montre en effet dans ces camps un taux de mortalité très élevé, beaucoup plus élevé que celui des compagnies actives. Les conditions de vie y étant les mêmes, ce sont donc des facteurs propres à la recrue qu'il faut incriminer et le principal était certainement le manque de sévérité des commissions de recrutement... manque de sévérité qui s'expliquait par la nécessité de fournir le contingent imposé malgré le mauvais vouloir des chefs. En 1900, par exemple, il y eut 16 % de décès et 10,8 % de réformés dans les camps, alors que, malgré les pertes causées par des opérations militaires, ces chiffres passaient à 7,5 % et 3,3 % dans les compagnies actives. A la suite des mesures prises pour améliorer les conditions de voyage des miliciens et rendre plus sévères les commissions d'examen, ces chiffres diminuèrent par la suite de façon sensible. D'autre part, certains camps, reconnus insalubres, furent supprimés et déplacés.

Terminons cette étude des camps d'instruction par l'appréciation portée sur l'un d'entre eux par un homme peu suspect d'admiration irréfléchie pour l'œuvre de Léopold II. Voici ce que dit Vandervelde du camp d'Irebu en 1908 (1) :

« Beaucoup de stations au Congo se ressentent de la succession trop rapide de leurs chefs. Ce que les uns commencent est rarement achevé par les autres. Il semble au contraire que chacun ait la préoccupation de

(1) *Les derniers jours de l'État Indépendant du Congo*, p. 93.

ne pas tenir compte des plans de son prédécesseur et de faire table rase de ce qui a été fait avant lui. Le camp d'Irebu échappe à cette critique. C'est, peut-on dire, l'œuvre exclusive d'un homme, le commandant Jeuniaux. Il y vit depuis plusieurs années avec sa jeune et charmante femme. Il s'est tracé, depuis le début, un plan d'ensemble, qu'il a rigoureusement suivi. Il a fait des prodiges d'ingéniosité pour loger et nourrir tout son monde, avec les seules ressources du pays. Et, aujourd'hui, après onze ans, c'est avec un légitime orgueil qu'il peut faire, à ceux qui passent, les honneurs de l'une des plus belles stations du Congo.

« Sur la rive, ombragée de beaux arbres, s'alignent, devant des parterres de fleurs, les magasins et les maisons des blancs. Derrière sont les logements des soldats, la plaine d'exercice, les hangars où se font les théories, et où va bientôt s'ouvrir une école. Pour bâtir tout cela, le commandant Jeuniaux n'avait d'autre main-d'œuvre que ses recrues, d'autres matériaux que des lianes, les bambous, l'argile du pays. Il a trouvé des artisans parmi les jeunes sauvages qu'on lui envoyait pour en faire des soldats. Il leur a appris à cuire des briques, à maçonner, à charpenter, à fabriquer des meubles. Il a dû, ne recevant pas de clous, en confectionner lui-même avec de vieilles baguettes de fusils et des fers de caisses d'emballage. Il a, en un mot, créé Irebu de toutes pièces ; et, cependant, lorsqu'on se trouve dans son hospitalière demeure, dans sa maison où cent détails charmants révèlent la présence d'une femme, on ne se douterait pas que cette maison toute entière, avec tous ses meubles, a été faite par un officier qui n'était, avant l'Afrique, ni architecte, ni maçon, ni charpentier. »

Compagnies d'instruction.

A l'époque où les besoins de recrutement furent les

plus importants [1], les camps d'instruction ne furent pas capables d'absorber l'importante masse de six mille miliciens par an. A ce moment, six compagnies d'instruction d'un effectif de deux à trois cents hommes furent ajoutées aux camps d'instruction. Elles furent annexées aux compagnies actives des districts des Cataractes, du Kwango, du Lualaba, de l'Équateur, des Bangala et de l'Aruwimi. Les recrues y recevaient la même instruction que dans les camps. Dès que le chiffre des levées annuelles redevint normal, ces compagnies furent supprimées.

Camps provisoires.

De nombreuses circulaires et instructions rappelaient aux commissaires de district, chefs de poste et capitaines de steamer, les soins dont ils devaient entourer les recrues. Malgré cela, pendant les premières années, à cause des méthodes de recrutement défectueuses, à cause aussi de la précarité des ressources de certains postes et de la durée des voyages, le déchet à l'arrivée des contingents dans les camps d'instruction fut très important. Pour remédier à cet état de choses, il fut décidé de construire, en certains points des grandes lignes de communication, choisis dans des régions riches en vivres, des « camps provisoires » dans lesquels les recrues pouvaient se reposer et récupérer les forces perdues, de façon à leur permettre d'arriver en bon état physique en leur lieu de destination. Semio, Bolobo, Bangasso, Yema, Vivi, La Romée et Kinshasa furent ces haltes où passèrent pendant les années 1894 à 1897 des milliers de recrues. Comme les compagnies d'instruction, ces camps furent supprimés en 1897, dès que l'amélioration des moyens de transport et la diminution du nombre des miliciens permirent un mouvement plus normal des

[1] En 1895, 96 et 97 (voir annexe 4).

recrues. Certains d'entre eux devinrent des stations agricoles, d'autres disparurent tout à fait.

Les compagnies actives.

La formule décentralisatrice, adoptée par le décret du 17 novembre 1888 répartissant les compagnies dans les divers districts, allait subsister jusqu'à la guerre 1914-1918. Nous avons vu que, dans une certaine mesure, elle existe encore à l'heure actuelle.

Au début de la colonisation, cette formule était la seule viable dans un pays extrêmement étendu et aux communications rudimentaires. Il importait de mettre aux ordres immédiats des chefs territoriaux une fraction de troupes dont ils pussent disposer dans le plus bref délai en cas de besoin. Les compagnies actives envoyaient d'ailleurs, elles aussi, des détachements plus ou moins importants en dehors du « quartier principal » de l'unité. Ces détachements, répartis dans les différents postes du district, montraient partout les armes de « Bula Matari » et y faisaient régner la paix, autant que possible par la présence de leur force. Nous verrons plus loin que lorsque certaines tribus se croyaient assez puissantes pour narguer la loi du blanc, cette simple présence ne suffisait plus et qu'il fallait organiser de véritables expéditions.

Le premier règlement qui codifia l'organisation administrative de la Force Publique est le Recueil Administratif du 10 novembre 1894 (1).

Il précisait que le commandant de compagnie active était responsable vis-à-vis du commissaire de district, de la discipline, de l'instruction, de l'habillement et de l'alimentation de la troupe et de l'entretien du matériel de guerre. Vis-à-vis du Commandant de la Force Publique, il n'était responsable que de l'administration du

(1) Louwers et Touchard, Tome IV, p. 474.

personnel et du matériel de guerre. Le Commandant de la Force Publique n'était donc à ce moment-là qu'une sorte de chef d'état-major administratif. Le titre de Commandant en Chef était d'ailleurs réservé au Gouverneur Général.

De huit en 1888, le nombre des compagnies s'éleva rapidement au fur et à mesure du développement des explorations, développement qui amenait la création de nouveaux districts. Le 1er octobre 1893, un décret fit passer de huit à seize le nombre de compagnies actives et leur fixa un nouveau numéro d'ordre. Ces numéros d'ordre furent abandonnés en 1897 et les compagnies prirent alors le nom du district où elles servaient. Ce sont ces noms que nous avons repris dans le tableau annexe 6 qui permet de se rendre compte du nombre, des emplacements et des effectifs de chacune des compagnies actives.

Les territoires occupés en dernier lieu reçurent une organisation légèrement différente des précédentes : l'Uele, la Province Orientale et, plus tard, le Kivu furent soumis à l'autorité d'Inspecteurs d'État. Ils étaient divisés en zones analogues aux districts. Quant au Katanga, nous aurons l'occasion d'étudier plus loin son organisation toute spéciale. Rappelons seulement ici que ce n'est qu'en 1910 qu'il fut organisé en Vice-Gouvernement Général et que les troupes qui y stationnaient furent rattachées à la Force Publique.

En principe, le cadre européen de chaque compagnie comprenait, à partir de 1897 :

l'officier commandant,
des officiers et sous-officiers chefs de pelotons,
un caporal indigène par 10 à 12 soldats,
un sous-officier indigène pour 2 caporaux,
un clairon pour 40 ou 50 hommes.

Le nombre des pelotons dépendait évidemment de

l'effectif et des possibilités d'encadrement. Leur effectif pouvait varier entre 40 et 80 hommes, ils étaient divisés en sections commandées par des sergents indigènes et comprenant deux escouades aux ordres de caporaux noirs. Ces pelotons devaient comporter des hommes de quatre origines différentes au moins et le nombre de volontaires originaires du district ne pouvait dépasser un quart de l'effectif total. Ces dernières mesures avaient été prises pour éviter le retour des révoltes raciales comme celle du poste de Luluabourg en 1895.

Le même règlement de 1897 précisait que le quartier principal se trouvait au chef-lieu du district et devait abriter entre le tiers et la moitié de l'effectif total de la compagnie. Il prévoyait autant de détachements qu'il existait dans le district (ou zone) de postes importants commandés par un Européen.

Ces pelotons détachés étaient aux ordres du chef de poste, même si celui-ci était un civil (fait assez rare à cette époque). Il était prévu que de petits postes noirs pouvaient être détachés par ces pelotons. Plus tard, on fut bien obligé de reconnaître que cette mesure était une erreur ; une fois loin de l'œil du blanc, les gradés noirs qui commandaient ces postes détachés devenaient vite des tyrans, rançonnaient ceux qu'ils étaient chargés de protéger ou de surveiller, se faisant apporter toutes sortes de cadeaux : nourriture, boisson... et femmes. Leur despotisme amenait presque toujours une haine violente à l'égard des soldats et par contrecoup envers l'État dont ils étaient les représentants. Leur conduite fut parfois la cause de révoltes sanglantes dont nous parlerons plus loin. Ils furent supprimés en juin 1903 [1] sauf dans des circonstances tout à fait exceptionnelles.

Il fut également prévu un système de relève de ces détachements, relèves destinées à assurer le maintien du

[1] LOUWERS et TOUCHARD, Tome IV, p. 474.

niveau d'instruction et de la discipline parmi l'ensemble des troupes des compagnies actives... N'oublions pas, en effet, que certains de ces postes étaient aux ordres d'un civil et que, de toutes façons, le chef de poste, accablé de besogne, ne pouvait guère s'occuper de ses soldats. Dans un rapport d'inspection de 1908, l'Inspecteur d'État Mahieu constate, par exemple, à Kanda-Kanda (poste détaché dans le district du Lualaba-Kasai) : « Le chef de poste est un sous-officier de l'armée belge qui n'assiste qu'aux séances de tir faute de temps... Il est non seulement chef du détachement et du poste mais officier de police judiciaire, officier d'État-civil, chargé de la perception des prestations et du service des transports » (1).

Pour la première fois, dans le règlement de 1897, il est prévu officiellement l'organisation éventuelle de bataillons en cas d'expédition importante. En fait, la chose avait déjà été réalisée pratiquement au cours des campagnes arabes et mahdistes. Il était précisé que le type normal de compagnie à utiliser en pareil cas serait de trois pelotons de cinquante hommes chacun. Les bataillons auraient un effectif de six cents hommes (quatre compagnies) et seraient commandés par un chef de bataillon aidé d'un adjoint et d'un médecin.

En 1902, une circulaire (2) précisa le détail de la composition des compagnies actives. Fort de quinze années d'expérience, se trouvant devant un pays suffisamment organisé pour permettre une organisation plus rigide, le commandement décida que l'unité élémentaire qui pouvait être commandée par un européen, était le peloton

(1) Ajoutons, à titre d'information, qu'il signalait que l'effectif comprenait : 1 sergent, 2 caporaux, 2 soldats de 1re classe, 1 clairon et 28 soldats de 2e cl. On comptait parmi eux : 2 Ubangi, 10 Bangala, 2 Aruwimi, 2 Luluabourg-Kasai, 5 Rubi, 2 Gurba-Dundu, 2 Rubi-Uele, 2 Bomokandi, 2 Stanley-Falls, 2 Maniema, 1 Ponthierville. On voit que les prescriptions concernant le mélange des races étaient observées.

(2) 6 octobre 1902, LOUWERS et TOUCHARD, Tome IV, p. 354.

de cinquante hommes, élément maniable et dont l'emploi, sous l'œil du maître, était relativement aisé dans les conditions de combat généralement rencontrées en Afrique centrale. Sous les ordres d'un officier ou sous-officier blanc, on plaça donc quatre escouades de dix soldats commandés par des caporaux et réparties en deux sections placées sous l'autorité de sergents indigènes. Deux clairons et deux soldats complétaient l'unité.

A partir de ce moment, chaque compagnie se divisa en autant de pelotons que l'importance de l'effectif l'imposait et tous les pelotons reçurent un numéro d'ordre. C'est ainsi que l'Inspecteur d'État Mahieu, constatait en 1908 à Kanda-Kanda (rapport cité plus haut) : « L'effectif comprend la 1re section du 12e peloton et la 1re escouade du 13e peloton de la Cie du Lualaba-Kasai. »

Le 30 juin 1903, un nouveau Recueil Administratif du Département de l'Intérieur reprenait et précisait toutes les mesures prises jusqu'alors. L'organisation ainsi mise sur pied allait rester en vigueur jusqu'à la reprise du Congo par la Belgique et pendant les premières années d'existence du « Congo Belge ». En 1912 cependant, une commission présidée par le Gouverneur Général Baron Wahis et comprenant, entre autres, le général Lantonnois et le colonel Wangermée, tous deux Vice-Gouverneurs Généraux, et le commandant Tombeur (le futur vainqueur de Tabora), fut chargée d'étudier la réorganisation de la Force Publique (1).

Au moment où éclata la guerre de 1914-1918, ses suggestions (2) n'étaient pas encore en application. Toutefois, pour combattre la décentralisation excessive, un début de regroupement avait déjà eu lieu.

(1) En 1911 déjà, il avait été question de créer une « Gendarmerie territoriale » à la disposition exclusive des Commissaires de district. La tenue prévue était celle de la Force Publique, mais avec fez et ceinturons bleus.

(2) La réforme principale était la division de la Force Publique en « Police Territoriale » (6.000 hommes) et « Troupes Coloniales » (12.000 hommes).

En 1913, après la division de la Colonie en quatre provinces, la répartition des forces en quatre groupements provinciaux, placés chacun sous les ordres d'un major, était prévue. En fait, au moment de l'entrée en guerre, il n'existait que deux groupements de ce genre : les troupes du Katanga, sous les ordres du major Olsen, et les troupes de la Province Orientale, commandées par le major Molitor.

Artillerie. — Génie. — Travaux de défense.

L'introduction de ce livre rappelle les débuts de l'artillerie au Congo et le succès de sa première intervention, d'ailleurs toute pacifique. La première unité constituée de cette arme fut la batterie de salut, elle aussi toute pacifique dans ses buts : rendre les honneurs dus au pavillon des navires de guerre étrangers de passage à Boma.

Cependant, des canons de 7 cm 5 et des canons lisses en bronze étaient déjà répartis en certain nombre dans les camps de Léopoldville, Nouvelle-Anvers, Basoko et Lusambo. Ils étaient remis aux compagnies actives des districts mais ne formaient pas d'unités constituées.

Le commandant de cavalerie Michaux, arrivé à Boma en janvier 1890, fut chargé de mettre sur pied, avec le maréchal des logis d'artillerie Baekelmans, la première batterie de quatre canons Krupp de 7 cm 5. Ils transformèrent des soldats déjà instruits, fournis par la compagnie de dépôt et d'instruction de Boma, en servants d'artillerie qui apprirent à démonter et remonter leur matériel de montagne pour le transporter à dos d'homme ou le remettre en batterie. La théorie et la pratique du pointage durent être assez difficiles à inculquer à ces recrues primitives.

A cette époque, des démêlés avec le Portugal au sujet des frontières communes [1] faisaient craindre une inter-

[1] Voir chapitre II.

vention armée de cette puissance pour appuyer ses droits ; une canonnière ayant été envoyée en face de Boma, le gouvernement local s'efforça de mettre sur pied quelque chose qui puisse montrer qu'il n'était pas disposé à s'en laisser imposer, d'où la batterie d'artillerie, dont les bruyants exercices de tir faisaient écho à la sirène du bateau de guerre portugais.

Pour les mêmes raisons, en mai 1891, un conseil de guerre, présidé par le Roi lui-même, décida la construction d'un fort à Shinkakasa, près de Boma. Construit de 1891 à 1904 [1], armé de huit canons de 16 cm [2] dont les feux battaient les trois passes du fleuve en aval de Boma et les deux passes en amont, cet ouvrage, placé à une trentaine de mètres au-dessus du niveau du fleuve, était défendu par des canons de 47 mm à tir rapide battant les fossés du fort. Des mitrailleuses et des canons lisses tirant des boîtes à balles renforçaient encore ce dispositif.

Le fort de Shinkakasa devait, à l'origine, être plus important encore ; de grands projets prévoyaient une série d'ouvrages détachés, placés à l'intérieur des terres. Le capitaine-commandant du génie Wangermée, élève de Brialmont, vint assurer la direction des travaux en 1893. Ces projets furent abandonnés quelque temps après, en partie parce que les accords internationaux les rendaient moins urgents, en partie parce que la campagne arabe réclamait à ce moment tous les efforts du gouvernement. Wangermée allait continuer, dans d'autres sphères, une brillante carrière coloniale qui allait le conduire au grade de Vice-Gouverneur Général.

En 1890 fut créé le poste de « Directeur des Travaux

(1) La batterie de canons de 16 cm fut installée de 1891 à 1893 par le commandant Pétillon aidé de Haneuse et Baekelmans. Plus tard, Wangermée et Mahieu poursuivirent la construction du fort proprement dit.

(2) Ces pièces, d'un calibre énorme pour l'époque, étaient d'une longueur de 38 calibres. Elles furent servies au début, par des soldats Mongo, du district de l'Équateur. Deux d'entre elles furent envoyées en 1915 à Albertville (Tanganika).

de défense » chargé de l'« étude de toutes les questions relatives à la défense de l'État ». En fait, à cette époque, il s'occupait de la fortification du Bas-Congo et exerçait en même temps le commandement supérieur du fort en construction. A partir de 1895, il assuma en même temps la direction du service du matériel d'artillerie (1).

En 1897 fut créée la « Compagnie d'artillerie et du génie », qui groupa ces armes spéciales au fort de Shinkakasa, sous l'œil et la direction du Commandant de la Force Publique et du Directeur des Travaux de la défense.

Colonnes mobiles.

Des besoins exceptionnels amenèrent, de temps à autres (2), la mise sur pied d'éléments appelés « colonnes mobiles » ou « colonnes de renfort », groupements forts parfois d'un millier d'hommes et plus. Il y en eut dans le Haut-Uele, tenant garnison à Yakuluka, au moment où les discussions à propos de l'Enclave et du Bahr-el-Ghazal imposaient à l'État d'être prêt à tout dans cette région ; il y en eut au Kivu, à l'époque des discussions de frontières, au Maniema au temps où les révoltés en menaçaient l'intégrité...

Les colonnes mobiles et les forces expéditionnaires dont nous conterons l'odyssée dans les chapitres suivants, ne furent pas toutes constituées d'une manière orthodoxe. Pressés par les événements, bien des commissaires de district ou Inspecteurs d'État enrôlèrent des volontaires sans leur donner une instruction suffisante ou admirent dans leurs rangs des ennemis de la veille qui venaient d'être battus. C'est ainsi que les anciens alliés

(1) A la suite de la révolte des travailleurs du fort de Shinkakasa, le commandement du fort et la responsabilité de ce commandement furent séparés des attributions du Directeur des Travaux de défense. Le poste fut supprimé en 1909 et ses fonctions furent reprises par le Commandant de la Force Publique.

(2) Voir tableau annexe 6.

des Arabes vinrent, pendant un certain temps, grossir les rangs de la Force Publique. On n'eut pas à se féliciter de cette mesure, car ces soldats d'occasion, non rompus à la discipline par le passage dans les camps d'instruction, furent ceux qui, à Luluabourg, Ndirfi et Shinkakasa, mirent en péril la paix d'une station, d'une région ou d'une province tout entière [1].

La vie dans les compagnies actives.

Malgré des différences sensibles dues à des causes géographiques (altitude, climat, végétation...) et politiques (région calme ou troublée, intérieure ou frontière) la vie du soldat des compagnies actives avait, quel que fût le lieu de garnison, beaucoup de points de ressemblance. Efforçons-nous d'en dégager quelques aspects.

Instruction. — Discipline.

Après les tâtonnements inévitables du début, l'instruction à donner aux soldats fut réglementée par une série de notes et circulaires bientôt codifiées dans des recueils et règlements dont celui de 1902 [2] fut le couronnement, le premier règlement complet sur ce sujet.

Après quelques principes généraux, il détaillait les divers exercices à apprendre aux recrues dans l'École du soldat avec et sans armes, l'École de compagnie, de bataillon et, en son titre IV (« Les marches et le combat »), des instructions qui ont gardé une partie de leur valeur pour des missions de maintien de l'ordre dans les régions où n'existent pas de moyens de communications modernes. Cette instruction tenait compte des diverses campagnes menées par la jeune armée de l'État Indépendant dans des territoires d'aspect et de caractéristi-

(1) Voir Chapitre V.
(2) LOUWERS et TOUCHARD, Tome IV, pp. 180 à 316.

ques très variés et contre des ennemis de force et de valeur guerrière très diverses.

Le règlement s'étendait aussi sur l'instruction des clairons, l'instruction du tir, les théories sur le fusil Albini, les exercices de gymnastique et les travaux en campagne, notamment les travaux d'installation des campements pendant les marches en pays hostiles, travaux de défense d'une importance vitale pour la sécurité de troupes toujours menacées d'être assaillies par un ennemi généralement moins bien armé mais toujours supérieur en nombre, souvent même d'une façon écrasante.

Le tableau du service journalier imposé par le gouvernement central [1] réglait de façon minutieuse l'emploi des heures consacrées à l'instruction. Dans toutes les compagnies actives, une partie de la troupe était constituée par des volontaires de moins de quatre ans, volontaires qui servaient dans leur district et n'étaient pas envoyés dans des camps d'instruction. Ces recrues formaient, dans leurs unités, une classe à part, qui recevait une formation analogue à celle des miliciens avant de passer dans les pelotons d'« anciens ».

La discipline était adaptée à la mentalité des indigènes de ce temps-là. L'emploi de châtiments corporels fut autorisé par le règlement disciplinaire (le premier date du 16 avril 1887). Quel autre châtiment pouvait inspirer à des gens, hier encore perdus dans un village entièrement sauvage, le respect d'une loi que rien ne les avait préparés à observer ?

Je sais que de nos jours la lecture du règlement de discipline du 10 novembre 1894 a quelque chose de pénible : on y parle de la peine du fouet... allant de douze à cent coups, en précisant que ces cent coups ne peuvent être donnés qu'en deux jours, la limite d'une séance étant cinquante coups. Malgré les instructions qui pré-

[1] Voir annexe 8.

cisent les conditions dans lesquelles devait être appliquée cette peine et les restrictions qu'elle comportait, ces chiffres nous paraissent barbares. Ils furent d'ailleurs réduits à plusieurs reprises dans la suite. Il ne faut toutefois pas oublier ce qu'écrivit le docteur Hinde, officier anglais au service de l'État Indépendant [1] : « Punir les infractions commises par le noir est une chose excessivement difficile. Dans l'État du Congo, les hommes ne reçoivent que des « rations » aussi longtemps qu'ils sont à l'intérieur, leur solde n'étant payée qu'à la Côte [2], à l'expiration de leur terme de service ; certaines avances sont cependant permises sur la solde et il est presque impossible de les supprimer en guise de punition, attendu que le peu de chose que l'on puisse obtenir dans l'intérieur à l'aide de ces avances, est nécessaire à leur santé.

« La prison, dans l'état actuel, est presque une impossibilité et l'usage de mettre les hommes à la chaîne n'est pas seulement destructif de leur santé, mais il est excessivement pernicieux et abominable et ne doit être appliqué qu'aux criminels dangereux. En fait, quand une demi-douzaine d'hommes sont enchaînés ensemble et doivent travailler, manger et dormir sans être jamais débarrassés de leurs fers pendant des semaines et des mois, leur santé disparaît naturellement. Le commandant Dhanis était si convaincu des mauvais effets de ce traitement qui rendait souvent un homme incapable de travail plusieurs mois après, qu'il a aboli en fait, la mise à la chaîne dans son district. »

On voit qu'il ne restait d'autres ressources que d'employer la peine du fouet. Dhanis, dont le nom indigène était « Fimbo mingi [3] », ne se faisait pas faute de l'appliquer, ce qui ne l'empêcha pas d'être aimé de ses

(1) Sidney Langford Hinde. La chute de la domination des Arabes au Congo.

(2) Il s'agit de volontaires de la Côte.

(3) Beaucoup de fouet.

hommes auxquels, on vient de le voir, il s'efforçait d'éviter les peines réellement nuisibles.

D'ailleurs, à cette époque, cette peine, appliquée avec moins de ménagements, était de règle en milieu coutumier et paraissait naturelle aux soldats punis.

Travaux.

Le temps qui n'était pas consacré aux exercices et théories, était occupé, pour ceux que des exercices de garde ou d'escorte ne retenaient pas ailleurs, par des travaux analogues à ceux des camps d'instruction.

N'oublions pas en effet qu'il fallait commencer par construire le camp militaire, puis l'améliorer et l'entretenir. Là où n'existait que la brousse, la savane ou la forêt, il fallait défricher, tracer un plan d'ensemble, des routes, bâtir un camp provisoire en « matiti (1) », transformer petit à petit les huttes de feuillage en cabanes en pisé puis construire l'ensemble des bâtiments du camp en briques sèches ou, si possible, en briques cuites. Il fallait beaucoup de temps avant d'arriver à ce stade, car en plus des cases pour les soldats, il fallait édifier les habitations des européens, et les bâtiments à usages généraux : magasins, bureaux, cuisines...

Ce travail demandait, de la part des sous-officiers et officiers, la mise en œuvre de talents les plus divers et tous faisaient, qu'ils le veuillent ou non, l'apprentissage du métier de maçon, de charpentier... qu'ils devaient d'ailleurs eux-mêmes apprendre aux noirs.

En même temps, avec la collaboration des femmes de soldats, des champs étaient défrichés où l'on cultivait avec plus ou moins de bonheur les plantes nécessaires à l'alimentation de la troupe : manioc, bananes, etc...

Le long des allées, ou dans des endroits choisis, se trouvaient les « plantations de rapport », dont l'État

(1) Herbages et feuillages.

espérait tirer des ressources : palmeraies, arbres à caoutchouc, caféiers... Dans chaque camp, les Européens s'essayaient à la culture des légumes de chez eux. Quel plaisir de montrer aux visiteurs leurs potagers où légumes d'Europe et pommes de terre leur permettaient d'améliorer un ordinaire qui ressemblait trop souvent à une nourriture de sauvage agrémentée de quelques conserves !

Qu'il s'agisse de constructions ou de culture, les débuts d'un camp étaient toujours difficiles et le séjour, à cette époque, était loin d'y être confortable, tant pour le cadre européen que pour la troupe. Le « bleu » venant d'Europe et arrivant à son lieu de destination connaissait souvent de durs moments de découragement et de cafard. On oublie trop facilement, dans le Congo d'aujourd'hui, ce qu'étaient les conditions de vie de ces pionniers ; on ne parle d'eux que pour rappeler les heures exaltantes de leur existence, on oublie les multiples difficultés matérielles quotidiennes et les dépressions morales. Eux-mêmes ne content en général de leurs souvenirs que les combats, les expéditions aventureuses, les histoires de chasse ou les incidents de voyage amusants. Rarement un récit fait connaître les jours noirs passés dans de mauvaises conditions, les longs jours de cafard, de nostalgie dans un poste qu'on n'aimait plus parce qu'on y était seul ou, pis encore, parce qu'on y était en brouille avec l'unique compagnon.

Pour en revenir aux habitations, voici comment le colonel Muller décrit celle qui lui échut à son arrivée, comme lieutenant, au poste de Ndoruma, en 1904 : « Une cagna en pisé, couverte de paille, sise près du corps de garde et du magasin à munitions. La maison comprenait une chambre à coucher et un « bureau », le tout garni de meubles faits de vieilles caisses. Mes multiples colocataires comprenaient des rats, araignées, cancrelats et moustiques. Un lit monumental occupait le centre de la

chambre à coucher ; il se composait de quatre pieux fichés en terre sur lesquels reposait un cadre de bois qui représentait le sommier. Un matelas en feuilles de maïs, fraîchement récoltées, recouvrait ce sommier... » (1).

Toutefois, avec les années, les camps bien situés devenaient des endroits agréables que le voyageur saluait avec joie. Dans tous les récits des vétérans et des premiers touristes, on trouve des descriptions particulièrement élogieuses de camps militaires. Nous avons cité, à propos d'Irebu, l'opinion de Vandervelde, parce qu'elle émanait d'un homme peu suspect d'être accusé de bienveillance vis-à-vis de l'État Indépendant. Il faudrait des pages pour citer les appréciations élogieuses de Meyers, Puck Chaudoir, Miot, René Vauthier, Lemaire, etc... à propos de Ponthierville, Kasongo, Nyangwe, Stanleyville et tant d'autres postes.

Vie quotidienne.

L'existence de tous, blancs et noirs, était réglée par le clairon et l'absence — sauf très rares exceptions — de femmes européennes donnait à ces camps une atmosphère perpétuelle de vie en campagne. Les blancs vivaient en commun pendant une grande partie de la journée, mangeaient au mess tous ensemble une nourriture standard fournie par le gouvernement et n'avaient d'autres distractions que la chasse.

La situation sanitaire était chez eux désastreuse. Les maladies tropicales encore mal connues étaient, même dans le cas heureux et rare où un docteur habitait le poste, mal soignées par manque de médicaments réellement efficaces. Aussi, le chiffre de pertes fut-il considérable parmi les pionniers (2), même chez ceux qui,

(1) Colonel MULLER, Souvenirs sur Gustave Nagels dans l'Uele. *Les Vétérans Coloniaux*, avril 1937.

(2) Voir tableaux annexes 1 et 2.

installés pour plusieurs années dans un poste stable, n'étaient pas soumis aux fatigues et dangers des expéditions et des voyages. Vingt-neuf pour cent des partants ne revinrent pas... Sur les listes de décès, on peut lire généralement à côté de la cause de la mort de ces hommes jeunes et vigoureux : dysenterie, malaria, hématurie... Il fallait une santé de fer pour résister, non au climat, mais aux maladies tropicales.

Les noirs, nous l'avons vu, payaient également leur tribut aux épidémies diverses. Cependant, à part dans les camps d'instruction, ils subirent, toutes proportions gardées, des pertes très nettement inférieures à celles de leurs chefs.

Si, dans les camps situés dans les régions les plus civilisées, la vie était sans histoire et ressemblait par certains côtés à celle d'une garnison d'Europe (moins le confort, l'hygiène, le climat et les distractions), il ne faut pas oublier non plus que, dans les nombreux postes de l'intérieur, la possibilité d'un soulèvement des indigènes, la proximité de factions ennemies et les incidents de frontières toujours possibles avec une puissance rivale créaient une atmosphère peut-être plus dangereuse mais aussi plus exaltante. Citons encore Vandervelde, qui, parlant de sa visite à Yambata, écrit [1] :

« Le poste de Yambata, avec ses palissades flanquées de tourelles en bois, est une véritable forteresse. Soixante soldats y tiennent garnison, depuis la soumission des Budjas à l'inspecteur Gérard, en 1905. Pour le moment, tout est calme, mais avec les gens d'ici, on n'est, paraît-il, jamais sûr de rien. Il ne faudrait pas grand-chose pour que les boucliers reparussent et que les indigènes recommencent à se faire la guerre entre eux, pour quelques femmes, ou se mettent d'accord pour tomber sur les blancs. Aussi, ces derniers se tiennent-ils sur leurs gardes ;

[1] Les derniers jours de l'État Indépendant du Congo, p. 143.

quand le chef de secteur ou le chef de poste vont dans leur potager, à cent mètres des palissades, ils ne doivent pas faire un signe pour qu'un ou deux soldats, le fusil à l'épaule, leur emboîtent le pas. »

Il y avait en effet deux types de camps. Dans les endroits calmes et qu'on savait à l'abri d'une attaque sérieuse, le camp était un parc entouré de cultures et ouvert à tous vents. Dans les zones où les surprises et les attaques en masse étaient possibles (Nord-Est, Est, Sud-Est), il fut construit de véritables forteresses avec fossés et palissades, où des caponnières armées de canons de 57 mm et de mitrailleuses Maxim assuraient le flanquement des obstacles. Ces réduits, où la garnison vivait, parfois au dehors et plus souvent dans les murs, étaient construits pour permettre à leurs défenseurs de « tenir » contre toute attaque. Ils servaient de bases où étaient stockés, à l'abri d'un coup de main audacieux, les munitions, armes et approvisionnements nécessaires aux expéditions offensives éventuelles.

Les femmes.

Un fait qui devait frapper vivement le nouvel arrivé était certainement la présence, au côté des soldats, de toute leur famille. Le gouvernement avait immédiatement compris que la recrue serait plus heureuse — et partant plus stable — si, pendant la durée de son service, elle pouvait vivre avec sa compagne et ses enfants. Dès la mise en application des premiers décrets sur l'organisation et le recrutement, diverses mesures furent prévues pour favoriser l'admission de miliciens et de volontaires mariés : primes d'engagement plus élevées, nourriture et entretien de la femme et des enfants assurés aux frais de l'État, indemnités familiales, facilités de paiement accordées aux recrues au moment de leur incorporation si une question de dot à fournir ou à com-

pléter les empêchait d'emmener avec eux l'élue de leur choix. Par contre, l'État interdisait à ses soldats la polygamie et exigeait des femmes une collaboration de quelques heures de travail pour les cultures vivrières des camps.

La présence de ces femmes apportait une note pittoresque dans les camps et créait à l'occasion quelques ennuis aux commandants, fatalement appelés à intervenir dans des querelles de ménage, des bagarres entre mégères de race différente et souvent aussi des histoires d'adultère.

Nourriture.

Nous avons déjà parlé de la question du ravitaillement à propos des travaux de culture. Si le gouvernement central s'était efforcé de fixer une ration théorique, les conditions économiques de ce temps ne permettaient pas sa mise en application et le problème était laissé, dans la pratique, entre les mains du commandant de compagnie. Si la culture, la chasse, la pêche et les réquisitions ne lui permettaient pas d'assurer le minimum requis, il était obligé de remplacer une partie des distributions en nature par une distribution d'objets d'échanges : mitakos (baguettes de laiton), perles, étoffes... C'était alors aux soldats à se débrouiller pour transformer ces biens en manioc, maïs ou autres comestibles. Ce mode de ravitaillement était surtout employé en expédition : il était en effet plus facile d'emporter un ballot d'américani ou quelques sacs de perles que de transporter avec soi des tonnes de chikwangues.

Les rations — le « Posho » pour employer le terme local — étaient distribuées à intervalles assez courts ; il eût été imprudent, en effet, de confier en une fois aux soldats, la nourriture destinée à une période trop longue. Gourmands et imprévoyants, ils auraient tout dévoré

en un ou deux jours, quitte à vivre de presque rien pendant le reste du temps.

Les mariés laissaient à leur compagne le soin de préparer leurs repas. Moins heureux, les célibataires devaient s'arranger avec un frère de race marié pour prendre pension chez lui en lui cédant sa ration ou alors se tirer d'affaire tout seul. On essaya à plusieurs reprises le système actuel des cuisines collectives pour soldats célibataires. Le procédé, s'il trouva des enthousiastes, connut aussi ses détracteurs et ne fut pas généralisé. Le système adopté à Boma (1) prévoyait que le seul repas de midi serait pris en commun par les célibataires, sous-officiers indigènes exceptés. La moitié de la ration de ces hommes était affectée à la préparation de ce repas.

Solde et salaires.

Le tableau annexe 9 donne le détail des soldes et salaires accordés à la troupe. En résumé, en plus de la solde de base de vingt et un centimes par jour accordée au milicien, il existait :

Une allocation mensuelle de un franc pour la femme légitime,

Une allocation mensuelle de réserve de 1,25 fr payable à l'expiration du terme de service,

Une augmentation de solde progressive tant pour le milicien que pour sa femme au fur et à mesure des rengagements,

Des primes de rengagement de cinquante francs,

Des suppléments de solde variables avec le grade,

Une solde réduite accordée aux miliciens ajournés,

Une solde réduite accordée aux miliciens ajournés ou réformés.

Cette solde était payée, soit en argent, soit, plus souvent, en nature, l'argent n'ayant aucun pouvoir d'achat

(1) LYCOPS et TOUCHARD, Tome II, p. 461.

dans les postes de l'intérieur. On voit immédiatement ce que pareil système avait de précaire : en ce temps de communications lentes et irrégulières, les marchandises nécessaires au paiement de la solde n'arrivaient pas toujours à temps. Même en 1908, on trouvait encore dans des rapports d'inspection des phrases comme celles-ci : « Il y a quatre mois que les hommes n'ont plus été payés faute de marchandises. Les hommes se plaignent de manquer de choix dans ce qu'ils reçoivent généralement » (1). Pareille situation n'était pas faite pour donner un moral élevé aux soldats du poste...

Les Écoles.

Une des premières préoccupations du commandement fut la formation des cadres indigènes. Au début, les gradés furent tous des « volontaires de la Côte », Haoussas, Sierra-Leonais, Elminas ou Zanzibarites. La Force Publique engageait en effet directement quelques gradés ayant reçu une certaine formation militaire. C'est ainsi que de 1883 à 1903, cent septante-sept gradés haoussas, quatre-vingt-deux gradés sierra-leonais et onze gradés provenant d'Accra entrèrent, avec leurs grades, dans les rangs de l'armée de l'État Indépendant (2) soit deux cents caporaux et sous-officiers issus de la Côte Occidentale, pour un total de 9.303 soldats de la même origine. Après la première guerre mondiale, on trouvait encore des gradés d'élite et des sergents haoussas rengagés à la Force Publique, qui les avait définitivement adoptés.

Mais il importait de rechercher, parmi les volontaires et miliciens issus du Congo même, ceux qui étaient susceptibles de devenir des chefs d'escouade ou de section,

(1) Rapport de l'Inspecteur d'État MAHIEU, sur le poste de Luluabourg. Compagnie de Lualaba, 28 mai 1908.

(2) D'après un rapport du 18 juin 1904 du Gouverneur Général au Secrétaire d'État. LOUWERS et TOUCHARD, Tome V, p. 264.

des « comptables » capables de collaborer à l'administration des unités et certaines catégories de spécialistes, notamment des armuriers.

Le problème s'était d'ailleurs posé, d'une façon différente, à l'occasion de discussions à propos des enfants abandonnés. Ces enfants, libérés lors de la dispersion de convois d'esclaves ou délaissés par leurs parents, furent recueillis par l'État (1) qui organisa des colonies agricoles et professionnelles où il pourvoyait à leurs besoins tout en assurant leur éducation (2). En contrepartie, ces enfants devaient travailler au profit de l'État jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans.

Colonies scolaires.

Deux colonies scolaires furent ainsi créées à Boma (1890) et à Nouvelle-Anvers (1907). La direction en était confiée à une personne désignée par le Gouverneur Général, assistée d'un officier ou sous-officier instructeur, lui-même aidé par quelques gradés noirs pour l'enseignement militaire. Le directeur fut parfois un missionnaire, parfois un militaire. Un officier supérieur était chargé de surveiller ces établissements.

Les études avaient une durée de trois ans. Après une année de dégrossissage, une première sélection était opérée parmi les élèves. En deuxième année, l'instruction comprenait, comme en première, une instruction militaire théorique et pratique, le français, une langue indigène et l'arithmétique élémentaire.

Après ces deux années, les candidats reconnus peu aptes au métier militaire étaient désignés pour les services administratifs ou les travaux publics (artisans). Les autres étaient destinés à devenir gradés. Tous, pendant

(1) Les missionnaires furent, eux aussi, autorisés à recueillir des enfants abandonnés dans des conditions analogues.
(2) Décret du 12 juillet 1890.

la dernière année d'études, recevaient un enseignement spécialisé selon la branche à laquelle ils étaient destinés. Comme on ne s'attendait pas à une assimilation rapide par tous de l'enseignement inscrit au programme, il était prévu que les élèves pouvaient doubler chacune des trois années.

Au sortir de l'école, les jeunes gens désignés pour servir à la Force Publique étaient envoyés comme instructeurs dans un camp d'instruction. Ils recevaient normalement le grade de caporal à la fin de leurs trois années d'études. Les élèves médiocres étaient envoyés comme soldats dans les mêmes camps pour y passer un minimum d'un an avant d'être envoyés dans une compagnie active.

L'effectif maximum de ces colonies était de cinq cents enfants. En pratique, il y en avait environ quatre cents dans chacun des deux centres de Boma et Nouvelle-Anvers. Ils étaient soumis à un régime semblable à celui de la Force Publique, en portaient la tenue et mangeaient une ration analogue à celle des soldats. Toutefois, le régime disciplinaire tenait compte de leur âge et était moins rigoureux : si la peine du fouet était prévue, le nombre maximum de coups permis était minime.

La journée de travail était de huit heures : trois étaient consacrées aux exercices et théories militaires, trois autres aux classes et exercices religieux. Le temps restant se passait à l'apprentissage ou à l'exercice de travaux manuels.

École pour gradés comptables.

En 1897, les meilleurs des « militaires » sortant de Boma et Nouvelle-Anvers furent envoyés à Boma dans une nouvelle école, créée dans le but de fournir à la Force Publique les nombreux gradés comptables qu'une administration de plus en plus envahissante rendait indispensables.

Placée sous la surveillance directe du Commandant de la Force Publique, administrée par la Compagnie du Bas-Congo, cette école, en un an de travail intensif, inculquait aux candidats les règles élémentaires de la comptabilité et perfectionnait leurs connaissances d'arithmétique et de français. Bien entendu, règlements et exercices militaires n'étaient pas oubliés.

Soumis, eux aussi, à un régime militaire, ils portaient la tenue de la Force Publique agrémentée d'une ganse bleue au collet et d'une étoile jaune appliquée sur cette ganse. Ils étaient autorisés à porter ces insignes distinctifs dans les unités auxquelles ils étaient affectés s'ils avaient subi avec succès l'examen de sortie de l'école. Dans ce cas, ils étaient nommés sergents comptables et envoyés en garnison dans un chef-lieu de district pour s'y occuper de l'administration de la compagnie active. Leur traitement initial maximum était de cinquante francs par mois et il leur était permis d'espérer atteindre cent francs par mois en fin de carrière.

Moins heureux, ceux qui échouaient devaient se contenter des galons de simple caporal, pour autant, bien entendu, que leur conduite eût été satisfaisante.

École pour armuriers.

En 1905, fut créée, à Léopoldville, une école où les sergents aide-armuriers noirs pouvaient, après deux ans d'études, acquérir le brevet de premier-sergent ou sergent-major. On y enseignait, à longueur de journées, tout ce qu'il était nécessaire de connaître pour être à même de réparer les fusils Albini.

Comme les sergents comptables, les gradés armuriers recevaient un traitement mensuel allant de cinquante à cent francs.

Avec ces gradés et ceux, issus du rang, dont la conduite avait justifié une promotion, la Force Publique eut,

jusqu'en 1914, assez de chefs de section et d'escouade, de gradés d'élite, de comptables ou d'artisans pour satisfaire aux besoins de l'instruction et des expéditions. Certains d'entre eux, nous le verrons dans les chapitres suivants, se signalèrent par une conduite magnifique dans les combats. D'autres menèrent à bien, dans tout le territoire de l'État, leur travail obscur, mais utile, d'instructeurs et de chefs. Certains causèrent de grosses désillusions lorsqu'ils furent envoyés seuls « en poste » pour maintenir la paix dans un groupe de villages. Ce système, employé dans l'intention de multiplier le nombre de points occupés par une force militaire, dut être abandonné lorsqu'on s'aperçut que, loin de la surveillance du blanc, le gradé avait une fâcheuse tendance à abuser de l'autorité qu'on lui confiait et à s'en rendre indigne.

Musique militaire.

Il nous reste à parler d'une unité active d'un genre spécial qui ne fut certainement pas la plus facile à former : les musiques militaires.

En 1888, un ancien clairon de l'Armée belge, Monsieur Desmet, essaya de former des clairons avec quelques recrues bangala. Il réussit à leur apprendre les sonneries réglementaires et quelques airs cadencés pour scander la marche.

En 1890, un musicien du 31e Régiment de Ligne, Monsieur Palmans, fut engagé par l'État Indépendant du Congo comme chef de musique. Avec les clairons formés par Desmet, il constitua un noyau de musiciens auquel il apprit, non sans peine sans doute, les rudiments du solfège, puis le maniement de différents instruments de musique. Petit à petit se forma ainsi à Boma l'ancêtre de nos musiques de groupement.

Dans d'autres postes, des mélomanes amateurs s'es-

sayèrent eux aussi à former des élèves et, dans le Maniema comme au Kasai, on put bientôt entendre les airs et marches qui, en Belgique, entraînaient nos régiments métropolitains [1].

Force Publique Régulière — Réserve.

Réserve de la Force Publique.

Nous avons vu que le décret de 1891 organisant le recrutement des miliciens prévoyait pour eux un terme de service actif de cinq ans et deux années de service dans la réserve... mais ne disait mot des obligations de ces soldats après les cinq années en question.

Le 14 janvier, à l'époque où les premiers « fin de terme » allaient être libérés, un arrêté du Gouverneur Général précisa que ces miliciens feraient partie de la « Réserve de la Force Publique » et seraient envoyés en congé illimité par leur commandant de compagnie. Toutefois, en cas de nécessité (crise d'effectifs), ils pouvaient être maintenus sous les drapeaux. Mais il était défendu de les employer en expédition militaire ou même de les astreindre à des exercices militaires. Le militaire ainsi maintenu en service recevait une « parcelle de terrain qu'il cultive à son profit et qui lui est allouée gratuitement pendant tout le temps passé sous les armes » [2]. Après deux ans passés dans cette situation (ou plus tôt si l'on n'avait pas besoin de lui), le milicien était renvoyé dans son village d'origine aux frais de l'État.

Cette réserve de l'armée fut maintenue jusqu'en 1900,

(1) En 1893, Doorme forma une excellente musique à Kasongo par des moyens de fortune pris aux Arabes. Dubreucq, en 1896, constitua de même une fanfare pour l'expédition du Nil.

En 1903, il y avait des musiques militaires dirigées par des chefs européens à Boma et à Tumba, tandis que des chefs noirs dirigeaient d'autres formations musicales dans les garnisons de Léopoldville, Coquilhatville et Stanleyville.

(2) Lycops et Touchard, Tome II, p. 457.

date à laquelle la durée du service actif fut portée à sept ans.

Corps de réserve.

Toutefois, désireux de pouvoir disposer en tout temps d'une réserve véritable, facilement mobilisable, le Roi-Souverain créa, par décret du 18 janvier 1898, un organisme original appelé « Corps de réserve » et indépendant de l'armée active.

Une première partie de ce corps était formée des miliciens ayant fini leur terme de service de sept ans (cinq plus deux) jusqu'au moment où cessaient leurs obligations militaires, c'est-à-dire pendant cinq ans. Le reste était fourni par des volontaires ou des levées de miliciens qui venaient servir dans ce corps pour une durée de douze années...

Toutefois, le 19 novembre 1899, une nouvelle décision limitait à sept années de présence effective la durée du service militaire. Dès lors, à partir de 1900, les miliciens des compagnies actives ne passèrent plus par le corps de réserve. Celui-ci fut uniquement constitué de recrues venant directement des centres de recrutement et qui quittaient le corps après 7 ans. Les uns et les autres étaient après cela renvoyés dans leurs districts d'origine où ils demeuraient inscrits au registre des miliciens en congé illimité et étaient soumis à une revue annuelle.

Éléments divers.

En dehors des unités régulières dont nous venons de parler, la Force Publique a donné naissance à divers organismes ayant une mission analogue à la sienne mais appliquée à des besoins particuliers.

COMPAGNIES AUXILIAIRES DES CHEMINS DE FER.

C'est ainsi que lors de la construction du chemin de fer du Bas-Congo, la nécessité d'un corps de police capable d'assurer le maintien de l'ordre parmi lès nombreux travailleurs amena l'autorité à créer, d'accord avec la compagnie du chemin de fer, une « Compagnie auxiliaire des chemins de fer », destinée à assurer en même temps la garde de la voie ferrée. Composée au début de Zanzibarites et d'Elminas recrutés parmi les travailleurs par le directeur de la compagnie, elle ne comprenait qu'une personne au service de l'État : son commandant. Ce commandant fut, pendant sept ans, le capitaine Weyns qui devint plus tard le représentant au Congo du Comité Spécial du Katanga. Les lieutenants et sous-lieutenants étaient des européens employés à la construction et commissionnés dans leur grade par le gouvernement.

En plus des armes, des munitions et de la tenue de la troupe [1], la compagnie du chemin de fer devait entretenir, nourrir et payer tout ce personnel sauf le commandant de compagnie.

Pendant huit ans, l'unité collabora à la « Bataille du Rail », entreprise essentielle pour le développement ultérieur de l'État. La période la plus délicate fut évidemment celle du début ; la voie n'avançait que très lentement, le travail était excessivement pénible pour tous, la mortalité et la maladie faisaient des ravages effrayants parmi les personnels blanc et noir... Il y eut parmi celui-ci, en plus des inévitables querelles entre races différentes, des grèves et des rebellions dont l'une fut assez sérieuse : « Le 12 décembre 1891, trois cents Sierra-Leonais descendent en masse vers Matadi, vociférant, brandissant pioches, pics, pelles et marteaux, assaillent

[1] Tenue identique à celle de la Force Publique, sauf les lettre C. F. au collet de la vareuse et au bonnet.

les Zanzibarites de la Compagnie auxiliaire de police du chemin de fer, commandés par le capitaine Weyns, et tentent l'assaut du steamer « Akassa », amarré au débarcadère. Ils sont repoussés à coups de matraque, après une violente échauffourée, et enfin refoulés jusqu'au kilomètre 3, sans qu'un coup de fusil ait été tiré. Il n'y eut que quelques blessés et les blancs parvinrent à calmer l'effervescence... » (1).

Lorsque, en 1902, un autre chemin de fer fut construit entre Stanleyville et Ponthierville, une formule différente fut adoptée ; une compagnie active supplémentaire, faisant organiquement partie de la Force Publique, fut créée pour le service d'ordre dans la zone concédée à la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur. Le personnel de cette unité portait sur la vareuse les lettres C. S. Son effectif, en 1904, était de septante-cinq hommes. Plus tard, il passa à 175 hommes (2). Cette compagnie fut chargée de surveiller les travaux des autres tronçons des lignes de la compagnie (Kindu-Kongolo, etc...) au fur et à mesure de leur construction.

Corps de police.

Des centres importants se développaient en divers endroits de la colonie ; il devint nécessaire d'y créer des corps de police administrativement autonomes, destinés à y assurer le maintien de la tranquillité publique par une surveillance continue.

Le premier d'entre eux fut créé à Boma en 1891. Il devait être suivi bientôt par Matadi, Mpozo (1892), Léopoldville (1893), Lufu (1895), Tumba (1896), etc...

Ces corps furent recrutés dans les rangs de la Force Publique par le commandant de celle-ci. C'était en effet

(1) René Cornet. La Bataille du Rail, p. 203.
(2) Voir tableau annexe 6.

le seul corps capable de fournir des éléments disciplinés et sur lesquels les premiers commissaires de police pouvaient compter. Leur organisation interne primitive fut analogue à celle de la Force Publique. Les grades y furent les mêmes ainsi que le règlement de discipline.

Le décret du 11 juin 1908 généralisa la création d'un corps de police administrative dans chaque chef-lieu de district et de zone et régla leurs attributions. Les policiers continuèrent à être recrutés parmi les soldats de chacun des districts.

En 1909, une partie des troupes des compagnies actives fut transformée, dans certaines régions, en « Troupes de police » ou « Corps de police territoriaux ». Ces troupes faisaient organiquement partie de la Force Publique, mais étaient distinctes des compagnies actives. C'est ainsi qu'en 1914, ces corps comprenaient 1.908 hommes parmi les 17.833 prévus à l'effectif budgétaire de l'année. Ils étaient répartis comme suit :

Corps de police du Bas-Congo	:	225		
Corps de police du Moyen-Congo	:	150		
Corps de police de l'Équateur	:	225		
Lulonga	:	133		
Maniema	:	200		
Katanga	:	975 dont	Lomami	175
			Lulua	175
			Tanganika-Moero	225
			Haut-Luapula	400

TROUPES DU KATANGA.

Lorsque fut mis sur pied, en juin 1900, le « Comité Spécial du Katanga », organisme chargé de la mise en valeur de cette région, le décret du 2 septembre 1900 autorisa ce comité à recruter un corps de police destiné à « assurer le maintien de l'ordre ainsi que la protection

des personnes, établissements et vapeurs, dans les territoires soumis à son action ».

Si le commandant du corps était nommé par le Roi, les officiers et sous-officiers furent choisis par le Comité parmi son personnel blanc et les soldats provenaient en partie de la Force Publique et en partie des enrôlements volontaires faits sur place.

Solde, entretien, équipement et armement furent à charge du comité. La tenue fut celle de la Force Publique, sauf la présence d'un « K » distinctif sur la vareuse et le bonnet.

En 1910, le Katanga fut érigé en Vice-Gouvernement Général et le corps de police fut rattaché à la Force Publique (1). Autrefois composé d'un état-major résidant à Lukonzolwa (Lac Moero) et de plusieurs pelotons répartis dans tout le territoire, ce corps, sous le commandement du major Olsen, allait devenir la fraction la mieux équipée et entraînée de la Force Publique au moment de la déclaration de guerre en 1914.

« Deux faits avaient provoqué cette mesure : le développement intense de la prospection minière dans le district du Haut-Luapula et la pénétration du rail venant du Sud qui venait de traverser notre frontière à Sakania.

« Le siège du Comité Spécial du Katanga établi à Lukonzolwa (sur le lac Moero) se trouvait trop éloigné du district minier, qui ne devait pas tarder à devenir le cœur et le cerveau du nouveau Vice-Gouvernement Général.

« Aussi, le premier Gouverneur, le colonel Wangermée, était-il venu au début de 1910 planter sa tente à Kafubu, situé à 10 km de l'emplacement choisi la même année pour la future capitale du Katanga : Élisabethville.

« L'arrivée du rail avait amené de nombreux blancs

(1) Voir tableau annexe 6.

de nationalités diverses et parmi lesquels de nombreux aventuriers. La visite vers la même époque par le fameux Dr Jameson à notre région frontière avait ouvert les esprits.

« Pour en imposer à cette population disparate en croissance constante, l'autorité locale ne disposait, au début de 1910, que de l'ancien corps de police du Katanga, éparpillé par petits paquets dans toute la province.

« Cette situation pouvait devenir dangereuse pour la sécurité de l'État et mettre en péril notre riche domaine minier.

« Pour y remédier, il importait de mettre de toute urgence à la disposition du gouvernement local, une force solide et fortement disciplinée.

« Mais où le gouvernement pouvait-il prendre une force aguerrie, suffisante ?

« Heureusement la situation au Kivu, où l'incident de frontière d'Ufumbiro avait provoqué une situation critique en 1909, était rentrée dans la normale vers la fin de mai 1910 » (1).

« Aussi par télégramme envoyé en juin 1910 par le Ministre des Colonies, directement au Commandant Supérieur des territoires de la Ruzizi-Kivu, le Ministre ordonnait à ce dernier de se mettre d'urgence à la disposition du gouverneur Wangermée avec 1.000 hommes aguerris » (2).

« A Pweto, les troupes du Kivu se rencontraient avec une compagnie de 250 hommes armés de Mauser, unité qui, sur la demande du Commandant Supérieur des territoires de la Ruzizi-Kivu, avait été fournie spécialement à Boma, et qui était en route pour renforcer les troupes du Kivu. Mais l'accord concernant la frontière de l'Est étant conclu, cette compagnie recevait à Stanleyville

(1) *Les troupes du Katanga et les campagnes d'Afrique 1914-1918*. Col. Muller, p. 18.

(2) Idem, p. 21.

l'ordre de continuer sa marche sur le Katanga suivant l'itinéraire Kindu-Kongolo-Kiambi-Pweto (1).

« La constitution des troupes du Katanga, dont l'effectif organique total était fixé par le décret à 1.900, fut donc effectuée au moyen des éléments suivants :

a. l'ancien corps de police du Katanga (commandé administrativement par le lieutenant Modart)	650 hommes
b. compagnie Mauser (lieutenant Lupin)	250 hommes
c. troupes du Kivu	1.000 hommes

« Le commandant Olsen, nommé Commandant des Troupes du Katanga par le décret royal susmentionné (décret du 29.7.1910), fut de plus, par le gouverneur Wangermée, investi du commandement NET des troupes, c'est-à-dire que, contrairement à ce qui se passait dans le restant de la colonie, toutes les troupes du Katanga et leur cadre relevaient *disciplinairement* comme administrativement du commandant des troupes responsable de l'instruction et de la discipline.

« La répartition des troupes était décidée par le gouverneur, sur proposition de l'autorité territoriale, elle ne se faisait que par *unité constituée :* compagnie, peloton, section. Tout éparpillement par petit paquet était proscrit.

« Administrativement, les troupes étaient réparties en trois compagnies correspondant à la subdivision territoriale par district.

« 1° Compagnie Haut-Luapula : 1.000 hommes ; cette compagnie était subdivisée en quatre compagnies de marche de 250 hommes.

2° Compagnie du Tanganika-Moero : 650 hommes.

3° Compagnie du Lomami : 300 hommes.

(1) Idem, p. 23.

« Le camp de Lokandu fut chargé d'alimenter annuellement les effectifs de nouvelles recrues.

« Par suite de la création du district de la Lulua, l'effectif fut en 1912 porté à 2.500 hommes. »

Instruction et unité de doctrine.

« Application intégrale des règlements les plus récents de l'armée belge ; il n'était conservé des règlements de la F. P. que les chapitres du service en campagne traitant des opérations contre les populations indigènes.

« Établissement d'un programme d'instruction spécial pour le cadre noir, élimination du cadre trop vieux ou des éléments insuffisants.

« Création à Élisabethville d'une école des candidats gradés noirs où toutes les unités devaient envoyer des élèves (ayant encore au moins trois ans à servir), choisis parmi les hommes les plus aptes. Après avoir passé leur examen, les candidats étaient versés dans leur unité d'origine. En principe, aucune proposition pour gradé ne pouvait être faite en dehors de ces candidats réguliers. Le premier commandant de cette école fut le lieutenant Labeye.

« Toutes les troupes (même les pelotons détachés) étaient inspectées par le commandant des troupes en personne, qui effectuait ses déplacements accompagné d'un détachement de cyclistes (sans porteurs). »

Armement et équipement.

« 1. Unification de l'armement : le réarmement de toutes les troupes avec le Mauser et le rééquipement en buffleteries, baïonnettes, sacs, besaces, gourdes, ceintures, pelles, tentes individuelles, bandes molletières, etc... se poursuivaient progressivement chaque année.

« Ce réarmement au complet, était un fait accompli au début de 1914.

« 2. Création des détachements de cyclistes : quand la guerre éclata, une compagnie de cyclistes (3 pelotons de 150 hommes), équipés de machines adaptées au pays, armés de carabines Mauser et 4 fusils mitrailleurs Madsen, a pu être dirigée dès les premiers jours du mois d'août au Tanganika.

« 3. Un programme de réarmement en artillerie moderne avait été établi, un crédit de 400.000 francs avait été inscrit au budget de 1913 ou 1914, mais la question n'avait pas reçu une solution en 1914.

« En somme, au mois d'août 1914, les troupes du Katanga constituaient un corps de troupes homogènes, disciplinées et solidement instruites.

« Leurs équipement et armement étaient parfaits, sauf en ce qui concerne l'artillerie et les mitrailleuses (on ne disposait que de mitrailleuses Maxim).

« Leur organisation a permis une mobilisation rapide, car dans le courant de septembre 1914 toutes les troupes mobilisées, constituées en trois bataillons, se trouvaient à la frontière à l'emplacement qui leur avait été désigné par l'ordre de mobilisation » ([1]).

On le voit, bénéficiant de l'organisation spéciale de la région dans laquelle elles servaient, ces troupes avaient pu, grâce à l'influence de Wangermée et Olsen, prendre un développement et une organisation plus modernes que ceux des autres compagnies de la colonie.

CORPS DE VOLONTAIRES.

Un décret datant des débuts de la Force Publique ([2]) prévoyait la possibilité de former sur le territoire de

([1]) *Les troupes du Katanga et les campagnes d'Afrique 1914-1918.* Col. Muller, p. 24 à 26.

([2]) Décret du 20 octobre 1888.

l'État des « Corps de volontaires » et en étudiait l'organisation. L'organisme désireux de mettre sur pied un tel corps devait en demander l'autorisation à l'Administrateur Général du département de l'intérieur en indiquant le but poursuivi et les moyens dont il disposait.

Les volontaires — dont liste nominative devait être fournie — s'engageaient à accepter la discipline militaire. Ils étaient placés sous l'autorité d'un fonctionnaire délégué par le Roi-Souverain et sous les ordres immédiats d'un commandant et d'officiers nommés par le Roi-Souverain.

Il ne fut fait qu'une seule fois application de ce décret. A la demande de la Société Antiesclavagiste de Belgique, un corps de volontaires fut organisé, portant l'uniforme de la Force Publique avec une légère modification de coiffure. Le but était de créer une barrière passive contre l'invasion des marchands d'esclaves. Le corps ne pouvait entreprendre aucune opération offensive sans l'autorisation du Roi-Souverain, ou de son délégué.

Nous avons vu aussi que l'article 9 du décret du 17 novembre 1888 sur l'organisation de la Force Publique prévoyait que « lorsque la sécurité l'exige, tout le personnel de l'État, tant fonctionnaires que travailleurs, à l'exception des magistrats de l'ordre judiciaire, peut être requis de prendre les armes ». L'occasion se présenta, en 1900, à Boma, de mettre sur pied pareille organisation : elle ne donna d'ailleurs que peu de résultats.

Matériel.

Habillement.

Européens.

La première grande tenue des européens de la Force Publique fut, à quelques détails près, celle de leurs collègues des autres branches de l'administration : redingote en drap bleu roi à deux rangées de cinq boutons avec collet rabattu portant aux angles du col l'étoile d'or couronnée supportée par deux palmes brodées d'or, gilet blanc, chemise et cravate blanches, pantalon bleu. La coiffure était le casque blanc ou la casquette bleue avec l'étoile d'or surmontée de la couronne royale.

Les insignes du grade étaient des galons et ganses en or, argent ou laine placés sur les manches et la casquette [1].

Un lion doré au-dessus de la manche gauche et le port de l'épée pour les officiers distinguaient les membres de la Force Publique des autres fonctionnaires.

La petite tenue comportait la veste à une rangée de cinq boutons avec collet portant l'étoile couronnée. Veste et pantalon étaient d'étoffe bleue ou de coutil blanc.

Le recueil administratif du 30 juin 1903 introduisit un nouvel uniforme spécial pour les agents de la Force Publique. La grande tenue était une vareuse tunique avec brandebourgs, en drap peigné bleu roi, à une rangée de six boutons, avec collet droit, et aux angles du col, l'étoile couronnée. Pour les officiers, la tunique vareuse était garnie d'un trèfle en pointe, en galons soubise. Les capitaines-commandants portaient une ganse dorée de deux centimètres de largeur au collet et au

[1] Voir en annexe 10 le tableau des insignes de grades.

pantalon. Sur les épaules, une corde tressée terminée par un nœud hongrois, corde dorée pour les officiers, en argent pour les agents militaires et chefs comptables militaires, en or et en laine rouge pour les premiers sous-officiers et sous-officiers.

La petite tenue comportait la même tunique ou le dolman de coutil blanc garni, pour les officiers, de deux galons soubise gaufrés se terminant par un trèfle. Les cordes tressées étaient en soie jaune pour les officiers, en poil de chèvre jaune pour les agents et chefs comptables militaires et en poil de chèvre rouge et jaune pour les sous-officiers et premiers sous-officiers.

Le port de jambières en toile cachou de vingt centimètres était prévu avec la petite tenue. Casque, casquette et épée restaient les mêmes.

En 1914, un nouvel arrêté introduisit les signes distinctifs de l'uniforme de l'armée belge et la tenue blanche.

Noirs.

L'uniforme du soldat noir comprenait un fez rouge, une veste, une culotte de toile bleue et une ceinture rouge. Les hommes des garnisons de Boma et de Léopoldville recevaient une veste et une culotte de serge bleue devant servir de grande tenue lors des services d'honneur. Plus tard à partir de 1912, chaque soldat eut droit à une grande tenue de serge. Les soldats en service dans les régions froides recevaient en outre une vareuse en laine destinée à être portée sous la veste.

Cet uniforme simple resta en usage jusqu'en 1914. Il était suffisant pour les besoins de l'époque : tous les indigènes étaient habitués à vivre pratiquement nus et à marcher pieds nus à travers tous les obstacles.

En dehors des insignes des grades (voir annexe 10), le port de quelques insignes distinctifs était prévu par le règlement pour :

les clairons : cornets
les artilleurs : grenades
les comptables : étoile

D'autres étaient destinés à récompenser les tireurs d'élite, les pointeurs, etc...

Équipement.

L'équipement, en ces temps heureux d'armement simple, était peu compliqué : un havresac, un ceinturon muni d'une cartouchière et d'un porte-baïonnette.

Une couverture était remise aux recrues. Beaucoup la revendaient en cours de route, d'où palabres, circulaires, rappels... et punitions. Les soldats des régions froides recevaient une seconde couverture de teinte spéciale.

Cartouchière, ceinturon et porte-fourreau avaient une durée d'usage de dix ans.

En 1912, on introduisit en outre la gaine en cuir pour machette, le sac avec gamelle en aluminium et la toile de tente individuelle d'une brasse carrée.

Armement.

INFANTERIE.

Pendant les premières années, différents types de fusils, achetés un peu au hasard, armaient les auxiliaires zanzibarites et haoussas. Plus tard, l'Administrateur Général de l'Intérieur pouvait déclarer au Roi-Souverain dans son rapport du 29 octobre 1889 : « L'armement de l'infanterie a été unifié et, bien qu'il soit resté deux systèmes de fusils, ils tirent actuellement la même cartouche, ce qui a supprimé bien des complications et des causes de confusion et d'erreurs... »

En 1891, nouvelle simplification, grâce à l'introduction du fusil Albini pour toutes les troupes. Cette arme, autrefois en usage dans l'armée belge, était un fusil à un coup, dont le mécanisme robuste et simple n'était pas susceptible de se détraquer dans les dures conditions de travail auxquelles elle était soumise.

Les Européens étaient, en campagne, armés du fusil Mauser 1889 et du pistolet Browning. Plus tard, le Mauser fut introduit parmi les troupes du Katanga.

Quelques mitrailleuses Maxim spéciales Rotweil servaient en général à la défense des places fortifiées.

Artillerie.

Nous avons déjà parlé des douze canons Krup de 7 cm 5 amenés au Congo en 1883, par le lieutenant Liebrechts. D'autres devaient les suivre et cette pièce devait rester, jusqu'en 1914, l'élément principal de l'artillerie de campagne de la Force Publique. Il y en avait quarante-deux en 1908. Elles rendirent de grands services pendant les campagnes arabes et mahdistes.

Une pièce plus légère et plus maniable fut introduite pendant la campagne arabe : le canon de 47 mm Nordenfelt, construit par la Société Cockeril de Seraing. Il en existait soixante-deux en 1908, répartis dans les unités suivant les besoins du moment. Trois hommes transportaient le tube de 85 kgs, deux autres les flasques pesant chacune 25 kg, un sixième la vis de pointage et différentes pièces de rechange et un septième les armements et la crosse d'affût.

Les munitions encartouchées étaient transportées en caisses de dix formant charges de 30 kgs. Le démontage et le remontage de ces pièces par des servants bien drillés ne prenaient que quelques minutes.

Cette pièce fut parfois employée sur des embarcations.

Les places fortifiées comptaient un armement assez

disparate : depuis les canons de 16 cm de Shinka aux canons lisses de 2" 7/8 en passant par les obusiers de 12 cm, des canons Wahrendorff de 8 cm et de nombreux canons Nordenfeldt de 57 mm de flanquement (1).

Signalons pour finir que les canons de 75 mm, de 47 mm et 57 mm tiraient indifféremment des obus et des boîtes à balles ou à mitraille. Seul le canon de 7 cm 5 tirait des shrapnells et possédait des fusées à temps (double effet).

Budgets.

Pour terminer cette sèche énumération des moyens matériels dont disposait la Force Publique, signalons que si, à ses débuts, elle « mangeait » une importante partie du budget général de l'État, le record de 58 % atteint en 1896 décrut dès lors d'une façon régulière pour se stabiliser vers 1905, aux environs de 17 % (2).

Conclusion.

Dès sa création, la Force Publique fut mise à l'épreuve dans des circonstances que nous raconterons plus loin. L'expérience révéla bien des imperfections, que beaucoup de chefs corrigèrent d'initiative, sans attendre les instructions de Boma. La lenteur des communications était alors telle que celui qui aurait attendu ces instructions se serait condamné à l'inaction.

Vers 1910, l'organisation des unités avait cependant fait de grands pas en avant. Mais c'est alors que l'on s'aperçut que si la décentralisation mettait aux mains des commissaires de district une bonne gendarmerie, elle ne permettrait pas l'intervention rapide d'unités importantes en cas de crise. La guerre de 1914 devait

(1) Voir en annexe 11 l'inventaire de l'armement au 18 octobre 1908.
(2) Voir tableaux annexes 12 et 13.

cruellement démontrer que la neutralité, même garantie par tout le monde, n'était qu'une défense illusoire. Près de deux années furent alors nécessaires pour mettre sur pied une force armée digne de ce nom.

Malgré ce grave défaut, la Force Publique d'avant 1914 réussit à assurer l'occupation effective du territoire de l'État, à en chasser les marchands d'esclaves et à débarrasser le Nord-Est de la menace mahdiste.

Le Gouverneur Général Wahis, les Roget, Avaert et autres commandants de la Force Publique [1] pouvaient être fiers de leur œuvre. Les soldats formés selon leurs directives se montrèrent disciplinés, courageux et toujours à la hauteur de leur tâche.

[1] Voir en annexe 13 la liste des commandants en chef de la Force Publique, de sa fondation à mai 1951.

CHAPITRE II

Les grandes expéditions d'exploration et d'occupation 1889-1895

« Rarement, pensons-nous, il a été donné de voir l'inconnu attaqué avec autant d'élan, de passion, de méthode et de succès, et ce sera un beau chapitre de l'histoire de la découverte de l'Afrique à écrire que celui qui relatera les exploits de tant de nos vaillants compatriotes. »

(A. J. WAUTERS, *Mouvement Géographique* du 6 juin 1897, col. 265).

Introduction.

Le 1er août 1885, un mois après la proclamation de l'État Indépendant du Congo, le Roi-Souverain envoyait aux puissances une modification de la Constitution de cet État et une déclaration de neutralité. Cette dernière était accompagnée d'une description des frontières du nouvel État. Aucun pays ne protesta contre ces limites, qui purent dès lors être considérées comme acceptées par tous.

Méthodiquement, le gouvernement s'efforça de poursuivre l'exploration et l'occupation de cet immense domaine mais il dut, au début, se limiter aux voies de communication naturelles. C'est ainsi qu'en 1890, il restait

plusieurs régions importantes où ne flottait pas encore le drapeau de l'État : le Nord (Ubangi, Uele, Bomu), le Sud (Kwango, Katanga) et l'Est, région soumise à l'État uniquement par l'intermédiaire de Tippo-Tip, Vali des Falls sous la suzeraineté de Léopold II.

Bien installé le long des voies navigables grâce à des chaînes de postes s'étendant jusqu'à Basoko, Bena Kamba et Lusambo, disposant des soldats de la Force Publique naissante, l'État se devait de pousser l'occupation jusqu'aux frontières et de s'installer dans ces régions avant que ses puissants voisins et rivaux les occupent. Le Roi n'ignorait pas en effet que, si ce cas se présentait, il ne servirait pas à grand-chose d'invoquer les traités et conventions et que le droit du premier occupant ferait loi s'il était appuyé par une force importante.

Aussi, c'est vers cette époque que furent organisées les expéditions qui, en cinq années, allaient planter partout le drapeau étoilé et transformer quelque peu les frontières de 1885 à la suite d'une série d'accords bilatéraux conclus avec le Portugal, la France, l'Angleterre et l'Allemagne.

La région de l'Ubangi-Itimbiri. (voir carte II/1)

Les expéditions sur l'Ubangi

Lors de sa première et mémorable descente du fleuve Congo de Nyangwe à Boma, Stanley, alors qu'il venait pour la seconde fois de couper l'Équateur, notait le 20 avril 1877 dans son journal le confluent d'une rivière sur la rive droite. Se fiant aux dires des indigènes, il n'alla pas lui-même constater l'importance de cet affluent dissimulé derrière de nombreuses îles.

HANSSENS. — VANGELE.

En 1882 et 1883, Stanley et Hanssens avaient créé, le long du fleuve, toute une série de postes, notamment celui de l'Équateur, où Coquilhat et Vangele s'installèrent le 17 juin 1883. Dix mois plus tard, le capitaine Hanssens, de passage au poste avec l'« En Avant », décida de remonter cet affluent inconnu et emmena avec lui Vangele en plus de son escorte normale composée de Courtois, Amelot et de dix Zanzibarites.

Après quelques essais malheureux, ils réussirent, ayant pu se procurer un guide, à franchir le barrage des îles qui cachent et encombrent l'embouchure de l'Ubangi. Ils pénétrèrent alors franchement dans ce que Vangele, étonné, appela « un nouveau fleuve ». Ils remontèrent la rivière pendant quelques lieues et Hanssens, après avoir procédé au rituel échange de sang avec un chef de la rive gauche, rentra à la station de l'Équateur.

Cette première reconnaissance était très importante, au moment où la France et l'Association Internationale commençaient à se disputer les zones d'influence. Cependant, une confusion de noms et l'imprécision des cartes de ce temps amenèrent des complications, l'Ubangi ayant, à tort, été appelé Kandja par Hanssens. (Une autre rivière, l'actuelle Likwala, portait alors le même nom).

GRENFELL.

A la fin du mois d'octobre 1884, le missionnaire Grenfell de la « Baptist Missionary Society », accompagné de son collègue Sims et de von François, officier au service de l'Association Internationale, remontait, lui aussi, l'Ubangi à bord de son vapeur « Peace ». Arrivé aux environs du village de Buburu (1° 25' N), il rebroussa chemin.

Quatre mois plus tard, il revenait et, malgré les difficultés créées par la saison sèche, remontait la rivière jusqu'au moment où son vapeur s'abîma sur une roche au-delà des rapides de Zongo, à hauteur du poste français actuel de Bangui. Il avait atteint 4° 30' N et ramenait de précieux renseignements. C'est à partir de ce moment que se forma l'hypothèse de l'identité de l'Ubangi et de l'Uele dont on ne connaissait à cette époque que des tronçons détachés et fort éloignés l'un de l'autre.

Dolisie.

Mais les Français, eux aussi, étaient impatients d'étendre leurs recherches et leur zone d'occupation. Dolisie, partant en secret de Brazzaville, s'installa également sur la rive gauche de l'Ubangi et y fonda le poste de Kundja en mai 1885. Ce ne fut qu'après un an de discussion que la frontière fut fixée, d'un commun accord, au cours de l'Ubangi, sans d'ailleurs — et pour cause — la préciser au-delà de 4° 30' N.

Vangele II.

Aussi, Léopold II décida-t-il d'envoyer une expédition pour établir avec certitude le tracé de cette rivière et préparer l'occupation des territoires reconnus. C'est Vangele qui fut chargé de cette mission. Le 18 septembre 1885, à bord du petit steamer « Henry Reed » remorquant une allège, le capitaine Vangele quittait Léopoldville accompagné de Liénart et d'une soixantaine de soldats haoussas et zanzibarites. Le 12 octobre, après un crochet jusqu'au poste des Bangala, il s'engageait dans la rivière où, trois ans plus tôt, il était venu avec le regretté Hanssens. L'agent français de Kundja essaya de s'opposer à ce projet mais ses protestations furent vaines ; invoquant la liberté de navigation sur le fleuve et ses affluents,

Vangele continua. Huit jours plus tard, il était, comme Grenfell, arrêté par les rapides. Quoique ayant mis le bateau à deux doigts de sa perte en essayant de forcer à toute vapeur un des quatre passages possibles, il ne put jamais les franchir.

Sans se laisser décourager, Vangele essaya de remonter les rapides avec l'allège qui accompagnait le vapeur depuis Léopoldville. Halant l'embarcation avec des cordes et des cables, les soldats parvinrent à la faire progresser de un mille en deux jours mais, deux cables métalliques s'étant rompus, Vangele fut obligé de renoncer à son projet. L'expédition fit demi-tour et rentra à la station de l'Équateur sans avoir dépassé le point atteint par Grenfell.

Cependant, à Bruxelles, l'accord se fit sur une nouvelle partie de la frontière : au-delà du 4e parallèle, chaque gouvernement s'engagea à n'agir que sur une rive de l'Ubangi.

VANGELE III.

Le capitaine Vangele, décidé à atteindre l'Uele coûte que coûte, repartit de Léopoldville le 1er juillet 1887. Il essaya d'abord la voie de l'Itimbiri qu'il remonta jusqu'aux rapides de Gô (au-delà de l'emplacement actuel d'Aketi) mais éprouva de telles difficultés à pousser ensuite par la voie de terre qu'il résolut de rebrousser chemin et de tenter une fois de plus sa chance sur l'Ubangi. En passant à la station des Bangala, il acheta une grande pirogue dont il comptait se servir à Zongo. Puis, il rentra à Boma, pour y demander des moyens supplémentaires.

Pendant ce temps, le Français Dolisie tentait de forcer le difficile passage. Après de vains efforts, il dut y renoncer et rejoindre son poste.

En novembre 1887, Vangele se retrouva devant les

rapides de Zongo. Cette fois, il avait pris avec lui l'« En Avant » et la grande pirogue achetée aux Bangala. Trois blancs, dix-sept soldats haoussas et zanzibarites et vingt pagayeurs recrutés à l'Équateur l'accompagnaient.

Pas plus que le « Peace » de Grenfell ou l'« Henry Reed » au premier essai de Vangele, ou l'« Alima » et le « Bellay » de Dolisie, l'« En Avant » ne réussit à passer, bien que les eaux fussent basses. Décidé à ne plus rentrer bredouille, Vangele partit en reconnaissance en pirogue. Après quatre journées pénibles où il fallut pagayer ferme et souvent haler la pirogue, on se trouva devant de nouveaux rapides... mais une passe semblait franchissable.

Le capitaine décida de construire une route qui contournait l'obstacle principal et d'y faire passer l'« En Avant » en pièces détachées. L'opération réussit, non sans peine... mais au premier seuil succédèrent d'autres seuils, aux rapides d'autres rapides truffés de rochers menaçant à tout instant d'éventrer la coque du frêle steamer. Il fallut vingt jours d'efforts pour franchir ce redoutable passage et se retrouver, après quelques lieues d'eau calme, devant les rapides de Banzy et de Cetema où, le 29 décembre, un rocher provoqua une avarie, heureusement peu grave, à la coque. Deux jours plus tard, une voie d'eau plus sérieuse obligea l'expédition à stopper pour réparer.

Combat contre les Yakomas (5 janvier 1888).

Jusqu'à ce moment la flottille n'avait rencontré que des indigènes dont l'attitude restait amicale. Plusieurs fois, ils étaient même venus en aide aux officiers en difficulté, halant sur les cables qui permirent à l'« En Avant » de progresser vers l'amont.

Cependant, aux environs de Yakoma, les autochtones se montrèrent hostiles et, le 1er janvier 1888, une première escarmouche fut livrée contre des maraudeurs.

Deux soldats furent tués à coups de lances. En représaille, et pour gagner du temps pendant qu'on réparait la brèche de son vapeur, Vangele fit brûler quelques cases.

« Le 5 janvier vers midi (1), l'« En Avant » est presque réparé, il ne manque qu'une aube à une des roues. Je compte le remettre à flot le jour même, et partir le lendemain pour contourner l'île où nous campons, afin d'entrer dans le canal de la rive gauche, puis continuer l'exploration.

« Vers une heure, nous voyons déboucher en amont une soixantaine de pirogues contenant en moyenne chacune vingt guerriers. Leurs intentions ne sont pas douteuses. En même temps la vigie placée dans un arbre annonce l'approche d'une troupe d'indigènes couverts de leurs boucliers. Ces indigènes avaient abordé l'île du côté de la rive gauche. C'est donc une attaque générale qui se préparait. Une partie de mes hommes lancent l'« En Avant » à l'eau et j'ordonne d'allumer les feux. Avec l'autre partie et M. Liénart, je me porte en avant de la troupe qui a abordé l'île ; elle s'avance hardiment et ne se décide enfin à se retirer que lorsque cinq ou six des siens sont tombés.

« A peine cette attaque est-elle repoussée qu'une autre a lieu, venant de l'amont de l'île. A ce moment, l'« En Avant » flotte ; j'ordonne à M. Liénart de le défendre contre l'attaque probable des pirogues. Quant à moi, je me porte au-devant de la troupe qui s'avance dans l'île. Malgré les pertes qu'ils éprouvent, les guerriers continuent à s'avancer dans les herbes jusqu'à quinze mètres du steamer (2) et nous sommes obligés de tirer à bout portant. Ils se décident enfin à battre en retraite. Un banc de sable précédait l'île, un peu en amont de notre emplacement. A cet endroit, les pirogues débarquèrent encore une centaine d'hommes. Nous devrons encore tirer à bout portant sur ces braves qui ne s'en vont que lorsqu'ils ont vu plusieurs des leurs couchés par terre.

« Enfin, une quatrième attaque se dessine par l'aval de l'île ; celle-ci est plus faible. Elle bat en retraite après avoir vu tomber deux de ses hommes.

« Le combat n'est cependant pas encore fini ; toutes les pirogues se sont réunies en amont ; nous entendons un roulement de tambour ; elles s'apprêtent à fondre sur nous. Heureusement, à ce moment, nous avons suffisamment de pression pour descendre le courant (3) ; je me retire tam-

(1) Extrait d'une conférence faite par VANGELE à Bruxelles en 1889 (cité par TANGHE, Revue *Congo* (1922, I, p. 161).

(2) Des flèches et des lances venaient jusque dans le bateau.

(3) Il n'y avait pas beaucoup de bois, mais à la descente, il faut très peu de pression, car le courant d'eau est très fort. Les indigènes rapportent que Vangele se trouvait sur le pont de l'« En Avant », dans chaque main un revolver. A côté de lui était son boy Lokandu avec un fusil, et le boy Sungulu aussi armé. Les autres blancs étaient tous l'arme à la main.

bour battant, clairon sonnant, obligé d'abandonner le champ de bataille. Les pirogues au lieu de nous poursuivre, allèrent vérifier leurs pertes.

« Ce combat est l'un des plus acharnés que j'ai eu à soutenir en Afrique...

« Un fait digne de remarque : pendant ce combat qui dura près de trois heures, les Yakomas n'ont poussé aucun cri ; leur silence et leur froide résolution avaient quelque chose de terrifiant.

« A notre départ, les indigènes de la rive nous envoient quelques flèches, inoffensives d'ailleurs, d'autres brandissent leurs lances et leurs boucliers en nous insultant, bref c'est un déchaînement (1) ».

L'affaire avait été chaude et Vangele, dont la troupe était trop peu nombreuse et les munitions presqu'épuisées, décida de rebrousser chemin.

La descente fut mouvementée. Plusieurs fois l'« En Avant » et la pirogue furent en danger dans les rapides, mais l'expédition regagna Léopoldville sans autre incident le 13 février 1888. Elle avait atteint un endroit situé à peu de distance du confluent de l'Uele et du Bomu et à quelque cent kilomètres du point le plus occidental connu sur le cours de l'Uele : Alikobbo, atteint par Junker en 1882.

Vangele IV.

En juin 1889, l'explorateur belge revint à la tête d'une importante expédition (2) pour organiser et occuper la région que sa ténacité avait ouverte à la civilisation. Cette fois, il installa « en poste » à Zongo deux officiers : Hanolet et Busine. Puis, avec Georges Le Marinel et cinq autres blancs, les uns à bord de l'« En Avant », les autres sur l'« A.I.A. », il attaqua la difficile série de rapides. Tour à tour, les deux bateaux furent en danger et plusieurs fois leurs occupants faillirent perdre la vie. Aux

(1) La conduite du personnel noir de l'expédition fut au-dessus de tout éloge. Seuls, les indigènes recrutés à l'Équateur (une vingtaine) se sont réfugiés dès le début de l'action dans la pirogue, où quelques-uns se sont livrés au désespoir criant : « Nous sommes perdus ».

(2) 9 blancs (dont deux mécaniciens, un interprète et un botaniste) et 83 soldats (67 Zanzibarites, 12 Bangala, 4 Haoussas).

rapides de l'Éléphant, trois noirs se noyèrent ; l'« A.I.A. » s'y échoua. Il fallut briser son hélice et le haler pour le sortir de ce mauvais pas ; l'allège, qui suivait depuis Léopoldville, dut être abandonnée dans les rapides. On finit cependant par passer et, le 8 août 1889, les deux steamers atteignirent Mokwangay, où Vangele établit un poste de transit qu'il confia au gradé noir Osmani, aidé par sept soldats. Plus en amont, le lieutenant De Rechter fut laissé en un endroit de la rive où il fonda Banzyville. Les indigènes se montraient enchantés de venir commercer avec les blancs et d'importantes quantités d'ivoire prirent le chemin de Zongo. En face de ce poste, les Français vinrent installer la station de Bangui.

En décembre, l'« En Avant » repartit de Banzyville et atteignit bientôt le confluent de l'Uele-Bomu, à Yakoma. Successivement, le vapeur essaya de remonter les deux rivières, mais il fut arrêté par des seuils rocheux et dut abandonner la partie. Peut-être passerait-on aux hautes eaux ? Pendant quatre mois, l'expédition attendit à Banzyville des circonstances plus favorables, tout en poursuivant l'organisation de la région.

Le 30 mai, les deux vapeurs revinrent à Yakoma, où Vangele confia à De Rechter le soin de construire une station au confluent des deux rivières. Des émissaires furent envoyés aux chefs Bangasso et Dayo, qui acceptèrent le protectorat de l'État Indépendant. Profitant des hautes eaux, l'expédition remonta alors jusqu'à l'île Banifa, où l'Uele devient infranchissable aux vapeurs. Vangele continua en pirogue, remonta les rapides et poussa jusqu'à Mokwango. Revenu à Yakoma, il essaya de remonter le Bomu mais, là aussi, fut arrêté par des rapides auxquels il donna le nom du chef qu'il regrettait : Hanssens. Partie en pirogue, partie par des sentiers contournant les rapides, il atteignit cependant la résidence

de Bangasso et essaya de remonter le Mbali, affluent du Bomu.

Les premiers, les Belges s'étaient installés sur les rives du Haut-Ubangi et du Bomu, devançant nettement les Français dans la reconnaissance et l'occupation effective de ces territoires. Depuis près de dix ans au service du Congo, le capitaine Vangele avait bien rempli la mission que lui avait confiée Léopold II. Sa ténacité avait triomphé des obstacles accumulés par la nature dans cette région à laquelle son nom restera attaché. Son œuvre, toute pacifique, ouvrait à l'action de l'État Indépendant un énorme territoire et il allait avoir bientôt la joie d'opérer une jonction historique avec une expédition venue de Basoko, apportant ainsi à la question de l'Uele une réponse définitive.

Les expéditions de l'Itimbiri.

Dès 1886, la situation, dans le bassin de l'Uele et le sud-ouest soudanais, incitait Léopold II à accélérer la reconnaissance de cette région et son occupation par les Belges. La révolte mahdiste du Soudan avait contraint le gouvernement égyptien à abandonner ses provinces du sud, dont faisait partie le bassin de l'Uele. « Rappelons simplement ici que, déjà en 1884, à son arrivée au Soudan, Gordon avait proposé au gouvernement britannique d'abandonner Khartoum, de se retirer sur le Bahr-el-Ghazal et l'ancienne Equatoria sous le protectorat de l'État Indépendant du Congo » [1]. La menace constituée par l'avance des rivaux français le long de l'Ubangi et la crainte de voir les Arabes, venus du Maniema, continuer leur extension vers le nord et faire leur jonction avec leurs coreligionnaires mahdistes, décidèrent le Roi à lancer une série d'expéditions vers cette région.

[1] Le R. P. L. Lotar, *La Grande Chronique de l'Uele*, p. 9.

Les voies d'accès connues — très peu connues — et possibles étaient, à cette époque, l'Itimbiri et l'Aruwimi-Ituri. L'Itimbiri avait été remonté pour la première fois en mars 1884 par le capitaine Hanssens et, peu de temps après, par Grenfell qui, comme Vangele en 1887, poussa jusqu'aux rapides de Gô. L'Aruwimi-Ituri, par contre, fut la voie choisie par Stanley, dans son expédition de secours à Emin-Pacha, de 1886 à 1888.

Pour servir de base aux expéditions et de poste avancé dans la lutte contre les Arabes esclavagistes, fut créé le poste de Basoko, au confluent Aruwimi-Congo. Le capitaine Jérôme Becker devait en assurer le commandement en même temps que celui d'un nouveau district dont Basoko devenait le chef-lieu : l'Aruwimi-Uele. Becker, favorable aux Arabes avec lesquels il avait beaucoup été en relations au Tanganika et dans l'Est-Africain, fut adversaire de la politique pratiquée par le gouvernement, politique souvent hostile aux Arabes. Plutôt que d'appliquer des méthodes qu'il n'approuvait pas, il préféra donner sa démission, laissant le commandement au capitaine Roget, l'officier qui venait de créer la Force Publique.

Becker.

Pendant son voyage de retour en Europe, Becker, séduit par les offres d'un traitant arabe, accompagna celui-ci dans une randonnée vers Djabir et Alikobbo, points atteints par Junker en 1882. Par eau jusqu'à Yambuya, par terre jusqu'à un point de l'Itimbiri situé aux environs des chutes de Gô, par eau sur la Likati jusqu'à Enguettra, il atteignit l'Uele à Djabir, en janvier 1890, après vingt-quatre jours de voyage. Il fut le premier belge à atteindre cette rivière.

ROGET. — MILZ.

Renseigné par lui sur l'itinéraire à suivre et ses difficultés, le capitaine Roget, accompagné des lieutenants Milz et Duvivier, s'en fut vers Djabir pour y créer un poste. Par le Congo et l'Itimbiri, ils gagnèrent les rapides de Gô en mai 1890. Au passage, le lieutenant Duvivier avait été débarqué avec quelques soldats à Ibembo, pour y créer une station de relais et de défense contre les esclavagistes dont on relevait hélas déjà les traces dans la région...

A peine installé, Duvivier fut menacé par Yambuya, chef des traitants, qui voyait d'un mauvais œil l'installation d'un poste de l'État dans cette région. Il prit résolument l'offensive et mit en fuite définitivement son adversaire.

Cependant, le capitaine Roget continuait sa marche, laissant deux gradés noirs à la garde de petits postes à Ekwangatana et Mopocho. Le 27 mai, il atteignit l'Uele et y fut très bien accueilli par le sultan Djabir. Il entama immédiatement la construction d'une station à l'emplacement de l'actuel Bondo. A ce moment, Vangele était à Yakoma mais Roget, qui l'ignorait, reprit le chemin de l'Europe après une rapide exploration dans le Nord.

Milz continua son œuvre, poursuivit la construction du poste et remonta l'Uele jusqu'à Bima, où il laissa un gradé noir. Bientôt, lui aussi fut obligé de combattre les traitants arabes. Heureusement secondé par les lanciers de Djabir, il réussit à défaire les bandes du chef Kipanga-Panga. En octobre, il reçut un renfort de quatre Elminas et de vingt-quatre soldats bacongo, convoyés par le lieutenant Dejaiffe qui, dès son arrivée, fut chargé de la construction des maisons et magasins du poste.

Lors de l'arrivée du lieutenant Mahutte, en novembre, Milz décida de tenter d'atteindre le Bomu. Aidé par

Djabir et accompagné par le nouvel arrivé, il essaya d'y arriver par la rive droite de l'Uele. Battue par les tribus hostiles qui infligèrent aux hommes de Djabir de lourdes pertes, l'expédition dut rebrousser chemin. Sans se laisser décourager par cet échec, Milz repartit avec Dejaiffe qui nous a laissé le récit de cette expédition (1) :

« Les espions ennemis avaient tenu leurs tribus au courant des préparatifs de la nouvelle expédition et de son importance. Lorsque notre colonne quitta la voie fluviale, elle établit une zériba sur la rive, où nous passâmes une journée entière. Dès le lendemain, à l'aube, nous nous mettions en route en suivant un sentier conduisant vers les premiers villages hostiles. Le pays était déboisé. Djabir avait établi la formation de marche, une formation de tacticien consommé. Les mille lanciers formaient un immense rectangle de 300 mètres de large (tête) et de 550 à 600 de profondeur ; quelques fusils à pierre parmi les lanciers. Les blancs marchaient au centre en suivant le sentier, nos soldats prêts à intervenir.

« Après deux heures de marche, nous abordions le premier village qui était abandonné, ainsi qu'une succession d'autres villages. Nous ne repérâmes aucun indigène ; ils avaient fait le vide devant nous, et cependant, nous nous sentions sous leur surveillance. Nous marchâmes ainsi toute la journée. Vers 4 heures de l'après-midi, nous décidâmes de nous arrêter à l'extrémité d'un village et de nous organiser pour la nuit... La zériba commençait à s'élever quand une immense clameur de cris retentit autour de nous et d'innombrables ennemis s'avancèrent vers notre campement en brandissant lances et carquois. Nos travailleurs se réfugièrent aussitôt en arrière des fusiliers, répartis en six groupes en avant de l'enceinte en construction. Arrivés à trente mètres de nous, les indigènes nous envoyèrent une nuée de flèches que nous voyions arriver et qu'ainsi nous évitions adroitement. Les lanciers ennemis s'avancèrent jusqu'à quinze mètres en faisant leur danse de guerre. A ce moment, nous commandâmes l'ouverture du feu. Il fallut tirer un bon quart d'heure avant de leur faire lâcher pied. Ils emmenèrent leurs blessés mais laissèrent sur place une cinquantaine de cadavres. De notre côté, un soldat était tué, trois blessés, et, parmi ceux de Djabir, huit tués et une vingtaine de blessés.

« Nous activâmes l'achèvement de notre zériba pendant la nuit. Les trompes de guerre en ivoire se mirent à lancer des appels (ces primitifs parlent toute la nuit d'un camp à l'autre). Ils nous disaient que nous étions cernés par trois camps, commandés par trois grands chefs, dont le principal était le sultan Maletinda. Ils reconnaissaient qu'ils avaient subi de grandes pertes, mais à l'avenir, ils n'auraient plus de perte, parce qu'ils allaient se contenter de nous assiéger jusqu'à ce que nous mourrions de

(1) Cité par le R. P. Lotar, *La Grande Chronique de l'Uele*, p. 30.

faim et alors nous serions tous mangés, les blancs et Djabir surtout. Ce fut le thème de chaque nuit.

« C'est sérieux, nous dit le sultan, mais ils ne nous ont pas encore.

« Dès le lendemain matin, les cases des villages furent visitées afin de recueillir tous les vivres abandonnés. Les lanciers du sultan avaient déjà fait pénétrer dans la zériba tous les cadavres ennemis... Djabir fit creuser des puits à l'intérieur de la zériba, la soif nous talonnait sérieusement. Enfin, nous usions toutes nos initiatives pour la résistance. Nos assiégeants nous apprirent qu'ils étaient plus de 15.000 guerriers autour de nous. Le neuvième jour seulement, nous fûmes sauvés par l'audace de Djabir qui, pendant la nuit, nous avait demandé de lui confier le commandement absolu de cent soldats de l'État.

« Vers la fin de la nuit, précédé de ses meilleurs éclaireurs, il était sorti silencieusement de la zériba à la tête de nos fusiliers, s'était faufilé entre deux camps ennemis, s'était rabattu sur le camp de Maletinda et, au point du jour, l'avait réveillé à coups de fusil tirés à bout portant. Plus de deux cents indigènes restèrent sur le terrain et une panique folle ayant atteint le reste du camp, ce fut une débandade éperdue. Presqu'en même temps, les deux autres camps étaient levés aussi rapidement.

« Djabir nous revint triomphant et aussitôt, nous décidions une poursuite rapide afin d'achever la déroute de nos ennemis. Nous marchâmes jusqu'au soir et campâmes encore une nuit au milieu d'un riche village où nous nous ravitaillâmes abondamment le lendemain. Puis, jugeant les tribus suffisamment mâtées, nous décidâmes que l'expédition était terminée et prîmes le chemin du retour.

« Cette randonnée eut un immense résultat : les tribus de la rive gauche vinrent successivement faire leur soumission, et peu après, il en fut de même de celles situées entre l'Uele et la Mbili. »

D'autres chefs furent, eux aussi, influencés par cette victoire, notamment les sultans Rafai et Semio, tous deux installés sur le Bomu. Dès ce moment, ils eurent des relations cordiales avec les agents de l'État Indépendant. Plus tard, on envoya chez eux des résidents, officiers dont la tâche délicate consistait à amener, par la persuasion, les sultans à se soumettre à l'autorité de l'État.

Jonction Vangele-Milz. Combat contre Mirambo.

En novembre, pendant qu'à Yakoma, Vangele apprenait la présence d'un européen à Djabir, Milz était averti de l'activité de Vangele. Partis, l'un de Bangasso, l'autre de Djabir, ils se rencontrèrent le 3 décembre 1890 au village de Gamanza et rentrèrent ensemble le même jour au poste de Djabir. L'heureuse nouvelle de la jonction entre les deux expéditions fut envoyée à Bruxelles où elle parvint à la fin du mois.

C'est ce moment que choisit le traitant Mirambo pour venir opérer dans le bassin de la Bima. Vangele accepta de commander une expédition contre lui, qu'il raconta en ces termes (1) : « Le 7, nos préparatifs pour nous porter à la rencontre des Arabes sont achevés : sept pirogues fournies par Djabir, qui accompagnera, transporteront trente-cinq Zanzibarites de Milz, quinze Zanzibarites et dix Sakharas du poste de Yakoma (mon escorte), des fusiliers et des lanciers fournis par Djabir. Nous remontons l'Uele, et le 12 décembre, nous atteignons le confluent de la Bima. Nous y apprenons que les Arabes s'apprêtent à attaquer le lendemain le village de Malangoy. Le chef de ce village, qui nous donne ce renseignement, nous apprend, ce dont nous nous doutions, que les Matamatambas (Arabes) ont rapiné, brûlé des villages, tué quiconque résistait ou refusait de livrer l'ivoire.

« Le lendemain, 13, nous nous portons vers l'intérieur. A 8 heures, nous arrivons à Malangoy. Nous y prenons position derrière un boma. Une reconnaissance de dix Zanzibarites est envoyée avec consigne de ne pas tirer et de battre en retraite dès qu'ils auront rencontré l'ennemi. Cet ordre fut strictement exécuté. Les Arabes,

(1) Cité par le R. P. Lotar, *La Grande Chronique de l'Uele*, p. 36.

trompés par cette retraite simulée, poursuivent avec précipitation et finalement viennent se heurter à notre palissade, d'où de terribles salves à bout portant les refoulent dans une fuite éperdue. Poursuivis par nos soldats et par les indigènes armés de lances, les Arabes perdent nombre des leurs. Leur frayeur fut si grande qu'ils abandonnèrent leur ivoire et ne s'arrêtèrent dans leur fuite, nous a-t-on raconté, qu'aux Stanley-Falls. Ils ne reparurent plus jamais. »

La poursuite, sous les ordres de Milz, continua jusqu'à l'épuisement des munitions. Mirambo subit de telles pertes qu'il ne revint en effet jamais plus dans cette région.

Vangele rentra alors à Yakoma et de là au Pool. Il remonta cependant immédiatement à Yakoma lorsqu'il apprit à Léopoldville qu'une expédition française allait quitter Brazzaville pour s'installer sur le Haut-Ubangi.

Reconnaissance de la Mongala.

Pendant toute cette période de découverte, le chef de la station des Bangala n'était pas resté inactif. Successeur de Coquilhat et de Vankerckhoven, le lieutenant Ernest Baert reconnut, en novembre 1886, le cours de la rivière Mongala avec le steamer « A.I.A. ». Bien accueilli au début chez les Akoulas, il dut, au fur et à mesure qu'il avançait vers l'inconnu, repousser ensuite les Basoko, les Bakutu, les Mabali et les Sebis qui l'accueillirent à coups de flèches et tentèrent de s'emparer du bateau.

Malgré cette hostilité, Baert poussa jusqu'à Monguade, au confluent de l'Ebola et de la Dua. Ce n'est toutefois que quatre années plus tard qu'il allait être possible d'y établir un poste, après d'autres explorations du bassin de la Mongala, dues à Hodister, agent de sociétés commerciales.

RÉSULTATS DE CES EXPÉDITIONS.

Ces expéditions par l'Ubangi et l'Itimbiri avaient eu d'heureux résultats : solution du problème hydrographique de l'Uele et de l'Ubangi, installation de nombreux postes de l'État Indépendant sur l'Ubangi, l'Itimbiri, le Haut-Uele et le Bomu, arrêt des opérations des traitants dans cette région et leur recul vers les Falls.

D'autre part, l'État avait conclu des ententes ou des traités avec les principaux chefs de la région : Rafai, Semio, Djabir, Bangasso. Djabir, entre autres, plaçait toutes ses possessions sous le protectorat de l'État Indépendant, s'engageait à combattre les marchands d'esclaves et « à fournir un contingent annuel de .... hommes pour les besoins de la Force Publique ». En juin 1891, le nombre des engagements s'élevait déjà à deux cent cinquante. Dejaiffe, chef de poste de Djabir, raconte comme suit leur recrutement [1] : « Ce fut ainsi, qu'au début d'avril, je pus engager comme soldats volontaires les premiers indigènes, hommes libres. En moins de trois mois, j'en avais plus de deux cent cinquante, qui devinrent les plus fiers soldats que j'aie connus. Les engagements se faisaient comme suit :

« Je veux devenir ton fils et servir sous tes ordres », disait habituellement celui qui se présentait.

« Je lui demandais alors : de quelle tribu es-tu ? es-tu un homme libre ? es-tu marié ? combien de femmes, d'enfants ?

« Après réponse satisfaisante, je disais à mes candidats :

« Amène ici tes femmes, tes enfants et tout ce que tu possèdes. Je t'aiderai à installer les tiens sur l'autre rive, en face de la station, et quand l'installation sera achevée, tu viendras, toi, loger à la caserne et vivre comme tous

[1] Cité par le R. P. LOTAR, *La Grande Chronique de l'Uele*, p. 49.

mes enfants. Tu recevras ton fusil quand tu connaîtras bien l'exercice et que tu sauras bien tirer.

« Il ne fallait pas quinze jours pour parfaire leur instruction sans que je m'en occupe. Cette instruction se faisait au clair de lune, les nouvelles recrues rémunéraient les anciens, qui leur apprenaient le maniement des armes.

« Quand Milz revint, au début de juillet, mon village ainsi créé en face de la station comptait près de deux mille hommes, femmes et enfants de différentes tribus, mais tous parfaitement soumis et tranquilles. »

Un résultat moins heureux, mais inévitable, de l'occupation de cette région fut les interminables discussions qu'elle provoqua avec le gouvernement français, discussions qui devaient durer jusqu'à la conclusion de l'accord d'août 1894 fixant la frontière aux cours de l'Ubangi et du Bomu.

Les lieutenants Georges Le Marinel, Hanolet, De Rechter et Busine, collaborateurs de Vangele dans l'expédition qui devait rejoindre celle de l'Itimbiri, avaient, chacun de leur côté, contribué par des reconnaissances hardies et la fondation de postes de l'État, aux débuts de la pacification dans ces régions. Jusqu'en 1895, le Marinel, premier successeur de Vangele comme chef du district de l'Ubangi-Bomu, eut la lourde tâche de mettre sur pied l'administration de cet immense territoire et de faire respecter par les Français les droits de l'État.

Mais l'occupation et l'organisation de cette région ne se fit pas toujours sans heurts ni incidents. La région de la Mongala fut, plus tard, le théâtre de troubles violents. Rappelons simplement ici un incident malheureux de la période d'organisation de l'Ubangi.

Assassinat du lieutenant Liégeois.

En août 1892, le sous-lieutenant Liégeois, envoyé en renfort dans la région, remontait en pirogue le cours de l'Ubangi. Aux environs de Bô, il fut attaqué par des indigènes... Le sous-officier Delava, qui descendait de Yakoma vers Banzyville avec trente soldats, arriva peu après sur les lieux. Il découvrit le malheureux lieutenant, cloué à sa pirogue par plusieurs lances qui le transperçaient. Les agresseurs, dérangés par son arrivée, venaient de s'enfuir sans avoir eu le temps d'achever leur sinistre besogne.

Malgré tous les efforts de Delava, il fut impossible de retirer les fers de lances et Liégeois mourut quelques heures plus tard dans de cruelles souffrances. L'infortuné jeune homme était tombé avant même d'avoir atteint le poste qui lui avait été assigné.

Les assassins, des hommes de Bô, habitants de la rive gauche, essayèrent de rejeter la faute sur leur vis-à-vis de la rive droite, sachant bien que l'autorité de l'État ne s'étendait pas jusque là. Le lieutenant Hennebert, chef du poste de Zongo, mena l'enquête au milieu des troubles créés par la crainte du châtiment.

Ceux des agresseurs qui furent arrêtés, notamment le chef Bô, furent jugés et condamnés à mort ; les autres avaient réussi à s'enfuir dans la forêt.

Ce fut, le long de la rive belge de l'Ubangi, le seul incident grave de cette période.

Expédition Vankerckhoven. (Carte II/2).

But.

Léopold II, désireux de faire explorer et occuper la région de l'Uele et de pousser vers le Nord-Est jusqu'au Nil et aux frontières du Soudan, décida en 1889 d'envoyer dans ces régions une forte expédition. Outre le désir d'explorer et d'occuper les territoires que le Congrès de Berlin lui avait implicitement reconnus et d'agrandir son domaine des débris des provinces égyptiennes occupées par les Mahdistes [1], le Roi-Souverain voulait ainsi séparer par une série de postes les deux principales forces qui menaçaient le jeune État Indépendant : les Arabes et les Mahdistes, dont les incursions devenaient de plus en plus dangereuses.

Préparatifs.

Léopold II confia cette mission à un jeune officier qui s'était montré plein de qualités pendant ses deux premiers termes en organisant, de maîtresse façon, le district des Bangala, le capitaine Vankerckhoven, nommé Inspecteur d'État avant son troisième départ.

« Très audacieux, ne connaissant que l'aboutissement au but, il promit au Roi, à la première audience, de planter son drapeau au Nil », dira de lui Liebrechts, alors chef du département de l'Intérieur à Bruxelles [2]. Discutant avec lui les modalités d'exécution du grand projet, il eut

[1] En même temps que l'expédition de Vankerckhoven, s'organisait l'expédition de la British East Africa Company. Visant toutes deux les mêmes régions abandonnées, elles conclurent, avant leur départ, la convention du 24 mai 1890 (avec l'accord du Foreign Office). La limite approximative des zones d'influence fixée lors de cet accord fut : Lac Édouard, Semliki, Lac Albert et Nil jusqu'à Lado.

[2] Ch. Liebrechts, *Suite à mes souvenirs d'Afrique*, p. 47.

fort à faire pour l'empêcher d'emmener pour cette expédition une compagnie de deux cents blancs et une flottille de trente embarcations démontables. Une partie de cet important matériel fut d'ailleurs envoyée et « sept ans après le départ de l'expédition, se trouvaient encore, à la base de Bumba, de nombreuses charges qui jamais ne parvinrent à destination » (1).

Des moyens considérables furent en effet rassemblés, au point de créer un encombrement nuisible au système des transports encore à ses débuts. Nous verrons qu'une partie de l'expédition dut faire la route par voie de terre. Une trentaine de blancs : officiers, sous-officiers, docteurs, armuriers, intendants, furent désignés pour faire partie de l'expédition. Son chef demanda à Milz, fin de terme et rentrant en Europe, de reprendre la route de Djabir pour servir de commandant en second à l'expédition. Précieuse recrue, dont le prestige sur les sultans locaux et la connaissance de la région de départ facilitèrent les débuts de l'entreprise.

Les bruits les plus divers couraient alors dans la presse belge et étrangère. L'importance de l'expédition justifiait peut-être l'apparition de fallacieuses nouvelles, les unes prêtant au Roi des desseins de conquête qui dépassaient ses moyens, les autres — parmi la presse hostile au Roi et à l'œuvre du Congo — essayant d'ameuter l'opinion par des calomnies : cette expédition partait sans vivres, elle allait ravager sur son passage tout le pays situé entre le Pool et le Haut-Nil, semer la terreur et la désolation parmi les populations autochtones. Alors que l'administration centrale reprochait à Vankerckhoven d'emporter trop de bagages, certains journaux, on le voit, trouvaient qu'il n'en avait pas assez. Ce genre de campagne était monnaie courante à l'époque et l'État Indépendant devait en souffrir jusqu'à la fin.

(1) *Op. cit.*, p. 52.

En réalité, l'expédition n'était qu'une des nombreuses colonnes lancées alors dans les parties encore inconnues du territoire afin d'en commencer l'organisation et l'occupation. A la même époque, Dhanis, Paul Le Marinel, Alexandre Delcommune, le capitaine Stairs, le commandant Bia allaient, eux aussi, s'élancer vers des régions peu ou pas connues : le Kwango, le Lomami, le Maniema, le Katanga... Il importait, en effet, d'empêcher les Français de s'installer avant nous dans l'Uele-Bomu, de prévenir l'envahissement du Nord-Est par les Mahdistes et de devancer les Anglais au Katanga. L'expédition Vankerckhoven fut la plus forte, numériquement et matériellement, parce que là où elle était envoyée il était nécessaire d'occuper immédiatement, avec des effectifs importants, un territoire vers lequel on craignait des opérations offensives des Arabes et des Mahdistes. Les événements allaient prouver que la mesure était sage.

Pour faciliter la mise en marche de la caravane, le lieutenant Daenen fut envoyé en mai 1890 à Ibembo, avec mission d'y créer un poste de transit réservé à la colonne principale, pendant que le lieutenant Ponthier, à Léopoldville, organisait l'avant-garde de l'expédition. Fin septembre 1891, six mille charges, six canons, cinq cents soldats et seize blancs étaient concentrés dans cette ville. Ponthier, parti du Pool en octobre à la tête d'un important contingent, gagna Bumba par voie de terre afin d'éviter l'encombrement des transports. A la fin du mois de mars il y fut rejoint par le restant de l'expédition.

L'expédition.

De Bumba a Djabir.

Le 3 avril, une avant-garde de deux cents hommes, toujours aux ordres de Ponthier, fut envoyée par la route en direction de Djabir. « Dès le début de la route, il

constata que tous les villages étaient abandonnés. Pas un homme en vue ; mais, à tous les croisements de sentiers, une lance, un bouclier, un fétiche quelconque, posés à terre, indiquaient la voie suivie par les indigènes en fuite. C'était un signe évident de leur hostilité ; ils se méprenaient sur les intentions des Européens. La nuit venue, il fallut bien camper près de Yambila [1] et se procurer de l'eau. Le terrain était peu sûr. Ponthier envoya soixante-quinze hommes, sous les ordres de Bucquoy, à la recherche d'une source. Des soixante-quinze hommes, soixante-treize furent massacrés par les lanciers indigènes, dissimulés dans les sous-bois. Seuls, le boy de Bucquoy et deux soldats revinrent au campement de Ponthier pour annoncer que le blanc avait été tué et dépecé.

« Bientôt après, les indigènes, à la faveur de la nuit, tombèrent sur le campement. On dut se défendre corps à corps. Ponthier lui-même tua d'un coup de feu le chef de la bande. Le lendemain matin, on dénombra cinquante cadavres sur le terrain. Ponthier, après avoir fait rechercher les débris de son sergent et acquis la certitude qu'il avait été mangé, jugeant des forces qui avaient pu lui tuer soixante-treize hommes, décida de battre en retraite. Il reprit sans incidents le chemin de Bumba » [2].

De là, il prit la voie d'eau pour atteindre Djabir par Ibembo et Enguettra. Vankerckhoven, après un court voyage aux Falls, pour y informer le Vali de ses intentions, gagna, lui aussi, le poste de Djabir pour y organiser les transports.

En sus de Bucquoy, deux blancs de l'expédition

(1) D'après le récit du lieutenant GUSTIN (*Mouvement Géographique* du 17 avril 1898, col. 199) c'est à Yamikele qu'eut lieu cette hécatombe. Si la troupe de Ponthier avait quitté Bumba le 3 avril, il lui était impossible d'arriver à Yambila en une étape. Il semble donc que ce soit bien à Yamikele que se place le massacre. Toutefois, une carte de l'É.I.C., éditée par J. Lebègue en 1893, renseigne un itinéraire de Ponthier, en 1891, allant de Bumba à Yambila.

(2) R. P. LOTAR, *La Grande Chronique de l'Uele*, p. 46.

avaient déjà succombé aux fatigues et à la maladie : l'agent Binet et le sous-officier Crahay. Quelques jours plus tard, on eut à déplorer la mort des lieutenants Jacquet et Van Montfort (1).

Un pareil voyage était en effet loin d'être une partie de plaisir. Le massacre de la colonne Bucquoy venait de prouver que le pire était à craindre de la part des populations traversées. Le long des sentiers indigènes, la forêt ou la savane étaient également propices aux guet-apens. En pirogue sur les rivières semées de rapides, le blanc devait toujours être sur le qui-vive. De plus, le manque d'expérience et de remèdes efficaces en faisait une proie facile pour la malaria, l'hématurie et la dysenterie, maladies qui ont rempli la plus grande partie des « cimetières des pionniers ».

Cependant, malgré ces déboires, malgré les camarades qui tombaient, officiers et sous-officiers continuaient sans se laisser abattre. Le sentiment de participer à une grande œuvre, le désir d'atteindre les premiers le Nil lointain et mystérieux, l'attrait de l'inconnu, de l'aventure, tout cela soutenait les courages. Le long des pistes progressait le ravitaillement en munitions et vivres, convoyé par le personnel blanc destiné à combler les vides creusés par la mort et la maladie.

Un de ces remplaçants, le lieutenant Gustin, a laissé un récit pittoresque de sa participation à l'expédition. Citons ici sa description imagée de l'installation d'une colonne au soir d'une étape.

« Au fur et à mesure qu'elles arrivent au campement, qui est toujours situé en terrain découvert, et à proximité d'un cours d'eau, les femmes et les enfants se retirent à l'ombre des buissons et des arbres en attendant que les blancs aient désigné les places que les soldats doivent occuper la nuit. Pour camper, la troupe forme un carré de quatre-vingts mètres de côté ; les blancs dressent leur tente derrière le milieu de leur subdivision ; le commandant occupe le centre du campement. La cuisine des blancs est

(1) Voir en annexe 14 les pertes de l'expédition.

établie dans un angle du carré, du côté opposé au vent et à proximité de la tente du sous-officier qui en a la surveillance.

« Dès que ces dispositions sont prises, les femmes se portent aux emplacements destinés à leur mari et y déposent leurs « bilokos ». Elles vont ensuite à la recherche de trois grosses pierres qui doivent servir de chenêts en même temps que de support aux vases dans lesquels on prépare les aliments. Pendant que ceux-ci mijotent sur le feu, les femmes courent au ruisseau voisin s'y rafraîchir le corps et s'y livrer à des soins de propreté. Aussitôt qu'elles ont procédé à un lavage minutieux de leur personne, elles se versent une goutte d'huile dans la paume de la main et s'enduisent la peau en la frottant fortement. Elles revêtent ensuite un pagne propre pour retourner, à une allure indolente, vers le « foyer conjugal ».

« A ce moment, les tentes se dressent déjà au milieu d'un fourmillement de noirs. C'est un va-et-vient continuel de soldats, de femmes et d'enfants entre le camp et le ruisseau ; les uns, s'éloignant, tiennent à la main des récipients vides ; les autres, revenant, portent sur leur tête immobile des vases remplis d'eau où apparaissent quelques branchages.

« Une heure après l'arrivée des troupes, l'installation est ordinairement terminée ; les faces du camp se dessinent par une rangée de feux autour desquels hommes, femmes et enfants circulent dans un déballage de pots, de boîtes, de couvertures, de nattes, etc... Quelques abris rudimentaires, où se tiennent les ménages des chefs noirs, s'élèvent.

« Les conversations vont leur train, principalement dans le quartier des Haoussas, natifs du pays de Lagos, qui ne parlent jamais sans crier. Les plus civilisés des Haoussas et, en général, les soldats qui ont habité les villes côtières de l'Afrique, témoignent un certain mépris à leurs congénères de l'hinterland. Dans leur bouillante et bruyante colère, ils les qualifient de « bushmen ! » C'est l'insulte la plus blessante que l'on puisse lancer à un noir. Nos irréguliers, indigènes du Congo, qui n'avaient qu'une faible idée de la signification de ce mot anglais, couraient se plaindre aux blancs quand on les avait gratifiés de cette épithète.

« Après la parade de garde, vers cinq heures et quart, le réseau de surveillance organisé dès l'arrivée au campement est renforcé par quelques sentinelles. Alors la circulation vers l'extérieur cesse complètement, tandis que dans l'enceinte, les soldats qui ont procédé à un bout de toilette vont de groupe en groupe faire des effets de torse, drapés dans leur couverture de laine bariolée.

« Les membres de chaque famille mangent au même plat et trempent leurs farineux bouillis dans le même vase contenant la sauce pimentée composée de sel, de piment et d'eau. Les soldats réguliers se servent habituellement de la cuiller, tandis que les autres emploient les quatre premiers doigts de la main droite.

« Les Elminas n'admettent pas la femme à leur table, parce que, disent-ils, cette coutume n'est pas en usage dans leur contrée. Quand les estomacs sont satisfaits et que les fatigues de la journée n'ont pas été trop érein-

tantes, ils chantent en chœur les complaintes de leur pays. Le tam-tam se mêle au brouhaha du camp et donne une note vraiment foraine.

« Mais l'obscurité met un terme à tout ce tapage, car aussitôt qu'elle arrive, les membres de chaque famille se rassemblent autour de leur foyer, deux ou trois par feu, et préparent leur couche, qui se compose de nattes ou de feuilles de bananier débarassées de leurs nervures. Pour dormir, ils ne conservent aucun vêtement ; ils se couvrent seulement d'un pagne ou d'une couverture. Pendant les nuits claires, le noir n'aime pas à se coucher sous un arbre ni même sous un abri ; il préfère être « sous les étoiles ».

« Le silence se fait petit à petit ; la plupart des feux meurent faute de combustible ; ceux qui brûlent encore éclairent de leurs vacillantes lueurs les visages de quelques soldats s'entretenant à voix basse.

« Une heure et demie environ après le coucher du soleil, vers sept heures et demie, les derniers fumerons s'éteignent. Les stridations aiguës et monotones des innombrables cris-cris cachés dans les herbes, les buissons et les arbres cessent bientôt à leur tour. Seuls des ronflements sonores et variés troublent le silence de la nuit. Plus tard, par-ci, par-là, jaillit dans l'obscurité la pâle lumière d'une charbonnée qu'on remue et qu'un souffle de vent active, et l'ombre d'un blanc se dirige à tâtons dans ce dédale de corps et d'objets éparpillés sur le sol, pour aller s'assurer de la vigilance des sentinelles.

« Vers deux heures du matin, quand la température est la plus basse, plusieurs feux flambent de nouveau au milieu de groupes d'hommes transis de froid. Les conversations redeviennent bruyantes et réveillent les blancs qui maugréent sous leur tente contre ces infatigables bavards. Cependant le silence se rétablit encore, les feux s'éteignent et les ronflements reprennent jusqu'au petit jour. Alors tout le monde se lève. Pour rendre la souplesse à leurs membres engourdis, les hommes, les femmes et les enfants s'étirent, se tordent en faisant craquer leurs bras. Les uns circulent pendant quelques instants à l'intérieur et à l'extérieur du camp, d'autres rallument leurs feux, d'autres encore vont au ruisseau. La femme, très frileuse, se lave à l'eau chaude à proximité du feu, derrière un pagne déployé par un enfant. Après le premier repas, composé d'une pâtée quelconque, elle prépare sa hotte et les hommes roulent leurs paquets et ustensiles dans des nattes.

« Les blancs se lèvent également au réveil et pendant qu'ils déjeunent, des soldats disposent les tentes et les bagages en charges qu'ils distribuent ensuite aux porteurs. Quelques instants après le lever du soleil, les soldats désignés pour l'avant-garde se rangent en ordre de marche sur le sentier à suivre, et au signal de départ, se portent en avant. Blancs, soldats et femmes entrent en colonne dans l'ordre déterminé à l'avance. Les sentinelles et l'arrière-garde ne quittent leur position qu'au moment où les derniers hommes du gros des troupes se mettent en marche» [1].

[1] Extrait du *Mouvement Géographique* du 14 août 1898, col. 403 et suivantes.

De Djabir a Bomokandi.

Cependant, au début du mois de juillet, Ponthier, remontant l'Uele, partait vers le Bomokandi, installant au passage le poste de Bima. Mais au confluent du Bomokandi et de l'Uele, les traitants arabes s'étaient déjà installés et n'entendaient pas le laisser continuer. Alliés à certains sultans azandes de la rive gauche de l'Uele, ils étaient en guerre, depuis un an, avec les tribus du nord de la rivière. Ils essayaient en vain de les soumettre et avaient construit, au confluent du Bomokandi et de la Makongo, un vaste camp retranché.

Ponthier avait mission d'ouvrir la marche sans provoquer de conflits mais après un mois de tentatives pacifiques sans résultats, il décida de se frayer un passage par la force, aidé par le lieutenant Daenen et par les guerriers des chefs Kiravungu et Mangwe.

Le 10 septembre, il réussit à chasser de l'île de Bima les traitants de Purukandu, mettant en fuite, par la même occasion, les chefs Tukutuku et Kamango, installés dans d'autres îles. Le 26 octobre, autorisé par Vankerckhoven à quitter le cours de l'Uele pour aller attaquer les Arabes dans leur camp, Ponthier se dirigea vers l'ennemi à marches forcées. La colonne, grossie de plusieurs milliers de guerriers indigènes, arriva le soir du 27 devant la zériba arabe, traversa la rivière et donna l'assaut de la position. Surpris par l'attaque fougueuse d'un ennemi qu'ils n'attendaient pas si tôt, les esclavagistes n'opposèrent qu'une faible résistance et s'enfuirent en désordre, poursuivis par les auxiliaires. Ponthier employa ses soldats réguliers à éteindre l'incendie allumé par les fuyards et récupéra ainsi un important butin, comprenant notamment dix tonnes d'ivoire. Événement plus heureux encore, il délivra deux cent cinquante esclaves « attachés deux à deux

à l'aide d'une barre de fer terminée par des anneaux fermés au marteau » [1].

Le lendemain, d'autres bandes survinrent, qui croyaient venir joindre les forces arabes de la zériba. Accueillies par des balles là où elles espéraient trouver des alliés, elles furent facilement mises en fuite.

Attaqués constamment dans leur retraite par des indigènes heureux de voir leurs anciens tyrans reprendre le chemin des Falls, les traitants ne reparurent plus sur le Bas-Bomokandi.

Cependant, le gros de l'expédition remontait avec son matériel de Djabir à Bima et de Bima à Bomokandi. Au nord de cette région régnait un chef dont l'attitude vis-à-vis des blancs allait avoir une influence considérable sur le succès de l'expédition : le sultan Semio, alors âgé de cinquante ans.

D'intelligence très ouverte, il avait amélioré ses connaissances au contact des marchands, des Égyptiens dont il se fit l'allié et de l'explorateur Junker. Désintéressé, franc et de manières presque raffinées, il tranchait sur les autres chefs noirs que les Belges avaient rencontrés jusqu'alors.

Lors de la révolte mahdiste, ses troupes avaient dû se replier du nord vers la rivière Bomu. Après le départ des derviches, Semio profita de l'arrivée des blancs pour essayer, en s'alliant à eux, de relever sa puissance.

Malgré l'opposition de Djabir, qui fit massacrer presque tous les courriers qu'il expédiait aux blancs, Semio parvint à faire tenir un message au chef de l'expédition. Désireux de s'assurer sa collaboration, l'Inspecteur d'État lui envoya le capitaine Milz à la tête d'une petite troupe de réguliers.

Reçu avec pompe par le sultan qui lui fit rendre les

(1) Relation de Ponthier.

honneurs militaires par une troupe bien organisée (1), Milz entama des pourparlers avec Semio. Celui-ci accepta d'accompagner Vankerckhoven vers le Nil avec ses gens, c'est-à-dire six cents soldats et cinq cents porteurs. Il donna au chef de l'expédition un sage conseil : « Ne pas s'avancer trop rapidement ; on arrivera plus vite et plus facilement en stationnant de place en place. Quand la renommée de bonté et de justice des Européens aura précédé l'expédition, il n'y aura plus de difficultés à craindre » (2).

Mais tous les chefs n'eurent pas cette attitude conciliante : Guima alla même jusqu'à proposer à Semio de trahir les blancs et de lui faciliter ainsi la destruction de leurs colonnes. Semio resta fidèle, alla lui-même châtier celui qui avait voulu faire de lui un traître et ramena son neveu qu'il avait fait prisonnier. Dans l'ensemble, craignant un retour offensif des Arabes, la plupart des chefs locaux se rallièrent à l'État Indépendant : la victoire du Bomokandi avait porté ses fruits.

De Bomokandi a Niangara.

Vers le 1er décembre 1891, le gros des forces de Vankerckhoven était réuni à Bomokandi. A part l'Inspecteur d'État, les seuls blancs qui avaient « tenu le coup »

(1) D'après le lieutenant Gustin, les troupes de Semio étaient organisées ainsi : « La force armée de Semio est divisée en unités comprenant environ cinquante hommes ; chacune d'elle était composée d'un officier, d'un porte-drapeau, d'un sonneur de cloche, puis de fusiliers. Les tambours et les clairons faisaient partie le plus souvent de l'escorte du Sultan. En temps de guerre, la troupe se doublait de lanciers qui portaient les bagages et les vivres. Il y avait aussi des sous-officiers. Les officiers recevaient directement leurs ordres de Semio et lui faisaient un rapport personnellement. Semio les recevait, assis sur une chaise indigène ; les officiers se groupaient autour de lui, en demi-cercle, en s'asseyant sur des nattes. Beaucoup de ces officiers étaient des membres de sa famille. Il y avait également des Soudanais. En pays ami, on marchait en colonne unique ; en pays ennemi, en trois colonnes. » *Mouvement Géographique* du 1er mai 1898, col. 228.

(2) Cité par le R. P. Lotar, *La Grande Chronique de l'Uele*, p. 63.

depuis le départ de Léopoldville étaient Ponthier et Van Couberghe. Pendant quelques temps on attendit les nouveaux, on perfectionna l'instruction des soldats par une reprise en main et des exercices de tir. Puis, le 12 décembre, le chef ordonna la reprise de la marche : Ponthier progressait par voie de terre avec le gros des troupes de l'État et les soldats de Semio. Vankerckhoven suivait avec les approvisionnements sur les pirogues. A chacun des postes établis pendant la marche restait attaché un blanc avec une faible troupe de réguliers, de façon à garder la ligne de communication et commencer l'organisation des régions occupées.

Sans incident grave, les deux colonnes progressèrent au milieu d'un pays souvent dévasté par les Arabes : plantations saccagées, villages rasés. Parfois, au passage d'une rivière, quelques indigènes, croyant avoir devant eux les Matamatambas détestés, se montraient hostiles, mais tout se calmait assez vite. Le poste d'Amadis fut fondé le 22 décembre 1891. Quelques jours plus tard, le gros des troupes lança une incursion vers le sud pour en déloger les Arabes mais ceux-ci n'attendirent pas les blancs et se replièrent prudemment vers l'Aruwimi. Cette marche fut mise à profit pour contracter alliance avec les chefs abarambos. Malheureusement, Ponthier, blessé au pied, dut rentrer en Europe.

Milz le remplaça à l'avant-garde. Il obtint l'alliance du chef Koi-Mbunza, puis celle du puissant chef Yangara, qui lui envoya son fils en ambassade, avec mission de l'inviter à venir s'installer chez lui, où la région était riche en vivres. En chemin, un nouveau poste fut créé chez le chef Suronga. L'intendant Vandevliet, premier chef du poste, fut bientôt rejoint par le gros de l'expédition, dont les trente pirogues avaient été plusieurs fois assaillies pendant le voyage. Heureusement, quelques coups de feu suffisaient chaque fois pour mettre en fuite les agresseurs. Plus tard, on apprit que ceux-ci s'obsti-

naient à confondre les blancs avec les Matamatambas ou les « Sedies » [1].

Cependant Milz, toujours accompagné de Semio, parvenait le 18 mars au confluent de la Gada, y rencontrait Yangara et créait le 19, la station de Niangara. Le gîte et le ravitaillement ainsi que la main-d'œuvre pour la construction d'un poste fortifié lui furent fournis par les gens de Yangara. Quelques jours plus tard arrivait Vankerckhoven et le lieutenant Cloesen devenait chef de la nouvelle station de l'État.

Ainsi, au début de cette année 1892, l'expédition avait déjà rempli brillamment une partie de sa mission, pacifiant et organisant la région de l'Uele, en chassant les Arabes et concluant avec la plupart des grands chefs de fructueuses alliances. Beaucoup étaient devenus les alliés de l'État Indépendant et le drapeau étoilé d'or flottait sur de nombreux postes créés sur l'Itimbiri, le Bomu, la Likati et l'Uele. Dans le nord, des officiers avaient été envoyés comme résidents chez Rafai, Sasa et Ndoruma.

Mort de Vankerckhoven.

Laissant Vankerckhoven malade à Niangara, l'avant-garde (deux cent cinquante soldats aux ordres du lieutenant Gustin) renforcée par la troupe de Semio, repartit le 8 avril et atteignit sans incident un camp sur le Kibali que le vieux chef avungura Wando avait fait construire à leur intention. Son fils Mbitima les y attendait. La politique conseillée par Semio portait ses fruits, permettant à l'expédition de poursuivre sans heurt sa progression méthodique et pacifique. Wando signa avec les représentants de l'État Indépendant un traité semblable à celui qu'avaient signé Semio et Djabir, heureux, disait-il, de placer son territoire sous la protection de l'État,

[1] Matamatambas : Arabes — Sedies : agents du gouvernement égyptien.

qui le défendrait contre ses ennemis mahdistes et arabes et empêcherait les querelles intestines.

Impatient d'atteindre le Nil, l'Inspecteur d'État rejoignit Gustin le 28 avril. Sans attendre Milz qui revenait de Bomokandi où il était allé accélérer le service des transports, il continua à remonter le Kibali avec Semio. Peu de temps après leur départ, on constata la disparition de nombreuses femmes de soldats et de guerriers de Semio. Une reconnaissance en récupéra quelques-unes et apprit à l'Inspecteur d'État que cet enlèvement avait été commis par les farouches Momvu. Le 5 mai, la colonne les attaqua. Chassés de leur village où ils laissaient soixante morts, ils se réfugièrent dans des cavernes et y opposèrent une résistance opiniâtre aux assaillants. Plusieurs fois, ils tentèrent d'infructueuses sorties qui leur firent perdre beaucoup de monde. Le 13 mai, les derniers survivants se rendirent aux troupes de l'État, mais seulement après la mort de leur chef.

Rejoint par Milz, Vankerckhoven poursuivit sa route. La région était montagneuse et la rivière cessa d'être navigable. Les indigènes Logos, plutôt hostiles, faisaient le vide et détruisaient leurs plantations devant la colonne qui, toujours sur le qui-vive, eut à livrer de nombreuses escarmouches. La variole, le manque de porteurs et la famine vinrent s'ajouter à ces maux pour rendre de plus en plus pénible l'avance des soldats...

Le 10 août au matin, à Tagolomanghi, quelques coups de feu éclatèrent : une escarmouche de plus... Vankerckhoven se porta vers l'avant pour intervenir ; derrière lui son boy s'empressait avec son fusil qu'il rechargeait pour le combat probable. Hélas ! le malheureux fit imprudemment partir le coup et, devant lui, l'Inspecteur d'État s'écroula, mortellement atteint d'une balle dans le dos. L'infortuné tombait, victime d'un accident stupide, à quelques jours de marche du Nil, où il voulait planter le drapeau de son Souverain pour remplir la pro-

messe faite à Bruxelles. Jusqu'au bout, il s'était montré digne de la confiance qui avait été placée en lui et avait conduit son expédition au succès.

Le Nil.

Le capitaine Milz prit le commandement devenu vacant et poursuivit sa marche vers l'Est. Il s'installa le 20 à Fort Lehmin, dans une ancienne zériba égyptienne qu'il appela « Camp du Kibbi », et envoya vingt hommes vers Wadelai pour y entrer en relation avec les Égyptiens, officiers du khédive qui avaient été coupés de la mère-patrie par la révolte des Mahdistes. En 1888, lorsque Stanley entraîna à sa suite le gouverneur de la Province d'Equatoria, Emin Pacha, une partie de ces officiers refusa de le suivre. Sous les ordres de Fatel Moulah et Soliman Aga, ils s'installèrent défensivement dans la région. Apprenant l'arrivée de Milz, ils vinrent discuter leur situation avec lui. Ils refusèrent de quitter le Nil mais acceptèrent d'y servir l'État Indépendant du Congo.

Le 9 octobre 1892, le second de Vankerckhoven atteignit Wadelai et le drapeau étoilé d'or flotta pour la première fois sur le Nil. Il répartit les Égyptiens passés à son service en deux camps, à Dufile sur le Nil et au mont Korobe. De là, il descendit vers Ganda, ancienne garnison des troupes du Khédive, où il laissa Gustin avec cent vingt-cinq soldats de la Force Publique et cinq blancs. Puis, par Faradje et Dungu, où il fonda également de petits postes militaires, il rejoignit Mbitima où il rencontra le lieutenant Delanghe, envoyé par le gouvernement pour le remplacer. Il revint ensuite vers Niangara et de là vers l'Europe ; il avait séjourné cinq ans sans interruption dans le nord du Congo, travaillant sans répit à explorer et organiser, dans ses expéditions avec Roget et Vankerckhoven, une immense région non encore ouverte à la civilisation.

Résultats de l'expédition.

Géographiquement, l'expédition avait ainsi parcouru sur toute sa longueur le cours de l'Uele, du Kibali et de la Dungu, reliant les explorations de Schweinfurth, Junker, Miani et Potagos.

Politiquement, elle avait réussi à occuper les territoires du nord-est du bassin du Congo et à faire reconnaître par les principaux chefs et sultans de l'Uele et du Bomu, le protectorat de l'État Indépendant. Elle avait, en atteignant le Nil, imposé l'autorité de l'État aux derniers débris des forces égyptiennes qui luttaient contre les Mahdistes et il était permis d'espérer que l'extension vers le Soudan en serait facilitée.

Militairement, elle avait créé des stations sur l'Itimbiri, l'Uele, le Bomu, la Dungu et le Kibali, stations appelées à servir de bases dans un conflit éventuel, soit avec les Arabes du Sud, soit avec les Mahdistes du Soudan. Elles permettaient en même temps une intervention rapide en cas de troubles parmi les indigènes de la région.

Les pertes causées par la mort et la maladie avaient considérablement réduit les effectifs européens échelonnés de Bumba à Ganda, malgré l'arrivée continuelle de renforts (1). D'autre part, les effectifs de la troupe étaient, eux aussi, fortement diminués et la situation au Maniema (2) absorbait tous les renforts dont pouvait disposer le gouvernement central. Aussi, une partie de ces territoires si péniblement conquis dut-elle être abandonnée après un certain temps. L'inaptitude totale des Égyptiens à remplir la mission qui leur avait été confiée fut d'ailleurs la cause initiale de ce repli devant les forces mahdistes. Pillards, insouciants, indisciplinés, ils ne remplirent aucun de leurs engagements et abandonnèrent

(1) Voir tableau annexe 14.

(2) Voir Ch. III : *Campagne arabe*.

les postes où les avait placés Milz. Ainsi découvert par cette retraite, Gustin fut obligé de ramener vers Mbitima ses troupes régulières. De là, il fut envoyé sur le Haut-Bomokandi pour y empêcher toute incursion des Arabes. C'est ainsi que furent créés, en avril 1893, les postes de Gombari, Azanga (Rungu) et Bauli.

Pendant ce temps, Delanghe repartait vers le Nil pour y redresser la situation. Son expédition allait ouvrir l'ère des campagnes contre les Mahdistes ([1]).

Occupation du bassin du Bomu. (Carte II/3).

Introduction.

La progression des Belges et des Français le long du cours de l'Ubangi avait abouti, en 1887, à un accord limitant la zone d'action des Belges au cours de cette rivière.

Mais l'Ubangi s'arrête à Yakoma. A l'est de ce point, rien ne limitait l'expansion vers le nord de l'État Indépendant. Le bassin du Bomu était, en effet, un territoire sur lequel personne ne pouvait élever de prétentions légitimes. Quelques rares Européens y avaient pénétré. Les principaux furent le colonel anglais Purdy Pacha, au service de l'Égypte et le docteur grec Potagos, qui atteignirent l'un Hofrah el Nahas et l'autre Katuaka, en 1876. Plus tard, en 1881, l'explorateur allemand Junker, célèbre pour sa randonnée dans l'Uele, parcourut la région comprise entre Alikobbo et Ombanga, tandis que Lupton Bey, gouverneur de la Province du Bahr-el-Ghazal, poussait jusqu'à Foro à l'extrémité ouest du bassin du Bomu.

La région où les officiers et sous-officiers de l'État Indépendant allaient s'efforcer d'étendre l'influence de

([1]) Voir Chapitre IV : *Campagnes mahdistes*.

leur Souverain était, sur un point particulier, nettement différente de celles que les explorateurs du bassin du Congo avaient rencontrées jusqu'alors. Au lieu des tribus primitives et absolument sauvages du centre et du sud, commandées par des chefs ignares et cruels, ils allaient rencontrer des gens que le contact avec l'administration égyptienne et la civilisation musulmane avaient élevés à un genre de vie nettement moins barbare.

Les Sakharas du sultan Bangasso, les Bandja de Rafai, les Avunguras de Semio et les Banda de la région située au sud du Bahr-el-Ghazal avaient malheureusement tous souffert des contrecoups de la révolte mahdiste au Soudan, en 1881. La reddition de Slatin Bey et de Lupton Bey aux forces du Mahdi, en 1884, laissa aux mains de celui-ci les provinces du Darfour et du Bahr-el-Ghazal. Les bandes armées du chef Rabah se heurtèrent alors à ces tribus, infligeant une défaite sévère aux Sakharas de Beli, père de Bangasso. Ils ravagèrent ensuite le pays des Banda, décimant les populations et détruisant les villages.

Toutefois, les difficultés de ravitaillement et le désir de nouvelles conquêtes entraînèrent ces bandes vers d'autres territoires et, au moment où les premières forces de l'État entrèrent dans la région, les derviches s'étaient retirés aux confins du Darfour et du Bahr-el-Ghazal.

Sur le Bomu.

Dès l'arrivée des expéditions Vangele et Roget sur le Bomu, ces officiers et leurs adjoints s'étaient efforcés d'entrer en relation avec les chefs locaux afin de signer avec eux des traités les plaçant sous le protectorat de l'État Indépendant.

Bangasso.

Ce fut d'abord Bangasso qui proposa lui-même à Vangele un traité d'amitié en août 1890 et lui facilita ses explorations ultérieures dans la région en lui fournissant des pirogues et des escortes. Un poste de l'État fut installé chez lui, que commanda le lieutenant Mathieu, premier résident chez Bangasso. Sa mission était délicate car, à cette époque, de vives discussions séparaient Paris et Bruxelles au sujet des frontières de l'État : l'Ubangi avait été reconnu comme limite des zones d'influence, mais cette rivière s'arrêtait-elle à Yakoma, permettant à l'est de ce point une extension illimitée vers le nord ou devait-on considérer le Bomu comme le cours supérieur de l'Ubangi et ne pas le dépasser ? En Europe, tout se bornait à des discussions diplomatiques, mais sur les lieux litigieux, les choses faillirent plusieurs fois s'envenimer.

Les Belges, arrivés les premiers dans la région, n'entendaient évidemment pas déguerpir. Les Français, forts de ce qu'ils croyaient leurs droits, voulaient occuper le pays. C'est ainsi que, le 16 mars 1893, un incident grave devait éclater à Bangasso entre le Français Liotard et les Belges du poste. Voici comment le lieutenant Hennebert raconte cet incident dont il fut témoin :

« A cette époque, Mathieu (Émile) était résident chez le grand chef Bangasso. La résidence était bâtie sur la rive droite du Bomu. Mathieu était là seul blanc. Il avait avec lui une simple escorte d'une vingtaine de soldats. Le village du grand chef Bangasso était situé dans l'intérieur à quelques centaines de mètres de la rive. Liotard, chef de l'expédition française, résidait au poste « des Abiras » sur la rive droite de l'Ubangi à quatre ou cinq kilomètres en aval de Yakoma.

« J'occupais Yakoma avec une garnison très importante, au confluent du Bomu et de l'Uele.

« Liotard attendait depuis assez longtemps, aux Abiras, le moment propice pour pénétrer au nord du confluent Uele-Bomu.

« Il avait toujours été empêché de mettre à exécution son projet de pénétration, non seulement parce que la voie fluviale lui était interdite par suite de notre occupation de Yakoma, mais aussi parce que ses moyens

matériels, ses effectifs ainsi que son influence politique avaient toujours été inférieurs aux nôtres. Plusieurs tentatives avaient échoué et il avait dû se borner à protester platoniquement auprès de nous à chaque occasion, contre notre occupation agissante.

« Toutefois, au début de mars 1893, le poste des Abiras reçut un renfort de trente à quarante soldats algériens blancs, armés et équipés à l'européenne. Ce détachement était commandé par le duc d'Uzès, avec comme adjoint Monsieur Pottier. Grâce à cet appoint, Liotard résolut d'agir et de se rendre à Bangasso (poste) chez le grand chef, par l'intérieur des terres.

« J'avais eu l'occasion de voir aux Abiras, le 7 mars, cette petite troupe algérienne, qui me fut présentée par son chef. Ces soldats avaient été levés et équipés par le duc d'Uzès qui payait aussi leur solde et leur entretien.

« Dès le 9 mars, j'apprenais par mon service d'observation qu'une expédition se préparait aux Abiras.

« Le 12, j'apprends que Liotard a quitté sa station le jour même, à l'aube. Sa colonne comporte la garnison sénégalaise des Abiras et le détachement algérien, mais ni Monsieur d'Uzès ni Monsieur Pottier. Les seuls blancs qui accompagnent la troupe sont MM. Liotard et Fresse.

« J'avise Mathieu par un courrier rapide et, le même jour, je me mets en route pour Bangasso avec un fort détachement qui voyage, mi-partie par eau, mi-partie par terre suivant la rive. Je suis accompagné par les sous-officiers Buret et Dumoulin. Le 14, dans la journée, nous arrivons à Bangasso, où nous trouvons Mathieu.

« Le 15, nous recevons des nouvelles de la marche de Liotard et nous apprenons que le soir sa troupe campe à courte distance de Bangasso (poste).

« Le 16, vers 8 heures du matin, la garnison de Bangasso, renforcée par le contingent de Yakoma, se trouve l'arme au pied sur le terrain d'exercice sur lequel aboutit le chemin que doit emprunter la colonne Liotard.

« A cette heure, la troupe de Liotard fait son apparition, son chef en tête, suivi du drapeau déployé. Mathieu et moi, nous nous portons vivement vers lui et voici à peu près le dialogue qui s'engage :

— Mathieu : M. Liotard, que venez-vous faire ici à la tête d'une troupe armée ?

— Liotard : Je viens, au nom de mon gouvernement, prendre possession de ces territoires qui sont français.

— Le gouvernement de l'État Indépendant du Congo ne peut se déclarer d'accord avec vous sur ce point. D'ailleurs, en raison de l'éventualité de vos prétentions et de votre tentative, j'ai reçu du commandant de l'expédition de l'Ubangi l'ordre de vous mettre en état d'arrestation.

— Oh ! je voudrais bien voir cela ! Je vais faire avancer ma troupe.

« Puis se tournant vers la tête de sa colonne arrêtée à l'entrée de l'allée bordée de bananiers qui débouche sur le terrain d'exercice, il crie à Monsieur Fresse d'avancer.

« Sa troupe s'avance en effet et se déploie en tirailleurs, tandis que Mathieu commande à la troupe de l'État Indépendant du Congo devant laquelle se trouvent Buret et Dumoulin de charger les armes. Quant aux hommes de Liotard, qui sont également à genoux, ils étaient arrivés l'arme chargée. Au geste de nos hommes s'apprêtant à tirer, Liotard ouvre les bras et s'écrie :

— Arrêtez ! Arrêtez ! Vous allez tirer sur le drapeau français !

A quoi Mathieu répond :

— Il vous est loisible d'empêcher cela, Monsieur Liotard, en vous retirant de mon poste, vous et vos soldats.

« La discussion continue, passionnée, pendant quelques minutes, durant lesquelles les soldats des deux postes sont en présence, le doigt sur la détente. Ces instants sont tragiques ; un coup de feu involontaire eût causé une conflagration générale.

« Heureusement, cet événement ne se produisit pas. Enfin, Mathieu accorda à Liotard, dans un but d'apaisement, l'autorisation d'attendre le retour du commandant Balat, qui serait rappelé par un courrier urgent. Liotard s'engageait, de son côté, tout en ménageant les revendications de la France, à se soumettre à la décision de Balat. Il fut entendu, d'autre part, que Liotard et sa troupe camperaient à l'endroit désigné par Mathieu, que les Français n'arboreraient pas leur drapeau, que personne ne sortirait du camp avant l'arrivée de Balat et que le camp pourrait être gardé à ses issues par des soldats de l'État.

« Mathieu exigea en outre du commandant français sa parole qu'aucune action politique ne serait faite auprès du grand chef Bangasso à l'occasion de la présence de Liotard dans la région.

« Liotard souscrivit à toutes ces exigences. Son camp fut établi dans un groupe de huttes abandonnées, entourées d'une palissade. Quelques jours passèrent ainsi. Puis, le commandant ne revenant pas ([1]), Mathieu provoqua une palabre, au cours de laquelle le grand chef Bangasso déciderait s'il acceptait la présence et l'établissement des Français sur une partie de son territoire. Liotard donna son adhésion à ce programme. Nous pouvions avoir une confiance anticipée dans l'avis de Bangasso, qui n'avait cessé de témoigner de sa sympathie et de son amitié fidèle aux Belges, en général, et à Mathieu, en particulier. Aussi, le jour de la palabre, après avoir entendu les raisons de Liotard et la réplique de Mathieu, Bangasso prit une décision que l'interprète de Liotard traduisit en français à son commandant. Sans ambages et sans ménagements, Bangasso déclarait s'opposer à l'établissement des Français sur son territoire et les engageait à retourner là d'où ils étaient venus.

« Liotard se soumit et regagna la station des Abiras, où il attendit jusqu'au jour où l'accord franco-belge du 14 août 1894 mit fin au conflit en attribuant à la France la région située au nord du Bomu » ([2]).

([1]) Le commandant Balat, chef de la région, était en expédition dans le Nord ; il ne devait rentrer à Bangasso que pour y mourir le 15 avril.

([2]) Cité par le R. P. Lotar, *La Grande Chronique du Bomu*, p. 55.

Semio.

Mais bien avant cet incident, l'occupation belge avait progressé dans la région. Après Bangasso, les chefs Semio et Rafai sollicitèrent eux aussi l'envoi chez eux d'un résident et se déclarèrent prêts à arborer le drapeau bleu étoilé d'or. Le lieutenant Foulon fut envoyé chez Semio, avec lequel, comme on l'a vu, Milz avait déjà conclu un traité intéressant. Semio fut d'ailleurs, pendant la période difficile de l'expédition Vankerckhoven et des combats contre les Mahdistes, le plus précieux et le plus fidèle des auxiliaires et ses troupes furent de tous les combats et de toutes les expéditions dangereuses.

Rafai.

Faute de personnel disponible, Vankerckhoven dut attendre jusqu'en février 1892 pour pouvoir envoyer chez le sultan Rafai le lieutenant de la Kéthulle de Ryhove. Celui-ci allait cependant trouver, flottant sur le poste, le drapeau de l'État qu'y avait envoyé Milz quelques mois auparavant. Comme chez Semio, l'officier représentant l'État Indépendant fut reçu dans le plus grand faste, à grand renfort de salves, de bannières déployées, de roulements de tambours et de sonneries de trompettes.

Dans son rapport, le lieutenant de la Kéthulle écrivait : « Le sultan Rafai nous a produit la meilleure impression. Il paraît âgé de 35 à 40 ans ; il est assez corpulent, sa taille est au-dessus de la moyenne ; ses épaules sont larges. Il a la tête rasée, couverte d'une calotte blanche tranchant vivement sur sa peau très noire. Un mince collier de barbe encadre sa physionomie expressive et une fine moustache effilée orne sa lèvre supérieure. Il a les yeux vifs, les dents blanches, et il est un peu marqué de la petite vérole. Sa démarche est fière. Lorsqu'il vint nous recevoir, il était vêtu d'une

tunique en velours noir, serrée à la taille par une écharpe de soie (koffie) et d'un pantalon blanc flottant à la turque. Il était ceint d'une cartouchière à pipeaux en peau de léopard et chaussé de pantouffles en cuir de buffle.

« L'escorte du sultan était formée de soldats tous habillés de coton blanc et armés de Remington et de fusils à piston à un coup (en arabe *brâda*) ou à deux coups (en arabe *changer*). Le sultan, les chefs, les hommes d'armes et presque tous les habitants parlent arabe.

« Nous allons avoir à faire à un peuple chez lequel la civilisation égyptienne avait pénétré par le nord, le Kordofan, le Darfour et le Bahr-el-Ghazal, et chez lequel l'influence musulmane du Wadei s'était étendue... » [1].

Le 7 avril 1892, de la Kéthulle concluait avec Rafai un traité par lequel ce chef reconnaissait la souveraineté de l'État et acceptait un résident.

De sa résidence, de la Kéthulle allait faire une base de départ pour deux grandes expéditions vers le nord, dont nous parlerons plus loin.

Ndoruma.

Dans le Haut-Bomu, le sultan Ndoruma réclamait, lui aussi, la protection de l'État et l'envoi d'un officier. Parti de Suronga, le capitaine Janssens, envoyé par Delanghe, arriva chez le chef azande en septembre 1893. Mais au lieu de la collaboration franche rencontrée chez d'autres chefs, l'État allait connaître avec Ndoruma une série de difficultés de plus en plus graves.

Sasa.

Le sultan Sasa fut plus difficile à convaincre ; vexé d'avoir vu attribuer à son neveu Semio des territoires sur lesquels il estimait avoir des droits exclusifs, il ne

[1] Cité par le *Mouvement Géographique*, 24 novembre 1895, col. 301.

céda qu'après un arrangement avec ce dernier qui lui rendit la souveraineté de ses terres. Ce n'est qu'en octobre 1893 que le lieutenant Foulon, qui avait quitté Semio pour Sasa, put obtenir de lui un traité d'amitié, après un an de difficiles palabres. Il continua d'ailleurs à créer des difficultés à l'État par ses revendications territoriales.

Les grandes expéditions au nord du Bomu.

Première expédition de la Kéthulle (déc. 1892 — fév. 1893).

Chez Rafai, le résident reçut la visite de vassaux de ce dernier qui vinrent l'assurer de leur obéissance à l'État et affermir ainsi sa domination vers le nord. En décembre 1892, de la Kéthulle, désireux de visiter ces populations et d'essayer de pousser plus loin vers le nord-est en direction du Kotto (affluent de l'Ubangi), quittait le poste après avoir averti son chef, le commandant Balat, à Bangasso. A la tête des soldats de Rafai, il se rendit d'abord chez Yangou et de là vers l'ouest à Songo.

La première partie du voyage fut aisée ; les populations se montraient accueillantes. Mais près de Mbali, les farouches Veddris prirent une attitude hostile et il fallut repousser une attaque à la lance et aux flèches, au village de Baraka. Dès lors, l'expédition ne trouva plus devant elle que des villages abandonnés et dut se contenter, en fait de vivres, des produits de la chasse.

Cependant, à Songo, le 12 février, de la Kéthulle reçut du commandant Balat l'ordre de rejoindre Rafai. Le chef de la région avait l'intention de poursuivre lui-même l'expédition vers le nord mais la maladie le terrassa avant qu'il pût réaliser ce dessein ; il mourut le 15 avril, à Bangasso.

Expédition Hanolet (sept. 1893 — déc. 1894).

Le commandant Hanolet, successeur de Balat, reprit les projets de son prédécesseur, avec l'intention de créer des postes de l'État jusqu'aux limites du bassin du Bomu.

Il installa d'abord le lieutenant Stroobant à Sandu, chez le frère de Rafai. Remplacé bientôt par l'agent Dezitter, Stroobant alla fonder un poste à Darbaki. En octobre, il fut appelé à Bangasso où Hanolet le mandait pour se joindre à l'expédition du Chari.

Par Bakuma et Settet, le capitaine Van Calster, le lieutenant Stroobant et l'interprète Inver gagnèrent Dabago où ils établirent une station. Pas d'incident grave, mais une marche très pénible dans la savane sans ombre... Arrêtée dans ce poste par la maladie, l'expédition fut retardée dans sa marche en avant. Une autre mission lui fut alors confiée. Après une série d'ordres, de contrordres et de malentendus créés par l'irrégularité des courriers, Stroobant alla fonder un poste à Kuria où il fut rejoint par Hanolet, qui poursuivit jusqu'à Dabago, dont il voulait faire la nouvelle base de départ vers le nord. Ce poste était, en effet, devenu un centre commercial important où les échanges étaient très actifs avec les marchands arabes qui venaient y vendre ivoire et chevaux (vingt-huit francs pour un cheval !).

Dans le but de reconnaître les routes commerciales du Tchad, l'expédition poussa jusqu'à Mbele où se trouvaient en juin : le commandant Hanolet, le capitaine Van Calster, le lieutenant Grévisse et l'interprète Inver. De nouveau, la maladie arrêta les progrès de l'expédition. A la fin du mois d'août, Grévisse et Van Calster, épuisés, rentraient péniblement à Dabago où ils furent rejoints le 1er novembre, par Hanolet et Inver.

Expédition Nilis - de la Kéthulle (fév. — mars 1894).

Le commandant Nilis, désigné le 20 novembre 1893

pour commander une expédition vers le Dar-Fertit (sources de l'Ada) quitta Rafai avec les lieutenants de la Kéthulle, Gérard et Gonze le 8 février 1894. Il avait sous ses ordres un fort détachement de la Force Publique et des auxiliaires fournis par le sultan Rafai. Le but à atteindre était Hofrah el Nahas, pays où des racontars, d'ailleurs peu précis, situaient d'importantes mines de cuivre.

Après un mois de marche, la colonne arrivait à Katuaka, ayant malheureusement perdu en chemin le lieutenant Gonze qui mourut avant d'avoir atteint le but. A Katuaka, résidence du chef Achmet Kurcia, Nilis créa le poste appelé « fort de l'Ada », y laissa une centaine de soldats sous le commandement du lieutenant Gérard et rentra à Rafai. Les inondations de la vallée de l'Ada l'avaient empêché de pousser jusqu'à Hofrah el Nahas.

Le poste fut renforcé et, en juillet 1894, le commandant Georges le Marinel, Inspecteur d'État, s'y trouvait en personne avec cent quarante soldats et un canon. Le mois suivant, les Mahdistes s'allièrent au chef local pour attaquer le poste. En août, menacés par trois mille Mahdistes bien armés, les occupants du poste, malgré un renfort de cent cinquante à deux cents hommes venus de Rafai, furent obligés de battre en retraite vers le sud jusqu'à Bandassi, retraite désastreuse où beaucoup d'hommes moururent à la suite des privations et des fatigues imposées par les marches forcées.

Expédition Fievez — Donckier de Donceel
(mars 1894 — oct. 1894).

Résidant chez Semio et Sasa, le lieutenant Fievez reçut ordre d'étendre ses relations avec les Arabes du nord et d'établir des postes chez Faki Ahmed et à Dem Ziber.

Avec les lieutenants Walhousen et Donckier de Don-

ceel, il quitta Semio le 8 mars 1894 et, par Baraka et Rabet, gagna Ombanga où de mauvaises nouvelles l'obligèrent à s'arrêter : Baert, chef de l'Uele, lui faisait part du désastre de l'Akka, où les Mahdistes avaient infligé une cruelle défaite aux troupes de l'État, et du massacre de la colonne Bonvalet-Devos par le chef Mbili [1]. Le haut Uele avait besoin de renforts et Fievez, Walhousen et Semio rentrèrent au Bomu pour les organiser.

Donckier, seul, poursuivit la marche vers le nord, accompagné en tout et pour tout par cinquante-six hommes... Après deux mois d'attente passés en efforts longtemps vains pour s'assurer des dispositions de Faki Ahmed, il se mit en marche en juin et atteignit Boru le 25 juillet. Après beaucoup d'hésitations, dues à la crainte des derviches, Faki se montra plein de bonne volonté et fournit au représentant de l'État des hommes pour la garnison qu'il voulait y installer.

Pendant plusieurs mois, Donckier se maintint seul dans la région, toujours menacé par les Mahdistes venus du nord-est. En septembre, une mutinerie éclata au poste de Liffi. Les auxiliaires, instigués par Faki Ahmed, s'étaient révoltés et les soldats s'efforçaient de tenir le poste. Grâce à l'arrivée de renforts envoyés par Walhousen, Donckier parvint à rétablir l'ordre. Douze soldats avaient perdu la vie dans cette bagarre.

Cependant, les Mahdistes se montraient de plus en plus menaçants et certains indigènes faisaient cause commune avec eux. Mal ravitaillés, Walhousen et Donckier se replièrent sur Morjane. Donckier fit cependant une série de reconnaissances et dut livrer un combat de deux jours, les 2 et 3 décembre 1894, contre les indigènes de la région. Heureusement, quelques jours plus tard, la colonne Colmant vint renforcer le poste de Morjane.

(1) Voir Chapitre IV.

Expédition Colmant (1894).

Envoyé dans le nord par Francqui (1) pour y renforcer les postes du Bomu menacés par les Mahdistes, le commandant Colmant, malgré la famine et les incessantes attaques de batteurs d'estrade indigènes, rejoignit Walhousen à Morjane. Toutes forces réunies, il décida de pousser jusqu'à Tarragone, sur le Bahr-el-Arab. Hélas ! à peine parti, il recevait l'ordre d'évacuer tous les postes fondés par l'État au nord du Bomu... Avant de quitter définitivement la région, il alla cependant visiter les ruines de Dem Ziber, ancienne résidence de Lupton Bey au temps de la domination égyptienne sur le Bahr-el-Ghazal (2). Près de dix ans plus tard, un autre Belge, le capitaine Landeghem, revint à Dem Ziber lors d'une nouvelle tentative de Léopold II pour occuper le Bahr el-Ghazal (3).

Évacuation. Massacre de la colonne Janssens-Van Holsbeek.

Le 14 août 1894 avait été signée une convention franco-belge, aboutissement des longues discussions qui duraient depuis la découverte de l'Ubangi : la frontière entre l'État Indépendant du Congo et la colonie française était fixée au thalweg du Bomu jusqu'à sa source.

Dès lors, il ne restait plus qu'à envoyer, à tous ceux qui avaient lutté et souffert au nord de cette rivière pour y faire flotter le drapeau de l'État Indépendant, l'ordre d'évacuer tous les postes et de rejoindre la rive gauche de l'Ubangi-Bomu. C'est ainsi que Colmant reçut à Morjane la lettre suivante écrite par Delanghe le 30 novembre 1894 (4) :

(1) Francqui était à cette époque commissaire du district de l'Uele.

(2) Il en a laissé une description poétique et quelques croquis. Voir *Mouvement Géographique*, 20 février 1898, col. 107.

(3) Voir Chapitre IV.

(4) *La Grande Chronique du Bomu*, par le R. P. Lotar, p. 115.

Monsieur le Lieutenant,

« J'ai l'honneur de vous faire connaître la conclusion d'un traité franco-congolais limitant les possessions de l'État au Bomu jusqu'à sa source et à la ligne de faîte Congo-Nil jusqu'au 30e méridien Est de Greenwich.

« Toutes les troupes que nous avons dans le nord doivent se retirer et vous les dirigerez, dès qu'elles seront concentrées à Bibi ou à Rabet, sur notre résidence de Fakrakra, au sud-ouest de Semio, avec tout le matériel et les marchandises.

« Vous ne communiquerez à personne la raison de notre marche rétrograde ; il suffira de dire que c'est moi qui vous rappelle. Le sultan Semio est averti. »

Cette retraite générale en deçà des frontières fixées par le nouvel accord franco-congolais ne devait pas s'exécuter sans incident. Il était en effet assez difficile d'expliquer ce mouvement aux indigènes et ils l'interprétaient facilement comme une manifestation de faiblesse. De là à profiter de cette faiblesse, il n'y avait qu'un pas : le premier symptôme de ceci fut la difficulté qu'éprouvèrent dès lors les colonnes en retraite pour se procurer leur ravitaillement. Bientôt d'ailleurs l'hostilité devint ouverte et les attaques se firent fréquentes.

Cependant, les postes de Ndoruma et de Mopoie ayant perdu leur importance de base de départ pour les expéditions projetées vers le Bahr-el-Ghazal, il fut décidé de les évacuer également. En janvier 1895, le sous-officier Van Holsbeek fut envoyé chez le capitaine Janssens à Ndoruma pour lui apporter l'ordre d'abandonner la station et de se replier sur Mopoie.

« Fin janvier 1895, Van Holsbeek arrivait donc à Ndoruma et remettait à Janssens l'ordre de lever la station. Jugeant que le nombre de porteurs fournis par Mopoi était insuffisant pour évacuer les munitions, les bagages, les marchandises, Janssens envoya un sergent noir au village de Ndoruma pour inviter le chef à se rendre à la résidence. Il avait évidemment l'intention de lui annoncer l'évacuation du poste et de lui demander un supplément de porteurs.

« D'après les relations indigènes, le sergent s'acquita en ces termes de sa mission :

« Le capitaine t'appelle au poste, mais je te conseille de ne pas y aller ; je crois qu'il veut se saisir de toi...

« A cette étrange communication, Ndoruma aurait répondu :

« Dis au capitaine que je ne puis me rendre au poste, mais que je lui fais remettre les cinq pointes d'ivoire et les deux paniers de poules que voici.

« Le lendemain, le capitaine envoya à Ndoruma le même sergent insistant pour que le chef se rendit au poste européen. Le chef répondit au sergent :

« Pourquoi m'y rendrais-je ? Tu m'as dit toi-même que si j'y allais, je serais arrêté. Je n'y vais donc pas.

« Le sergent ne rapporta à Janssens que les dernières paroles.

« Deux jours se passèrent dans l'attente d'un revirement de la part de Ndoruma. Puis, Van Holsbeek se rendit en personne au village du chef. Il trouva les cases abandonnées.

« En même temps le bruit se répandit dans la chefferie que Ndoruma menacé par les européens, avait quitté sa résidence. De toutes parts, les indigènes s'armaient et déjà se dirigeaient vers le village de leur chef.

« Au retour de Van Holsbeek, Janssens décida de détruire les marchandises et les bagages qu'il ne pouvait évacuer, faute de porteurs.

« Le lendemain, la garnison de Ndoruma prenait la route de Mopoi. Van Holsbeek marchait en tête de ses hommes. Le gros des soldats suivait avec les porteurs, les femmes et les enfants, Janssens fermait la marche avec une partie de son propre contingent.

« La caravane traversa l'Uere (de rive sud à rive nord) en aval du sentier qui reliait la station à la résidence de Ndoruma. Arrivée au village Mozunga, l'avant-garde se heurta à quelques indigènes armés qui, aussitôt, se mirent à crier, lançant des appels dans toutes les directions. Soudain, un coup de fusil partit du côté des indigènes : immédiatement, quelques décharges répondirent de notre côté. La caravane poursuivit son chemin le long du sentier, tandis que les indigènes accouraient en grand nombre, hurlant, tirant des coups de feu, lançant javelots et trombaches.

« Aussi, la marche se ralentit, devient une épouvante : soldats, porteurs, femmes tombent. On ne peut songer à les relever, à les emporter. On marche ainsi depuis une heure et déjà la caravane a dû quitter la route de Mopoi ; elle dévie vers le nord, refoulée de ce côté par les assaillants. Tout à coup, un assaut furieux s'abat sur la colonne, y fait une trouée. Janssens, à l'arrière, tombe, la poitrine déchirée d'un coup de lance. Les porteurs, pris de panique, jettent leurs charges et bondissent dans la brousse. Les femmes et enfants, éperdus, abandonnent le sentier. Tous ces malheureux tombent sous les coups des Azande.

« D'instinct, quelques soldats valides courent se rallier autour de Van Holsbeek.

« A l'arrière, Janssens, gisant sur le sentier, est achevé par les assaillants.

« La colonne était coupée, et Van Holsbeek ignore ce qui se passe à l'arrière. On marche, on tiraille depuis des heures, les munitions s'épuisent.

« Les Azande constatent que la résistance faiblit : de nouveaux assauts se succèdent. Pas un soldat qui ne soit blessé. Van Holsbeek, calme, d'un sang-froid qui en impose aux agresseurs, est toujours en tête. Les lances l'ont frôlé, les broussailles du chemin ont déchiré ses vêtements.

« Vers le soir, il arrive à la Puluka, affluent du Biki ; là, épuisé par de longues heures de combat, sous un soleil de feu, n'ayant trouvé pour rafraîchir sa gorge desséchée que quelques feuilles et des herbes arrachées hâtivement le long du chemin, il s'adossa à un arbre, entouré des huit hommes qui lui restaient. A cet endroit, tous brûlèrent leurs dernières cartouches, et quand le dernier soldat ne fut plus qu'un cadavre, Van Holsbeek, immobilisé par une lance dans la cuisse, de son revolver, abattit à ses pieds deux Azande qui s'élançaient sur lui. Alors, il appuya le canon de son arme contre sa tempe et se fit sauter la cervelle. Il tomba près des corps des huit braves noirs, au centre d'un cercle de cadavres ennemis.

« La dépouille de Van Holsbeek fut portée à Ndoruma qui lui donna une sépulture dans un coin de son village » (1).

Ce crime ne resta pas impuni. Avant son départ pour Redjaf, Chaltin conduisit contre Ndoruma une expédition où la Force Publique vengea les massacres de 1894 (2).

Résultats.

La convention signée avec la France terminait les longues discussions commencées dès les premières expéditions de Vangele le long de l'Ubangi. Elle les terminait très mal pour tous les courageux officiers et sous-officiers qui se voyaient contraints d'abandonner des territoires pour l'occupation desquels ils avaient souffert pendant plusieurs années et où quelques-uns d'entre eux avaient laissé leur vie. Ce furent les Français qui profitèrent de leurs travaux dans la région. De leurs sacrifices, il ne devait rester qu'un peu de gloire, trop peu d'ailleurs, car ceux-là dont l'œuvre n'a pas laissé de traces, ne trou-

(1) *La Grande Chronique du Bomu*, par le R. P. Lotar, p. 131.

(2) Voir chapitre IV.

vent que peu de place dans les mémoires et dans les livres qui relatent les hauts faits des pionniers.

Ainsi ramené au sud du Bomu et sans espoir d'extension de ce côté, Léopold II reprit avec plus d'ardeur encore son rêve d'expansion vers le Nil et prépara une nouvelle grande expédition vers cette région.

Le Kwango. (voir carte II/4)

La déclaration de neutralité du 1er août 1885 fixait au parallèle de Noki et au 6me parallèle sud les limites de l'État dont on venait de proclamer l'indépendance. Mais une convention particulière, conclue le 14 février 1885 avec le Portugal, ne parlait que du parallèle de Noki jusqu'au Kwango et « à partir de ce point dans la direction du sud, le cours du Kwango (Cuango) » (1). Aussi, Léopold II se crut-il autorisé à faire occuper par ses troupes la région comprise entre le Kwango et le Kasai.

Cette contrée n'avait jusqu'alors été parcourue, par des explorateurs européens, que dans la zone des sources de ces deux rivières. Citons Livingstone (1854), Pogge (1875-1876), Capello et Ivens (1879-1880) et von Mechow qui, en 1880, atteignit le premier les chutes qu'il baptisa « Empereur Guillaume » et « François-Joseph ». Il fut le premier blanc à séjourner chez le chef Mwene Putu Kasongo à Kasongo Lunda.

Il fallut attendre 1881 et 1884 pour que les expéditions von Wissmann-Pogge et von François atteignent par le sud le Kasai et la Lulua et fondent le poste de Luluabourg en 1885.

En 1886, l'État Indépendant renvoyait de ce côté von Wissmann avec le capitaine de Macar et le lieutenant Paul Le Marinel. Par Luebo, ils allèrent remettre sur pied

(1) Art. 3 de la convention. LYCOPS et TOUCHARD, *Recueil usuel de la législation de l'État*, tome I, p. 17.

la station de Luluabourg tombée à l'abandon. Mais l'immense région comprise entre le Kasai et le Kwango demeurait toujours en grande partie inexplorée, malgré les tentatives de Wolff (1885) et Buttner (1886). Ils furent arrêtés par l'attitude intransigeante du « Kiamfu » Mwene Putu qui leur interdit l'accès de la région située à l'est du Kwango.

Pendant que ses deux compagnons exploraient la région située à l'ouest de Luluabourg, de Macar tenta une expédition vers les territoires du sud-ouest. Il se heurta malheureusement aux farouches Kiokios ; traqué dans les forêts et les marais par d'insaisissables ennemis, il fut contraint à la retraite, une retraite pénible qui ramena à Luluabourg une troupe pitoyable de soldats « blessés, déchirés, dépouillés, exténués de fatigue » [1]. Cette région allait rester longtemps encore vierge de toute occupation.

Expédition van de Velde.

Cependant, en juillet 1889, le commandant Frédéric Van de Velde, accompagné des lieutenants Liénart et Lehrmann et d'un groupe de soldats zanzibarites, quittait le poste de Matadi et se dirigeait vers le Kwango qu'il atteignit au nord de Popokabaka. Ce point était situé à une centaine de kilomètres en amont de Kingushi, endroit atteint en décembre 1886 par un autre agent de l'État Indépendant, le docteur Mense, venu du nord en compagnie du missionnaire Grenfell à bord de son vapeur « Peace ».

De Popokabaka, Van de Velde remonta le long de la rive droite du Kwango vers Kasongo Lunda, résidence de Mwene Putu. « Aux approches de celle-ci, Lehrmann,

(1) de Macar, cité par Janssens et Cateaux, *Les Belges au Congo*, Tome I, p. 681.

malade, qui voyageait en hamac, se trouva tout à coup en face d'une troupe hostile. Il mit pied à terre et marcha à sa rencontre, muni seulement d'une canne. Un indigène lança vers lui un brandon qu'il esquiva. Un autre se précipitait sur lui avec un couteau. Entre-temps, les serviteurs de Lehrmann avaient apporté un fusil. L'officier sauva sa vie en tirant à bout portant sur son adversaire. Bientôt il était entouré de quatorze zanzibarites qui, avec leurs armes à feu, tuèrent trente indigènes. Le chef du village eut le genou fracassé par une balle de revolver. Après l'engagement, il demanda des remèdes et Lehrmann soigna tous les blessés du village » [1].

Parlant de Mwene Putu, le lieutenant Gorin écrivait : « Avant l'occupation du pays par les fonctionnaires de l'État, il a, par des incursions et des razzias, complètement ruiné la partie de la rive droite comprise entre Damba et les chutes « François-Joseph », sur un espace de vingt lieues, forçant les populations à se réfugier sur la rive gauche.

« Installé à Kasongo Lunda, entouré constamment d'une garde dévouée, forte de 700 à 800 hommes, il dicte ses ordres jusqu'aux extrémités du pays et tous s'empressent d'envoyer au chef redouté les vivres, le gibier et les esclaves qu'il réclame pour satisfaire aux exigences de son sérail et de sa garde, dont la seule occupation consiste à veiller sur le chef en échange du bien-être qu'il leur fournit. Voilà bien le type du chef Lunda » [2].

Accueilli avec bienveillance par ce puissant potentat, Van de Velde poursuivit son expédition vers l'est et, par Mwata Kumbana, rejoignit la Lulua à Luebo pour rentrer par eau à Léopoldville. Trop faible pour occuper le pays, la colonne avait cependant montré les armes de

[1] M. Plancquaert, S. J., Les Jagas et les Bayakas du Kwango, pp. 127, 128.

[2] P. Plancquaert, S. J., *Ouvrage cité*, p. 141.

l'État dans le domaine du « Kiamfu » et parcouru pour la première fois une partie importante de cette région peu connue.

Expédition Dhanis.

Le lieutenant Dhanis, commissaire de district de 1re classe, jeune officier de 28 ans depuis six ans déjà au service du Congo, fut chargé de commander une nouvelle expédition destinée à poursuivre l'exploration des territoires situés à l'est du Kwango supérieur et d'en assurer l'occupation.

Le 23 avril 1891, quatre-vingts soldats et cent cinquante porteurs partaient de Lutete, sur la route des caravanes, sous les ordres des sous-officiers Volont et Sterckmans, adjoints au chef de colonne. Par Kisantu, ils atteignirent le Kwango après vingt-huit jours de marche, en face du village de Mwene Dinga, entre Popokabaka et Kingushi. Comme Van de Velde, ils gagnèrent Kasongo Lunda en suivant la rive droite.

L'accueil du chef à cette imposante colonne fut bruyant. Des danses guerrières furent organisées en l'honneur de Dhanis qui raconte ainsi sa première entrevue :

« Tour à tour, les guerriers tenant le long couteau du Lunda [1] exécutaient des danses effrénées devant le chef, puis faisaient le simulacre de lui porter un coup de pointe au cœur. Poussant un cri féroce, ils arrêtaient leur arme, la retiraient et l'enfonçaient en terre.

« Le chef accepta d'abord ces hommages puis donna l'ordre de me les adresser. Je dois avouer que ces hommages étaient peu agréables, surtout quand de nouveaux guerriers exécutèrent la même pantomime avec des lances, puis avec des baguettes de fusil limées en pointe.

(1) Lunda, nom donné par les Portugais à cette région.

« La musique continuait toujours et même les musiciens redoublaient d'ardeur, le bruit devint assourdissant ; tout le monde s'animait en poussant des cris et en se trémoussant sur place à la cadence de la musique ; je sentais qu'on allait arriver à une catastrophe.

« Tout à coup, un des hommes de l'escorte sortit des rangs et dit : « Commandant, je dépose mon fusil à vos pieds, car aussi vrai que je me nomme Simba Manyama, nous allons mourir. Je connais le jeu des tambours qui sont de mon pays. Ils ont joué la guerre et le massacre ; les guerriers, excités par le chanvre et affolés par la musique, ne se possèdent plus et vont s'élancer ; il leur faut du sang. »

« Un grand silence s'était fait ; la diversion nécessaire s'était produite et tout le monde se calma.

« Il est certain que le brave Simba venait de sauver l'expédition mais le charme était rompu et l'entrevue prit fin » (1).

Malgré les tentatives d'opposition du despote, Dhanis décida de poursuivre sa route vers le sud. Le pays à travers lequel il s'engageait était dénué de toute ressource ; la région avait été ravagée par la guerre ; les villages, brûlés et dévastés, étaient abandonnés. Les maigres provisions emportées s'épuisaient et le but était encore lointain. Bientôt blancs et noirs durent se partager ce qui restait de nourriture et continuer leur marche en mangeant chaque jour une ration de cinq biscuits et demi par tête. Dhanis décida alors de rebrousser chemin jusqu'à Kujenge, pour éviter un désastre.

De là, il rejoignit la vallée de la Wamba et reprit sa marche vers le sud par Panzi, dans une région plus fertile et au milieu de peuplades relativement cordiales, avec lesquelles il conclut de nombreux traités.

Kapenda Kamulenda, le chef des Chinje, reconnut

(1) M Plancquaert, S. J., *Ouvrage cité*, p. 130 et 131.

l'autorité de l'État et accepta la création d'un poste militaire dans son village, poste dont le commandement fut confié à Volont. Dhanis reprit alors la route de Kasongo Lunda, laissant au passage quelques soldats à Nguri Akama et à Tembo Aluma.

Quelle émotion devait étreindre le blanc ainsi abandonné avec quelques soldats dans une contrée perdue et qui aurait à attendre de longs mois avant de revoir ses confrères... si tout allait bien. Et pourtant, pareille situation était monnaie courante à cette époque. Volont d'ailleurs, dans son carnet de route, avoue son anxiété : « M. Dhanis, dit-il, vient de me quitter, me souhaitant bonne chance. Je ne sais si c'est l'émotion ou la peur, mais, après son départ, j'ai été pris d'une fièvre terrible, et j'ai dû me mettre au lit pendant trois jours » (1).

Il allait séjourner un an à Kapenda Kamulenda avant d'être rappelé le 10 novembre 1891. Avec dix-huit soldats, il rejoignit, au prix de mille difficultés, à travers une région peu sûre, le lieutenant Verschelden à Kasongo Lunda. Des expéditions de renfort, commandées par ce dernier officier et le capitaine Dusart, avaient, entretemps, permis la création d'autres postes militaires dans la région.

Depuis le 10 juin 1890, en effet, sans attendre le succès de l'expédition Dhanis — qui n'était à ce moment qu'à Popokabaka — Léopold II avait créé par décret un nouveau district : le Kwango Oriental. Les limites de ce douzième district dépassaient largement celles qui avaient été provisoirement fixées lors de la déclaration de neutralité du 1er août 1885, et cela en s'inspirant de celles, moins précises, dont il était question dans la convention de février de la même année. Ce décret ajoutait ainsi plus de 300.000 kilomètres carrés au domaine de Léo-

(1) Cité par M. GERNEAU dans les *Vétérans Coloniaux* de juillet 1939. Le lieutenant Jules Volont, p. 8.

pold II. Quelques jours plus tard, nous avons vu que les troupes de la Force Publique en commençaient l'occupation, sous la conduite du premier des commissaires de district du Kwango : Dhanis. Celui-ci, après sa brillante randonnée vers Kapenda Kamulenda, fit de Popokabaka le chef-lieu du nouveau territoire et en entama l'organisation, qu'il poursuivit jusqu'au moment de sa désignation pour Lusambo en décembre 1891. Il allait y remplacer Paul Le Marinel et moissonner de nouveaux lauriers dans la glorieuse campagne contre les Arabes.

Difficultés avec le Portugal.

Le Portugal n'accepta pas cette prise de possession par l'État de la province de Lunda et éleva immédiatement de violentes protestations, bientôt appuyées par l'envoi devant Boma d'une canonnière... Le Roi, de son côté, envisageant le pire, envoya à Londres le lieutenant Liebrechts avec mission d'acheter un navire de guerre déclassé. Rééquipé et armé, ce navire devait aller porter à Lisbonne un ultimatum du Roi-Souverain. Ce projet reçut un commencement d'exécution mais fut cependant abandonné par Léopold II. Le navire choisi ne fut jamais acheté. C'est à cette époque aussi que fut créée la première batterie d'artillerie à Boma et que fut décidée, lors d'un conseil de guerre présidé par le Roi lui-même, la construction d'un fort à Shinkakasa.

Cependant, les négociations entamées à Lisbonne aboutirent à une solution de compromis. La convention signée à Bruxelles le 25 mai 1891 précisait les frontières communes tant avec l'enclave de Kabinda qu'avec l'Angola à l'ouest du Kwango. Le même jour une convention conclue à Lisbonne fixait les limites de l'État Indépendant depuis le Kwango jusqu'à la frontière rhodésienne. C'est à la suite de ces accords que Volont dut

abandonner le poste de Kapenda Kamulenda et rejoindre le lieutenant Verschelden chez Mwene Putu.

Une commission mixte était chargée de préciser sur le terrain le tracé de cette frontière. En faisaient partie pour l'État Indépendant : le missionnaire explorateur Grenfell, le lieutenant Corin et Monsieur Froment. Le 24 mars 1894, une déclaration commune approuvait le résultat de ses travaux.

Difficultés avec Mwene Putu.

Pendant le séjour de Dhanis, six postes, occupés par des volontaires de la Côte commandés par des officiers de la Force Publique, avaient été fondés le long du Kwango. Comme partout ailleurs, la maladie obligea certains à abandonner leur tâche pour rentrer en Europe (Sterckmans, Tilkens). D'autres furent enterrés sur place (sous-lieutenant Crouquet, mort d'hématurie à Mwene Dinga). Le lieutenant suédois Cederström, pris d'un accès de folie, fut assassiné par des indigènes sur la route de Léopoldville à Kingushi en janvier 1891 et, le mois suivant, l'employé Hochstras mourait à Kingushi des suites d'une blessure causée par un hippopotame qui avait renversé la pirogue dans laquelle il rejoignait son poste.

Après le départ de Dhanis, Mwene Putu prit une attitude menaçante et le capitaine Dusart, nouveau commissaire de district, se rendit chez lui avec Huguet pour prêter main-forte à Verschelden et Volont, qui résidaient à Kasongo avec soixante ou septante soldats.

La situation des quatre blancs et de leurs hommes y devint de jour en jour plus précaire. Mwene Putu avait réussi à les isoler en faisant massacrer les courriers qu'on leur envoyait de Popokabaka ou qu'eux-mêmes essayaient d'y faire parvenir. Menacés de famine, ils décidèrent de tenter une sortie ; le 28 avril 1892, ils se précipitent dans

la ville, enlèvent plusieurs barricades dans un furieux combat de douze heures où leurs soixante soldats brûlent des milliers de cartouches et tuent deux cents de leurs quinze cents adversaires.

Malgré ce succès, il fallut abandonner la résidence du Kiamfu et retraiter vers Popokabaka. Retraite pénible, on le devine, d'une colonne harcelée par un ennemi souvent invisible qui lui infligeait de sérieuses pertes dans une série d'embuscades comme celle que décrit Volont dans son carnet de route :

« Un jour, toute la colonne sur une profondeur de trois cents mètres était engagée dans un grand bois rempli de brousse. Une pétarade de coups de feu éclata sur toute la ligne. Plusieurs de nos hommes sont tués. Nous étions si près de l'adversaire que nous voyions sortir la flamme de leurs fusils. Des cailloux passent entre nous. Des balles sifflent... Nous avons une demi-douzaine de morts. Chez eux, nous ne savons pas. Pour moi, j'en ai tué un presque à mes pieds » ([1]).

Le 9 mai, après un dernier et sanglant combat livré la veille pendant quatre heures à Kilwanda, le détachement de Dusart rejoignit celui de Lehrmann à Popokabaka. Mais, là aussi, ils furent bloqués par les guerriers de Mwene Putu et durent se défendre contre de fréquentes attaques. Lorsqu'en août les renforts, amenés par eau et par route, permirent à Lehrmann de reprendre l'offensive, la compagnie du Kwango avait perdu un tiers de son effectif.

Deux mois plus tard, le Kiamfu faisait la paix sans combattre et la commission de délimitation des frontières, qui accompagnait Lehrmann, put commencer ses travaux sans être inquiétée.

Toutefois, cette soumission de novembre 1892 fut de courte durée. L'année suivante, Mwene Putu recommen-

([1]) *Les Vétérans coloniaux*, juillet 1939.

çait la guerre contre les forces du lieutenant Beirlaen, successeur de Verschelden à la tête de la compagnie. Attaqué par celui-ci la nuit de Noël 1893 et contraint à la retraite, Mwene Putu fut tué, en même temps que son frère, à la suite d'une trahison de son rival Lukokisa qui devait lui succéder dans la suite.

Lehrmann réoccupa Kasongo Lunda, rétablit la paix dans les régions troublées de son district et en explora les parties encore mal connues.

Le Katanga. (voir carte II/5)

Introduction.

Jusqu'en 1890, le sud-est de l'État Indépendant avait été totalement négligé par les agents de Léopold II. Liés aux cours d'eau, ceux-ci progressaient méthodiquement le long des voies navigables et ne voulaient aventurer des expéditions terrestres qu'après leur avoir assuré de bonnes bases de départ.

Que disaient de ce mystérieux sud-est les récits de ceux qui avaient parcouru la région [1] ? Pays fertile, affirmaient certains, pays de mines d'or et de cuivre, racontaient d'autres, pays dominé par un cruel potentat, déclaraient tous ceux qui étaient allés jusqu'à Bunkéia et y avaient fait la connaissance du tyran Msiri, gendre de celui qui allait donner son nom à la région : Katanga.

Msiri était le type même du grand chef despote et sanguinaire ; maître d'un immense territoire où il monopolisait le commerce, il commandait une importante armée de guerriers dont trois mille étaient armés de fusils, et se faisait craindre de tous par les supplices affreux qu'il infligeait aux nombreuses victimes de sa rancune... ou de son bon plaisir de sadique.

[1] Les Anglais Cameron, Livingstone, Arnot ; les Allemands Bohm et Reichard ; les Portugais Capello et Lyens.

Dès 1890, l'État Indépendant fut menacé d'être devancé au Katanga par Cecil Rhodes, dont la Compagnie à charte « British South Africa » envoya plusieurs expéditions vers cette région. L'une d'elles, sous le commandement de l'anglais Sharpe, atteignit la capitale du royaume de Msiri. Toutefois, l'envoyé de la « South Africa » ne réussit pas à faire signer par le chef le traité dont il était porteur. Il était urgent que l'État Indépendant affirmât autrement que sur le papier ses droits sur cette contrée difficile à atteindre. Solidement installé depuis peu au camp de Lusambo, le gouvernement possédait maintenant une excellente base de départ vers le sud-est.

Expéditions.

PAUL LE MARINEL (1891).

Le lieutenant Paul Le Marinel (frère de Georges, compagnon de Vangele lors des explorations de l'Ubangi), commissaire de district du Lualaba, fut chargé par le gouvernement de la première expédition. Vétéran de l'œuvre africaine, il avait déjà participé à une expédition de ce genre, de Luluabourg à Nyangwe, à l'aller comme second de von Wissmann et au retour comme chef de colonne (1887). En 1890, avec le lieutenant Gillain et cent vingt-cinq soldats, il relia pour la première fois les postes du Kasai à ceux du Lomami, en allant de Lusambo à Bena-Kamba où se trouvait à cette époque un poste commandé par le lieutenant Lenger et le sergent Debruyne.

Le 23 décembre 1890, Le Marinel quittait une fois de plus Lusambo. Cette fois, il était accompagné des lieutenants Legat et Descamps et du sous-officier Verdick.

Cent quatre-vingts soldats formaient l'escorte de l'expédition, qui comptait près de cent cinquante porteurs (1).

A travers des régions très peu ou pas connues, la colonne gagna sans incident grave le Haut-Lualaba à la fin du mois de mars. Seul, le chef Myzembe tenta de s'opposer à son passage et lui créa des difficultés. Après avoir essayé de temporiser, Le Marinel fut contraint d'employer la force... et obtint immédiatement libre passage.

Arrivé à proximité de Bunkéia, résidence de Msiri, Le Marinel lui fit envoyer des présents. Les messagers revinrent bientôt, porteurs d'une lettre des missionnaires anglais qui s'y trouvaient, invitant Le Marinel à s'y rendre. Le 18 avril 1898, les représentants de l'État firent dans le village une entrée triomphale, précédés de drapeaux bleus, étoilés d'or. Les soldats avaient revêtu pour la circonstance une tenue de réserve qu'ils avaient précieusement gardée dans leur sac et défilèrent martialement aux accents de leurs clairons.

Les transactions de Le Marinel avec Msiri pour l'amener à faire sa soumission à l'État et arborer chez lui le drapeau bleu restèrent aussi vaines que celles de Sharpe. Il réussit toutefois à lui faire accepter la création d'un poste militaire à Lofoï et emporta avec lui une lettre de Msiri au Gouverneur Général, écrite par un des missionnaires anglais, par laquelle le chef acceptait l'installation d'agents de l'État dans son domaine.

Le séjour de Le Marinel à Bunkéia fut endeuillé par un accident : l'explosion du dépôt de munitions qu'il avait installé dans son camp lui tua onze soldats et en blessa une cinquantaine. La perte matérielle (munitions, armement, charges diverses) affaiblit considérablement

(1) Faut-il croire M. A. J. Wauters lorsqu'il affirme que Léopold II « enjoignit au lieutenant Paul Le Marinel, chef du poste de Lusambo, de poursuivre sa marche vers le sud-est après avoir occupé le Katanga » de façon à s'assurer un débouché par la voie Nyassa-Shire-Zambèze ? (*Mouvement Géographique*, 9.1.10, col. 16).

sa troupe et fut sans doute pour beaucoup dans le peu de succès de ses palabres avec Msiri.

Cependant, profitant de l'autorisation accordée par ce dernier, il installa un poste sur la Lofoï, à deux jours de marche de Bunkéia. Il y laissa le lieutenant Legat et le sergent Verdick avec une quarantaine de soldats. L'endroit était insalubre..., mais il avait été imposé par Msiri et il n'était pas question, provisoirement, de s'installer ailleurs. C'est là, à près de mille kilomètres du poste de l'État le plus proche, dans une contrée hostile, que cette poignée d'hommes allait contribuer à maintenir l'autorité et les prétentions de l'État Indépendant.

En mai, Le Marinel reprenait le chemin de Lusambo qu'il atteignit le 18 août. Si Léopold II avait consacré de grosses ressources à l'expédition Vankerckhoven, peu de choses avaient été envoyées à Le Marinel et il n'était pas question, avec les faibles moyens qu'il avait pu rassembler dans son district, de faire une œuvre comparable à celle qui allait se poursuivre dans l'Uele. Ici, il s'agissait de faire vite et d'aller planter chez Msiri un drapeau symbolique entouré d'une force... à peu près aussi symbolique. En un temps record, Le Marinel avait mené à bien cette délicate mission.

La parole allait être donnée à d'autres...

L'Expédition de la C. C. C. I.

Les ressources de l'État Indépendant ne permettaient pas de faire mieux mais il existait, depuis 1887, une compagnie commerciale belge (la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie) qui s'occupait activement du développement économique du pays : chemins de fer, commerce, etc... Le Roi sollicita son appui auprès du capitaine Thys, administrateur-délégué.

Lancée par cette compagnie, l'expédition Alexandre Delcommune quitta Matadi le 5 septembre 1890. Son

chef, le plus ancien des coloniaux belges [1] s'était déjà distingué par une exploration commerciale dans le centre, le long des rivières Lukenie, Kasai, Lubefu, Sankuru, Lomami... Il emmenait avec lui un géologue, un médecin, un ancien officier de l'État, le capitaine Hakansson, un sous-officier, Cassart, futur héros de la campagne arabe et cent quatre-vingts soldats haoussas recrutés par Hakansson à Lagos.

Par la voie du Congo et du Lomami, Delcommune se dirigea vers le Katanga. Avant qu'il y parvienne, d'importants événements transformèrent le but de son expédition, qui prit un caractère aussi politique que commercial.

La Compagnie du Katanga.

Le 15 avril 1891 s'était en effet constituée une sorte de Compagnie à charte chargée de l'exploration du Katanga, où elle reçut d'importantes concessions. Le capital et les pouvoirs de cette compagnie se répartissaient entre l'État Indépendant du Congo, la C.C.C.I. et des souscripteurs divers dont beaucoup étaient Anglais, ce qui mit un frein aux prétentions anglaises sur cette région.

Dès lors, avec de nouvelles ressources, la Compagnie s'empressa de mettre sur pied deux expéditions politico-commerciales et scientifiques et reprit à sa charge l'expédition Delcommune qui remontait en ce moment le Lomami. Le capitaine anglais Stairs fut chargé de se rendre au Katanga par l'est en passant par Zanzibar et Karema, tandis que le capitaine Bia devait former une colonne qui irait chez Msiri par Matadi et Lusambo. De cette façon, trois expéditions différentes allaient parcourir le pays pour en ramener de précieux renseignements et y faire reconnaître l'autorité de l'État Indépendant.

[1] Il était à Boma lorsque Stanley y arriva en 1877.

Expéditions de la Compagnie du Katanga.

Delcommune (1890-1893).

Partis de Ngandu le 18 mai 1891, le capitaine Hakansson, le docteur Briart, le géologue Diderrich et le sergent Cassart se lancèrent vers le sud avec cent quatre-vingt-dix porteurs, dont une importante partie avait été louée au sultan Rachid, neveu de Tippo-Tip. A Musseia, les indigènes se montrèrent hostiles : le docteur fut blessé par une flèche empoisonnée et sauvé par une intervention rapide d'Hakansson. Le 30 août, à Kikondja, ce dernier fut attaqué par les Baluba alors qu'il commandait l'arrière-garde ; ses quatorze soldats et lui-même furent massacrés.

Après un mois de souffrances dues à la fatigue et à la famine, l'expédition atteignit enfin Bunkéia le 6 octobre. Pas plus que Le Marinel, Delcommune ne réussit à faire admettre par Msiri la suzeraineté de l'État Indépendant. Le vieux chef refusa obstinément de laisser hisser chez lui le drapeau étoilé...

Delcommune se rendit alors à Lofoï, au poste de Legat, puis parcourut le sud du pays. Par Katanga et Tenke, il rejoignit le Lualaba à Massima le 20 décembre, y fit fabriquer des embarcations et descendit ainsi la rivière jusqu'aux chutes de Nzilo. Désireux de continuer à reconnaître le cours du fleuve, il entreprit le portage des canots le long de la partie non navigable mais, après quelques jours, la famine recommença à décimer la caravane, de nombreux Haoussas désertèrent et Delcommune fut contraint de rejoindre Bunkéia. Il y apprit la mort du capitaine Bodson, celle de Msiri et le passage des expéditions Stairs et Bia.

Par Lofoï, où il se reposa pendant un mois et entra en contact avec une partie de l'expédition Bia, il gagna le lac Moero à Mpweto et de là le Tanganika où il arriva

le 20 août 1892. A Rumbi, où le français Joubert luttait depuis plusieurs années déjà contre les marchands d'esclaves, il reçut des nouvelles alarmantes du capitaine Jacques, envoyé du Comité antiesclavagiste belge, qui se battait lui aussi contre les Arabes à Albertville. Avec les vingt Haoussas valides qui lui restaient, Delcommune et ses compagnons quittèrent Rumbi par eau avec Joubert pour aller porter secours à son compatriote.

Le 26 août, ils tentèrent ensemble l'assaut du boma que les esclavagistes avaient contruit à deux kilomètres au sud d'Albertville. Le soir, au moment où leurs efforts semblaient sur le point d'aboutir, une panique inexplicable s'empara des soldats de Jacques et Joubert qui refluèrent vers Albertville. La mort dans l'âme, il fallut abandonner le siège.

Un mois plus tard, l'expédition Delcommune quittait Rumbi pour Lusambo. Il lui restait 117 noirs sur les 390 qui avaient quitté Ngandu. Les autres étaient morts, victimes pour la plupart de la famine qui avait, à plusieurs reprises, sévi dans la caravane.

Le 19 décembre, la colonne arrivait à Ngandu où elle apprit les premiers combats de la campagne arabe. Pour venir en aide à Dhanis, Delcommune lui envoya des armes et des munitions, que le sergent Cassart s'offrit à conduire à destination. Depuis deux ans et demi déjà au Congo, ce sous-officier pouvait rentrer en Belgique avec les autres membres de l'expédition ; il préféra continuer à servir et se mit aux ordres de Dhanis ; quelques jours plus tard, il se couvrit de gloire au combat de Goy-Kapopa [1].

A Lusambo, Delcommune fut rejoint par l'expédition Bia qui avait, elle aussi, terminé son périple. Ensemble, ils rentrèrent en Europe où de grandes manifestations furent organisées en leur honneur.

[1] Voir chapitre III.

Stairs (1891-1892).

Le 18 mai 1891, pendant que l'expédition Bia quittait Anvers pour Matadi, le capitaine Stairs, ancien adjoint de Stanley dans son expédition au secours d'Emin Pacha, s'embarquait à Londres à destination de Zanzibar. Ses compagnons étaient le docteur Moloney et M. Robinson, anglais, le marquis de Bonchamps, français, et le capitaine de la Force Publique Bodson, belge.

Après les habituelles et difficiles corvées d'enrôlement de porteurs et d'askaris, l'expédition quitta la côte le 4 juillet avec plus de trois cent cinquante noirs. Trois mois plus tard, elle atteignit le lac Tanganika à Karema, après avoir connu les vicissitudes que toutes les expéditions rencontraient dans cette région : fatigue, fièvre, soif, désertion des porteurs... Quelques jours plus tard, Stairs était rejoint par la colonne du capitaine Jacques, qui venait combattre les marchands d'esclaves de Rumaliza. Leur arrivée écarta les bandes de ce sultan qui se disposaient à attaquer cette région.

De Karema, il traversa le Tanganika et passa à Rumbi chez le capitaine Joubert. Le 31 octobre, il abandonna le lac et se dirigea vers Bunkéia. La région traversée pendant ces quelques jours avait été ravagée par les bandes de Rumaliza ; plus loin, des tribus se faisaient la guerre entre elles et se révoltaient contre Msiri... Stairs essaya, chez les chefs, de faire hisser le drapeau de l'État. Il réussit chez beaucoup d'entre eux, notamment chez Mpweto, chef installé sur la rive nord du lac Moero, qui vint lui-même solliciter cet emblème lors du passage de la colonne à Gwena.

Le 19 novembre, la Luvua fut franchie et la colonne entra dans le pays du tyran katangais, auquel Stairs envoya des messagers. Comme Delcommune et Bia, Stairs se demandait où se trouvaient les expéditions amies, qu'il aurait bien voulu devancer, et les redoutables

rivaux de la « British South Africa Company ». Quelques renseignements vagues et souvent contradictoires fournis par les indigènes n'éclairèrent pas la situation.

Le 13 décembre, à quelques kilomètres de Bunkéia, le lieutenant Legat vint prendre contact avec Stairs et le mettre au courant de la situation : querelles et guerres intestines à l'intérieur du royaume, passage récent de Delcommune et craintes de Msiri qui continuait à refuser d'arborer le drapeau de l'État. Msiri fut d'ailleurs furieux contre Stairs lorsqu'il apprit qu'il avait rencontré son ennemi Legat.

Le lendemain, arrivée chez Msiri : « Ma première impression au sujet de la ville est mauvaise... Nous avons, de prime abord, reconnu le quartier général de Msiri par les squelettes blanchis fichés au bout de pieux tout autour d'une section de la ville et par une hideuse pyramide de têtes humaines et de mains coupées placées sur une sorte de guéridon rustique à la porte de l'habitation de ce chef » [1].

Comme ceux qui l'avaient précédé à Bunkéia, Stairs constata que les trois missionnaires protestants anglais qui y étaient installés étaient les jouets du cruel Msiri et que ce dernier se croyait entouré de complots contre sa personne ou son autorité. L'officier anglais se rendit bientôt compte qu'au point où en étaient les choses, il n'y avait pas d'autre solution que de déposer Msiri. Dans ce but, il essaya, vainement d'ailleurs, de joindre Delcommune et de l'inviter à venir ajouter ses forces aux siennes.

La première entrevue avec Msiri fut assez orageuse, A la seconde, décidé à passer outre aux menaces du tyran, Stairs prit vingt hommes avec lui et fit arborer le drapeau étoilé sur une colline voisine du village. Le len-

[1] *Journal de Stairs*, le 14 décembre, d'après le *Congo illustré*, 1893, p. 190.

demain, 20 décembre, Msiri s'enfuit et le chef de l'expédition lui envoya Bodson et Bonchamps pour le décider à revenir.

« Bodson et Bonchamps sont partis à 11 heures 50 minutes pour Maiembe où se trouvait le chef, avec 115 fusils. Ils ont divisé leurs forces, Bodson se rendit avec vingt hommes au centre du village pour y avoir une entrevue avec Msiri et Bonchamps attendit au dehors avec le reste de la troupe, prêt à accourir au premier signal. Msiri avait, cela est évident, tout préparé pour s'emparer de l'homme blanc et était entouré de soixante hommes armés, dont plusieurs avaient le doigt sur la gâchette du fusil, prêts à tirer. Il portait le sabre que je lui avais offert.

« Après avoir palabré quelques temps, le capitaine Bodson déclara à Msiri qu'il devait l'accompagner pour venir me voir ; s'il ne voulait pas le faire de gré, il le ferait de force.

« Le chef répliqua : « Non, je ne veux pas venir », et en même temps, il tira son sabre, ce qui était un signal convenu avec les conjurés. Au même moment, un homme assis près de Msiri leva son fusil, mettant Bodson en joue. C'était le fils du roi, tué un peu après. Voyant cela, l'énergique officier belge tira son revolver et en déchargea deux coups dans la poitrine du roi, sur lequel Hamadi, un chef de brigade de la compagnie n° 2 tira un coup de fusil à son tour. Msiri tomba mort sur le coup. Mais au même moment Bodson reçut une balle dans le ventre. Pauvre garçon ! La balle se logea dans le bassin, perfora la vessie et fit d'affreux ravages. Il fut transporté en hamac au camp, souffrant le martyre. Le soir même, il mourut.

« Msiri n'est plus, son corps est dans notre camp, mais cela nous coûte la vie du malheureux Bodson !

« De nombreux coups de feu ont été tirés, et, resté au camp j'avais grand peur de voir l'action se généraliser et notre troupe coupée en deux si l'on attaquait le camp. Heureusement. Msiri était si détesté par ses sujets que presque aucun de ceux-ci n'est accouru à son secours, chacun se tenant tapi dans sa demeure pour voir la tournure que vont prendre les choses. Tout le monde a compris que notre intention n'était de combattre que jusqu'au moment où nous aurions réussi à prendre Msiri.

« Bodson est mort, mais il a délivré l'Afrique de son plus cruel tyran. Ç'a été une de ses dernières paroles. La dernière a été, au moment d'exhaler son dernier soupir, le cri de : « Vive le Roi ».

« C'était un soldat des pieds à la tête, plein d'initiative et d'énergie, dévoué aux intérêts de l'expédition. Jamais il n'a raisonné, fût-ce une seconde, le moindre ordre que je lui ai donné ; sitôt l'ordre donné, il était exécuté. C'était un garçon pratique, sachant faire son parti de tout et se tirant toujours d'affaire. L'expédition et l'armée belge ont perdu un officier de valeur dans un moment des plus critiques.

« Tout est dans le désordre le plus complet. Je ne peux faire qu'une chose en ce moment : tenir mes hommes en main et les garder au camp » (1).

Stairs réunit les chefs des environs, fit reconnaître, avec leur accord, Mukanda Vundu, fils de Msiri, comme nouveau Roi. Bien entendu, celui-ci, comme d'ailleurs d'autres chefs voisins, fit acte de soumission à l'État et arbora son drapeau.

En même temps, le chef d'expédition construisit un solide ouvrage défensif qu'il baptisa « Fort Bunkéia » et qui devint plus tard « Fort Bodson ».

Malheureusement, la famine ravageait la troupe et la maladie mit bientôt hors d'état de travailler tous les blancs, sauf le docteur. L'arrivée, le 30 janvier, de la colonne Bia, vint changer la situation. Sur les instances de ce dernier, Stairs, pour éviter la destruction totale de sa caravane, reprit le chemin du retour par les lacs Moero et Nyassa et la voie du Shire. Transporté pendant trois mois en hamac, le malheureux reprit quelques forces en avril mais succomba à une fièvre hématurique à Chinde, dans le delta du Zambèze, au moment où arrivait au port le bateau qui devait le ramener en Europe.

La moitié de son effectif noir était mort en route, la plupart lors de l'horrible famine de janvier. L'expédition n'avait pas eu le temps de parcourir le pays comme elle en avait reçu mission, mais, au prix de la vie de Bodson, elle avait délivré le pays de son despote et ramené la paix dans cette région troublée.

Bia — Francqui — Cornet (1891-1893).

Par Matadi, la route des caravanes et les vapeurs de l'État Indépendant, la colonne Bia atteignit Lusambo le 19 septembre 1891. Le capitaine Bia et le géologue Cornet y furent accueillis par Paul Le Marinel, qui venait

(1) *De Zanzibar au Katanga*, Journal du capitaine Stairs (1891-1892), 20 décembre d'après le *Congo illustré* du 3 décembre 1893, p. 199.

de rentrer de Bunkéia et leur donna tous les renseignements qu'il y avait recueillis. Un mois plus tard, ils y furent rejoints par les autres membres de l'expédition : les lieutenants Francqui et Derscheid et le docteur Amerlinck.

Le Sankuru étant navigable jusqu'à Pania Mutombo, Bia décida d'y établir sa base de départ. C'est de là que le 17 novembre sa caravane se dirigea vers la résidence de Msiri. Elle comprenait cent vingt soldats haoussas recrutés en Nigérie par Francqui ou fournis par Le Marinel et plus de trois cents porteurs.

Par la vallée du Lubilash et de la basse Luembe, elle traversa le pays dominé par Gongo Lutete, puissant chef de bande au service des Arabes. Un de ses lieutenants, le chef Katako, venait d'y razzier un village et avait disparu, son coup fait ; c'est en vain que Derscheid essaya de le rejoindre avec quelques soldats pour châtier ce criminel.

Le Lomami fut traversé le jour de Noël au moyen de cinq pirogues péniblement réunies après des recherches dans des villages désertés. Plus loin, au-delà du Lualaba, tout le pays de Msiri était en émoi à cause de la récente mort de son chef. Le 20 janvier, la colonne fut attaquée par des Basanga ; facilement repoussés, ceux-ci eurent toutefois le temps de tuer deux soldats et un porteur et de blesser — légèrement — le docteur et quelques noirs. Sans autre incident, la colonne poursuivit sa route et, le 30, rencontra un détachement conduit par le docteur Moloney qui leur raconta les mésaventures de l'expédition Stairs.

Après avoir convaincu ce dernier de la nécessité de rejoindre au plus vite l'océan avec les survivants de sa colonne, Bia reprit à sa charge une partie de la mission Stairs : l'exploration de l'est.

Comme celles de ses prédécesseurs, la colonne Bia fut frappée par la disette et bientôt des hommes commen-

cèrent à mourir de faim tant à Bunkéia que parmi la troupe qui accompagnait Bia et Cornet vers le sud-ouest à la recherche des fabuleuses mines d'or [1].

Cependant, rien ne retenait plus à Bunkéia la mission Bia et elle se transporta à Kipuna, à une journée de marche au sud du poste de Legat. Là, les vivres se trouvaient plus facilement... heureusement d'ailleurs, car l'expédition avait déjà perdu plus de la moitié de son effectif.

Le 15 avril, Bia remit le commandement du poste à Amerlinck (les deux autres blancs étaient malades) et lui fixa rendez-vous pour le 1er août à Tenke. Ensuite, il partit avec Francqui pour aller reconnaître les régions de l'est, où l'arrivée des Anglais était à craindre et où il était urgent d'aller planter le drapeau de l'État.

En dix jours, ils atteignirent Bombolo, sur le lac Moero, se dirigèrent vers le sud, le long du massif des Kundelungu et rencontrèrent en chemin une expédition anglaise qui, se voyant devancée, fit demi-tour. Bia, malade, souffrait le martyre mais continuait sa randonnée... A la fin du mois de juin, Francqui et lui apposèrent sur un arbre du village de Chibambo une plaque rappelant la mort de Livingstone à cet endroit, le 1er mai 1873. Le 4 août, exacts à quelques jours près, ils rejoignirent à Tenke leurs compagnons. Ils avaient parcouru seize cents kilomètres en cent et douze jours et récolté en chemin la soumission de nombreux chefs locaux à l'autorité de l'État. Cette fois, le Katanga était sauvé ; partout y flottait le drapeau étoilé et, en septembre, ce drapeau arrêta la grande expédition Sharpe, envoyée par la « British South Africa Company ».

Pendant que se réorganisait la colonne, Cornet repartit à la recherche des problématiques mines d'or.

(1) C'est cette expédition qui allait découvrir, le 17 février, les riches gisements de cuivre de Kambove.

Une fois de plus, c'est du cuivre qu'il découvrit, découverte qui allait bouleverser la physionomie de cette région.

A Tenke cependant, le commandant Bia, miné par la fièvre, s'affaiblissait de plus en plus et, le 30 août, l'expédition perdit son chef. Son corps repose au sommet d'une termitière, dans cette région dont il contribua à la découverte.

Il avait désigné Francqui pour le remplacer ; sous le commandement de ce dernier, l'expédition repartit le 14 septembre et poursuivit sa mission d'exploration vers les sources du Lualaba qu'elle redescendit jusqu'aux gorges de Nzilo. Elle y retrouva les pirogues de Delcommune et reprit son projet de continuer vers le nord en suivant le fleuve à travers la région des lacs. Mais des nouvelles reçues de Delcommune leur apprirent le début de la campagne arabe ; il eût été imprudent pour une expédition aussi faible de s'aventurer dans la région troublée. Francqui remonta alors la Lubudi puis, continuant vers le nord par la vallée de la Luembe, atteignit le confluent de cette rivière avec la Lubilash en décembre 1892.

Là, il reçut un appel au secours de Dhanis qui, au Lomami, se trouvait en présence de forces arabes nettement supérieures en nombre. Par Kabinda, l'expédition se dirigea à marche forcée vers cette rivière pour venir en aide à Dhanis.

Le 30 décembre, Francqui atteignit Ngandu, que Delcommune avait quitté deux jours plus tôt. Mais sa colonne ne comportait plus que quatorze des cent vingt Haoussas. Ils étaient en fin de contrat et trop heureux de s'en être tirés à si bon compte pour rengager. Seuls vingt soldats appartenant au district de Lusambo furent cédés à Dhanis avec les armes, les munitions et l'embarcation démontable dont disposait encore l'expédition. Francqui et Derscheid étaient trop épuisés pour prolon-

ger leur séjour au Congo. Le 11 janvier 1893, la colonne arriva à Lusambo où elle rejoignit l'expédition Delcommune, avec laquelle elle rentra en Europe.

Conclusion.

Le Marinel, Delcommune, Stairs et Bia avaient ainsi mené à bien l'exploration complète et l'occupation politique de cette région hier encore pratiquement inconnue qui allait devenir le plus beau joyau de notre empire colonial. Cinquante-trois traités conclus avec des chefs indigènes assurèrent à l'État Indépendant la possession définitive du Katanga.

Aussi, l'arrangement anglo-congolais du 12 mai 1894, en même temps qu'il cédait à bail le Bahr-el-Ghazal à l'État Indépendant, fixait-il les frontières communes depuis le sud du Tanganika jusqu'à la frontière de l'Angola, limites qui n'ont d'ailleurs pas varié depuis et qui englobaient toute la région parcourue par les quatre expéditions.

Outre cet important résultat politique, ces expéditions ramenaient une moisson de renseignements géographiques et géologiques qui allaient avoir une importance extraordinaire sur le développement économique ultérieur de cette région.

Organisation du Katanga.

Occupation.

Cependant, en attendant que fussent réglées les discussions qui éclatèrent entre l'État et la Compagnie du Katanga, il fallait tenir sur place ce qui avait été exploré et ne pas perdre le fruit de tant de labeur et de tant de vies humaines... A Lofoï, où ils se trouvaient depuis

mai 1891, Legat et Verdick continuèrent à faire respecter le drapeau de l'État avec leurs quarante soldats.

Ce poste fortifié, entouré de palissades et renforcé de quatre tours percées de meurtrières, fut maintenu par eux jusqu'en septembre 1893, date à laquelle Legat fut relevé par le lieutenant Brasseur. Il rentra alors en Belgique après un séjour ininterrompu de douze années au Congo. Le lieutenant Verdick y resta jusqu'en octobre 1894, date à laquelle Brasseur reçut en renfort les sous-officiers Delvin et Cerckel.

Pour maintenir leur autorité dans cet immense territoire dont ils avaient la charge, ces officiers firent de fréquents voyages de reconnaissance, complétant ainsi l'œuvre commencée par les grandes expéditions.

Cependant, la région était troublée, d'une part par des razzias de marchands d'esclaves aux ordres des Arabes et, d'autre part, à partir de 1895, par des bandes de révoltés batetela (1) qui s'allièrent à des chefs indigènes mécontents et se livrèrent eux-mêmes à un lucratif commerce d'esclaves avec des métis angolais.

Chiwala.

Le plus dangereux fauteur de troubles était Chiwala, sultan arabisé établi sur la rive gauche du Luapula, au sud du lac Bangweolo. De ce repaire puissamment fortifié, il envoyait de fructueuses razzias ravager la contrée. Le commandant Brasseur se devait de faire cesser ce trafic et lança, en 1896, un premier détachement de vingt-cinq soldats aux ordres de Cerckel et Delvin pour essayer de rallier Chiwala à la cause de l'État et lui arracher la promesse de cesser ces déprédations. Mais cette force dérisoire — c'était tout ce que pouvait se permettre Brasseur à cette époque — ne put s'imposer à Chiwala et fut repoussée avec pertes. Il fallait attendre

(1) Voir chapitre V.

des renforts avant de s'attaquer au puissant trafiquant et venger cet échec.

En octobre 1897, profitant de l'arrivée à Lofoï de la colonne de ravitaillement du capitaine Verdick et du sous-officier Delvaux, Brasseur dirigea vers Chiwala une colonne forte de cent cinquante soldats renforcés de cent guerriers de Lupungu. Brasseur prit lui-même le commandement de la colonne, aidé par le capitaine Verdick, le lieutenant Delvin et le sergent Delvaux. Ce dernier était spécialement chargé de servir le canon Nordenfeldt de 47 mm qu'emportait l'expédition.

Le 8 novembre, tout ce monde arrivait en vue du formidable boma de Chiwala. Adossé à la rive du Luapula, entouré d'une forte palissade de troncs d'arbres protégée par un fossé profond garni de pieux, il présentait la forme d'un rectangle d'environ trois cents mètres de côté et était dominé par de hautes tours en pisé sur lesquelles flottaient les étendards blancs et rouges des arabisés. Brasseur déploya ses hommes devant les trois faces accessibles du Boma. Le canon fut mis en batterie et commença le tir sur la forteresse. De leur côté, les Arabes, qui avaient pris la précaution de dégager leur champ de tir, ouvrirent un feu violent sur les troupes qui étaient à découvert à trois cents mètres des palissades. Les pertes devinrent sensibles dans les rangs de la Force Publique. Bientôt, le commandant Brasseur lui-même tomba, blessé mortellement d'une balle au foie. Les assiégés en profitèrent pour tenter une sortie, repoussée par un tir à mitraille du canon Nordenfeldt. Pendant qu'on emportait le commandant mourant, une deuxième tentative du même genre fut pareillement enrayée. Mais les attaquants marquaient le pas et, jusqu'au soir, le combat se poursuivit à distance. Vers six heures, troisième sortie des hommes de Chiwala, cette fois sur la face Nord ; là aussi, ils furent repoussés par les hommes de Delvin, après un moment de panique chez ses soldats

qui, à court de munitions, se précipitèrent en désordre sur les caisses de réserve...

La nuit tomba et se passa dans l'attente, troublée de quelques coups de feu et du roulement des tambours de guerre des assiégés. A l'aube, ceux-ci se turent et les soldats envoyés en reconnaissance revinrent bientôt annoncer que le boma était vide. Les occupants avaient profité de l'obscurité pour se réfugier en territoire rhodésien en traversant la rivière. Chiwala s'était enfui..., abandonnant aux soldats de l'État ses munitions, ses armes, dont un canon en bronze et un fusil de rempart, de l'ivoire, des ânes et du bétail. Dans la rivière, plus de quatre-vingts cadavres flottaient au milieu des roseaux.

Hélas ! le 10, le commandant Brasseur mourait des suites de sa blessure après deux pénibles journées d'agonie. Sa tombe fut violée par les vaincus après le départ de la colonne vers Lofoï. De ses restes dispersés, on ne retrouva qu'une partie qui, ramenée dans une boîte en fer, repose à Lofoï, dans un mausolée en briques qu'y éleva Delvaux.

En 1898, Delvin rentré en Europe et Cerckel parti vers le Tanganika, Verdick et Delvaux se retrouvèrent à nouveau seuls pour assurer la garde de l'immense territoire.

Cependant, une nouvelle expédition allait bientôt parcourir la région, sous les ordres du capitaine Charles Lemaire.

Expédition Lemaire.

Le lieutenant Lemaire s'était distingué pendant son premier terme de service comme commissaire de district de l'Équateur. Blessé pendant son voyage de retour par une balle à la jambe, il resta en Belgique de 1893 à 1898 (sauf un bref voyage dans le Bas-Congo en 1895). Cepen-

dant, il continua de s'intéresser au Congo et défendit par la parole et par la plume l'œuvre du Roi-Souverain.

Le 16 avril 1898, il quittait Anvers à la tête d'une expédition scientifique destinée à explorer le Katanga et comprenant le peintre Léo Dardenne, le géologue Jean de Windt et son adjoint William Caïsley, le lieutenant Maffei et l'intendant Michel.

Par le Zambèze, le Shire et lac Nyassa, l'expédition atteignit Moliro, sur le lac Tanganika, le 4 août 1898. Quelques jours plus tard, les deux géologues se noyaient dans le lac. Au poste de Mpweto, dépendant de la zone du Tanganika, et où se trouvaient les lieutenants Chargeois et Fromont, l'expédition perdit le lieutenant Maffei qui, malade, dut rentrer en Europe. Fromont le remplaça comme adjoint de Lemaire, tandis que le géologue Voss et le prospecteur Questiaux prenaient plus tard la place des deux décédés.

A Lofoï (qui allait bientôt être abandonné pour Lukafu, poste plus salubre), le lieutenant Fromont et cinquante soldats de l'escorte furent prêtés au capitaine Verdick pour une expédition contre les Basanga, dont le chef Mulumu-Niama ne cessait d'attaquer les postes détachés de Verdick. Retranché dans des grottes à Kiamaleke, ce chef possédait, disait-on, un repère inexpugnable.

Le 8 mars, la colonne quittait Lofoï où Lemaire poursuivit ses travaux. Le 30, il reçut de Verdick une lettre annonçant la mort de Fromont. Le boy de ce dernier et le soldat porteur de la lettre déclarèrent au capitaine :

« Le jour de l'attaque du boma de Mulumu-Niama, vers neuf à dix heures du matin, le capitaine Verdick disposa ses troupes à environ cent cinquante mètres du boma. Il désigna à notre blanc (le sous-lieutenant Fromont) la place qu'il devait aller occuper avec ses soldats. Notre maître s'y porta et plaça ses hommes.

Comme lui-même restait à découvert, ceux-ci lui dirent que c'était imprudent, mais il refusa de s'abriter.

« Le premier coup de canon ayant été tiré, les indigènes ripostèrent et nous vîmes tomber le blanc qui put encore crier : « En avant ! En avant ! » Il avait été frappé ici (et le boy plaçait sa main à hauteur du téton gauche) et mourut de suite.

« Le combat continua ; trois de nos soldats furent blessés ; on vit des indigènes tomber, puis, vers le soir, ils s'enfuirent et nous occupâmes leur position.

« Monsieur Verdick a fait porter le corps du blanc au village de Makole, où des soldats gardent sa tombe » (1).

Le 28 juin, Lemaire quitta Lofoï, se dirigea vers le Kasai qu'il remonta jusqu'à la frontière, puis poussa jusqu'au lac Dilolo et de là revint vers Tenke en étudiant les sources du Congo. Par Mpweto il marcha alors vers Mtoa, sur le Tanganika, traversa le Maniema et, par la voie du fleuve, rentra à Matadi. Il avait parcouru plus de six mille kilomètres dans le Katanga, y relevant de nombreux points géodésiques, éclaircissant des problèmes géographiques et ramenant de volumineux rapports sur le climat, la flore, la faune et la géologie des régions parcourues.

Cette mission toute pacifique avait été accomplie avec brio par le jeune officier d'artillerie ; aussi fut-il bientôt chargé d'en conduire une autre vers le Bahr-el-Ghazal.

Formation du Comité Spécial du Katanga.

A Bruxelles, depuis le retour des expéditions de la Compagnie du Katanga, de longues discussions mettaient aux prises cette société et l'État Indépendant. Les points litigieux étaient, d'une part la question des terrains

(1) Lemaire Charles, *Journal de route*, p. 238.

concédés et, d'autre part, celle des produits naturels et notamment du caoutchouc.

En ce qui concerne les terrains, il avait été imaginé de diviser le territoire en une série de rectangles de six minutes géographiques de côté, un tiers de ces rectangles allant à la Compagnie. Très agréable sur papier, cette solution demandait, sur le terrain, une série de travaux géodésiques auxquels il ne fallait pas songer...

La question des produits naturels était simple : l'État, par décret du 30 octobre 1892, se réservait la récolte des produits naturels dans les territoires concédés à la Compagnie. C'était lui retirer un des avantages accordés lors de sa fondation.

Pendant sept ans, aucune formule satisfaisante ne fut trouvée. Ce n'est que lorsque les deux parties se sentirent menacées dans leurs intérêts par les progrès d'une compagnie minière rhodésienne qu'elles s'unirent pour former le « Comité Spécial du Katanga ». Composée de six membres (quatre pour l'État et deux pour la Compagnie), cette association fut créée dans le but d'assurer et de diriger en participation l'exploitation de l'ensemble des terrains domaniaux appartenant à l'État et à la Compagnie du Katanga.

Dès 1901, de nouvelles missions économiques furent envoyées dans la région. Sous l'impulsion des représentants locaux du Comité, major Wangermée, commandant Tonneau, ce territoire longtemps oublié parce que trop éloigné des voies naturelles de pénétration, allait combler son retard. Bientôt la création de sociétés minières et l'arrivée du rail venant du Cap le transformèrent en une région industrielle prospère.

Que l'on n'oublie pas cependant ceux dont les explorations ont permis cet essor, et parmi eux : Hakansson, Bodson, Stairs, Bia... [1]. Que l'on n'oublie pas non plus

[1] Voir annexe 15.

ceux qui, moins connus, y restèrent isolés pendant près de dix ans pour maintenir dans des conditions difficiles l'autorité de l'État : les Legat, Verdick, Brasseur, Cerckel, Delvin, Delvaux... C'est grâce à la somme de tous leurs sacrifices que le Congo a pu garder la possession de cette riche province.

Les frontières orientales. (voir carte II/6)

Introduction.

Parallèlement aux expéditions du nord et du sud, la campagne arabe (1892-1895) amena l'exploration, l'occupation et l'organisation de toute la région située à l'est du Lomami. La jonction des troupes de Dhanis avec celles de Jacques-Descamps aux abords du Tanganika et les raids de Lothaire et de Henry vers les lacs Albert et Édouard à la poursuite des derniers esclavagistes [1] furent suivis de l'installation, dans la nouvelle Province Orientale, de toute une série de garnisons de la Force Publique destinées à y faire respecter la souveraineté de l'État Indépendant.

Il restait toutefois, entre les lacs Albert et Tanganika, toute une région non explorée au sujet de laquelle devaient bientôt s'élever les contestations habituelles.

FRONTIÈRES DE 1885.

Lorsque, le 9 novembre 1884, l'Allemagne reconnut la souveraineté de l'Association Internationale du Congo, elle admit en même temps les frontières indiquées sur la carte annexée à la déclaration, frontières imprécises qui laissaient le bassin de la Ruzizi (dont on ne connais-

(1) Voir chapitre III.

sait que l'embouchure) en dehors de la zone d'influence du futur État Indépendant.

Cependant, lors de la déclaration de neutralité du 1er août 1885, dont nous avons déjà parlé plus haut, Léopold II fixait de la façon suivante les limites de son État dans cette région :

« A l'Est : le 30e degré de longitude Est de Greenwich jusqu'à la hauteur de 1°20' de latitude Sud ;

« Une ligne droite menée de l'intersection du 30e degré de longitude Est de Greenwich avec le parallèle de 1°20' de latitude Sud jusqu'à l'extrémité septentrionale du lac Tanganika ;

« La ligne médiane du lac Tanganika... » [1].

A l'époque, aucune puissance n'éleva d'objection : alors que l'existence des lacs Tanganika et Édouard était connue depuis plusieurs années déjà, aucun explorateur ne s'était aventuré dans la région du Kivu.

Premières explorations du Kivu.

Ce n'est qu'en juin 1894 que le lieutenant allemand von Goetzen reconnut le Ruanda et le lac Kivu, lors de sa traversée de l'Afrique d'Est en Ouest.

En mars 1894, les troupes de Dhanis occupaient Uvira, au nord du lac Tanganika. Le commandant organisa la zone et y créa des postes. C'est ainsi que de petites garnisons furent installées à Lukata (Kaboge) et Lubenga.

C'est en partant d'Uvira que les lieutenants Lange et Long, accompagnés du sous-officier Chargeois, remontèrent, en 1894, la Ruzizi jusqu'aux gorges et rapides de Pemba, à l'extrémité méridionale du lac Kivu.

Dans le courant de l'année 1895, Lange établit deux

[1] Lycops et Touchard, Recueil usuel de la législation de l'État Indépendant. Tome I, p. 52.

postes sur les rives de la Ruzizi [1], cependant qu'en octobre, le capitaine Descamps postait à Pemba une petite garnison aux ordres d'un gradé noir.

Premiers postes du Kivu.

L'année suivante, Long, accompagné du lieutenant Deffense, explora la partie sud-est du lac et y installa les stations de Lubuga et de Luakimlita. Cette occupation de la rive gauche de la Ruzizi se fit sans provoquer de protestation de la part des Allemands. Au contraire, le colonel von Trotha, ayant fait arborer le drapeau germanique dans la zone occupée par Long, le fit enlever à la première protestation de ce dernier. C'est à la même époque que le lieutenant allemand Ramsay établit à l'extrémité septentrionale du Tanganika le poste de Kayagga.

Abandon de la région.

Cependant, à cause du manque de personnel ou pour toute autre raison, ces postes furent abandonnés dans le courant de l'année suivante. Lorsque les troupes révoltées du baron Dhanis, venant du nord, vinrent menacer la région de la Ruzizi, le lieutenant Dubois reçut l'ordre de se rendre d'Uvira vers le Kivu, afin d'y réoccuper un des postes qu'il avait contribué à fonder l'année précédente. Malheureusement, le 12 novembre 1897, à Birizi, sa colonne de cent soldats tomba dans une embuscade où trente de ses hommes furent massacrés. Lui-même fut tué par les rebelles deux jours plus tard.

Les succès remportés par les mutins obligèrent les troupes de l'État à leur abandonner le pays et ce n'est

(1) Probablement le poste dit « de la Lubirizi » et celui de Nya Kagunda.

qu'en octobre 1899 que les victoires de la colonne Hecq à Baraka et Kaboge permirent la réoccupation d'Uvira(1).

Réoccupation partielle. Prétentions allemandes.

Malheureusement, pendant l'absence des forces de l'État, les Allemands, commerçants et militaires, s'étaient installés dans la zone comprise entre la frontière de 1885 et la ligne Ruzizi-Kivu (2). Le commandant Hecq se trouva de ce fait devant une situation délicate et, tout en protestant contre les empiétements germaniques, il dut se contenter de réoccuper certains postes (3) et de conclure le 23 novembre 1899, avec le lieutenant allemand Bethe, une convention limitant leurs zones d'occupation respectives à la Ruzizi. Cette solution provisoire, prise en attendant un accord entre Berlin et Bruxelles, n'était qu'un pis-aller. La question du Kivu était posée ; elle allait traîner jusqu'en 1910.

Premier essai d'arrangement.

Léopold II, au début de l'année 1900, envoya le ministre d'État Beernaert à Berlin, pour y négocier un arrangement. Le 10 avril, ses conversations avec von Alvensleben aboutirent à un accord provisoire demandant l'envoi d'une commission mixte chargée de la triangulation de la Ruzizi-Kivu. En attendant les résultats des travaux de cette commission, les troupes congolaises et allemandes restaient sur place. Le gouvernement de l'État Indépendant donna l'ordre aux officiers respon-

(1) Voir chapitre V.

(2) Les Allemands avaient avisé officiellement l'État Indépendant qu'ils occupaient la rive Est du Kivu par mesure de protection contre les révoltés. Ils promettaient de quitter cette rive dès que le danger en serait écarté.

(3) Le capitaine Poortmans réoccupa ceux de la Lubirizi et de Nya Kagunda.

sables de cette région d'« avoir soin que le nombre d'hommes dont ils disposent ne soit pas inférieur à ceux des agents allemands » (1)-(2).

Comme le Souverain attachait beaucoup d'importance à cette question de frontière, il envoya immédiatement un officier de confiance prendre le commandement des « Territoires de la Ruzizi-Kivu ».

C'est ainsi que le capitaine Milz, vétéran qui avait conduit l'expédition Vankerckhoven au Nil, fut dépêché en mission spéciale dans cette région (3). En même temps, le gouvernement y envoyait deux expéditions aux ordres du commandant Sillye et du capitaine Éloy et confiait au commandant Bastien la direction de l'équipe belge qui allait participer aux travaux cartographiques de la commission mixte.

En janvier 1901, la commission Bastien-Herrman commençait ses travaux, qui durèrent jusqu'en novembre 1902. Les résultats cartographiques obtenus étaient intéressants, mais ils n'entraînèrent aucune solution politique.

Mise en état de défense.

Toujours préoccupé par la défense de ses droits dans la région, Léopold II chargea l'Inspecteur d'État Coster-

(1) *Mouvement Géographique* du 20 mai 1900, col. 244.

(2) Cette contestation de frontière fit assez de bruit pour que le journal anglais *Daily Telegraph* imprimât les lignes suivantes : « Les Allemands se sont emparés de tout le territoire de l'État Indépendant situé à l'Est de la rivière Ruzizi et au Nord du lac Kivu. Ils occupent ainsi 300 milles carrés de territoires congolais avec 1.000 soldats, 15 officiers et des canons. A la fin de février, les Allemands envoyèrent à l'officier commandant la station belge un ultimatum demandant l'évacuation immédiate. Ce ne fut pas fait. Il y a trois semaines, ils envoyèrent un autre ultimatum demandant l'évacuation dans les 24 heures. L'officier belge se retira. Ceci se passait le 21 mars. Les Allemands ont brûlé la station ». Inutile de dire que le journal anglais exagérait fortement les faits (Cité par le *Mouvement Géographique* du 20 mai 1900, col. 244).

(3) Le lieutenant Tondeur, qui faisait partie de cette mission, fut assassiné par les indigènes le 18 juin 1892 à Nya Kalemba.

mans, ancien commissaire de district de Léopoldville, d'y organiser la mise en état de défense du territoire. Costermans s'entoura immédiatement de collaborateurs de valeur : le futur général Tombeur de Tabora, qui devait lui succéder à la tête des territoires de la Ruzizi-Kivu, le commandant du génie de Kemmeter, que la maladie obligea à rentrer en Belgique avant qu'il n'ait pu mettre sur pied les fortifications de Baraka, Uvira, et de la Ruzizi, le commandant Olsen, qui termina sa carrière militaire comme commandant en chef de la Force Publique, etc...

D'après le colonel Liebrechts [1], « pas moins de 1.800 hommes y furent réunis, abondamment pourvus de munitions et de vivres... Nulle part ailleurs au Congo, on n'organisa de système défensif semblable. De leur côté, les Allemands veillaient et, sans avoir organisé leurs postes aussi fortement, ils avaient cependant fait un effort sérieux. Les incidents, pendant des années, succédèrent aux incidents, et ce fut vraiment miracle si les fusils ne partirent point à de multiples occasions ».

D'après d'autres auteurs, ces troupes étaient renforcées par une artillerie importante, notamment vingt-quatre Nordenfeldt de 47 mm. Les postes occupés étaient : Luvungu, Nya Lukemba, Bondana, Kalembelembe, Lolo, Rutshuru, Kasindi et Goma. Le 1er septembre, l'agence Havas annonçait « officiellement » que l'État du Congo était en train de faire construire des forts très importants sur la rive occidentale du Tanganika. « L'un de ces forts est armé de vingt canons et s'élève à deux heures de marche de la frontière allemande » [2]. Bien entendu, l'État fit démentir cette nouvelle qui exagérait l'importance de ses réalisations, sinon celle de ses projets.

[1] LIEBRECHTS, Ch., *Suite à mes Souvenirs d'Afrique*, p. 83.

[2] Cité par le *Mouvement Géographique* du 4 septembre 1904, col. 430.

Intervention de l'Angleterre.

A partir de 1902, la situation fut compliquée par l'intervention d'un troisième larron. A cette époque en effet, Anglais et Allemands étaient occupés à délimiter de commun accord leurs possessions d'Uganda et du Tanganika. Afin de fixer sans contestation le point où leur frontière commune aboutissait à la limite de l'État Indépendant, (c'est-à-dire au 30e méridien Est de Greenwich) la commission mixte germano-anglaise sollicita la collaboration d'un délégué désigné par Léopold II. Ce fut le commandant Bastien qui fut appelé à remplir cette mission.

L'accord entre les Allemands et les Britanniques comportait une clause qui allait amener de nouveaux ennuis, les premiers ayant cédé aux seconds, à titre d'échange, des territoires situés dans la zone contestée de la Ruzizi.

En 1904, la colonne du colonel anglais Radcliffe sembla menacer la région de Rutshuru ; le commandant Tombeur y fit envoyer en renfort une colonne mobile importante, analogue à celle qui était depuis plusieurs années attachée au secteur de Luvungu, sur la Ruzizi. Le colonel Radcliffe se retira de bonne grâce et il n'y eut pas d'incident.

Mission du 30e méridien.

En mai 1904, le commandant Bastien se rendit une fois de plus en mission cartographique dans la région. Cette fois, il était chargé de matérialiser sur le terrain, par une série de bornes, le fameux 30e méridien, limite anglo-congolaise. Ce travail donna lieu à de nouvelles discussions car il fit apparaître que cette ligne était située dix-sept kilomètres plus à l'est que ne l'indiquaient les cartes admises jusqu'alors... Il fallut de longs mois de palabres

et l'envoi d'une expédition anglo-congolaise (1) pour fixer de façon définitive la position du 30e méridien entre 1°20' Sud et la ligne de faîte Congo-Nil, frontière nord-est déterminée par la convention anglo-congolaise de 1894.

Derniers incidents.

La situation fut longtemps délicate. Après Costermans et Tombeur, les commandants Le Hardy de Baulieu et Derche reçurent la difficile mission d'y défendre les intérêts de l'État. Au moment de la reprise du Congo par la Belgique, le commandant Olsen était chef de la région. L'Angleterre n'ayant pas officiellement reconnu l'annexion, les tentatives d'entente diplomatique devenaient plus laborieuses.

Sur le terrain, un incident faillit éclater du côté de l'Ufumbiro. En 1909, les Anglais tentèrent d'occuper en force cette région qui leur avait été cédée par les Allemands en échange du Kilimadjaro. Le commandant Olsen fit renforcer les troupes dont il disposait et dont il avait spécialement soigné l'instruction. Son attitude ferme en imposa à l'adversaire et, selon l'expression du Ministre des Colonies Renkin, facilita l'action diplomatique du gouvernement (2).

Convention de 1910.

Celle-ci aboutit à un compromis à trois, le 14 mai 1910. Ce jour-là, les délégués des trois pays intéressés signèrent à Bruxelles un protocole par lequel ils soumettaient à

(1) Le Commandant Bastien y représentait une fois de plus les intérêts belges.

(2) En 1910, avec ses soldats du Kivu, Olsen s'en fut à Élisabethville où il organisa de maîtresse façon les troupes du Katanga, les seules qui avaient, en 1914 une organisation, un équipement et un armement qui leur permit d'intervenir immédiatement avec quelque efficacité dans le conflit qui venait d'éclater.

leurs gouvernements respectifs trois projets de convention fixant les frontières de leurs possessions dans la région des lacs.

Ces projets furent ratifiés dans le courant de l'année et les limites ainsi fixées sont restées inchangées jusqu'à ce jour. La colonie y perdait beaucoup de terrain à l'est de la ligne Ruzizi-Kivu-lac Édouard mais y gagnait la rive Ouest du lac Albert, que lui cédaient les Anglais.

* * *

Ainsi prenait fin cette longue période semée d'incidents et de discussions diplomatiques. Avec les traités de 1910, la Colonie fixait définitivement les derniers tronçons douteux de ses frontières.

En fait, la quasi totalité de ce travail était terminée depuis longtemps. Depuis 1895, l'État avait exploré la plus grande partie de son domaine, y avait étendu son occupation et en avait précisé presque toutes les limites. De ce résultat, on a vu à l'œuvre les artisans immédiats : les grands noms de l'exploration, ces officiers et sous-officiers qui se lançaient vers l'inconnu avec audace, accompagnés de quelques soldats. Leur progression pénible fut jalonnée de tombes, où dorment les malheureux qui ne vécurent pas assez pour assister à la réussite de leur œuvre.

Il serait cependant ingrat de laisser toute la gloire de cette épopée aux explorateurs des frontières ; il ne faut pas oublier que, à la même époque, tous les officiers de l'intérieur, du chef de poste au commissaire de district, travaillaient, eux aussi, à perfectionner la connaissance du pays et de ses habitants.

Il ne faut pas perdre de vue non plus qu'en ce temps-là, le chemin de fer des Cataractes n'existait pas encore et que, dans cette région, l'organisation des transports devait assurer l'acheminement de tout le matériel et de

tout le ravitaillement de ces expéditions. Des centaines de milliers de charges passèrent ainsi de Matadi à Léopoldville pour y être transportées par les steamers de l'État jusqu'aux extrémités des voies navigables : Zongo, Gô, Stanleyville, Lusambo, Bena-Kamba. De là, elles repartaient par les sentiers de brousse ou par pirogue, pour atteindre, aux extrémités de l'État, les postes les plus reculés et les expéditions lointaines.

C'est l'ensemble de tous ces efforts, obscurs ou glorieux, qui permit la réalisation du rêve de Léopold II et dota notre pays de la plus belle colonie d'Afrique Centrale...

CHAPITRE III

La campagne arabe

1892 - 1895

> « ...Les Puissances qui exercent ou qui exerceront des droits de souveraineté... dans les territoires formant le bassin conventionnel du Congo déclarent que ces territoires ne pourront servir ni de marché ni de voie de transit pour la traite des esclaves de quelque race que ce soit. Chacune de ces Puissances s'engage à employer tous les moyens en son pouvoir pour mettre fin à ce commerce et pour punir ceux qui s'en occupent ».
>
> (*Acte Général de la Conférence de Berlin*, 26 février 1885. Chapitre III. Article 9.)

Introduction.

Causes profondes.

Rivalité territoriale.

Un coup d'œil jeté sur la carte du Congo tel qu'il était occupé vers 1890 montre qu'un conflit entre les Arabes et l'État Indépendant était inévitable (voir carte n° III/1).

Ceux qu'on appelait alors les « Arabes » étaient, en réalité, des métis de noirs et d'Arabes, commerçants venus de Zanzibar qui, à partir de 1870 environ, étendirent leur zone d'action jusqu'au bassin du Congo.

Ces marchands vendaient surtout de l'ivoire et des esclaves. Pour se les procurer, ils n'hésitaient pas à employer la manière forte, volant l'ivoire et saccageant les villages pour rafler les esclaves... qui transportaient d'ailleurs l'ivoire jusqu'à Bagamayo.

Les traitants n'opéraient pas en personne et laissaient à leurs bandes le soin d'opérer les razzias. Ces troupes, souvent formées et entraînées par des esclaves émancipés, furent, elles aussi, appelées « Arabes ». En fait, il y avait très peu de véritables Arabes au Congo.

Le plus célèbre de ces traitants fut Tippo-Tip, métis d'un Arabe et d'une Zanzibarite. Il arriva dans le Maniema vers 1870. Très riche et disposant d'un grand nombre de fusils, il devint rapidement le chef des Arabisés de cette région et entra en relations avec tous les explorateurs qui la parcoururent, notamment Cameron, Livingstone et Stanley. C'est avec ce dernier qu'il entama la mémorable descente du Lualaba à partir de Nyangwe.

Installé successivement à Tabora, Kabambare, Kasongo et Nyangwe, il s'établit aux Falls en 1883. Nous avons vu ses démêlés avec les représentants de l'État Indépendant et les incidents qui amenèrent, pendant son absence, la prise de la station par son parent Bwana N'Zigé et son neveu Rachid.

L'Acte Général de la Conférence de Berlin et des traités particuliers conclus avec les voisins de l'État Indépendant avaient fixé à celui-ci des limites conventionnelles dont nous avons parlé au chapitre précédent. Manquant de personnel et de ressources, l'État n'avait installé ses postes que dans une partie de cet immense territoire et avait été obligé de négocier avec les Arabes après la perte de la station des Falls.

Le 24 février 1887, à Zanzibar, le traité suivant avait été signé :

« Monsieur Henry Morton Stanley, agissant pour le compte de Sa Majesté le Roi des Belges, Souverain de l'État Indépendant du Congo,

nomme Hamed-ben-Mohamed (Tippo-Tip), en qualité de Vali (Gouverneur) dans le district des Stanley-Falls, avec un traitement de trente livres sterling par mois, aux conditions ci-après :

« 1° Tippo-Tip s'oblige à arborer le pavillon de l'État du Congo sur la station près des Stanley-Falls et à faire respecter l'autorité de l'État sur le fleuve Congo et sur tous ses affluents, tant à la station qu'en aval, jusqu'à la rivière Aruwimi ; il s'engage à empêcher les Arabes et les tribus qui y sont établies de se livrer au commerce des esclaves ;

2° Tippo-Tip recevra un résident, représentant de l'État Indépendant du Congo, et se servira de son intermédiaire pour toutes les communications qu'il aurait à faire à l'Administrateur Général ;

3° Tippo-Tip aura la liberté de faire son commerce légitime dans toutes les directions et vers tous les endroits qui sont à sa convenance ;

4° Tippo-Tip nommera un remplaçant intérimaire, auquel ses pouvoirs seront délégués en son absence et qui lui succéderait s'il venait à mourir, Sa Majesté le Souverain de l'État se réservant du reste le droit de désapprouver le choix de Tippo-Tip s'il y voyait des objections sérieuses.

5° Le présent arrangement n'aura de valeur qu'aussi longtemps que Tippo-Tip ou son remplaçant intérimaire remplira les conditions ci-dessus » (1).

A la fin de l'année 1889, l'Administrateur Général déclarait, dans un rapport au Roi-Souverain, à propos de ce traité :

« Si cet acte n'a pas donné jusqu'ici tous les résultats qu'on s'en était promis, on ne peut néanmoins contester qu'il a dans une certaine mesure contribué à limiter les horreurs de la chasse à l'homme et qu'il a facilité la restauration et l'accroissement de l'influence civilisatrice de l'État aux Stanley-Falls, sans effusion de sang.

« Tout en montrant par des résolutions non équivoques qu'il est bien décidé à mettre définitivement un terme aux exactions et aux massacres dont les indigènes sont les victimes, et à user au besoin de la force pour atteindre ce but, l'État a cherché à orienter dans une voie nouvelle les opérations commerciales des Arabes, dans l'espoir de les amener à demander à des transactions légitimes l'équivalent des bénéfices que leur procure la traite » (2).

(1) Coquilhat, C., Sur le Haut-Congo, p. 465.

(2) Rapport du 28 octobre 1889. Lycops et Touchard, Tome I, p. 373.

Mais dans le même rapport, l'Administrateur Général était bien obligé de constater que seules les rives du fleuve et de ses principaux affluents, et cela depuis Léopoldville jusqu'aux Falls et à Lusambo seulement, avaient cessé d'être le théâtre de sanglantes razzias. De nouveaux efforts étaient nécessaires si l'on voulait, conformément aux engagements pris à Berlin, faire disparaître de tout le territoire de l'État, le commerce des esclaves.

« Il serait hautement désirable, poursuivait l'Administrateur Général, dès que nos ressources nous le permettront, de pouvoir nous mettre en travers des grands courants de la traite intérieure, en organisant des croisières sur certaines de nos eaux, et en occupant les voies principales qui mènent soit au Soudan nord-oriental, soit aux sources du Congo, où se trouvent les champs d'action des Arabes agissant entre les lacs Tanganika et Nyassa.

« Des postes militaires établis au sud du Katanga d'une part, vers les limites du bassin du Nil de l'autre, intercepteraient efficacement les routes de la traite dans ces parages. Nous devons toutefois réserver l'examen des détails des dispositions à arrêter à cet effet jusqu'à ce que nous soyons pourvus des ressources financières nécessaires. »

Pour l'État, toute la question était là... Il devait, avant de se lancer dans pareille aventure, renforcer la Force Publique et créer des bases de départ.

De leur côté, les Arabes, loin de respecter les termes du traité, avaient continué leur commerce d'esclaves et étendu leur champ d'action. Lorsqu'on lit certains auteurs, on serait tenté de croire que les Arabes furent des conquérants très soucieux du bien-être des populations indigènes, à qui ils apportaient les bienfaits de leur civilisation. Il est certain que, là où étaient installés leurs centres commerciaux, ils avaient construit de grandes villes et appris beaucoup de choses aux indigènes. Il est

vrai qu'ils étaient, en général, bons pour leurs esclaves domestiques et que ceux-ci ne se plaignaient pas de leur sort, n'attachant pas à la liberté le même prix que les blancs. Mais il ne faut pas oublier par quels moyens les Arabes étaient arrivés à la prospérité : leurs richesses provenaient exclusivement de pillages, ils dévastaient des régions entières pour se procurer de l'ivoire et des esclaves et massacraient impitoyablement les bouches inutiles.

Avec des métis et des esclaves choisis, ils se créaient des bandes armées dont ils confiaient le commandement aux plus intelligents et aux plus braves. Ces bandes allaient ravager les régions non occupées par les Arabes et pas encore protégées par des postes de l'État, notamment la région du Lomami, les bassins du Lopori et de la Maringa et les régions de l'Aruwimi et de l'Ituri.

Dans une lettre du lieutenant Tobback où le futur résident des Falls vante la civilisation arabe et les qualités de Tippo-Tip [1], on trouve cette restriction :

« Il est malheureusement exact que leurs moyens, pour se procurer, à l'intérieur, de l'ivoire et des esclaves, ne sont pas toujours recommandables... Il n'y aurait que deux moyens de les y faire renoncer : la guerre ou le commerce. »

On remplirait un volume avec les récits indignés de tous ceux qui furent témoins des méfaits de ces brigands. Citons ici ces quelques lignes de Livingstone [2] :

« Que ne pouvons-nous faire un récit exact des horreurs de la traite de l'homme et donner un total approximatif des existences qu'elle détruit chaque année ! Car, nous le sentons, si la moitié de ces horreurs pouvaient être connues, l'indignation et la pitié qu'elles éveilleraient seraient telles que ce trafic infernal disparaîtrait bientôt,

(1) *Mouvement Géographique*, 25 août 1889, p. 67.
(2) LIVINGSTONE, Exploration du Zambèze, 1858-1864, p. 363-365.

quelque sacrifice qu'il dût en coûter pour l'anéantir... Pour quelques centaines d'individus que procure une de ces chasses, des milliers d'hommes sont tués ou meurent de leurs blessures, tandis que les autres, mis en fuite, expirent de faim et de misère ou périssent dans les guerres civiles et de voisinage, tués, qu'on ne l'oublie pas, par les demandes des chasseurs d'esclaves.

« Les nombreux squelettes que nous avons trouvés dans les bois ou parmi les rochers, près des étangs, le long des chemins qui conduisent aux villages déserts, attestent l'effroyable quantité d'existences sacrifiées par ce trafic maudit. »

C'est pour limiter les dégats de ces bandes que l'État avait conclu avec les Arabes une convention bornant leur zone d'action à l'Aruwimi d'une part et au Lomami d'autre part.

Il ne faut pas perdre de vue que, pendant ce temps, leurs coreligionnaires les Mahdistes menaçaient du même fléau la zone du Haut-Uele. Un des buts de l'expédition Vankerckhoven vers le Nil était, nous l'avons vu, d'empêcher la jonction des deux partis.

Menaces contre le commerce d'esclaves.

Répondant aux appels pathétiques du Cardinal Lavigerie, des Sociétés antiesclavagistes s'étaient formées à Bruxelles, Paris, Rome, Madrid, Cologne, au Portugal, en Autriche, en Suède... En novembre 1889, s'ouvrait à Bruxelles une conférence internationale dont les travaux aboutirent, en 1890, à l'acte général qui organisait les mesures à prendre pour la répression de la traite, tant sur terre que sur mer.

A la suite de cette conférence, l'État Indépendant d'une part, la Société Antiesclavagiste de Belgique d'autre part, firent un effort considérable pour faire disparaître, de toute l'étendue du territoire de l'État,

la plaie de la traite. L'État édicta une loi pénale applicable aux faits de traite (1). Cette loi, pour être efficace, devait être appuyée par une force susceptible de châtier les coupables et obligeait donc l'État à étendre son occupation.

Inutile de dire que les Arabes virent d'un mauvais œil le renforcement des postes de l'État : la zone dans laquelle ils avaient pu jusqu'alors se livrer impunément à leurs razzias, diminuait chaque année d'étendue. Menacés dans leur commerce le plus lucratif, ils se voyaient arrêtés et contenus par des soldats de la Force Publique faisant partie d'expéditions militaires ou solidement établis dans de nouvelles garnisons.

Menaces contre le commerce honnête.

Ajoutons que l'État, non seulement combattait la traite, mais imposait des droits de sortie sur le commerce de l'ivoire. Ces restrictions apportées à leurs opérations commerciales indisposèrent les chefs arabes contre les représentants du pouvoir, notamment dans la zone du Tanganika où le capitaine Jacques, au nom de l'État Indépendant, percevait ces droits de sortie.

La haine du blanc fut encore accrue par l'arrivée en zone arabe de commerçants européens venus faire concurrence aux traitants sur leur propre terrain. Les expéditions d'Alexandre Delcommune et d'Hodister avaient montré la voie et des sociétés envoyaient sur le Lomami et le Lualaba des agents chargés d'y ouvrir des comptoirs.

L'attitude de l'État vis-à-vis de la traite et du commerce de l'ivoire, l'action de la Société Antiesclavagiste, la concurrence commerciale européenne, toutes ces causes augmentèrent, de mois en mois, la tension existante entre

(1) Décret du Roi-Souverain du 1er juillet 1891, Lycops et Touchard, Tome I, p. 559.

les deux parties. Bientôt les Arabes en arrivèrent à jurer sur le Coran qu'ils extermineraient tous les blancs qui se présenteraient dans « leur » zone. Oublieux des traités qu'ils avaient signés, ils se croyaient les seuls maîtres de cette région. Confiants dans la force et le nombre de leurs bandes, ils continuèrent à chercher des esclaves et à étendre leur zone d'action. Le ton de leurs réclamations montait de plus en plus, une explosion devenait fatale.

Cependant, le Gouvernement ne désespérait pas de trouver une solution pacifique. En fin de l'année 1891, le commandant Fivé fut envoyé d'Europe en mission spéciale d'information. Il devait s'efforcer de prolonger la période des relations amicales et, dans le cas où ses négociations échoueraient, étudier un plan de campagne pour écraser l'ennemi et occuper le Maniema.

Après quelques mois d'enquête, l'Inspecteur envoyait un rapport alarmant : « La conflagration générale est imminente, elle peut être retardée, mais il n'est plus au pouvoir de personne de l'éviter » (1).

Opérations préliminaires. (Carte III/1)

En fait, malgré la paix apparente, des incidents avaient éclaté entre les deux parties chaque fois que leur avance les mettait en présence en quelque point du territoire.

MOMPONO.

En 1890, le lieutenant Baert explora la Lulonga et ses affluents et fonda les postes fortifiés de Buru et de Basankusu pour contenir les esclavagistes venant du Lomami. Lothaire fut le premier chef de poste de Basankusu. Son successeur, le sous-lieutenant Peters, y arriva le 18 octobre 1891 et continua l'œuvre de pacification commen-

(1) Cité par A. LEJEUNE-CHOQUET, Histoire militaire du Congo, p. 82.

cée par Lothaire. A plusieurs reprises, il dut livrer combat aux traitants qui descendaient la Lulonga la nuit pour venir razzier les villages endormis.

En juillet 1892, il remonta la Maringa pour attaquer le camp arabe de Mompono. Après dix-sept jours de voyage en pirogue, ses cinquante soldats, aidés par des auxiliaires indigènes, s'emparèrent du boma ennemi le 6 août 1892 après un violent combat (1).

IBEMBO.

En mai 1890, le commandant Roget, en marche vers Djabir, créa le poste d'Ibembo sur l'Itimbiri et y laissa le lieutenant Duvivier, avec mission d'empêcher le franchissement de la rivière par les traitants opérant dans la région. Ceux-ci, sachant n'avoir devant eux qu'une faible garnison, décidèrent d'attaquer le poste. Averti par les indigènes, Duvivier se porta à leur rencontre sur la rive gauche de l'Itimbiri, défit et mit en fuite l'escorte de leur chef Yambumba, qui ne revint plus jamais sur la rive droite de la rivière.

MALANGOYE.

En décembre, Vangele et Milz, qui venaient de faire leur jonction près de Djabir, montèrent une expédition contre les Arabes du sultan Mirambo qui ravageaient le bassin de la Bima. Partie de Djabir, leur petite troupe remonta l'Uele pendant cinq jours et s'installa défensivement à Malangoye. Trompés par un stratagème de Vangele (2), les Arabes vinrent se faire fusiller devant les palissades, se replièrent en désordre et furent poursuivis avec une telle ardeur par les lanciers de Djabir qu'ils

(1) Le malheureux Peters fut massacré par des indigènes alliés aux Arabes en janvier 1893.

(2) Voir chapitre II.

abandonnèrent tout leur ivoire et ne reparurent plus dans la région.

A Ibembo, en mai 1890, Duvivier apprit que des Arabes, venant du sud, rançonnaient un village voisin. Avec douze soldats, il n'hésita pas à marcher au secours du chef qui l'avait appelé. Mais l'adversaire avait soixante fusils et l'expédition fut repoussée avec pertes. Cependant, les indigènes furent impressionnés par le cran du jeune lieutenant et l'un d'eux abandonna les Arabes qu'il avait servis jusqu'alors pour faire sa soumission à l'État.

Mopocho.

En octobre 1890, le lieutenant Dejaiffe, se rendant de Basoko à Djabir, rencontra près de Mopocho le chef arabisé Kipanga-Panga, qui venait d'être battu par Milz alors qu'il s'efforçait de franchir la Likati pour aller attaquer le sultan Djabir.

Sa colonne de vingt-trois soldats ne pesait pas lourd en face des centaines de guerriers de l'envahisseur. Cependant, grâce à un habile dispositif, grâce aussi à la pluie qui rendait inutilisables les fusils à capsule, il réussit à en imposer au vaincu et le refoula vers l'Itimbiri.

Bomokandi.

En 1891, au fur et à mesure de son avance vers le Nil, l'expédition Vankerckhoven entra en contact, elle aussi, avec les bandes des traitants (1). Rappelons simplement ici la brillante victoire du Bomokandi (27 octobre 1891) où Ponthier attaqua le camp de Purukandu, mit en fuite ses occupants, délivra deux cent cinquante esclaves et s'empara d'un butin important.

Purukandu, pendant sa retraite, fut attaqué par plu-

(1) Voir chapitre II.

sieurs chefs indigènes qui, le sachant battu, avaient cessé de le craindre. Il perdit beaucoup de monde et disparut de la région.

MAPALMA.

A la fin de l'année 1892, Chaltin, partant de Basoko, remonta la Lulu jusqu'aux environs de Mapalma et y tendit une embuscade à toute une caravane de traitants. Le succès fut complet et les survivants furent poursuivis pendant plusieurs jours par les Azandes qui accompagnaient le commissaire de district.

LUSAMBO.

Pendant que la Force Publique se heurtait ainsi aux Arabes dans le nord de l'État, Gongo Lutete menaçait la région du Kasai. Vassal de Tippo-Tip et chef d'une très forte bande au service des chasseurs d'esclaves, il vit d'un mauvais œil la création du poste fortifié de Lusambo. Poussé par son maître Sefu, il prit une attitude menaçante. En juin 1890, la garnison du poste marcha à sa rencontre sous les ordres de Descamps.

Une entrevue n'arrangea rien ; c'est en vain que l'on fit remarquer à Gongo Lutete que les Arabes s'étaient engagés à ne pas dépasser le Lomami. A un ultimatum, il répondit par la guerre et, le 19 août 1890, avec un millier d'hommes, marcha contre les deux cents soldats de Descamps. Ce dernier, averti du danger, avait pris un bon dispositif de combat ; dès que les hommes de Gongo Lutete furent à bonne portée, un feu nourri brisa leur élan, les troupes de l'État contre-attaquèrent et l'ennemi se débanda. Poursuivi jusque dans son camp, le lieutenant de Tippo-Tip perdit de nombreux guerriers... et les deux cent cinquante-trois femmes de son harem, dont s'empara le lieutenant Michaux. Battu, le grand chef batetela laissa cette région en paix jusqu'au début de l'année 1892.

Quelles étaient les forces en présence au moment où des incidents, dont nous parlerons plus loin, allaient mettre le feu aux poudres ?

Situation des belligérants. (Voir carte III/1)

ARABES.

Les Arabes étaient installés dans une série de grandes agglomérations, échelonnées le long de leur ligne de communication. Celle-ci était en même temps la trop fameuse route des esclaves, qui allait des Stanley-Falls à Bagamayo en passant par Nyangwe, le lac Tanganika et Tabora.

Jusqu'en mars 1890, époque du départ de Tippo-Tip pour Zanzibar, ils obéissaient tous à son autorité mais lorsque son neveu (1) Rachid lui succéda, il y eut, non plus une autorité centrale unique, mais une série de sultans plus ou moins indépendants, unis par la haine du blanc et la défense d'intérêts communs...

Aux Falls, Rachid portait le titre de Commissaire de district et avait auprès de lui un résident officiel, agent de l'État Indépendant : le capitaine Tobback, assisté des sergents Rue, Van Lint et Ducoulombier. Kirundu était sous la domination de Kibonge, Mserera régnait à Riba-Riba et Munie Mohara à Nyangwe. A Kasongo, Sefu, fils de Tippo-Tip, avait aussi le titre de Commissaire de district ; détachés auprès de lui comme résidents, se trouvaient le lieutenant Lippens et le sous-lieutenant Debruyne (2). Kabambare était commandé par Bwana N'Zigé, celui-là même qui, en 1886, s'était emparé, avec son fils Rachid, de la station des Falls. Rumaliza, à

(1) Bwana N'Zigé, parent de Tippo-Tip, était souvent appelé son frère. Rachid, fils de Bwana N'Zigé, fut toujours appelé neveu de Tippo-Tip.

(2) Debruyne était sergent à l'Armée Métropolitaine et sous-lieutenant à la Force Publique.

Ujiji, dominait toute la région du Tanganika et y combattait, depuis 1890, les envoyés de la Société Antiesclavagiste. A Mawambi et dans le Haut-Ituri, Kilonga-Longa avait essayé d'étendre son domaine, mais l'arrivée de l'expédition Vankerckhoven avait limité sa zone d'action au bassin de l'Ituri. Gongo Lutete s'était installé à Ngandu, sur le Lomami, et dirigeait, à la tête de plusieurs milliers d'hommes, de fructueuses razzias d'esclaves vers le sud-ouest.

Les relations de ces sultans entre eux et avec leurs « tongas » n'étaient pas toujours cordiales : la concurrence commerciale amenait parfois des querelles intestines. Peut-être Gongo Lutete n'oublia-t-il jamais les propos blessants qui lui furent un jour adressés par Tippo-Tip (1) ?

Les villes constituaient une série de points d'appui et de centres de ravitaillement pour les bandes arabisées. Très peuplées (Kasongo comptait plus de trente mille habitants), elles étaient relativement prospères et les Arabes y avaient construit de belles demeures, confortables et luxueuses.

Réunies, les bandes arabes auraient représenté une armée d'environ cent mille hommes. Heureusement pour l'État Indépendant, cette éventualité était irréalisable, tant à cause de l'esprit d'indépendance de leurs chefs que de la difficulté de nourrir en campagne une troupe aussi nombreuse dans des contrées dépeuplées et dévastées.

Si ces bandes ne possédaient pas une formation militaire et une organisation comparables à celles de la Force Publique, elles étaient composées de guerriers choisis,

(1) D'après Dallons et Cornet, Évolution du poste de Kasongo à travers le temps (Inédit). — Gongo Lutete, arrivant un jour dans le camp de Kasongo, y trouva de nombreux Arabes festoyants. Au moment de servir le riz, Mutipula (Tippo-Tip) dit à ses coreligionnaires : « Diminuez la quantité de riz de Gongo Lutete, cet excrément de nos pères ne peut manger comme nous ». Cette insulte faillit amener un drame et resta « sur le cœur » de Gongo.

d'un courage à toute épreuve, et conduites par des chefs dont certains se montrèrent redoutables et excellaient dans la conduite des opérations défensives. Ils savaient notamment construire de bonnes fortifications de campagne appelées « bomas » et organiser leurs mouvements sans jamais perdre de vue la sûreté. Leur armement était assez hétéroclite ; les chefs possédaient de magnifiques armes européennes à répétition, fruits d'achats et plus souvent de pillage ; leurs hommes disposaient de Winchester à répétition, de Chassepot, de Snider, et surtout de fusils à piston.

État indépendant

De son côté, l'État n'avait pas grand-chose à leur opposer. La Force Publique, née en 1888, avait, en fin de l'année 1891, un effectif de soixante officiers, soixante sous-officiers européens et 3.500 noirs environ, répartis en compagnies dans les sept districts d'alors et dans diverses colonnes mobiles. Ces compagnies étaient indispensables sur place pour le maintien de l'ordre dans les stations et le long des grandes voies de communication. L'État avait cependant constitué des points d'appui destinés à servir de base pour la lutte éventuelle contre les chasseurs d'hommes. Les principaux furent les deux camps de Lusambo et Basoko.

Basoko, établi en 1889, par ordre de Léopold II, pour servir de barrière contre les Arabes, faciliter la pacification de la région et servir de base d'opérations à diverses expéditions, fut fondé par Dhanis, aidé de Bia, Ponthier et Milz. Achevé par Roget, le camp, au moment où Chaltin en prit le commandement en 1891, était rempli de vivres et de milliers de cartouches. Entourée de murs crénelés, munie d'une tour d'observation et de défense de douze mètres de haut, armée de deux canons Krupp, de quatre canons en bronze

et d'une mitrailleuse Maxim, cette place forte stoppa toute avance des Arabes. Sa garnison était alors de trois cents hommes.

Lusambo, construit à la même époque et pour les mêmes raisons par Paul Le Marinel et Legat, abritait trois cents soldats aux ordres de Dhanis. Remarquons en passant que Chaltin et Dhanis étaient tous deux commissaires de district ; à cette époque, toutes les fonctions de ce genre étaient occupées par des militaires. Elles leur donnaient le commandement des troupes de leur territoire.

La seule autre force importante du moment était celle de l'expédition du Nil, qui se trouvait alors aux environs de Niangara : trois ou quatre cents hommes aux ordres de Vankerckhoven, très occupés par leur mission et les combats qu'ils devaient eux-mêmes livrer. Chargés d'empêcher la jonction des Arabes et des Mahdistes, nous avons vu comment ils refoulèrent les premiers au Bomokandi. Plus tard, les lieutenants Delanghe, Christiaens et Francqui repoussèrent les Derviches à Mundu et sur l'Akka (1). La construction d'une série de postes fortifiés sur l'Uele et le Bomokandi opposa, de façon permanente, une barrière solide à la progression des deux forces.

Les communications entre ces groupes étaient lentes et laborieuses, de même que les communications avec le pouvoir central. Les renforts et ravitaillements arrivaient difficilement et au compte-gouttes. Le Gouverneur Général chargea, en août 1892, l'Inspecteur d'État Fivé, de « prendre la direction des opérations militaires sur le Haut-Congo dans le cas où les Arabes des Falls se mettraient en hostilité ouverte contre l'État » (2). En fait, à ce moment, les opérations avaient déjà com-

(1) Voir chapitre IV.
(2) Cité par A. Lejeune-Choquet, *op. cit.*, p. 82.

mencé à l'insu du pouvoir central qui, pendant tout un temps, resta en retard sur les événements. Dans de pareilles circonstances, il appartenait aux agents se trouvant sur place de faire face aux événements. Fivé leur fut plus utile par l'aide qu'il leur fournit que par son rôle de coordinateur que les distances démesurées séparant les points névralgiques rendaient difficile.

Il faut ajouter aux forces de l'État celles des stations antiesclavagistes du Tanganika : quelques centaines de soldats aux ordres du capitaine Jacques, dont les efforts courageux seront longtemps neutralisés par un ennemi possédant une supériorité numérique écrasante.

Beaucoup trop faibles pour s'attaquer seules à leur puissant adversaire, les troupes de l'État s'adjoignirent des auxiliaires qui, difficiles à mener, eurent cependant lorsqu'ils étaient bien conduits, une influence heureuse sur l'issue de la campagne. Seuls, ils eussent été incapables de battre les bandes des traitants mais, encadrés, soutenus et recevant des missions bien déterminées, ils se montrèrent excellents comme éclaireurs et éléments de poursuite et d'exploitation.

Pour combler les vides et étoffer les effectifs, quatre mille deux cents mercenaires étrangers furent recrutés en 1893 et 1894 et le recrutement des miliciens fut poussé de façon à faire passer les effectifs totaux de la Force Publique de six mille en 1892 à dix mille en 1894. Dhanis, de son côté, enrôla des indigènes volontaires et des esclaves libérés auxquels on donna, dès qu'on eut le temps, une instruction sommaire. Formés à la dure école des combats, il devinrent pour la plupart d'excellents soldats au contact des nombreux volontaires de la Côte, Haoussas et autres, qui constituaient encore la majorité de la Force Publique au début de la campagne, du moins du côté de Lusambo.

La grande faiblesse de l'État était les difficultés de transport, qui compliquaient le ravitaillement et l'amenée de renforts et empêchaient toute liaison efficace entre les deux principaux groupes d'action. Basoko et Lusambo étaient reliés au Stanley-Pool par les steamers de l'État, mais entre le Pool et Matadi, hommes et matériel devaient emprunter le long et pénible sentier des caravanes. A partir de Lusambo, le ravitaillement des colonnes progressant vers l'est devait se faire par porteurs. De Basoko, on pouvait atteindre Bena-Kamba et les Falls en steamer. A partir de cette dernière station, les renforts et le ravitaillement étaient dirigés, partie en pirogue, partie à pied pour éviter les rapides, par la voie du Lualaba jusqu'à Kasongo.

Peu nombreux mais bien organisés et disciplinés, mieux armés que leurs adversaires et surtout animés d'une farouche volonté de vaincre, les soldats de la Force Publique allaient affronter les bandes fanatiques exaspérées par la résistance des blancs. C'est une lutte pour la vie qui s'engageait entre l'État et les Arabes.

Causes immédiates. (Voir carte III/2)

Deux faits transformèrent en guerre ouverte l'hostilité sourde qui opposait jusqu'alors les deux partis en présence : le massacre de l'expédition Hodister et la défaite de Gongo Lutete par les troupes de Dhanis, défaite suivie de son passage dans le camp du vainqueur.

MASSACRE DE L'EXPÉDITION HODISTER.

Hodister, agent de l'État de 1883 à 1886, puis de la « Sandford Exploring Expedition » et de la « Société anonyme pour le Commerce sur le Haut-Congo », avait exploré, au service de ces sociétés, diverses régions

du Congo, notamment celle qui s'étendait entre le Lomami et le Lualaba au nord de Kasongo.

Il y noua avec les Arabes des relations amicales et entrevit la possibilité de commercer fructueusement avec eux. Rentré en Europe, il fut nommé directeur du « Syndicat Commercial » chargé de créer dans la zone arabe des établissements qui achèteraient aux traitants les marchandises qu'ils avaient coutume d'expédier par la côte orientale.

Revenu aux Falls au début de l'année 1892 avec une quinzaine d'agents, Hodister en envoya une partie sur le Lualaba pour y créer des comptoirs à Riba-Riba, Nyangwe et Kasongo, pendant qu'une autre équipe, sous ses ordres directs, remontait le Lomami pour s'y établir à Yanga, Bena-Kamba et Lhomo.

Les premiers chefs arabes rencontrés se montrèrent favorables à ces projets : Rachid et Sefu aux Falls, Kibonge à Kirundu et les traitants du Lomami facilitèrent le voyage des commerçants et entamèrent des opérations de vente d'ivoire.

Toutefois, vers le sud, à Riba-Riba et à Nyangwe, Mserera et Mohara se montrèrent hostiles ; les succès de Vankerckhoven sur l'Uele avaient contraint leurs frères de race à rétrograder vers les Falls et à restreindre leur champ d'action. D'autre part, dans la région du Tanganika, le capitaine Jacques apportait des entraves à leur commerce.

Mserera interdit à Noblesse, agent d'Hodister, de s'installer chez lui. Quelques jours plus tôt, il avait d'ailleurs défendu au lieutenant Michiels, adjoint de Tobback, d'y faire flotter le drapeau de l'État. L'intervention du lieutenant Tobback, résident des Falls, n'arrangea rien car, après son départ, Noblesse et Michiels — qui n'avaient avec eux que huit soldats — furent massacrés par les Arabes.

Les récits de cet assassinat, qui n'eut pas de témoins

européens, ne concordent pas tout à fait. Noblesse, selon les uns, Michiels, selon les autres, voulut passer outre à l'interdiction de Mserera et s'établir définitivement à Riba-Riba. Cette attitude déclencha la colère du chef, il fit saisir Noblesse qui fut tué après d'horribles supplices. Michiels réussit à s'enfuir... Après avoir erré seul pendant quinze jours dans la forêt, vivant de fruits et de racines, il se retrouva devant Riba-Riba, fut repris et périt lui aussi après avoir été torturé pendant deux heures...

Hodister, après avoir mené à bien l'installation des comptoirs du Lomami, se dirigea par terre vers Riba-Riba, pour établir la liaison avec ses postes du Lualaba. Aux avant-postes de la ville, il fut arrêté par une foule hostile et massacré avec ses compagnons ([1]) avant d'avoir pu s'expliquer. Il paraît que Mserera regretta cette mort lorsqu'on lui apporta la tête des quatre blancs.

Deux jours plus tard, le poste de Lhomo fut détruit et l'agent Pierret y fut tué.

VICTOIRE SUR GONGO LUTETE (carte III/2)

Pendant ce temps, Gongo Lutete avait décidé de reprendre son projet de conquête de 1890. A la tête de plusieurs milliers d'hommes, il marcha de nouveau vers Lusambo. Averti, Dhanis se porta à sa rencontre

([1]) Voici les noms des agents commerciaux victimes du soulèvement :

Noblesse, A.	10 mai 1892	Riba-Riba
Hodister, A.	15 mai 1892	idem
Desmedt, J. B.	id.	id.
Goedseels, J.	id.	id.
Magery, J. (docteur)	id.	id.
Pierret	17 mai 1892	Lhomo

On pourrait y ajouter le nom de l'agent Chaumont P., qui se noya le 17 mai à Lhomo au cours de sa tentative de fuite.

Signalons que l'agent Desmedt était l'ancien chef clairon qui, au service de l'État Indépendant, forma, en 1888, les premiers musiciens de la Force Publique.

avec les auxiliaires du chef Pania Mutombo. En même temps, le capitaine Descamps devait quitter Luluabourg pour essayer de couper sa ligne de retraite et le lieutenant Michaux était détaché vers le nord-est pour contenir et repousser Fuamba, lieutenant de Gongo, qui opérait dans cette direction. Descamps, malade, perdit quelques jours et ne put remplir sa mission.

Michaux traversa la rivière Luidi sur un pont de lianes qu'il fit construire par ses soldats et surprit ainsi Fuamba qui se croyait en sûreté parce qu'il avait détruit le seul pont existant. Ce fut plutôt une chasse à l'homme qu'un combat, raconte Michaux ; seul le fait que ses Haoussas n'étaient pas de très bons tireurs empêcha les pertes de l'ennemi d'être désastreuses.

Dhanis rencontra une première fois les Arabes le 23 avril. Il attaqua de flanc et à revers leur position ; l'ennemi n'opposa qu'une courte résistance et s'enfuit en abandonnant vingt tués et quarante prisonniers. Le 5 mai, la colonne Dhanis se heurta une nouvelle fois aux hommes de Gongo. Les Arabisés occupaient une forte position mais avaient mal gardé un de ses accès, parce qu'il leur semblait infranchissable. C'est par une vallée étroite et difficile que les soldats de l'État s'approchèrent, grâce à cela, de la position sans être signalés. La surprise créa la confusion dans les rangs de l'ennemi qui prit la fuite en laisssant quatre-vingts tués et plusieurs centaines de prisonniers.

Quatre jours plus tard, Gongo Lutete ralliait ses hommes et attaquait Dhanis à Batubenge. Le nombre des assaillants était si impressionnant que les hommes de Pania Mutombo disparurent avant que le combat n'ait commencé. Cette fuite réjouit l'assaillant qui, croyant remporter une victoire facile sur la poignée de soldats qui l'attendait, se précipita impétueusement à l'assaut. Accueillis par un feu meurtrier au passage d'une vallée étroite, ils furent stoppés et rebroussèrent bientôt chemin dans la déroute la plus complète.

Le 12 mai, le lieutenant de Wouters d'Oplinter rejoignit Dhanis et alla incendier, à Kisima-Sauri, le boma de Gongo Lutete, qui s'enfuit chez son allié Mpufu. Assagi par cette série de défaites, le lieutenant de Sefu avait perdu confiance dans les chances de succès de ses maîtres ; la force de l'État s'était imposée à lui d'une façon décisive, et songeant peut-être aussi à la façon méprisante dont Tippo-Tip l'avait un jour traité à Kasongo, il décida d'abandonner ses anciens maîtres et de se soumettre au vainqueur.

Celui-ci accueillit avec d'autant plus de joie les émissaires de Gongo qu'en rentrant à Lusambo, il avait trouvé des instructions du pouvoir central lui enjoignant de former une colonne chargée d'occuper effectivement le Katanga, où se trouvaient alors les expéditions Stairs et Bia.

Peu soucieux de laisser en face d'un adversaire aussi redoutable que Gongo les faibles forces qui garderaient Lusambo après son départ, Dhanis reçut avec faste ses envoyés et promit d'aller lui rendre visite. Le détour par Ngandu n'était pas inutile s'il voulait laisser derrière lui une situation nette. Par la même occasion, il irait à Kabinda sonder les intentions du puissant chef Lupungu.

Lorsque la colonne Dhanis arriva à Mono Kialo, elle y trouva des envoyés de Gongo et Lupungu, chargés de lui remettre des présents et de l'inviter à se rendre, en premier lieu, chez leur maître respectif. Gongo ayant envoyé les plus beaux présents, c'est vers sa résidence que se dirigea l'expédition. Elle atteignit Ngandu le 13 septembre 1892.

Voici comment le médecin anglais Hinde, officier de la Force Publique qui accompagnait Dhanis, parle du fameux lieutenant des arabisés [1] :

[1] SIDNEY LANGFORD HINDE, La chute de la domination des Arabes du Congo, p. 54.

« Gongo Lutete naquit dans le Malela et par le sang, il était Bakusu. Il avait lui-même été esclave, étant tombé enfant aux mains des Arabes. Jeune encore, en récompense de sa remarquable conduite et de son courage dans les expéditions de razzias, il reçut la liberté.

« Dès l'âge de dix-huit ans, se mettant en route avec un fusil, il réunit sous ses ordres une bande de brigands qu'il mena avec une verge de fer ; il ne lui fallut pas longtemps pour devenir le principal chasseur d'esclaves et d'ivoire de Tippo-Tip.

« ...A cette époque, Gongo Lutete avait peut-être trente ans. C'était un homme bien bâti, d'esprit intelligent, d'environ cinq pieds neuf pouces de haut, de peau brune, avec de grands yeux bruns aux longs cils, une bouche petite aux lèvres minces, le nez droit, relativement étroit...

« ...Il fallait voir cet homme sur le sentier de la guerre pour juger des différents aspects de son caractère. Le chef calme et fier et le compagnon gai et amical, devenait, sur le champ de bataille, une individualité enthousiaste, d'une organisation évidemment nerveuse, qui lançait tous ses ordres l'un après l'autre sans un moment d'hésitation. Il pouvait supporter une fatigue considérable et savait mener ses guerriers à travers le pays dans une course de plusieurs heures.

« La bande de brigands dont Gongo Lutete s'était entouré était en majeure partie de race batetela... »

Dans son village fortifié de Ngandu peuplé de dix à quinze mille habitants, Gongo combla Dhanis de présents et après quelques jours de discussion, fit son entière soumission. Le 19 septembre, il déclara solennellement accepter l'autorité de l'État et rejeter celle de Sefu. Il admit en outre qu'il n'exercerait sur Lupungu aucune suzeraineté, laissant celui-ci dépendre directement de l'État.

Dhanis laissa chez lui une petite garnison de quarante soldats sous les ordres du lieutenant Duchesne et du sergent Prégaldien et se rendit chez Lupungu.

Quelques jours après avoir fait sa soumission à l'État, Gongo apprit que Sefu avait ravagé deux de ses villages et s'était emparé d'une centaine de ses hommes. Furieux, il se déclara prêt à marcher contre lui avec les troupes de l'État.

Précieux appoint que celui-là : Gongo pouvait mettre sur pied quelque quinze cents guerriers armés de fusils à piston. Un seul ennui : ces auxiliaires, on l'a vu, n'étaient pas des saints, loin de là. Comme ils n'étaient pas astreints à la discipline des réguliers de la Force Publique, il fut impossible de les empêcher de manger un certain nombre de victimes après chaque combat... Pénible rançon d'une collaboration cependant nécessaire si l'État ne voulait pas succomber...

C'est à ce moment que Dhanis apprit le massacre de l'expédition Hodister... Chez Lupungu, travaillé depuis quelques jours par le lieutenant de Heusch et le sergent Cerckel que l'on y avait envoyés en avant-garde, les négociations furent couronnées de succès et le grand chef des Baluba fit sa soumission le 4 octobre. Le 7, Gongo et lui reçurent un ultimatum de Sefu et lui répondirent qu'ils étaient passés au service de l'État. Avec Lupungu, une nouvelle troupe de mille fusils à piston se rangeait sous le drapeau bleu étoilé d'or.

Dhanis se rendit compte que l'expédition vers le Katanga n'était plus possible dans les circonstances du moment : le plus pressant était de parer au danger créé par le soulèvement arabe. Laissant le gros de l'expédition à Kabinda, aux ordres du lieutenant Scheerlinck, il retourna à Lusambo avec une faible escorte pour en ramener des munitions, de l'artillerie et des auxiliaires. Il organisa en même temps une ligne de transport de Lusambo à Ngandu.

Campagnes contre les Arabes.

1re campagne DHANIS. (Lomami-Lualaba voir carte III/3)

Période de préparation

Le 22 octobre, Scheerlinck reçut une lettre du sous-lieutenant Debruyne : Sefu, avec dix mille hommes, s'apprêtait à marcher contre les blancs et voulait s'emparer de tout le pays jusqu'à Léopoldville. Il demandait qu'on lui livrât Gongo — ou tout au moins sa tête — et que l'on quittât le pays...

« Nous avons des multitudes de guerriers armés de fusils », avait déclaré Sefu à l'assistant de son résident ; « toutes les populations s'étendant entre nous et ton frère Dhanis ont été emmenées en esclavage et ne pourraient donc l'aider en quoi que ce soit. D'autre part, Dhanis a accepté le concours de Gongo le renégat. Dis-lui bien qu'il n'insiste pas, je veux le Congo jusqu'à l'embouchure du fleuve et je le laisserai rentrer en Europe s'il m'envoie en guise de satisfaction personnelle la tête de ce Lutete. »

Scheerlinck, qui attendait impatiemment l'arrivée du gros des forces de l'État, répondit par une missive temporisatrice expliquant « qu'il n'avait pas les pouvoirs voulus pour traiter avec Sefu et pour dépasser le Lomami ». Il transmit à Dhanis la lettre de Sefu et se porta à Goy-Moyassa, sur le Lomami, pour y rencontrer le sultan ou ses envoyés. Furieux de ce maigre résultat, Sefu considéra dès lors les deux résidents comme ses prisonniers et commenca à leur appliquer un régime de tortures et de privations. Lippens, déjà grièvement malade, devint vite incapable de se déplacer.

Le 29 octobre, seconde lettre de Debruyne : les Arabes auraient divisé leurs forces en trois parties

pour traverser le Lomami. Debruyne, qui connaît leurs préparatifs et aussi l'extrême faiblesse numérique des forces de l'État, conseille d'abandonner la lutte. « Sefu a déclaré que sa patience était à peu près épuisée et qu'il n'épargnerait aucun de nous si nous ne cédions pas à l'instant. »

Scheerlinck lui répondit : « Si Sefu n'est point animé de desseins hostiles, qu'il consente, en sa qualité de Vali de l'État, à châtier les assassins de Riba-Riba et de Nyangwe. S'il manque à ce devoir, la vengeance des blancs ne se fera pas attendre. Dhanis fondra sur lui avec des forces fantastiques. Et si l'on attente à la liberté ou à la vie des blancs de Kasongo, les troupes de l'État écraseront les Arabes depuis le Lomami jusqu'au Tanganika... » (1).

Averti, Dhanis rassembla ses troupes et prévint Scheerlinck, dangereusement placé aux avant-postes avec cent trente hommes, qu'il arriverait bientôt avec toutes ses forces et des milliers d'indigènes, heureux de combattre ceux qui leur avaient fait tant de mal.

Ordre fut donné à Michaux de venir de Lusambo avec un canon et quatre-vingts soldats ; de Wouters quitta Pania Mutombo, emportant une autre pièce d'artillerie ; de Heusch, venant de Kabindare, joignit Goy-Moyassa avec toutes ses forces. De fortes patrouilles furent envoyées le long du Lomami pour essayer de détruire les moyens de passage et retarder ainsi toute action jusqu'au moment où serait achevée la concentration des troupes de Dhanis.

Le sous-lieutenant Debruyne.

Sefu envoya Debruyne, sous bonne garde, jusqu'à la rive droite de la rivière, pour parlementer de sa part avec les représentants de l'État Indépendant.

(1) Cité par JANSSENS et CATEAUX, Les Belges au Congo, Tome I, p. 87.

Le 14 novembre, dans l'après-midi, Scheerlinck reçut un mot du sous-lieutenant, l'avertissant que celui-ci se trouvait à deux heures de marche du Lomami et lui demandant pour le lendemain une entrevue où il le mettrait au courant des dispositions des Arabes et des exigences de Sefu. « ...Jamais, lieutenant Scheerlinck, je n'ai vu un individu aussi stupide, aussi abruti, aussi lâche et aussi menteur que cet ignoble assassin de Sefu. Je suis traité en vil esclave... » (1), se plaignait le malheureux qui demandait qu'on lui envoyât un peu de vin.

Le lendemain à 8 heures 30, Scheerlinck, accompagné du docteur Hinde, attendait au bord de la rivière... Sur l'autre rive, ils virent s'avancer l'infortuné Debruyne méconnaissable, couvert de plaies, en haillons, pieds non chaussés. Tout le monde connaît l'entretien pathétique, tout le monde a lu des récits de ce dialogue poignant... Au lieutenant qui lui conseillait de se jeter à l'eau et de traverser la rivière sous la protection du feu des soldats de l'État cachés dans les herbes, l'héroïque officier répondit qu'il ne pouvait abandonner son chef mourant. Il ne demanda qu'une boussole, pour faciliter sa fuite au cas où son chef disparaîtrait avant lui. Malgré les instances de ses camarades qui lui dirent que son chef, probablement déjà mort, pouvait être abandonné sans remords, Debruyne refusa de les rejoindre et, après avoir salué le lieutenant et le drapeau de l'État, disparut dans la brousse pour aller se remettre entre les mains de ses bourreaux...

A Kasongo, il retrouva son chef vivant, mais en piteux état. Le 1er décembre, exaspérés par l'annonce de leurs premiers revers, les Arabes pénétrèrent dans la demeure des résidents, tuèrent Lippens, puis Debruyne,

(1) D'après les *Vétérans coloniaux*, nº d'octobre 1931. Lettre de Debruyne au lieutenant Scheerlinck.

mutilèrent leurs corps et envoyèrent à Sefu leurs mains coupées.

Le 20 novembre, Dhanis rejoignit Scheerlinck. En chemin, il avait détaché Michaux et ses quatre-vingts soldats à Ngandu pour y renforcer la troupe de Duchesne et les hommes de Gongo. Cette fois, les troupes de l'État étaient réunies et prêtes à l'action ; aux trois cent cinquante réguliers qu'elles comptaient s'ajoutaient dix mille indigènes dont un cinquième environ étaient armés de fusils à piston.

Combat de Chige.

Dans la nuit du 21, Dhanis, à Goy-Moyassa et Duchesne, à Ngandu, furent avertis que l'ennemi avait franchi le Lomami à une trentaine de kilomètres en aval de Goy-Moyassa. Immédiatement, Dhanis envoya en reconnaissance le sergent monrovien Albert Frees à la tête de quarante hommes et d'auxiliaires, avec mission offensive éventuelle. Le 22, un message annonçait au commandant qu'ils étaient attaqués par les Arabes qui avaient passé la rivière en force. Immédiatement, Dhanis partit de nuit vers le nord. De Ngandu, Gongo et Michaux s'étaient, eux aussi, dépêchés vers le lieu du franchissement. Albert Frees, le caporal Benga et leurs quarante soldats, aidés de Lupungu et Kolomoni, s'étaient efforcés en vain de s'opposer au passage ; beaucoup plus nombreux, les Arabes les avaient repoussés avec de sérieuses pertes.

La nuit, il plut à torrents et tous attendirent le jour avec impatience, sans abri, dans les herbes ou les bois. Les Arabes, conformément à leur tactique habituelle, avaient, sitôt passé la rivière, construit un « boma » et s'y étaient retranchés. Le docteur Hinde a décrit ainsi leur procédé [1] :

[1] Hinde, *op. cit.*, p. 61.

« Une troupe arabe en marche emploie un grand nombre de ses esclaves à abattre et à transporter avec eux des arbres et des arbrisseaux d'environ douze à quinze pieds de long et ayant jusqu'à six pouces de diamètre.

« Aussitôt qu'une halte est décidée, les esclaves plantent ces perches ou pieux en un cercle d'environ cinquante yards de diamètre, à l'intérieur duquel s'établissent les chefs et les officiers. On creuse alors une tranchée et la terre est rejetée contre les palissades ; dans cette terre, formant parapet, on place des troncs de bananiers couchés dans la direction de tir éventuel des défenseurs.

« Autour du centre et suivant les inégalités du sol, on plante une seconde ligne de pieux ; ce second cercle a environ trois ou quatre cents yards de diamètre, une nouvelle tranchée est creusée de la façon décrite ci-dessus, avec également des troncs de bananiers dans le remblai.

« L'intervalle entre les deux lignes de fortifications est occupé par des troupes.

« Si le boma ne doit être occupé que pendant deux ou trois jours, c'est également tout ce qu'on fait. Mais si l'on a l'intention de séjourner davantage, on creuse une tranchée en dehors des palissades.

« Le procédé qui consiste à employer des troncs de bananier de la manière ci-dessus est ingénieux ; après quatre ou cinq heures, ils se contractent, et quand on les retire du remblai, ils laissent des meurtrières à travers lesquelles les défenseurs peuvent tirer à couvert.

« De petites huttes sont construites dans tout l'intérieur du fort ; elles sont formées d'une excavation profonde d'environ un demi-yard, couverte de bois ; ce bois forme un plafond sur lequel la terre est placée sur une épaisseur d'une couple de pieds ; par-dessus tout est un toit de chaume pour préserver de la pluie.

« Dans beaucoup de bomas, nous trouvâmes que les défenseurs avaient creusé des trous dans la tranchée principale extérieure ; ils y logeaient et dans ce but les avaient garnis d'herbes.

« Le fort est souvent divisé en quatre sections, ou plus, par une palissade et des tranchées, de telle façon que si une partie est prise d'assaut, l'assaillant se trouve sous un feu croisé, position plus dangereuse encore que celle où il se trouvait avant d'entrer.

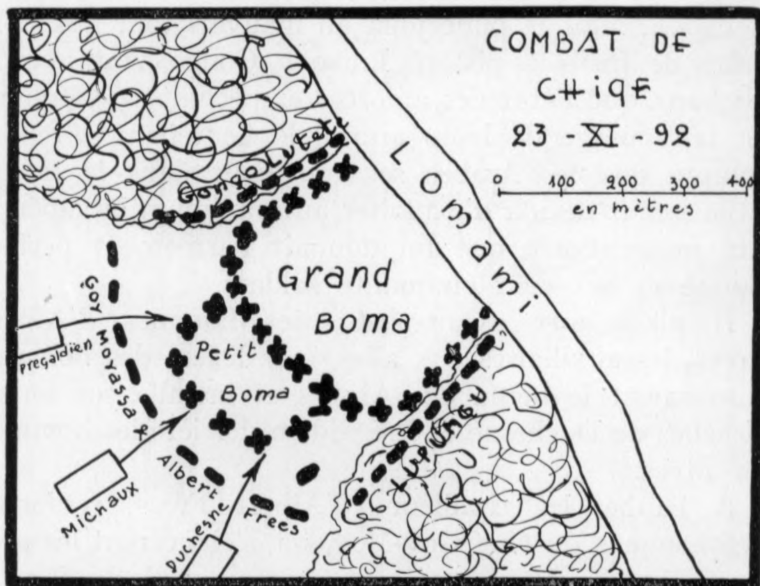
« Nous trouvâmes que les obus de canons Krupp de 7cm5 causaient peu ou pas de dommages à de tels forts. »

Ainsi retranchés à Chige, les Arabes attendaient le choc... Mais la pluie joua un mauvais tour aux porteurs de fusils à piston. Lorsque Gongo vint avertir Michaux que l'état des amorces empêchait ses hommes de faire usage de leurs armes, le lieutenant se rendit compte que les Arabes se trouvaient dans la même situation et décida d'exploiter au maximum la supériorité momentanée que lui donnait l'armement perfectionné de ses cent cinquante soldats.

Il plaça aux avant-postes les hommes d'Albert Frees, les auxiliaires aux ailes, à la lisière des bois qui entouraient le boma des Arabes et installa ses forces et celles de Duchesne et Prégaldien derrière les hommes de Frees.

A l'aube, les tirailleurs d'Albert Frees, renforcés des hommes du chef Goy-Moyassa, s'élancèrent les premiers à l'assaut. Le sergent, accompagné de Benga, arriva en tête aux palissades. Benga, un colosse, se précipita sur les pieux ; le choc en déchaussa deux ou trois et les soldats se ruèrent dans la brèche, suivis des hommes de Michaux, qui s'étaient avancés à travers la fumée des coups de feu. Comme prévu, le tir de l'ennemi était heureusement peu nourri et le petit boma fut enlevé en un clin d'œil. Les auxiliaires de Gongo

et de Lupungu arrivèrent alors à la rescousse. Retirés dans le grand fort, les Arabes ne résistèrent pas longtemps à la violence de l'assaut. La panique se mit dans leurs rangs et ils s'enfuirent, éperdus, vers la seule issue qui leur était ouverte : la rivière, large à cet endroit d'une centaine de mètres et au courant assez rapide. Beaucoup se noyèrent ou s'entretuèrent dans une lutte sauvage pour s'emparer des pirogues ; soldats et auxiliaires firent un carnage effroyable parmi ceux qui s'efforçaient de regagner l'autre rive. Sefu, blessé au bras, fut parmi les heureux qui parvinrent à s'échapper mais il avait perdu son fils dans la bataille.



L'attaque de Michaux, qui marcha rapidement au combat dès qu'il fut averti du passage de la rivière, ses dispositions judicieuses en vue de l'assaut, le courage des gradés Frees et Benga, tout cela, sans parler de la pluie providentielle qui avait diminué la puissance de feu des Arabes, avait permis à l'État de remporter

une magnifique victoire. A cause de la disposition peu heureuse des bomas arabes, adossés à une rivière difficilement franchissable, leur défaite s'était transformée en désastre. Ce premier combat de la campagne en fut aussi l'un des plus meurtriers. Michaux avait bien mérité les félicitations de Dhanis et l'épée d'honneur que lui offrit plus tard le Souverain.

Les soldats récoltèrent un butin splendide : près de deux mille fusils à capsules, de grandes quantités de poudre et de munitions diverses et trente fusils à répétition. La campagne arabe commençait par une victoire éclatante dont le résultat ne se fit pas attendre : les chefs Dibwe, Bwana Kasongo, Kalemba et d'autres, qui avaient jusqu'alors secondé les Arabes, vinrent se soumettre aux représentants de l'État, qui s'étaient montrés les plus forts dans cette journée décisive.

En même temps qu'elle provoquait de nouveaux ralliements, cette victoire portait un coup sensible au prestige et au moral des Arabes. Le sultan Munie Mohara, qui s'apprêtait à rejoindre Sefu pour participer à la conquête du Congo, s'enfuit avec toutes ses troupes.

Progression vers Lusuna.

Sans attendre les ordres de Boma, Dhanis devant la violation flagrante de la paix et des traités par les Arabes, franchit à son tour le Lomami afin de porter la guerre chez l'adversaire. De Ngandu et de Goy Moyassa, les forces de l'État se dirigèrent vers Lusuna, où elles opérèrent leur jonction le 12 décembre : six européens, quatre cents soldats et de nombreux indigènes. Cependant, le chef Lupungu, ancien adversaire de Gongo, déclara que ses gens ne le suivraient pas à l'ouest du Lomami, parce qu'ils craignaient la dysenterie et la petite vérole qui régnaient dans le Lualaba.

Dhanis le renvoya dans sa patrie, ainsi que Kolomoni. Il eut d'ailleurs été difficile de nourrir sur le pays une bande qui comptait, avec les femmes et les enfants, plus de vingt-cinq mille personnes. Seuls, Gongo et ses hommes continuèrent à accompagner les soldats réguliers.

Dhanis réorganisa ses forces, écrivit à Boma pour expliquer la situation, informer le Gouverneur de ses intentions et solliciter des ordres... et des renforts. Il ne restait toutefois pas inactif et envoyait constamment les hommes de Gongo en éclaireurs pour étudier les mouvements et les intentions de l'ennemi.

Pendant ce temps, l'Inspecteur d'État Fivé, chargé par le Gouverneur Général de diriger les opérations militaires contre les Arabes, quittait Léopoldville pour Lusambo avec le commissaire de district Gillain. Ils emportaient avec eux tout ce qu'ils avaient pu trouver comme soldats, armes, munitions et approvisionnements au Stanley-Pool.

D'autre part, apprenant que les expéditions Delcommune et Francqui rentraient de leur mission au Katanga, Dhanis leur envoya une demande de secours... Delcommune lui fit parvenir des armes et des munitions que le sergent Cassart s'offrit à convoyer jusqu'au camp des troupes de Dhanis. Francqui se rendit à Ngandu et, de là, envoya vers Lusuna l'équipement qui lui restait : fusils, cartouches et un petit bateau démontable qui fut perdu avant d'arriver à destination.

Pendant ce temps, Munie Mohara mobilisait également toutes ses réserves et lançait des appels aux autres chefs arabes. Pendant trois semaines, il se livra un peu partout des escarmouches entre patrouilles.

Fin décembre, les troupes de l'État se mirent en marche vers Nyangwe. A l'avant-garde marchait Gongo Lutete, soutenu par quatre-vingt-dix hommes aux

ordres de Michaux. Derrière, venait le gros commandé par Dhanis.

Combat contre Munie Pembe.

Le 30 décembre, vers midi, Michaux entendit des coups de feu vers l'avant, aux environs de Kasongo-Luakila. Il précipita la marche et arriva à temps pour empêcher un désastre. Chargé d'éclairer la colonne, Gongo, beaucoup trop confiant dans ses forces, s'était imprudemment attaqué aux hommes de Munie Pembe, fils de Munie Mohara. Ce dernier infligea une sévère leçon au présomptueux, qui perdit beaucoup de monde, fut mis en fuite et ne dut son propre salut qu'au dévouement de ses femmes...

Pour rétablir la situation, Michaux d'abord, Dhanis ensuite, pénétrèrent dans un marais où ils enfonçaient parfois jusqu'au cou, ouvrirent le feu sur les Arabes qui fléchirent bientôt. Les hommes de Gongo revinrent à temps pour participer à la poursuite de l'ennemi qui battait en retraite vers son camp. Les troupes de l'État y pénétrèrent à sa suite et l'en chassèrent sans difficulté. Les Arabes abandonnaient vingt barils de poudre et de nombreux objets ayant appartenu à l'expédition Hodister. Deux cents des leurs restaient sur le terrain mais Gongo avait, lui aussi, perdu beaucoup de monde et les troupes de Dhanis comptaient quatre-vingts tués et blessés.

Continuant sa progression, Dhanis vint camper le 3 janvier à Goy Kapopa en un endroit magnifiquement choisi pour la défense. Situé sur un plateau qui dominait de trois cents mètres la plaine environnante, protégé de deux côtés par des rivières impraticables, le commandant pouvait attendre les renforts demandés.

Combat du sergent Cassart.

Parti le 3 janvier de Ngandu, le sergent Cassart avait quitté les autres membres de l'expédition Delcommune, bien qu'il n'y fut pas obligé, son terme de service étant terminé. Avec vingt-sept soldats, dont vingt-deux Haoussas, et deux cent cinquante porteurs chargés du ravitaillement, de vingt-cinq mille cartouches et de caisses contenant quarante fusils, il arriva le 7 à Lusuna. Il y trouva une lettre de Dhanis qui lui demandait de se hâter et lui recommandait d'être sur ses gardes.

Munie Mohara, bien renseigné, apprit l'arrivée de cette caravane et prépara une embuscade. Le 9 janvier, Cassart fut assailli au moment où il levait le camp. L'aube pointait... Dans l'obscurité, les soldats, bien dressés, se rangèrent de part et d'autre de leur chef, pour protéger la colonne qui se formait. A un feu violent mais mal dirigé, ils répondirent par des salves régulières et bien ajustées qui arrêtèrent les assaillants à cinquante mètres du but. Attaqué sur les flancs et en front, Cassart fit face partout avec courage. Le jour se leva, montrant les forces de l'agresseur : plusieurs milliers d'Arabes tournaient autour de cette belle proie, espérant une victoire facile. Mais ils avaient devant eux des soldats animés par un homme dont rien ne pouvait abattre la volonté de tenir jusqu'au bout. Cassart réconforta ses hommes, fit ouvrir les caisses de cartouches et d'armement, distribua les fusils aux porteurs. Grâce à Dieu, les munitions ne manqueraient pas ! Pendant cinq heures, soixante-huit fusils maintinrent un feu nourri qui empêcha l'ennemi d'entamer la résistance des soldats. Bien plus, Cassart réussit à contre-attaquer deux fois avec une poignée d'hommes, dégagea son camp, et profita de l'accalmie pour pousser ses porteurs et continuer sa route.

Dès le début de l'action, il avait envoyé un homme demander des renforts mais son messager s'était écroulé évanoui après avoir remis sa lettre. Les soldats envoyés à la rescousse par Dhanis sous le commandement de de Wouters n'arrivèrent pas, faute de guide, à trouver le lieu du combat.

Vers trois heures de l'après-midi, le camp de Goy Kapopa fut alerté ; une troupe s'approchait du camp ; les dispositions de défense furent prises et le canon pointé... A ce moment, un porteur essoufflé s'avança : ce n'était pas l'ennemi, mais Cassart, qui approchait, Cassart qui « entrait dans le camp avec tous ses bagages, blessé, mais étant sorti du dilemme où il se trouvait sans même avoir vu la troupe que nous lui avions envoyée. Ses premières paroles nous amusèrent : Commandant, j'ai été tout, excepté pris, et j'ai brûlé une terrible masse de cartouches » (1). Ils en avaient consommé cinq mille et trois Mauser avaient été mis hors service par ce tir intense.

Cassart, qui s'était déjà brillamment conduit dans le combat livré à Albertville en août 1892 (2), venait de se couvrir de gloire dans ce que Dhanis devait appeler plus tard « un des plus beaux faits d'armes de la campagne arabe » (3). Une fois de plus, la Force Publique affirmait sa supériorité, due ici au courage indomptable d'un jeune sous-officier et à l'esprit qu'il avait su insuffler à ses soldats bien drillés.

Combat contre Munie Mohara.

Pendant ce temps, la troupe de secours avait continué ses recherches et était arrivée devant le camp occupé par Munie Mohara. Les lieutenants de Wouters et

(1) Hinde, *op. cit.*, 142.
(2) Voir plus loin.
(3) Dhanis, op. cit., *Congo Illustré*, 10 mars 1895.

Scheerlinck l'attaquèrent de front et Michaux esquissa un mouvement tournant vers la gauche. Dissimulés par les hautes herbes, ils s'approchèrent impunément à moins de cinquante mètres des limites du camp : les Arabes, qui attendaient des renforts de Sefu, ne s'étaient pas inquiétés. Grâce à la surprise, le combat fut de courte durée ; un recul s'amorça qui devint rapidement une fuite et le désastre fut complet lorsque Mohara lui-même fut mortellement blessé en combattant. Découvert par les blancs, il repoussa orgueilleusement les soins qu'on lui offrait en disant : « Infidèles, je ne veux pas... » et expira sous les yeux de ses vainqueurs. L'effet moral de cette mort fut considérable dans les deux camps.

De nouveau, un riche butin tomba entre les mains des forces régulières, qui y découvrirent de nombreux objets appartenant à un blanc. Étaient-ce ceux de Cassart ?

Craignant une attaque de Sefu sur le camp affaibli par leur départ, les vainqueurs rejoignirent Goy Kapopa, où ils eurent la joie de retrouver sain et sauf celui qu'ils avaient cru mort et vaincu.

Débarrassé par ces victoires des forces de Munie Mohara et de celles de Munie Pembe, Dhanis, qui n'avait plus en face de lui que Sefu, décida de passer à l'attaque. Pour faciliter le franchissement de la rivière Lufubu, il fit construire un pont que les hommes de Gongo, protégés par des soldats, établirent en une avant-midi.

Sefu fut averti par une reconnaissance maladroite envoyée par Michaux, reconnaissance qui se transforma en escarmouche aux abords du camp arabe. Il leva son camp avant l'attaque et se retira dans Nyangwe... L'assaut que Dhanis avait prévu pour le 12 devenait inutile ; en arrivant au camp, on ne trouva que le vide.

La route de Nyangwe était libre. Dhanis, qui n'avait

toujours pas reçu d'ordres, décida de s'y rendre sans plus tarder, afin de profiter de ses victoires et de ne pas laisser à l'ennemi le temps de s'organiser.

Après quelques jours de marche, « le 21 janvier, au milieu du jour, au sortir d'une épaisse ceinture de forêt, nous vîmes Nyangwe s'étendre devant nous. Nous en étions séparés par une prairie large d'environ deux milles et par le fleuve que nous savions avoir à cet endroit un millier de yards d'une rive à l'autre ; et cependant, si transparente était l'atmosphère qu'il nous semblait être à portée de fusil de la ville. Quelques minutes à peine après être sortis du couvert, nous pûmes, grâce à nos lunettes, discerner dans les rues de Nyangwe une agitation considérable. Évidemment, nous avions été vus ... » (1).

L'événement était d'importance. La vieille citadelle des marchands d'esclaves n'avait été atteinte, jusqu'à cette date, que par des blancs isolés, jamais par d'autres troupes que celles des traitants. Pour la première fois, l'État y amenait une force importante. Partie de Lusambo quelques mois auparavant, elle s'était ouvert en combattant le chemin du Lualaba, parcourant dans des conditions particulièrement pénibles plus de cinq cents kilomètres.

Devant Nyangwe.

Pendant un mois, les deux partis s'observèrent d'une rive à l'autre. Dhanis attendait des renforts et recherchait le moyen de passer le fleuve en force. Pour franchir cet obstacle formidable, de nombreuses pirogues étaient nécessaires. Les pêcheurs Wagenias, seuls propriétaires d'embarcations, ne montraient aucun enthousiasme pour collaborer avec l'un ou l'autre parti. Prudemment,

(1) Hinde, *op. cit.*, p. 153.

ils attendaient les événements, prêts à se ranger du côté du vainqueur pour participer au pillage du vaincu. Toutefois, ils consentirent volontiers à assurer des transports pour les deux partis, vendant aux Arabes des renseignements recueillis lors de leurs visites chez les blancs, puis, très impartialement, venant monnayer des services analogues sur l'autre rive.

D'une berge à l'autre, des tireurs d'élite ou de simples amateurs de « cartons » échangeaient journellement des coups de feu. Les imprudents qui se mettaient trop en vue servaient de cibles à des Arabes qui se cachaient dans une petite île. Pour contre-battre ces « snipers », Dhanis fit construire une tour en bois sur la rive gauche, d'où les tireurs d'élite de la Force Publique avaient des vues fichantes sur l'île. Mais les Arabes, vexés, montèrent un raid nocturne et incendièrent la tour que les soldats, trop confiants, avaient abandonnée pendant la nuit. Il fallut la reconstruire et la garder pour que les Arabes abandonnent leur position. De temps en temps, quelques obus étaient lancés dans la ville et y provoquaient la panique.

Pendant cette période d'inaction, Gongo Lutete sollicita l'autorisation de partir en expédition de quinze jours. Il partit avec tous ses guerriers, laissant ses femmes à la garde des éclopés.

Averti de ce départ et voulant profiter de l'affaiblissement momentané des forces de Dhanis, les Arabes, tenaillés par la famine, franchirent le fleuve en aval dans le but de surprendre le camp de l'État. Un déserteur avertit opportunément le commandant et lui apprit en outre que, suivant leur habitude, les ennemis s'étaient retranchés dans plusieurs bomas en attendant de progresser... D'autres faits confirmèrent bientôt leur présence. Des hommes envoyés en corvée disparurent, tombés dans une embuscade. La nuit du 25 au 26 février, la panique se mit dans le camp des femmes que Gongo

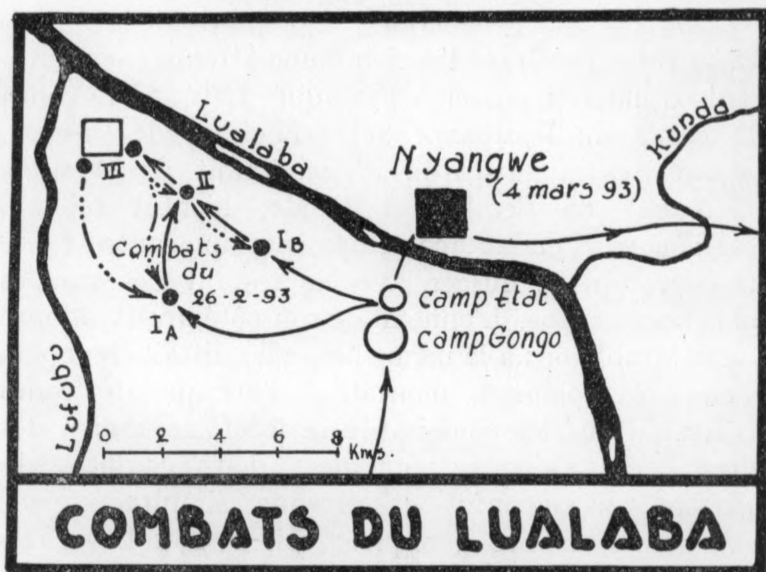
avait laissées devant Nyangwe ; des coups de feu éclatèrent. Pour calmer la gent féminine qui, par son désordre, risquait d'empêcher toute défense efficace, ordre leur fut donné de se coucher par terre. Comme cet ordre était appuyé d'une menace de tirer sur celles qui se relèveraient, la panique fut rapidement enrayée et le champ de tir dégagé. Cependant, le calme revenu, aucune attaque ne se produisit.

Combats du Lualaba.

Dès l'aube, préférant l'action à une attente énervante, Dhanis décida de passer à l'attaque. Laissant le camp à la garde du lieutenant Scheerlinck et de Cassart, il envoya en avant-garde le lieutenant de Wouters accompagné de Cerckel et Hinde, bientôt rejoints par Michaux. Pendant ce temps, par une autre route plus courte, il se dirigea avec le restant des troupes vers le boma arabe. L'ennemi de son côté, avait adopté un plan semblable : à la même heure il quittait son boma et, en trois colonnes, montait à l'attaque du camp de l'État. Dans les couloirs de la forêt, au milieu des hautes herbes, s'engagèrent alors deux combats de rencontre assez confus et presque simultanés, sur chacun des itinéraires (croquis : voir I A et I B). Des deux côtés, l'avantage resta à la Force Publique dont les troupes étaient plus disciplinées et plus manœuvrières. Meilleurs tireurs, obéissant à leurs chefs comme sur le terrain de manœuvre, les soldats noirs refoulèrent devant eux leurs agresseurs.

Leurs chemins, malheureusement, se croisaient et tout à coup, sans le savoir, ils se trouvèrent l'un en face de l'autre à portée du fusil (croquis : voir II). Déjà, quelques balles sifflaient, tambours et clairons battaient la charge... A ce signal, les troupes de l'État se reconnurent et arrêtèrent à temps une opération

qui aurait pu devenir catastrophique. Ensemble, les deux groupes continuèrent la poursuite et la menèrent si rapidement que l'adversaire n'eut pas le temps d'organiser la défense des bomas qu'il venait de réoccuper si précipitamment (croquis : voir III). Au premier assaut, ils furent envahis, s'enfuirent et, acculés dans l'angle formé par le confluent de la Lufubu et du Lualaba, se jetèrent à l'eau, se disputèrent les quelques pirogues et perdirent beaucoup de monde.



COMBATS DU LUALABA

Cette curieuse et complexe bataille de rencontre, qui fut une surprise pour les deux adversaires, se terminait par un nouveau succès. En pareille circonstance, l'avantage devait revenir à la troupe la plus disciplinée et la mieux instruite. Le courage et l'avantage du nombre ne suffirent pas aux Arabes pour tirer de la rencontre un parti victorieux.

Cette victoire eut, comme d'habitude, une heureuse influence sur les indigènes. Les Wagenias s'étaient main-

tenant rendus compte de quel côté était le vainqueur probable et, le 1er mars, ils se mirent à la disposition de Dhanis avec une centaine de pirogues.

Le 3, le commandant reçut enfin des ordres. L'Inspecteur d'État Fivé lui enjoignait de marcher sur Nyangwe l'avertissait que des renforts lui étaient envoyés de Lusambo et que, de Basoko, le commissaire de district Chaltin avait reçu ordre d'aller occuper Bena-Kamba et de rallier Nyangwe. Par le même courrier, une lettre du Gouverneur Général donnait l'ordre à Dhanis de se maintenir sur la défensive sur la rive gauche du Lomami.

Il n'était évidemment pas question, vu la tournure des événements, d'obéir aux ordres du Gouverneur Général. Ceux de Fivé soulevèrent l'approbation générale et c'est avec enthousiasme que l'assaut de Nyangwe fut décidé pour le lendemain. Ces soldats, qui marchaient de succès en succès depuis plusieurs mois, ne pouvaient compromettre la victoire par un arrêt des opérations qui eût permis à l'adversaire de reconstituer ses forces. D'ailleurs, tout conseillait de profiter de l'occasion favorable ; la résistance des Arabes serait certainement diminuée par l'effet moral de leur récente défaite.

A Nyangwe, le puissant chef Bwana Simba, ex-allié et ami de Gongo Lutete, était toujours en relation avec celui-ci. Sefu apprit que Gongo le sollicitait de passer dans le camp de l'État. Craignant de voir se renouveler l'aventure de Gongo, il considéra dès lors Bwana Simba comme son prisonnier. Les nombreux guerriers de ce dernier lui devinrent également suspects et, voyant son effectif diminué d'autant, Sefu abandonna Nyangwe pour se réfugier à Kasongo et y attendre Rumaliza qu'il avait appelé au secours.

Prise de Nyangwe.

Le 4 mars au matin, devant Nyangwe, une impressionnante flottille faisait route à toute vitesse vers la rive droite. Au lieu de la farouche résistance à laquelle ils s'étaient attendus, les assaillants furent accueillis par une seule décharge de mousqueterie mal ajustée. Parvenus sur la terre ferme, ils se précipitèrent vers la ville où seuls quelques Arabes s'enfuirent devant eux : toute l'agglomération tomba bientôt entre les mains des troupes de l'État au prix de quelques rares coups de feu. Les Arabes avaient évacué le poste, vidé par eux de tout ce qui offrait quelque intérêt. Victoire sans combat, pas de butin... La joie était cependant très grande : l'ancienne capitale de Tippo-Tip, connue dans le monde entier grâce aux récits de Livingstone et Stanley, était au pouvoir de l'État.

Le lendemain, on apprit que Munie Pembe s'était installé à quelques heures de marche de la ville. Le sergent Albert Frees, à la tête de soixante réguliers et de quelques hommes de Gongo, effectua une attaque de nuit, surprit complètement le camp arabe et ramena les enfants mulâtres d'Hodister, prisonniers des Arabes, le harem de Munie Pembe et un butin considérable.

Émeute à Nyangwe.

Les jours suivants, de nombreux indigènes armés envahirent la ville pour venir faire leur soumission à l'État. Leur nombre augmentait de jour en jour... Le 9 mars, des bagarres éclatèrent un peu partout, une bataille confuse et terrible commença entre les soldats et les anciens auxiliaires des chasseurs d'esclaves. Pris à revers par les hommes de Lutete, la plus grande partie des assaillants fut massacrée, non sans avoir causé de lourdes pertes dans les rangs de la Force Publique.

La cause de ce pénible massacre ne fut jamais établie avec certitude. Il est certain qu'un rien devait suffire à créer des incidents entre des ennemis de la veille de caractère aussi farouche. Michaux, qui connaissait les hommes de Gongo se demandait si cette émeute n'avait pas été provoquée par eux pour se créer une occasion de carnage et de cannibalisme !

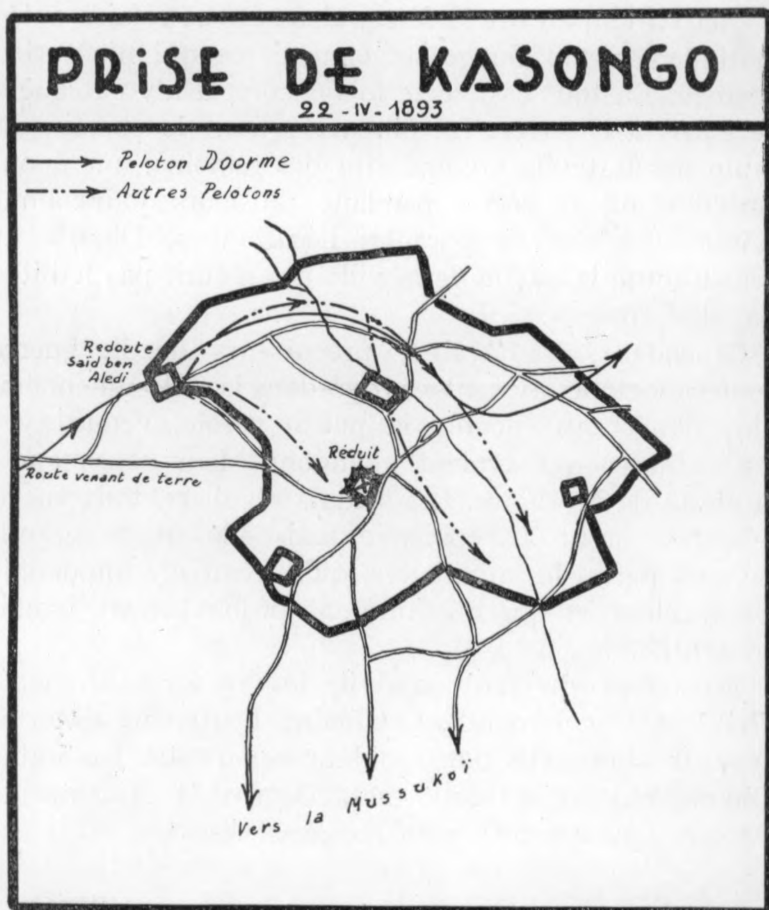
Ces auxiliaires n'étaient en effet pas des agneaux et, après chaque combat, un certain nombre de tués prenaient le chemin de leurs rôtisseries ! Tous les blancs étaient révoltés par cette conduite mais vouloir l'empêcher en employant la force, c'eût été se refaire automatiquement de Gongo un ennemi, ce qui n'eût rien arrangé. En tous cas, cette fois encore, il n'y eut guère de corps à enterrer. La plupart prirent le chemin du camp des Batetela où, au dire des témoins, une épouvantable odeur régna pendant plusieurs jours. Pour éviter le retour de pareilles hécatombes, Dhanis fit brûler toute la partie de la ville qui n'était pas habitée par les troupes.

Cependant, les Arabes, précurseurs de la guerre bactériologique, avaient envoyé dans la ville un ennemi plus dangereux encore : la petite vérole, venue avec les « ralliés » qui avaient abandonné leur cause après la chute de Nyangwe. Les soldats réguliers, tous vaccinés, résistèrent à l'épidémie mais elle fit de grands ravages parmi les auxiliaires, qu'il avait été impossible de vacciner et qui n'y auraient probablement jamais consenti...

Au début du mois d'avril, les renforts annoncés arrivèrent : commandant Gillain, lieutenant Doorme et cent cinquante bons soldats venant de Lusambo. Dhanis réorganisa ses forces. Il perdait Michaux et Cassart, qui rentrèrent en congé en Europe.

Prise de Kasongo.

Le 17, la colonne repartait, laissant à Nyangwe une garnison commandée par de Wouters. Les soldats venus de Lusambo marchaient en avant-garde, sous les ordres de Gillain et Doorme, tandis que le sergent Cerckel assurait la garde des bagages et la sûreté arrière. Le but était Kasongo, la plus importante des villes arabes, le bastion de Sefu.



Après cinq jours de marche prudente, les troupes arrivèrent le 22 en face de la ville. Trois cents soldats réguliers, aidés de deux mille auxiliaires s'attaquaient à plus de dix mille arabisés dont les deux tiers étaient armés de fusils.

Sefu, averti du danger, avait organisé la défense à sa façon. Se méfiant des indigènes, il leur interdit de quitter Kasongo. Une conséquence de cet état de siège fut que personne n'y entra plus et que Sefu, ainsi privé de renseignements, en fut réduit aux hypothèses. Il supposa que les blancs viendraient par eau et Gongo par terre et arrangea ses plans en conséquence : la plus grande partie de ses troupes défendait les routes venant du fleuve. Des redoutes furent construites, des auxiliaires placés en avant-poste, un cordon de sentinelles entoura la ville. Saïd ben Abedi et ses gens construisirent un fortin du côté de la route venant de terre. A l'intérieur de la ville, un véritable château-fort, entouré de murs crénelés, servait de réduit fortifié.

A neuf heures et demie, les premiers coups de feu furent échangés entre l'avant-garde de Dhanis et les avant-postes arabes. Dhanis traversa aisément cette faible résistance et pénétra dans la ville. Pendant ce temps, Doorme, superbe d'audace, arrêté un moment par le feu du fort de Saïd ben Abedi, y répondit par quelques salves et ordonna à ses hommes l'assaut du boma. Le premier, il escalada la palissade et pénétra dans la place, entraînant ses hommes par son exemple. Les occupants épouvantés s'enfuirent et le peloton Doorme, traversant au pas de charge la vallée qui coupait la ville en deux, vint prendre à revers les défenses de l'est. Pendant que deux autres pelotons renforçaient cette action, le restant des soldats cernèrent le réduit. La résistance s'y raidit un moment et Dhanis, isolé, y échappa de peu à la mort mais les défenseurs du réduit capitulèrent et le combat devint, une fois

de plus, un sauve-qui-peut général parmi les hommes de Sefu. Talonnés par les auxiliaires, les Arabes se précipitèrent vers le fleuve et vers l'est. Beaucoup se noyèrent dans la Mussukoie et d'autres furent massacrés par les Wagenias qui s'étaient offerts à les transporter en pirogue.

Ce rapide combat livra la ville aux forces de l'État en une heure de temps. Pendant deux jours, des colonnes furent envoyées à la poursuite des survivants. Sefu réussit à s'échapper et, avec les débris de ses troupes, s'efforça de rejoindre les bandes de Rumaliza.

Un butin considérable tomba entre les mains de Dhanis. Comme l'écrit le docteur Hinde [1] :

« Kasongo était une ville beaucoup plus importante que la célèbre vieille capitale de l'esclavage, Nyangwe.

« Pendant le siège de Nyangwe, dont la prise était plus ou moins attendue, les habitants avaient eu le temps de mettre en lieu sûr tous les objets de valeur et même les meubles. A Kasongo, ce fut différent ; nous nous précipitâmes si subitement dans la ville que tout fut laissé en place. Tous nos hommes trouvèrent de nouveaux équipements et même les simples soldats dormirent sur des matelas de soie et de satin, dans des lits sculptés, avec des moustiquaires de soie. La chambre dont je pris possession avait quatre-vingts pieds de long et quinze de large et s'ouvrait par une porte sur un jardin planté d'orangers au delà duquel la vue s'étendait à plus de cinq milles. En me réveillant, j'eus de la peine à me figurer que j'étais dans l'Afrique centrale ; mais un coup d'œil jeté sur les trous de balle dans les portes et les volets et une grande tache rouge foncé sur le mur me rappela vite la réalité. Ici, nous trouvâmes un confort européen dont nous avions presque perdu l'usage : bougies, sucre, allumettes, gobelets et carafes en argent et en cristal étaient en profusion. Nous prîmes également environ vingt-cinq tonnes d'ivoire, dix à onze tonnes de poudre, des millions de capsules, des cartouches pour toutes espèces de fusils, canons et revolvers qui aient jamais été fabriqués, quelques obus et un drapeau allemand pris par les Arabes dans l'Afrique Orientale Allemande.

« Les greniers de la ville étaient remplis d'énormes quantités de riz, de café, de maïs et d'autres aliments ; les jardins étaient luxueux et bien plantés ; les oranges douces ou amères, les goiaves, les grenades, les ananas et les bananes abondaient partout.

« Une de nos premières visites — et elle fut bien douloureuse — fut à

(1) Hinde, *op. cit.*, p. 104.

la maison occupée par Lippens et Debruyne, nos pauvres camarades, pendant quelque temps ambassadeurs à la cour de Sefu. Il est étrange (quoiqu'ils aient été assassinés et mutilés) qu'ils aient été enterrés devant leur porte et qu'une petite tombe propre ait été érigée par leurs meurtriers. En déterrant leurs corps, nous trouvâmes qu'à cause de la nature du terrain dans lequel ils avaient été inhumés sept mois auparavant (1) ils n'étaient pas décomposés. Nous leur fîmes de nouvelles funérailles avec les honneurs militaires.

« Parmi le butin que nos hommes rapportèrent se trouvaient plusieurs fusils à deux coups se chargeant par la culasse, de calibre dix, seize ou douze, une quinzaine de Winchester express et le même nombre de Winchester ordinaires ; ils trouvèrent aussi une douzaine de Martini ordinaires et express et d'innombrables fusils à capsule ; trente ou quarante montres et chaînes d'or, d'argent ou de nickel, et plusieurs reliques d'Emin Pacha, y compris son journal de janvier à octobre 1892 et deux décorations de la Couronne Royale de Prusse et de François-Joseph d'Autriche. Même nos prisonniers arabes nous dirent qu'Emin Pacha était l'homme le plus inoffensif qu'on eût jamais vu en Afrique. Ils n'avaient, suivant leurs dires, pas d'autres raisons pour l'assassiner que la décision prise de faire un massacre général de tous les blancs ; arrivant dans un district où tous les blancs avaient été tués, Emin partagea leur sort » (2).

Cette brillante victoire termina la première phase de la campagne. Obligé de fournir des garnisons aux postes situés tout le long de sa ligne de communication vers Lusambo et d'occuper défensivement le terrain conquis, Dhanis ne disposait plus d'assez de troupes pour continuer sa marche victorieuse. Pendant les cinq mois qui suivirent, il organisa Kasongo et Nyangwe, demanda de nouveaux renforts et prépara une expédition contre les forces de Rumaliza grossies des débris des bandes battues.

(1) Plus exactement : cinq mois (assassinés le 1er décembre 1892).

(2) Rappelons que l'Autrichien Schnitzer, plus connu sous le nom d'Emin Pacha, Gouverneur de la province de l'Équatoria (Soudan), avait été coupé du reste du monde par la révolte mahdiste. Délivré en avril 1888 par une expédition de secours aux ordres de Stanley, il arriva à Bagamayo en 1889. Plus tard, il s'efforça de retourner dans son ancienne province. En 1892, il se trouvait à Irumu, avec l'arabe Saïd ben Abedi, qui voulait l'aider à atteindre Kirundu. Mais Munie Mohara chargea un de ses vassaux, le sultan Kibonge, de le faire assassiner. Le 20 octobre 1892, Emin tombait sous les coups des hommes de Kibonge à l'insu de Saïd ben Abedi, ennemi de Munie Mohara.

De mauvaises nouvelles parvinrent de Ngandu où semblait régner le désordre. Dhanis y renvoya le 5 juin le chef local, Gongo, dont la présence n'était pas nécessaire à Kasongo pendant cette période de trêve. De retour dans son fief, l'ancien lieutenant de Sefu reprit, semble-t-il, ses habitudes de tyran. Peut-être le chef de poste européen manquait-il auprès de lui du prestige d'un Dhanis ? Lorsque Scheerlinck, envoyé à Ngandu par son chef, arriva dans la capitale de Gongo, il mit ce dernier en état d'arrestation.

Un conseil de guerre, présidé par le lieutenant, reconnut Gongo coupable de rébellion et d'atrocités (1). Condamné à mort, il fut exécuté le 15 septembre 1893, après avoir essayé de se pendre dans sa cellule pour éviter ce déshonneur. Son fils Lupungu lui succéda. Tous ceux qui connaissaient le lieutenant Scheerlinck savent qu'il ne condamna Gongo que parce qu'il était convaincu de sa trahison, mais la plupart des officiers qui participèrent à cette campagne regrettèrent la mort de ce chef. Coupable ou non, il avait rendu d'énormes services à l'État et n'aurait pas dû être jugé de cette façon. Cette mesure malheureuse allait être, deux ans plus tard, une des causes principales de la révolte de Luluabourg.

Campagne Chaltin. (Voir carte III/2)

Le 5 mars 1893, Chaltin, commissaire de district de l'Aruwimi-Uele et commandant du camp de Basoko, reçut de l'Inspecteur d'État Fivé l'ordre de remonter le Lomami pour s'emparer de Bena-Kamba et de Riba-Riba. De cette façon, il viendrait en aide à Dhanis et menacerait les Arabes sur leurs arrières, tant à Nyangwe qu'aux Falls.

(1) Notamment d'avoir fait brûler vives sa mère et ses sœurs.

Lomami.

Quatre jours plus tard, le steamer « Ville d'Anvers » emportait vers l'amont cent quatre-vingts soldats armés de fusils Albini et renforcés de deux canons de 7cm5. Une centaine d'indigènes Basoko munis de fusils à piston les accompagnaient. Chaltin était aidé par le sergent Nahan, le sous-lieutenant Coppée et le docteur Dupont.

Dès que l'expédition entra dans le Lomami, elle fut en butte à l'hostilité des indigènes. Chaque fois que le steamer accostait le soir pour refaire sa provision de bois de chauffage, il était accueilli par des volées de flèches et la troupe devait livrer bataille et placer des gardes pour protéger les corvées. Plusieurs soldats moururent de blessures causées par des flèches empoisonnées.

Cependant le 28 mars, l'expédition atteignait Bena-Kamba et le lendemain Lhomo. Là, l'accueil fut cordial, enthousiaste même : la population y avait souffert du joug arabe et saluait dans les blancs ses libérateurs. Le corps de l'agent Pierret, assassiné par Mserera, fut exhumé et une sépulture décente lui fut donnée. Cette funèbre cérémonie exaspéra chez les blancs le désir de combattre les assassins et la colonne se mit en route vers le camp de Tshari où s'étaient réfugiés les Arabes. Après trois jours de marche, l'avant-garde se trouva au contact des traitants devant leur village. Renforcée par le gros des troupes, elle passa à l'attaque et délogea l'ennemi en une heure de combat. Le gros des forces arabisées avait abandonné le camp depuis la veille et traversé la rivière en amont.

Le camp fut occupé et Tshari, qui comptait un millier de maisons et s'étendait sur trois à quatre kilomètres, fut détruit de fond en comble. Les vivres nombreux qu'on y trouva servirent à réapprovisionner la

troupe. Le 10 avril, la colonne repartit pour Lhomo. Une épidémie de variole s'y était entre-temps déclarée qui diminua les effectifs de façon sensible.

Le steamer « Ville de Bruxelles » avait heureusement amené, le 11 avril, un précieux renfort de cent vingt-cinq soldats commandés par le lieutenant De Bock et le sergent Lemmens. Ce détachement était envoyé à la rescousse par le lieutenant Lemaire, alors commissaire de district de l'Équateur. L'agent consulaire américain Mohun accompagnait cette troupe et demanda à Chaltin l'autorisation de participer à la campagne. Celui-ci accepta et le prit comme adjoint.

L'expédition redescendit alors le Lomami jusqu'à Bena-Kamba, d'où les malades furent renvoyés à Basoko sous la garde du docteur Dupont. Laissant quelques hommes à la garde du « Ville de Bruxelles », l'expédition entama une marche pénible vers son second objectif : Riba-Riba.

Riba-Riba.

Laissons Chaltin lui-même raconter ces événements (1):

« Je me dirige à travers la forêt vers Riba-Riba. La marche par des sentiers parfois inondés est pénible ; il arrive souvent que l'on doive marcher dans l'eau jusqu'aux épaules. Le 26 avril, nous traversons le camp arabe abandonné d'Ikamba où Hodister et ses adjoints furent mis à mort, et le 29 nous sommes arrêtés par la Kasuka, rivière au courant torrentueux et d'une largeur d'une cinquantaine de mètres. La rive opposée est occupée par les Arabes qui ouvrent immédiatement le feu. Quelques soldats sont blessés. Mettant à profit une épaisse végétation et de grands arbres qui masquent nos mouvements, nous nous déployons un peu en arrière de la rive et, à notre tour, ouvrons le feu. Des clameurs assourdissantes y répondent ; elles redoublent lorsque notre canon, un Krupp de montagne de 7.5 tire des boîtes à balles. La fusillade est de plus en plus nourrie des deux côtés. Enfin, après une heure de combat très meurtrier, les Arabes lâchent pied et prennent la fuite dans la direction de Riba-Riba.

(1) Chaltin-Stanley-Falls, 1893, *Les Vétérans Coloniaux*, avril 1933, p. 8.

« Malheureusement, nous n'avons pas une seule embarcation pour traverser la rivière et des reconnaissances envoyées au loin, en aval et en amont, n'en découvrirent pas une seule.

« Quelle impuissance.

« Il fallait cependant organiser la poursuite le plus vite possible et atteindre Riba-Riba ; au moyen de parasoliers, arbres qui croissent en très grand nombre dans la région et dont le bois peut être comparé au liège pour la légèreté, je fis construire un radeau permettant le transport de trente hommes à la fois. Le 30, à onze heures du matin, les troupes ayant toutes traversé la Kasuka, se mettent en marche à vive allure vers le Lualaba et ne rencontrent que des villages déserts. Vers trois heures, Riba-Riba est en vue, mais se présente sous l'aspect de ruines fumantes ; les Arabes ont abandonné leur grande et belle ville après y avoir mis le feu.

« Tout me porte à croire qu'ils ont fui dans la direction des Stanley-Falls. Le sort de mon ami Tobback, qui y est le résident de l'État, commence à m'inquiéter. Pourra-t-il résister à une attaque des Arabes ? Il n'a pas de secours à attendre de Basoko, dont les troupes sont avec moi.

« Ma décision est vite prise ; nous devons regagner le plus vite possible Bene-Kamba et, sans perdre de temps, rentrer à Basoko.

« Ainsi fut fait ; le 7 mai, l'expédition à bord du s /s « Ville de Bruxelles » descendait le Lomami. Le 11 elle passe devant le poste d'Isanghi, à l'embouchure du fleuve. Je n'y vois pas le chef Abibu ben Saïd, avec lequel j'avais toujours entretenu des meilleurs rapports ; j'interpelle un des rares arabisés présents, il me crie que Abibu a été appelé aux Stanley-Falls par Tobback et qu'il est parti depuis trois jours avec tout son monde.

« Je continue ma route ; à mi-chemin de Basoko, des hommes montant une grande pirogue font des gestes et de loin me montrent un papier. C'était une lettre de Tobback, m'appelant à son secours et m'écrivant ce qui suit :

« Mon cher Chaltin. — Je ferai tout ce qui est humainement possible pour tenir encore six à huit jours. Au-delà, je suis fichu. Je t'attends, mon copain, avec l'impatience que tu comprends. Ouvre l'œil en montant. Sauf Isanghi, tous les postes intermédiaires sont ici. (Depuis que le billet avait été écrit, les Arabes d'Isanghi s'y trouvaient également).

« Dans une lettre officielle accompagnant ce billet, il était dit :

« Monsieur le Commissaire de District. — Les Arabes m'ont attaqué hier ; le premier engagement a été très violent. Mes soldats sont mauvais, ils ont peur. Si vous n'arrivez pas de suite à mon secours, je succomberai. »

Stanley-Falls [1].

Que s'était-il passé aux Falls ? Depuis le massacre de la mission Hodister, l'attitude du « Vali » Rachid

[1] Voir croquis « Les premières stations de Stanley-Falls », p. 30.

avait changé. Finies les relations amicales avec le résident : maintenant, il était journellement insulté ou provoqué par le sultan qui alla jusqu'à le menacer du sort d'Hodister... Qu'on imagine la situation précaire du malheureux capitaine Tobback et de ses adjoints, les sergents Van Lint et Ducoulombier. Avec une poignée de soldats, ils étaient isolés au milieu de gens qui devenaient de jour en jour plus menaçants. Leur garde avait été renforcée et son effectif atteignait maintenant le chiffre de cent cinquante hommes. Hâtivement recrutés, ces soldats n'étaient guère brillants et leur situation n'était pas faite pour leur donner un moral convenable.

A l'instigation des autres sultans, Rachid, encore hésitant, se décida cependant à passer à l'offensive. Tobback, heureusement, possédait chez les Arabes un agent de renseignement très précieux. Fils d'un chef bangala de Nouvelle-Anvers, formé et instruit par Hodister et Tobback, Badjoko s'était, dès l'arrivée de son maître à Stanleyville, introduit dans les milieux arabisés. Grâce à lui, Tobback était au courant de tout ce que tramaient dans l'ombre les chefs locaux.

Averti du danger qui le menaçait, Tobback abandonna sa position précaire de la rive gauche, au milieu de la ville arabe, et se transporta auprès de ses soldats dans le camp de la rive droite. Lorsque les hommes de Rachid envahirent sa résidence, ils n'y trouvèrent que Badjoko et quelques serviteurs. Menacé de mort, l'homme de confiance de Tobback réussit toutefois à gagner la rive droite et revint, avec son maître, pour emmener les serviteurs du résident. C'est alors que furent tirés les premiers coups de feu de la bataille, sur la pirogue qui emportait Tobback et ceux qu'il n'avait pas voulu abandonner (1).

(1) Plus tard, Badjoko s'engagea au service du gouvernement, devint un im-

Au camp de la rive droite, le capitaine avait préparé la résistance : construction de tranchées, mise en batterie du canon. Pour montrer sa résolution de rester sur place, il détruisit toutes les pirogues du camp, il fallait vaincre ou mourir car aucune fuite n'était plus possible. Il fut heureusement renforcé par de nombreux indigènes qui détestaient les Arabes et vinrent se ranger aux côtés de leur défenseur pour participer à la lutte imminente.

Le lendemain, 15 mai, des Arabes, cachés dans l'île ou dissimulés dans des pirogues, ouvrirent le feu sur le camp. Certains d'entre eux tiraient des balles explosives qui faisaient d'effrayants ravages parmi les noirs atteints. Pour chasser l'ennemi de l'île, Van Lint monta une contre-attaque qui se termina victorieusement et ramena une centaine de prisonniers. Plus de deux cents Arabes étaient restés sur le terrain... pas longtemps cependant, car les indigènes des environs eurent vite fait de les faire disparaître dans un répugnant festin.

Découragés, les hommes de Rachid se contentèrent de quelques escarmouches pendant la journée du 16. Le 17, tout un parti ennemi qui avait réussi à se glisser à travers la forêt surprit le poste de garde. Le moment était critique, mais l'énergie des sergents Rue et Van Lint rétablit la situation : les assaillants furent refoulés, les indigènes se précipitèrent à la poursuite des fuyards et leur infligèrent de fortes pertes. Mais à combien d'assauts résisterait encore la station ? Tobback, qui voyait ses forces et ses munitions diminuer craignait un effondrement lorsqu'il apprit par le sergent Rue l'arrivée de Chaltin (1).

portant chef de secteur, remplissant des fonctions en principe réservées à des agents européens. Il se rendit à deux reprises en congé en Europe, où il fut reçu par Léopold II et Albert Ier. Il était tenu en haute estime par plusieurs anciens, notamment Vangele et Malfeyt.

(1) C'est Rue qui, monté dans une petite pirogue par une nuit noire, avait pu forcer le blocus et atteindre Chaltin pour lui remettre l'appel désespéré de Tobback.

Le 18 au matin, à la grande joie des assiégés, son steamer était en vue. Laissons encore une fois la parole à Chaltin [1] :

« La rive gauche est garnie de milliers d'Arabes et d'Arabisés qui ouvrent le feu contre le bateau ; la plupart de leurs balles tombent dans le fleuve. Quelques soldats et quelques hommes de l'équipage sont blessés. Nos meilleurs tireurs occupent le pont supérieur et répondent au feu de l'ennemi.

« A huit heures, le s/s « Ville de Bruxelles » accoste au poste de l'État qui a heureusement résisté à toutes les attaques. Quel moment, quelle joie, quel bonheur ! en un instant, tous mes soucis, toutes mes alarmes ont disparu. Mon brave Tobback se jette dans mes bras.

« A huit heures trente, le canon est mis en batterie et des obus sont lancés pendant une vingtaine de minutes sur les masses ennemies et sur les bâtiments de la rive gauche. Ce tir produit l'effet attendu ; de nombreux incendies sont allumés et le plus grand désordre ne tarde pas à régner parmi les Arabes. Pendant ce temps, les soldats de Tobback et une partie des miens ont pris place dans de grandes pirogues pouvant transporter quarante à cinquante hommes. Des blancs les accompagnent.

« Avec Tobback, je prends place à bord du vapeur et ordonne au capitaine Bertillus de traverser le fleuve et d'aborder sur la rive gauche, mais de régler la marche du bateau de façon à ce qu'il y arrive en même temps que les pirogues. Les deux ponts, supérieurs et inférieurs, sont occupés par des soldats qui ont reçu l'ordre de n'ouvrir le feu qu'a bon escient et lorsque le bateau sera à cent mètres de la rive. Ce feu produit un effet terrible qui facilite le débarquement.

« Le bateau et les pirogues accostèrent à peu près en même temps. En un instant, nos soldats sont à terre et, sous la conduite de leurs officiers, prennent immédiatement l'offensive. Devant notre feu nourri et bien ajusté, les Arabes ne tiennent pas longtemps ; ils se retirent d'abord en tirant ; puis, harcelés et serrés de près, s'enfuient dans un désordre inénarrable vers le sud.... »

Pris à revers par Van Lint, Rue et Ducoulombier, qui leur avaient coupé la retraite par un vaste mouvement tournant exécuté à partir de l'île, plus de quinze cents fuyards furent faits prisonniers. Rachid réussit cependant à s'enfuir chez Kibonge avec quelques hommes.

Un butin considérable fut découvert dans la ville : cent cinquante barils de poudre, de nombreux fusils perfectionnés, de l'ivoire, des vivres, des bijoux, etc...

[1] CHALTIN, *op. cit.*

Après cette brillante victoire, Chaltin reprit le chemin de Basoko et Tobback réorganisa la station. Sur le chemin du retour, le commissaire de district de l'Aruwimi-Uele rencontra le steamer de l'Inspecteur d'État Fivé qui avait, lui aussi, remporté quelques succès.

Campagne Fivé. (Voir carte III/2).

En février, le commandant Fivé avait quitté Léopoldville en compagnie du lieutenant Henry. Il s'efforça, en remontant le fleuve, de rassembler soldats, armes, munitions et ravitaillement pour venir en aide au poste des Falls dont il craignait la chute aux mains des Arabes. « Malgré ses pouvoirs discrétionnaires », raconte le lieutenant Henry ([1]), « Fivé ne put trouver que quatorze recrues de Léopoldville à Bumba ». De là, il remonta l'Itimbiri vers Ibembo et y rencontra le lieutenant Daenen qui descendait de l'Uele, fin de terme, et se mit sans hésiter à la disposition de Fivé avec les quelques hommes qui l'accompagnaient ([2]).

A Bumba où il instruisait ses recrues, Henry apprit les événements des Falls et s'embarqua avec un sous-officier et ses hommes dans une pirogue à destination des Falls. Ils arrivèrent à temps à Basoko pour y rejoindre le steamer de Fivé. Avec leurs vingt-huit soldats, ils remontèrent ensemble le fleuve dont les flots charriaient de nombreux cadavres, malheureuses victimes des Arabes. Cette vue souleva chez tous un violent désir de vengeance et de châtiment.

A Isangi, le 21 mai, l'Arabe Abitu abandonna son poste à l'arrivée du steamer et le drapeau de l'État

([1]) HENRY (Général Chevalier DE LA LINDI), La campagne arabe et ses résultats géographiques. *Les Vétérans coloniaux*, février 1946.

([2]) Signalons que Daenen, qui faisait partie de l'expédition Vankerckhoven, avait quelques mois auparavant (27.10.92) battu une des bandes du sultan Mirambo dans un combat livré aux environs de Djombi, sur le Rubi. Il fut d'ailleurs, ce jour-là, blessé à la cuisse d'un coup de lance.

flotta bientôt sur son camp. Plus loin, les postes de Jafore et Jaouwamy furent rapidement enlevés : les Arabes fuyaient.

Partout, les populations réservaient à leurs sauveurs un accueil dont l'enthousiasme fit une profonde impression sur l'Inspecteur d'État. Ce n'était que chants, danses, cris... les hommes sautaient dans des pirogues et venaient au-devant du steamer, des femmes se jetaient à l'eau pour venir de plus près acclamer les vainqueurs.

La Romée.

Le 22, la résistance devint plus sérieuse. A la Romée, les fuyards avaient rejoint un parti commandé par le chef Kayembo. Retranchés dans leurs bomas, ils ouvrirent le feu sur le steamer dès qu'il fut en vue. Heureusement, leur tir était comme d'habitude mal ajusté et fit plus de bruit que de mal.

Fivé choisit un point de débarquement à l'extrémité de la position arabe située sur la rive droite de la Romée. Dès que le steamer fut à bonne portée, la troupe riposta calmement au feu de l'ennemi ; bientôt la rive fut toute proche et, sous la protection de soldats restés dans le steamer, Henry et Jacob sautèrent à l'eau et entraînèrent leurs hommes à l'assaut. Devant la violence de l'attaque, les Arabes plièrent et se réfugièrent de l'autre côté de la rivière Romée. Fivé demanda alors des volontaires pour tenter un débarquement de ce côté : Daenen et quinze hommes s'entassèrent dans une allège et, sous une pluie de balles, se dirigèrent vers la seconde position arabe. Dès leur débarquement un violent combat corps à corps s'engagea.

A ce moment survint un secours providentiel : le bateau qui ramenait Chaltin des Falls à Basoko arriva en vue de la Romée. Son intervention commença par

une méprise tragique : ses hommes tirèrent sur la troupe de Fivé qui venait, elle aussi de débarquer. Dès que l'erreur fut signalée, Chaltin joignit ses forces à celles de l'Inspecteur d'État. Ensemble, ils mirent en fuite l'adversaire démoralisé par l'arrivée de ce renfort inattendu. Comme toujours les indigènes traquèrent les vaincus et augmentèrent le nombre de leurs morts. Deux mille prisonniers restaient entre les mains de Fivé avec l'habituelle récolte d'ivoire, d'armes, de vivres et d'étoffes.

Le lendemain, une expédition fut organisée vers le boma où Kayembo et les débris de sa troupe, avec l'aide des Arabes de l'intérieur, essayaient de se réorganiser. Un court combat laissa le camp aux troupes régulières et, le même soir, toutes les troupes arrivaient aux Falls où l'Inspecteur d'État lança le 24 mai l'ordre du jour suivant [1] :

Aux officiers et soldats des Falls.

« Les victoires que vous venez de remporter viennent glorieusement clore une période longue et laborieuse, pendant laquelle nos efforts avaient été impuissants à réprimer les crimes et les actes de brigandage de nos ennemis les Arabes.

» Fatigués de se voir rappeler les lois humanitaires, ils se sont révoltés et nous ont attaqués. Partout, ils ont été battus...

» Officiers et soldats, vous avez tous vaillamment fait votre devoir. Je dois cependant citer, pour acte de courage exceptionnel et de dévouement hors ligne, les noms suivants :

» M. Daenen, commissaire de district de 1ère classe, au combat et à l'assaut de Romée.

» M. Tobback, résident de 1ère classe ; commandant

[1] Cité par *Les Vétérans Coloniaux*, n° de juin 1932, p. 4.

les Stanley-Falls, aux combats contre les Arabes des Falls.

» M. Chaltin, commissaire de district de 2me classe ; commissaire de district de l'Aruwimi-Uele, chef des expéditions du Tchari et Riba-Riba et de l'expédition qui a coopéré aux combats contre les Arabes des Stanley-Falls et à la poursuite après le combat de Romée.

» M. Mohun, consul américain ; au combat de Riba-Riba et des Stanley-Falls.

» M. Marck, capitaine ; au combat de Riba-Riba.

» M. de Bock, lieutenant ; au combat de Riba-Riba et des Stanley-Falls.

» M. Henry, sous-lieutenant ; au combat de Romée.

» Et les sergents Van Lint, aux combats et à l'assaut des Falls et Jacob, aux combats et à l'assaut de Romée (1) ;

» Le sergent de couleur Mac Carthy.

» Le caporal Freeman.

» Et les soldats Botele, Toby, Dholi, Mekhali, Sei, Bombo, Jabadjande, Mono-Yumbo, Koma et Mapolo, qui se sont particulièrement distingués.

» Et maintenant, vainqueurs, élevez vos pensées et vos cœurs vers notre Roi qui, le premier, comprenant nos devoirs humanitaires, a provoqué cet admirable élan vers le centre africain que l'Europe ignorait ; songez aux nombreux sacrifices qu'il a fait pour soutenir son œuvre impérissable et travaillez avec la plus grande ardeur, le plus grand dévouement, à occuper et faire produire ces vastes contrées que vous avez ouvertes à l'action civilisatrice du Gouvernement du Roi-Souverain ».

L'Inspecteur d'État dirigeant les
opérations contre les Arabes,
sé. Fivé.

(1) Rue avait fait l'objet d'une citation spéciale pour le courage dont il avait fait preuve en allant avertir Chaltin.

Pour en finir avec l'occupation arabe de la région, deux colonnes de poursuite furent organisées, l'une aux ordres de Henry et Rue, l'autre aux ordres de l'autrichien Marck. En quelques jours, ils débarrassèrent le nord de la région comprise entre le Lomami et les Falls. Henry et Rue, avec cinquante soldats, tombèrent par surprise sur un boma important. Sans hésiter, Rue, sous la protection de Henry, fit une brèche dans la palissade à la faveur de l'obscurité. Désorienté par l'irruption dans leur camp de soldats de la Force Publique déchaînés, l'ennemi n'offrit guère de résistance et s'enfuit en désordre.

Le 20 juin, la région conquise était pacifiée et occupée par la troupe. Entre-temps, le gouvernement local avait appris les premiers succès de Dhanis sur le Lomami et reçu ses demandes de renforts. Pour faciliter l'envoi des colonnes de secours et de ravitaillement, les deux voies du fleuve et du Kasai-Sankuru furent utilisées. Par Lusambo et la nouvelle route de portage vers Nyangwe, un premier renfort fut envoyé à Dhanis. En même temps, le commandant Ponthier, rentré d'Europe en avril 1893, fut dirigé vers les Falls pour y prendre le commandement du nouveau district. Il était chargé d'y monter une expédition qui devait joindre ses forces à celles de Dhanis par la voie du Lualaba après avoir balayé les Arabes qu'il y aurait rencontrés.

A son passage à Nouvelle-Anvers, Lothaire, commissaire de district des Bangala, se mit spontanément à sa disposition avec deux cents soldats. Il remit le commandement du district à son adjoint, envoya une note à Boma pour expliquer son départ et suivit Ponthier à Stanleyville. Ce précieux appoint allait permettre à Ponthier d'organiser une expédition contre Kibonge.

Campagne Ponthier-Lothaire. (Voir carte III/2).

Le 25 juin 1893, Ponthier arrivait aux Falls et en reprenait le commandement cependant que Fivé rentrait en Europe.

Le 29, une forte colonne quittait la station. Sous le commandement de Ponthier, un petit bataillon de trois cent onze fantassins renforcés par un canon d'appui, était articulé de façon à être facilement scindé, selon les besoins, en quatre pelotons.

1ère compagnie : commandant Lothaire, sergent-major Sillye et cent cinquante hommes.

2ème compagnie : sous-lieutenant Henry, sergent Van Lint et cent cinquante hommes.

Section d'artillerie : capitaine Hanquet, sergent Decorte et dix hommes avec un canon de 7cm5 Krupp.

Service de santé : docteur Dupont et deux infirmiers.

Une cinquantaine de pirogues facilitaient le déplacement de la colonne. Aux rapides, les Arabes tendirent des embuscades et construisirent des chicanes pour s'opposer à la marche de la colonne. Ils ne parvinrent qu'à la retarder aux combats de Wanie Kakula et Kewe le 29 juin, de Kisubi le 30 et à Bamanga le 3 juillet.

Ils accueillirent chaque fois l'avant-garde par un tir désordonné exécuté à longue distance, laissant les troupes de l'État prendre un dispositif d'attaque et de manœuvre... Ils ne résistaient toutefois pas longtemps à la vigueur de l'assaut des soldats, dont la conduite excitait l'admiration de leurs chefs.

A Bamanga, la colonne éprouva de grosses difficultés pour faire franchir les rapides aux pirogues. Cependant l'obstacle devait être surmonté car quelques kilomètres en amont, à partir de Wabundu, s'étendait un bief navigable de trois cent cinquante kilomètres dont il importait de profiter.

Kirundu.

Le 8 juillet, Kirundu, fief de Kibonge, fut occupé sans difficulté : les occupants avaient battu en retraite vers l'est. Les quelques défenseurs qu'ils avaient laissés dans la ville furent rapidement submergés par l'élan victorieux des soldats ; ils se rendirent et confirmèrent à Ponthier la fuite de Kibonge qui, se voyant trop faible pour lutter sur le fleuve, crut trouver la sécurité en se réfugiant dans la forêt. Laissant Hanquet à Kirundu avec quelques soldats, Ponthier, Lothaire et Henry s'y enfoncèrent à la poursuite de leur ennemi.

Kima-Kima.

Dès le premier jour, celui-ci opposa une vive résistance à la progression de la colonne à Mohamed Truki. Le lendemain, 10 juillet, à Kima-Kima ce fut aux forces réunies de Rachid, Kibonge et Ugarawa que se heurtèrent les forces de l'État. Voici comment Henry raconte ce combat (1) :

« Le combat de Kima-Kima, livré le 10 juillet 1893, près de la Lilu, fut particulièrement long et opiniâtre. L'ennemi s'était organisé sur une énorme profondeur et il nous fallut marcher et combattre sans répit pendant plus de vingt-quatre heures. L'originalité de ces opérations est qu'après avoir traversé ou forcé un groupement, nous ne nous occupions plus de lui pour foncer sur le suivant ; ce qui restait à faire derrière nous incombait aux troupes de réserve. Quand, à la nuit tombante, nous eûmes réellement enfoncé toutes les masses opposantes, nous n'étions plus en première ligne que trois combattants : Lothaire, un Bangala et moi. Nous ne ralliâmes que le 11 juillet, vers 7 heures du matin,

(1) Henry de la Lindi (Général J.), L'époque héroïque et les pionniers de l'œuvre africaine.

le camp où Ponthier avait reformé le reste de nos soldats. Pour nous guider dans les épaisses ténèbres de la nuit dans la forêt vierge, le Bangala nous précédait, tâtant le sentier de ses pieds experts, Lothaire tenant ce précieux guide par la ceinture et moi, Lothaire par un lambeau de sa veste. Le brave Ponthier qui ne savait ce que nous étions devenus, avait conçu de si vives inquiétudes sur notre sort qu'il pleura, malgré la trempe particulièrement dure de son caractère, de bonnes grosses larmes fraternelles, en nous revoyant sains et saufs. »

Le lendemain, deux importants chefs bakusu, jusqu'alors alliés aux Arabes, vinrent faire leur soumission à Ponthier. Grâce à leur volte-face, ce dernier put s'emparer par surprise, deux jours plus tard, de plusieurs milliers d'Arabes, parmi lesquels plusieurs chefs ayant participé au massacre de la mission Hodister. Traduits devant un conseil de guerre, ceux-ci furent jugés et les coupables condamnés.

Soke-Soke.

Mais les chefs principaux s'étaient enfuis. Ponthier apprit qu'ils s'étaient retirés à Soke-Soke. Une colonne légère de cent et cinq soldats fut formée et lancée à la poursuite de cet ennemi insaisissable. Elle parvint à le rattraper, mais pas assez tôt pour l'empêcher de franchir la Lubutu, rivière qui arrêta les troupes de l'État dépourvues de moyens de passage. Seule l'arrière-garde ennemie fut atteinte à temps et sérieusement étrillée. Pendant quelques jours, la colonne de poursuite dispersa encore quelques bandes, puis rentra à Kirundu le 26 juillet. Les hommes étaient à bout : pendant les deux dernières semaines, ils avaient parcouru plus de quarante kilomètres par jour et livré plusieurs combats.

En un mois, l'expédition Ponthier avait fait sept

mille prisonniers, ramassé un butin considérable et débarrassé la région des bandes de Rachid et de Kibonge.

C'est à ce moment qu'un courrier de Dhanis leur apprit la chute de Nyangwe et de Kasongo. Ponthier décida alors d'établir la liaison entre les deux théâtres d'opérations. Pour cela, il était nécessaire d'écarter définitivement la menace que les deux sultans en fuite faisaient toujours peser sur la région.

Utia-Mutongo.

Renseigné sur la position qu'ils occupaient, Ponthier décida de remonter le fleuve, puis la Lowa, en pirogue. Le 28 juillet, deux cents hommes quittaient Kirundu sous le commandement de Ponthier, Lothaire, Henry et Sillye. Le 2 août, ils atteignaient les rapides de la Loma et furent obligés de prendre la voie de terre. Grâce à l'aide des indigènes, qui se présentèrent spontanément pour conduire la troupe par des sentiers détournés jusqu'au camp de Kibonge à Utia-Mutongo, celui-ci fut enlevé par surprise le 6 août 1893. Complètement désorientés par cette attaque inattendue, les Arabes déchargèrent leurs armes dans toutes les directions et s'enfuirent. Une fois de plus, les chefs parvinrent à s'échapper : Rachid se réfugia à Kabambare et Kibonge se retira vers la haute Lindi.

Au camp d'Utia-Mutongo, l'épouse zanzibarite d'Emin Pacha et son fils furent délivrés par Ponthier ; l'enfant, gravement malade, mourut le 26 août malgré tous les soins du Docteur Dupont.

La campagne terminée, Lothaire rejoignit son poste des Bangala. Il y trouva un courrier du Gouverneur Général... qui le blâmait d'avoir abandonné son district sans autorisation.

Ponthier, pendant ce temps, organisait le territoire conquis. Il invita les indigènes à faire leur soumission,

installa les huit mille prisonniers dans des camps et les transforma en agriculteurs paisibles. Mais il n'eut pas le temps d'achever lui-même ce travail : le 24 août, le chef Piani Senga lui apporta un courrier du commandant supérieur lui demandant instamment son secours pour combattre Rumaliza.

Jonction avec Dhanis.

Dès qu'il eut reçu son ravitaillement, Ponthier remonta vers Nyangwe et rejoignit Dhanis le 28 août à Kasongo. Il avait, avant de quitter Kirundu, organisé le long du Lualaba, une nouvelle ligne de transport dans la région que sa brillante campagne avait ouverte à la pénétration.

Un nouvel adversaire, plus redoutable que les précédents, se dressait maintenant devant les forces de l'État et les plus durs combats de cette campagne restaient à livrer. Le sultan Rumaliza avait en effet quitté son domaine d'Ujiji et, à la tête de ses dix mille soldats, se dirigeait vers Kasongo.

Avant d'entamer le récit de cette pénible campagne, il nous reste à raconter les combats menés autour du Tanganika par les envoyés de la Société Antiesclavagiste de Belgique.

Les expéditions de la Société Antiesclavagiste. (Voir carte III/2).

Généralités.

Dans sa lutte contre les Arabes, l'État n'était pas seul : depuis plusieurs années déjà, répondant à l'appel du Cardinal Lavigerie et d'autres défenseurs des noirs opprimés, des sociétés antiesclavagistes s'étaient fondées dans quelques pays d'Europe pour y réunir et mettre en œuvre les moyens nécessaires à une action contre le commerce des esclaves, honte inadmissible d'un monde civilisé.

La « Société Antiesclavagiste de Belgique » organisa pour sa part une série d'expéditions qui avaient pour but d'interdire le passage des esclaves vers les marchés de la côte orientale en établissant un barrage de postes dans la région du lac Tanganika.

Ces expéditions, émanant d'une société privée, ne dépendaient pas directement de l'État Indépendant et n'avaient, en principe, rien à voir avec la Force Publique. Cependant, parce qu'elles luttaient pour un même idéal et contre un même ennemi, parce qu'elles furent commandées par des officiers et sous-officiers belges dont beaucoup avaient fait leurs premières armes au service de la Force Publique ou continuèrent à y servir la cause congolaise, l'histoire de ces expéditions trouve tout naturellement sa place ici.

Joubert.

Avant de résumer l'odyssée des quatre expéditions envoyées par le comité belge, il convient de rappeler qu'elles avaient été précédées sur les bords du Tanganika par les premiers officiers belges envoyés dans cette région par l'Association Internationale Africaine. Cambier et ses successeurs y avaient fondé les stations de Karema et Mpala, laissées par Storms aux Pères Blancs lors de l'abandon de cette région par l'association en 1885.

Les premiers missionnaires étaient accompagnés, pour assurer la paix dans leurs postes, d'auxiliaires laïcs, sortes de moines-soldats qui, comme les Templiers ou les Chevaliers de Saint-Jean quelques siècles plus tôt, voulaient combattre l'infidèle. Parmi eux, citons les quelques Belges qui moururent de 1880 à 1883 au service de cette cause : les anciens zouaves pontificaux d'Hoop, Van Cost, Staes et Taillieu. Mais celui qui restera le symbole de cette aide militaire aux missions

fut le capitaine français Joubert, ancien officier des zouaves pontificaux, qui, dès 1881, combattait l'esclavage sur les bords du Tanganika, à Ujiji et Kibanga, Karema et Mpala.

Pendant des années, il s'efforça d'imposer grâce à la petite troupe qu'il avait fondée, le respect des missions et celui des vies et des biens des indigènes menacés par les razzias des chasseurs d'esclaves.

Au fur et à mesure que l'avance méthodique des pionniers rapprochait du Tanganika les postes créés par eux, les Arabes et leur chef Rumaliza prirent une attitude de plus en plus hostile. Ils savaient que, l'État du Congo et le gouvernement allemand une fois installés sur les bords du lac, ils devraient abandonner le trafic lucratif dont ils tiraient leur richesse. Jusqu'en 1889, les incidents s'étaient toujours limités à quelques escarmouches suivies de longues palabres, mais la haine du blanc grandissait chez les Arabes et Rumaliza fit bientôt avertir Joubert qu'il le chasserait du pays et massacrerait tous les blancs de la région.

En janvier 1890, le chef Katele, à la solde des arabisés, déclara la guerre à un de ses rivaux. Sa victoire fut suivie des conséquences habituelles : massacres, pillage, incendie, vente des prisonniers... Joubert ne pouvait laisser commettre un pareil crime à proximité de son poste. Quelque temps après, sa troupe attaquait avec succès le boma du forban et y délivrait une centaine d'esclaves, sans réussir toutefois à s'emparer du coupable qui parvint à s'enfuir. Cette victoire augmenta encore le prestige de Joubert auprès des indigènes.

Le capitaine créa ensuite un poste à Saint-Louis de Mrumbi, pour améliorer son système de défense. Mais c'est tout le long du lac qu'il aurait fallu s'opposer aux lieutenants de Rumaliza, à Mpala, Mtoa, Kibanga. Le courage de Joubert ne suffisait pas à la besogne... C'est alors heureusement que partirent de Belgique

des renforts dont l'action transforma le caractère de la lutte livrée dans cette région et aida à porter le coup de grâce aux forces de Rumaliza.

Hinck.

Partie d'Europe le 16 juin 1890, à un moment où des troubles dans l'Est Africain rendaient peu sûre la route par Zanzibar, l'expédition des lieutenants Hinck et Van de Kerchove fut envoyée par le Congo avec mission d'établir sur le Lomami un poste capable de collaborer à l'action contre la traite et de servir de base pour une progression ultérieure vers le Tanganika. L'expédition connut, à partir de Boma, de grandes difficultés de recrutement et de transport : c'était l'époque où se formait, dans la même région, l'importante colonne chargée de la découverte et de l'occupation de l'Uele. Ce n'est que le 7 décembre 1891 que Hinck et Ectors — qui avait remplacé Van de Kerchove malade — arrivèrent à Bena Kamba où se trouvait alors le sous-lieutenant Debruyne, qui les quitta pour rejoindre Lippens à Kasongo.

Hinck, aidé de trente soldats, parvint à nouer des relations amicales avec les indigènes et à empêcher les exactions des Arabes. Cependant, en 1892, les progrès réalisés par l'État dans la région étaient tels que l'existence d'un poste de ce genre y était devenue inutile et la Société Antiesclavagiste envoya Hinck rejoindre Jacques sur le Tanganika. Au moment où, à la station des Falls, Hinck négociait avec Sefu les conditions du voyage, le massacre de Riba-Riba lui ferma la région qu'il voulait traverser. Cet officier rejoignit alors l'Europe par Léopoldville.

Jacques.

Pour arriver plus rapidement au secours de Joubert, une seconde expédition fut envoyée par Zanzibar et Tabora, avec l'accord du gouvernement allemand. Elle était commandée par un officier qui avait déjà passé plusieurs années au Congo et allait y acquérir une gloire que sa conduite pendant la première guerre mondiale augmenterait encore : le capitaine Jacques. Il avait sous ses ordres le sous-lieutenant Renier, l'adjudant Docquier et le sergent Vrithoff.

De la côte au lac, l'expédition connut les vicissitudes de toutes les caravanes voyageant dans ces régions : difficultés avec les porteurs, escarmouches avec les indigènes toujours avides de pillage, maladies et ennuis divers dus au climat et aux difficultés du terrain. En trois mois, ils atteignirent Tabora et, le 16 octobre 1891, ils arrivaient au fort Léopold à Karema.

Les nouveaux venus traversèrent le lac et s'installèrent près de l'embouchure de la Lukuga en un endroit qu'ils appelèrent Albertville. En collaboration avec Joubert, à qui il laissa Vrithoff, Jacques s'efforça d'organiser une chaîne de postes destinés à arrêter les convois d'esclaves et tenir en respect les bandes de Rumaliza.

Celles-ci d'ailleurs, à l'arrivée de l'importante caravane de la Société Antiesclavagiste, avaient prudemment battu en retraite. Toutefois, quelques combats troublèrent de temps en temps les blancs fort occupés à construire leur camp et défricher leur domaine. Le 25 novembre 1891, le sergent Vrithoff réussit à battre le chef Kipoka, qui trouva la mort dans ce combat. A Albertville, le 8 février, Jacques repoussa le pillard Kahengere, s'empara de son boma et le détruisit, délivrant par la même occasion de nombreux esclaves.

Mais l'ennemi était fort ; ses guerriers nombreux

et bien ravitaillés en armes et munitions dominaient la plus grande partie du pays. D'autre part, les hommes de Jacques et de Joubert n'étaient que des soldats improvisés, dont la formation militaire et l'esprit de discipline n'étaient pas comparables à ceux de soldats réguliers.

Jacques, dans le but de régler au mieux cette situation tendue, entra en relations avec Rumaliza. Il se rendit en personne à Ujiji et, au cours d'une entrevue périlleuse avec le puissant sultan, obtint de lui qu'il imposerait à ses lieutenants une attitude pacifique. Mais ce n'étaient là que promesses en l'air ; en fait, cette entrevue n'eut aucun résultat pratique et les razzias continuèrent... Rentré en avril à Albertville, Jacques fut cloué sur son lit par la maladie pendant plus de trois mois.

Pendant son absence, Renier avait attaqué, au bord de la Lukuga, un parti arabe qui menaçait le poste. Ses assauts échouèrent devant un ennemi bien abrité dans un boma hâtivement construit. Le 5 avril, renforcé par Vrithoff et des soldats envoyés par Joubert, il recommença l'attaque. L'infortuné sergent, qui entraînait ses hommes à l'assaut, fut tué à quelques pas des palissades par une balle dans la tête ; ses soldats, découragés, abandonnèrent l'attaque qui échoua. Toutefois, les pertes infligées à l'ennemi et la mort du chef Kalonda déterminèrent la retraite provisoire des marchands d'esclaves.

Ils revinrent à la charge quelque temps après et construisirent une série de bomas qui investissaient la position construite par les Belges. D'autre part, Jacques fut bientôt menacé par un ennemi peut-être plus dangereux que les traitants : la famine. Ne dominant plus qu'un faible espace aux bords du lac, il n'arrivait plus à nourrir tous ceux qui s'étaient réfugiés à l'abri de ses murs pour échapper aux Arabes.

Dès que la nouvelle des massacres de Riba-Riba

(mai 1892) et des premiers combats de Dhanis parvint au Tanganika, les esclavagistes revinrent à l'attaque. De plus en plus nombreux furent les noirs des environs que les razzias obligèrent à quitter leurs villages pour se réfugier à Albertville.

Le 12 août, les hommes de Toka-Toka construisirent un boma à quelque douze cents mètres du poste de Jacques ; tous les jours des échanges de coups de feu tenaient en alerte ses soldats... Sa situation devenait critique, et il demanda à Joubert de lui envoyer des renforts.

Le 24, des bateaux furent signalés. Agréable surprise, avec le capitaine Joubert débarquèrent trois membres de l'expédition Delcommune au Katanga : le grand explorateur lui-même, accompagné du géologue Diderrich et du sergent Cassart. Renforcé par les deux cents hommes de Joubert, Jacques décida d'attaquer le principal boma des Arabisés le 27 août dans la matinée, pour débloquer son camp.

« Monsieur Delcommune, avec quelques bons tireurs, doit assurer la défense du fort. Le capitaine Joubert, secondé de M. Diderrich avec cent cinquante hommes, doit entamer l'action et attirer l'ennemi de son côté, tandis que moi-même avec mes adjoints et le sergent Cassart, ayant contourné la position, nous comptons nous jeter sur le boma dégarni d'une partie de ses défenseurs.

« Au petit jour, chacun était à son poste, et un peu avant six heures, l'action commençait. L'ennemi s'est tenu prudemment dans les tranchées profondes, creusées immédiatement derrière de solides palissades où il était presque entièrement à l'abri de nos vues et de nos coups. De tous les côtés, nos hommes se sont résolument rués sur cette haie meurtrière sans parvenir à l'ébranler. L'occupant était fort, et copieusement pourvu de cartouches, de balles et de poudre. Nous

l'avons cerné douze heures durant, mais à la tombée du jour, alors même que les défenseurs, qui devaient être épuisés au moins autant que nous, et presque à court de munitions, cherchaient une issue pour gagner les champs, un coup malheureux blessant un de mes nyamparas (1) jette la panique dans les rangs de nos soldats, dont beaucoup voyaient le feu pour la première fois. Tous nos efforts pour les retenir sont stériles, ils restent sourds à nos appels et presque tous, abandonnant la partie, regagnent le poste dans une fuite désordonnée.

« Le brave Joubert est parvenu à retenir près de lui une poignée de fidèles. De notre côté, nous avons un petit noyau d'hommes résolus ; mais les cartouches manquent et nous sommes bientôt contraints d'abandonner à notre tour le théâtre de l'action... » (2).

De plus en plus menacé par la famine, Jacques se rendait compte qu'il n'arriverait à rien avec les moyens dont il disposait ; il réclama des renforts, des armes, des munitions... et surtout des canons.

« J'aurais aujourd'hui en ma possession un canon comme ceux de l'État et trois obus seulement, qu'il ne me faudrait pas une heure pour anéantir le travail des Wangwanas, et ceux-ci ne s'aventureraient plus jamais sur cette rive de la Lukuga », écrivait-il dans la lettre citée ci-dessus (3).

L'expédition Delcommune, impuissante à l'aider, rentra à Mrumbi et repartit de là vers Lusambo.

Prise de Toka-Toka.

Le 5 décembre arrivèrent enfin les premiers renforts. Partis d'Anvers en avril, les lieutenants Long et Duvivier,

(1) Sorte d'officier indigène.

(2) Lettre de Jacques à la Société Antiesclavagiste de Belgique (citée par le *Mouvement Antiesclavagiste*, revue mensuelle, 1893, p. 53).

(3) Id., p. 56.

accompagnés des sous-officiers Demol, Detiège et Moriamé et de l'employé Moray, étaient arrivés à Tabora le 30 août. L'expédition y perdit beaucoup de temps pour recruter des porteurs. Pour venir en aide à Jacques le plus tôt possible, une avant-garde lui fut envoyée sous les ordres du lieutenant Duvivier. Le surlendemain de son arrivée, Jacques traversait le lac pour se porter à la rencontre de Long.

Pendant son absence, Duvivier remarqua chez l'ennemi un certain flottement. Tenaillés eux aussi par la famine, les Arabisés songeaient à lever le siège. Le 29 janvier 1893, Docquier fut envoyé en reconnaissance du côté du boma. Il dirigea vers celui-ci une fusillade nourrie qui surprit les occupants et sema la panique parmi eux. Il en profita pour lancer contre le fortin un assaut couronné de succès. Déserté par les fuyards, le boma de Toka-Toka fut rasé de fond en comble. Albertville était débloqué.

Pendant quelques mois, un calme relatif régna dans la région. Les stations furent réorganisées, une colonne alla à Mpweto délivrer le chef local de la domination des Arabes et de nouveaux postes furent installés à Moliro et Kasenga.

Descamps.

Le 23 septembre 1893, Jacques rencontrait à Abercorn celui qui devait le remplacer et qui amenait à Albertville les canons demandés : deux pièces Nordenfeldt de 57 mm qu'il avait été bien difficile de faire parvenir sur les rives du Tanganika. Le capitaine Descamps, autre vétéran de la Force Publique, premier vainqueur de Gongo Lutete en 1890, accompagné du sergent Chargeois et de M. Miot, avait quitté Londres le 11 avril 1893 et emprunté la voie Zambèze-Chiré-Lac Nyassa pour rejoindre plus facilement les postes du

Tanganika. Outre les deux canons, il amenait avec lui cent fusils, trente mille cartouches et du ravitaillement pour deux ans.

Ainsi renforcé, Jacques, avant de rentrer en Belgique, tint à conduire, avec Descamps, Renier, Long et Docquier, une expédition contre le sultan Muhina, installé dans un boma construit sur la route de Mtoa à Kabambare. Grâce au canon, l'opération se termina par la défaite des Arabisés qui durent abandonner le fort le 6 janvier 1894. Cette défaite fut bientôt suivie par la chute de Mtoa entre les mains de Jacques.

Ce dernier, ayant remis à son successeur une situation nette, reprit le chemin de l'Europe avec une partie de ses adjoints le 5 février 1894.

Comme nous le verrons plus loin, c'était l'époque où les troupes de Dhanis et de Lothaire, victorieuses des bandes de Rumaliza, poursuivaient celui-ci vers le lac. Le 10 février, une rencontre émouvante eut lieu entre le détachement de la Force Publique commandé par le lieutenant de Wouters d'Oplinter et la colonne que le capitaine Descamps conduisait à sa rencontre. La jonction tant attendue était enfin réalisée ; ensemble, les deux forces allaient continuer la lutte contre l'ennemi commun.

2e campagne Dhanis (contre Rumaliza). (Voir carte III/3).

RUMALIZA.

Aux dix mille hommes bien armés que Rumaliza amenait d'Ujiji, s'étaient joints les débris des bandes de Sefu ; en aval de Nyangwe se trouvait toujours Saïd ben Abedi. Que pouvait leur opposer Dhanis ? Avec les renforts reçus de Ponthier et d'Hambursin,

le commandant supérieur [1] disposait de quatre cents soldats pour une expédition éventuelle. Le reste de ses forces devait être maintenu dans les garnisons permanentes de Kasongo, Nyangwe, Ngandu...

Sans plus attendre les renforts qu'il n'avait cessé de réclamer, Dhanis quitta cependant Kasongo, dont Rumaliza s'était dangereusement rapproché. Les troupes furent réparties en cinq pelotons commandés par les lieutenants Hambursin, Lange, Doorme et les sous-officiers Colet et Van Riel. A cela s'ajoutèrent les escortes de Dhanis et Ponthier et un canon de 7cm5. Trois à quatre cents auxiliaires armés de fusils à piston se joignirent à la colonne et servirent d'éclaireurs, de flanc-garde et d'arrière-garde. En deux jours de marche, les soldats atteignirent la région de la Lubukoie où l'ennemi s'était retranché.

« La façon de combattre de ce nouvel envahisseur du Congo était déconcertante », lit-on dans *Lothaire,* de Léo Lejeune [2]. « Quand, dans sa marche, un certain danger le menaçait, un boma était rapidement installé, centre de ralliement en cas d'attaque ou d'échec.

« Arrivant dans une zone de combats possibles avec Dhanis, Rumaliza installe tout un système de bomas, distants l'un de l'autre de deux à trois kilomètres. La région qu'ils enclosent, espèce de camp retranché, assure le ravitaillement en eau, et, la plupart du temps, en vivres ; l'ennemi, pénétrant dans l'intervalle, ne peut s'y maintenir s'il ne dispose pas d'une troupe d'élite.

« Quand Rumaliza décide de se porter en avant, des patrouilles sont envoyées, la nuit, à l'endroit choisi et, dans le plus grand secret, une fortification nouvelle est amorcée ; elle est occupée peu après et renforcée. »

(1) Le commissaire de district Dhanis fut nommé Inspecteur d'État le 29 janvier 1894 et créé baron le 28 octobre 1893. Il fut élevé au rang de Vice-Gouverneur Général à titre personnel le 11 avril 1897.

(2) Léo Lejeune, Lothaire, p. 71.

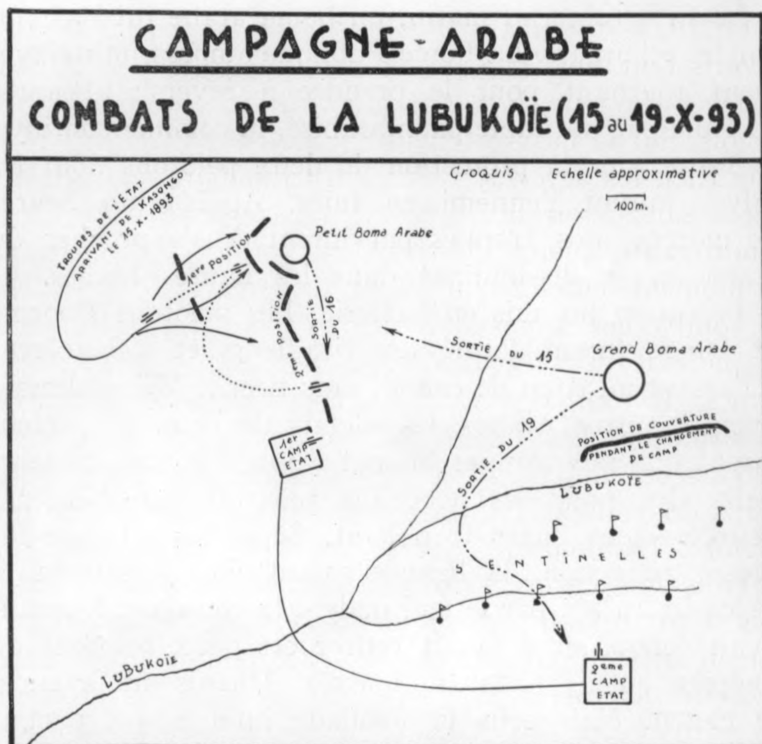
Combats de la Lubukoie.

Le 15 octobre au matin, un boma arabe fut reconnu par les éclaireurs. La Force Publique amorça un mouvement tournant pour le prendre à revers ; attaquée en flanc par un faible parti arabisé, la colonne continua sa route sous la protection de deux pelotons dont les salves mirent l'ennemi en fuite. Après cinq heures de marche, nos troupes parvinrent à s'approcher du boma en se dissimulant dans les hautes herbes.

Le canon fut mis en batterie. Les pelotons Doorme et Lange furent formés en tirailleurs et s'élancèrent à l'assaut au coup de canon, sans tirer... Mieux dressés que les autres Arabes, les soldats de Rumaliza attendirent que nos troupes fussent à vingt mètres de leurs palissades pour les accueillir par un feu d'enfer... heureusement dirigé trop haut. Cependant, Lange fut blessé au genou, la ligne d'assaut flotta, s'arrêta et répondit au feu par le feu, malgré la consigne. L'assaut avait échoué et il fallait retirer ces deux pelotons du guépier où ils s'étaient fourrés. Dhanis fit avancer le canon. Mais sous la fusillade intense qui partait du boma, les porteurs abandonnèrent la pièce et les charges. Restés seuls à la bouche à feu, Ponthier et Hambursin, aidés de Colet, s'attelèrent à la pièce. Entraînés par ce magnifique exemple de tranquille courage, les soldats de Doorme arrivent à la rescousse... Le canon est installé, il tire et son feu permet de retirer les deux pelotons sans trop de casse.

Mais les Arabes, à leur tour, surprirent les blancs ; d'un second boma dont on ignorait l'existence, surgit une colonne qui assaillit la droite de Dhanis. Vite, il fallut faire glisser de ce côté le canon et les troupes. Heureusement installés sur une crête, munis d'armes convenables, les soldats réussirent à arrêter, par leur

feu bien ajusté, la masse des assaillants, qui regagnèrent leur boma sans insister.



Dhanis fit installer provisoirement le camp sur la crête, d'où il pouvait surveiller les deux bomas ennemis. Le lendemain, Ponthier découvrit une meilleure position d'attente sur l'autre rive de la Lubukoie et le camp y fut installé de la façon suivante. Pendant que Doorme et Colet repoussaient une attaque venant du petit boma et qu'Hambursin tirait quelques obus sur l'autre fortin arabe, Lange renforçait sur le nouvel emplacement les hommes de Ponthier attaqués par des Arabes du grand boma. Van Riel, avec les charges, se transporta alors du premier au second camp. Lorsque ce mouvement fut terminé, les troupes du camp provisoire,

toujours engagées contre celles du petit boma, se retirèrent méthodiquement vers la rive gauche de la Lubukoie.

Le 19, le brouillard, l'obscurité et les hautes herbes favorisèrent une attaque en masse des Arabes. Avant le lever du jour, le camp fut assailli de trois côtés à la fois. Sur la face antérieure, occupée par Doorme et Van Riel, les agresseurs allaient arriver jusqu'aux tranchées sans avoir été éventés. La surprise allait être foudroyante quand Ponthier, en service de ronde en ce moment, entendit un bruit insolite. Il se précipita et tomba nez à nez avec les premiers assaillants sur lesquels il déchargea son pistolet en appelant aux armes. Il tomba percé de balles mais il avait sauvé la situation. Les forces de Doorme et de Van Riel, debout en un clin d'œil repoussèrent l'attaque et le corps du vaillant Ponthier fut ramené par le caporal muluba Badilonga.

Trois fois encore l'ennemi revint à la charge, trois fois il fut refoulé. Au moment où le lieutenant Hambursin mettait en batterie son canon, une quatrième attaque déferla et mit, une fois de plus, la position en péril. Cette fois, Dhanis intervint avec la réserve, repoussa l'assaillant et le poursuivit jusqu'au-delà de la Lubukoie. Les Arabes avaient définitivement échoué.

Au camp, les troupes de l'État comptèrent leurs pertes. Lange, blessé, était hors de combat. Le brave Ponthier avait été emmené dans sa tente, où, malgré tous les soins, il mourut quatre jours plus tard. Pour éviter que la nouvelle de cette mort ne nuise au moral des soldats, chez qui son prestige était immense, des hommes sûrs furent placés en sentinelle devant sa tente et, trois fois par jour, on y apportait ses repas, comme de son vivant. Chez les noirs, cinquante soldats

et de nombreux irréguliers avaient trouvé la mort dans ces combats.

Période de Trêve.

L'adversaire avait, lui aussi, subi des pertes sérieuses mais Dhanis s'était rendu compte qu'il avait devant lui un ennemi plus redoutable que les précédents. Si Rumaliza n'avait pas réussi son coup audacieux, ses fortifications s'étaient révélées un trop gros morceau à emporter pour la colonne partie de Kasongo. Dhanis demanda des renforts ; ses soldats n'avaient plus que quarante cartouches, il fallait des hommes, des munitions, des canons... Il écrivit à Chaltin et à Lothaire. Ce dernier, malgré le blâme déjà encouru, prévint le Gouverneur par premier courrier, qu'il quittait son district pour rejoindre Dhanis. En hâte, il recruta des soldats.

« Des courriers furent envoyés dans tous les villages Bangala d'amont et d'aval et de la rive opposée à la station », raconte Léo Lejeune [1]. « Ces courriers appelaient à Nouvelle-Anvers tous les anciens soldats désireux de participer à la nouvelle expédition qui se préparait contre les Arabes à Kasongo et au-delà. Ils répondirent par centaines. A leur arrivée, ils devaient prouver leurs connaissances dans le maniement du fusil. Une cible avait été dressée face au fleuve. Qui ne touchait pas le but était refusé.

« Les candidats admis recevaient un fez rouge, seule partie de l'équipement qui pouvait leur être remise ; par la suite, on put leur donner une couverture.

« Les succès obtenus quelques mois auparavant, le riche butin d'étoffes qui s'en était suivi, les animaient d'un enthousiasme que doublaient le plaisir de voyager,

[1] Léo Lejeune, *op. cit.*, p. 63.

de voir le pays des Matamatambas (Arabes et Arabisés), dont on avait tant parlé.

« Ayant fixé à deux cents le nombre des engagements, de nombreux candidats furent refusés. Les heureux possesseurs de fez rouge rentrèrent chez eux afin d'y préparer des vivres ; ils devaient rejoindre la station dès l'arrivée d'un steamer qu'on savait proche. »

Les fusils qui manquaient furent trouvés à Basoko, Stanley-Falls et Kirundu. Le 8 janvier, le lieutenant Lothaire amenait ses deux cents soldats au commandant Dhanis avec les lieutenants Bortzell et Henry.

D'autre part, certains commandants d'unités de Dhanis avaient des procédés à eux pour maintenir leurs effectifs à un niveau constant. Le docteur Hinde raconte (¹), et la chose est confirmée par d'autres témoins, qu'« à cette époque, le capitaine Doorme fit choix, parmi les prisonniers, d'un certain nombre d'indigènes et d'esclaves arabes et les dressa comme soldats avec le plus grand succès. Dans les combats qui suivirent, il conduisit plus d'une fois, en personne, une centaine de ces hommes au feu. L'idée de les employer lui était venue d'une façon assez originale. La pensée seule d'écrire un rapport lui inspirait la plus profonde horreur. Aussi, chaque fois qu'un homme de sa compagnie était tué, se contentait-il de mentionner le décès et s'empressait-il de remplir la place vacante par une de ses fameuses recrues, à laquelle il donnait le nom, le numéro matricule, le fusil et l'équipement du mort. Ce stratagème passa longtemps inaperçu : mais il fut découvert un beau jour où le commandant, parcourant les états d'effectifs, constata que le capitaine, bien qu'il ait eu cinquante pour cent de tués, n'en présentait pas moins sa compagnie exactement dans le même état où elle se trouvait trois ou quatre mois plus tôt,

(¹) S. L. HINDE, *op. cit.*, p. 126.

sans que le nombre ou même les noms de ses soldats eussent subi la moindre modification ».

Beaucoup de soldats de Dhanis n'étaient d'ailleurs pas de véritables « réguliers », recrutés selon le décret de 1891 et ayant passé un certain temps dans les camps d'instruction. Au fur et à mesure de l'avance, le prestige de la Force Publique, toujours victorieuse depuis des mois, avait agi sur les indigènes et nombreux étaient les auxiliaires et les esclaves libérés qui souscrivaient un engagement et étaient immédiatement versés dans la troupe. La moitié des hommes de la colonne étaient des Baluba, des Batetela et des Benamulela.

Du 20 octobre au 16 novembre, Dhanis resta sagement en place. Les deux camps s'observaient. Bien renseigné par ses auxiliaires constamment en patrouille, Dhanis espérait affamer Rumaliza. Apprenant qu'un convoi de ravitaillement lui arrivait du Tanganika, il envoya des détachements chargés de rechercher et d'intercepter ces renforts. Une fois de plus, le sergent monrovien Albert Frees se distingua et ramena au camp ce qui était destiné à Rumaliza.

Le jour de la mort de Ponthier (25 octobre), les forces arabes du petit boma avaient quitté leur emplacement pour aller s'établir à Mwana Kwanga. Pour surveiller ces forces et, en même temps, se garder contre une attaque toujours possible des forces de Kibonge et Saïd ben Abedi, Dhanis installa de Wouters avec septante hommes dans un camp en face de Mwana Kwanga.

Le 30 octobre, des espions annoncèrent que Bwana N'Zigé, sultan de Kabambare — l'agresseur des Falls en 1886 —, s'apprêtait à rejoindre Rumaliza. Dhanis détacha alors Hambursin à sa rencontre. Son détachement ne parvint pas à détruire les forces de Bwana N'Zigé, mais les pertes qu'il lui infligea lui enlevèrent

toute velléité offensive et il n'intervint plus dans cette campagne.

Rumaliza éprouvait de grandes difficultés pour nourrir les dix mille personnes que renfermait son camp. Il tenta de franchir la Luama pour s'établir dans la contrée fertile qui s'étendait au sud de cette rivière. La forte position occupée par Dhanis l'en empêcha. Il décida alors d'abandonner son boma de Thuite et de s'installer à N'Teloi, magnifique position d'où il pouvait, appuyé par le boma d'Ogella, rayonner et s'approvisionner. Dhanis, toujours bien renseigné, envoya le lieutenant de Heusch s'y installer avant lui avec soixante-cinq hommes.

Combats de la Lulindi.

Le 16 novembre, Rumaliza abandonna ses positions et se retira vers l'est. Les troupes de l'État se transportèrent alors à Mwana Kwanga. Pour rétablir le contact, Dhanis organisa une colonne légère de deux cents hommes, qu'il plaça sous les ordres de de Wouters, avec mission de retrouver les Arabes. Quatre pelotons, commandés par Doorme, de Heusch, de Wouters et Hambursin et renforcés par cinquante auxiliaires partirent à la poursuite de Rumaliza, pendant que Dhanis rejoignait Kasongo avec Van Riel et le restant des troupes.

Le 17, dans l'après-midi, au débouché d'une clairière le caporal Badilonga et ses éclaireurs furent accueillis par des coups de feu. Successivement, les quatre pelotons débouchèrent et entamèrent une attaque enveloppante du boma d'Ogella. Mais, alors que les renseignements reçus disaient que ce boma était inachevé et occupé par de faibles forces, on s'aperçut que des huttes dispersées entouraient et dissimulaient un boma fort bien organisé et fortement défendu.

La résistance était vive. De Heusch qui attaquait à revers remarqua que, de son côté, la palissade n'était pas terminée et qu'une brèche rendait possible une irruption dans le boma. Sans hésiter, il se précipita de ce côté à la tête de ses hommes après avoir envoyé un messager au capitaine de Wouters. Hélas ! lorsque celui-ci arriva sur les lieux avec ses cinquante hommes, de Heusch était couché devant la palissade, foudroyé par une balle en pleine poitrine à quelques mètres du but. La plupart de ses hommes, découragés par cette mort, s'étaient enfuis. Seuls, Albert Frees et Badilonga étaient restés sur place et avaient réussi à empêcher une sortie des Arabes. Le corps de de Heusch demeura aux mains des Arabes, qui le décapitèrent.

Cet assaut aboutissait à un échec : sans artillerie, il était difficile de s'emparer d'un boma bien construit. De Wouters fit sonner la retraite et les soldats se retirèrent, emportant leurs morts et leurs blessés sous la protection d'une arrière-garde.

La Force Publique perdait un magnifique chef, le second en un mois. Pour compenser cette perte, une heureuse nouvelle parvint bientôt au camp : Sefu, le redoutable fils de Tippo-Tip, le bourreau de Lippens et Debruyne, blessé pendant le combat d'Ogella, était mort quelques jours plus tard.

A Kasongo, Dhanis apprit le jugement et la mort de Gongo Lutete, son ancien allié. Furieux, il écrivit une lettre de protestation contre cette maladresse... Bientôt, des chefs indigènes récemment soumis firent défection et des anciens soldats de Gongo abandonnèrent la cause de l'État, qui récompensait si mal ses amis. La situation devint plus mauvaise et de nouveaux appels à l'aide furent lancés.

A la fin du mois, Rumaliza franchit la Lulindi et s'installa en forêt, dans une série de bomas établis de façon à assurer la garde de la route de Kabambare.

Menacé, Dhanis établit un poste à Bena Musua, entre l'ennemi et Kasongo.

Heureusement, les renforts demandés commençaient à arriver ; de Kirundu, Rom et Van Lint arrivèrent à Kasongo le 23 novembre avec cent soixante-quatre recrues, deux canons de 7cm5 et des munitions, après un voyage exténuant. Le 4 décembre, le capitaine Collignon, le lieutenant Francken et le sergent Destrail arrivèrent de Lusambo, convoyant cent quatre-vingts soldats, trois cents fusils perfectionnés et mille fusils à piston. Le 12 décembre, Gillain, qui avait pacifié la région de Ngandu soulevée à la suite de l'exécution de Gongo, revint à Kasongo avec le lieutenant Augustin, le sous-lieutenant Middagh et quarante-cinq hommes.

Siège des bomas de Rumaliza.

Le 23 décembre, toutes ces troupes étaient réunies et, à Bena Musua, se tint un grand conseil de guerre où Dhanis exposa la situation. L'adversaire s'était installé dans un boma construit sur la rive droite de la Lulindi et relié par un pont au boma d'Ogella. Ces deux bomas principaux étaient précédés, du côté de Kasongo, par trois bomas plus petits. L'ensemble constituait un morceau dur à prendre... De plus, le bruit courait que Rachid avait rallié toutes les forces défaites six mois auparavant par Ponthier et s'apprêtait à rejoindre Rumaliza. Dhanis proposa de prendre un dispositif de siège autour des bomas et d'affamer les Arabes. Pour cela, il importait de s'allier les indigènes afin qu'ils cessent de ravitailler Rumaliza et apportent au contraire leurs vivres aux forces de Dhanis.

Dès le lendemain, les différents groupes gagnèrent les emplacements prévus :

— à Bena Nguya, le commandant Gillain, Rom, Au-

gustin, Van Lint et Collignon, avec cent quatre-vingts hommes et deux cents auxiliaires.

Mission : empêcher la jonction Rumaliza-Rachid.

— à Bena Kalunga : de Wouters, Hambursin, Doorme Colet, Destrail avec deux cent cinquante réguliers, quatre cents auxiliaires et un canon.

Mission : surveiller Ogella et le grand boma.

— à Mwana Kwanga : Lange, Van Riel avec cent vingt hommes et un canon.

Mission : garder la route de Kabambare à Mwana Kalunga.

— à Kasongo : Middagh et Pirotte.

— à Nyangwe : Lemery et Breugelmans.

Afin de couper les communications entre Ogella et les autres bomas, de Wouters reçut l'ordre d'attaquer le grand boma. Le 28, un tir d'artillerie de quarante obus ne réussit pas à faire une brèche suffisante dans les fortifications, bien que le canon ait été poussé jusqu'à cent mètres des palissades. L'affaire se borna dès lors à un échange de coups de feu sans résultat.

Cependant, le groupe Gillain s'était lui aussi approché du boma qu'il surveillait. Après une marche pénible à travers la forêt, dans une clairière, la palissade du boma lui apparut à deux cents mètres. Peut-être la troupe n'avait-elle pas été aperçue ? Un son de trompe partant des remparts éveilla l'attention de Rom, qui avait déployé ses cent dix hommes. Un coup de feu tiré sur un arabisé qui plantait un drapeau sur la palissade déchaîna la fusillade. Les occupants étaient à l'abri, les soldats à découvert ; Gillain fit cesser ce combat inégal et regagna son camp. Il avait perdu huit tués, des blessés et quatre prisonniers.

Ce double échec confirma la force du dispositif ennemi ; il faudrait de puissants moyens pour en venir à bout. Le 30 décembre, Dhanis fut avisé par Chaltin qu'aucun secours ne pouvait lui être envoyé de Basoko.

Mr Mohun s'offrit pour aller y chercher lui-même des renforts.

Le même jour, à Kitumba Moyo, Bwana N'Zigé se heurta à Hambursin, placé là pour l'empêcher de faire sa jonction avec Rumaliza.

Le 8 janvier, l'arrivée de Lothaire, Bortzell et Henry avec leurs deux cents Bangala renforça la position de Dhanis. Pour fermer le cercle autour de Rumaliza, Collignon fut envoyé avec quatre-vingts hommes à Bwena Bwese. Le 9, les nouveaux arrivés furent dirigés sur Bena Kalunga et le commandement de ce groupe passa entre les mains de Lothaire.

Dès son arrivée, celui-ci rechercha une meilleure position. Il réussit, par une marche habile, à transporter son camp à moins de trois cents mètres du boma principal. Le but qu'il poursuivait était de gêner le ravitaillement des Arabes et d'empêcher toute sortie du boma.

Prise du Grand Boma.

Henry, qui participa à cette aventure, racontait deux ans plus tard à ses auditeurs du Cercle Africain (1) :

« Le 13 janvier 1894... dans la soirée, une accalmie se produisit cependant, mais nous assistâmes à un nouveau genre de lutte d'un comique intense. Pour nous garder de toute surprise et pour tenir l'ennemi dans un état d'énervement constant, nous avions placé, à trente mètres environ en avant de notre camp, un fort cordon de sentinelles qui avaient pour mission d'envoyer, de temps en temps, une balle à travers le boma. Entre celui-ci et nos sentinelles, il n'y avait donc qu'une soixantaine de mètres, de sorte que nos soldats pouvaient aisément parler à ceux de Rumaliza ; chaque parti commença alors à injurier, insulter le parti adverse. On entendit les menaces les plus violentes et les plus bizarres ; tout cela en doux langage indigène, interrompu de temps en temps par le crépitement de la fusillade ; c'était une scène inénarrable !

« — Pan ! Tenez, voilà pour votre chien de Rumaliza. Nous ferons un pot à tabac avec sa tête, hurlaient les Baluba.

(1) Cité par Léo Lejeune, *op. cit.*, p. 74.

« — Nous le mangerons, hurlaient les Bangala qui avaient sans doute encore des réminiscences du temps où ils étaient cannibales.

« Les Arabes n'étaient pas moins gracieux ; ils devaient nous couper la tête à tous pour orner les piquets de leur boma, ainsi qu'ils nous en montraient le macabre exemple : plusieurs douzaines de crânes en effet, grimaçaient hideusement, au sommet des plus hautes perches de leur enceinte fortifiée... « Quand au vieux qui marche lentement — ils désignaient ainsi Dhanis — nous lui mettrons une chaîne au cou et nous lui ferons cultiver nos champs. »

« Cet état de choses dura toute la nuit. Les blancs montaient la garde à tour de rôle et se relevaient d'heure en heure.

« Le lendemain, à six heures du matin, Hambursin vint nous rejoindre ; il nous amenait un canon. Charger quelques obus fut l'affaire d'un instant. Nous comptions les lancer par intervalles dans le boma afin de mettre le comble à l'énervement des défenseurs.

« Le canon fut mis en batterie, il y manquait bien quelques accessoires tels que le guidon, esses de roues... mais tout cela fut vite fabriqué au couteau dans du bois dur. Il était huit heures du matin.

« Dans l'esprit du commandant Lothaire, Hambursin ne devait tirer quelques obus dans le boma que pour ennuyer les Arabes mais, par une chance tout à fait providentielle, le premier obus mit le feu aux habitations de la forteresse.

« Lothaire commanda l'attaque générale.

« de Wouters, ayant avec lui le capitaine Rom qui venait d'arriver, envoyé en reconnaissance par le commandant Gillain, dirigeait l'attaque de front.

« Doorme, avec Van Riel et les Baluba, attaquait le flanc droit tandis qu'avec les Bangala, j'abordais le flanc gauche.

« Hambursin avait la direction du canon et, sans souci des projectiles qui pleuvaient autour de lui, il lançait des boîtes à balles dans la direction de l'incendie pour mettre les Arabes dans l'impossibilité de l'éteindre.

« Menacés à l'intérieur par l'incendie, fusillés de tous côtés par nos troupes, les Arabes, sentant qu'ils jouaient dans cette partie leur dernière carte, dirigèrent sur les assaillants un feu terrible ; ils se battaient avec une rage inouïe.

« De minute en minute, l'incendie s'étendait, augmentait d'intensité, les barils de poudre sautaient dans un bruit infernal, envoyant à travers la fumée opaque et les flammes rougeâtres, des gerbes d'étincelles qui semblaient un gigantesque feu d'artifice.

« L'attaque était parvenue derrière le boma. Déjà une colonne de fuyards s'en échappait, l'embrasement étant devenu général. Ce fut bientôt un sauve-qui-peut sans exemple. On voyait des grappes humaines accrochées désespérément aux piquets de l'enceinte, dans la hâte de sortir au plus vite de cet enfer. Que de sombres tragédies ont dû se dérouler en quelques minutes parmi ce fouillis d'hommes d'une barbarie inouïe.

« Ce formidable incendie s'étendait sur une superficie d'au moins trois

hectares où étaient entassés sans ordre les habitations en bois et en paille de quatre à cinq mille personnes ; les flammes qui léchaient les crânes fichés au sommet des longues perches du boma et qui semblaient rire de toute la longueur de leurs dents décharnées, les hourras des vainqueurs, les explosions des centaines de barils de poudre qui continuaient à sauter, tout cela formait un spectacle tel que n'en avait jamais rêvé l'imagination de Dante.

« Nombre de fuyards se noyèrent dans la Lulindi qui, débordée, leur coupait la retraite vers Kabambare.

« Le boma de Rumaliza fut incendié à la suite d'un excès de précautions pour garantir sa protection personnelle. On avait pu constater que le canon était sans effet sur les palissades à moins de disposer d'un nombre considérable de munitions. Quinze jours avant cette affaire, Hambursin avait tiré quarante coups à très courte distance sans pouvoir ouvrir un chemin ; l'obus coupait net une perche qui, en général, retombait verticalement ou s'enchevêtrait dans ses voisines ; l'éclatement se produisait plus loin. Pour mettre le plus possible sa précieuse personne à l'abri, Rumaliza avait fait entourer sa demeure d'une forte palissade de gros troncs d'arbres ; c'est la rencontre de cet obstacle sérieux qui fit exploser l'obus sur place, d'où l'incendie du toit de paille et ce qui s'ensuivit.

« La puissance de Rumaliza venait d'être anéantie. La plus grande partie de sa troupe était tuée, noyée ou perdue dans une fuite désespérée. Il restait à s'emparer des deux bomas d'avant-garde sous la surveillance du commandant Gillain à Bena Nguya et à Bena Bwese.

« Lothaire envoya de suite Rom prévenir Gillain du succès qui venait d'être obtenu. Lui-même s'occupa de la reddition du petit boma qui, à douze ou quinze cents mètres sur sa gauche, avait servi de liaison entre les deux bomas d'avant-garde et la force principale de Rumaliza. »

Prise des Petits Bomas.

Rumaliza réussit à s'enfuir et échappa à ses poursuivants. Dhanis rejoignit Lothaire et ensemble ils essayèrent d'obtenir la reddition du second boma par la soif en prenant position entre l'eau et le fortin. Pendant trois jours et trois nuits, ils subirent le feu lointain des Arabes, dont chaque essai de sortie fut repoussé. Le quatrième jour, un parlementaire vint offrir au commandant Dhanis dix fusils pour une cruche d'eau : le blocus portait ses fruits. Dhanis refusa les armes, fit apporter une cruche d'eau... et en répandit le contenu sur le sol, devant les parlementaires désespérés. Une

demi-heure après, le fort avait capitulé, plus rien ne pouvait retenir l'ennemi que la vue de l'eau rendait fou. Une ruée vers le ruisseau suivit la reddition.

Cependant, le commandant Gillain et Collignon s'étaient rejoints à Bwena Bwese, devant les deux bomas d'avant-garde. Bwana N'Ze, qui commandait ces bomas, envoya un parlementaire à Gillain. Il savait que la défaite de Rumaliza ne lui laissait aucun espoir et demandait qu'on lui envoyât un officier pour traiter des conditions de la reddition. Courageusement, Rom, sans écouter les conseils de prudence de ses compagnons, demanda à se rendre chez l'ennemi. Il fallait avoir un certain cran, car les Arabes n'avaient pas la réputation de respecter la parole donnée et la fourberie leur était naturelle. Sans armes, accompagné d'un interprète qui l'abandonna à six cents mètres du boma, Rom s'approcha, malgré les armes braquées sur lui. Il raconta plus tard qu'il avait été « ému » pendant les derniers cent mètres qu'il fit pour rencontrer Bwana N'Ze. Les négociations furent menées rondement et Rom rentra au camp après avoir, en signe de confiance réciproque, échangé son drapeau contre celui de l'Arabe. Le lendemain, les occupants du boma vinrent apporter au camp toutes leurs armes et munitions.

En quatre jours, tout le système défensif établi par Rumaliza s'était écroulé ; il avait perdu mille tués et deux mille prisonniers et ses troupes étaient en déroute. Six cents fusils et plus de vingt barils de poudre tombèrent entre les mains de la Force Publique. Après ce succès, le gros des troupes regagna Kasongo.

Prise de Kabambare.

Mais il importait de profiter sans plus tarder de la victoire que l'on venait de remporter : une colonne de poursuite fut organisée. Pour tout sacrifier à la vitesse

de la marche, Lothaire, qui en prit la direction, décida qu'on n'emporterait ni tentes, ni lits. Chaque blanc ne disposait que d'un porteur pour ses couvertures. Quant aux vivres, la question était plus simple encore : deux boîtes de beurre appartenant à Lothaire constituaient toute la réserve de conserves des européens. Ainsi équipés, Hambursin, de Wouters, Henry, Francken, Doorme, Colet, Destrail et Van Riel se dirigèrent vers Kabambare avec quatre cent cinquante soldats, à travers un pays où la saison des pluies transforme chaque ruisseau en torrent et les sentiers en bourbiers. Tant pis pour le confort...

Grâce à ces mesures draconiennes, sept jours de marche amenèrent ces troupes devant Kabambare. Les habitants, qui ne s'attendaient pas à voir arriver les troupes de l'État avant quelques jours, furent complètement surpris : les barrières étaient ouvertes. Les soldats de l'avant-garde, commandés par Henry, se précipitèrent dans la ville et s'en emparèrent au milieu de la confusion générale. Malheureusement, Rumaliza, une fois de plus, s'échappa avec quatre soldats.

Ce succès sans combat était dû, d'une part, à la rapidité de la poursuite, rendue possible par l'allègement maximum de la colonne, et, d'autre part, à l'attitude nouvelle des indigènes qui avaient assisté avec indifférence à la marche de la colonne et à la prise de la ville, se gardant bien d'intervenir en faveur des Arabes, comme ils l'avaient fait jusqu'alors.

Ce changement d'attitude était le meilleur signe que la victoire était cette fois définitivement dans notre camp, les indigènes ne craignant plus les représailles de leurs anciens maîtres. La façon dont ils acceptaient les nouveaux arrivants montra aussi qu'ils avaient cessé de croire aux mensonges arabes sur la prétendue cruauté des blancs. La manière dont les

noirs des pays déjà conquis avaient été traités portait des fruits.

Un butin élevé tomba entre les mains des troupes de l'État : toutes les réserves de Bwana N'Ze et de Rumaliza se trouvaient en effet dans cette ville.

La Poursuite. (Voir carte III /2).

Kabambare fut pris le 25 janvier 1894 ; le 30, Lothaire envoyait une colonne commandée par de Wouters et Van Riel vers Mtoa, dans le but de réaliser la jonction avec les troupes de la Société Antiesclavagiste. Le 10 février, la rencontre tant attendue eut lieu, à soixante kilomètres d'Albertville, avec la colonne que Descamps conduisait vers Kabambare. Ensemble, les deux détachements reprirent la marche vers le nord, pour y rejoindre les forces de Lothaire et participer à la poursuite des bandes en fuite.

Si rapide fut la marche de cette colonne que nulle part l'ennemi n'eut le temps de se ressaisir pour organiser la résistance. En un mois et demi, Lothaire débarrassa de la domination arabe tout le territoire compris entre Kabambare et Uvira. Le 13 février, le boma de Sungula se rendit sans combat. Le 28, à Mazance, autre point fort sur la route des esclaves, deux bomas inachevés furent abandonnés par les Arabes qui s'enfuirent avant l'arrivée de la Force Publique (1). Le 17 mars, à Uvira, les poursuivants découvrirent, vide également, le plus formidable boma qu'ils aient rencontré pendant toute la campagne : Bwana Soro, modèle de fortification qui, bien défendu, eût arrêté pendant longtemps les forces de l'État.

(1) Poursuivant les Arabes qui fuyaient sur le lac près du golfe de Burton, Henry fut surpris par une tempête qui renversa son frêle esquif. Jeté sur un rocher avec ses hommes, il parvint heureusement à retraverser le lac et à rejoindre Lothaire.

La poursuite était terminée ; Rumaliza et les débris de ses bandes étaient passés en territoire allemand. Plus jamais, ils n'inquiétèrent la région. De concert avec les forces de Descamps, un poste fut établi à Baraka. Kabambare fut organisé en point fort contre tout retour offensif possible de l'ennemi.

Cette poursuite avait eu des résultats magnifiques. Attendre pour organiser une colonne mieux équipée, mais plus lente, c'était permettre à l'adversaire de regrouper ses forces, d'occuper Kabambare, Sungula, Mazance, Bwana Soro. Tous ces points auraient sans doute été le théâtre de luttes aussi longues et aussi sanglantes que celles de la Lubukoie et de la Lulindi.

Du Sankuru au Tanganika la voie était libre. Lothaire et ses hommes revinrent vers le fleuve. Hambursin fut laissé à Kabambare pour y installer le camp fortifié. Le sultan Rachid, qui deux fois avait attaqué la station des Falls, vint y faire sa soumission à l'État avec les débris de ses troupes.

La zone riveraine du Tanganika fut placée sous le commandement de Descamps, qui se chargera d'en achever la pacification. Au sud, en effet, trois trafiquants continuaient, entre les lacs Moero et Tanganika, à se livrer au commerce des esclaves. Retranchés dans trois bomas solidement construits, les chefs Massala, Moina Katwai et Semimwe résistèrent longtemps à l'expédition que Descamps conduisit contre eux. Un siège de cinquante jours n'amena pas la reddition du boma de Massala, où s'étaient concentrées les forces des trois traitants. Le 17 septembre 1894, un assaut furieux, préparé par un tir de plus de cent obus, permit à Descamps de s'en emparer. Massala et ses guerriers furent massacrés. Les esclaves délivrés furent installés dans la région.

Les deux autres bomas furent abandonnés sans combat par leurs occupants découragés.

Pendant ce temps, Dhanis et Lothaire redescendaient le fleuve, organisant la région conquise. Aux Stanley-Falls, Dhanis remit son commandement à Lothaire et rentra en Europe où l'attendait, à Anvers et à Bruxelles, un accueil triomphal. Déjà le titre de baron et le grade d'Inspecteur d'État avaient été décernés au brillant officier qui, revenu au Congo depuis 1890, s'était dépensé sans compter, tant au cours de l'expédition du Kwango que pendant la campagne arabe, pour le bien de l'État Indépendant et le triomphe d'une cause qui, depuis les appels pathétiques de Livingstone, avait ému toutes les consciences du monde civilisé.

Campagne Lothaire-Henry. (Voir carte III/2)

Cependant, dans la région de l'Ituri, s'étaient réfugiés quelques bandes d'Arabisés sous les ordres de Kibonge, Ugarawa et Kilonga-Longa. Avakubi, Mawambi, Irumu, Beni et Makala étaient entre leurs mains. Kibonge, on s'en souvient, avait eu le bonheur d'échapper aux poursuites lors de l'expédition Ponthier vers la Lowa.

En novembre 1894, une colonne de sept cents soldats, commandée par Lothaire aidé de dix officiers ou sous-officiers, se dirigea des Falls vers le dernier refuge des traitants. Cette région n'avait été parcourue jusqu'alors par aucun agent de l'État ; seule, l'expédition Stanley au secours d'Emin Pacha s'était aventurée, en 1888, jusqu'au lac Albert. La colonne Lothaire avait pour mission de soumettre ces territoires à l'autorité de l'État et d'y porter le coup de grâce à la puissance arabe au Congo.

CAPTURE DE KIBONGE.

Cette expédition avait été précédée d'une reconnaissance de cent hommes aux ordres du lieutenant Henry.

Parti le 1er juin 1894 de Kirundu, cet officier avait établi des postes de liaison à Kilinga, Bafwaboli et Bafwasende. Il apprit au cours de ses marches que Kibonge était installé près de Makala, sur la rive droite de la Lindi, et dirigeait de là tous les Arabisés de la région. Il recueillit aussi certains bruits qui lui apprirent l'existence d'un blanc mystérieux qui s'était abouché avec Kibonge, entretenait avec lui un commerce de contrebande d'armes et de poudre et lui avait promis son assistance dans la lutte contre les forces de l'État.

Henry réussit à convaincre les auxiliaires bakusu de Kibonge de l'intérêt qu'ils avaient à quitter la cause des Arabes pour se rallier à l'État. Grâce à leur concours et à une marche forcée vers Makala, il s'empara par surprise de Kibonge, qui lui fut livré par ses guerriers.

Rejoint le 25 décembre 1894, sur la Lindi, par le gros des forces de Lothaire, Henry lui remit le prisonnier. Jugé et reconnu coupable de l'assassinat d'Emin Pacha, Kibonge fut fusillé le 1er janvier 1895. Il avait avoué ses crimes.

Affaire Stokes.

Des lettres saisies dans les bagages du sultan confirmèrent l'existence et la culpabilité du blanc mystérieux, l'anglais Stokes, venu de l'Est Africain Allemand. Mais comment se saisir du coupable ? On le savait entouré d'une garde plus importante que ce qui restait de la colonne Lothaire, qui avait laissé des garnisons dans quelques villages et était réduite à trois cent cinquante soldats. Le lieutenant Henry proposa à son chef un raid audacieux qu'il a raconté en ces termes (1) :

« J'avais saisi des billets de sa main révélant son alliance avec les Arabes, et par lesquels il donnait des instructions pour me faire assassiner. Il

(1) Henry de la Lindi (Général J.), L'époque héroïque et les pionniers de l'œuvre africaine.

était donc bien sûr de lui et des hommes à sa solde, pour oser agir ainsi et sans doute n'ignorait-il rien de la faiblesse numérique de mon détachement. De mon côté, je savais qu'il disposait d'une troupe considérable, nombreuse comme les feuilles des arbres, disaient les noirs dans leur langage imagé, mais je ne pouvais croire à une force de mille hommes, surtout si bien armés.

« Nous étions tous deux en pleine forêt vierge, aux prises avec les pires difficultés pour nous mouvoir et nous ravitailler. L'expérience depuis longtemps acquise de ce genre d'existence me faisait voir par la pensée l'image du camp de Stokes.

« Vers la fin de l'après-midi, on procède au campement, et chaque homme a une fonction déterminée ; l'un coupe des branchages pour en faire un abri, un autre cherche des feuilles pour le couvrir, un troisième est parti vers un ruisseau dans l'espoir d'y trouver du poisson ou des crevettes. Il en est qui ont une prédilection pour les escargots, les fourmis, les sauterelles et même les chenilles. Tout fait farine au moulin. Bref, aucun homme ne reste au camp et les fusils, avec leurs cartouchières, sont posés à la manière nègre, contre les arbres ou pendus à une branche. Il me fallait donc surprendre Stokes pendant un moment aussi propice et, pour cela, je voyageai jour et nuit sans repos, afin d'être sûr que nulle trahison ne lui éventât ma présence toute proche. Ma petite troupe était précédée de quelques vieux soldats déguisés en arabisés, qui bouclaient proprement, après les avoir cuisinés, les émissaires dont Stokes se servait pour correspondre avec les Arabes. Pour parfaire ce plan, quatre hommes bien stylés devaient m'aider à mettre le forban en état d'arrestation et le désarmer au besoin ; dix restaient à mes ordres pour parer à une résistance éventuelle à main armée, le plus grand nombre, soit une cinquantaine, avait pour mission de ramasser prestement les fusils et les cartouchières déposés çà et là dans le camp.

« Ce plan exécuté avec décision et méthode réussit admirablement. Stokes fut surpris et arrêté, cependant que la recherche des armes me livrait deux cents fusils Mauser de l'armée allemande et plusieurs centaines d'autres fusils de divers systèmes, et tout cela avant que le camp de Stokes ne fût alerté. Quand ceci se produisit, les hommes se trouvant désarmés pour la plupart, s'enfuirent par où ils étaient venus en s'entraînant les uns les autres. Il ne fut pas tiré un coup de feu.

« Stokes se couvrait du pavillon allemand, dont je trouvai plusieurs exemplaires en sa possession. Il se réclamait ouvertement devant les Arabes comme agent du gouvernement de Tabora, d'où il avait amené des émissaires de Tippo-Tip et de Rumaliza. Il avait pour eux toute une caravane d'armes, de munitions et le formidable renfort de ses mille hommes.

« Je l'envoyai à Lothaire qui le fit passer au conseil de guerre. Celui-ci le condamna très justement à la pendaison. »

L'affaire fit grand bruit à l'époque. Anglais et Alle-

mands élevèrent de vives protestations auprès du gouvernement de l'État Indépendant et celui-ci dut promettre, en plus du paiement d'une indemnité [1], de faire passer en jugement le commandant Lothaire, accusé d'« avoir, le 14 janvier 1895, en qualité de juge du Conseil de guerre de la zone arabe, constitué à Lindi un conseil de guerre sans greffier et d'avoir condamné à mort, à ce conseil, le nommé Stokes Charles-Henry, marchand d'ivoire ; le lendemain 15 janvier, fait procéder, en qualité d'officier du ministère public, à l'exécution du dit Stokes sans avoir laissé à celui-ci le bénéfice de l'expiration des délais prévus par les articles... » et « d'avoir ainsi commis un homicide volontaire avec l'intention de donner la mort sur la personne du dit Stokes... » [2].

Acquitté par un premier tribunal, puis en appel et en cassation, Lothaire fut lavé de toutes les accusations hâtivement portées contre lui. Les attendus de l'arrêt de la Cour de Cassation disaient notamment :

« Attendu que tous les éléments de la cause concourent à démontrer que Lothaire a voulu agir dans la mesure de ses pouvoirs ; qu'il a apprécié les faits avec conscience et droiture, après une instruction au cours de laquelle Stokes, admis à se justifier en audience publique, a présenté ses moyens de défense par écrit ;

« Attendu que Lothaire, en prononçant le jugement à charge de Stokes et en faisant procéder à l'exécution dans les vingt-quatre heures, a été inspiré par la conviction qu'il remplissait son devoir de juge militaire, responsable de la sécurité de ses troupes... » [2].

L'enquête avait d'ailleurs confirmé la culpabilité de Stokes.

(1) 150.000 francs à l'Angleterre et 100.000 francs à l'Allemagne.

(2) D'après le *Mouvement Géographique* n° du 9 avril 1896, col. 391 « Le procès Lothaire ».

Organisation de l'Ituri.

Cette double capture termina définitivement la campagne arabe. Lothaire, rappelé aux Falls, laissa à son lieutenant le soin de continuer sa mission. Henry reçut la soumission des dernières bandes à Mawambi, Avakubi, Beni, Kilo et Irumu. Dans tous ces villages furent installés des détachements de la Force Publique.

Ainsi s'achevait l'occupation effective par l'État des territoires de l'est, de Moliro au lac Albert, entre le fleuve et les grands lacs.

Cette expédition menée tambour battant dans une région non encore organisée fut particulièrement pénible : huit des participants européens moururent en 1895 et 1896 des suites de maladies contractées au cours de la randonnée [1].

Résultats de la campagne.

Fin du commerce des esclaves au Congo

Cette brillante campagne avait mis fin au règne des traitants dans cette énorme partie de l'État Indépendant entièrement soumise à leur influence néfaste trois années auparavant. L'accueil enthousiaste que Dhanis reçut en Europe fut le témoignage éloquent de l'importance que le monde civilisé attribuait alors à ce triomphe, qui restera le plus beau titre de gloire de

[1] Ce sont :

Ducoulombier,	sous-officier,	décédé à	Léopoldville, le 15.3.1895.
Brexhe,	sous-lieutenant,	»	Kilonga-Longa, le 3.4.1895.
Stuyvers,	sous-officier,	»	Avakubi, le 2.5.1895.
Velghe,	sous-lieutenant,	»	Avakubi, le 24.7.1895.
Rochet,	lieutenant,	»	Kilonga-Longa, le 25.12.1895.
Simon,	sous-officier,	»	Avakubi, le 16.2.1896.
Codrons,	sous-officier.	»	Bumba, le 20.10.1896.
Vander Wielen,	sous-lieutenant,	»	Katwe, en 1896.

la Force Publique. N'eussent-ils livré que ces combats, les soldats auraient droit à la reconnaissance de toutes les populations délivrées par eux du fléau de l'esclavage.

Comme le dit Mgr Huys : « La campagne arabe est une des plus fécondes que jamais l'État moderne ait menée contre l'asservissement, contre l'esclavage et contre la barbarie la plus infecte et la plus dégradante... Il est hors de doute que les conséquences ont été immenses. Aussi les Warage font-ils chorus avec les autres tribus éprouvées pour crier à qui veut l'entendre : en chassant les Arabes et leurs partisans de notre territoire, les Belges ont sauvé notre race d'une extinction inévitable » ([1]).

Parlant de cette campagne, le Secrétaire d'État écrivait au Roi-Souverain ([2]) : « Ses résultats dépassent les espérances les plus optimistes. Il semble, cette fois, que la puissance des chasseurs d'hommes est définitivement anéantie et qu'il est impossible qu'elle se relève encore. »

Personne, au début de l'année 1892, n'aurait, en effet, osé espérer un résultat aussi rapide et aussi décisif. La disproportion des forces en présence était telle qu'elle incitait l'autorité à rechercher une solution pacifique, même au prix de concessions, et que les ordres reçus par Dhanis devant Nyangwe lui recommandaient encore de garder une attitude de défensive devant le Lomami.

Mais le grand nombre d'hommes et de fusils ne suffit pas à transformer une bande, même animée d'un indiscutable courage, en une troupe invincible. La discipline et l'instruction des réguliers en faisaient au contraire une force redoutable lorsqu'elle était encadrée par des officiers et des sous-officiers de valeur ;

([1]) Cité par Mgr Roelens dans *Notre vieux Congo*, 1891-1917, p. 74.

([2]) Rapport au Roi-Souverain du 24 décembre 1894, Lycops et Touchard, Tome II, p. 362.

redoutable dans la défensive, comme le démontrèrent les héroïques soldats de Cassart, redoutable dans l'offensive, comme le prouvèrent les hommes de Doorme, de Heusch et tant d'autres lorsqu'ils se précipitaient impétueusement derrière leurs chefs à l'assaut des bomas arabes.

La supériorité de commandement joua évidemment aussi en faveur de la Force Publique : les Arabes, à part Rumaliza qui se montra habile tacticien, n'étaient que des chefs de bandes, très braves mais incapables de monter une opération offensive. Seul l'art de la fortification de campagne était bien connu d'eux.

Du côté des troupes de l'État, le Secrétaire d'État pouvait écrire, dans le rapport cité plus haut : « Ces résultats, la Belgique peut le dire avec un légitime orgueil, c'est à la bravoure et au courage de ses officiers qu'ils sont dus. Il n'en est pas un qui, pendant cette pénible campagne, n'ait été digne d'elle. Tous ont bien mérité de leur patrie et ont fait preuve, chacun dans sa sphère, d'un égal dévouement et d'une même vaillance : ce sera l'honneur de l'armée belge de compter ces braves dans ses rangs et d'avoir prouvé qu'en toutes circonstances le pays peut se fier à elle » ([1]).

Ces officiers et sous-officiers commandaient des troupes hétérogènes où, pour la première fois, Bangala, Baluba, Bakusu et autres races congolaises se trouvaient au combat à côté des volontaires de la Côte. Dans cette occasion, ils montrèrent que la plupart d'entre eux étaient des soldats dont le courage ne le cédait en rien à celui des meilleurs mercenaires. Leur cadre, où se trouvaient des héros comme Albert Frees, Badilonga et Benga se montra digne des chefs européens qui mettaient en eux leur confiance.

La Force Publique s'était très honorablement tirée de

([1]) Voir annexe 16.

sa première épreuve. Au service d'une cause magnifique, elle avait accompli des exploits retentissants. L'instrument n'était cependant pas parfait, l'expérience avait montré quelques défauts mais on pouvait être fier de l'œuvre des Roget, Fievez, Avaert et de leurs collaborateurs...

Certains s'étonneront peut-être de la faiblesse des effectifs mis en œuvre et seront tentés de minimiser l'importance et les difficultés de ces trois années de combats. Laissons, pour leur répondre, la parole à l'un des acteurs de cette épopée (1) :

« Au lecteur non familiarisé avec l'histoire africaine, la campagne arabe paraîtra peut-être comme une curieuse petite guerre entre une douzaine d'officiers blancs et quatre cents noirs réguliers d'une part, contre environ deux cents chefs arabes renforcés par quelques centaines de leurs métis dirigeant des bandes nombreuses d'irréguliers. Mais il faut bien se convaincre que, contrairement à ce qui s'est passé dans le Soudan, les péripéties de cette guerre se sont déroulées dans une contrée fort peuplée dont les habitants, accoutumés à la guerre sauvage, prirent une large part à l'action ; de nombreux contingents changeaient constamment de parti, suivant que l'un ou l'autre des belligérants gagnait ou perdait en prestige. En se repliant sur le Tanganika, les Arabes réussirent à enrôler sous leur bannière les hommes valides des différentes tribus des pays qu'ils traversaient. Ceci leur était d'autant plus facile que depuis trente ans leur influence y était établie sans concurrence Les européens y étant inconnus, les natifs crédules admettaient aisément les racontars des Arabes sur nos prétendues cruautés envers nos subordonnés.

« Si considérables que furent nos pertes et celles

(1) S. L. Hinde, *op. cit.*, p. 22.

de nos alliés, celles des Arabes les dépassèrent cependant de beaucoup, car elles furent estimées approximativement à 70.000 hommes. »

Qu'étaient devenus les principaux chasseurs d'esclaves ? Sefu et Munie Mohara furent tués au combat. Rachid et Saïd ben Abedi se rendirent et furent jugés ; Rachid, l'ancien vali des Falls, fut déporté dans le Kwango, Saïd, reconnu innocent du meurtre d'Emin Pacha, fut acquitté. Il accompagna Dhanis en Europe, y reçut en présent un fusil perfectionné avec lequel il se fit tuer plus tard au service de l'État. Mserera et Amici, assassins de Noblesse, Michiels et des autres membres de la mission Hodister, furent pris, jugés, condamnés et exécutés en mai 1894, ainsi que Piani Lugari, meurtrier d'Emin Pacha. Kibonge, son instigateur, fut exécuté en 1895. Bwana N'Zigé s'enfuit avec Rumaliza et rejoignit à Zanzibar son frère Tippo-Tip, qui s'y était retiré et avait assisté de là à l'écroulement de l'œuvre de sa jeunesse et de son âge mûr.

Occupation et organisation de la Province Orientale.

En même temps qu'il se débarrassait des traitants, l'État avait, au cours de cette guerre, reconnu et occupé un immense territoire qui avait échappé jusqu'alors à sa juridiction. La zone du Tanganika, le Maniema, l'Ituri et le bassin du Lomami s'ajoutèrent ainsi aux territoires occupés, vers la même époque, par des expéditions dont nous avons parlé au chapitre précédent.

Des postes furent créés dans l'ancienne zone arabe et cinq nouvelles compagnies actives s'installèrent aux Stanley-Falls, à Ponthierville [1], Albertville, Nyangwe, et Avakubi. Les chefs indigènes qui se soumirent

[1] Nom donné à Wabundu en souvenir du commandant Ponthier.

furent maintenus en fonction. Ceux qui, combattant avec les Arabes, avaient été tués au cours de la campagne ou s'étaient enfuis avec leurs anciens maîtres, furent remplacés par des gradés de la Force Publique qui s'étaient distingués dans les combats.

L'ensemble des territoires ainsi ouverts à la colonisation fut baptisé Province Orientale et placé sous l'autorité de Dhanis, puis de Lothaire. En 1896, le Vice-Gouverneur Général baron Dhanis en reprit le commandement pour y organiser l'expédition du Nil (1).

(1) Voir chapitre V.

CHAPITRE IV

Les campagnes mahdistes et l'occupation de l'enclave de Lado 1893 - 1910

« Le seul reproche qui puisse être fait au Souverain de l'État Indépendant, c'est de s'être obstiné à vouloir réaliser, après Fashoda, des projets grandioses que la chute de Khartoum avait déjà réduits à l'état de rêves. »

Congo, 1937, T. II, p. 556. Gordon au service de Léopold II. (Mélanges).

Introduction.

LES MADHISTES. (Voir carte IV/1).

Conquis de 1820 à 1830 par Mehemet Ali, le Soudan fut dès lors soumis à l'Égypte. L'administration du vainqueur y fit régner un régime assez dur et plusieurs révoltes locales éclatèrent çà et là, toujours durement réprimées par les troupes égyptiennes.

Ce n'est qu'en 1880 qu'un chef se révéla capable de se servir des rancœurs accumulées contre l'occupant pour conduire le pays tout entier à la révolte. Depuis 1870, le derviche miraculeux Mohamed Ahmed se

proclamait partout le « Mahdi », l'« Envoyé de Dieu qui devait terminer l'œuvre de Mahomet et exterminer tous les infidèles ». Il réussit à grouper autour de lui tous les mécontents et à les transformer en adhérents enthousiastes et fanatiques.

En août 1881, des Égyptiens envoyés dans l'île d'Abba pour s'emparer du prophète furent massacrés par les mahdistes. Une seconde expédition, dirigée par le « mudir » de Fachoda à la tête de 1.500 hommes, essuya une sanglante défaite dans les montagnes du Kordofan méridional. Seuls, un officier et quelques cavaliers parvinrent à s'enfuir.

Ce fut le signal d'un soulèvement général et les premiers d'une série de succès mahdistes. Un instant arrêtés à El Obeid, qui ne tomba entre leurs mains qu'en janvier 1883 après un siège de six mois, et par quelques combats où ils furent battus par Abd el Kader Pacha, les révoltés reprirent l'offensive lorsque ce dernier fut remplacé par des officiers anglais commandés par le Général Hicks.

Le 5 novembre, ce dernier tomba dans une embuscade près des puits de Kasghil et y perdit la vie avec la quasi-totalité de ses soldats. Sur dix mille hommes, deux cents seulement échappèrent au massacre et quarante-deux canons tombèrent entre les mains des mahdistes. Après cette victoire écrasante, les provinces du Darfour et du Bahr-el-Ghazal furent envahies et conquises par les mahdistes.

Le général anglais Gordon, ancien gouverneur égyptien, fut alors chargé par les Anglais de rétablir l'ordre. Enfermé dans Khartoum qu'il s'était refusé à abandonner, il trouva la mort dans la ville investie par Mohamed Ahmed. Le 26 janvier 1885, après trois cent dix-sept jours de siège, un traître favorisa aux

assiégeants l'accès de la ville, dont les défenseurs furent impitoyablement massacrés par les mahdistes (1).

Quelques semaines avant sa mort, le Mahdi vit l'abandon du Soudan officiellement annoncé par les Anglais et les Égyptiens. Il mourut le 22 juin 1885, à la suite d'un empoisonnement, disent les uns, d'une fièvre typhoïde, affirment les autres. Il avait auparavant désigné son successeur : Abdulla hel Tesci.

Cependant, au sud du Soudan, la province d'Équatoria était toujours aux mains du gouverneur officiel nommé par les Égyptiens : l'autrichien Schnitzer, mieux connu sous le nom d'Emin Pacha. Isolé de tous par la décision du gouvernement d'évacuer le Soudan, Emin réussit cependant à maintenir le sud de sa province à l'abri des mahdistes jusqu'en 1888.

Mais le monde européen s'inquiétait de son sort et une expédition aux ordres de Stanley fut lancée à son secours. Par le Congo et l'Aruwimi-Ituri, celui-ci le rejoignit à Nsabe (lac Albert) le 29 avril 1888 et lui proposa, soit d'abandonner la province et regagner le Caire, soit d'y rester et de gouverner au nom du Roi Léopold II, soit de s'installer au nord du lac Victoria pour le compte de la British East Africa Association (Chartered).

Emin Pacha aurait voulu rester en Équatoria et continuer à gouverner cette province au nom du Khédive mais devant les lettres remises par celui-ci à Stanley et l'attitude de ce dernier, il dut se résigner à abandonner l'Équatoria et se réfugia à Zanzibar (2).

Dès lors, rien ne s'opposait plus aux progrès des mahdistes vers le sud-ouest ; seules, quelques garnisons

(1) L'armée de secours de Lord Wolseley arriva deux jours après devant la ville et n'eut plus qu'à rebrousser chemin.

(2) Plus tard, il tenta de rejoindre son ancienne province après s'être mis un certain temps au service de l'Allemagne dans le territoire occupé par cette puissance dans l'Est Africain.

égyptiennes tenaient encore sur le Haut-Nil lorsque Milz y parvint le 9 octobre 1892 ([1]). Elles étaient commandées par Fatel Moulah, qui avait refusé de suivre Stanley et Emin Pacha lors de leur départ vers Zanzibar.

Campagnes préliminaires en Uele (1893-1896).

Nous avons vu comment Milz s'efforça de constituer une barrière de postes militaires pour contenir les mahdistes ; il engagea les Égyptiens au service de l'État et les installa à Dufile et Korobe, tandis qu'une garnison de cent vingt-cinq soldats de la Force Publique aux ordres du lieutenant Gustin occupait Ganda.

Sous la poussée des mahdistes et à cause du mauvais esprit des Égyptiens, ces postes durent bientôt être évacués. Cependant le lieutenant Delanghe, successeur de Milz, repartit en mars 1893 vers le Nil pour essayer d'y rétablir l'autorité de l'État.

EXPÉDITION DELANGHE VERS LE NIL
TROUBLES LOCAUX. (Carte IV/2).

A Dungu, il réussit à recruter des porteurs chez le chef azande Renzi, qui se montra toutefois peu aimable. Renforcé ensuite par Gustin, revenu du Bomokandi où il avait créé des postes destinés à arrêter les Arabes, il se dirigea vers le Nil. Entre Faradje et Ndirfi, les porteurs de Renzi désertèrent ; on continua malgré tout vers la zone occupée par les Égyptiens. A Ndirfi, Delanghe fut obligé de faire exécuter un de leurs officiers « accusé d'avoir tenté de soulever ses soldats contre l'autorité de Henrard et d'avoir même mutilé des femmes et des enfants » ([2]).

([1]) Voir chapitre II.
([2]) R. P. LOTAR, La Grande Chronique de l'Uele, p. 150.

Le sous-officier Laplume décrit ainsi la compagnie turque qui accompagnait Delanghe : « Ces irréguliers et les Turcs avaient avec eux chacun une ou deux femmes, quand ce n'était pas trois ou quatre. Chaque femme avait son boy ou sa boyesse. Le soldat, lui, avait un boy porteur de son fusil, et parfois un autre pour la pipe et la chaise. Une troupe de Turcs en marche était une foule d'hommes, de femmes, d'enfants, de vieillards, d'estropiés (j'en ai vu plusieurs auxquels leurs chefs avaient fait couper les oreilles, les poings, les pieds) vêtus ou non. Le contraste avec les soldats réguliers congolais était frappant quant à la discipline et l'allure militaire » (1).

Par Ganda, où il essaya en vain de mettre de l'ordre chez les Égyptiens (2), Delanghe gagna ensuite Labore, après une marche pénible à travers la brousse. Aux environs de cet endroit, il fonda une zériba qu'il baptisa Fort Léopold II.

A ce moment, l'Inspecteur d'État Baert, récemment arrivé d'Europe pour remplacer Vankerckhoven, rappela toutes les troupes de la Force Publique qui se trouvaient sur le Nil. Delanghe revint donc vers Mundu (Faradje) où il rejoignit Baert le 31 août 1893. Les relations avec les Égyptiens fantaisistes et les irréguliers qui sentaient la faiblesse de l'État s'envenimèrent de plus en plus. Quelques révoltes éclatèrent avant le mois d'octobre.

A ce moment, Baert, excédé par l'attitude des irréguliers, qui pillaient les magasins et les dépôts d'armes, donna l'ordre de les désarmer dans toutes les stations. A Magora, où cet ordre ne fut pas immédiatement exécuté, des irréguliers Makrakras se révoltèrent et attaquèrent la station. Le sous-officier Delmotte fut

(1) R. P. Lotar, La Grande Chronique de l'Uele, p. 150.

(2) En 1894, Fatel Moulah et son second Soliman Aga passèrent aux derviches et furent massacrés par eux peu de temps après, à Mola, près de Ganda.

assassiné le 3 décembre sur la route de Magora à Mundu ; le 23 décembre, à Mundu même, le sous-officier Dautzenberg n'échappa à la mort par le fouet que grâce à l'arrivée à bon escient des soldats du capitaine Bonvalet.

Le 8 janvier, nouvel incident entre Dungu et Akka ; deux soldats furent tués par des irréguliers qui blessèrent d'un coup de lance le lieutenant Niclot. Il parvint heureusement à se cacher dans la brousse... Les irréguliers désertaient en masse et causèrent un peu partout des troubles auxquels les sultans Renzi et Faradje s'empressèrent de participer.

Massacre de la colonne Bonvalet-Devos. (2 mars 1894)

Baert décida alors l'évacuation des postes situés à l'est de Dungu. Une partie du personnel européen devint ainsi disponible et il envoya vers le nord du Bomu le capitaine Bonvalet, primitivement désigné pour le Haut-Uele. Nommé résident chez Tambura, l'officier quitta Suruango le 1er mars 1894 en compagnie du chef de poste local, le sous-lieutenant Devos, et du commis Desès, commandant l'arrière-garde.

La région que devait traverser la colonne était troublée par des querelles de familles entre Bili, Dika et Miginda. Devos, chef de la région, avait évité de se compromettre en prenant parti trop tôt dans cette dispute mais son attitude fut cependant mal interprétée par Bili. Ce dernier, apprenant la venue d'une colonne sur son territoire, consulta les augures. D'après une enquête faite auprès des indigènes, il semble que l'oracle révéla « qu'il n'avait rien à craindre si l'européen se dirigeait bientôt de Suruango directement sur son village, mais que s'il prenait la route des anciens terri-

toires de Binza, c'était avec l'intention de l'attaquer, lui, Bili, de concert avec ses ennemis » [1].

Le malheur voulut que ce soit précisément cette route qu'empruntèrent Bonvalet, Devos et Desès. Dès qu'il l'apprit, Bili prépara une embuscade... et envoya des présents au chef de la colonne qui continua à s'avancer sans méfiance. Voici comment le rapport de Desès relate le désastre :

« Le dispositif de marche adopté était le suivant : l'officier, chef du poste de Suruango, avec son détachement, devait prendre la tête et être suivi par une quinzaine de femmes abarambos ; venait ensuite le commandant de la colonne avec 12 soldats réguliers, les porteurs avec un soldat par groupe de cinq porteurs, une vingtaine de femmes et enfants de soldats, enfin un sous-officier à l'arrière-garde avec douze soldats.

« Notre première étape fut d'environ 15 kilomètres. Le lendemain nous traversons sans incidents le territoire de Dika, fils de Boïkhéru. Nous marchons toujours dans le même ordre et traversons de nombreux villages, tous abandonnés. Le pays est plat, coupé par des bois étroits avec des marais assez difficiles à traverser par les porteurs, aussi l'arrière-garde avait-elle toujours perdu sa distance à la sortie des bois et des marais, la tête de la colonne ne s'arrêtant jamais pour permettre à la colonne de se reformer, et à l'arrière-garde de rejoindre le gros des forces.

« Nous marchons ainsi, d'étape en étape, jusqu'au 2 mars. Ce jour là, après 1 h. 30 de marche, nous traversons un bois coupé par un marais ; l'officier qui se trouve en tête continue à marcher à la sortie du marais, quoique le chef Bambu, père de Suruango, lui eût recommandé la veille de serrer fortement la colonne ce jour-là. Le commandant fait de même en laissant forcément, entre lui et l'échelon précédent, un assez grand intervalle. La colonne avait un très grand développement, les porteurs ayant dû s'arrêter dans le marais ; l'avant-garde était à près d'un kilomètre dans la plaine lorsque l'arrière-garde débouchait.

« Nous venions de traverser le marais, lorsque nous entendîmes des coups de feu dans la plaine ; nous courons, et à la sortie du bois, nous trouvons toutes les charges abandonnées : les porteurs et les soldats chargés de les garder avaient pris la fuite. Un homme vient nous dire qu'un blanc était tué ; nous avançons et effectivement, nous trouvons le commandant mort, un coup de lance à la tempe droite, un autre au cœur. Dans le fond de la plaine, on entendait quelques coups de feu qui cessèrent bientôt.

« Pressés par les indigènes qui nous entourent en masse, nous nous retirons dans le bois. Les indigènes veulent nous couper la retraite et viennent nous attaquer par derrière ; nous les forçons à se retirer et, pendant qu'ils

(1) R. P. Lotar, Grande Chronique de l'Uele, p. 179.

discutent, nous nous échappons par le marais et nous rejoignons la route par laquelle nous étions venus » [1].

Bonvalet fut tué à coups de lances. Devos, d'après l'enquête à laquelle se livra plus tard Chaltin, subit le même sort. Toutefois, d'après Hutereau, Devos aurait été emporté vivant vers un village azande et y aurait été assommé à coups de pilons par les femmes de Bili. Laquelle de ces deux versions est la vraie ? Mystère...

Combats de Mundu.

Quelques jours après ce massacre, le 12 mars au matin, le poste de Mundu fut attaqué par les mahdistes unis à des anciens auxiliaires et à certains indigènes de la région [2]. Le siège de la zériba, où se trouvaient deux cent dix soldats et sept blancs commandés par Delbruyère, dura jusqu'au 18 mars. Les assiégés étaient bien armés et disposaient de cent mille cartouches ; ils se défendirent avec ténacité. Des deux côtés, on perdit beaucoup de monde. Le sergent Ligot fut tué en tentant une sortie ; le sous-officier Ray, chargé de creuser un puits pour sauver le poste de la mort par la soif, fut attaqué par les mahdistes qui lui tuèrent dix-sept hommes et le blessèrent à la jambe.

Heureusement, Delanghe, alors en expédition dans la région des Logos, fut averti de la situation tragique du poste. Il y revint à marches forcées et, le 18, il prenait les assaillants à revers avec ses cent vingt soldats. Déconcerté par cette attaque bientôt soutenue par une sortie des assiégés, l'ennemi s'enfuit en débandade, abandonnant cinq drapeaux et quatre cent vingt

(1) État Indépendant du Congo. Règlement sur les exercices de la F. P. Annexe au titre IV. Les marches et le combat, p. 38.

(2) Ils avaient auparavant vaincu et massacré la garnison égyptienne de Ganda.

fusils. Soldats réguliers de la Force Publique, milices de Semio, auxiliaires mangbetus et abarambos, tous s'étaient très bien conduits pendant ces journées difficiles.

Ce succès raffermit dans la région le prestige très ébranlé de l'État Indépendant ; le calme revint chez les indigènes et les mahdistes disparurent. Mais au lieu de profiter de ce revirement, on s'en tint à la décision antérieure d'évacuer les postes situés à l'est de Dungu et l'abandon de Mundu se poursuivit progressivement. Il est vrai qu'à Niangara, Baert avait besoin d'hommes pour monter une expédition vers le lac Albert. Il voulait y devancer l'Anglais Portal qui, partant de l'Uganda, marchait vers cette région.

Expédition Delanghe contre Renzi.

Quelques semaines plus tard, après avoir incendié le poste et détruit tout ce qu'il contenait, les troupes de l'État se retiraient de Mundu à Dungu. Les mahdistes en profitèrent pour s'avancer vers les postes évacués. Le lieutenant Delanghe décida alors d'essayer d'aller récupérer à Mundu du matériel qui avait été jeté dans la rivière parce qu'on n'avait pu l'emporter. En chemin, l'attitude hostile du chef Renzi l'obligea à marcher contre lui, aidé des guerriers du chef Ukwa, adversaire de Renzi. Après une série de combats confus en forêt et de marches pénibles dans un terrain marécageux, Delanghe réussit à surprendre le camp de Renzi. Ce dernier parvint à s'enfuir, mais il abandonnait cent morts sur le terrain et un important butin (24 avril 1894). Une poursuite de quelques jours à travers le pays saccagé par les fuyards épuisa bientôt les provisions de la colonne et contraignit Delanghe à la retraite vers Dungu. Jusqu'en 1896, ce poste resta la limite est de l'occupation de l'État dans cette région.

Expédition Christiaens contre Bili.

Cependant, l'émotion soulevée par le massacre de la colonne du capitaine Bonvalet était considérable. En plus du désir légitime de châtier les assassins, les blancs se devaient d'agir pour montrer par un exemple qu'ils n'entendaient pas laisser pareil crime impuni : trop de chefs auraient eu tendance à imiter Bili...

Baert, à Niangara, donna l'ordre au capitaine Christiaens de former une colonne et d'aller attaquer Bili dans son repaire. Accompagné du lieutenant La Haye et du sous-officier Laplume, Christiaens quitta Suruango le 25 avril 1894 à la tête de cent vingt soldats de la Force Publique [1] renforcés de soixante auxiliaires armés de fusils à piston et de cinq cents lanciers abarambos.

Après une marche prudente à travers brousse, sans relâcher à aucun moment les sévères mesures de garde, la colonne arriva bientôt au village de Bili et y fut attaquée par les Azandes. Le début du combat fut en leur faveur, grâce à l'impétuosité de leur attaque. Ils furent toutefois bientôt repoussés par les réguliers, qui manœuvraient plus habilement. Contraints à la retraite, poursuivis par les lanciers abarambos, ils s'enfuirent en abandonnant cent cinquante morts sur le terrain du combat.

Pendant plusieurs jours encore, la colonne poursuivit le chef en fuite et ses guerriers. Ceux-ci faisaient le vide derrière eux et l'expédition ne trouva sur son chemin que des villages incendiés et des plantations ravagées. Christiaens fut obligé de faire demi-tour et rejoignit Suruango en n'ayant qu'imparfaitement rempli sa mission. Ce n'est que l'année suivante qu'il

[1] Voici la composition détaillée de ce détachement : 16 Haoussas, 17 Monroviens, 6 Elminas, 1 Soudanais et 80 Congolais.

allait être possible à Chaltin de châtier les chefs Bili et Ndoruma.

Défaite de l'Akka — Revanche a la Na Geru.

A cette époque, le gouvernement envoyait dans le Maniema tous les renforts disponibles, afin de hâter le dénouement de la campagne arabe. Le manque d'effectifs dans le Haut-Uele obligea les forces de l'État à un nouveau recul, dont profitèrent les mahdistes. Ils se rapprochèrent de Dungu et installèrent une zériba là où s'élevait quelques mois plus tôt le poste d'Akka. Le lieutenant Wtterwulghe, aidé du lieutenant Swinhufvud et du sous-officier Milliard, fut envoyé en reconnaissance dans la région, à la tête de cent soixante-cinq soldats renforcés d'un canon Nordenfeldt.

Le 2 septembre, la colonne fut attaquée pendant sa marche par les mahdistes. Aux premiers coups de feu, les guerriers du chef Ukwa, qui accompagnaient la colonne, s'enfuirent affolés. Pareil exemple est toujours contagieux ; les porteurs et les soldats flanqueurs furent entraînés par cette panique. Pendant que Swinhufvud montait le canon, dont les porteurs avaient jeté les pièces au hasard dans la brousse au moment de s'enfuir, le restant de la troupe fit face à l'ennemi. Hélas ! le canon s'enraya après quelques coups et les soldats, lorsqu'ils eurent épuisé leurs munitions, ne furent pas ravitaillés, les caisses de cartouches ayant, elles aussi, été dispersées par les porteurs en fuite. Wtterwulghe se vit contraint à la retraite, retraite assez précipitée puisque le canon et ses munitions furent abandonnés à l'ennemi. La reconnaissance se terminait par un désastre.

Heureusement, les mahdistes se contentèrent de ce succès et ne poussèrent pas plus loin leurs incursions. Leur chef Ter se contenta d'envoyer à Christiaens, chef

du poste de Dungu, un ultimatum le sommant de se faire musulman et de se soumettre, le menaçant d'une attaque en force s'il refusait de se plier à ces conditions.

Le capitaine Francqui, nouveau chef de district de l'Uele, monta une expédition de revanche : cinq pelotons de septante-cinq soldats commandés par Wtterwulghe, Swinhufvud, Laplume, Niclot et Frennet, et deux pelotons de soldats de Semio. L'ensemble était sous les ordres de Francqui secondé par Christiaens.

Le 23 décembre 1894, après cinq jours de marche, la colonne fut attaquée à la Na Geru par les mahdistes accompagnés de deux mille lanciers de Renzi. Après un combat très violent, auquel les troupes de Renzi ne participèrent qu'en spectateurs, les mahdistes vaincus s'enfuirent et abandonnèrent le Haut-Uele pour aller se retrancher à Lado et Redjaf. Leurs pertes furent considérables, en morts et en prisonniers. De leur côté, les soldats comptaient vingt-six tués et cinquante blessés, tandis que les troupes de Semio laissaient une centaine de morts sur le terrain, parmi lesquels le fils de leur chef. Le capitaine Christiaens fut blessé à la main et à l'épaule pendant l'action.

La défaite de l'Akka était vengée et les mahdistes refoulés vers le Nil. Quant à Renzi, il avait suivi de loin la bataille, prêt à aider les mahdistes s'il avait vu la victoire leur sourire. Le lendemain, il fit savoir à Francqui « qu'il se sentait assez fort pour n'avoir plus besoin ni des derviches, ni de l'État » (1).

Tous les fils de Wando s'étaient autrefois alliés aux derviches pour combattre le chef Ukwa, depuis la soumission de ce dernier à Vankerckhoven, mais Renzi, ainsi d'ailleurs que d'autres chefs azandes et logos, n'aimait pas les mahdistes. Depuis leurs premiers

(1) R. P. Lotar, Grande Chronique de l'Uele, p. 208.

raids dans la région, il s'efforçait de leur enlever le plus d'armes et de munitions possibles sans s'attirer d'ennuis. Le procédé le plus simple employé par lui était le suivant : il leur fournissait des recrues... qui avaient l'ordre de déserter le plus tôt possible avec l'armement et les munitions reçus des mahdistes.

Échec de l'expédition Francqui vers le Nil.

Francqui avait reçu à Bruxelles la mission d'occuper le Bahr-el-Ghazal. Il reforma dans ce but une nouvelle colonne au début de l'année 1895. Cette fois, la campagne arabe terminée victorieusement, il fut possible d'étoffer l'expédition par des renforts récemment arrivés dans le Haut-Uele et de profiter de la victoire de la Na Geru pour reprendre les anciens projets du Roi-Souverain et la marche vers le Nil.

Le 1er février, sept cents soldats réguliers, encadrés par treize européens et renforcés par les auxiliaires de Semio, quittèrent Niangara et s'avancèrent vers le nord-est, à travers la région occupée par Bafuka, frère de Renzi. L'expédition ne traversa que des villages vides, abandonnés par les sujets de Bafuka.

Malgré cette attitude inquiétante, la colonne ne se garda pas suffisamment : le 11 février, l'avant-garde de cinquante-quatre Haoussas aux ordres du lieutenant Frennet marchait les armes non chargées ! ! ! Cette négligence impardonnable allait coûter fort cher : au passage d'une galerie forestière, une embuscade bien organisée les attendait. Pas un seul homme n'en sortit indemne : Frennet tomba percé de dix-neuf coups de lance, trente-six soldats furent tués, les dix-huit autres blessés... Triste bilan d'une incompréhensible imprudence.

Alerté trop tard — et pour cause — le gros de la colonne n'eut pas le temps de se former en carré. Avant

que la manœuvre ne fût complétée et que les fusils ne fussent chargés, les Azandes bondissaient dans les rangs des soldats dont une partie — les Sierra-Leonais — s'enfuit sans demander son reste. La situation devenait critique ; heureusement, à l'arrière-garde, commandée par Niclot, les soldats eurent le temps de charger leurs armes. Entraînés ensuite par leur chef, ils tombèrent à leur tour dans la mêlée et la fougue de leur intervention fit reculer l'assaillant et empêcha un désastre.

Cinquante-quatre soldats tués, de nombreux blessés, quarante fusils perfectionnés tombés aux mains des indigènes et la colonne obligée d'abandonner sa marche vers le Bahr-el-Ghazal et le Nil, tel fut le malheureux résultat de cette journée néfaste. On comprend mal comment cette troupe, où la plupart des chefs avaient une longue habitude des méthodes de combat des indigènes, s'aventura dans une région hostile avec d'aussi mauvaises mesures de sûreté...

Une expédition de secours, sous les ordres du sous-officier Dulieu, quitta Dungu à l'annonce du désastre et son arrivée permit à Francqui de se replier en bon ordre en livrant quelques combats de retraite aux guerriers de Bafuka.

Cependant, ni ce dernier, ni ses frères Renzi, Tombo et Kana, ne profitèrent de l'échec de l'expédition. Peut-être eurent-ils peur des représailles ? Peut-être, ayant perdu l'appui des mahdistes et voyant les troupes de l'Uele se renforcer chaque jour, comprirent-ils que le moment était venu de faire volte-face ? Toujours est-il que les quatre fils de Wando offrirent de faire leur soumission et de rendre les armes emportées après le combat du 11 février.

En octobre, Bafuka se présenta pour remettre les armes volées. Une expédition commandée par Swinhufvud et envoyée par Francqui l'avait cherché en vain

pendant les mois de juillet et d'août, livrant de nombreuses escarmouches dans toute la région dominée par lui.

Le mois suivant, Francqui remettait le commandement du district à Chaltin et rentrait en Europe.

Campagne de Chaltin.

La question du Nil. (Voir carte IV/1)

Le Haut-Nil et les Puissances Coloniales.

Le 11 mai 1885, à la suite du succès de la révolte mahdiste, l'Angleterre et l'Égypte reconnaissaient officiellement l'abandon du Soudan. Ce jour-là, en effet, une déclaration du gouvernement à la Chambre des Communes affirmait que la frontière égyptienne était reportée à Ouadi-Halfa.

Le pays que les événements militaires avaient ainsi placé aux mains des mahdistes constituait une sorte de terre vacante. Cette région troublée devint immédiatement l'objet des convoitises des diverses puissances ; l'Angleterre, qui ne considérait pas cet abandon comme définitif, conclut avec ses concurrents les plus directs des conventions limitant leur zone d'action.

Le 1er juillet 1890, l'Allemagne reconnaissait que l'Afrique Orientale Anglaise s'étendait au nord « jusqu'aux confins de l'Égypte » et à l'ouest « jusqu'à l'État Indépendant du Congo et à la ligne de faîte occidentale du bassin du Haut-Nil ». Le 15 avril 1895, l'Italie reconnaissait, comme limite occidentale à son expansion à partir de l'Érythrée, le 35me méridien Est de Greenwich.

Le 12 mai 1894, l'Angleterre accordait à bail à l'État Indépendant du Congo les territoires compris entre la crête Congo-Nil, le 25me méridien Est de Greenwich,

le 10me parallèle Nord et le cours du Nil. De son côté, l'État Indépendant cédait à bail à l'Angleterre une bande de vingt-cinq kilomètres de largeur entre le nord du Tanganika et le sud du lac Albert. Léopold II obtenait ainsi le Bahr-el-Ghazal et l'accès du Nil, tandis que l'Angleterre acquérait la possibilité d'une liaison directe pour le projet lointain du chemin de fer du Cap au Caire. Elle cédait pour cela à l'État Indépendant un territoire qu'elle était provisoirement incapable d'occuper, empêchant du même coup la France de progresser par cette voie vers le Nil. Une clause annexée au traité stipulait toutefois : « Les signataires n'ignorent pas les prétentions de l'Égypte et de la Turquie dans le bassin du Haut-Nil ». Cette clause allait permettre à l'Angleterre de reprendre plus tard ce qu'elle avait accordé.

Devant la vive opposition des autres puissances coloniales, ce traité dut être corrigé. Les Allemands firent annuler la cession de la bande de vingt-cinq kilomètres et la convention franco-congolaise du 14 août 1894 réduisit fortement la zone cédée à l'État Indépendant. Les limites en devinrent 5°30' Nord et 30° Est : du Bahr-el-Ghazal, Léopold II ne gardait que ce qu'on allait appeler « l'Enclave de Lado ».

La querelle continua d'ailleurs entre les diverses puissances intéressées et aucune d'entre elles n'abandonna l'espoir d'occuper la première le Soudan évacué par ses anciens maîtres. Par le nord, les Anglais envoyèrent, en mai 1896, le sirdar Kitchener à la tête d'une armée égyptienne de vingt mille hommes vers la frontière du Soudan. A la même époque, une autre expédition anglaise quittait l'Uganda dans le même but, sous le commandement du major Mac Donald. Elle allait, comme l'expédition Dhanis, être obligée d'abandonner sa mission à la suite d'une révolte, en juin 1897.

En France, le ministre des Affaires Étrangères (Hano-

teaux) déclarait au Sénat le 5 avril 1895 que le Soudan était une région sur laquelle ne pouvait se prévaloir l'autorité d'aucune puissance européenne, étant « pays du Mahdi ». En même temps, les Français décidaient l'envoi d'une expédition vers le Nil, à travers le bassin du Bomu et le Bahr-el-Ghazal. Les premiers, ils parvinrent au cœur du Soudan, à Fachoda, où Marchand précéda de peu le sirdar Kitchener. Une autre expédition française, commandée par le marquis de Bonchamps, devait l'y rejoindre en partant de Djibouti mais elle n'arriva jamais à destination.

But de Léopold II.

Depuis plusieurs années déjà, Léopold II s'efforçait lui aussi d'atteindre et d'occuper cette « terre du Mahdi ». En 1884 déjà, le Roi s'était ouvert de ses projets à Gordon Pacha, dont il aurait voulu faire le gouverneur de cette région. L'échec du général anglais à Khartoum fit tomber à l'eau ces premières tentatives. Plus tard, Vankerckhoven, Milz, Delanghe, Colmant et Francqui furent successivement envoyés vers ce but lointain. Seuls Milz et Delanghe atteignirent le Nil mais ne purent s'y maintenir, par manque de moyens.

Dès la fin de l'année 1894, le péril arabe définitivement éliminé, le Roi-Souverain décida de consacrer tous ses efforts aux expéditions vers le nord-est. Le premier but était évidemment d'occuper l'Enclave de Lado, que les traités nous cédaient. Léopold II rêvait toutefois d'étendre son empire sur le Nil beaucoup plus en aval que Lado. Pour soutenir ses prétentions et s'efforcer d'arriver avant ses concurrents dans la région contestée, il prépara une nouvelle et très forte expédition.

Expédition du Nil.

A qui en confier le commandement et l'organisation, sinon à ces deux officiers qui venaient de se couvrir de gloire et de prouver leur science du combat aux colonies pendant la dure campagne contre les Arabes ? Au baron Dhanis, rentré à Anvers le 13 octobre 1894, et à Chaltin, rentré à Bruxelles depuis mars, le Roi exposa ses projets. Dhanis, promu peu de temps après Vice-Gouverneur Général, fut nommé commandant en chef de l'expédition. Il s'engagea, avec les ressources qu'il trouverait dans la Province Orientale, à constituer une forte colonne à Stanleyville et à la diriger de là vers le Nil. Chaltin, nommé commissaire de district de 1ère classe, reçut le commandement du district de l'Uele avec mission d'y constituer, avec les ressources provenant de l'expédition Vankerckhoven, une seconde colonne.

Nous verrons plus loin ce qu'il advint des trois mille hommes de l'expédition Dhanis, la plus forte qui ait jamais été mise sur pied par l'État Indépendant [1]. La révolte d'une partie de ses troupes allait faire échouer les grands projets du Roi et menacer gravement l'existence même d'une partie de l'État Indépendant...

Mission première de Chaltin.

En mai 1895, lors de son arrivée à Boma, le Vice-Gouverneur Général Fuchs confirma à Chaltin qu'il aurait à organiser une expédition vers le Nil. Le 19 mars 1896, alors qu'il se trouvait en expédition dans la région de Bili, le courrier de Boma lui annonça que les troupes de l'Uele, sous son commandement, feraient partie de l'expédition Dhanis vers le Nil.

[1] Voir chapitre V.

Depuis son arrivée dans le district, Chaltin s'était aperçu qu'avant de le quitter pour se lancer dans l'inconnu, il importait de le pacifier. Les chefs Bili et Ndoruma n'avaient toujours pas été châtiés pour les massacres des colonnes Bonvalet-Devos et Janssens-Van Holsbeek ([1]) et, d'autre part, des querelles troublaient les chefferies des fils de Yangara et des fils de Wando.

Pacification de l'Uele. (Voir carte IV/2)

Telle était en effet la situation le 24 novembre 1895, au moment où Chaltin reprit à Francqui le district de l'Uele à Likati.

Quittant Djabir le 9 décembre, Chaltin se dirigea vers Niangara, où il arriva le 27 janvier 1896, après avoir inspecté les principaux postes de son nouveau domaine et réglé au passage les différends que lui soumirent les chefs indigènes. A Niangara, où le sous-lieutenant Lekens avait construit un beau poste fortifié entouré de murs crénelés et défendu par de l'artillerie, Chaltin examina la palabre qui divisait les fils de Yangara et trouva, avec l'aide de la veuve du chef, une solution qui sembla satisfaire tout le monde.

Le 8 février, il poussa jusqu'à Dungu, où un ouvrage important avait été installé au confluent du Kibali et de la Dungu. Bien défendu au nord et à l'ouest par ces deux rivières, le fortin était protégé au sud et à l'est par un fossé précédé d'un parapet. Des barbettes pour le flanquement des fossés et une tour d'observation complétaient le dispositif de défense. Six canons armaient l'ouvrage, dont la garnison était forte de huit cent dix soldats de la Force Publique répartis en neuf pelotons commandés par des Européens. On était loin des

([1]) Voir chapitre II.

faibles effectifs de l'époque où la campagne arabe absorbait toutes les recrues des centres d'instruction... Le poste extrême de l'État vers le nord-est était maintenant capable de résister à toute incursion mahdiste... et de servir de base de départ solide pour l'expédition qui se préparait contre eux.

A Dungu, Chaltin apprit la mort d'Ukwa, un des turbulents fils de Wando. D'autre part, son frère Bafuka confirma au nouveau commissaire de district la soumission faite auparavant à Francqui.

Chaltin, rassuré sur le sort du poste, retourna à Niangara, d'où il se proposait de lancer une expédition contre les sultans Bili et Ndoruma. Bokoyo, fils et successeur d'Ukwa, l'accompagna avec ses lanciers.

Fuite de Bili.

Le 1er mars, l'expédition punitive quittait Niangara.

On trouve dans le règlement de 1904 le récit de cette campagne :

L'expédition « était forte de 500 hommes, le commandant et cinq officiers. Au début, la troupe était divisée en cinq pelotons, puis en quatre, un blanc tombé malade (1) ayant dû rebrousser chemin. Par suite de ce départ chaque peloton est porté à cent vingt-cinq hommes. C'est trop ; en marche et surtout pendant le combat, il est presqu'impossible à un blanc de diriger efficacement autant d'hommes. Rationnellement, la force des pelotons doit être de septante-cinq soldats au maximum.

« L'ordre de marche adopté est le suivant :

1° Pointe composée de 50 hommes et commandée par l'un des deux blancs de l'avant-garde ;

2° Avant-garde : deux pelotons ;

3° Commandant de l'expédition avec son escorte : septante hommes ;

4° Gros : deux pelotons ;

5° Bagages ;

6° Arrière-garde : cinquante hommes.

« Du 6 au 27 mars, nous nous occupons de Bili. Battu dans trois combats

(1) Il s'agit du sous-officier Lejeune. Atteint d'une hématurie le 4 mars, il devait mourir à Niangara le 12.

d'avant-garde, il a été complètement écrasé dans un combat décisif livré le 17 mars. Bili, dépouillé en fait de ses territoires, miné, a demandé aide à l'un de ses voisins »...

VICTOIRE SUR BIMA.

...« Le 27 mars, nous envahissons les territoires de Bima, frère et vassal de Ndoruma ; le même jour, notre avant-garde a été obligée de livrer un court combat. Il en a été de même le lendemain, une embuscade nous ayant été tendue dans un fourré longeant la route que nous suivions. Chaque fois, Bima fut battu et perdit du monde.

« Le 30, deux femmes surprises par une patrouille nous apprennent que Bima n'est pas loin et qu'il nous attend avec tous ses guerriers.

« Le 31 mars, le départ a lieu à 6 heures du matin comme d'habitude ; nous marchons dans un pays très couvert, favorable aux embuscades, et passons plusieurs défilés. Halte horaire dans un village pour reformer la colonne. Les sentinelles placées dans les hauts arbres aperçoivent dans la direction du sud-ouest des natifs qui ont l'air de correspondre avec des gens placés derrière eux. La formation de combat fatiguant beaucoup les soldats obligés de marcher à travers tout, nous nous portons en avant en conservant le dispositif de marche, mais en faisant serrer les différents échelons, de façon à donner à la colonne un minimum de profondeur. Quelques minutes après, la pointe ouvre le feu et se retire sur l'avant-garde qui se déploie. Devant nous se trouvaient à 75 mètres, trois mille guerriers, disposés sur trois lignes en profondeur et armés de lances, de javelots, d'arcs et de fusils à piston. Ils chargent dans un ordre parfait, mais en poussant des cris de fauves. Notre feu est terrible. Selon leur invariable tactique, les Azandes avaient combiné leur attaque de front avec deux attaques de flanc et un petit mouvement offensif sur nos derrières. Aussi avions-nous adopté la seule formation rationnelle à leur opposer : un front, deux flancs et une colonne mobile à la gorge.

« Les flancs furent attaqués avec la même impétuosité que le front. La rapidité de leur mouvement fut telle que le peloton du gros qui devait faire face à droite ne sut pas arriver et que nous-mêmes nous dûmes nous lancer au-devant des indigènes avec la colonne mobile. Après trente-cinq minutes de combat eut lieu la poursuite.

« Le courage des Azandes de Bima nous a plongés dans l'admiration la plus vive ; nous nous demandions si c'était à la témérité ou à l'ignorance du danger que nous devions attribuer ces folles charges sur nos lignes de baïonnettes, sous notre feu nourri » ([1]).

Bima s'enfuit, laissant quatre cents morts ou blessés sur le terrain, tandis que la Force Publique ne perdait qu'un tué et quelques blessés, grâce aux dispositions judicieuses adoptées par le chef de la colonne.

([1]) État Indépendant du Congo. Règlement sur les exercices de la Force Publique. Annexe au titre IV : Les marches et le combat, p. 18.

DÉFAITE DE NDORUMA.

« Le surlendemain, nous reprenons la marche. Pendant la nuit, des chants de guerre se font entendre ; l'arrivée de Vuta, fils aîné de Ndoruma, est annoncée.

« Le 5 avril, vers 6 h. 35, nous débouchons dans une immense plaine au centre de laquelle se profile un village exceptionnellement grand. La pointe d'avant-garde voit des indigènes, armés de fusils, s'en éloigner après y avoir allumé un incendie. Nous sommes à la résidence de Ndoruma. Nous nous y installons. Vers 10 heures, des hommes étant allés à l'eau, reviennent au pas de course et nous disent que la vallée est occupée par des forces considérables. Nous nous portons immédiatement à leur rencontre. Un peloton, renforcé par l'escorte, est déployé en tirailleurs et marche en avant, gardé sur ses flancs par deux sections, les deux autres pelotons restant en réserve.

« A peine avions-nous parcouru trois cents mètres, que de toutes parts surgissent des milliers de lanciers ; nous essuyons en même temps un feu terrible. Au même moment les deux pelotons restés en réserve sur le plateau sont brusquement et vigoureusement attaqués sur la droite par les indigènes, jusque là très habilement dissimulés dans les hautes herbes. Ces deux pelotons se déploient en tirailleurs face à l'ennemi et ouvrent un feu nourri.

« Voyant que l'attaque enveloppante de l'ennemi se dessine de plus en plus, nous donnons ordre aux premier et deuxième pelotons de se rabattre, tout en combattant et dans le plus grand calme, vers le plateau, pour y rallier les troisième et quatrième pelotons, et constituer un tout des quatre unités séparées. Les quatre pelotons et l'escorte formés ainsi en carré, résistent par le feu à toutes les impétueuses attaques d'un adversaire dont les charges héroïques se succèdent sans interruption et qui, finalement vaincu, bat en retraite dans toutes les directions.

« Nous les poursuivons par le feu et, pour terminer, toutes les troupes sont lancées à la charge contre les fuyards, qui se réfugient dans les montagnes situées au-delà de nos frontières, en territoire français.

« Les troupes de Ndoruma étaient divisées en un grand nombre de compagnies. Chaque compagnie était formée de cinq à six rangs de lanciers et d'archers précédés d'un rang de tireurs. Les hommes armés de fusils tiraient deux à trois coups de feu, puis se jetaient à terre. Trois rangs de lanciers fondaient ensuite sur nous ; s'ils étaient repoussés ou détruits, les tireurs étaient à nouveau mis en action et d'autres lanciers se précipitaient en avant ; en cas d'échec, les fusiliers fuyaient les premiers et allaient se porter sur des positions en arrière d'où ils protégeaient, par leur feu, la retraite des lanciers » (1).

(1) État Indépendant du Congo, *op. cit.*, p. 21.

Cette ingénieuse tactique n'était cependant pas suffisante pour ébranler une formation importante et compacte comme le carré des soldats de Chaltin ; avec les moyens dont disposaient les guerriers azandes, une seule tactique eût été profitable ; les embuscades répétées dans tous les endroits favorables, qui auraient fatigué l'ennemi et lui auraient infligé des pertes de plus en plus importantes. Cette tactique, combinée avec celle de la « terre brûlée », avait presque toujours eu raison de pareilles colonnes.

Cette attaque désastreuse coûta à Ndoruma de cinq à six cents morts, parmi lesquels deux de ses fils et d'innombrables blessés, tandis que les troupes de l'État ne comptaient que six tués et vingt et un blessés graves. Chaltin lui-même fut blessé à la fin du combat par une balle qui lui fracassa la main gauche.

Après ce succès décisif, l'expédition rentra à Niangara. Son chef, pour trouver un médecin, redescendit jusqu'à Ibembo, où le docteur Rossignon réussit à le rétablir sans devoir recourir à l'amputation.

Expédition contre les Mahdistes.

Préparatifs.

Sans attendre sa guérison, Chaltin lança déjà les ordres qui rassemblèrent à Dungu les moyens dont il avait besoin pour l'expédition vers l'Enclave. Chacun des postes du district envoya ses meilleurs soldats vers la base de départ et des approvisionnements en vivres et munitions s'y accumulèrent.

D'autre part, pour mieux connaître la géographie de la région à traverser et choisir la meilleure route, celle où il serait le plus facile de ravitailler l'importante colonne, le commandant envoya en reconnaissance deux de ses officiers. Pendant que le capitaine Leclercq

explorait le Haut-Bomokandi pour y amasser des renseignements qui pourraient être utiles à l'expédition Dhanis, le lieutenant Gehot fut dirigé vers l'est de Dungu. A la tête d'une colonne de cent cinquante soldats et aidé par le sous-officier Van de Calsyde, il parcourut pendant trois mois la région du Kibali, de la Dungu et du mont Lehmin. Il recueillit ainsi de précieux renseignements sur les activités récentes des mahdistes. En août, il rejoignit Niangara.

Chaltin y revint le 18 octobre, complètement guéri. Le 31, il reçut l'ordre de marcher sur Lado sans attendre l'arrivée de la colonne principale, qui avait commencé son mouvement en septembre. Cet ordre, envoyé par le Gouverneur Général baron Wahis de la station des Falls où il assistait au départ de l'expédition Dhanis, lui annonçait en outre qu'au nord du Soudan les derviches avaient été battus par les Anglais et refluaient vers le sud ([1]). On comprend dès lors l'impatience de Bruxelles, où Léopold II craignait d'arriver trop tard dans les régions qu'il voulait occuper.

Bien renseigné par ses reconnaissances, ayant rassemblé ses troupes à Dungu, Chaltin rechercha alors des auxiliaires pour renforcer sa colonne. Il avait eu l'occasion d'apprécier déjà les qualités guerrières des Azandes et savait qu'ils étaient de précieux éclaireurs. Au combat, leur fougue en faisait des ennemis redoutables même pour une troupe armée de fusils perfectionnés, comme les mahdistes. Il n'ignorait pas non plus que ces gens s'étaient toujours montré difficiles à conduire ; mieux organisées que les noirs du centre, les bandes azandes ne connaissaient cependant pas une discipline analogue à celle des réguliers de la Force Publique. A cause de cela, il s'arrangea pour que, laissés aux ordres de leurs

([1]) En septembre, l'armée de Kitchener avait déjà repris aux mahdistes le Dongola tout entier. (Voir carte IV/I).

chefs naturels, ces auxiliaires demeurassent séparés des troupes de l'État, en marche et au cantonnement. Cette sage mesure lui évita sûrement des déboires.

Chaltin envoya à Renzi, l'aîné des fils de Wando, un émissaire chargé de lui demander sa collaboration pour l'expédition projetée. Celui-ci accepta, à condition que Bokoyo, fils de son ennemi Ukwa, ne se joignît pas à la colonne. Renzi amena avec lui son frère Bafuka et ses guerriers. Ainsi rassuré de ce côté, Chaltin se rendit alors à Dungu pour y terminer ses préparatifs.

Là, un camp provisoire abritait de nombreux soldats qu'on entraînait en attendant le grand départ. Les réguliers choisis pour faire partie de l'expédition furent groupés en sept pelotons de cent hommes et une section mixte comprenant dix-neuf musiciens et trente-deux soldats chargés d'encadrer les porteurs. Ces unités étaient commandées par les lieutenants Kops, Gehot, Laplume, Saroléa et les sous-officiers Cajot, De Backer, Goebel et Dupont. Cajot était renforcé d'un canon de 7cm5 Krupp dont les servants faisaient partie de son peloton. Le docteur Rossignon fut adjoint à la colonne.

Le 13 décembre 1896, l'expédition quittait Dungu pour Surur après avoir fait un feu de joie avec les paillottes du camp provisoire qui l'avait abrité pendant ses préparatifs.

De Dungu a Bedden.

Dix jours plus tard, Chaltin atteignait Surur, où se joignirent à la colonne Renzi, ses frères Bafuka et Tombo, son fils Gilima et cinq cent quatre-vingts guerriers dont une cinquantaine armés de fusils à piston. En même temps arrivaient deux cent vingt porteurs qui passèrent sous les ordres de Saroléa, commandant la section de protection et les musiciens.

Dès Surur, l'ordre de marche adopté tint compte des surprises toujours possibles.

En tête, une avant-garde de deux pelotons qui détachaient une pointe de cinquante soldats.

A deux cents mètres, le gros : quatre pelotons, le canon.

A l'arrière, les bagages avec leur section de protection et un peloton d'arrière-garde, suivi des impedimenta et du gros des lanciers de Renzi et de Bafuka.

Une partie de ceux-ci étaient, en permanence, détachés en éclaireurs et en flanc-gardes, de façon à entourer constamment la colonne d'un rideau de sentinelles mobiles.

Partie le premier janvier de Surur, la colonne atteignit le 15 Ndirfi, endroit où Dhanis avait fixé rendez-vous à la colonne Chaltin... Mais les ordres du Gouverneur Général prescrivaient d'aller vite et, malgré plusieurs courriers du Vice-Gouverneur Général demandant qu'on l'attendît soit à Ganda, soit à Korobe, Chaltin décida de poursuivre la marche vers le Nil.

Le 10 février, on approchait du but : les indigènes de la région se montrèrent amicaux et proposèrent de guider la colonne. D'après leurs renseignements, Redjaf tout proche, était défendu par de nombreux « kuturias » (mahdistes) possédant trois canons et un steamer qui faisait le service entre Redjaf et Bor. Le 14, la colonne atteignit le Nil, salué par tous de grands cris de joie.

Ce même jour hélas, à cent cinquante kilomètres de là, aux environs de Ndirfi, l'avant-garde de l'expédition Dhanis se révoltait, massacrant ses chefs européens. Sans le savoir, Chaltin était désormais seul pour continuer la tâche imposée et défendre les couleurs de l'État Indépendant dans cette région. Les trois mille hommes qu'il croyait derrière lui n'arriveraient jamais à Redjaf.

Cependant, ce jour-là, des patrouilles entrèrent en contact avec des éléments mahdistes avancés. Chaltin,

sachant l'ennemi proche, attendit sur place le retour du peloton Goebel, renvoyé vers Surur à la rencontre d'une caravane de ravitaillement, afin de lui servir d'escorte pendant la traversée de la zone dangereuse.

Le 15, activité de patrouilles... envoi d'une section aux nouvelles vers l'arrière.

Le lendemain soir, cette section rentra, bientôt suivie du peloton Goebel ; la colonne était cette fois au grand complet. Avec la section de protection et des hommes tirés des autres unités, un huitième peloton fut formé. Pour fêter l'arrivée au Nil, Chaltin offrit un verre de rhum à ses adjoints. Pendant que tous se réjouissaient, l'alerte fut donnée : les mahdistes étaient en vue, à deux kilomètres, en formation de combat, tous drapeaux déployés.

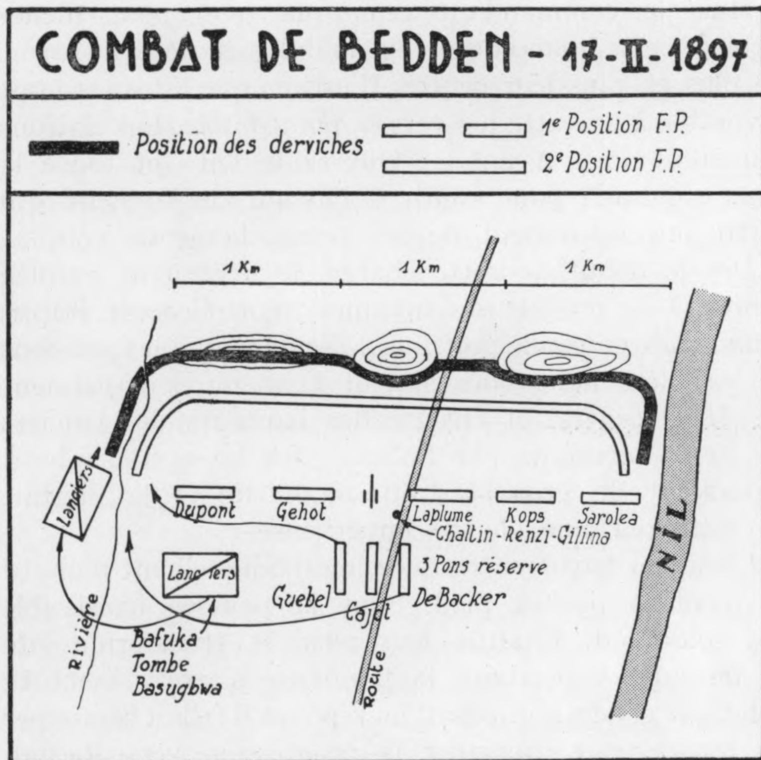
Était-ce la bataille attendue ? Les troupes prirent le dispositif de combat, le canon fut mis en batterie... Un obus tiré par Cajot tomba dans les rangs de l'ennemi qui, sans en demander plus, rebroussa chemin et disparut derrière une crête.

Bedden.

Le 17 février, dès l'aube, la colonne reprit sa marche vers Redjaf. Inutile de dire que les éclaireurs et l'avant-garde avaient l'œil bien ouvert, tout le monde sachant l'ennemi proche et le combat probable. Toutefois, le dispositif de marche fut légèrement transformé : la droite étant protégée par le Nil, tous les lanciers indigènes marchaient à gauche de la colonne.

Vers 7 heures, Gehot, en pointe d'avant-garde, aperçu l'ennemi sur une crête rocheuse, à quatre cents mètres devant lui. Sur un front de trois kilomètres entre le Nil et une rivière qui coulait parallèlement au fleuve, les mahdistes occupaient une très forte position à cheval sur la piste conduisant à Redjaf,

piste qui traversait la crête par un défilé. Chaltin se déploya en face de l'ennemi ; cinq pelotons en première ligne, le canon au centre, trois pelotons et les lanciers (répartis en trois groupes) en réserve. Le commandant se tint au centre, près du canon de Cajot, avec Renzi et son fils Gilima.



Relativement bien abrités par des rochers, les soldats reçurent l'ordre de n'ouvrir le feu qu'au commandement. De leur côté, les derviches commencèrent à tirer, causant quelques ravages dans l'arrière du dispositif, car ils tiraient trop haut. Seul, le canon répondit à cette fusillade par quelques obus répartis dans tout le dispositif ennemi et Chaltin et Cajot entendirent siffler

de nombreuses balles, ainsi que Laplume qui refusa absolument de se coucher.

Vers huit heures, l'ennemi tenta un mouvement tournant par sa droite. Goebel, puis De Backer furent envoyés pour prolonger la gauche, suivis bientôt par des lanciers azandes, car le débordement s'accentuait au fur et à mesure du renforcement de l'aile menacée. Mais le commandant remarqua que, pour mener à bien cette manœuvre, les mahdistes dégarnissaient de plus en plus leur centre. Il estima que l'instant était favorable à une attaque vers ce point faible. Les clairons sonnèrent « En Avant », « Ouvrez le feu » et toute la ligne s'ébranla pour courir à l'assaut de l'ennemi qui sortit imprudemment de ses retranchements.

Dès le début de cette charge, le lieutenant Saroléa tomba à la tête de ses hommes, mortellement frappé d'une balle en pleine poitrine... Pendant que les pelotons de première ligne bousculaient l'ennemi, s'emparaient du défilé central et ensuite des hauteurs, les lanciers de Renzi, conduits par Bafuka, Tombo et Basugbwa, séparaient du gros la droite mahdiste et la mettait en fuite par une charge impétueuse.

L'ennemi battit en retraite, méthodiquement d'abord et reculant pied à pied. Sous la poussée irrésistible des soldats de Chaltin, leur recul se transforma vite en déroute. Cependant, la poursuite s'arrêta bientôt ; la fatigue générale imposait un repos et il fallait regrouper les forces pour continuer la progression vers Redjaf. A dix heures, laissant derrière eux les morts et les blessés aux bons soins du docteur Rossignon, la colonne continua sa marche vers Redjaf dont on aperçut bientôt la montagne du même nom.

Deux mille mahdistes bien armés, occupant une très forte position, avaient été vaincus par sept cents soldats de la Force Publique renforcés de cinq cents indigènes armés de lances. S'ils étaient restés sur leur

emplacement primitif, il eût été difficile et certainement très coûteux de les en déloger ; ils commirent l'imprudence d'affaiblir leur centre pour essayer de manœuvrer. Malheureusement pour eux, ils avaient devant eux un chef qui sut habilement exploiter cette faute et une troupe bien en mains qui répondit magnifiquement à son appel.

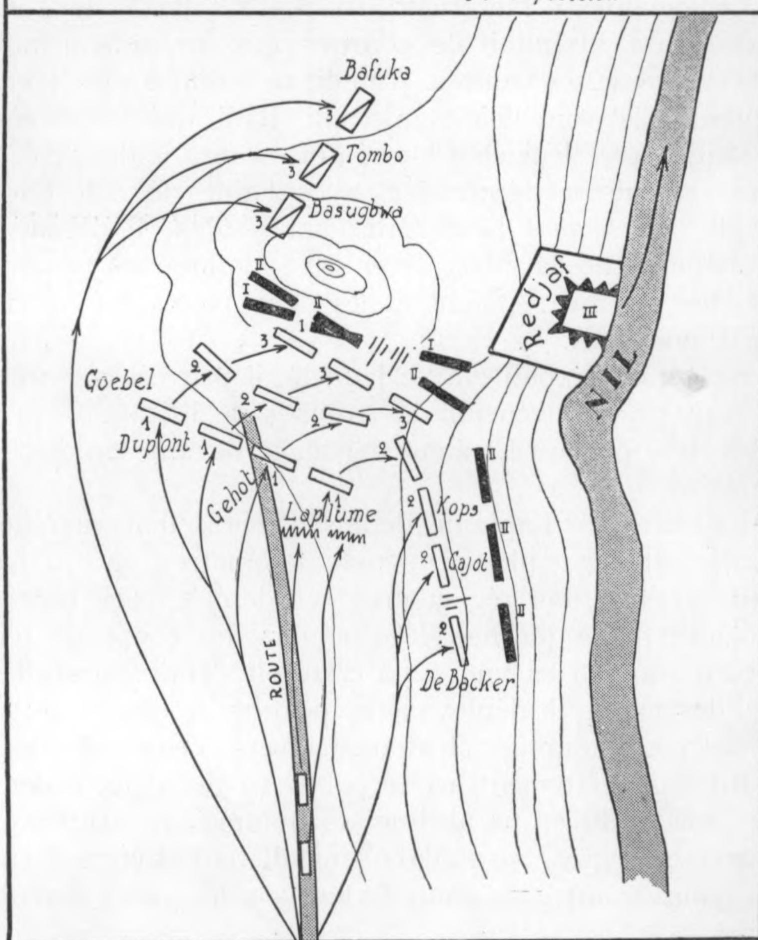
REDJAF.

Cependant, à l'intérieur du poste fortifié, le chef Sidi Arabi attendait le courrier qui lui annoncerait la victoire de ses troupes. A midi, ce furent les premiers fuyards de son lieutenant Adi Badi qui rentrèrent à Redjaf avec leur chef blessé qui raconta le désastre... Sans se laisser décourager, avec l'aide de Adi Badi et de son second lieutenant Omar Saleh, il organisa la défense de la place avec les nombreuses troupes fraîches qui lui restaient et les deux pièces d'artillerie qu'il possédait.

Grâce à la rapidité avec laquelle il prit ces mesures, il était prêt à accueillir les troupes de l'État lorsqu'à 13 h 30 le peloton Laplume déboucha devant son dispositif.

Le lieutenant Laplume, depuis la reprise de la marche, avait parcouru plus de vingt kilomètres en quatre heures, dans une région aride et désolée, aux heures chaudes de la journée... Salué par des coups de feu lorsqu'il arriva en vue de la crête où s'étaient installés les derviches, il déploya son peloton à droite de la piste pour marcher lentement vers l'ennemi. Mais il fut immédiatement arrêté par le tir des deux canons de Sidi Arabi et fit abriter ses hommes en attendant l'arrivée du gros. Ses soldats s'installèrent et envoyèrent de temps à autre un coup de feu vers les pièces d'artillerie.

Pendant dix minutes — qui durent lui sembler bien longues — Laplume attendit les premiers éléments de la colonne principale, pendant que des groupes mahdistes se glissaient vers sa gauche... Enfin, Chaltin survint



avec les pelotons Gehot et Dupont, qu'il déploya à la gauche de Laplume et le renforça avec le peloton Goebel dès l'arrivée de ce dernier. Les hommes de Cajot, dont le chef était resté en arrière, où il éprouvait de grandes difficultés à franchir les rivières avec les pièces démontées du canon, furent envoyés vers la droite. Pris à partie par l'ennemi pendant leur mouvement, ils furent secourus par Laplume, puis par les pelotons Kops et De Backer. Ensemble, ils rejetèrent vers le fleuve la gauche mahdiste.

Entre-temps, Cajot arriva sur les lieux avec sa pièce. A l'endroit indiqué par Chaltin, il la mit en batterie et commença un tir à boîtes à balles sur les derviches tout proches. « Ceux-ci d'abord interdits se ressaisissent et tout à coup foncent dans la direction du canon, fort bien camouflé, mais dont le tir a trahi la position. Cajot a le temps de leur envoyer une deuxième boîte à balles qui les décide à remonter la crête. Mais à l'instant où part le coup, Cajot est atteint par une balle au flanc gauche, à dix centimètres du cœur, d'une autre encore à gauche, qui lui traverse la cuisse.

« A côté de lui, deux servants de pièces tombent, l'un la tête trouée de part en part par une balle, l'autre la machoire fracassée. A deux pas de Chaltin, Renzi est atteint par une balle à l'épaule. Cajot chancelle. Il atteint un arbre pour s'y appuyer. Cependant, la force lui reste encore pour commander qu'on recharge la pièce. Les hommes tirent. Cajot s'écroule ! Une troisième balle vient de l'atteindre au bras droit !... » (1).

La gauche mahdiste refoulée, le centre et la droite furent également enfoncés par Gehot, Dupont et De Backer. Chaltin, dans le but de couper la retraite à l'ennemi, envoya les Azandes tourner la montagne

(1) R. P. Lotar, La Grande Chronique de l'Uele, p. 270. Ceux qu'un récit plus détaillé des deux combats du 17 février 1897 intéresse, liront avec profit cet intéressant ouvrage.

de Redjaf et se rabattre ensuite vers le fleuve. Abandonnant partout leurs positions, les mahdistes refluèrent en hâte vers leur zériba où ils espéraient se retrancher. Poursuivis par les soldats, ils pénétrèrent dans la ville où commença alors une série de combats confus. « Dans l'ardeur de la poursuite, les pelotons se sont mêlés et l'on se bat maintenant en tous sens, de case en case, contre les fuyards égarés dans un labyrinthe de ruelles. A cinq heures, toute la zériba, la grande zériba où avaient dû gîter près de dix mille hommes dont quatre mille combattants, était prise » ([1]).

Cependant, la forteresse comportait un réduit, dans lequel s'étaient enfermés les derniers défenseurs qui lançaient quelques obus au hasard dans la ville. Le docteur Rossignon, qui remplaçait Cajot au canon, leur envoya quelques projectiles. La nuit allait bientôt tomber ; Chaltin se rendit compte qu'il ne pouvait rien tenter ce soir-là sans avoir pu regrouper ses troupes et fit sonner la cessation du feu. La nuit se passa dans l'agitation. On s'efforça de regrouper les pelotons. Quelques coups de feu isolés éclataient de temps à autre dans la direction du réduit.

A l'aube du 18, alors qu'on songeait aux dispositions à prendre pour s'emparer du réduit, on apprit qu'il avait été évacué pendant la nuit. Adossé à la rive du Nil, cet ouvrage avait permis une fuite facile à ceux de ses occupants qui avaient pu monter dans les embarcations diverses qui s'y trouvaient. Comme il y avait trop peu de place pour tous ceux qui voulaient s'y entasser, l'évacuation avait dégénéré en une lutte sauvage où les plus faibles, femmes, enfants, esclaves s'étaient impitoyablement fait refouler par les soldats de Sidi Arabi. Ainsi s'expliquaient les coups de feu entendus dans le réduit la veille au soir.

([1]) R. P. Lotar, *op. cit.*, p. 272.

Conséquences.

En deux combats livrés le même jour, deux mille mahdistes avaient été mis hors de combat, blessés, tués ou prisonniers. Leurs principaux chefs, parmi lesquels Omar Saleh, qui avait conquis Lado et Redjaf en 1888 et Ali Badi, chef des vaincus de Bedden, avaient été tués au cours de la bataille pour Redjaf. Sidi Arabi, blessé, réussit à s'échapper.

Dans leur fuite précipitée, les vaincus n'avaient rien pu emporter. Avec les vieillards, les femmes, les enfants et autres laissés pour compte, un important butin de guerre tombait entre les mains de la Force Publique : deux canons rayés, sept cents fusils perfectionnés, de la poudre et des munitions, cent têtes de bétail, des centaines de chèvres et de moutons, trente-quatre mules ou baudets, quatre tonnes d'ivoire et des approvisionnements en vivres considérables.

L'État avait perdu peu de monde dans ces deux combats : trente-deux tués et quatre-vingts blessés. En pareil cas, l'assaillant s'en tire toujours à beaucoup meilleur compte que celui qui s'enfuit et la plupart des morts sont des fuyards massacrés pendant la poursuite. Parmi les européens, Saroléa était mort à l'assaut de Bedden [1]. Cajot, blessé trois fois, soigné par le docteur Rossignon, sembla d'abord ne garder aucune trace de ses blessures, mais une rechute l'emporta le 14 juillet 1897. Tous deux reposent dans cette région qu'ils ont arrosée de leur sang, Cajot au cimetière de Redjaf, Saroléa dans un endroit qui n'a pas été retrouvé, quelque part au pied de la montagne...

Pour bien comprendre l'importance de cette belle victoire, il ne faut pas perdre de vue que la colonne

[1] Sa carrière coloniale fut particulièrement courte : il avait quitté Anvers le 6 décembre 1896, soit moins de trois mois avant sa mort tragique.

Chaltin n'était considérée que comme une sorte d'avant-garde de l'expédition Dhanis et qu'au moment où parvinrent en Belgique les nouvelles de l'effondrement de la colonne du Vice-Gouverneur Général, tout le monde s'imagina que tout espoir était perdu du côté du Nil. Fin mai 1897, les journaux parlaient de « trouée dans la frontière du nord-est » et semblaient craindre par-dessus tout les incursions mahdistes dans cette région...

La nouvelle de la brillante victoire de Chaltin, outre qu'elle effaçait en partie l'impression défavorable laissée par la révolte de Ndirfi, vint rassurer ceux qu'inquiétait le sort de l'État Indépendant dans cette région. Non seulement le péril mahdiste était écarté des frontières de l'État, mais le territoire de l'Enclave était délivré des derviches et occupé militairement par la Force Publique. Chaltin avait parfaitement rempli la première partie de sa mission.

Dans son rapport officiel, il n'épargnait pas les louanges à ses adjoints. Tous s'étaient montrés à la hauteur de leur tâche et animés du plus bel esprit de sacrifice. Comme il se doit, il ne parlait pas de lui ; pourtant, cette réussite était en grande partie son œuvre, le résultat d'une préparation minutieuse de l'expédition, d'une exécution méthodique et toutefois sans lenteur de la marche vers le Nil. Son excellente tactique sut profiter des faiblesses d'un adversaire numériquement supérieur et indiscutablement courageux. Dès l'annonce de sa victoire, celui dont le nom restera toujours attaché au nom glorieux de Redjaf, fut nommé commissaire général des territoires du nord.

Après avoir conquis la région, il allait devoir l'organiser.

Occupation de l'Enclave de Lado.

Organisation de Redjaf.

CHALTIN.

Un jour pour regrouper son monde, l'installer, et, le 19 février, le travail recommençait : il s'agissait de fortifier le terrain conquis et tout d'abord le poste de Redjaf. Sous la direction de leurs chefs, les soldats entamèrent les terrassements qui transformèrent la station en fort bien défendu (1).

Le 25, Chaltin poussa jusqu'à Lado, « solitude entourée de marais », située à une journée de marche vers le nord (2). A ce moment, le commissaire général espérait et attendait l'arrivée des nombreux soldats de Dhanis, arrivée qui devait permettre l'occupation et l'organisation définitive du territoire et la poursuite des buts plus lointains de l'expédition. Mais les jours passaient et aucune colonne venant du sud n'apparaissait aux yeux des guetteurs... Le 16 mars enfin, un courrier se présenta, porteur d'un pli urgent qu'il remit à Chaltin. Consterné, ce dernier apprit par lui le désastre qui avait balayé l'avant-garde, puis le gros, de l'expédition du Vice-Gouverneur Général, le massacre de ses frères d'armes et l'abandon de tous les espoirs fondés sur l'arrivée de ces trois mille soldats... Le 8 mai, de nouvelles précisions (?) lui parvinrent, annonçant la mort de Dhanis, nouvelle heureusement fausse.

(1) Plus tard, cinq canons Krupp et deux Nordenfeldt armèrent cet ouvrage construit selon toutes les règles de la fortification et en défendirent les approches, tant par eau que par terre. En juillet 1899, un steamer armé de canons Hotchkiss puis huit baleinières munies de mitrailleuses Maxim allaient assurer mieux encore la garde du fleuve.

(2) Depuis le départ d'Emin Pacha (1888), l'agglomération de Lado, qui avait été la résidence du Gouverneur de l'Équatoria, avait pratiquement disparu.

A Redjaf cependant, les provisions s'épuisaient et il fallut se ravitailler sur le pays. Malheureusement, les indigènes se montrèrent, au début, aussi méfiants vis-à-vis des blancs que vis-à-vis des mahdistes et les colonnes chargées d'acheter des vivres dans les environs revinrent en disant qu'elles n'avaient trouvé que des villages abandonnés. Aussi, dès la mi-mai, la famine devint effrayante. Pour faciliter le ravitaillement, Chaltin renvoya le 23 Bafuka et ses hommes, porteurs de l'ivoire capturé aux mahdistes, puis, quelques jours plus tard, les soldats fin de terme, suivis le 6 avril par le peloton entier du lieutenant Gehot avec son chef (1). Le même jour, le sous-officier De Backer et son peloton s'en allèrent fonder un poste à Yago. En mai, le lieutenant Kops, fin de terme, rentra en Europe. Le poste s'affaiblissait dangereusement mais, fort heureusement, les mahdistes, sans doute toujours sous le coup de leur double défaite du 17 février, se tinrent cois.

Cependant, ils étaient trois mille à Bor et auraient eu facilement raison de la faible garnison de Redjaf. Jusqu'à la fin de l'année la station vécut ainsi sur le qui-vive, les mahdistes poussant de temps en temps une pointe, soit par terre, soit par eau, jusqu'aux environs du poste, mais n'allant jamais jusqu'à l'attaquer. D'ailleurs, des renforts importants furent bientôt dirigés vers l'Enclave.

Pendant ce temps, Chaltin s'efforça de rallier à sa cause les indigènes de la région. Bientôt, la plupart des chefs devinrent plus sociables et aidèrent les soldats de l'État dans la recherche des renseignements sur les mahdistes. Certains promirent même de collaborer avec la Force Publique lorsqu'on marcherait contre l'ennemi commun.

(1) Les mutations furent décidées à la suite d'un commencement de révolte parmi certains soldats moralement abattus par les privations.

Le 1er janvier 1898, Chaltin apprenait que le commandant Hanolet était dirigé vers l'Enclave pour l'y remplacer. Le commissaire général rejoignit l'Uele et, de là, rentra en Europe où le Cercle Africain lui remit une épée d'honneur et le reçut triomphalement.

Hanolet.

Le commissaire général Hanolet, avec des soldats et du matériel reçu du Bas, renforça encore la position de Redjaf. Les mahdistes, en effet, devenaient de plus en plus audacieux et il ne se passait guère de jours sans escarmouche entre les pelotons envoyés en ravitaillement ou en reconnaissance et quelque bande de derviches envoyée vers le sud pour un motif analogue. Parfois, quelques déserteurs ou des prisonniers apprenaient au commandant quelques détails sur les chefs mahdistes et leurs intentions.

Dans la nuit du 20 au 21 mai, le commandant Walhousen, commandant le camp, fut attiré par des cris provenant de l'autre rive du fleuve. Croyant avoir affaire à des déserteurs, il traversa en canot avec le sous-lieutenant Coppejans et les sous-officiers Bosaert et Bienaimé.

Parvenus près de la rive droite, ils furent accueillis par des coups de feu de derviches dissimulés dans les roseaux et, non armés, ne purent y répondre. Pour tenter d'échapper au tir des mahdistes, ils se jetèrent à l'eau, pendant qu'une embarcation chargée de soldats était envoyée à la rescousse. Hélas ! le lieutenant italien Bartholi qui les commandait ne devait retrouver dans la barque que le sergent Bienaimé, tué, et Bosaert, le poumon perforé par une balle. Walhousen, atteint alors qu'il venait de plonger, s'était noyé, ainsi que Coppejans et douze soldats. Seize autres réguliers avaient été blessés dans ce guet-apens.

Deuxième bataille de Redjaf.

Au nord du Soudan, les mahdistes, dont s'approchait Kitchener, vainqueur le 2 septembre 1897 à Omdurman, s'inquiétaient du sort du sud de leur domaine. Sidi Arabi, qui commandait à Bor, reçut l'ordre de s'emparer de Redjaf pour y ramasser un important butin d'armes et de munitions.

Grâce aux renforts européens dirigés vers l'Enclave, Redjaf comptait à ce moment huit cent cinquante soldats encadrés par dix-sept blancs : sept officiers, neuf sous-officiers et un sous-intendant. Le 3 juin, toutefois, trois cents soldats aux ordres de Willems et Nagels étaient absents du camp, en expédition vers le nord-ouest.

Dans le plus grand secret, le chef Bouchara parvint à s'approcher de la ville sans attirer l'attention. Par une décision malencontreuse, le camp des soldats avait été construit en dehors de l'enceinte fortifiée, sans doute pour augmenter leur espace vital et surtout parce que le commandement croyait pouvoir compter efficacement sur le rideau de surveillance lointain pour éviter toute surprise et donner le temps aux hommes de rejoindre leur poste à l'intérieur de la zériba en cas d'alerte.

Dans la nuit du 3 au 4 juin, nuit sans lune, favorable à une pareille attaque, les derviches réussirent à tromper la vigilance des postes lointains et ce fut, brusquement, vers une heure du matin, l'irruption dans le camp de centaines de fanatiques armés de lances et de fusils. Coups de feu, hurlements des agresseurs, plaintes des blessés et des femmes massacrées sans pitié accompagnaient la lutte féroce qui s'engagea dans l'obscurité. Le lieutenant Bartholi, officier de garde, fit le tour des maisons des blancs en criant « Aux armes ! » Les

soldats s'efforcèrent de rentrer dans la zériba pour y occuper leurs postes de combat. Dans leurs maisons, les officiers et sous-officiers, réveillés en sursaut, s'emparèrent rapidement de leurs armes et se précipitèrent eux aussi au combat, essayant de rejoindre leurs hommes pour les rassembler autour d'eux.

Mais sur les talons des soldats, les agresseurs avaient envahi la zériba et prenaient à revers les défenseurs des remparts. Le gros de leurs forces, franchissant murs, fossés et abatis épineux qui formaient obstacles, se précipita alors de partout dans la place. Un combat confus fait de dizaines d'escarmouches s'engagea à l'intérieur de la forteresse. Les mahdistes combattaient surtout à l'arme blanche et, de peur de blesser leurs compagnons, la plupart des soldats firent de même.

Cependant, les blancs parvinrent à rassembler une troupe organisée. Le magasin à munitions était menacé ; le lieutenant Sillye réussit à l'occuper, distribua des munitions aux soldats et le combat continua. Les forces regroupées et approvisionnées reprirent l'initiative et bientôt les mahdistes se retirèrent aussi subitement qu'ils étaient venus, laissant tous les défenseurs sur le qui-vive. Hanolet fit occuper les postes de combat et distribuer de nouvelles cartouches, dans la crainte d'un second assaut... mais les coups de feu avaient cessé et le silence n'était plus troublé que par les gémissements des blessés.

Dans le brouillard de l'aube, les hommes fouillèrent prudemment le poste et ses alentours. L'ennemi avait abandonné soixante-deux morts dans l'enceinte fortifiée et quatre-vingts dans le camp des soldats. On découvrit de nombreux blessés qui s'étaient cachés un peu partout et six prisonniers furent capturés, qui déclarèrent que les fuyards avaient emporté d'autres morts et d'autres blessés et les avaient jetés au fleuve...

Si les mahdistes avaient échoué dans leur tentative

de reprendre Redjaf, ils avaient réussi à infliger de sérieuses pertes à la garnison. Des quatorze blancs, deux étaient morts : les cadavres des lieutenants Desneux et Bartholi furent trouvés percés de nombreux coups de lance. Le commis Lauterbach fut découvert le matin évanoui, le ventre et le dos ouvert, l'épaule démise et le bras droit cassé ; il avait été frappé à coups de matraque et atteint de quatorze coups de lance. Près de lui étaient tombés sept de ses soldats qui l'avaient défendu jusqu'à la mort (1). Hanolet et cinq autres blancs étaient blessés plus légèrement. Quant aux soldats, la moitié de l'effectif était hors de combat : plus de deux cents tués, blessés ou disparus...

Vers 9 heures du matin, Willems et Nagels arrivèrent au camp avec leurs hommes. Avertis de l'attaque par des femmes et des fuyards de la première heure, ils avaient rebroussé chemin et gagné Redjaf à marche forcée pour reprendre le poste qu'on leur disait perdu et venger leurs camarades qu'ils s'imaginaient massacrés.

Pour éviter une nouvelle surprise désastreuse, le camp extérieur fut détruit et tous les soldats logés à l'intérieur de la zériba. Pendant plusieurs jours encore, on veilla avec anxiété, car un retour offensif des mahdistes paraissait à craindre. Mais le calme subsista et, deux semaines plus tard, un précieux renfort arrivait dans le camp : le commandant Henry à la tête de sept cents soldats.

Le 15 juillet 1897, Henry avait, sur la Haute-Lindi, remporté une victoire éclatante sur le plus important des groupes de révoltés de la colonne Dhanis. Après cela, rentré à Avakubi, il avait recruté et équipé une force imposante avec laquelle il gagna, par Nepoko, Tamara et Adra, l'Enclave de Lado. Le 1er juillet 1898, il arrivait à Redjaf.

(1) Lauterbach guérit... pour mourir à Kero six mois plus tard d'une malaria.

Organisation de l'Enclave.

Le 15, il fut envoyé par Hanolet vers l'ancien poste de Lado, avec mission d'en faire une nouvelle forteresse sur la route du Nil. Bientôt s'éleva sur les ruines des anciens ouvrages égyptiens une nouvelle zériba plus importante encore que celle de Redjaf, occupée par quatre à cinq cents soldats aux ordres de huit blancs et armés d'un canon Krupp, de deux Nordenfeldt et de quelques mitrailleuses (1).

En janvier 1899, au moment où Hanolet, souffrant toujours de sa blessure, remit son commandement à Henry, Redjaf était encore défendu par près de neuf cents hommes dont dix-sept blancs. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le tableau des effectifs de l'année 1898 pour se rendre compte de l'importance que Léopold II continuait à attribuer à cette région. Alors que l'effectif moyen de chacun des vingt-trois districts était d'environ cinq cents soldats, il y en avait deux mille cinq cents dans l'Enclave, pourtant plus petite qu'un district. Les grands projets du Roi n'étaient pas abandonnés définitivement, malgré la catastrophe survenue à la colonne Dhanis et malgré l'importance des renforts demandés par ceux qui s'efforçaient de détruire les mutins.

Au fur et à mesure des arrivées de renforts en hommes et en matériel d'artillerie, de nouveaux forts furent créés et armés. C'est ainsi que Kero, au nord de Lado, devint une base fortifiée d'où Henry voulait lancer une expédition vers le nord. Plus de mille soldats y furent rassemblés, avec lesquels on forma deux bataillons de marche à deux compagnies fortement encadrées.

(1) Plus tard, le Roi fit envoyer à Lado un obusier de 10 cm. Cette pièce avait été construite par les usines Krupp et son tube était démontable, afin d'en faciliter le transport sur les mille kilomètres qui séparent Buta de Lado.

Le premier juillet, le steamer « Vankerckhoven », transporté en seize cents charges depuis Ibembo, était lancé à Lado [1]. Il allait permettre au commandant Henry de pousser des explorations vers l'aval. Il devenait en effet urgent de savoir où étaient passés les derviches, dont on venait d'apprendre qu'ils avaient quitté Bor, où ils se sentaient menacés par les préparatifs faits à Kero.

Henry marcha de Kero vers le nord par la rive gauche du Nil. Les derviches, menacés d'être coupés de leur ligne de communication vers le Kordofan et le Darfour, se retirèrent précipitamment vers ces contrées. La victoire de la Force Publique était complète.

Signalons qu'à ce moment, les Français de Marchand avaient évacué Fachoda depuis le 11 novembre 1898 et que les Anglais les y avaient remplacés. De plus, le colonel anglais Martyr, venant de la côte orientale, s'était installé sur la rive droite du Nil à Fort Barcley, un peu en amont de Redjaf, et à Dufile. Il disposait d'un petit steamer, le « Kenya » et s'était livré à quelques reconnaissances sur le fleuve, de concert avec ses voisins belges.

Expédition Henry.

D'accord avec les Anglais, Henry entreprit de descendre le fleuve. A bord du « Vankerckhoven » armé en canonnière, accompagné des lieutenants Bertrand et Derclaye et de soixante-cinq soldats répartis dans deux allèges, il atteignit Bor, abandonné et détruit par les mahdistes qui, disait-on, s'étaient enfuis vers

[1] Le « Vankerckhoven » fut expédié au Congo au début de 1898. Les premières charges quittèrent Matadi le 15 janvier 1898, atteignirent le Stanley-Pool le 29. Le 15 juillet, toutes les pièces étaient à Ibembo, le 17 octobre à Niangara, le 7 novembre à Faradje. En juin 1899, les premières pièces arrivaient à Lado et le montage était immédiatement entamé.

le Darfour. A Gamba-Shambe, il trouva un poste français où le lieutenant de Tonquedec lui confirma que les derviches en retraite avaient traversé le Bahr-el-Ghazal sans y inquiéter les postes français.

Poursuivant son voyage au prix de mille difficultés à travers les eaux encombrées de papyrus, Henry poussa jusqu'à 8°45' nord. Là, les roseaux formaient un barrage infranchissable avec les moyens dont il disposait et l'expédition rentra à Kero.

Le 14 septembre, Henry, accompagné du capitaine de Renette, du lieutenant Bertrand à bord du « Vankerckhoven », ainsi que du capitaine anglais Gage et du docteur Milne à bord du « Kenya », reprit la bataille du « südd ». Arrivés à la barrière de papyrus, il y fit découper un canal d'une dizaine de mètres de large... qui se referma derrière ceux qui le taillaient. Péniblement on avança toutefois de quelques kilomètres mais un nouveau barrage immobilisa les gros bateaux. Avec des canots, Henry et Gage, qui avaient été rejoints par les Français du poste de Shambe rentrant en Europe, continuèrent la difficile progression à travers les roseaux.

En chemin, près du lac No, ils rencontrèrent le 19 janvier le major anglais Peake, venant du nord à la tête d'une expédition chargée de débloquer le Nil. Grâce à son aide, ils atteignirent Khartoum le 7 février 1900. Splendidement reçu par le Sirdar Wingate Pacha, Henry quitta ses compagnons étrangers quelques jours plus tard pour rentrer à Kero par le Bahr-el-Giraf et reprendre le « Vankerckhoven » où il l'avait laissé, dans les marais. Le 1er mai 1900 il rejoignit l'Enclave. Fin de terme depuis plusieurs mois, il remit son commandement à Chaltin qui venait d'y revenir et accepta l'offre du major Peake de prendre place à son bord pour rentrer en Belgique via Khartoum et Alexandrie. Il arriva à Bruxelles le 11 juin 1900 [1]. Depuis 1892,

[1] Depuis août 1899, il était commissaire général.

il avait participé, presque sans répit, aux plus importantes campagnes de l'État Indépendant.

Chaltin et ses successeurs.

Parti le 6 mars d'Europe, Chaltin, nommé Inspecteur d'État, était rentré dans l'Uele à la tête d'une troupe considérable : douze cents soldats encadrés par quinze officiers et sous-officiers (1). Arrivé le 30 octobre à Redjaf, il perfectionna encore la défense de l'Enclave, créant de nouveaux points forts à Yei, Dufile et Wadelai où d'importantes garnisons allaient désormais séjourner.

L'organisation de l'Enclave fit l'admiration du général Wingate Pacha, gouverneur du Soudan, lors de sa visite au commandant Hanolet en mars 1902. Débarrassés des mahdistes, ces territoires, comme d'ailleurs le nord-est de l'État Indépendant, purent se développer dans le calme. L'agriculture et l'élevage y firent en peu de temps de sensibles progrès.

Après deux ans de séjour au Nil, Chaltin remit

(1) Pour donner une idée du temps que prenait à cette époque le voyage vers l'Enclave, voici les dates relevées sur la feuille de route du sous-officier Geens se rendant de Buta à Kero :

Buta :	Libokwa	A	le 9 septembre 1900	D	le 11 septembre
	Bomokandi	A	le 18	D	le 21
	Amadis	A	le 28	D	le 29
	Suruango	A	le 5 octobre	D	le 7
	Niangara	A	le 10	D	le 11
	Dungu	A	le 18	D	le 22 octobre
	Faradje	A	le 31	D	le 3 novembre
	Aba	A	le 6	D	le 10
	Yei	A	le 11	D	le 14
	Loka	A	le 15	D	le 17
	Redjaf	A	le 22	D	le 25
	Lado	A	le 26	D	le 27
	Kero	A	le 28 novembre		

Près de trois mois de voyage, à pied et en pirogue, succédant au parcours par train et steamer de Matadi à Léopoldville et de Léopoldville à Ibembo. Après une pareille épreuve, le « bleu » avait appris beaucoup de choses... (d'après *Les Vétérans coloniaux, Revue Congolaise Illustrée*, mars 1948).

une fois de plus son commandement à Hanolet et rejoignit l'Uele pour rentrer en Europe. Son successeur continua l'œuvre commencée, s'attachant à perfectionner les transports de Dungu à Lado, introduisant, sur les routes qu'il avait fait construire, les chars traînés par les bœufs. On vit même un jour arriver trois automobiles, mais il paraît qu'elles ne rendirent aucun service. Après lui, les Bruneel, Renier, Wtterwulghe, de Renette, Gilson, Olaerts, Preud'homme, Bertrand continuèrent à améliorer l'œuvre entamée par Chaltin. Sous l'impulsion et la direction du major du génie Wangermée, alors Vice-Gouverneur Général, envoyé en inspection dans l'Enclave avec les lieutenants Duwez et Maury, les postes fortifiés furent transformés et agrandis, de nouveaux forts et redoutes furent édifiés : Loka, Aba, Kadjo-Kadji.

Jusqu'à la fin, l'occupation de l'État fut cependant calme et pacifique ; plus jamais l'on n'entendit parler des mahdistes et, à part dans le sud, où les Lugwares créèrent quelques difficultés à l'occupant, les indigènes gardèrent jusqu'au bout une attitude amicale.

Ces grands travaux de fortification, les importants effectifs et le nombre imposant de pièces d'artillerie maintenus dans l'Enclave n'étaient justifiés que par l'agitation diplomatique autour de la question du Bahr-el-Ghazal et les discussions de Léopold II avec les Anglais au sujet de ce territoire.

La question du Bahr-el-Ghazal.

La rencontre de septembre 1898 à Fachoda entre les expéditions Marchand et Kitchener suscita un incident diplomatique grave entre la France et l'Angleterre. Après plusieurs mois de discussions, les deux pays finirent cependant par trouver un terrain d'entente et signèrent l'accord du 21 mars 1899, par lequel

les Français abandonnaient leurs droits sur le Bahr-el-Ghazal. On se souvient que les prétentions de ce pays avaient contraint Léopold II à abandonner, par la convention franco-congolaise du 14 août 1894, ses droits sur cette province du Soudan. L'accord du 12 mai 1894, par lequel les Anglais cédaient à bail le territoire à l'État Indépendant, n'ayant jamais été dénoncé par eux, rien ne s'opposait plus à ce que l'État Indépendant réoccupât le Bahr-el-Ghazal.

Cet accord contenait cependant un addendum restrictif par lequel le Roi-Souverain reconnaissait « les prétentions de l'Égypte dans le bassin du Haut-Nil ». Arguant que la reconquête du Soudan par une armée anglo-égyptienne avait replacé ce territoire sous l'autorité du Khédive, les Anglais déclarèrent que ce territoire relevait désormais à la fois de la Reine d'Angleterre et du Khédive (convention du 19 janvier 1899). Aussi, le gouvernement britannique s'opposa-t-il à toutes les tentatives de Léopold II et fit-il occuper les anciens postes français par des garnisons égyptiennes.

Cependant, l'État Indépendant décidait, lui aussi, d'y envoyer des expéditions armées.

Expédition Royaux-Landeghem (1903).

Le capitaine-commandant Royaux, vétéran du nord, où il avait passé un terme ininterrompu de six années, fut chargé par le Roi de conduire une expédition vers Hofrah el Nahas, à l'extrême nord-ouest du Bahr-el-Ghazal. Il reçut en support deux compagnies de la Force Publique, régulièrement encadrées et fut aidé dans sa mission par le capitaine Landeghem, un médecin, un ingénieur géologue et des agents chargés de pros-

pecter les mines de cuivre que l'on disait exister dans cette région [1].

Chargé de l'avant-garde de l'expédition, Landeghem rentré au mois d'août au Congo, réussit — avec beaucoup de peine et de cran — à nouer des relations satisfaisantes avec le redoutable Ndoruma, puis, dès l'arrivée de Royaux, se dirigea vers le pays du sultan Tambura, qui créa mille difficultés à l'expédition. Cependant, l'officier poursuivit sa marche vers Dem Kébir et atteignit Dem Ziber... où il trouva installée une garnison anglo-soudanaise. Devant la difficulté de poursuivre sa route sans créér un incident grave et à cause aussi des ennuis que lui créait Tambura — qui sapait le ravitaillement de la colonne — l'expédition fut obligée de s'arrêter. Rappelée par ordre de Bruxelles, elle rejoignit l'Europe. Landeghem, rentré à Ndoruma, fut dirigé de là vers l'Enclave.

Expédition Lemaire.

Avant que fut lancée la colonne Royaux, le Roi avait déjà chargé le commandant Charles Lemaire d'occuper les postes du nord de l'Uele avec quelques officiers qu'on lui envoyait d'Europe et des moyens qu'on lui fournirait sur place.

Magnifique type d'officier-explorateur-savant, Lemaire s'était déjà signalé dans le Bas-Congo, à l'Équateur et surtout comme chef de l'expédition scientifique de 1898 au Katanga. Cette fois encore, sa mission n'était pas seulement politique mais scientifique et économique : cartographie, météorologie, étude de la flore et de la faune etc... Par le Congo et l'Uele, il

[1] En mars 1894, les lieutenants Nilis et de la Kéthulle avaient échoué à Katuaka dans une première tentative pour atteindre les fabuleuses mines de cuivre (voir ch. II).

gagna l'Enclave en mars 1903 et installa à Yei son quartier général.

En décembre, il explora le bassin du Rohl et installa un poste à Mvolo. Peu de temps après s'y présenta une troupe anglo-égyptienne de cent hommes, armée de deux canons. Ces soldats, envoyés par Boulnois Bey, gouverneur du Bahr-el-Ghazal, venaient de tomber dans une embuscade et y avaient perdu un de leurs officiers. Ils avaient mission de se rendre chez le sultan Mbio, farouche chef azande qui n'avait jamais admis sur son territoire que des marchands d'ivoire et d'esclaves. Son fils Rikita avait tendu cette embuscade pour décourager les Anglais.

Tout en maintenant des relations cordiales avec le chef des forces anglaises, Lemaire se vit obligé d'interrompre ses travaux dans le courant de 1904 et retourna à Yei. Il s'efforça alors d'explorer et d'occuper la région située à l'ouest de l'Enclave. Dans ce pays autrefois très peuplé mais à ce moment ravagé par les razzias de Mbio, il établit une chaîne de postes au fur et à mesure de son avance et y réinstalla les peuplades chassées, qui furent ainsi placées sous la protection du drapeau de l'État et des garnisons de la Force Publique. Restait à entrer dans les territoires de Mbio...

Ne voulant rien laisser au hasard, Lemaire fit d'abord construire par le lieutenant Colin, commandant le camp de Yakuluku, un poste sur la rivière Ma-Iawa. Le 31 août 1904, pendant qu'une colonne aux ordres du lieutenant Paulis s'avançait vers l'ouest le long du 5me parallèle, une autre, conduite par Colin, remontait de Yakuluku vers le nord... mais tandis que Paulis progressait sans ennui et était bien accueilli partout, son collègue se voyait contraint de s'arrêter à Ma-Iawa et de s'y fortifier, devant l'attitude hostile des Azandes de Mbio.

Sage précaution, car les indigènes se montrèrent

de plus en plus agressifs et, le 30 novembre 1904, à l'aube, trois mille démons hurlants, armés de lances, se ruèrent à l'assaut de la zériba. Ils se heurtèrent à une troupe bien disciplinée et sur le qui-vive : les cent vingt-huit fusils des assiégés semèrent la mort dans les rangs des assaillants. Malgré leur courage magnifique, malgré leur nombre et leur total mépris de la mort, les Azandes ne purent rien contre les remparts qui protégeaient les soldats de Colin. Ils se retirèrent le soir, avec leurs nombreux morts et blessés, et recommencèrent le lendemain sans plus de succès... Dans la zériba deux morts seulement : un soldat, une femme.

Les jours suivants, ils entamèrent un siège régulier du poste, dont ils espéraient avoir raison par la famine. Lemaire, averti de la situation critique de son subordonné, accourut à la rescousse avec cent soldats... et trouva le poste libéré, les Azandes s'étant retirés à l'annonce de son arrivée. Bientôt, grâce à son prestige et à ses talents de diplomate, il remportait une victoire plus belle encore ; il parvint en effet à nouer rapidement des relations amicales avec Mbio et obtint l'autorisation de circuler avec son escorte sur ses terres. En janvier 1905, il rejoignit Paulis à Meridi.

Mais les Anglais s'étaient émus de ce nouvel empiétement dans le bassin du Nil. Un manque de précision dans la convention signée par l'État lors de l'abandon de Mvolo par Lemaire avait permis à Léopold II de renvoyer ce dernier à l'ouest de l'Enclave tout en lui fixant comme limite nord le 5me parallèle. Les Anglais protestèrent contre cette interprétation et trois bataillons de six cents soldats anglo-égyptiens furent envoyés vers le pays de Mbio. Une colonne partit de Mvolo pendant qu'une autre quittait Tambura. Elles entrèrent bientôt en contact avec les postes de l'État, après quelques combats contre les forces de Mbio et de son fils Mangui.

En attendant que leurs gouvernements prennent une décision, Lemaire et Boulnois Bey décidèrent de rester sur leurs positions : rien d'autre à faire si l'on voulait éviter les incidents. Grâce aux excellentes relations qu'il entretenait avec les Anglo-Égyptiens, le commandant obtint l'autorisation de rentrer en Europe par le Nil. Laissant son commandement à Paulis, il rejoignit la Belgique en septembre 1905.

Il avait méthodiquement exploré une grande étendue du territoire et ramenait de nombreux renseignements scientifiques de tout ordre, notamment en cartographie. De plus, grâce à sa profonde connaissance de l'indigène et à sa façon habile de le traiter, il avait réussi à remplir sa mission sans répandre de sang, sauf l'incident de Ma-Iawa, que son arrivée réussit d'ailleurs à aplanir. S'il n'avait pu réoccuper le Bahr-el-Ghazal, c'est uniquement parce qu'il s'y était heurté aux troupes soudanaises qu'il ne pouvait évidemment pas repousser par la force.

Le Roi, cependant, ne voulait pas abandonner sa conquête et, à nouveau, des forces importantes furent dirigées vers l'Enclave, où il ordonna qu'on se tint prêt à tout. C'est ainsi que le capitaine Goebel, vétéran de Redjaf, fut rappelé d'urgence de Djabir pour prendre le commandement de la place de Yei, qui comprenait à ce moment douze cents soldats et dix-huit canons, le tout aux ordres de vingt-deux officiers et sous-officiers (1).

L'année suivante, l'accord se faisait entre Bruxelles et Londres : l'État Indépendant cédait devant la toute-

(1) Ayant parcouru six cents kilomètres en dix-neuf jours pour répondre à cet appel, Goebel arriva en juillet 1905 dans la ville. C'est ce moment que choisit un chef indigène hostile, Beringa, ancien gradé de la Force Publique, pour mettre à exécution un projet que lui facilitait sa connaissance de la place. Son but était de faire sauter le fort avec ses quinze cents occupants : heureusement, il ne réussit que partiellement et seul le magasin à munitions sauta : cinq cent mille cartouches, dix-huit cents obus et trois mitrailleuses s'évanouirent en fumée dans cette catastrophe.

puissante Angleterre, qui n'accepta même pas l'arbitrage de la Cour de La Haye. Léopold II dut abandonner tout espoir d'extension dans cette région. La Convention du 9 mai 1906 annulait le bail de 1894 et ne laissait au Roi que l'Enclave de Lado, et cela jusqu'à la fin de son règne. Toutefois, le port de Mahagi et ses environs restaient à l'État Indépendant. L'accord contenait également des articles concernant l'interdiction de tous travaux sur la Semliki susceptibles d'en diminuer le débit et un projet de chemin de fer anglo-belge entre Aba et le Nil. L'État Indépendant gardait des droits spéciaux sur le Nil pour la navigation de ses steamers et la concession d'installations au port qui devait être construit au terminus du rail.

Le 3 août 1907, les troupes de l'État évacuèrent les postes qu'elles occupaient dans le Bahr-el-Ghazal.

Évacuation de l'Enclave.

Dès 1907, l'évacuation partielle de l'Enclave fut ordonnée et le commandant Olaerts fit abandonner tous les postes autres que ceux de la route Dungu-Kero : Yei, Lado, Loka... Là où trois compagnies de sept cents hommes chacune occupaient les trois secteurs de l'Enclave, il ne resta plus que quatre cents soldats et quelques blancs.

Le 16 juin 1910, sur la place d'armes de Yei, cent hommes des troupes congolaises rendirent les honneurs à la compagnie soudanaise qui venait les remplacer. La cérémonie terminée, les Belges se formèrent en colonne par quatre et, clairons sonnants, prirent le chemin d'Aba, poste belge le plus proche...

Tout était terminé : de l'immense effort déployé par les Belges dans cette région, du sacrifice de tant d'officiers, sous-officiers et soldats de la Force Publique et du labeur de tant d'autres agents, il n'allait bientôt

plus nous rester qu'un souvenir, le souvenir d'un nom glorieux : *Redjaf !* le souvenir aussi de ceux de chez nous qui dorment là-bas : Saroléa, Cajot, Walhousen, Coppejans, Bienaimé, Desneux, Lauterbach et tant d'autres, morts plus obscurément, pendant l'accomplissement de leur humble tâche et qui reposent près d'eux, dans cette terre qui n'a plus de belge que leurs tombes [1].

[1] Voir annexe 18.

CHAPITRE V

Les Révoltes des « Batetela »

« Réfléchit-on seulement que là-bas tout le monde indistinctement est armé et que, par la suite, la violence de la révolte contre les lois comme celle de la répression s'y aggrave tout naturellement ? »

Baron Dhanis, Interview accordé, en août 1895, à un représentant de l'agence Reuter à Londres.

(Cité par *Mouvement Géographique* du 18 août 1895, col. 217 à 221).

Introduction.

Toutes les armées, en particulier toutes les armées coloniales, ont connu des mutineries plus ou moins graves. La Force Publique n'échappa pas à cette loi et ce livre se doit, honnêtement, de les raconter, d'essayer d'en découvrir les causes et de faire le récit des longues et pénibles campagnes que nécessita la répression des révoltes.

Trois mutineries, inégalement importantes, survinrent à Luluabourg en 1895, dans le nord-est en 1897 et à Shinkakasa en 1900. La première fut la plus longue

à réprimer et interdit, pendant plus de dix ans, toute entreprise dans la région comprise entre les lacs du Haut-Lualaba et le cours supérieur du Kasai. La seconde, particulièrement coûteuse en vies humaines, fut la cause de l'écroulement des rêves d'extension vers le Nil et mit pendant trois ans l'ancienne zone arabe à feu et à sang, ébranlant l'autorité de l'État dans la Province Orientale. La troisième, beaucoup moins grave, eut cependant un certain retentissement, parce qu'elle se développa au siège même du gouvernement local, à Boma.

Avant de passer à l'étude détaillée de ces rébellions, il importe de faire remarquer qu'elles furent, dans les trois cas, l'œuvre d'anciens arabisés recrutés dans des circonstances spéciales et ne possédant, ni la formation militaire de base reçue dans les centres d'instruction, ni l'esprit de discipline qu'y acquéraient les recrues régulièrement incorporées dans la Force Publique.

Pendant et après la campagne arabe, on enrôla imprudemment, par nécessité, d'anciens guerriers arabisés, hommes issus de toutes les races des pays dominés ou ravagés par les Arabes. Ces hommes, véritable ramassis de brigands, étaient des esclaves ou fils d'esclaves, libérés (?) pour être transformés en guerriers à la solde des chefs de bandes chasseurs d'esclaves.

C'est de pareils hommes qu'était composée, par exemple, la troupe du fameux Gongo Lutete. Parce qu'elle était installée dans la région habitée par les Batetela, les hommes de cette bande furent abusivement appelés « Batetela », ainsi d'ailleurs que la plupart des arabisés enrôlés de 1894 à 1896 dans les forces de l'État. En réalité, ces recrues venaient de toutes les régions comprises entre Zanzibar et le Lomami...

Dès 1894, ils créèrent des ennuis dans toutes leurs garnisons. A Kabambare, Lusambo et La Romée, ces tentatives de rébellion furent facilement maîtrisées

par des chefs énergiques qui avaient bien en main la plus grande partie de leurs troupes.

Dans d'autres circonstances, des meneurs habiles, agissant sur des caractères mal préparés aux vicissitudes du métier de soldat, exploitant des griefs malheureusement trop réels, conduisirent facilement ces « Batetela » à se révolter contre l'autorité, révoltes qui furent la cause des incidents sanglants exposés dans ce chapitre.

Ajoutons que les vrais Batetela, enrôlés réglementairement et formés dans les camps d'instruction, ne donnèrent pas ces ennuis. Le sergent mutetela Lufungula, un des héros des campagnes contre les révoltés, expliquait à son chef — le commandant Henry — qu'il était heureux de marcher contre ces mutins qui, au service des Arabes, avaient autrefois pillé et saccagé son pays...

Révolte de Luluabourg (1895).

Introduction.

Situation du poste de Luluabourg en 1895.

GÉNÉRALITÉS.

En 1895, Luluabourg n'était qu'un « poste » du district du Lualaba-Kasai [1]. Le commandant Gillain, commissaire du district, présidait à Lusambo aux destinées de cette région. La compagnie active du district comprenait alors un millier de soldats, dont la moitié environ se trouvait au quartier principal sous les ordres du commandant Michaux aidé du lieutenant Dufour et de quelques sous-officiers.

A Mukabua, situé au sud-est de Luluabourg, se trouvait un poste de quatre-vingts soldats sous les

[1] Le poste dont il est question se trouvait à quelques kilomètres du chef-lieu de Province actuel.

ordres du sous-officier Lapière. Aux Wissmann Falls, sur la rive droite du Kasai, le sous-officier Konings commandait un détachement de septante hommes. Une force analogue tenait garnison à Kayeye II aux ordres du lieutenant norvégien Böhler et de l'adjudant Dehaspe. Enfin, à Kabinda, village du chef Lupungu, résidaient les lieutenants Bollen et Shaw et le sous-officier Froment.

Luluabourg était un poste très important, parce que situé au cœur d'une région perpétuellement troublée. Le capitaine Pelzer et le lieutenant Cassart y disposaient d'environ deux cents soldats. Le commis Lassaux s'occupait de l'intendance du poste et habitait à Tshiniame, à un kilomètre de la station. La majorité des militaires de toutes ces garnisons était d'origine batetela ; beaucoup parmi eux avaient fait partie de la garde de corps du fameux Gongo Lutete. Lors de l'exécution de ce dernier (15 septembre 1893), ils avaient été envoyés à Lusambo, s'étaient engagés à la Force Publique et avaient été répartis dans les postes du district, principalement à Luluabourg.

Les Pères de Scheut et les Sœurs de la Charité de Gand avaient fondé, à quelques kilomètres du poste de l'État, une mission qu'ils appelaient Luluabourg-Saint-Joseph. Près de Kalala-Kafumba, se trouvait la mission de Mérode, également installée par les Scheutistes.

Événements précédant la révolte.

Au cours des années 1894 et 1895, le district fut le théâtre de plusieurs révoltes locales. Chez les Bena-kanyoka, aux environs de Kanda-Kanda, le chef Kalenda recommença avec ses voisins une querelle qui nécessita l'intervention de la garnison de Luluabourg. La colonne qu'y conduisit le capitaine Pelzer fut atta-

quée en septembre 1894 par Kalenda et ne réussit que péniblement à éviter un désastre. Cassart fut blessé au cours du combat.

Au début de 1895, Pelzer recommença cette expédition avec une troupe plus importante. En avril, une série d'engagements eut lieu entre Kalenda et les forces de l'État. Décidé à en finir, le chef se mit à la tête de ses hommes pour un assaut qu'il voulait décisif. Le sergent mutetela Kandolo réussit à l'abattre d'un coup de fusil avant qu'il n'atteignît les lignes des soldats. Cette mort fut le signal de la débacle des guerriers benakanyoka.

La colonne, après cette victoire, séjourna deux mois dans la région. C'est alors que fut fondé le poste militaire de Kayeye II, destiné à faire régner l'ordre dans la région de Kanda-Kanda.

En juin, le restant de la colonne reprit la route de Luluabourg, heureuse du succès qu'elle avait remporté. Les soldats se réjouissaient de rentrer au poste et attendaient avec impatience le moment de recevoir les récompenses que le capitaine Pelzer leur avait promises en cas de succès.

Pendant que se déroulaient ces événements autour de Kanda-Kanda, Lapière, à Mukabua, se trouvait aux prises avec une révolte du chef Kalemba, chef des Bachilenge. Une première intervention de Michaux, venu de Luluabourg, rétablit la situation sans combat, mais le 28 avril, alors que la colonne Michaux s'apprêtait à quitter Luluabourg pour rejoindre sa garnison, un message de Lapière apprit au commandant que Kalemba menaçait à nouveau la station.

Aidés d'auxiliaires zapo-zapos et des soldats de Lapière, Michaux et Dufour mirent en fuite les agresseurs et rétablirent la paix dans la contrée. Le commandant rentra à Luluabourg après avoir renforcé de quarante hommes le détachement de Lapière.

Le 25 juin, la colonne arrivait à Luluabourg ; le 26, elle y apprenait par un courrier l'arrivée de Pelzer pour le lendemain et la réussite de sa mission. Inutile de dire que les deux expéditions fêtèrent ensemble leurs succès.

Lors de la rentrée au camp des troupes de Pelzer, la plus vive animation régna dans la station : les soldats qui revenaient et ceux qui les accueillaient couraient en tous sens et manifestaient leur joie en tirant en l'air de nombreux coups de feu. Pareille manifestation n'avait alors rien d'extraordinaire et il paraît abusif d'y voir avec Lassaux (1) l'indice d'un premier essai de révolte.

Causes de la révolte.

Le détachement de Lusambo quitta le poste le 29 juin ; le 4 juillet au matin, la révolte éclatait. Pourquoi ces Batetela, que beaucoup d'officiers considéraient comme de bons soldats et comme des hommes de confiance (2) devinrent-ils des mutins ?

Les récits de Michaux et Hinde rappellent que ces mêmes Batetela étaient les anciens soldats de Gongo Lutete et affirment que l'exécution de leur ancien chef (3) fut la cause principale de cette révolte. Il est difficile de croire que, vingt mois après la mort de ce tyran, ses anciens soldats se soient révoltés uniquement pour le venger. Toutefois, il est probable que la façon

(1) Lassaux H., La révolte de Luluabourg, *Revue Congo* 1926, T. I, p. 567 à 583.

(2) Voici ce qu'en dit par exemple Lapière (cité par Michaux, Au Congo, p. 299) « ... d'ailleurs, c'étaient les soldats préférés par tous les blancs. Grands et vigoureux, aussi intelligents que braves, on les portait aux nues naturellement. C'étaient les Batetela que je prenais de préférence pour aller en palabre, car j'étais sûr qu'ils ne me lâcheraient pas ; je suis certain qu'ils se seraient fait tuer à mes côtés ».

(3) Voir chapitre III.

dont l'État Indépendant se débarrassa d'un homme qui l'avait beaucoup aidé dans la lutte contre les Arabes laissa une certaine rancœur chez ses fidèles. Peut-être ces hommes se rappelaient-ils parfois avec regret le temps où ils servaient dans un corps où la discipline était moins austère que celle de la Force Publique, le temps où il leur était permis d'avoir plusieurs femmes et des esclaves et d'être de temps en temps cannibales ?...

Mais tout cela n'aurait pas suffi à amener une révolte, il fallait d'autres prétextes, que des meneurs habiles puissent exploiter, quitte à se servir de ces vieilles rancunes pour augmenter encore le mécontentement de la troupe. Malheureusement, des motifs de mécontentement très réels existaient.

Le principal était la sévérité excessive et la brutalité du commandant du poste. Le capitaine Pelzer fut la première victime de la révolte et il est pénible de l'accabler. Mais les faits sont là et il résulte de plusieurs témoignages que l'infortuné était de caractère difficile et avait de fréquentes altercations avec ses chefs et ses subordonnés. Les soldats qui furent victimes de sa sévérité ou de sa brutalité n'oublièrent certainement pas sa conduite.

Au moment de son retour, quelques faits regrettables vinrent encore ajouter à la rancœur des soldats :

1) Pelzer punit d'une peine excessive un caporal muluba accusé d'adultère et sa complice, une femme de race batetela appelée Adolphine. Il alla même jusqu'à les menacer d'exécution.

2) Pour un motif analogue, il fit donner le fouet à son boy Kapilu et dépassa plusieurs fois le maximum autorisé pour l'application de cette peine. Il aurait même donné des coups de pied au malheureux alors que, couché sur le sol, il attendait son châtiment.

3) Il ne tint pas, vis-à-vis des vainqueurs de Kalenda, les promesses de récompenses faites avant le départ en expédition.

Pareille conduite suffisait à exaspérer la garnison. Si on ajoute à cela que la solde était irrégulièrement payée et le ravitaillement difficile, on voit que les meneurs avaient beau jeu. Sans attribuer trop d'importance à ces derniers griefs, qui existaient malheureusement à cette époque dans beaucoup de camps, il ne faut pas perdre de vue qu'ajoutés aux autres, ils augmentaient la haine des soldats pour leur chef.

Quant aux meneurs, ils se trouvèrent parmi les gradés batetela : le sergent Kandolo (ancien garde de corps de Gongo Lutete, très influent auprès des soldats de sa race et dont le prestige était plus grand encore depuis qu'il avait tué le chef Kalenda) et les caporaux Yamba-Yamba et Kimpuki. Ces derniers avaient promis de venger le boy Kapilu et leur sœur de race Adolphine.

Toutefois, les débuts de la révolte semblent le prouver, les mutins n'avaient pas l'intention de massacrer les blancs. Ils voulaient surtout quitter le poste, déserter en entraînant leurs frères de race d'autres groupes, et rejoindre leur pays d'origine : Ngandu, sur le Lomami. Mais après un premier crime, ils furent entraînés à la révolte déclarée, une révolte qui allait coûter très cher en vies humaines.

La révolte.

Dans la nuit du 3 au 4 juillet, le boy de Cassart eut l'attention attirée par une activité insolite. « Tout le monde, en effet, soldats, femmes et enfants, était au courant de la migration du lendemain. Il fallait de la nourriture pour le grand voyage. On vola et tua

un bœuf ; leurs propres canards, leurs poules, tout y passait. On fit des feux pour boucaner la viande. Et tout cela ne se fit pas sans causer quelque bruit » [1].

Cassart, éveillé par son boy, s'en fut avertir Pelzer, qui décida d'attendre le lendemain pour régler cette histoire.

Révolte.

Le 4, l'appel du matin commença comme d'habitude. Le salut au drapeau eut lieu en présence du capitaine et de Cassart. Pelzer distribua le travail de la journée et « les soldats se mirent en position pour le départ du commandant » [2].

A peine les deux officiers eurent-ils le dos tourné que des soldats tirèrent quelques coups de feu en l'air et se débandèrent bruyamment. Le boy de Pelzer et Adolphine se trouvaient à l'appel dans les rangs des punis. Kapilu cria aux caporaux Yamba-Yamba et Kimpuki de tirer sur Pelzer. Les deux gradés tirèrent, sans doute imités par quelques soldats. Le capitaine fut blessé légèrement au bras, tandis que Cassart recevait une balle dans la hanche droite. Tous deux, non armés, s'enfuirent alors chacun de son côté. Un travailleur avait été atteint d'une balle au genou ; des soldats protestèrent et le feu cessa.

Cassart, après avoir traversé un ravin et un marais s'arrêta au village de Mampuya. De là, il se rendit au village de Mukenge et y écrivit au Père Gambier, supérieur de la Mission Saint-Joseph, pour le mettre au courant de la situation. Apprenant que l'officier était blessé, le père lui envoya du secours et le fit transporter à la Mission où il arriva le soir même.

(1) A. Van Zandycke, La révolte de Luluabourg 1895. *Zaïre*, IV-9, p. 953. (Le récit de la révolte est relaté ici d'après l'étude très complète du R. P. Van Zandycke).

(2) A. Van Zandycke, *op. cit.*, p. 953.

Assassinat de Pelzer.

Pendant ce temps, Pelzer s'était enfui à travers le potager et s'était réfugié dans des broussailles. On l'y laissa tranquille pendant plusieurs heures : les soldats, en effet, étaient plus avides de pillage que de vengeance. Mais le boy Kapilu n'oubliait pas la promesse de Yamba-Yamba et Kimpuki. Il réussit, vers 10 heures, à les entraîner à la recherche de son ancien maître. Les traces de sang les conduisirent vers la cachette du capitaine. Les gradés l'invitèrent à sortir en lui criant que la guerre était finie et qu'ils voulaient simplement être payés.

Pelzer se laissa prendre à ce stratagème, quitta sa cachette et s'avança vers les gradés. Il les admonesta et, suivi par eux, se dirigea vers le camp. A ce moment, l'un des caporaux lui tira lâchement une balle dans le dos et l'officier s'écroula foudroyé. L'interprète du poste, un nommé Lupanza wa Sudrai, reprocha alors aux assassins leur conduite indigne, leur rappelant que leur intention n'était que de déserter en masse. Comme il était armé et menaçant, il fut abattu par les soldats.

Le cadavre de l'infortuné Pelzer fut cruellement maltraité par Kapilu et peut-être aussi par d'autres soldats. Kapilu tira une balle dans la tête de son maître mort et le frappa à coups de crosse. Le corps reçut ensuite de nombreux coups de fouet et quelqu'un lui coupa une oreille et le bout du nez. Abandonné dans l'allée de palmiers où il était tombé, Pelzer ne fut découvert et enterré que deux jours plus tard.

Autres événements du 4 juillet.

Le commis Lassaux apprit probablement la mutinerie par des fuyards en venant au camp. Il se réfugia

alors chez les Zapo-Zapos et envoya de là au Père Gambier et au commandant Michaux un message leur annonçant la révolte et la mort de Pelzer et... de Cassart.

Les révoltés, apprenant que Lassaux était réfugié chez les Zapo-Zapos, demandèrent au chef du village de leur livrer le commis. Le chef leur déclara que ce dernier avait quitté le village et les soldats n'insistèrent pas. Plus tard, le chef fut récompensé, à la demande de Lassaux, par des cadeaux de fusils et d'étoffes pour le service rendu à un agent de l'État.

A la Mission, située à douze kilomètres au sud du poste de l'État, le Père Gambier apprit la révolte par des noirs et les billets de Lassaux et Cassart. Il envoya les Sœurs et le Père De Clercq chez le chef Kanoa, considéré comme sûr et les y rejoignit le soir, lorsqu'il eut recueilli Cassart blessé.

Départ des Mutins.

Le 5 juillet au matin, Batetela et Baluba se mirent en route avec femmes, enfants et butin. Après avoir pillé la station, ils voulaient s'éloigner le plus vite possible du poste de Lusambo. Ils savaient en effet qu'une colonne en partirait à leur poursuite dès qu'on y apprendrait la révolte.

Avant leur départ, un nouveau meurtre fut commis ; des soldats abattirent le frère de Lupanza wa Sudrai qui venait réclamer une indemnité pour le meurtre de son parent.

Quelques soldats restèrent au camp, gens de races qui ne sympathisaient pas avec les Batetela et Baluba ou qu'un intérêt quelconque retenait sur place. Tout ce qui n'avait pas été emporté par les mutins fut alors saccagé et pillé par les tribus des environs. Bien entendu des querelles éclatèrent entre ces rivaux et des coups de feu furent échangés. L'atmosphère de la région

allait rester troublée jusqu'à l'arrivée des troupes de Lusambo.

Mutinerie des soldats de Lapière.

Lapière, en route avec vingt soldats, reçut le 4 au soir un billet du Père De Clercq lui annonçant la révolte. Que faire avec une troupe composée en majorité de Batetela ? Lapière résolut de rentrer à Mukabua et de se porter de là avec tout son détachement vers la Mission Saint-Joseph.

Une marche de nuit le conduisit à la rivière Lutshiatshia. Après avoir hésité longtemps, il envoya le soir deux hommes à Mukabua pour en ramener le restant de ses soldats. A l'arrivée de ceux-ci le 6 au matin, la troupe refusa de lui obéir et les hommes le contraignirent à les suivre vers le sud puis l'abandonnèrent avec ses trois boys au passage d'une rivière. Il se dirigea alors vers la mission et y retrouva, le 6 au soir, Cassart et Lassaux. Le même jour, le Père De Clercq, aidé de Lassaux, avait enterré le cadavre du malheureux Pelzer, auquel quelques soldats rendirent les derniers honneurs.

Arrivée des secours.

Cependant, le billet que Lassaux avait envoyé à Michaux atteignit ce dernier le 6 au soir, à deux jours de marche de Luluabourg. Le commandant, malheureusement privé de Dufour qu'il avait envoyé en mission, se rendit compte du danger de la situation. Le lendemain matin, il envoya séparément au travail les Batetela et les autres soldats. Parmi ces derniers, se trouvaient heureusement des Haoussas. Rappelés au camp pendant l'absence des Batetela, ils furent mis au courant de la situation, s'emparèrent des armes des Batetela, et enchaînèrent ces derniers à leur retour du travail.

Ainsi tranquillisé en ce qui concernait la sécurité de son détachement, le commandant Michaux, qui avait rappelé Dufour, l'envoya d'urgence à Luluabourg avec quarante Haoussas et s'en fut à Lusambo afin d'y prendre, avec le commissaire de district Gillain, les mesures nécessaires pour la répression de la révolte.

Dufour arriva au poste le 9 juillet vers midi et en reprit possession avec Lapière et Cassart.

Campagnes contre les révoltés.

PREMIÈRE CAMPAGNE (1895).

Période de revers.

Les révoltés, renforcés de sympathisants et des hommes de Lapière, se portèrent vers Kabinda. Ils voulaient ainsi se rapprocher de Ngandu, leur pays d'origine, tout en évitant Lusambo. Dans ce poste, Michaux rassemblait des moyens pour se porter au-devant des mutins. Il y recevait des nouvelles tour à tour alarmantes et rassurantes. Soucieux de secourir la mission de Luluabourg où s'étaient réfugiés les survivants, Michaux décida de s'y rendre en premier lieu. Depuis l'arrivée de Dufour, des indigènes y avaient livré quelques escarmouches et assiégé la mission et le poste, mais sans succès.

Le commandant Michaux arriva le 19 à la station avec le sergent major Palate. Le même jour, le sous-lieutenant Konings y faisait son entrée, venant des Wissmann Falls [1]. Jusqu'au 31, ces troupes restèrent à Luluabourg pour y rétablir l'ordre en guerroyant contre ceux des indigènes de la région qui s'étaient

[1] En chemin, les Batetela de son détachement tentèrent une révolte mais, non soutenus par les autres soldats, ils durent s'enfuir et se réfugièrent chez Kalemba, chef de la région de Mukabua, hostile à l'État.

solidarisés avec les révoltés. Il eut peut-être mieux valu se diriger au plus tôt vers Kabinda, s'y joindre aux forces de la garnison et à celles de Ngandu et marcher contre les révoltés toutes forces réunies. Mais la sagesse de cette solution ne devint évidente qu'après coup et il faut pardonner à Michaux d'avoir voulu assainir la situation de Luluabourg avant de poursuivre les insurgés.

Ceux-ci s'étaient dirigés vers Kalala-Kafumba. Lors de leur passage, les indigènes profitèrent du désordre pour détruire et piller la mission de Mérode, accusant après coup les révoltés de ce méfait. En fait, ceux-ci avaient poursuivi leur route vers le poste militaire de Kayeye II, à proximité duquel ils établirent leur camp le soir du 18 juillet.

« Ce soir-là », écrit le Père Van Zandycke, « au camp de Kayeye, personne ne se doutait de ce qui allait se passer le lendemain. Ni blancs, ni noirs ne savaient la moindre nouvelle des événements tragiques qui s'étaient déroulés dans le poste de Luluabourg. Les premiers qui allaient savoir quelque chose étaient les soldats du poste de Kayeye. Dans la nuit noire, ils entendirent le roulement de tambours ; ils parlaient leur langue : eux seuls comprenaient et restaient à l'écoute. Que disaient-ils, les tambours ? Un grand Mukalenga, venant de Lusambo, était arrivé et allait faire son entrée au poste de Kayeye le lendemain. La-dessus les tambours se turent.

« Aussitôt, les soldats batetela communiquèrent la nouvelle aux blancs et aux soldats baluba. Au camp des révoltés, on se tenait coi dans l'attente du lendemain ; il fallait à tout prix éviter la bataille !

« Le lendemain, l'adjudant Dehaspe, à la tête du détachement, s'en alla à la rencontre du visiteur énigmatique. Sorti du poste, il remarqua au loin sur une monture, un homme habillé de blanc. Kandolo, en effet, le

sergent mutetela, chevauchant un bœuf, s'était travesti dans un accoutrement blanc pour donner le change à ceux qui l'apercevaient de loin. Mais voilà que les tambours recommencent à parler ! Ils disent tout autre chose maintenant. De nouveau, les Batetela étaient seuls à comprendre. Ils leur annonçait la désertion de la garnison de Luluabourg et les invitaient à se joindre à eux tout en rendant le blanc inoffensif. Un coup de feu retentit. L'adjudant reçut une balle dans le dos et tomba mort. Un caporal mutetela avait tiré. Là-dessus, tous les Batetela quittant les rangs, allèrent rejoindre les troupes de Luluabourg. Les Baluba et les Haoussas de la garnison de Kayeye, ne comprenant rien à toute l'affaire, rebroussaient chemin et allaient annoncer la nouvelle au lieutenant Böhler resté au poste. C'est en toute hâte que Böhler, avec les soldats qui lui étaient restés fidèles, pu s'échapper de Kayeye et prit la direction de Lusambo. Il y arriva sain et sauf avec ses hommes.

« Au sujet de l'ordre de rendre inoffensif l'adjudant Dehaspe, les témoins ne s'accordent pas. D'aucuns disent que Kandolo a donné ordre de le tuer » [1].

Après leur succès de Kayeye, les Baluba refusèrent de quitter leur territoire pour suivre les Batetela et s'installèrent dans le pays. Les Batetela, mécontents de cet abandon, ne leur avaient laissé que cinq à dix cartouches par homme. Les chefs Katombe et Lupungu, qui voyaient d'un mauvais œil l'installation de ces pillards dans la région, attaquèrent le camp des rebelles de deux côtés à la fois. A court de munitions, les mutins baluba furent massacrés par les assaillants. Leurs armes furent remises par les chefs vainqueurs au commandant Michaux lors du passage de sa colonne quelques jours plus tard.

[1] A. VAN ZANDYCKE, *op. cit.*, *Zaïre*, décembre 1950, IV-10, p. 1078.

A Kabinda, où se trouvaient, en plus de Bollen, Shaw et Froment, les agents de passage Nieveler et Borsut, la garnison comptait de nombreux frères de race des mutins de Luluabourg. Averti de leur arrivée possible par un courrier de Lusambo, Bollen fit désarmer et emprisonner par surprise les Batetela de son détachement.

Après cela, se conformant aux ordres de Lusambo, il voulut rejoindre la colonne du commandant Michaux. Mais le 5 août, il se heurta aux révoltés avec Shaw, Froment, cinquante soldats et quelques auxiliaires fournis par Lupungu et Pania Mutombo. Averti par ses éclaireurs, il prépara une embuscade ; en front, dissimulés dans les herbes, il disposa ses soldats réguliers, tandis que les auxiliaires se plaçaient de chaque côté du sentier. Le 5 août, les Batetela, mal gardés, tombèrent dans le piège et les premières salves des soldats produisirent un flottement dans leurs rangs. L'appel de leur clairon les ramena toutefois au combat. La supériorité du nombre joua alors en leur faveur, surtout lorsque les auxiliaires de Lupungu et Pania Mutombo s'enfuirent sans demander leur reste. La panique est contagieuse... les hommes de Bollen, entraînés par cet exemple, abandonnèrent leur chef. Il tomba entre les mains des mutins, qui le tuèrent après l'avoir odieusement martyrisé. Plus heureux, Shaw et Froment parvinrent à échapper aux recherches et à sauver leur vie. Kandolo, chef des mutins, fut blessé au début du combat et mourut quelques jours plus tard.

Lorsque Michaux, venant de Kalala-Kafumba, arriva à Kabinda le 16 août 1895, la station était pillée et rasée. Immédiatement après le combat de Kayeye, les révoltés s'étaient précipités vers le poste, qui fut emporté par eux sans que les occupants, avant de fuir, aient détruit les importants dépôts de vivres, étoffes et munitions qui s'y trouvaient entreposés en

attendant leur envoi au Katanga. 50.000 cartouches tombèrent ainsi entre les mains des mutins. Quant aux occupants du poste, si Borsut réussit à rejoindre Ngandu, Nieveler disparut sans laisser de traces... Beaucoup d'indigènes de la région, voyant les rebelles victorieux des forces de l'État dès leur première rencontre, s'allièrent aux mutins. Un second succès confirma bientôt la valeur de cette troupe.

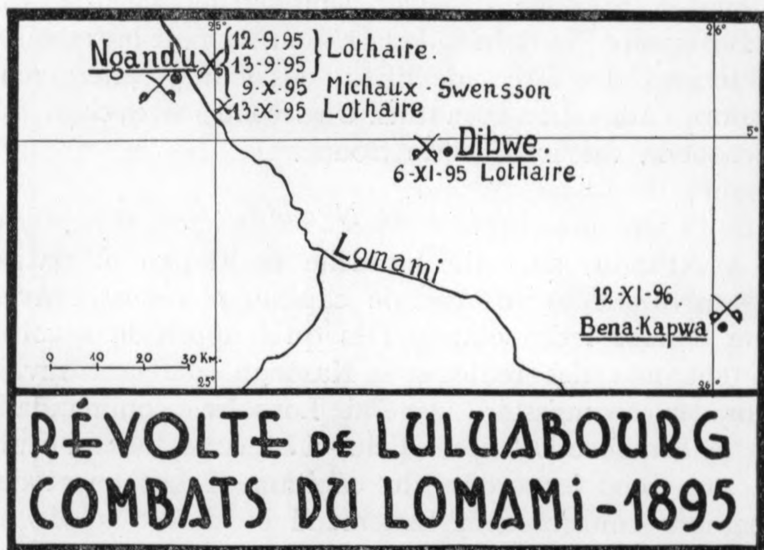
Combat de Ngandu.

A Ngandu, ancienne citadelle de Gongo et patrie des révoltés, se trouvait le capitaine Augustin avec une douzaine de soldats. Dès qu'il apprit la révolte, il demanda des renforts à Kasongo, où se trouvait alors le commissaire général Lothaire, commandant de la Province Orientale. Celui-ci lui envoya deux cents recrues sous les ordres du capitaine Francken et des sergents Langerock et Lallemand.

Le 18 août, huit cents révoltés se présentèrent devant Ngandu et balayèrent rapidement l'avant-poste des sous-officiers Desaegher et Lallemand. Le dispositif général adopté par Augustin était mauvais et, dès le début de l'action, les soldats de Francken, ramassis de fuyards récupérés et de recrues insuffisamment instruites, s'empressèrent de déguerpir, abandonnant les blancs avec une douzaine de soldats de la garde d'Augustin. Héroïquement, ce dernier fit face à l'ennemi et fut massacré sur place, non sans avoir fait payer très cher ce sacrifice... Augustin, Francken et Langerock furent tués ; Lallemand et Desaegher, abandonnés par leurs hommes, restèrent cachés pendant des heures dans les marais avant de pouvoir s'échapper.

Au reçu de ces nouvelles, Michaux, pour éviter un massacre de plus, décida d'abandonner la poursuite ; il avait devant lui plus de six cents fusils perfectionnés renforcés de plusieurs centaines de fusils à piston et

ne pouvait leur opposer qu'une force nettement inférieure. Il rentra donc à Lusambo pour y rassembler des renforts.



Le 5 septembre, sous le commandement de Gillain, la troupe de Michaux renforcée par deux cent cinquante soldats aux ordres des lieutenants Swensson et de Besche, quittait Lusambo à destination de Ngandu.

Première expédition Lothaire.

A Kasongo, Lothaire s'était efforcé, lui aussi, de mettre sur pied une troupe susceptible de battre les révoltés. Dans cette province récemment conquise, beaucoup de tribus se feraient un plaisir de seconder les révoltés si des événements favorables les amenaient vers Nyangwe et Kasongo.

Dans ce dernier poste se trouvait un camp d'instruction commandé par Doorme et abritant six à sept cents recrues. Malgré la présence parmi elles de nombreux Batetela, il n'y eut pas d'incident, grâce sans

doute au prestige de Doorme et à son énergie. Cependant par mesure de prudence, deux cents Batetela furent envoyés à Stanleyville pour y achever leur instruction.

Avec cent soixante-sept soldats choisis, Lothaire marcha vers Ngandu avec le lieutenant Sandrart et le sergent Decorte, espérant arriver à temps pour secourir Augustin. Avant d'y parvenir, il apprit, de la bouche du sous-officier Desaegher, les revers des troupes de l'État.

Le 12 septembre, près des rives du Lomami, il engagea un combat de six heures contre les mutins. Blessé à la jambe au début de l'action, il se fit porter en hamac pour diriger les opérations. Le soir, il restait maître du champ de bataille et récupérait quelques Albini mais il n'avait pas réussi à s'emparer du camp ennemi. Le lendemain à l'aube, le lieutenant Sandrart essaya de s'en rendre maître par surprise. Il fut lui-même surpris et mortellement atteint d'une balle en pleine poitrine avant d'y parvenir. Ses hommes rebroussèrent chemin dès qu'ils le virent tomber...(1).

Encouragés par cette mort, les Batetela passèrent à leur tour à l'attaque. Ils furent repoussés... non sans avoir grièvement blessé le sergent Decorte, dernier blanc valide du détachement. Le malheureux mourut le 28 septembre à Kasongo des suites de cette blessure (2).

La mort dans l'âme, Lothaire ordonna le repli sur Lusuna, où il avait laissé Desaegher, et appela à lui tout ce qu'il put trouver de troupes pour mater les rebelles.

(1) Sandrart fut sans doute surpris parce que beaucoup de révoltés avaient conservé leur tenue et équipement de la Force Publique. Certains groupes arboraient même les drapeaux étoilés d'or.

(2) Signalons que les chefs arabisés Piani Senga et Saïd ben Abedi, lorsqu'ils apprirent le désastre de Ngandu, vinrent se mettre à la disposition de Lothaire pour combattre les révoltés, magnifique exemple des résultats obtenus par la politique de ralliement des vaincus de la campagne arabe. Saïd ben Abedi mourut le 13 septembre en combattant les mutins avec le fusil Mauser qui lui avait été offert à Bruxelles lors de sa visite en compagnie de Dhanis, l'année précédente.

Avec les recrues du capitaine Doorme et les soldats récupérés dans tous les postes, il rassembla une force de sept cents hommes aux ordres des lieutenants Middagh, Spillaert, Hoffmann, des sergents Steeman et Desaegher et du brave Doorme, qui, malade, avait cependant sollicité l'honneur de combattre avec ses recrues. Lothaire se dirigea alors vers le Lomami pour y faire sa jonction avec les troupes que Gillain avait amenées de Lusambo.

Seconde expédition Michaux.

Au Lomami, Gillain avait atteint Ngandu le 17 septembre et, d'une rive à l'autre, les deux camps s'observèrent pendant quelques jours. Malade, le commissaire de district remit son commandement à Michaux et rentra à Lusambo.

Le 8 octobre, celui-ci franchit le Lomami. Le lendemain, pour l'attaque du camp batetela, il décida de séparer ses troupes en deux colonnes. Se réservant le commandement de la première, qui comprenait quatre sous-officiers et le canon Nordenfeldt, il confia la seconde à Swensson et de Besche. Avec deux cents soldats et le canon Krupp, ces derniers devaient suivre une route d'approche tout à fait différente. Pour assurer le synchronisme des deux attaques, il fut convenu que le premier détachement qui serait prêt tirerait un coup de canon et attendrait une réponse semblable du second pour passer à l'assaut.

Ces dispositions s'avérèrent désastreuses car Michaux fut prêt longtemps avant Swensson et attaqua trop tôt, sans attendre son appui. Toute la fougue du glorieux vainqueur de Chige ne suffit pas à ébranler les rangs des Batetela, soldats trop justement vantés par leurs anciens chefs... Avec de très lourdes pertes (quarante-deux tués et trente-huit blessés sur un effectif de cent trente hommes ! ! !) il dut se résigner à la retraite,

retraite qui se transforma bientôt en panique désastreuse.

Le sergent-major Palate commandait l'arrière-garde, que le feu de l'ennemi avait réduite à trois hommes. Pour protéger la fuite des débris du détachement Michaux, il fit courageusement face aux poursuivants sous une grèle de balles. Le poignet fracassé, il lâcha son fusil, s'affaissa et fut sauvagement achevé par les révoltés.

Quelques instants plus tard, la colonne Swensson arrivait sur les lieux : plus heureux que son chef, le suédois avait réussi à mettre en déroute les mutins, à s'emparer de leur camp et y récupérer tout ce que la première colonne avait abandonné dans sa fuite, y compris le canon. La situation était rétablie et la victoire restait entre les mains des troupes régulières, mais à quel prix ! ! ! Battus, les révoltés n'étaient toujours pas hors d'état de nuire.

Seconde expédition Lothaire.

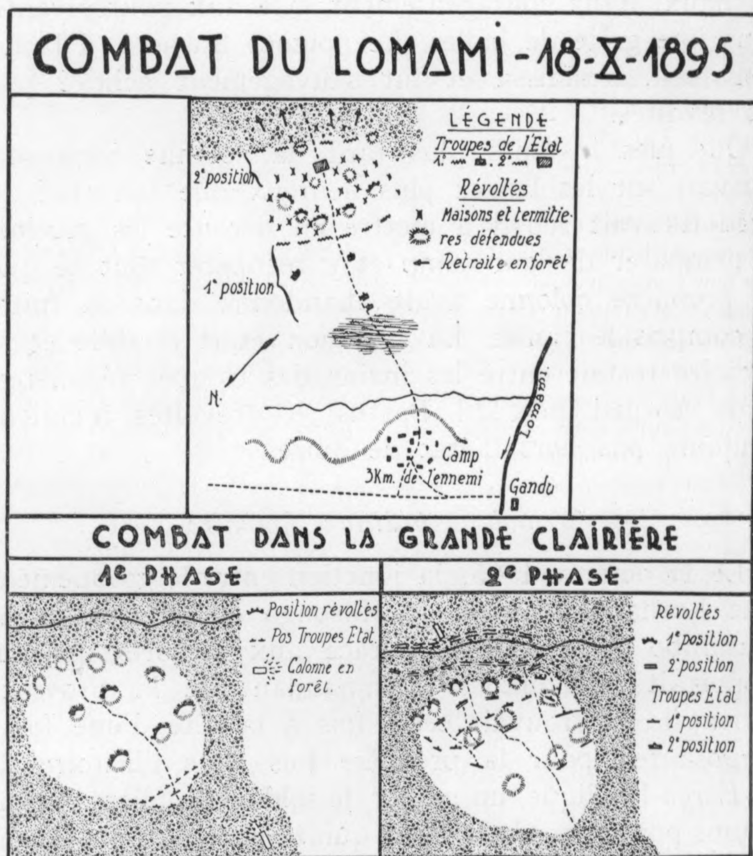
Le 17 octobre 1895, la jonction entre le groupement que Lothaire amenait de Kasongo et les troupes de Lusambo était réalisée. Grâce aux renforts que lui apportait Michaux, le commandant de la Province Orientale se trouvait cette fois à la tête d'une force imposante : pour la première fois dans l'histoire de la Force Publique, un millier de soldats réguliers étaient réunis pour livrer bataille et quinze blancs en assuraient le commandement. Il est vrai que les adversaires étaient nombreux, aussi bien armés que les réguliers et renforcés de nombreux indigènes du Malela et de l'Imbadi.

Combat du Lomami.

Le 18, laissant deux cents hommes à la garde de son camp, Lothaire emmenait huit cents soldats et

douze officiers et sous-officiers à l'attaque du camp batetela.

« Le camp des révoltés était adossé à la forêt ; ils ne croyaient pas que nous pourrions les y suivre », raconte Lothaire dans son rapport au Gouverneur Général (1).



« Le combat commença à huit heures du matin ; nous fîmes l'assaut des défenses qu'ils avaient accumulées dans les bois et les clairières sur le chemin qui conduit à travers la forêt jusqu'au village où ils avaient caché leurs femmes et leur butin. A deux heures, nous avions forcé tous les obstacles ; les révoltés étaient dispersés dans la forêt et le butin fait à Luluabourg, Kabinda, Ngandu tombait entre nos mains. C'est un des plus importants combats qui aient été livrés par l'État du Congo.

(1) Rapport cité par Léo LEJEUNE, Lothaire, p. 114.

« Les troupes de l'État étaient fortes de huit cents Albinis, celles des révoltés de six cents et de trois cents à quatre cents fusils à piston. Les révoltés ont dû faire sur leur route un pillage énorme de munitions. Après le combat, des prisonniers avaient encore des boîtes de cartouches non ouvertes. Des hommes qui s'étaient dispersés dans la forêt portaient encore sur eux de quatre-vingts à cent cartouches.

« Tous les agents qui m'accompagnaient se sont très bien comportés pendant le combat ; je fais une mention spéciale pour le capitaine Doorme sans qui je n'aurais pu emporter la position.

« Doorme commandait l'avant-garde sur qui portait tout l'effort de l'ennemi, les autres troupes ne servant qu'à empêcher un mouvement tournant. J'ai d'ailleurs dû, tout en laissant le commandement au capitaine Doorme, faire renouveler plusieurs fois les troupes d'avant-garde épuisées.

« Les Batetela, en déroute complète, se dirigèrent vers le sud, à travers la forêt qui borde la rive droite du Lomami. Un événement malheureux vint leur rendre quelque courage et les engagea à se réunir aux révoltés du Malela et de l'Imbadi pour tenter une fois de plus la fortune d'un combat.

« Une colonne de quatre blancs qui voulaient nous rejoindre : MM. Collet, Delava, Cassieman, Heyse, cinquante soldats réguliers, plus de six cents fusils à piston, fut surprise ; les révoltés et les indigènes, cachés dans les hautes herbes qui bordent le chemin, les fusillèrent à bout portant ; les quatre malheureux agents furent tués et leur caravane pillée ; les soldats réguliers et irréguliers échappés au massacre purent rejoindre Lusuna où ils ont été ralliés et ramenés par le lieutenant Henry, descendu de l'Ituri. Cet officier, son terme de service était pourtant expiré, est accouru au Maniema dès qu'il apprit la révolte de Luluabourg » (1).

Combat de Dibwe (6 novembre 1895).

La colonne Lothaire remonta le long du Lomami à la recherche des fuyards et de leurs alliés. A Goy-Muchoffa, on apprit que l'ennemi s'était installé au village du chef Dibwe. Quatre cents fusils perfectionnés, huit cents fusils à piston et plus de trois mille archers défendaient des mamelons boisés bien choisis.

Des indigènes s'offrirent comme guides ; convaincus qu'ils étaient en réalité des traîtres chargés de l'attirer

(1) C'est en rejoignant le camp de Lothaire que le lieutenant Henry eut la désagréable surprise de trouver sur sa route les têtes des quatre malheureux blancs massacrés par les mutins. Malgré ce sinistre avertissement, il réussit à convaincre sa troupe de continuer vers Ngandu. Inutile de dire qu'il renforça encore ses mesures de sûreté pendant la marche !

dans un guet-apens le commandant accepta cependant leur aide... jusqu'au moment où le terrain devint propice aux embuscades. A ce moment, les guides bénévoles furent amarrés et la colonne changea délibérément sa route, dans l'espoir de surprendre elle-même l'ennemi à l'affût.

Elle n'y réussit pas mais constata qu'elle avait en effet échappé à une souricière tendue le long de l'itinéraire où avaient voulu l'entraîner les guides.

Devant la position occupée par les révoltés, l'allure du terrain était favorable à un mouvement tournant : Swensson le réussit brillamment sans donner l'éveil à l'ennemi qui, impatient de combattre, quitta sa position dominante et s'approcha assez près des lignes des réguliers pour leur tenir de grands discours les encourageant à la révolte et leur promettant monts et merveilles s'ils livraient leurs chefs européens.

Cette manœuvre échoua... Elle fut d'ailleurs interrompue par les premiers coups de feu des hommes de Swensson qui, arrivés derrière la droite ennemie, donnaient ainsi le signal de l'attaque générale.

Celle-ci progressa d'abord lentement, pendant que le sous-officier Lallemand amorçait un second mouvement enveloppant. Au centre, un léger fléchissement se produisit lorsque le lieutenant Spillaert fut jeté à terre par une balle à la tête... Sa blessure n'était heureusement que superficielle et, courageusement, il se releva et ramena ses hommes au combat, soutenu par Michaux et la réserve.

Bientôt, la menace d'encerclement obligea l'ennemi à la retraite. Comme toujours, cette retraite dégénéra vite en fuite désordonnée. La poursuite des fuyards ne donna aucun résultat, les mutins s'étant dispersés dans la forêt...

Cette campagne terminée, chacun rentra chez soi ; Lothaire et Doorme à Kasongo, Michaux à Lusambo

et Henry en Europe pour y prendre un congé bien mérité.

Pendant tout un temps, on n'entendit plus parler des révoltés et on crut être définitivement débarrassé de ce fléau. Quelques mois plus tard cependant, Michaux, qui avait repris le commandement du district après le départ de Gillain, apprenait qu'ils s'étaient rassemblés dans la région de Kasongo-Niemba.

Deuxième campagne (1896-1897).

Le 1er août 1896, le commandant Michaux reçut ordre de se rendre, avec les soldats baluba et batetela de Lusambo, auprès du Vice-Gouverneur Général baron Dhanis à Stanleyville, pour y coopérer à la grande expédition vers le Nil.

Au passage à Nyangwe, où il se reposait avec ses cent quinze soldats, il apprit que les mutins de Luluabourg, unis aux hommes des chefs Kabongo, Dibwe et Kolomoni, se dirigeaient à nouveau vers Ngandu. Tous les postes furent immédiatement alertés et Michaux reçut du Gouverneur Général Wahis, le 26 octobre 1896, le commandement des opérations contre les révoltés.

Aux cinq cents mutins renforcés de quatre à cinq mille auxiliaires, Michaux pouvait opposer :

— à Kolomoni : Swensson avec cent soldats et huit cents auxiliaires,

— en marche de Nyangwe vers Kolomoni : les lieutenants Gervais, Burke et Windey avec cent trente hommes,

— à Kasongo : ses cent quinze soldats et les cent trente hommes des lieutenants Bastien, Spillaert et Bollen (1),

(1) Il s'agit du sous-lieutenant Laurent Bollen, sans lien de parenté avec le lieutenant Jean Bollen, tué au combat de Kayeye I, le 5 août 1895.

— venant de Lusambo, cent cinquante hommes aux ordres de de Besche et de Cock.

Le 5 novembre, toutes ces forces, sauf celles de Lusambo, étaient concentrées à Kolomoni. Les auxiliaires partirent en reconnaissance à la recherche de renseignements et localisèrent l'ennemi. Le 8, Michaux ordonna la marche en avant. Lui-même, dans son livre de souvenirs [1], s'est longuement étendu sur les mesures sévères prises pour assurer la sécurité de sa colonne, tant en marche qu'au campement.

« ...Mes troupes étaient divisées en six compagnies à trois pelotons. Chaque compagnie était numérotée de 1 à 5 ; la 6e, directement sous mes ordres et composée d'anciens soldats qui avaient fait leurs preuves, formait en quelque sorte ma réserve générale.

« Lorsque nous étions en marche, j'avais toujours avec moi cent à cent cinquante auxiliaires indigènes, armés de fusils à piston et qui, commandés par quelques chefs jeunes et ambitieux, ne demandaient pas mieux que d'avoir l'occasion de se distinguer.

« Sauf la solde qu'ils ne recevaient évidemment pas, ils étaient, au point de vue des vivres, traités sur le même pied que nos soldats. Ils me servaient en quelque sorte de cavalerie d'exploration et, tous les jours, ils étaient envoyés en avant de la colonne et devaient battre l'estrade en avant et sur les flancs.

« Venait ensuite la compagnie qui était chargée de l'avant-garde.

« Cette compagnie se trouvait toujours de 500 à 1.000 mètres en avant du gros, suivant la nature du terrain.

« La compagnie qui avait été à l'avant-garde aujourd'hui passait à l'arrière-garde demain, et ainsi de suite, chacune d'elles arrivant donc tous les cinq jours à être d'avant-garde.

« La compagnie qui se trouvait à l'arrière-garde avait un peloton en tête des bagages et un peloton en queue.

« Les hommes du troisième peloton étant intercalés parmi les porteurs, chacun avait à surveiller, aider ou défendre deux ou trois de ceux-ci, dont ils étaient responsables.

« Je marchais en tête du gros avec la compagnie que j'appellerai de vétérans qui, elle, ne me quittait jamais.

« Le peloton canon 4,7 marchait immédiatement derrière cette compagnie.

« En cas d'attaque, je me trouvais à même de transmettre mes ordres rapidement à toute la colonne.

[1] Commandant O. MICHAUX. Au Congo. Carnet de campagne, p. 386.

« Deux autres précautions avaient aussi été prises.

« Chaque fois que l'on se mettait en marche, les hommes étaient comptés « par quatre ».

« Les bois, dans ces pays-là, étant immenses, il est impossible de les fouiller complètement. Aussi, en temps de guerre, leur passage est-il toujours dangereux ; une surprise est toujours à craindre.

« Dans ce cas et sans commandement, les numéros 1 et 3 devaient faire un « à droite » et les numéros 2 et 4 un « à gauche » ; de cette façon, aucun secteur n'était privé de feu.

« En cas de surprise, le commandant de l'arrière-garde devenait en quelque sorte indépendant.

« Il avait l'ordre de choisir rapidement l'endroit qui lui paraissait le plus propre à la défense, et les porteurs, pressés par les soldats, devaient venir le plus vite possible se former en cercle autour de lui ; les caisses et les ballots étaient, au fur et à mesure de l'arrivée des porteurs mis en cercle et l'un au-dessus de l'autre de façon à former un abri, derrière lequel les soldats de l'escorte prenaient position, tandis que tous les porteurs recevaient l'ordre de se coucher, afin d'empêcher tout désordre.

« En arrivant à l'endroit que j'avais désigné pour le camp, mon premier-sergent aidé de quatre caporaux, toujours les mêmes, plantait rapidement quatre drapeaux formant les quatre coins du camp.

« Chaque compagnie, en arrivant, savait alors exactement l'endroit qu'elle devait occuper.

« La compagnie qui avait formé l'avant-garde était à cheval sur la route ; la compagnie qui la suivait et qui, par conséquent, devait prendre la garde, se mettait immédiatement derrière elle ; le numéro 3 faisait face à droite ; le numéro 4, face à gauche ; le numéro 5 face en arrière ; la compagnie des vétérans se formait en cercle autour de ma tente et des bagages et fournissait tous les jours la garde qui devait veiller sur ceux-ci. Ils étaient en plus chargés de couper du bois pour mettre en dessous des bagages, afin que ceux-ci ne reposassent pas sur la terre, de les recouvrir d'herbes mouillées afin de les préserver du feu, de les arranger toujours dans le même ordre au fur et à mesure qu'ils arrivaient, enfin de dresser ma tente et de faire le kilombe où les blancs prenaient leurs repas. En revanche, ils étaient exempts de garde à l'extérieur du camp.

« La garde de celui-ci était confiée à la compagnie qui se trouvait au deuxième rang et à cheval sur la route et qui, par conséquent, le lendemain matin, devait faire l'avant-garde.

« Un peloton était affecté à cet effet. Les deux autres pelotons étaient considérés comme étant de piquet ; des hommes armés devaient, lorsqu'on se trouvait dans une zone dangereuse en pays ennemi, accompagner les femmes ou les porteurs, qui se rendaient soit à l'eau, soit aux champs de manioc ou de patates.

« Aussitôt que les cases des hommes étaient construites et qu'ils avaient eu le temps de prendre un peu de repos, le camp était mis en état de défense

« Chaque compagnie, excepté bien entendu le numéro 2, devait, au moyen de ses machettes, déblayer le champ de tir d'environ cent mètres. Tous les branchages abattus étaient amenés à environ dix mètres de la lisière du camp puis enchevêtrés, le gros bout des branches du côté du camp, le petit bout du côté de l'ennemi. Cela fait, les hommes, au moyen de la pioche indigène dont chacun était muni, creusaient une tranchée-abri, rejetant les terres sur le gros bout des branches.

« Une seule entrée était laissée au camp, et celle-ci défendue en avant par un redent, où se tenait un piquet.

« Tout étranger, avant d'être introduit au camp, devait être interrogé par le chef de piquet.

« En cas d'attaque pendant la nuit, la compagnie attaquée se défendait derrière ses retranchements avec son effectif au complet et était bientôt renforcée du peloton de piquet qui n'était pas de garde à la porte d'entrée.

« Les trois autres compagnies envoyaient leurs pelotons un et deux dans leurs tranchées-abris respectifs, tandis que leur peloton numéro 3 venait rapidement se former auprès de ma tente.

« En comptant les trois autres pelotons de vétérans, il se faisait donc que, mon camp parfaitement gardé, j'avais encore six pelotons susceptibles d'être dirigés successivement ou simultanément sur l'endroit qui me semblait le plus menacé.

« Quant au peloton qui se trouvait de garde aux avant-postes, il se repliait aussitôt que l'attaque s'était dessinée comme sérieuse.

« Celle-ci terminée, chaque sentinelle, qui était toujours double, devait rejoindre son poste.

« Celles-ci étaient placées la première fois par un officier accompagné du sergent de garde. Tous deux devaient faire une ou plusieurs rondes pendant la nuit.

« Les sentinelles étaient toujours cachées, soit derrière des buissons, soit derrière un arbre.

« Tout homme surpris endormi pendant sa faction était impitoyablement dégradé le lendemain matin de son rang de soldat et devait servir, le restant de la campagne, comme porteur.

« Une couple d'exemples suffirent ; plus jamais dans la suite aucune sentinelle ne fut prise en défaut. »

Combat de Bena-Kapwa.

Le 11 novembre, les troupes campèrent à Bena-Kapwa. Le 12 à trois heures du matin, des coups de feu éveillèrent le camp endormi. Grâce aux judicieuses dispositions adoptées, les unités prirent sans désordre les emplacements prévus.

L'attaque était furieuse, mais les défenseurs l'accueil-

lirent calmement par le feu. Au moment où l'ennemi semblait fléchir, Swensson se précipita à la contre-attaque... mais fut pris à revers par les assaillants, qui profitèrent de son mouvement pour s'infiltrer dans le camp. L'intervention des hommes de Bollen rétablit heureusement la situation. L'ennemi, découragé, battit en retraite... et tomba dans le camp des auxiliaires aux ordres d'Albert Frees et de Mohamedi, arrivés sur les lieux de combat pendant la nuit. Désemparés par cette désagréable surprise, les révoltés se dispersèrent alors dans toutes les directions.

Poursuivis pendant toute la journée du 13, ils perdirent dans la bagarre deux de leurs chefs et de nombreux tués. A l'endroit où la lutte avait été la plus chaude, quatre-vingt-dix morts furent relevés sur un espace d'un hectare.

Le 13, arriva le détachement de Lusambo. Michaux éprouvait de grandes difficultés à nourrir tout ce monde dans un pays dévasté par les révoltés. La maladie faisait le vide dans les rangs des blancs et des noirs et les effectifs fondaient de jour en jour. La colonne continua malgré tout sa progression, espérant anéantir définitivement les mutins.

Combat de Goie-Kabamba.

Des reconnaissances furent envoyées dans plusieurs directions dans le but de rétablir le contact avec les fuyards. Le 18 janvier, à Kasongo, Michaux reçut un message de Burke ; il avait retrouvé les révoltés et engagé le combat contre une forte patrouille ennemie. Michaux rappela aussitôt les autres détachements et marcha au combat. Hélas ! Trop confiant dans son premier succès, Burke s'attaqua aux Batetela sans attendre le gros des forces. Par une imprudence inconcevable, il s'avança vers l'ennemi sans se garder, à la tête de ses cent vingt soldats. Le 18, dans l'après-

midi, il tomba dans une embuscade et fut tué avant d'avoir eu le temps de donner un ordre. Cette mort démoralisa ses soldats qui s'enfuirent sans combattre. Résultat : vingt-sept tués et huit disparus...

C'est en vain que les recherches continuèrent : les révoltés s'étaient une fois de plus dispersés et la seconde phase de la campagne de répression était terminée. Cette fois, on crut le calme définitivement revenu et il semblait que l'État allait enfin retrouver la tranquillité... Quelques jours plus tard, le 14 février 1897, éclatait, à douze cents kilomètres de là, une rébellion qui allait coûter plus cher encore à la Force Publique. Avant d'entamer le récit de cette mutinerie, voyons ce que devinrent les révoltés de Luluabourg.

Dernières expéditions (1901-1907).

Quinze officiers et sous-officiers avaient déjà été massacrés par les révoltés ou tués dans des combats livrés contre eux [1]. De nombreux soldats de toutes races avaient, eux aussi, payé de leur vie, la fidélité à l'État. Périodiquement, jusqu'en 1907, de nouvelles expéditions durent être mises sur pied pour combattre des rassemblements de mutins unis à des indigènes.

Ravitaillés par leurs rapines, recevant des armes et des munitions par l'intermédiaire de contrebandiers angolais qu'ils payaient en esclaves [2], ils donnèrent du fil à retordre aux autorités de la région pendant de longues années.

Expédition Malfeyt — (1901).

En 1901, les révoltés, réunis dans la région du lac

(1) Voir liste en annexe 20.

(2) Un Albini se payait par 8 à 10 esclaves, un fusil à piston, par 1 à 4, un Mauser par 12 à 30, un revolver par 2 à 5. (Janssens et Cateaux, Les Belges au Congo, t. II, p. 796).

Kisale, se montrèrent à nouveau menaçant et ravagèrent la région qu'ils occupaient. L'inspecteur d'État Malfeyt, chargé de les réduire, organisa minutieusement les forces mises à sa disposition et, en juillet, une série de colonnes quittaient les emplacements suivants :

A Buli, quatre cents hommes sous les ordres directs du commandant Malfeyt.

A Ankoro, cent cinquante hommes aux ordres du commandant Sannaes.

A Lukafu, deux cents hommes commandés par le capitaine Van den Broeck.

A Kilwa, le commis Liot avec cinquante hommes.

A Mpweto, cinquante soldats aux ordres du lieutenant Bouvier.

Sur le plateau de l'Utembo : cent hommes commandés par le lieutenant Saroléa.

Le 21 juillet, Malfeyt et Sannaes occupèrent Kikondja ; les révoltés reculaient sans combattre. Le 4 août cependant, ils firent face à Muvumbi. Battus, ils s'enfuirent vers Kilemba. Poursuivis et rejoints le 27 août à Makikwanga, ils furent une fois de plus mis en fuite avec de lourdes pertes, malgré une défense courageuse et habile dans un boma fortement organisé, à la manière arabe.

Les révoltés y perdirent deux de leurs chefs et abandonnèrent de nombreux fusils perfectionnés, des revolvers et plus de cinq cents fusils à piston. Les forces de l'État s'en tiraient avec des pertes négligeables : deux tués et quelques blessés.

L'ennemi dispersé, Malfeyt s'efforça de ramener la paix dans cette région troublée. Sachant que c'était souvent contraints et forcés que chefs et sujets indigènes de la région s'étaient alliés aux troupes rebelles, il prit de larges mesures d'amnistie, qui ramenèrent pacifiquement sous la tutelle de l'État une importante fraction de forces hier encore hostiles.

Pour combattre la contrebande le long de la frontière portugaise, il créa un poste aux environs de Dilolo et y attacha cent cinquante hommes. Un autre détachement fut envoyé par lui à Kanda-Kanda pour surveiller la frontière ouest. A Kikondja, ancienne citadelle des révoltés, avaient été installés dès le mois d'août le lieutenant Hendrickx et le sous-officier De Clerck avec une compagnie de cent cinquante soldats.

Expédition Hendrickx (1901-1902).

Ces faibles moyens, éparpillés sur un territoire grand comme plusieurs fois la Belgique, étaient incapables d'empêcher le regroupement des forces dispersées, qui se rapprochèrent petit à petit du lac Kisale. Renseigné sur leurs mouvements, Hendrickx quitta Kikondja le 8 août 1901 et marcha vers les révoltés. Après trois jours de marche, il atteignit à Tshantobo le camp des Batetela... que ceux-ci venaient de quitter.

Une patrouille réussit à rétablir le contact et bientôt la bataille s'engagea. Un mouvement tournant de De Clerck fut couronné de succès et l'ennemi fut obligé de fuir en abandonnant quarante tués et septante-deux fusils.

La poursuite ne donna aucun résultat : aidés par des métis portugais, marchands d'esclaves, l'ennemi s'était dispersé pour échapper aux réguliers.

Peu de temps après, en mars 1902, averti d'un retour offensif des révoltés, Hendrickx, grâce à une marche de nuit, réussit à les surprendre près de Kinteke. Sérieusement étrillés, ils disparurent en laissant aux mains du vainqueur plus de cent esclaves et cinquante fusils perfectionnés.

En septembre 1902, le lieutenant dut recommencer la lutte. Cette fois, il fut lui-même attaqué pendant une marche de nuit ; bien drillés, ses soldats repous-

sèrent l'assaillant par le feu. Poursuivant sa marche jusqu'au Lubilash supérieur, Hendrickx y brûla les camps abandonnés par l'ennemi en fuite et lui livra quelques escarmouches. Un poste fut établi au lac Kinda et, de là, une nouvelle expédition s'en fut raser d'autres repaires de rebelles.

Expédition Deffense (1904).

En 1904, le commandant Deffense, du corps de police du Katanga, apprit que les révoltés mettaient en coupe réglée le pays situé à l'ouest du Lubudi. A la tête de ses cent soixante soldats, il tomba par surprise sur le camp des Batetela le 11 novembre 1904 et les dispersa après un combat acharné.

Après avoir repoussé quelques contre-attaques des mutins, Deffense, pour éviter leur retour dans la région, y créa un poste sur les bords de la Lupweji.

Expédition Baillon (1906).

En 1906, Baillon, chef de poste à Lukafu, fut chargé de monter une expédition pour déloger les mutins installés à Kazembe. Il ne les y trouva plus et rentra à Lukafu sans avoir combattu.

Expédition De Clerck (1907).

Pour en finir avec les ravages causés par les débris des rebelles de Luluabourg et de leurs associés, une nouvelle grande expédition fut décidée, dont le commandement fut confié au lieutenant De Clerck, l'ancien adjoint d'Hendrickx, devenu chef de secteur dans le district du Lualaba-Kasai.

Il parvint à rassembler, en grappillant dans toutes les garnisons, une force de huit pelotons de cinquante hommes, commandés par sept Européens et un gradé noir.

A la tête de cette troupe, il affronta les révoltés unis au chef Kapepula, soit six cents fusils perfectionnés et plus de deux mille fusils à piston. Les mutins étaient installés dans trois camps construits aux sources de la Lubilash, dans les environs de Kimpuki. Un des camps était commandé par le chef Kapepula, les deux autres par les anciens caporaux batetela Yamba-Yamba et Kimpuki.

Du 22 juillet 1907 au 12 mai 1908, une brillante série de marches et de rencontres victorieuses diminua progressivement la force des révoltés. Successivement, le camp de Yamba-Yamba puis ceux de Kapepula et Kimpuki tombèrent entre les mains de De Clerck qui les fit occuper et fortifier par ses soldats. Il commença alors une série d'escarmouches où Kimpuki et Yamba-Yamba furent tués. Le 21 février, le chef Kapepula fit sa soumission. Le 12 mai, les derniers insurgés cessèrent le combat et remirent leurs armes au vainqueur.

Des milliers d'esclaves avaient été libérés et six cent quatre-vingt-dix fusils perfectionnés et trois cents fusils à piston furent recueillis pendant cette campagne menée avec vigueur et décision par De Clerck. Les mutins et les indigènes qui s'étaient alliés à eux furent dirigés vers Lusambo puis déportés à Lodja et Kabinda.

Conclusion.

Il avait fallu douze ans, une série impressionnante de campagnes et des sacrifices considérables en personnel et en matériel, pour débarrasser définitivement la région de ce danger perpétuellement renaissant.

Les opérations commencèrent par une période de revers dus à une sous-estimation des forces rebelles. Quelques fautes très lourdes furent alors commises : l'abandon de dépôts importants à Kabinda permit

aux mutins de dépenser leurs munitions sans compter au cours des premières rencontres. Une partie des pertes de la Force Publique fut due à l'absence de mesures de sécurité pendant la marche, négligence qui amena le massacre de la colonne Collet-Delava et plus tard celui du détachement Burke.

Après quelques défaites, des combats livrés avec des moyens puissants chassèrent les révoltés vers le sud. Là, unis aux indigènes de cette contrée jusqu'alors inoccupée par l'État, tirant parti de l'immensité du territoire et des possibilités de ravitaillement que la vente des esclaves leur procurait, ils défièrent l'autorité jusqu'au moment où celle-ci fut assez forte pour occuper efficacement toute la région.

Révolte de l'expédition Dhanis (1897).

Introduction.

But de l'expédition.

Nous avons déjà eu l'occasion de parler (1) des buts de l'expédition confiée, en 1895, par Léopold II au baron Dhanis. Au mois de novembre de cette année, le brillant officier, nommé Commandant Supérieur de la Province Orientale et des districts de l'Uele, s'embarquait une quatrième fois pour le Congo, chargé de conduire vers le Nil la plus importante expédition que l'État Indépendant ait jamais mise sur pied.

Moyens mis en œuvre.

Commandant en chef de l'ensemble des troupes chargées (en premier lieu) d'occuper l'Enclave de Lado, Dhanis s'efforça de mettre sur pied, comme il s'y était

(1) Voir chapitre IV.

engagé, une forte colonne militaire. Selon le colonel Liebrechts (1) « ...le baron Dhanis avait une telle foi en son prestige de vainqueur des Arabes, qu'il projetait d'enrôler sous son drapeau des milliers de Batetela indisciplinés, ayant pour toute éducation militaire celle acquise pendant qu'ils servaient d'auxiliaires aux Arabes. C'est en vain que j'attirai l'attention sur le danger d'armer ces gens, de placer entre leurs mains des armes perfectionnées et de composer une colonne qui serait encombrée de leurs femmes et de leurs enfants dont ils n'auraient pas voulu se séparer.

« Le Roi, tellement son désir d'occuper le Nil était ardent, tout en ne repoussant pas mes arguments, se prononça cependant en faveur de Dhanis, mû par l'idée que, si ce dernier n'avait qu'une faible chance de réussir, il fallait la tenter ».

D'autres personnes partageaient les craintes de Liebrechts, notamment Doorme, glorieux vétéran de la campagne arabe. Ce connaisseur d'hommes déclarait que les Batetela étaient « braves, mais difficiles à conduire » (2). De même, le capitaine Lange expliquait au docteur Meyers en 1896 pendant leur voyage vers le Haut (3) :

« Il ne faut pas perdre de vue que dans les régions où le baron Dhanis va s'engager, il n'existe aucun moyen de transport ni de communication ; à partir de Léopoldville, il n'y a plus ni chemin de fer, ni télégraphe. Un blanc qui s'aventure à l'intérieur du pays doit prendre avec lui tout le nécessaire pour son entretien personnel et celui de sa suite. Si la région dans laquelle il veut pénétrer est connue, il peut organiser son voyage ou son expédition d'après les renseignements qu'il possède sur ses ressources, sa richesse en vivres, l'hos-

(1) Ch. Liebrechts, Léopold II fondateur d'empire, p. 172.
(2) Dr. Meyers, Le Prix d'un Empire, p. 40.
(3) Dr. Meyers, *Ibid.*, p. 41.

tilité plus ou moins grande des indigènes ; mais s'il veut pénétrer dans une région inconnue, il ne peut compter que sur ses propres moyens et doit prévoir le pire. Une exploration ou une reconnaissance ne nécessite d'ordinaire qu'une caravane assez réduite, mais s'il s'agit d'une expédition guerrière, le personnel devient très nombreux ; en effet, le soldat noir n'est qu'un nomade qui voyage avec toute sa fortune, sa femme et ses boys, et il faut en outre, de nombreux porteurs pour les bagages des blancs, les vivres, les munitions, les marchandises d'échange. Il est vrai que les noirs peuvent trouver une partie de leur subsistance sur place, mais s'ils sont trop nombreux, les villages indigènes assez peu peuplés ne peuvent fournir des provisions suffisantes et il faut donc se munir encore de vivres de réserve pour les noirs, d'autant plus qu'on ne peut affamer les habitants des régions traversées et qu'il faut se concilier leurs bonnes grâces afin de maintenir les communications avec l'arrière...

« ...Pour une expédition sérieuse, il est nécessaire de prendre longtemps à l'avance les mesures indispensables, notamment en se faisant précéder d'auxiliaires pour reconnaître et jalonner les routes, établir des ponts de fortune, entrer en relations avec les indigènes, faire des plantations vivrières, constituer des gîtes d'étape, créer des réserves de chèvres et de poules, organiser des relais de porteurs, etc...

« ... D'après ce que raconte Doorme, tout cela n'a pas été fait ou seulement à demi, on n'a eu ni le personnel ni les ressources nécessaires. Il y a plus grave encore : beaucoup de soldats de l'expédition appartiennent à des races qui se sont montrées rebelles et qui ont été longtemps sous l'influence arabe... Tout cela ne me dit rien qui vaille. »

Quoi qu'il en soit, en 1896, des troupes de plus en plus nombreuses se rassemblaient à Stanleyville et

dans les camps des environs : La Romée, Basoko... Ces camps étaient surpeuplés et, dans les postes, les blancs trop nombreux se logeaient difficilement.

Trois bataillons de mille hommes devaient être commandés par les capitaines-commandants Mathieu, Julien et Doorme. Toutefois, ce dernier, en congé en Europe, ne rejoignit l'expédition qu'après la révolte. L'ensemble de ces trois bataillons formait une sorte d'avant-garde placée sous les ordres du capitaine-commandant Leroy, ancien secrétaire général du gouvernement local à Boma. Leroy était commandant en second de l'expédition et avait rang de commissaire général.

Les trois mille soldats comptaient de nombreux Batetela et Bakusu, surtout dans le premier bataillon. Ces anciens auxiliaires des bandes arabisées étaient des guerriers dans l'âme mais les trois mois d'instruction hâtive qu'ils reçurent ne suffirent pas à leur inculquer un solide esprit de discipline. D'autre part, ces hommes ne consentirent pas à abandonner leur mode habituel d'existence et entraînèrent avec eux des femmes et des boys en grand nombre. Cette façon d'agir compliqua le problème du ravitaillement et facilita l'indiscipline et le désordre.

Leurs chefs n'étaient pas contents ; Dhanis le premier, qui aurait voulu retarder le départ de l'expédition... Mais les ordres étaient catégoriques, et il fallait obéir à celui qui était impatient de voir aboutir ses rêves d'expansion vers le Nil (1).

Dhanis donna l'ordre de départ... sans enthousiasme s'il faut en croire ses confidences au docteur Meyers ; on ne lui a pas laissé le temps de préparer sa marche, ses ordres concernant la préparation du ravitaillement n'ont pas été exécutés et on lui a imposé le commis-

(1) La répression de la révolte de Luluabourg, immobilisant des contingents importants de troupes régulières, eut une influence néfaste sur le recrutement des forces que Dhanis devait mettre sur pied.

saire général Leroy comme commandant d'avant-garde alors qu'il avait promis ce commandement à Mathieu, vétéran de l'Ubangi-Bomu ;

Cependant, en mars 1896, alors qu'il se trouvait en expédition dans le bassin de la Gurba, Chaltin reçut l'ordre de préparer avec les troupes de l'Uele, une colonne qui ferait partie de l'expédition Dhanis. Cette colonne, partant de Dungu, devait servir de flanc-garde au gros des forces du Vice-Gouverneur. Le rassemblement général devait avoir lieu à Ndirfi (carte V/3).

Le 15 août 1896, l'extrême-pointe, sous les ordres du sous-officier Bricourt, quittait Stanleyville et se dirigeait par terre vers Avakubi. Les deux premiers bataillons, sous les ordres de Mathieu et Julien, prirent la même route pendant la première moitié de septembre.

Le 30 septembre, le commandant Leroy et son escorte s'embarquaient à Stanleyville sur un vapeur qui les conduisit à Yambuya par Basoko. De là, ils rejoignirent Avakubi par la voie de l'Aruwimi. Le commissaire général atteignit Mawambi le 15 novembre, Irumu le 8 décembre et se trouvait dans les environs de Kilo le 3 janvier 1897.

Le 16 octobre 1896, Dhanis quittait à son tour sa base de départ empruntant la même voie que son second. Il allait au-devant de la pire catastrophe qui se soit abattue sur l'État Indépendant...

Cependant, à Niangara, le 31 octobre, Chaltin recevait un courrier du Gouverneur Général lui enjoignant de rassembler ses troupes au plus tôt et de marcher immédiatement vers le Nil... *sans attendre l'arrivée au Kibali de la colonne partie des Falls.* Nous avons vu déjà comment il conduisit à la victoire les troupes de l'Uele.

Nouvelles fausses et vraies.

Avant de passer au récit de la révolte, rappelons ici un incident qui mérite d'être signalé, une coïncidence bizarre qui n'a jamais été expliquée. Pendant la deuxième quinzaine de janvier 1897, le journal « La Métropole » annonçait une nouvelle sensationnelle aussitôt reprise par d'autres :

Au Congo Belge,

Mort du Baron Dhanis.

« Massacre d'une expédition belge : 21 tués ».

Le 24 janvier, la « Belgique Coloniale » démentait cette nouvelle, avec, à l'appui, une lettre récente de Dhanis.

Le 31, un écho du même journal déclarait : « Certains journaux doutent encore de l'inexactitude de la nouvelle lancée sur le massacre de l'expédition Dhanis. Nous pouvons affirmer, encore une fois, que celle-ci a été fondée de toutes pièces et que son auteur est connu. »

Cette nouvelle était en effet fausse, mais quelques jours après sa parution, elle allait devenir très malheureusement vraie.

La même « Belgique Coloniale » dans son numéro du 9 mai 1897, publiait en effet le court avis suivant : « Le Vice-Gouverneur Général du Congo a télégraphié au gouvernement général que, d'après une lettre du baron Dhanis, datée de Kilo, le 4 mars, une colonne de soldats, commandée par le commandant Leroy, se serait révoltée au milieu de février à Ndirfi dans le district de l'Uele, et aurait tué ses chefs. Outre M. Leroy, MM. Verhellen, Spellier, Andrianne et De le Court faisaient partie de cette colonne. A cette douloureuse nouvelle s'ajoute celle de la mort du lieutenant

Mathieu ancien résident chez le sultan Bangassou (Mbomu). »

Que s'était-il passé ?

La révolte.

A partir de Mawambi, les différents détachements se dirigèrent vers Irumu et Kavali. De là, la colonne obliqua vers le nord, de façon à atteindre Ndirfi par Tamara (voir carte V/3). Cette longue marche fut des plus pénibles ; citons ici deux témoignages écrits pendant la progression par des membres de l'expédition.

« ...Jusqu'alors (Mont Pigash, près d'Irumu) nous avons marché continuellement dans la forêt, soit à peu près cent jours sans bien voir le jour ; forêt inextricable, fatigante, dangereuse sous tous les rapports, souvent privés d'eau et les hommes crevant de faim. Par contre le « Bocani », pays des herbes, nous donne des vivres en abondance, mais tous les indigènes quittent leurs villages à notre approche, et se sauvent sur les montagnes en criant, gesticulant et lançant des flèches ; ils en descendent la nuit, se couchent dans les herbes près des ruisseaux et tuent les femmes ou les soldats solitaires qui vont à l'eau ; ils nous en ont tué pas mal déjà » [1].

Journal de route d'un participant [2]

1896 — 11 novembre : Canot parti à la dérive : plus de vivres pour blancs (7) et encore moins pour soldats (450) et porteurs (90).

12 novembre : Le détachement n'a rien à manger.

15 novembre : Sont à Mawambi, le commandant Julien, le lieutenant Van Lint, atteints de dysenterie, le lieutenant Glorie (dysenterie) le docteur Vedy (hématurie), le commandant Croneborg, le lieutenant Sannaes, le lieutenant De le Court, le lieutenant von Friesendorff, Tagon, Closet.

(1) Lettre du sous-officier Bricourt, datée de Tamara, le 6 janvier 1897 (cité par *Mouvement Géographique*, 18 juillet 1897, col. 340).

(2) Léo Lejeune, « Le Vieux Congo ».

27 novembre : On nous apprend la mort de Docquier.

28 novembre : Avons rencontré cinq cadavres et plusieurs soldats malades.

4 décembre : Conseil de guerre. Soldat Amadi condamné à mort pour avoir pendu son boy.

12 décembre : Pas de vivres. Tous nos soldats sont envoyés dans les environs à la recherche de vivres. Trouvé fort peu.

14 décembre : Pendant la nuit, fuite de nos porteurs. Battue par nos soldats qui prennent douze indigènes.

15 décembre : Soixante et un porteurs désertent, repris une trentaine. Fuite de nos gardiens de bétail pendant la nuit. Les sentinelles Mayani et Dabwa reçoivent cinquante coups de chicotte et doivent porter une charge.

16 décembre : Le soldat Mayani déserte avec armes et bagages en abandonnant sa charge. Dabwa tente de faire de même, mais est repris à temps. Fuite de notre bétail. Misère. Campement dans un village où nous sommes reçus à coups de flèches ; trois hommes légèrement blessés, quelques indigènes tués.

17 décembre : Les indigènes se sauvent après avoir tiré quelques flèches empoisonnées ; un soldat tué.

19 décembre : Les hommes n'ont pas mangé depuis deux jours. Route très mauvaise et très pénible. Orage. Plusieurs soldats à bout de forces. Plusieurs porteurs tombent et meurent de froid et de faim. Quel malheur ! Enfin, à 4 h 25, village. Beaucoup de charges et d'hommes ne rentrent que fort tard dans la nuit ; les soldats font preuve d'un courage inouï. Plusieurs de nos porteurs sont ramenés par eux, ils les portent. Le docteur Vedy, Closet, Tagon rentrent vers 7 h 45 exténués. Vers 2 h du matin, des porteurs rentrent encore au camp.

20 décembre : Tout le monde envoyé aux vivres. Le docteur Vedy, malade ainsi que Closet et De le Court. Ce dernier est arrivé ce matin à huit heures. A perdu six hommes en route. Les soldats rapportent six poules. A 1 h 1 /2, arrivée du commissaire général Leroy complètement à bout.

23 décembre : Vingt hommes sont morts de faim et de froid et quatre soldats abarambos sont accusés de vol de vivres pour blancs. Conseil de guerre. Condamnation à mort. Exécution devant la troupe réunie.

28 décembre : Les porteurs yakumus se sont enfuis pendant la nuit à cause de faim et de fatigue ; leur chef s'est donné un coup de couteau dans le ventre. Soldats et porteurs n'ont rien à manger.

29 décembre : Les porteurs n'en peuvent plus, rien à manger. Malheur ! Je crains une catastrophe pour la nuit prochaine. Rencontré plus de vingt cadavres couchés le long de la route... Cinq de nos porteurs morts aujourd'hui, une douzaine de charges restées en arrière... tout notre monde meurt de faim.

30 décembre : Porteurs sont mourants et dans l'impossibilité de faire un pas. Le commissaire général et le lieutenant Verhellen marchent en avant avec le strict nécessaire porté par les soldats. Ils pousseront le

plus loin possible à la recherche de vivres qui sauveront la vie des soldats et porteurs qui suivront comme ils pourront ; M. Tagon marchera avec les traînards et ramènera nos charges comme il pourra. Triste, très triste l'expédition du Nil. Nous avons dû abandonner Closet atteint de dysenterie. Il marche avec le docteur Vedy. De le Court est encore à Kilo, attendant nos secours ; quand sera-t-il délivré, lui ? Nous avons marché soixante-cinq kilomètres depuis que nous l'avons quitté. Et puis, quelle marche !!! Nous ne rencontrons que montagnes, crevasses profondes et marais. Tout cela n'est pas rose du tout.

1897. — 3 janvier : Marche lente à cause des montagnes. Un courrier nous apprend la terrible nouvelle que le commandant Mathieu s'est suicidé la nuit dernière en se tirant un coup de revolver dans la tempe droite. Cette nouvelle nous inquiète beaucoup.

4 janvier : Route aussi mauvaise qu'hier ; traversé plusieurs petits marais et une rivière assez large. Arrivé au camp de l'avant-garde occupé par les troupes de Mathieu. Il y fait très tranquille, le pavillon est en berne. Le commandant Mathieu est enterré depuis hier, sa tombe est presque faite : de grosses pierres et une croix ; Mathieu n'a pas laissé d'écrits.

6 janvier : Nous ne savons pas trop où nous sommes et aucun indigène qui pourrait nous servir de guide.

21 janvier : Route assez accidentée. Rencontré plusieurs villages abandonnés.

22 janvier : Bonne route, quelques villages, plantations de sésame, maïs, patates douces, quelques bananeraies, Aperçu quelques indigènes qui nous lancent des flèches. Un homme blessé.

24 janvier : Construction d'un pont de fortune de septante-cinq mètres.

25 janvier : Closet malade doit s'aliter.

26 janvier : Nous apprenons que De le Court, resté en arrière, est atteint de dysenterie. Une tête de pont est construite sur le Kibali.

29 janvier : Cortvriendt, malade, est descendu vers le bas.

31 janvier : Les villages sont toujours déserts. Remarqué depuis Kilo, presque tous les jours, d'immenses nuages de sauterelles.

1 février : Traversé suite de villages déserts.

3 février : Pluie durant une grande partie de la nuit.

4 février : Pluie durant toute la matinée.

5 février : Pluie à partir de 11 h 1 /2 et toute la nuit.

6 février : Pluie de 10 h à 2 h.

9 février : Closet atteint de dysenterie. Rencontré grand village barricadé et occupé par indigènes armés de flèches. Le commissaire général tâche de contourner le village et de le cerner. Les soldats font feu trop tôt. Impossible de faire cesser le feu. Les indigènes se sauvent, abandonnant quelques chèvres et quelques poules. Ils se sont réfugiés dans un bois à proximité ; l'escorte se met à leur poursuite, inutilement ; ils sont déjà loin. Capturé encore quelques chèvres.

10 février : Route bonne. Traversé d'immenses plantations de sorgho. Les villages sont toujours déserts.

13 février : Des hommes ont été envoyés en patrouille afin de faire quelques prisonniers ; ils sont rentrés, exténués de fatigue, avec un homme et vingt et une chèvres.En récompense ils reçoivent quatre petites chèvres. L'indigène fait prisonnier nous dit que les derviches sont venus faire des razzias dans le pays, mais il y a très longtemps (six à sept ans). Les indigènes se sauvent parce qu'ils nous prennent pour des derviches.

14 février : Quelques marais, pas de village, pas de vivres. Les auxiliaires de Kandolo ont pris la fuite la nuit passée. »

Ce journal [1] se passe de commentaires et montre de façon saisissante l'atmosphère qui entourait l'expédition.

Suicide du commandant Mathieu.

La région traversée l'était pour la première fois par une troupe aussi nombreuse. Seuls Stanley, Henry, Friart et Emin Pacha y étaient passés auparavant. Les Égyptiens avaient d'ailleurs laissé un mauvais souvenir chez les indigènes. Cette circonstance, jointe au souvenir des razzias mahdistes dont parle le journal cité plus haut, expliqua l'attitude hostile prise par les indigènes. Cependant, le ravitaillement de la colonne devait être assuré et il fallut employer la force pour s'emparer des vivres que leurs propriétaires refusaient de vendre. Ces moyens violents ne fournirent d'ailleurs à la troupe qu'un ravitaillement tout à fait insuffisant.

Au passage à Andemobe, le 1er bataillon prit deux jours de repos. Pendant ce temps, le commandant Mathieu envoya des reconnaissances pour étudier la route à suivre ultérieurement. Lui-même partit à la recherche du Kibali ; après une longue marche parallèle au cours de cette rivière, qu'il ne parvint pas à découvrir, le commandant rentra au camp. Le 2 janvier, accablé par cet échec et par les mille difficultés qui n'avaient cessé de l'assaillir depuis son départ, le mal-

(1) Le Dr. Meyers n'a pas communiqué à M. Léo Lejeune, *op. cit.*, le nom de l'auteur de ce journal

heureux, se croyant sans doute déshonoré, se retira dans sa tente et se brûla la cervelle (1). Funeste décision qui acheva de saper le moral déjà très bas des chefs et de la troupe.

Le 4 janvier, Leroy arrivait à Andemobe et prenait personnellement le commandement du bataillon. La marche reprit, toujours aussi pénible...

Situation le 14 février 1897. (Voir carte V/2).

Le 14 février, la situation des troupes était la suivante : à Baraga, à quelques heures au sud de Ndirfi, la pointe, constituée par la troisième compagnie aux ordres de l'adjudant Bricourt et du sous-officier Spellier ; à dix-huit kilomètres en arrière, la 1re compagnie, avec Leroy, son adjoint le lieutenant Verhellen, le docteur Vedy, le sous-intendant Inver et le sous-officier von Melen. La 2e compagnie, aux ordres des sous-officiers Tagon et Andrianne, était à une douzaine de kilomètres plus au sud.

Au poste de passage de l'Obi, le sergent Closet, malade, disposait d'une douzaine d'hommes. A Tamara, un sergent elmina gardait le passage du Kibali avec cinquante soldats. A Andemobe se trouvait le lieutenant De le Court avec quarante hommes.

Le gros des troupes, aux ordres de Dhanis, était en mouvement entre Avakubi et Irumu.

Mutinerie.

Le soir de ce jour néfaste, au camp de la 2me compagnie, à l'heure où les blancs, la journée terminée, se retirent sous la tente, Tagon et Andrianne furent

(1) Le commandant Mathieu s'était fié à des guides peu sûrs, qui le firent tourner en rond dans la forêt pendant plusieurs jours. Lorsqu'il s'aperçut de cette erreur, il avait déjà perdu un temps précieux.

massacrés par quelques-uns de leurs soldats. Ces mutins entraînèrent rapidement les autres Batetela et Bakusu, se débarrassèrent facilement des quelques soldats qui voulaient rester fidèles à leurs chefs et marchèrent vers le camp de la 1re compagnie.

Le 15 au matin, ils rejoignirent le groupe Leroy... Laissons une fois de plus la parole à un témoin oculaire : le lieutenant Verhellen, rescapé de la catastrophe [1].

« La colonne de M. Leroi s'était mise en marche vers 5 h 1/2 du matin dans l'ordre suivant : le commissaire général, la musique et les clairons, l'escorte de septante-six hommes, le Dr. Vedy, ses brancardiers, M. Inver, à la tête d'une section de la première compagnie, et M. Melen avec le restant de la même compagnie formant arrière-garde. Toute la colonne, formée en file indienne, se déroulait comme un interminable ruban dans la brousse. On venait de faire halte pour le déjeuner. Il était environ 7 h du matin.

« Les mutins, en apercevant Mr Melen qui était à l'arrière-garde, l'avertirent qu'ils ramenaient un déserteur aux fers. Sans défense, l'infortuné officier les invita à s'approcher ; quand ils furent à quelques pas de lui, vingt d'entre eux à la fois le couchèrent en joue et, avant qu'il ait eu le temps de proférer un cri, firent feu. Mr Melen fut tué sur le coup.

« Au bruit de la fusillade, Mr Inver, croyant que l'arrière-garde était attaquée par des indigènes, fit sonner le rassemblement et ranger sur quatre rangs les hommes qu'il commandait. Il s'apprêtait à leur ordonner de faire feu lorsqu'il vit s'avancer les soldats révoltés, au premier rang desquels était le caporal bakusu Amondalah, qui cria à la troupe de Mr Inver :

« Ne tirez pas ! Nous venons de tuer nos chefs blancs et nous allons faire subir le même sort aux vôtres. »

« Aussitôt, les soldats de Mr Inver, des Bakusus en majorité, mirent bas les armes sauf quelques Elminas et Azandes sur lesquels les révoltés se précipitèrent et qu'ils chargèrent de chaînes après les avoir désarmés. Mr Inver, se voyant trahi, s'enfuit, mais il alla malheureusement se perdre dans un marais, où il fut rejoint par les mutins et tué d'une balle dans la tête.

« Au moment où il avait entendu les coups de feu tirés par les assassins de Mr Melen, Mr Inver avait hâtivement chargé un soldat elmina d'aller prier le Dr Vedy d'avertir le commissaire général. Le Dr Vedy, sans se rendre compte de ce qui se passait, courut chez Mr Leroi par lequel il se

[1] Interview accordé par le lt. VERHELLEN au journal *L'Étoile Belge* n° du 31 juillet 97 cité par les *Vétérans colontaux, Revue congolaise illustrée*, 1946.

croyait mandé. Le commissaire général et moi finissions de déjeuner d'un peu de riz, de confiture et de café :

« — Vous m'avez fait appeler, dit le médecin ?

« — Nullement.

« — C'est Inver qui m'a fait prier de vous rejoindre.

« — J'allais précisément vous demander ce que signifient ces coups de feu tirés à l'arrière-garde.

« — Je suppose que l'on pourchasse des indigènes hostiles.

« — Je vais m'en assurer.

Ce disant, Mr Leroi griffonna un billet qu'il chargea un caporal de porter à Mr Inver. Mais le caporal revint au bout d'un instant en s'écriant : « Vita ! Vita » ce qui signifie en kiswahili « la guerre ». Presqu'aussitôt, deux ou trois coups de feu retentirent et Mr Leroi, le Dr. Vedy et moi-même entendîmes des balles siffler à nos oreilles.

C'était une véritable surprise. Nos hommes, après avoir formé les faisceaux, s'étaient répandus dans la brousse. Sans perdre son sang-froid, et avec un calme admirable, le commissaire général fit sonner le rassemblement, mais les soldats pris d'une irrésistible panique, au lieu de rallier leurs chefs, prirent la fuite.

« Cependant, les coups de feu tirés dans notre direction augmentaient ; les mutins se rapprochaient. La situation devenait critique. Le Dr Vedy se sauva le premier. Tandis que, malgré mes objurgations, Mr Leroi se dirigeait vers l'ouest, je me jetai avec deux Batetela fidèles et mon boy derrière un monticule, situé à l'est du campement et d'où, bien abrités, nous dirigeâmes un feu nourri vers les assaillants.

« Décidé à vendre chèrement ma vie, je visais avec soin tous ceux qui me serraient de trop près, si bien qu'au bout de quelque temps, une quinzaine des plus audacieux avaient mordu la poussière. Cela refroidit l'audace des autres, qui se tinrent à bonne distance.

« Mes deux Batetela fidèles et moi-même avions, en peu d'instants, brûlés toutes nos munitions. J'avais une fois de plus fait l'expérience de la mauvaise qualité des cartouches qui devaient armer mon Mauser à répétition : près de la moitié avait raté. Aussi profitant d'un court répit que nous laissèrent les assaillants, les Batetela et moi prîmes notre course dans la brousse, en nous dirigeant vers l'est...

« Vers dix heures du matin, nous fîmes la rencontre de deux soldats que je pris d'abord pour des rebelles, et contre lesquels mes compagnons et moi nous croisâmes la baïonnette, mais ils nous crièrent avec force gestes rassurants : « Amis ! Amis ! » Méfiant tout de même, je leur intimai l'ordre de jeter bas leurs fusils. Ils m'apprirent que le commissaire général avait été massacré. Voici dans quelles circonstances.

« Lorsque mon regretté chef avait, malgré mes instances, pris la direction de l'ouest, un certain nombre de mutins s'étaient élancés à sa poursuite.

« Ils tentèrent d'abord de le prendre vivant, sans doute pour se donner

le plaisir de lui infliger les pires tortures avant de le faire périr. Successivement, trois des plus déterminés coquins de la bande essayèrent de s'emparer de sa personne, mais le commandant Leroi, seulement armé de son revolver, brûla la cervelle à chacun d'eux. Alors les autres tirèrent lâchement sur lui, de loin, une grêle de coups de feu. Atteint d'une balle dans la nuque, le commissaire général tomba foudroyé.

« Après l'avoir tué, les rebelles ont dépouillé le commissaire général de ses vêtements que leur chef, le caporal Amondalah a aussitôt revêtu. Le cadavre a, paraît-il, été abandonné aux indigènes qui l'ont emporté.

« Avec mes quatre compagnons Batetela, j'ai poursuivi ma route vers le Nil et j'ai été assez heureux pour rattraper vers 5 h du soir la troupe de MM. Spellier et Bricourt qu'avait déjà réussi à rejoindre le Dr. Vedy... Le lendemain nous nous mîmes en route vers Dungu, sur l'Uele, par Ndirfi.

« Nos soldats épouvantés par ces tragiques événements nous imposèrent cette direction. C'est à grand-peine que nous obtînmes qu'auparavant une section de trente hommes allât reconnaître les lieux du massacre ; encore dûmes-nous consentir à les laisser aller seuls pour ne pas les exposer, par notre présence dans leurs rangs, à la vindicte des rebelles s'ils avaient rencontré ceux-ci ! »

Heureusement pour Spellier, Bricourt et les deux rescapés, la troisième compagnie ne fut pas atteinte par la contagion. En cours de route, aux environs de Faradje, elle fut rejointe par un courrier escorté, envoyé de Redjaf par Chaltin pour annoncer à Dungu sa victoire sur les mahdistes. Une partie de l'escorte accompagna les blancs jusqu'à Surur, pendant que le courrier retournait vers le Nil avec une lettre du docteur Vedy exposant à Chaltin la catastrophe qui venait de se produire.

Marche victorieuse des révoltés vers le sud. (Carte V/2).

Après le massacre ainsi que le pillage du camp de la 1ère compagnie, les révoltés redescendirent vers le sud. Au poste du passage de l'Obi, Closet, averti de la révolte, malade et incapable de s'opposer avec ses douze hommes au flot qui allait l'assaillir, demanda à ses soldats de le transporter à Tamara, où il savait trouver cinquante hommes aux ordres d'un gradé

indigène. Lâchement, sa petite troupe refusa et l'abandonna... Resté seul avec son boy, l'héroïque sergent décida de mourir en faisant face. Il noya l'armement et les munitions qu'il avait en dépôt et jeta à l'eau toutes ses malles... Lorsqu'arrivèrent les révoltés, ils trouvèrent devant eux une sorte de spectre décharné dont l'attitude leur en imposa. Ils n'osèrent l'attaquer de face et c'est par derrière, à travers la toile de sa tente, qu'une douzaine d'assassins ouvrit le feu sur le malheureux qui s'écroula, foudroyé...

A Tamara, le sergent elmina fut massacré par ses hommes dès que la nouvelle de la révolte y parvint ; cinquante recrues de plus passèrent ainsi aux révoltés.

Plus au sud, un groupe de vingt soldats escortant un courrier du baron Dhanis refusa de se rallier aux mutins ; un seul de ces braves échappa au massacre...

A Andemobe, le 4 mars, De le Court résista mieux à l'assaut des mutins, mais après plusieurs heures d'un combat désespéré, blessé et abandonné par une partie de ses soldats, il dut se résigner à fuir dans la forêt à la faveur de l'obscurité.

Pendant ce temps, la colonne principale progressait : des fuyards lui apprirent bientôt la terrible nouvelle. A Kilo, le 4 mars, le commandant supérieur envoyait le message que l'on sait. Plus tard, on vint annoncer à Dhanis qu'un blanc arrivait de la forêt, échappé au massacre... c'était De le Court, que l'on croyait mort, et les quelques soldats qui lui étaient restés fidèles jusqu'au bout, tous malades, épuisés, en haillons.

Défaite du gros des forces de Dhanis a Ekwanga.

De le Court avertit Dhanis de l'imminence du danger et de la gravité de la situation. Le Vice-Gouverneur Général, avec les forces considérables dont il disposait encore, espérait arrêter les révoltés à Ekwanga, sur l'Ituri. Les dispositions défensives furent prises fié-

vreusement : une grand-garde fut postée de l'autre côté de la rivière et un poste de surveillance établi au passage même.

Mais beaucoup de soldats étaient d'origine commune aux révoltés et ces forces de sûreté passèrent à l'ennemi dès qu'il se présenta devant la rivière le 18 mars.

Dès le début de l'assaut, une partie des défenseurs abandonna ses postes de combat pour se livrer au pillage des bagages. Les coups de feu éclataient de tous les côtés, la confusion était générale ; le fait qu'agresseurs et défenseurs portaient le même uniforme n'était pas fait pour diminuer le désordre. Seuls les soldats étrangers, les Bangala, les Azandes et quelques autres réguliers se défendirent énergiquement, soutenus par quelques chefs magnifiques. Ils furent malheureusement submergés par le nombre et les plus courageux des blancs tombèrent bientôt, victimes de leur héroïsme, combattant jusqu'au dernier souffle, malgré les blessures reçues au cours du combat. Croneborg, blessé, s'était fait adosser à un arbre pour continuer à diriger ses hommes ; Julien fut atteint à la jambe et à la poitrine, De le Court à la tête : la mort seule fit tomber ces trois braves. Les Haoussas de Julien, entraînés par un tel exemple, se firent tailler en pièces plutôt que de céder : plus de quatre-vingts pour cent des leurs restèrent sur le carreau ! ! ! De son côté, l'escorte personnelle de Dhanis, composée de soldats choisis, justifia sa réputation de « Vieille Garde ».

Louis Dhanis, intendant, frère du commandant supérieur, grièvement blessé à la cuisse, fut emporté par ses hommes sur un brancard improvisé avec une couverture. Poursuivis par les révoltés, ses porteurs quittèrent le sentier pour se cacher dans la forêt. Trahi par un indigène, Louis Dhanis fut rejoint, abattit quatre de

ses assaillants mais fut achevé par les autres à coups de fusil...

Une importante partie du gros était passée à l'ennemi ; la majorité de ceux qui ne voulaient pas faire cause commune avec les révoltés s'était enfuie vers le poste d'Irumu, où la garnison et un détachement aux ordres du commandant Hambursin se mutinèrent malgré le prestige de ce brave vétéran de la campagne arabe. Il ne fut pas molesté, mais l'armurier Crahay fut massacré par les révoltés. Dhanis, dans ces conditions, ne put tenir à Irumu.

De l'importante colonne, il ne restait que quelques fuyards... Des bandes bien armées et approvisionnées menaçaient de submerger les postes de l'État dans tout le territoire si péniblement conquis. Dix officiers ou sous-officiers avaient déjà perdu leur vie dans cette malheureuse aventure (1). De très nombreux soldats qui n'avaient pas voulu faire cause commune avec les révoltés payèrent de leur vie cette fidélité à leurs chefs.

Causes probables de la révolte.

On a beaucoup écrit sur les causes de cette révolte. De l'avis des participants, des témoins et de ceux qui interrogèrent les mutins, il semble qu'il faille retenir les motifs suivants :

1. Ce fut une erreur d'engager comme soldats des anciens auxiliaires des Arabes dont on connaissait l'indiscipline. Dhanis croyait que son prestige suffirait à les maintenir dans le droit chemin, mais il ne pouvait être partout dans une colonne de cette importance. Ces volontaires, au lieu de passer comme les soldats réguliers dix-huit mois dans un camp d'instruction,

(1) Voir liste en annexe 22.

furent instruits en trois mois ; c'était insuffisant pour leur inculquer une solide formation militaire.

2. Encadrés par des vétérans de la campagne arabe, il est possible que ces hommes se soient mieux comportés mais les espérances de Dhanis dans ce domaine furent déçues : Lothaire, Doorme, Henry, Michaux, Hambursin étaient indisponibles au moment du départ de l'expédition. Lothaire avait quitté l'armée pour entrer dans une société coloniale ; Doorme, Henry et Hambursin étaient en congé et Michaux fut retenu au dernier moment par la répression de la révolte de Luluabourg.

La colonne fut donc formée avec des blancs dont beaucoup ne connaissaient pas le soldat indigène, notamment le commissaire général Leroy, dont les années de service antérieures s'étaient écoulées au secrétariat du gouvernement à Boma : ses réelles qualités théoriques ne remplaçaient ni l'expérience, ni la connaissance du noir. La discipline de fer qu'il voulut imposer n'était pas adaptée aux hommes qu'il commandait (1).

Ajoutons que cet encadrement était de plus nettement insuffisant en nombre. Chacune des compagnies du bataillon d'avant-garde n'avait que deux européens et la deuxième et la troisième n'avaient pas un seul officier ! On est loin les pelotons de septante-cinq hommes commandés par un européen.

3. La marche de la colonne fut mal organisée, notamment en ce qui concerne le ravitaillement. Dhanis n'ignorait pas les difficultés que présentait cette question pour une troupe de l'importance de celle qu'il commandait. Il avait prescrit des reconnaissances et des expéditions chargées de préparer les fournitures de vivres nécessaires ; d'après le Dr. Meyers (2), ses ordres

(1) Ajoutons que Leroy précipita inconsidérément la marche de l'avant-garde.

(2) Dr. Meyers, *op. cit.*, p. 104.

n'auraient pas été exécutés complètement. Aussi, les soldats s'engagèrent-ils à la légère dans une région pauvre. La famine démoralisa la troupe, les auxiliaires et les porteurs. Le journal cité plus haut est éloquent à ce sujet.

Peut-on reprocher au baron Dhanis cette préparation incomplète ? Il semble que les ordres répétés de presser le départ de la colonne l'obligèrent à quitter sa base de départ plus tôt qu'il n'avait compté le faire et que ce n'est pas de gaieté de cœur qu'il se soumit aux volontés du gouvernement.

C'est probablement à la même influence qu'est due la lettre du Gouverneur Général Wahis enjoignant à Chaltin de quitter Dungu et de se rendre vers le Nil sans attendre le gros de la colonne... La présence à Ndirfi des sept cents réguliers du commandant Chaltin eut certainement empêché la révolte.

4. La route suivie par la colonne aurait pu être mieux choisie. Après la déprimante forêt qui sépare Avakubi d'Irumu, les détachements traversèrent une savane plus riche mais habitée par des indigènes nettement hostiles, puis un pays montagneux au relief tourmenté.

5. L'erreur du commandant Mathieu, ses vaines recherches pour trouver le Kibali et son suicide eurent un effet déplorable sur le moral de tous.

6. La sévérité excessive vis-à-vis des soldats et des auxiliaires et les difficultés de la marche forcée imposée par le commissaire général Leroy créèrent un climat favorable à l'action des prêcheurs de révolte... Les meneurs purent facilement faire croire aux soldats que les blancs les emmenaient dans une aventure sans autre issue que la mort pour tous et que leur cadavre s'ajouterait bientôt à tous ceux qui jalonnaient déjà la longue route de souffrance et de misère... à moins qu'ils ne prennent la décision de se débarrasser des blancs et de retourner dans leur pays.

D'après Mgr Grison ([1]), les soldats déclaraient : « Dans la forêt, il n'y avait pas de vivres et nous avions faim ; maintenant nous trouvons des vivres et les blancs nous les refusent ; ils veulent donc nous faire mourir, prévenons-les et sauvons nos vies en les tuant tous. »

7. Pour entretenir la rancœur et unir les mécontents dans une action commune, il faut des meneurs ; il s'en trouve toujours dans de pareilles circonstances : quelques gradés aigris parmi les réguliers et surtout quelques anciens chefs arabisés parmi les auxiliaires... A la tête de ceux-ci se trouvaient Munie Pore, fils de Munie Mohara, tué par les troupes de l'État pendant la campagne arabe, et Kandolo, lui aussi ancien adversaire de Dhanis.

Ces deux chefs auraient été heureux de venger la défaite arabe et de reprendre aux vainqueurs de 1894 les provinces que ceux-ci avaient si péniblement conquises. Leur influence sur les Batetela et les Bakusu était grande et elle fut facilitée par les circonstances. Rappelons d'ailleurs que, dans le journal cité plus haut, à la date du 14 février, soit le jour même du début de la révolte, l'auteur notait : « Les auxiliaires de Kandolo ont pris la fuite la nuit passée... » Il y a évidemment là plus qu'une coïncidence.

Campagnes contre les révoltés (carte V/3).

Situation des forces en présence.

État Indépendant.

A Ikuru, une arrière-garde commandée par Derclaye tenta en vain de s'opposer à l'avance des révoltés. Elle dut céder devant le flot incessant des mutins qui

([1]) Mgr Grison, *Mémoires.*

faillit l'anéantir. Les débris des troupes fidèles et les blancs survivants se replièrent à Mawambi, point de passage de l'Ituri sur la route des Falls, puis de là sur le poste d'Avakubi, où se trouvait une garnison de quatre-vingts hommes commandés par le lieutenant Baras. Le commandant Henry, retour de congé, venait d'y arriver.

Le 1er avril 1897, Dhanis et Hambursin arrivaient à Avakubi. Les soldats de la garnison appartenaient à la même race que les révoltés et Dhanis voulut les faire désarmer. Au conseil de guerre qui réunit le commandant supérieur, Henry et Hambursin, on constata qu'il ne restait pratiquement rien aux blancs pour s'opposer à la ruée probable des révoltés. De tous ceux qui avaient subi les désastres de la révolte, le moral était trop bas [1]. Dhanis décida de redescendre aux Falls pour y organiser la résistance. Il y arriva le 1er mai.

Maîtres de Mawambi, les révoltés pouvaient franchir l'Ituri. Que se passerait-il s'ils venaient à envahir la zone arabe ? Ne serait-ce pas le signal du réveil de toutes les forces arabisées ? A la demande du commandant Henry, quarante soldats [2] furent envoyés sous la conduite des sergents Djoko et Lufungula pour défendre à tout prix le passage de l'Ituri. En un temps record, le détachement couvrit les quelque cent cinquante kilomètres qui séparent Avakubi de Mawambi et s'y installa défensivement ; la rivière y est heureusement assez facile à défendre.

Henry s'était offert pour rester à Avakubi, y former une troupe convenable avec les débris qui continuaient

[1] Pour lutter contre le découragement possible de ses agents congolais, Léopold II envoya vers cette époque, à chacun d'eux, une photocopie d'une lettre écrite de sa main. Il y rendait hommage aux disparus et encourageait et remerciait tous ceux qui collaboraient à l'œuvre coloniale, dont il rappelait la haute portée civilisatrice.

[2] Ces soldats étaient de race batetela... mais c'étaient de véritable réguliers.

à affluer et tenter de s'opposer aux révoltés. Il fallait beaucoup de courage pour solliciter cette mission et beaucoup de qualités pour réussir. Le jeune officier, qui s'était déjà distingué pendant la campagne arabe et la campagne contre les révoltés de Luluabourg, était l'homme providentiel pour cette tâche difficile. Il allait se couvrir de gloire en la menant brillamment à bonne fin.

Aux Falls, où le malheureux Hambursin mourut de dysenterie en mai 1897, Dhanis essaya de rassembler et d'organiser des forces pour combattre les mutins. Comme il était à prévoir que la plupart de ceux-ci essayeraient de rejoindre la zone Lualaba-Lomami-Sankuru à hauteur de Nyangwe et Ngandu, Dhanis envoya des troupes occuper et garder les points de passage vers cette région. Venant de Bangala, le sous-lieutenant Niclot amena deux cent cinquante soldats qui s'établirent à Kirundu, suivis par Dhanis qui avait récupéré dans les garnisons de La Romée et des Falls deux cents soldats qu'il mit aux ordres des lieutenants Melaerts et Adlersträhle. Le docteur Meyers, qui se trouvait en ce moment à Stanleyville, se mit à la disposition du commandant supérieur ; il devait par la suite jouer un rôle important dans cette campagne qu'il a raconté avec beaucoup de talent et de sobriété dans « Le Prix d'un Empire ».

Quelques semaines plus tard, le capitaine Doorme, rentrant d'Europe, arrivait à Kirundu et prenait le commandement d'une troupe que de nouveaux renforts avaient portée à environ sept cents hommes.

A ces forces venaient s'ajouter les garnisons des postes du Maniema et du Tanganika, qui participèrent au combat dès que les révoltés arrivèrent dans leur région et travaillèrent plus ou moins en liaison avec les forces de Dhanis.

Forces rebelles.

De leur côté, les rebelles représentaient une force considérable : trois mille fusils Albini, maniés par des gens à qui leur situation de mutins imposait une lutte où il fallait vaincre ou mourir, et trois mille auxiliaires armés de fusils à piston.

Entre leurs mains était tombée une grande partie du matériel et des approvisionnements de l'expédition du Nil : les canons, les mitrailleuses, trois cent mille cartouches, de la poudre, des étoffes, etc...

Un missionnaire français, qui fut prisonnier des mutins et échappa de peu à la mort, a raconté, dans une lettre adressée à son supérieur (1), les péripéties de sa capture et de sa délivrance. Citons ici quelques lignes du seul blanc qui soit sorti vivant d'un camp de révoltés :

« J'arrive auprès d'un hangar, genre de kiosque, où l'on fume la pipe à l'ombre. Une vingtaine de belles chaises européennes attirent mon attention et me donne de lugubres pressentiments, que confirme le spectacle qui s'offre alors à mes yeux. J'aperçois quarante à cinquante noirs, habillés du pantalon d'officier et de la veste à deux ou trois galons d'or, coiffés de képis également galonnés ; un revolver pend à leur côté... »

Fort heureusement, ces mutins ne s'entendaient guère et n'avaient pas d'autres desseins bien établis que de piller et ravager la contrée en se déplaçant vers leur pays d'origine. La question du commandement suscita sans doute beaucoup de palabres chez eux... Après quelques jours, la division se mit dans leurs rangs et quatre groupes importants se constituèrent.

Sous les ordres de Changuvu, les Tanganikas et Wabud-

(1) Lettre du R. P. Achte à Mgr Livinhac, citée par *La Belgique Coloniale*, 5 décembre 1897, p. 582.

jas se dirigèrent vers Uvira. Le caporal Saliboko, assassin d'Inver, se mit à la tête des Baluba, Malelas et Bango-Bangos et marcha avec eux vers le sud. Kandolo le suivit avec ses auxiliaires, des Batetela et Bakusu. Le dernier groupe, le plus important, était formé des auxiliaires de Munie Pore et des soldats bakusu de Mulamba. Ces trois derniers détachements allaient bientôt faire parler d'eux.

Bien entendu, les blancs ignoraient cette situation, leurs renseignements étant au début très incomplets. Chaque fois qu'un de ces groupes sera battu, on croira à la défaite définitive des mutins, alors qu'il faudra bientôt recommencer la lutte contre une autre bande, grossie des débris de celle qu'on venait de disperser. D'autre part, dans les régions traversées par les rebelles, une partie de la population se joindra à eux soit par contrainte, soit dans l'espoir d'un butin fructueux.

De mai a juillet 1897 : Campagne victorieuse de Henry.

Formation de la colonne.

Après le départ de Dhanis et d'Hambursin et l'envoi de quarante hommes à Mawambi, il restait à Avakubi Henry, Baras et les quarante autres soldats de la garnison... soldats de la race des révoltés qu'Henry n'avait pas voulu désarmer. Pour parer à toute éventualité, le poste fut fortifié. Parmi les survivants du désastre qui arrivaient peu à peu au poste, Henry choisit, pour réorganiser les débris, quatre blancs que les événements n'avaient pas abattus : les sous-lieutenants Derclaye et Friart, les sergents Kimpe et Reewers. Tous ceux, blancs et noirs, dont le moral était bas et dont la présence avait un effet néfaste sur le restant de la garnison, furent envoyés à Basoko.

Cependant, les munitions manquaient ; chaque soldat n'avait plus que sept cartouches. Les révoltés n'étaient pas loin et dans la région, trois mille anciens des bandes de Tippo-Tip eussent sans doute été heureux de se joindre à eux au moindre signe de faiblesse des blancs.

Venant de Basoko, le sergent Sauvage amena heureusement quarante soldats et huit mille cartouches : précieux renfort !

A Mawambi, les sergents Djoko et Lufungula firent merveille. Non seulement ils réussirent à barrer le passage au groupement Munie Pore et résistèrent à toutes les tentatives faites pour les faire passer dans le camp des révoltés, mais ils parvinrent à retirer de la rivière la plus grande partie des précieuses caisses qui y avaient été noyées lors de la déroute : cent cinquante-cinq caisses de cartouches et deux cent dix caisses de fusils et d'habillement. Bien plus : leur exemple entraîna des fuyards épars dans la région et le nombre des défenseurs du passage passa ainsi de quarante à deux cents.

Au poste d'Avakubi, tous les fuyards récupérés n'avaient qu'un désir : quitter le métier de soldat, oublier la guerre et rentrer chez eux.

« A nos objurgations les plus persuasives ou véhémentes sur leur attitude », raconte Henry (1), « ils répondaient avec des arguments très forts.

» — Nous n'avons ni fusils, ni cartouches, ni habillement, ni vivres, ni rien et nous sommes épuisés de fatigue et de misères. Que veux-tu que nous allions faire à la guerre ? Les Baonis nous ont tout pris et il n'y a même pas un seul « mitako » ici au magasin de Bula Matari pour payer notre posho.

» — Il y a tout cela chez les Baonis ; nous irons le leur reprendre.

(1) Général Chevalier Henry de la Lindi, Historique sommaire de la campagne de la Lindi. *Bulletin de l'Institut Royal Colonial Belge*, XIX, 1949, 2, p. 425.

» — Il faudrait au moins des fusils et des cartouches.

» — Il y en a à Mawambi autant qu'il en faut ; nous devons nous en emparer avant que les Baonis y arrivent.

» — Ils y sont déjà arrivés.

» — Non, vous le savez bien ! Djoko et Lufungula leur ferment le chemin ; vous allez donc abandonner vos frères à l'ennemi, après lui avoir abandonné vos femmes ? Vous allez donc lui permettre de retourner dans vos villages, les piller, brûler, tout prendre : vos pères, vos mères, vos femmes, vos enfants et vous-mêmes, pour vous envoyer à Zanzibar la corde au cou ? Ne vous souvenez-vous pas des horreurs que vous avez vues sur la route du Tanganika ?

» — Oui, Bwana, c'est vrai, mais si nous marchons, tu vas te faire tuer. C'est cela que nous ne voulons pas.

» — Je préfère cent fois être tué que d'entendre dire que mes soldats sont des lâches, qu'ils se sont sauvés en abandonnant leurs femmes à l'ennemi, qu'ils n'ont pas eu le courage de venger un tel affront.

« C'était l'argument massue. Il frappa juste et fort.

» — Puisqu'il en est ainsi, répondirent-ils, tout le monde marchera, même les femmes et les malades.

« La partie fut gagnée et nous les entraînâmes à Mawambi. »

Mawambi.

Sans armes, sans vêtements ni ravitaillement, la colonne se mit en route vers Mawambi. Les caisses recupérées furent ouvertes et le moral des soldats remonta lorsqu'ils se virent rééquipés, armés et approvisionnés de façon normale. Henry organisa alors ses troupes et cette bande hier en haillons et sans armes devint un bataillon. Le «Bataillon du sacrifice», comme il sera justement appelé, comprenait deux compagnies de deux cent cinquante hommes formés en pelotons

de cinquante hommes commandés par des gradés indigènes. Une réserve de cinquante hommes, commandée par les vaillants Djoko et Lufungula, était aux ordres directs de Henry. La première compagnie était commandée par le sous-lieutenant Derclaye assisté par le sergent Sauvage, la deuxième par le sous-lieutenant Friart aidé du sergent Kimpe. A Mawambi, le sergent Reewers reçut mission de garder, avec une vingtaine d'hommes, la liaison avec Avakubi et Stanleyville.

La nouvelle de ce premier succès fut accueillie avec la joie que l'on devine, aux Falls, où le commandant Malfeyt, craignant à juste titre une attaque en masse des révoltés unis aux arabisés, avait organisé la défense du poste et fait jurer aux blancs de se faire sauter avec la poudrière plutôt que de se rendre à l'ennemi.

L'héroïque attitude des quarante hommes de Djoko et Lufungula, jointe aux hésitations et lenteurs des mutins, avaient donné à Henry le temps de mener à bien la première partie de sa mission : reformer un groupe capable de s'opposer aux révoltés.

Au reçu de renseignements sur la marche de l'ennemi, qui se dirigeait vers la Semliki, Henry décida de marcher vers ce point, de rejoindre dans cette région les lieutenants Van der Wielen et Sannaes, en poste à Karimi, et d'essayer de profiter du morcellement probable de l'ennemi pour battre en détail les fractions de ses colonnes.

Mukupi.

Le 4 juin, le bataillon quittait Mawambi pour se diriger vers le sud-est à travers la forêt. Le commandant était en pays de connaissance ; il avait déjà parcouru cette région deux ans plus tôt à la poursuite des Arabes.

Le 14 juin, lors d'une reconnaissance, il découvrit,

par un heureux hasard, un parti ennemi occupé à tendre une embuscade sur la route qu'il devait suivre. Chose curieuse, cette embuscade était dirigée contre un ennemi venant de la direction opposée à celle que suivait Henry. Immédiatement, les dispositions furent prises pour transformer en gibier ces chasseurs à l'affût d'une proie qu'on ignorait. Le dispositif ennemi fut encerclé en silence et, au coup de clairon qui servait de signal, une fusillade nourrie fit un massacre considérable de révoltés. Les survivants s'enfuirent en abandonnant sur place de nombreux fusils et munitions.

Quelques instants après, les soldats de Henry, étonnés, entendirent une nouvelle fusillade, bientôt suivie de chants de victoire et de l'arrivée inattendue d'un blanc à la tête d'une colonne de soldats : c'était le lieutenant norvégien Sannaes qui arrivait sur les lieux où, sans l'intervention heureuse de Henry, l'attendait un guet-apens minutieusement préparé. Au moment où le bataillon ouvrit le feu sur les révoltés, le lieutenant averti du danger proche, fit prendre à ses hommes le dispositif de combat. Ils accueillirent chaleureusement les fuyards qui s'y heurtèrent.

Menacé par les mutins, Sannaes avait dû abandonner le poste de Karimi et se réfugier en territoire anglais avec ses hommes. Au fort de Katwe, avec l'aide de dix-sept soldats anglais, il livra bataille aux révoltés qui l'avaient suivi.

Renforcé par Sannaes et ses quarante-quatre soldats (Van der Wielen était mort de dysenterie), le moral très haut après ce brillant début de campagne, le bataillon du sacrifice poursuivit sa marche vers Beni.

Kisenghe-Walota.

Les fuyards s'étaient maintenant divisés en deux groupes. Celui de Munie Pore, surpris au village de Kisenghe, qu'il s'efforçait de fortifier, fut mis en fuite

et se réfugia vers le nord-ouest. Le groupe commandé par Shamu-Kano fut ensuite attaqué avec succès à Walota. Bientôt, les rapports des batteurs d'estrade apprirent à Henry que les deux chefs avaient été tués au combat et que leurs troupes s'étaient dispersées vers l'Ituri, la Lindi, et la Semliki, dans les nombreux centres habités par des arabisés.

Des prisonniers racontèrent la révolte et expliquèrent leurs griefs : famine, fatigue, discipline trop rude et sévérité excessive. Ils expliquèrent que Munie Pore avait juré de se venger de Bula Matari et de reconquérir la zone arabe. Le récit du Père Achte, qui fut pendant quatre jours prisonnier des Batetela [1], montre d'ailleurs que si une partie des révoltés était pour le massacre pur et simple de tous les blancs, la plupart des chefs, notamment Kandolo et Mulamba, n'en voulaient qu'à ceux de Bula Matari.

Beni.

Le 22 juin, Henry arriva chez le chef Beni. Bien accueilli par ce vieil allié de l'État Indépendant qu'il avait délivré du joug arabe en 1895, il mit ses troupes au repos et leur fit oublier dans l'abondance les jours maigres de la campagne. Beni, auquel les révoltés avaient tout pris, accepta cependant d'aider l'État lorsqu'Henry lui offrit en prêt trois cents fusils, butin des récents combats. Ses guerriers, sous sa direction et celle de Kimpe, furent chargés de tendre un rideau entre la zone ennemie et les troupes de l'État, afin que personne ne puisse informer les mutins des mouvements d'Henry. Celui-ci réorganisa son bataillon, passant à Sannaes le commandement de la deuxième compagnie et augmentant sa réserve d'un peloton de cinquante hommes. Avec ses six cents hommes aidés des guerriers

(1) R. P. Achte, *op. cit.*

de Beni, il allait affronter deux mille cinq cents ou trois mille mutins. L'ennemi s'était organisé en trois bataillons commandés par Kandolo, Tshamionghe et Saliboko, l'ensemble étant sous les ordres de Mulamba. Toutefois, quelques jours plus tard, Henry apprit qu'à la suite d'une discussion, Mulamba avait été assassiné par Kandolo qui lui succéda dans le commandement de l'ensemble et que Saliboko avait quitté le gros pour manifester son mécontentement, entraînant à sa suite six cents mutins.

Le 28 juin, la colonne quitta Beni et se dirigea vers les montagnes de la ligne de partage des eaux Congo-Nil. Elle y souffrit du froid et de la pluie ; l'altitude fit beaucoup de victimes parmi les soldats, qui n'étaient pas équipés pour supporter les rigueurs d'un pareil climat, et de nombreux malades vinrent alourdir et ralentir la colonne sans heureusement atteindre son moral de façon dangereuse. Les nombreux cadavres que l'ennemi avait abandonnés sur le terrain montraient que lui aussi avait payé un lourd tribut au froid.

Le 10 juillet, les éclaireurs découvrirent le camp ennemi sur une montagne voisine. Les mesures prises pour éviter de déceler la présence des troupes de l'État avaient porté leur fruit : l'ennemi ne se gardait pas.

Pour continuer à s'approcher de l'ennemi sans attirer son attention, les troupes ne marchèrent plus que de nuit.

Le froid, la fatigue et la faim n'avaient pas éteint l'ardeur combative des soldats et la proximité de l'ennemi les ranima. Ils s'exaltaient à la pensée qu'une victoire leur permettrait de rentrer en possession de leur bien le plus précieux : leurs femmes.

Bataille de la Lindi (15 juillet 1897).

Le 15 juillet, à deux heures du matin, Djoko, Lufungula, Kalindula et un fils de Beni vinrent annoncer

la grande nouvelle : « Baoni Karibu », l'ennemi est tout près de nous.

« Nos hommes deviennent d'une nervosité dangereuse », raconte Henry [1], « ils eussent voulu sauter immédiatement sur l'ennemi, comme un lion sur sa proie. Il était difficile de les contenir et ce fut bien pis encore quand une patrouille envoyée pour en reconnaître les accès revint avec deux femmes mangelemas et un boy qui nous apprirent : « Beaucoup de femmes mangelemas sont là !

« Le camp est commandé par Kandolo, chef des révoltés.

« Sa tente est la plus grande de celles qu'on aperçoit. Une grande quantité de cartouches en caisses est amoncelée devant.

« Un autre camp se trouve un peu plus loin, commandé par Tshamionghe et Kalukula. Il est aussi grand que celui de Kandolo [2].

« La lisière du camp, de notre côté, est précédée d'un ravin profond.

« Les Baonis veulent tuer tous les blancs de Bula Matari et tous les noirs qui sont avec eux. »

« Ils étaient bien précieux ces renseignements, mais bien redoutables aussi. Enlever le camp de Kandolo par surprise ne serait sans doute qu'un jeu. Mais après ? Nous nous trouverions immédiatement avec des faibles forces en face de tous les Baonis réunis, ivres de fureur et de désir de vengeance. Telle était la froide et claire conclusion résultant de ces informations. »

Mais l'occasion était trop belle de bénéficier de la surprise, les hommes étaient trop désireux de livrer combat et un magnifique clair de lune semblait lui

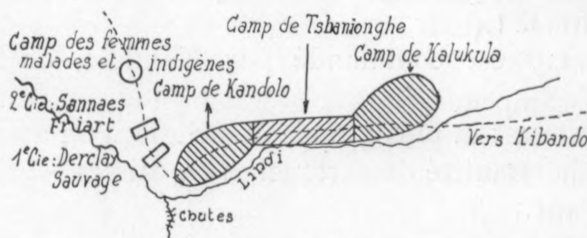
(1) Général Chevalier HENRY DE LA LINDI, *op. cit.*, p. 442.

(2) En réalité, les deux groupements signalés se trouvaient réunis par un troisième qui s'étirait entre eux le long du chemin. Toute la masse des révoltés se trouvait concentrée dans ces trois camps.

aussi inviter à l'attaque de nuit. Henry prit les dispositions suivantes (¹) :

COMBAT DE LA LINDI – 15 -VII- 1897

Fig. 1. Situation des belligérants au moment de l'attaque



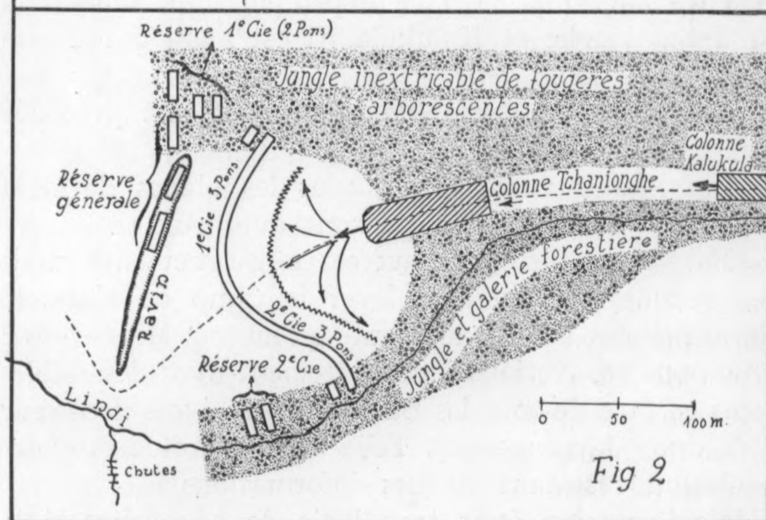


Fig 2

« A cinq heures, la compagnie Derclaye-Sauvage, renforcée par un peloton de la compagnie Sannaes-Friart, devait être entièrement déployée, quatre pelotons sur le bord ennemi du ravin, deux en crochet envelop-

(¹) Général Chevalier Henry de la Lindi, *op. cit.*, p. 445.

pant à droite. Simultanément, les six pelotons ouvriraient le feu rapide sur le camp à un signal de clairon.

« Si l'éveil était donné à l'ennemi avant le déploiement total, les pelotons déjà en ligne ouvriraient le feu et les autres participeraient dès leur arrivée en place.

« En cas de fuite, l'ennemi serait poursuivi à la baïonnette jusqu'à la lisière opposée du camp. Celle-ci ne pouvait être dépassée.

« Le reste de la compagnie Sannaes-Friart et les deux pelotons Djoko-Lufungula devaient rester à ma disposition.

« Notre campement, où resteraient les femmes, les malades et les indigènes, devait être mis en état de défense sous la garde de Kimpe. »

Le plan fut réalisé point par point ; à l'heure prévue, le feu fut ouvert de partout sur le camp qui s'écroula comme un château de cartes. En un quart d'heure, tout le butin amassé par Kandolo était récupéré, les prisonniers et prisonnières délivrés, l'ennemi en fuite vers l'endroit où s'était installé Tshamionghe.

La joie de retrouver les femmes que l'on croyait perdues, le succès rapide et l'abondance retrouvée troublèrent l'esprit des soldats qui oublièrent dans l'ivresse d'un présent magnifique la menace qui pesait encore sur eux. Les chefs, désespérés, n'étaient plus maîtres de leurs hommes. Ce fut en vain qu'ils leur adressèrent de pressants appels pour reprendre une position de combat solide, capable de faire face à l'assaut imminent des hommes de Tshamionghe. Allait-on perdre stupidement le fruit de la victoire ? Heureusement, une croyance supertitieuse réussit là où avaient échoué les appels à la raison.

Selon Henry [1], les soldats « avaient apporté avec eux, depuis Avakubi, un coq fétiche dont le cri, selon

[1] Général Chevalier HENRY DE LA LINDI, *op. cit.*, p. 448

une profonde conviction qu'ils puisaient dans le mysticisme de leurs croyances ancestrales, devait leur indiquer le moment précis où ils devaient se ruer sur l'ennemi pour remporter une victoire certaine.

« Toute une bataille venait d'avoir lieu sans l'émouvoir ce coq béni, parce que ce n'était pas l'heure de son réveil. Et voilà que, bien opportunément, il venait annoncer la guerre au moment où ils la croyaient finie.

« Comme un coup de baguette qui met subitement fin à un bruyant orchestre, tous se turent et se regardèrent interdits : un éveil psychologique subit les tirait de leur engourdissement hypnotique.

« — Le coq a chanté, la guerre est là, aux armes ! commandèrent des voix impérieuses.

« — Vite à vos postes les hommes, partez les femmes !

« — Rassemblement, appelèrent bientôt de leur poste de combat les chefs d'unité.

« On n'osait employer le clairon, dont les sonneries, bien connues des Baonis, leur eussent donné des indications sur nos intentions.

« La tour de Babel s'évanouit, la magie opéra : en deux minutes et en silence, tous furent rangés en ordre de bataille sur les positions choisies.

« Le jour à peine levé éclaira encore un spectacle non moins émouvant : un moutonnement de gros ballots multicolores ondulait au-dessus de la brousse. C'étaient les femmes, elles aussi devenues silencieuses et dociles, qui s'en allaient vers l'arrière, ployant sous le faix du plantureux butin pris à Kandolo. »

A peine la position était-elle organisée et occupée que l'ennemi survint. Débouchant de la jungle par un étroit sentier, les révoltés se précipitèrent avec impétuosité vers les premières lignes des réguliers. Un feu terrible les accueillit. Les salves de peloton creusèrent de tels vides dans la masse compacte des assaillants que ceux-ci furent contraints de se terrer avant d'atteindre

leur but. Arrêtés, ils ouvrirent à leur tour le feu sur les réguliers.

Mais quelques moments plus tard, une seconde vague d'assaut débouchait de la jungle ; c'était cette fois les hommes de Kalukula dont le camp était situé au-delà de celui de Tshamionghe. Soutenue par le feu de la première colonne, elle se précipita intrépidement jusqu'au centre de la ligne avancée de Henry et la bouscula, entraînant à sa suite les hommes qui avaient été obligés de s'arrêter au premier assaut.

L'instant était critique... Fermement décidés à tenir coûte que coûte, les pelotons débordés restèrent sur leurs positions et se contentèrent de faire volte-face pour fusiller l'ennemi par derrière pendant que les pelotons de réserve étaient lancés à la contre-attaque par Henry.

Pris à son tour entre deux feux, l'ennemi se battit avec acharnement. Le lieutenant Sannaes, grièvement blessé, fut mis hors de combat. Derclaye, Sauvage et Friart, touchés plus légèrement, continuèrent la lutte. Le commandant ne dut son salut qu'au dévouement du sergent Djoko qui lui fit un rempart de son corps et fut tué par une balle destinée à son chef...

Les révoltés déployèrent un courage digne d'une meilleure cause mais leur position était intenable. Attaqués de face par la compagnie Derclaye et de dos par la compagnie Sannaes, ils subirent de lourdes pertes, faiblirent et cherchèrent refuge sous le couvert du petit torrent.

Avant que ne se terminât cette phase du combat, une troisième colonne d'attaque déboucha dans la clairière ; Kandolo avait rassemblé ses fuyards et les ramenait au combat. Une fois de plus, l'impétuosité de l'attaque rompit le centre de la première ligne, hâtivement reformée... Les assaillants passés, la compagnie Sannaes-Friart reforma la ligne, fit à nouveau

demi-tour et les hommes de Kandolo, arrêtés devant la ligne des réserves, furent contraints de fuir vers le torrent pour échapper aux feux concentrés des deux lignes.

Les clairons de Lufungula sonnèrent alors la marche en avant et, après un court essai de résistance, l'ennemi faiblit et disparut, salué par les cris de victoire des soldats de Henry.

Une compagnie fut envoyée à la poursuite des fuyards. Elle constata qu'ils s'étaient dispersés dans les montagnes du sud-ouest du lac Édouard. L'ennemi laissait sur le terrain quatre cents tués et abandonnait à ses vainqueurs les femmes et tous les bagages, armes, munitions et approvisionnements dont il s'était emparé lors de la rébellion : cinq cents fusils Albini furent ainsi récupérés.

Une partie des bandes ainsi dispersées fut mise hors d'état de nuire en octobre 1897 par le lieutenant Ericksen. Vers la même époque, un autre groupe fut battu par le commandant Broehard dans la région de Lubero.

Retour à Avakubi.

Les troupes de Henry étaient mal en point après cet effort. Aux cent vingt tués ou grands blessés s'ajoutaient les nombreux malades et il ne restait que cent cinquante hommes valides au bataillon. Cette troupe se retira à Beni pour refaire ses forces. Laissant à Sannaes la garde des blessés et malades non guéris, Henry s'en fut ensuite occuper le poste stratégique d'Avakubi avec trois cents hommes.

Là, grâce à son prestige personnel encore accru par cette expédition victorieuse, il recruta rapidement sept cents volontaires qu'il équipa avec des fusils enlevés aux mutins et partit renforcer la garnison de Redjaf où il arriva le 1er juillet 1898.

Il avait remporté une brillante victoire, d'une im-

portance décisive dans la répression de la révolte, et méritait certes les honneurs et distinctions qu'il reçut à cette occasion : citation à l'ordre du jour et chevalerie de l'ordre de l'Étoile Africaine. (Plus tard, il devait recevoir le titre de Chevalier de la Lindi). Grâce à sa profonde connaissance du noir, à sa ténacité et à son audace, il avait réellement sauvé l'État du Congo d'un désastre en mettant hors d'état de nuire le plus important des groupes rebelles.

Chose curieuse, cette victoire eut toutefois un effet malheureux : l'autorité s'imagina que c'en était fait définitivement des mutins et n'envoya qu'avec réticence et parcimonie des renforts à ceux qui, pendant de nombreux mois, combattirent encore les révoltés. Dans un but de propagande, l'État, qui avait en ce moment besoin de concours financiers, minimisait l'importance de la révolte. A cause de cela, le baron Dhanis et ses troupes durent continuer le combat dans des conditions morales et matérielles lamentables.

De septembre 1897 a juin 1898 — Succès et revers.

Au moment où le commandant Henry venait de remporter cette victoire inespérée sur les groupes Tshamionghe et Kandolo, le commandant supérieur était toujours occupé à organiser la contre-offensive : à Nyangwe, la colonne Doorme s'organisait pour le départ vers le nord-est ; à Kasongo et Kabambare, se rassemblaient des moyens importants ; au Tanganika, on décidait d'envoyer une colonne à la rencontre d'un groupe de révoltés qui s'avançait vers la région.

Expédition Dubois. Massacre de Birizi. (12 novembre 1897)

On se souvient qu'un groupe de révoltés aux ordres de l'ex-sergent Changuvu était descendu vers le sud

après la bataille d'Ekwanga. Mal renseigné sur la force des mutins, le commandement envoya contre eux une colonne de cent soldats commandés par le lieutenant Evrard Dubois. Il était chargé, en cas de succès, de réoccuper le poste fondé par lui, en 1896, à Lubuga sur le lac Kivu.

Le 12 novembre 1897, après quelques jours de marche, la colonne tomba dans une embuscade tendue par Changuvu entre Kisenghe et Birizi. Trente et un hommes furent tués, le reste s'enfuit en abandonnant son chef qui réussit à tenir les mutins en respect, en tua quelques-uns et s'enfuit en brousse. Les révoltés s'emparèrent ainsi de trente-six fusils Albini et de quinze mille cartouches.

Le malheureux lieutenant, après avoir erré au hasard pendant deux jours, décida d'en finir et marcha vers le camp des révoltés. Stupéfaits devant tant d'audace, ceux-ci le laissèrent entrer... certains même le saluèrent... Tout à l'idée à laquelle il avait obéi, Dubois épaula son fusil et abattit un premier mutin, puis un second... Les révoltés réagirent immédiatement ; blessé à la cuisse, Dubois tomba et continua à tirer. Une balle dans la gorge le réduisit définitivement au silence. Les bandits le dépouillèrent immédiatement de ses vêtements pour s'en revêtir et abandonnèrent le corps aux hyènes.

A Kavonvue, sur le Tanganika, le capitaine Tielemans recueillit les débris de la colonne. Les vingt-cinq soldats du poste d'Uvira étaient démunis de cartouches, la réserve, remise à Dubois, étant tombée aux mains des mutins. Croyant avoir devant lui la totalité des révoltés, Tielemans crut toute résistance impossible et décida d'abandonner Uvira pour rejoindre à Mtoa le commandant Debergh. Le chef de zone y concentrait des moyens importants ; il avertit Dhanis de la gravité de la situation et de la menace de complications avec

les Allemands, à la suite de la position occupée par les mutins à proximité de la frontière de l'Est Africain Allemand.

Expédition Doorme.

Cependant, le 29 septembre 1897, la colonne Doorme quittait Nyangwe et se dirigeait vers le nord. Sept cent cinquante soldats, commandés par huit blancs, tous volontaires, composaient cette colonne. Le lieutenant Tombeur commandait les anciens soldats que Michaux avait conduits pendant la répression de la révolte de Luluabourg. Les jeunes troupes étaient réparties entre quatre détachements commandés par le lieutenant Melaerts aidé du sergent Vermeulen, le lieutenant Adlersträhle assisté du sergent Éliard, l'adjudant De Coninck et le docteur Meyers, à la fois médecin du bataillon et chef de peloton...

Après un mois de marche dans la forêt, sur des sentiers à peine tracés et fort boueux en cette saison, la colonne arriva à Shabunda le 20 octobre sans incident. Sans incident mais non sans peine ; les quelques lignes qui suivent, extraites d'une lettre du docteur Meyers en témoignent (1) :

« La route que nous suivons depuis Nyangwe est des plus détestables ; marais, forêts, montagnes, rien n'y manque pour la rendre des plus fatigantes ; les pluies continuelles nous trempent jusqu'aux os et nous maintiennent dans un bain forcé du matin au soir et bien souvent du soir au matin... la dysenterie et la pleurésie font rage. Les médicaments sont épuisés ainsi que mes provisions personnelles, assez fournies cependant ; dans quelques jours, je serai forcé d'assister les bras croisés à l'agonie de tant de braves que je

(1) Dr. Meyers, Le Prix d'un Empire, p. 147 et 148.

pourrais soulager et je frémis à l'idée qu'un blanc pourrait tomber sérieusement malade.

« Il est impossible de se faire une idée des terribles fatigues que nous avons subies, la route est absolument mauvaise. Figurez-vous un océan de boue sillonné par de larges rivières au cours torrentueux et duquel émergent des arbres pourris d'humidité et baignés dans la vase ; de-ci de-là une montagne luisante de terre glaise se dresse menaçante (nous avons dépassé 1.300 m d'altitude à certains endroits) ou bien encore un rocher inabordable et qu'il faut cependant gravir, puis l'abîme s'ouvre à nouveau. Quel cataclysme a pu créer ce désert chaotique ! Journellement de l'orage ! Peu de soleil et pas de vivres, dans ce pays infernal qu'il a fallu traverser au plus vite, car la famine était là, sur nos talons, qui nous guettait... à un certain moment nous avons dû tout abandonner jusqu'aux lits et aux doubles toits de nos tentes... »

Partout, on rencontrait des indigènes mis en émoi par la proximité des révoltés et qui, comme d'habitude, étaient prêts à passer du côté du vainqueur. Au passage de la colonne, les chefs, impressionnés par pareil déploiement de force, venaient toutefois protester de leur dévouement à l'État. Certains livrèrent même à Doorme des mutins qui avaient déjà réussi à regagner leur village et... s'y étaient démobilisés. Ces prisonniers fournirent de précieux renseignements sur la marche probable des mutins et Doorme décida en conséquence de se diriger vers Kawareware pour occuper avant eux cet important point de passage. Pour éviter la famine, une colonne rapide de deux cent quatre-vingts hommes fut envoyée à Kawareware avec mission de renvoyer vers le gros tous les vivres qu'elle pourrait trouver. Le 15 novembre, toutes les troupes y étaient réunies et continuaient leur marche vers Mloza pour aller ensuite occuper, à Piani Kikunda, un emplacement

favorable à la défense. Doorme y organisa trois camps, reliés par des routes permettant de se porter facilement d'un point à un autre en cas d'attaque.

Victoire de Boko (23 décembre 1897).

Les espions envoyés en reconnaissance apprirent bientôt que cinq à six cents rebelles s'étaient installés à Boko, à trois jours de marche de Piani Kibunda. Doorme décida d'aller les y attaquer. En l'absence de Tombeur, malade, le docteur Meyers reçut le commandement de la colonne d'attaque, qui devait être soutenue par deux autres colonnes effectuant, à gauche et à droite, un mouvement enveloppant. Le restant des troupes constituait réserve, aux ordres de Doorme.

Le 22 décembre, l'avant-garde arrivait à proximité de l'ennemi sans avoir attiré son attention. Une reconnaissance de Meyers lui montra que la position ennemie était forte. Cependant à l'aube du 23 décembre, Meyers et Melaerts passèrent à l'attaque. La rivière qui protégeait le camp ennemi fut franchie à gué. Accueillis par une vive fusillade qui creusa des vides dans leurs rangs, les assaillants progressèrent courageusement. Melaerts tomba foudroyé avant d'avoir atteint le but. Les premières maisons du village furent atteintes mais la défense était solide et l'attaque se ralentit. Pendant deux heures, le combat se poursuivit. La situation de la colonne Meyers devenait critique... A ce moment, arriva sur les lieux la colonne Adlersträhle : ses clairons sonnèrent la charge, ses hommes se précipitèrent à la rescousse, les mutins perdirent pied et abandonnèrent le village. Ils se replièrent vers l'Oso et y furent accueillis par les salves des hommes de De Coninck dont le détachement survint à point pour transformer la retraite des rebelles en débandade dans toutes les directions. Les fuyards se réfugièrent dans les montagnes pour échapper aux poursuites.

On apprit alors que l'adversaire était le groupe dissident de l'ex-caporal Saliboko. L'assassin d'Inver trouva d'ailleurs la mort dans ce combat. Les mutins laissaient sur le terrain cent cinquante tués et abandonnaient aux réguliers plusieurs drapeaux (à bandes rouges et blanches, comme ceux des arabisés), cinquante-deux fusils Albini, quinze mille cartouches et de nombreux effets et équipements ayant appartenu à l'expédition du Nil.

Les troupes régulières avaient perdu, outre le lieutenant Melaerts, dont c'était le baptême du feu, vingt et un tués et quarante-trois blessés, tous appartenant aux deux cent cinquante soldats likwangulas de Tombeur que Meyers avait menés à l'attaque et qui avaient fourni le gros effort de la journée.

Défaite de Piani Kikunda (10 janvier 1898).

Après avoir rendu les derniers hommages à ses morts, la colonne rejoignit son camp de Piani Kikunda. Le 5 janvier, Doorme apprenait que les fuyards de Saliboko avaient rejoint le groupe commandé par Kandolo et que celui-ci à la tête d'un groupe de mille fusils se disposait à attaquer le camp des forces de l'État.

Les pertes dues au combat ou à la maladie avaient réduit les forces de Doorme à quatre cents soldats. Il ne pouvait donc espérer prendre l'offensive avec quelque chance de succès. Il demanda des renforts mais Dhanis, harcelé par d'autres demandes de Debergh, ne pouvait rien lui envoyer. Il avait appris le massacre de la colonne Dubois et avait envoyé déjà des troupes à Kabambare avec mission de marcher contre la colonne Changuvu.

Cependant, au camp, des batteurs de tambours bakusu qui suivaient la colonne depuis Nyangwe communiquaient aux révoltés de précieux renseignements sur les faiblesses de l'expédition. Ainsi mis au

courant, Kandolo passa à l'attaque le 10 janvier. Bien gardé, Doorme fut averti et prit ses dispositions de défense.

« Nous dominions de cent mètres environ la route par laquelle les révoltés devaient déboucher. Le centre occupé par le détachement du docteur Meyers (cent quarante hommes) et de l'adjudant De Coninck (cinquante-cinq hommes) commandait un champ de tir de plus de cinquante mètres, une multitude d'obstacles rendant la moitié presqu'impraticable. La droite (détachement du lieutenant Tombeur, quatre-vingt-dix hommes) défendait l'accès d'une grande montagne qui dominait notre position ; la gauche (lieutenant Adlersträhle avec cent et dix hommes) avait pris position sur une colline à laquelle aboutissait un chemin indigène qu'auraient pu prendre les révoltés » (1).

Le 10 janvier 1898, à 7 heures du matin, l'ennemi attaqua avec violence le centre du dispositif, un premier assaut fut repoussé, puis d'autres, par le feu des défenseurs. Un moment on crut qu'ils seraient définitivement refoulés... mais toutes les réserves avaient été engagées depuis les trois heures que durait le combat et les munitions étaient presque épuisées. Le détachement Tombeur, à court de cartouches, dut se replier sur le gros. L'ennemi occupa sa position et dirigea alors son feu sur le plateau où se tenait le centre. Doorme ordonna la retraite. Exécutée sous la protection d'une arrière-garde commandée par Adlersträhle, elle commença à onze heures et se fit en bon ordre, grâce au dévouement des cent hommes d'Aldersträhle qui, entraînés par l'exemple de leur chef, soutinrent sans céder pendant une heure et demie les assauts d'un ennemi nettement supérieur.

(1) Rapport du commandant Doorme, cité par MULLER, *La Revue Congolaise Illustrée*, numéro de janvier 1948, p. 12.

Vers une heure de l'après-midi, l'arrière-garde réussit à décrocher à son tour et la colonne toute entière fit route vers Kawareware, puis Niembo et Kitenge Tenge. Doorme voulait se rapprocher du fleuve pour refaire sa troupe qui n'aurait plus supporté la longue marche jusqu'à Nyangwe par Shabunda et Micici. Les soldats étaient épuisés et Doorme savait qu'il ne pouvait plus compter sur eux. Les blancs, dépourvus de tout, étaient anémiés, malades et De Coninck et Eliard succombèrent pendant cette pénible retraite. Mais la troupe n'avait abandonné à l'ennemi ni munitions, ni armement, ni blessés. Elle avait perdu à Piani Kikunda trente morts ; cette bataille était une défaite, ce n'était ni une fuite, ni un désastre.

Il fallait cependant défendre la route vers le fleuve ; Meyers et Adlersträhle s'offrirent à demeurer à Kitenge Tenge pour y garder le passage de la Lugulu avec les meilleurs soldats, pendant que Doorme rejoindrait le P.C. de Dhanis à Lokandu.

« Ces deux officiers », écrivit Doorme à Dhanis (1), « après toutes les misères d'une route épouvantable, deux combats sanglants où ils ont joué le rôle le plus brillant, à deux mois d'un centre occupé, après une retraite longue et difficile où ils ont fait preuve d'un sang-froid et d'une énergie admirables, dénués de tout, ont demandé comme une faveur de pouvoir rester sur la brèche, face à l'ennemi. J'ai en ces deux agents la plus entière confiance ; tout ce qui peut se faire pour arrêter l'ennemi sera fait... en attendant le jour de sa défaite complète. »

Ils restèrent à Kitenge Tenge jusqu'au moment où les renseignements reçus à Lokandu sur la marche des révoltés permirent de les rappeler auprès du commandant supérieur, tout danger étant écarté de ce

(1) Lettre de Doorme à Dhanis *(Idem)*.

côté. Les révoltés, en effet, avaient abandonné l'espoir de forcer ce passage et s'étaient dirigés vers le sud-est.

Meyers et Adlersträhle regagnèrent donc Lokandu avec leurs hommes. Lors de leur arrivée, Doorme écrivit à Lothaire [1] : « Le défilé de cette troupe de soldats, tous à peu près nus, mais marchant fièrement sous les ordres de deux blancs en loques, les pieds enveloppés dans des écorces d'arbre en guise de chaussures, a produit une impression profonde. »

Expédition Long — Combat de Simorane.
(2 janvier 1898 — Carte V/4)

Cependant, à Kasongo et Kabambare, des forces se rassemblaient sous l'impulsion de Dhanis. A Kasongo, le lieutenant Van de Moere, qui commandait le camp d'instruction, prépara une colonne importante. Le 3 décembre 1897, il quittait la ville avec quatre cents soldats et cinq européens, dont le lieutenant Stevens. A Kabambare, la colonne fut renforcée par les cent cinquante hommes du commandant Langhans. Le commandant Long, chef de zone, prit le commandement de cette expédition. Il devait se diriger vers Baraka, y rejoindre les troupes que Debergh amenait de Mtoa et agir de là vers l'ouest en prenant ainsi, avec l'expédition Doorme, les révoltés entre deux feux.

Mais, à la suite du massacre de la colonne Dubois et de l'abandon d'Uvira, Dhanis envoya cette colonne combattre le groupe Changuvu, pendant qu'il enjoignait à Debergh de réoccuper Uvira. La colonne Long quitta Kabambare le 14 décembre 1897, arriva le 2 janvier 1898 chez le chef Simorane, au sud du golfe de Burton. Averti de l'imminence d'une attaque, il renforça le dispositif de sûreté.

Pendant la nuit, les rebelles envoyèrent une grêle

[1] Cité par Dr. MEYERS, *op. cit.*, p. 175.

de balles sur le camp, tuant le commandant Langhans. Mais les soldats ripostèrent sans désordre et, après trois quarts d'heure de combat à l'aveuglette, l'ennemi abandonna l'attaque. Il avait perdu soixante tués et abandonné quelques fusils. Poursuivi le lendemain dès l'aube, il se dirigea vers Baraka et la colonne Long revint occuper Simorane sans autre incident. Le commandant Long devait en garder l'impression, malheureusement fausse, que les révoltés n'étaient plus guère à craindre et essayer de faire partager aux autres cette opinion.

Expédition Debergh (Carte V/4).

En même temps, le commandant Debergh, chef de zone du Tanganika, avait quitté son poste de Mtoa à la tête de deux cent cinquante soldats et de cinq blancs. Voyageant par eau, il atteignit rapidement et sans incident, le poste d'Uvira le 27 décembre 1897. Les mutins avaient abandonné la station et elle fut réoccupée et remise en état de défense par les soldats. Debergh, lorsqu'il apprit le combat de Simorane, prit ses dispositions pour aller combattre les mutins réfugiés à Baraka. Deux pelotons, aux ordres du lieutenant Chargeois et du lieutenant Deffense, furent chargés de l'attaque. En réserve, cent hommes commandés par Debergh et l'adjudant Mohonval se tenaient prêts à intervenir en cas de besoin.

Victoire de Kaboge (23 mars 1898).

Le 23 mars 1898, les deux pelotons se heurtaient aux révoltés. Beaucoup plus nombreux, ceux-ci, après plusieurs heures de combat, contraignirent Chargeois et Deffense à replier leurs hommes vers Kaboge, où se trouvait la réserve. Renforcés par ce sérieux appoint de troupes fraîches, les soldats de l'État reprirent

alors l'offensive et, après une heure de combat indécis, le désordre se mit dans les rangs des mutins qui abandonnèrent la lutte et battirent en retraite. Le soir, les troupes de l'État se replièrent vers Uvira ; elles avaient perdu cinq morts et vingt-sept blessés, dont le lieutenant Chargeois. De leur côté, les révoltés avaient abandonné vingt-cinq morts et une cinquantaine de blessés graves.

La situation n'était toutefois pas brillante et le moral des blancs d'Uvira n'était pas fameux. Il faut dire à leur décharge qu'ils se sentaient isolés et n'avaient de communications sûres que vers l'Est Africain... Allemand.

Menacé par les révoltés solidement établis dans la région, Debergh lança contre eux une nouvelle colonne de cent trente hommes. Partis d'Uvira le 15 mai, ils arrivèrent le 16 mai à proximité de l'ennemi, aux environs du village de Makangala, à vingt kilomètres au sud d'Uvira. Le 17, le commandant Debergh installa ses hommes de façon à défendre le défilé qui conduisait à Uvira, mais les rebelles avertis rebroussèrent chemin et Debergh décida de les attaquer le 18 à Ngabo.

Défaite de Ngabo (18 mai 1898).

Une marche habilement conduite amena la troupe à un kilomètre du camp ennemi à cinq heures du matin. Le capitaine Tielemans commandait le peloton d'attaque, suivi par Debergh à la tête de la réserve. A huit cents mètres du camp ennemi, deux soldats perdirent la tête et tirèrent des coups de feu qui donnèrent l'alarme aux mutins. Tout le privilège de la surprise était perdu ; l'ennemi s'organisa rapidement dans les deux agglomérations qu'il occupait, distantes l'une de l'autre de quelques centaines de mètres. La situation des troupes de l'État devint plus critique, étant donné leur nette infériorité numérique.

Il était toutefois trop tard pour reculer et Debergh décida d'attaquer successivement les deux groupes en commençant par le groupe nord. C'était une opération hardie, qui ne pouvait réussir que si elle était menée avec rapidité. Malheureusement, l'espace à parcourir pour atteindre l'ennemi dans ses retranchements était trop considérable pour être franchi sans fortes pertes sous le feu intense de l'adversaire... L'attaque s'arrêta malgré le courage du capitaine Tielemans qui, debout, essayait d'entraîner ses hommes qui ne progressaient plus qu'en rampant. Le plan prévu devint irréalisable et les hommes de la réserve attaquèrent alors le groupe sud sans attendre la chute problématique de l'autre camp.

Les deux attaques échouèrent et l'ennemi ne fut pas délogé... Le capitaine Tielemans, blessé à la hanche, fut emporté par ses boys et rejoignit Uvira avec ce qui restait de sa troupe. Le commandant Debergh, blessé au pied pendant l'assaut du groupe sud, se fit transporter par ses Sierra-Leonais. Cerné par les révoltés, il se brûla la cervelle pour éviter d'être pris vivant. L'État avait perdu vingt-six tués et quatorze hommes étaient grièvement blessés.

A Uvira, Tielemans trouva la garnison démoralisée et décida l'évacuation du poste vers Usumbura, en territoire allemand. Bien accueilli et soigné par les officiers qui commandaient la station, il put la quitter le 29 mai en bateau et rejoindre Mtoa avec le lieutenant Chargeois le 7 juin, laissant aux Allemands vingt-cinq soldats de la Force Publique pour renforcer leur garnison de trente-cinq soudanais contre une attaque possible des rebelles.

Ceux-ci étaient maîtres de toute la région Uvira-Baraka... et beaucoup d'indigènes, devant ces succès, devinrent leurs alliés.

Expédition Glorie — Victoire de Gwese
(17 juin 1898 — carte V/4).

Prévenus de l'attitude inquiétante des mutins qui, depuis leur victoire de Piani Kikunda, s'étaient avancés jusqu'à Kawareware et de là menaçaient de descendre vers le sud (Nyangwe), Dhanis envoya contre eux une colonne de sept cents hommes et sept européens aux ordres du capitaine suédois Swensson, vétéran de la campagne arabe. Pour couvrir Nyangwe, Swensson, avec les anciens de l'expédition Long (Stevens, Rousseaux, Schrynmakers) et quatre cents hommes, rejoignit à Micici le lieutenant Glorie qui s'y trouvait déjà avec le sous-lieutenant Marcussen, le sous-officier Paternoster et trois cent vingt soldats. Glorie se rendit alors à Shabunda et dirigea son détachement vers l'est lorsqu'il apprit que les révoltés avaient quitté Kawareware et marchaient vers le sud-est. Il avertit le capitaine Swensson de son intention de combattre les mutins et partit vers Gwese, où les renseignements de ses espions situaient les révoltés.

Pendant ce temps, la garde de la route de Nyangwe devenant inutile, Swensson reçut ordre de rejoindre Kasongo.

Le 17 juin, Glorie se trouvait au contact de l'ennemi à Gwese. Il avait divisé sa troupe en trois pelotons, qu'il installa en formation de combat : lui-même commandait la droite, Marcussen la gauche et Paternoster se trouvait en retrait. L'ennemi, comme d'habitude, possédait la supériorité numérique et Glorie allait devoir se battre un contre deux.

A l'approche des mutins, la colonne prit un ordre dispersé et entama la fusillade ; il était 9 heures du matin. En un quart d'heure, grâce à l'entrain de leurs chefs, les soldats contraignirent l'ennemi à la retraite. Mais les révoltés se ressaisirent et firent front une

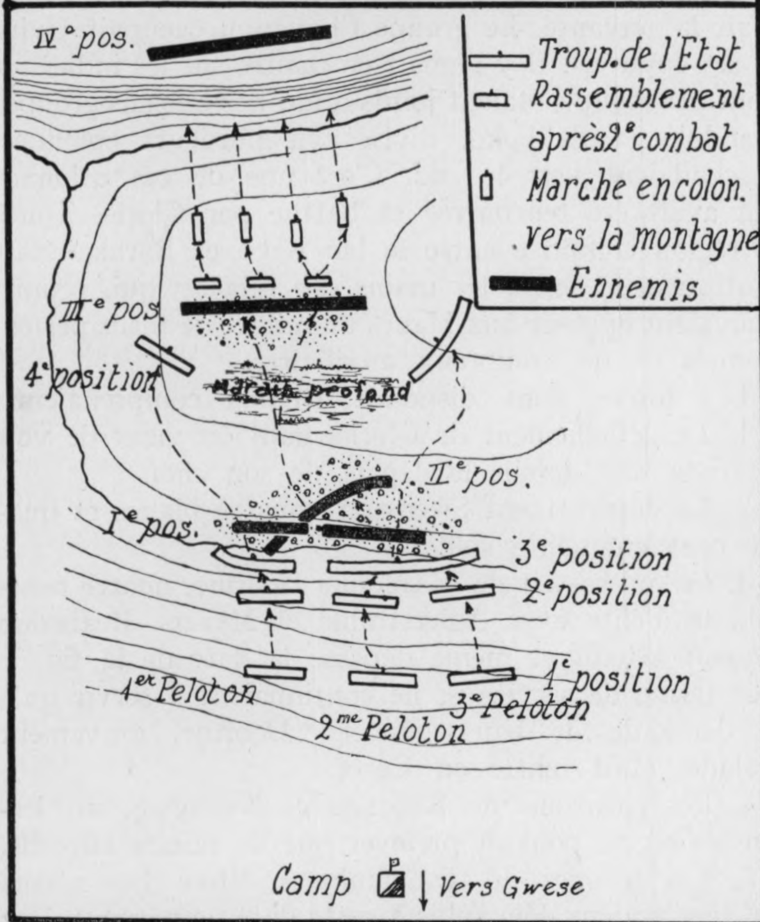
seconde fois. Enveloppés aux deux ailes, ils se dérobèrent une fois de plus. Quatre fois encore l'ennemi fit front et s'efforça d'arrêter l'impétueux élan des troupes de Glorie. Poursuivi jusque dans son camp, il dut l'abandonner aux mains des vainqueurs et se réfugier dans la montagne. Il avait perdu quatre-vingt-dix tués, dont trois chefs, abandonné quarante-quatre fusils, deux mille cartouches et tous ses bagages... Glorie de son côté, comptait vingt tués et trente-cinq blessés. Lui-même avait reçu au cours du combat une balle en pleine poitrine en conduisant ses soldats à l'assaut de la dernière position.

Dans son rapport, Glorie signala que les révoltés n'avaient pas oublié l'instruction qu'ils avaient reçue autrefois : « Ils marchaient avec une avant-garde, et le personnel marchait à une centaine de mètre de distance du gros. Au gros de la colonne ne se mêlait aucune femme ni aucun boy ; la colonne des révoltés était précédée d'un drapeau mi-rouge, mi-blanc. Les sonneries du clairon s'effectuaient ; j'ai parfaitement entendu sonner le « rassemblement » « le commencez le feu » et « en retraite » ([1]).

Ce groupe dangereusement aventuré avait donné des inquiétudes au commandant supérieur. Son succès était la juste récompense de l'ardeur combative de Glorie, qui n'avait pas hésité à accomplir une longue marche dans une région difficile et inconnue pour contraindre les révoltés au combat. Mission accomplie, il rentra à Riba-Riba. A fin de terme et affaibli par sa blessure, il regagna l'Europe.

Sa troupe, grisée par ses succès, allait accepter avec répugnance l'autorité de tous ses successeurs et devenir une bande de brigands qu'on allait bientôt craindre autant que les révoltés... Plus encore qu'à l'heure

([1]) Rapport de Glorie, cité par Meyers, *La Revue Congolaise Illustrée*, juillet 1948, p. 10.



actuelle, le soldat noir d'alors était le soldat d'un chef et répugnait au changement, source d'ennuis lors de la reprise de commandement par un officier fraîchement arrivé d'Europe et qui n'avait auprès d'eux aucun prestige.

De juillet a septembre 1898
Tentative de conciliation (carte V/4).

Situation en juillet 1898.

A ce moment, la situation respective des belligérants était la suivante. Le groupe Changuvu occupait Uvira et ses environs. Il y régnait en maître sur les indigènes dont beaucoup s'étaient joints à lui. Les anciens groupes Kandolo et Saliboko, divisés en plusieurs colonnes, descendaient vers le sud. C'est une de ces colonnes qui avait été rencontrée et battue par Glorie. Toute la région comprise entre le lac Kivu et Baraka était pratiquement entre les mains des rebelles qui, réunis, pouvaient opposer aux blancs un millier de fusils perfectionnés et de nombreux auxiliaires.

Les forces dont disposait Dhanis comprenaient :

1. Le détachement de Glorie, dont on vient de voir le triste sort depuis le départ de son chef.

2. Le détachement Swensson : quatre blancs et quatre cent cinquante soldats.

3. Ce qui restait de la colonne Doorme, quatre cents soldats d'élite avec Adlersträhle et Meyers. Beaucoup avaient atteint et même dépassé la date de la fin de leur terme de service et ne continuaient à servir qu'à la demande de leurs officiers. Doorme, gravement malade, était rentré en Europe.

4. Les garnisons de Kasongo et Nyangwe, sur lesquelles on ne pouvait prélever que de faibles effectifs.

5. Les troupes du Tanganika à Mtoa. Les revers qu'elles avaient déjà subis à cette date ne permettaient pas d'en espérer beaucoup. Cependant, l'arrivée par la voie de l'est, du commandant Hecq, rassura le commandant supérieur sur le sort du poste et de la zone du Tanganika.

La situation matérielle de ces troupes en opération

était lamentable. Aux demandes de renforts, de munitions, d'équipements et d'habillement, le gouvernement faisait la sourde oreille... Il croyait toujours les révoltés mis hors de combat définitivement par la brillante victoire du commandant Henry et ne voulait pas admettre que Dhanis avait devant lui autre chose que des bandes isolées d'importance minime [1].

Il semble d'ailleurs que, soucieux de soigner sa propagande à un moment où il avait besoin de secours financiers, le gouvernement de l'État Indépendant minimisait systématiquement l'importance des opérations dont il recevait les rapports. Il suffit de parcourir les journaux et revues de l'époque pour se rendre compte de cela. Tandis qu'on avait magnifié les héros de la campagne arabe et tous leurs combats, on ne faisait guère de bruit autour des batailles de la campagne contre les révoltés. Ces combats dont il n'était pas permis de tirer gloire furent pourtant plus pénibles et plus longs, l'ennemi étant mieux armé et mieux instruit, et les pertes en vies humaines furent nettement plus élevées pour la Force Publique.

A cause de cette attitude du gouvernement et de celle de la presse, le moral des blancs n'avait été soutenu que par l'énergie et l'exemple de leur chef, qui avait décidé qu'il resterait au Congo jusqu'à ce qu'il ait débarrassé le pays de la menace constituée par ses anciens soldats de l'expédition du Nil.

Quant aux réguliers noirs, leur solde était mal payée, ils étaient mal nourris et mal habillés et voyaient les garnisons des postes où ils passaient confortablement installées, ne manquant de rien et régulièrement payées. Inutile de dire que cette situation n'était pas faite pour faciliter le maintien de la discipline et du moral.

[1] Extrait d'une lettre du Vice-Gouverneur Général FUCHS au baron DHANIS (7 janvier 1898). « Maintenant qu'à la suite de la victoire remportée par M. Henry sur les révoltés la situation s'est considérablement améliorée, le gouvernement a cru devoir donner un successeur à Mr. Dhanis. » Cité par MEYERS, *op. cit.*, p. 186.

Intérim Vangele.

Un autre événement allait apporter une profonde perturbation dans les plans qu'élaborait le commandant supérieur pour venir à bout des révoltés. Le 9 septembre, arrivait à Kabambare, où Dhanis avait transporté son poste de commandement, une lettre du Vice-Gouverneur Général Vangele, annonçant que, suivant les ordres du Gouverneur Général, il avait pris le commandement du district des Stanley-Falls et des opérations contre les révoltés...

Depuis le mois de février, Dhanis savait que son remplacement par Vangele était décidé et cette « mise à pied », à peine déguisée sous une forme polie, avait déplu à ses collaborateurs comme une profonde injustice.

Arrivé le 4 mars à Stanleyville, le major Vangele avait mission de reprendre la direction de tous les districts de l'est et de réorganiser ces territoires. Le gouvernement central et le gouvernement local persistaient, nous l'avons vu, à croire que les rebelles étaient définitivement battus et n'accordaient plus d'importance aux bandes qui terrorisaient le Tanganika.

Conformément aux ordres reçus, Vangele pria Dhanis de venir à Stanleyville remettre son commandement. Connaissant mieux que quiconque la situation, ce dernier demanda à Vangele de remonter jusqu'à Kasongo ou Nyangwe pour cette reprise, car il ne pouvait abandonner le théâtre des opérations. Le malentendu qui s'ensuivit ne fut dissipé que par l'intervention du gouvernement central.

Le 13 septembre, Vangele arriva à Kabambare et reprit le commandement. Le lendemain, Dhanis redescendait le fleuve vers l'Europe, navré de n'avoir pu mener à bien la tâche qu'il s'était imposée au lendemain de la défaite d'Ekwanga.

Mission Long.

Le nouveau commandant supérieur arrivait sur les lieux avec l'idée préconçue que la valeur et l'importance des révoltés avaient été considérablement exagérées. De plus, il avait reçu d'Europe des consignes qu'il appliqua immédiatement : licenciement de tous les soldats dont la date de fin de terme était atteinte ou dépassée, sans tenir compte de la nécessité de garder sous les armes les meilleurs soldats, et tentative de solution pacifique du conflit par l'envoi d'une ambassade aux mutins.

Appuyé par le commandant Long, qui partageait ses vues, il envoya aux révoltés des émissaires chargés de leur promettre l'amnistie complète au cas où ils consentiraient à déposer les armes. C'était bien mal les connaître et oublier la mentalité des indigènes et des soldats fidèles, qui ne comprendraient jamais une telle mansuétude envers des assassins qu'ils combattaient depuis près de deux ans ! ! ! Il était d'ailleurs hors de doute que tous, ennemis et amis, interpréteraient cette attitude comme une marque de faiblesse qui renforcerait l'intransigeance des mutins et découragerait les soldats chargés de les combattre, sans parler de la perte de prestige de l'État vis-à-vis des indigènes.

C'est au commandant Long, installé depuis de nombreuses années dans cette région et bien connu des indigènes, auprès desquels son prestige était indiscutable, que fut confiée cette mission délicate.

Pendant un certain temps, la garnison de Kabambare vécut dans l'attente des résultats de l'ambassade extraordinaire. Les nouvelles qui parvinrent en octobre étaient contradictoires : si le commandant Long affirmait une fois de plus son optimisme, le nouveau chef de zone du Tanganika, le commandant Hecq, annonçait que les révoltés ne déposaient pas les armes et se dis-

posaient à attaquer la colonne Swensson, qui avait été envoyée vers le lac à Sungula.

Le 23 octobre, Vangele recevait de Long la lettre suivante [1] :

« Monsieur le Gouverneur Général,

« J'ai l'honneur de vous faire savoir que la mission envoyée chez les révoltés, composée des gens de Kalongoa Ngao sous le commandement de Kalombola est rentrée aujourd'hui.

« Les révoltés en grand nombre, tous réunis, sont installés dans onze camps rapprochés, dans le pays de Baraka ; leurs morts ont été remplacés par des indigènes ou leurs boys...

« C'est Piani Kandolo qui est le seul grand chef, c'est lui qui a donné la réponse au nom de tous aux propositions de paix. Piani Kandolo a dit en substance : « Nous nous sommes révoltés parce que nous étions traités comme des esclaves. »

« Voici les principaux griefs :

1° Défense de manger du bœuf, de la chèvre et même des poules, nous devions nous contenter des racines du bush ;

2° On nous donnait du bâton en masse pour rien ;

3° Pour un rien, nos camarades étaient amarrés et fusillés ;

4° Nous avions tous deux ou trois femmes ; elles nous ont été enlevées pour être données aux jeunes soldats qui n'en avaient pas ;

5° Si une femme ou un boy s'attardait pour boire de l'eau en route, son maître le lendemain devait porter une lourde charge ;

6° Tandis que nous ne recevions rien, les gens de l'es-

[1] Cité par Dr. Meyers, *op. cit.*, p. 215.

corte de Fimbo Mingi [1] recevaient des livres sterling, des étoffes, des fez et du tchop. Nous avons commencé la révolte (les Bakusu) et les autres nous ont suivis.

« Si Bwana Lupara [2] et Bula Matari veulent faire la paix, nous consentirons à traiter avec eux, mais pas avec d'autres petits blancs que nous ne connaissons pas.

« Bwana Lupara veut que nous déposions les armes, nous consentons à une condition, c'est que notre arriéré de solde de tant d'années nous soit payé ; qu'il nous envoie des caisses de livres sterling et des charges d'étoffes. Il est inutile de venir encore les mains vides...

« Kalambola et ses gens ont failli y rester ; tous les indigènes sont du reste avec les révoltés qui dévastent effectivement toute la côte jusqu'à Kabanga.

« Après cette tentative, il ne reste plus qu'à prendre les fusils de force, bien que je compte sur une scission dans le camp ; je m'attends à ce qu'une partie au moins se détache du gros. La force des révoltés est aussi importante... tous armés d'Albini et pourvus d'une cartouchière et d'une ceinture remplie de cartouches, ce qui fait un total de soixante à septante-cinq cartouches par tête...

« Dans ces conditions, il faudrait la coopération du groupe de soldats restés à Kabambare et augmenté si possible.

« Je pense que le commissaire de district Hecq pourrait occuper Uvira avec deux cents hommes de façon à pouvoir venir couper la route aux révoltés. Il faudrait alors que Mtoa soit renforcé. Je ne connais pas les ressources en blancs et en étoffes, costumes et couvertures. Il conviendrait que les hommes soient bien équipés, car ils mourront comme des mouches... Je vais me porter chez Sungula pour seconder le com-

(1) Nom indigène de Dhanis.
(2) Nom indigène de Long.

mandant Swensson malade, c'est là que j'attends vos ordres. »

Le capitaine-commandant Long.

La tentative de paix se terminait par un échec. Un mois avait été perdu, des soldats, avaient été licenciés et maintenant Long, lui aussi, demandait des renforts, des équipements, de l'habillement...

Vangele, ainsi averti du danger réel que présentaient les révoltés, prit les mesures qui s'imposaient : les forces dispersées furent rappelées et des renforts demandés partout où on pouvait en prélever. Mais, malade, le Vice-Gouverneur dut abandonner Kabambare et se retirer à Nyangwe, laissant le commandement des opérations au commandant Long. Ce dernier fut loin d'être enchanté de ce lourd héritage, recueilli au moment où les choses allaient plutôt mal. Il disposait à ce moment :

1. A Sungula, des quatre cents hommes du capitaine Swensson qui, gravement malade, allait remettre son commandement au capitaine Lardy et se faire transporter à Kabambare.

2. A Kabambare, des trois cent cinquante hommes d'Adlersträhle, de deux cent cinquante soldats qu'y amena le commandant Alban Lemaire et de la garnison permanente de deux cents hommes commandés par le lieutenant Delhaise.

3. A Mtoa, des deux cents soldats du commandant Hecq.

Octobre — Novembre 1898 (L'heure noire).

En octobre, à la tête d'un millier d'hommes, Long se porta vers Sungula, où se trouvaient le capitaine Lardy et le lieutenant Stevens. A l'avant-garde marchait un détachement aux ordres du commandant Alban Lemaire.

Défaite de Sungula (4 novembre 1898).

Le 4 novembre, à 6 h 30, du matin, onze cents rebelles passèrent à l'attaque du poste, favorisés par le brouillard. Pendant cinq heures, les défenseurs combattirent courageusement. Le capitaine Lardy et le sergent Ardevel se firent tuer sur place et beaucoup de noirs tombèrent avec eux. Pour éviter l'anéantissement total, le lieutenant Stevens rassembla ses hommes et, après trois essais infructueux, réussit, par une attaque fougueuse, à traverser les rangs ennemis. Il perdit cinquante hommes dans cette opération et son adjoint, le sous-officier Schrynmakers, fut blessé. Les débris de la garnison battirent en retraite vers Kabambare et furent recueillis par la colonne Lemaire, qui arriva sur les lieux trop tard pour réparer le désastre.

L'avant-garde de la colonne Long aurait dû se hâter au secours des soldats de Lardy que l'on savait menacés par les mutins. La marche fut retardée par la mauvaise volonté d'une partie des troupes du commandant Lemaire et ce retard fut catastrophique...

L'État Indépendant avait perdu deux cent cinquante soldats et deux blancs dans cette sanglante bagarre. Cent fusils, plus de dix mille cartouches, les bagages et les femmes des soldats étaient tombés entre les mains des mutins.

Retour de Dhanis.

Le même jour, Long fut averti par une lettre de Vangele que le baron Dhanis reprenait le commandement des opérations. Mis au courant d'autre part, par les troupes en retraite, du désastre de Sungula, il décida de se replier sur Kabambare avec toutes les troupes qui lui restaient.

Dhanis avait reçu en chemin une lettre l'invitant à interrompre son voyage de retour et à reprendre

le commandement. Il accepta sans hésiter malgré l'affront qui lui avait été fait quelque temps auparavant, et malgré les événements graves qui s'étaient passés depuis son départ, et les funestes conséquences du changement de politique vis-à-vis des révoltés. Il remonta une fois de plus le fleuve vers Nyangwe, où il rencontra Vangele et reprit effectivement le commandement le 9 novembre.

Hélas ! après le désastre de Sungula une autre catastrophe allait aggraver la situation avant qu'il n'ait eu le temps de la reprendre en mains...

Désastre de Kabambare (14 novembre 1898).

A Kabambare, le commandant Long s'apprêtait à reprendre l'offensive, mais [1]...

« Le 13 novembre 1898, le jour même de l'enterrement de Swensson, les reconnaissances signalaient l'approche de l'ennemi. Le soir, vers 11 heures, le lieutenant Sterckx, assurant le service des avant-postes, se laissa aborder par une forte troupe, conduite par le chef N'Gouma. L'officier belge, trompé par l'obscurité, les laissa approcher. N'Gouma déclara qu'il venait faire sa soumission. Le lieutenant Sterckx, trop confiant, accorda alors la liberté aux hommes de N'Gouma qui, à la faveur de l'obscurité, pénétrèrent ainsi dans Kabambare sans donner l'éveil. De son côté, le lieutenant Sterckx, le 14, un peu avant le lever du soleil, se replia vers sa demeure, dans la grande maison de l'arabe Abibu-ben-Selim, pour prendre quelque nourriture et faire ses apprêts pour la marche en avant. Il venait de se mettre à table quand des coups de feu éclatèrent. Entendant cette fusillade, Sterckx regagna dare-dare son poste de combat à l'avant-garde sur la hauteur vers l'est. Peu après, l'avant-garde reçut l'ordre de se replier par échelon. Le premier peloton, commandé par le lieutenant Sterckx, se reporta à hauteur du deuxième échelon où se trouvait Lemaire. Ayant réuni toutes les troupes d'avant-garde, celui-ci donna ordre de se porter en arrière vers le village de l'arabe Abibu. Pendant cette retraite, le lieutenant Sterckx fut blessé au bas de la nuque par une balle qui l'atteignit du côté gauche et sortit du côté droit. L'officier blessé, accompagné de deux gradés noirs, rentra alors dans sa demeure pour se faire appliquer un pansement rapide, ressortit peu de temps après suivi de ses deux noirs, mais à ce moment, la place était occupée par les révoltés qui,

(1) A. Lejeune-Choquet, Histoire Militaire du Congo, p. 166.

tout en criant « Kamateni mangu » (Empoignez le blanc), tirèrent sur lui à bout portant. Sterckx tomba pour ne plus se relever.

« Entre-temps, que s'était-il passé à Kabambare ? Le matin, à l'heure où les soldats allaient prendre leur repas, retentissait un coup de clairon : c'était le signal de l'attaque par les troupes de N'Gouma. Ceux-ci attaquèrent la place à l'improviste. Les blancs étaient à table ; les soldats étaient occupés : les uns achevant leur repas, les autres faisant les paquets de la troupe. Les faisceaux étaient formés. Tout à coup l'ennemi apparut et fondit, avec une impétuosité qui aggrava davantage le désordre des soldats pris à l'improviste, et que leurs chefs n'eurent pas le temps de grouper. Chacun d'eux se défendit pour son propre compte au hasard des circonstances.

« Ce combat extraordinaire dura une heure, après quoi, les soldats lâchèrent pied, les uns après les autres. Ce fut un sauve-qui-peut général dans la direction de Kasongo. »

Les lieutenants Rahbeck et Sterckx furent tués, ainsi qu'environ deux cents soldats noirs ; le lieutenant Adlersträhle et le sergent Van Heck furent blessés. Une impardonnable négligence dans le service de sûreté avait permis à l'ennemi de s'emparer d'un poste fortifié et de tout ce qu'il contenait ; deux canons, des fusils, des cartouches, des équipements et approvisionnements en nombre important.

A l'annonce de cette désastreuse nouvelle, le commandant supérieur fit prendre des mesures pour recueillir les fuyards, les désarmer et les regrouper... Le 20 novembre, tous les survivants des défaites de Sungula et Kabambare étaient à nouveau rassemblés... mais en quel piteux état !... et dans quelles graves circonstances !

Enivrés par leurs victoires, maîtres de Kabambare où ils s'étaient emparés d'un butin considérable, les rebelles, s'ils l'avaient voulu, pouvaient prendre sans coup férir les postes de Kasongo et Nyangwe où rien n'aurait pu leur être opposé, les fuyards étant à ce moment dans un état moral lamentable. Heureusement, en ce moment aussi critique pour l'État que les jours sombres qui suivirent la bataille d'Ekwanga, les mutins

perdirent leur temps dans les délices de Kabambare, en pillages et en discussions.

Conseil de guerre à Kasongo.

A Kasongo, la situation semblait à beaucoup désespérée : les hommes n'avaient plus de cartouches, les européens plus de vivres, plus d'équipement, plus de tentes... A aucun moment, depuis mars 1897, le moral n'avait été si bas.

Mais comme alors il s'était trouvé un homme (le commandant Henry) pour transformer les fuyards en une troupe capable de combattre jusqu'au sacrifice et à la victoire de la Lindi, ainsi, à ce moment difficile, un autre héros, le docteur Meyers, allait redresser les courages défaillants et ramener l'optimisme, puis la victoire dans le camp de l'État.

Lors d'une sorte de conseil de guerre réuni par Dhanis pour examiner la situation, alors que la plupart des blancs étaient d'avis qu'il fallait abandonner Kasongo et que rien ne pouvait être entrepris avec les troupes qui s'y trouvaient, Meyers déclara que la seule attitude à prendre était l'offensive. Avec les anciens soldats de Glorie, qu'il avait réussi à ramener dans le droit chemin, avec ceux des fuyards dont le moral n'avait pas été abattu, il avait monté secrètement une démonstration spectaculaire. Le jour même de la réunion, pour appuyer son argumentation, un défilé impeccable de huit cents hommes résolus eut lieu devant le commandant supérieur et les autres blancs agréablement surpris. Grâce à sa connaissance de l'indigène dont, depuis le début de son séjour, il s'était efforcé d'apprendre les dialectes et d'étudier la psychologie, grâce à son prestige de docteur-guérisseur et surtout celui de combattant dont la bravoure s'était affirmée dans plusieurs combats, Meyers, comme Henry, avait redressé une situation que tous croyaient sans remède.

DÉCEMBRE 1898 — JANVIER 1899 : L'INITIATIVE CHANGE DE CAMP (carte V/4).

Le commandant Long, depuis longtemps fin de terme, rentra en Europe en même temps que tous les blessés et malades. De Stanleyville, le Gouverneur Général (ff) Wangermée fit envoyer à Dhanis les renforts dont il avait besoin, blancs et noirs. Un important convoi de trente-six agents venait heureusement d'y arriver.

Bientôt, les dispositions furent prises pour reprendre l'offensive et, le 24 novembre, Dhanis pouvait écrire au Gouverneur Général [1] :

« La situation est meilleure. Les soldats sont tout à fait revenus de leur démoralisation et sont enthousiastes... Il faudrait cartouches, machettes, étoffes, vivres pour blancs et vin (nous n'avons *rien*), objets de campement, médicaments etc...

« Le commandant Lemaire, MM. Delhaise et Bernard sont chez Piani Lusangi avec deux cent soixante hommes.

« Le commandant Sundt, MM. Myhre et Lindegaard, se trouvent à Lusuna avec cent soixante-huit soldats.

« Le docteur Meyers partira après-demain avec M. Trandrup vers Kayombo, et dès qu'il aura des nouvelles certaines qu'il n'y a pas d'avance de l'ennemi par le nord sur Nyangwe, il se dirigera vers Luama.

« Dès que je serai certain que les révoltés n'ont pas quitté Kabambare... nous prendrons l'offensive peu après, avec Kabambare pour but.

« Le docteur Meyers aura trois cent cinquante à quatre cents soldats, tous bons. Il m'en restera environ cinquante pour mon escorte.

« Je donne au docteur Meyers le poste le plus difficile, parce qu'il est le seul qui connaisse le zanzibarite,

[1] Dr. MEYERS, *op. cit.*, p. 255.

qu'il est le seul qui possède la confiance des soldats et la mienne.

« J'attends les cartouches, 36.000, pour lui permettre de partir. Il partira sauf imprévu, pour Kayombo après demain.

« Sans donner tous les détails, je tiens à dire au gouvernement que la situation est meilleure et que l'on peut *commencer à espérer* une solution heureuse. Mais les blancs manquent...

« Avant de finir, je ne puis m'empêcher de faire savoir que les blancs, déjà frappés du désastre de Kabambare, sont très peinés, presque découragés de voir leurs efforts méconnus, tournés en ridicule par la presse belge, surtout à ce dernier courrier. Je ne parle pas de ma disgrâce, je laisse au gouvernement le soin de sauvegarder ma réputation. Je parle des autres blancs. »

Baron Dhanis.

Nous avons parlé plus haut du silence étonnant qui était fait autour de ces événements : les gouvernements, quels qu'ils soient, ne font pas de publicité autour des révoltes militaires et si les journaux officieux et autres parlaient beaucoup cette année de l'inauguration du chemin de fer de Matadi à Léopoldville — l'événement en valait d'ailleurs la peine — il était extrêmement rare d'y trouver un article parlant des malheureux qui souffraient pour défendre l'État menacé. Les rares échos qui faisaient allusion à eux contenaient d'ailleurs en général plus de critiques que de louanges pour les officiers, sous-officiers et soldats qui luttaient dans cette guerre de misère d'où toute gloire était exclue pour les vainqueurs.

Marche vers Kabambare.

Le 9 décembre, les munitions que l'on réclamait à cor et à cri arrivèrent enfin et Meyers quitta Kasongo

avec ses quatre cents soldats. Il avait reçu du commandant supérieur des instructions très précises [1] :

« Se rendre chez Kayombo ou Mirambo, sur la Lulindi.

« Se mettre immédiatement en relations avec le commandant Lemaire en envoyant des courriers indigènes.

« Entamer des relations avec les indigènes jusqu'à la Luama.

« S'entendre avec Wamaza, Mondeba et Ayuza, ainsi qu'avec Niama ya Bolozi.

« Être prudent.

« Les renseignements nous signalent Munie Magimba et d'autres Arabes comme passés aux révoltés ; Munie Magimba avec rôle actif.

« Dès que le docteur Meyers a la certitude que les révoltés ne passent pas vers le nord, chez Ayuza par exemple, il devra s'avancer jusqu'à la Luama à un point que nous déterminerons plus tard ou que les circonstances imposeront, chez Abdallah par exemple.

« Si la colonne est assurée du passage de la Luama par les révoltés, elle tombera dessus. Si la nouvelle de la retraite de l'ennemi vers le sud est certaine, il faut s'avancer vers la Luama. »

Baron Dhanis.

Meyers atteignit la Luama et n'y trouva aucun moyen de passage. Il avertit le commandant supérieur du résultat de ses recherches : l'ennemi n'avait pas essayé de passer vers le nord et n'avait pas franchi la rivière. Dhanis prescrivit le regroupement des forces de Delhaise et Sundt avec celles du docteur à Lugambo. Il ordonna le franchissement de la Luama pour le 28 décembre et l'attaque de Kabambare. Lui-même, avec cent septante-sept soldats commandés par Rue se disposa à rejoindre Meyers.

(1) Dr. Meyers, *op. cit.*, p. 261.

« Coûte que coûte », enjoignit le baron Dhanis à la colonne d'attaque, « auxiliaires ou sans auxiliaires, quand même il faudrait traverser la Luama à la nage, il faut arriver à attaquer Kabambare le 31 de grand matin » (1).

Le 30 décembre, les colonnes Meyers et Sundt franchirent la Luama. Le docteur lui-même traversa la rivière à la nage, malgré les crocodiles, pour aller s'emparer d'une pirogue sur la rive opposée ; aucun de ses soldats n'avait osé le faire.

Partis le matin à cinq heures, ils arrivèrent le soir à Kabambare... en flammes et abandonné par les rebelles (2).

Victoire de Bwana Debwa (31 décembre 1898).

L'ennemi avait battu en retraite vers le sud et il fallut changer le plan. Sans attendre les ordres de Dhanis, Meyers décida de poursuivre l'adversaire en marche forcée pour bénéficier de la surprise. Delhaise et Sundt marquèrent leur accord. Laissons une fois de plus la parole au principal acteur de cette campagne décisive (3).

« Après avoir envoyé un courrier au commandant supérieur, je réunis les soldats et leur expliquai la nécessité d'une poursuite immédiate. « Ici, nous ne trouverons pas de vivres, les révoltés ont tout saccagé ; si nous les poursuivons tout de suite, nous avons beaucoup de chance de les rattraper car ils ne sont pas loin ; si, au contraire, nous leur laissons prendre de l'avance qui sait jusqu'où il faudra les poursuivre ? Mieux vaut marcher quelques heures de plus aujourd'hui que de devoir faire de nombreuses journées de marche à partir de demain. Et si nous les rencontrons, n'oubliez pas tout le mal qu'ils vous ont fait, vos camarades tués, vos femmes volées, vos arriérés de solde, toutes vos fatigues, toutes vos misères. » Nous nous remîmes bientôt en route, sans aucune protestation de la part de nos soldats ; nous avions adopté le même ordre de marche ; avant-garde

(1) Dr. MEYERS, *op. cit.*, p. 266.

(2) C'est la guerre d'embuscades faite par les indigènes aux révoltés qui obligea ceux-ci à abandonner Kabambare.

(3) Dr. MEYERS, *op. cit.*, p. 269.

composée des anciens soldats de Glorie et de Doorme sous mes ordres, puis le détachement Delhaise, puis la colonne Sundt.

« Depuis huit heures du soir, tombait une de ces pluies denses et tenaces qui, au bout de quelques minutes, rend illusoires les meilleurs préservatifs ; ni les blancs, ni les soldats n'avaient rien pour se couvrir ; tous, nous grelottions et on pouvait entendre claquer des dents. L'horreur des noirs pour l'humidité, surtout dans l'obscurité, se traduisait par des plaintes sourdes et lamentables ; de temps en temps, un cri étouffé signalait la rencontre d'un cadavre, femme empalée ou boy mutilé, indigène massacré, gisant dans la boue du chemin. Heureusement celui-ci était bien tracé par le passage de la multitude qui quelques heures auparavant, l'avait foulé et damé dans une marche précipitée. Nous avancions avec la plus grande prudence, ne laissant aucun coin inexploré. J'étais en tête avec mes meilleurs soldats ; tour à tour Punda, Mbayat, Ngabo, Mabili, Basembele. Evete, Sandy, Mohengi (et tant d'autres dont le nom mériterait d'être rappelé) disparaissaient pour explorer les deux côtés de la route, lorsque vers 6 h 30 du matin, Punda qui venait d'escalader une colline se replia précipitamment. « Ils sont là, me dit-il, « de l'autre côté de la colline, au village de Bwana Debwa. »

« J'ordonnai la halte aussitôt en recommandant une nouvelle fois le silence le plus absolu, puis en compagnie des sergents Punda et Basembele et avec mon boy Kamelete, j'allai explorer les lieux ; la pluie avait cessé de tomber et nous pûmes très bien nous rendre compte des positions occupées par l'ennemi.

« Après avoir donné à chacun les instructions nécessaires, je commençai l'attaque vers 7 heures du matin, et quelques heures après, j'eus le plaisir d'envoyer au commandant supérieur le rapport suivant :

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que nous avons quitté Kibali le 30.12.98 à 1 heure de l'après-midi. Vers 4 h 30, nous avons reçu la nouvelle que l'ennemi, après avoir incendié Kabambare avait repris la route du Tanganika. Nous décidâmes immédiatement de nous mettre à sa poursuite ; vers 10 heures du soir, toute la colonne était réunie à Kabambare et à minuit nous nous sommes mis à la poursuite des révoltés.

« A 6 h 20 du matin, nous sommes arrivés à proximité du village de Bwana Debwa où se trouvaient les mutins que nous avons attaqués vers 7 heures.

« La position occupée par l'ennemi était bien choisie et se composait de deux grands camps dans le village même, dont les maisons incendiées formaient boma, et dix camps plus petits situés sur les collines en arrière du village. La colonne que j'avais sous mes ordres formait la colonne d'attaque ; au centre, mes anciens soldats et ceux du lieutenant Adlersträhle ; à l'aile droite, les anciens soldats du capitaine Glorie, à l'aile gauche, les soldats de Kabambare sous les ordres de M. Delhaise.

« La colonne du commandant Sundt formait le soutien et la réserve.

« L'ennemi, surpris d'abord par nos premiers coups de feu, opposa une

résistance acharnée, mais grâce à l'élan admirable de nos soldats, parfaitement entraînés par les blancs, l'avantage se dessina bientôt de notre côté.

« Vers 9 heures, notre aile droite après avoir refoulé l'aile gauche de l'ennemi, commença à contourner sa position ; dès lors, la victoire était à nous ; le combat dura une demi-heure encore et bientôt, les révoltés se débandèrent dans toutes les directions. Je me suis mis immédiatement à la poursuite avec une centaine de Likwangulas et une trentaine d'Azandes. La poursuite faite avec un acharnement sans pareil par nos soldats enthousiasmés nous amena jusqu'à la Lubundoi que les révoltés étaient en train de traverser dans le désordre le plus complet. Quelques salves tirées dans ces bandes amenèrent une panique épouvantable,un bon nombre de fuyards succombèrent sous nos balles dans cette fusillade à courte distance ; beaucoup, renversés dans la rivière, y trouvèrent la mort, les autres se sont dispersés à la débandade sur les deux rives de la Lubundoi.

« Il était 11 heures 30 du matin, impossible de faire une plus longue poursuite ; les soldats, sur pied depuis vingt-quatre heures à peu près, étaient harassés de fatigue et mouraient de faim.

« Les révoltés étaient très nombreux, il est impossible de faire une évaluation quelconque ; leurs pertes ont été très fortes et peuvent être estimées à cent cinquante morts, sans compter les nombreux noyés, il y a aussi beaucoup de blessés. Le principal chef Piani Kandolo a été tué, Munie Pore aussi, paraît il.

« Vingt-cinq drapeaux ont été pris à l'ennemi, beaucoup d'effets de blancs ont été repris ainsi qu'un grand nombre d'outils, etc... provenant du pillage de la station de Kabambare. Malheureusement, assez peu de fusils ont été trouvés, les révoltés se battant à deux ou à trois pour un Albini ; quant aux cartouches, on a trouvé sur les morts des cartouchières vides, d'autres contenaient neuf, onze, quinze cartouches. Une cartouchière appartenant probablement à un chef contenait septante-deux cartouches. On a trouvé également un grand sac contenant plusieurs centaines de cartouches Albini.

« Un grand nombre de femmes ont été faites prisonnières ; d'après elles, l'intention des révoltés était de traverser la Luama à Kahengere pour se diriger de là vers Kasongo et Nyangwe.

« Quant aux pertes subies de notre côté, elles sont assez fortes ; nous avons à regretter la mort d'une quarantaine de nos braves soldats, il y a plus de quatre-vingts blessés.

« Les blancs ont fait preuve d'un courage et d'un sang-froid au-dessus de tout éloge ; j'ai l'honneur de signaler tout particulièrement la brillante conduite du lieutenant Delhaise dont l'énergie et l'exemple en entraînant ses soldats ont sauvé l'aile gauche fortement menacée.

« Je rends aussi un juste hommage à la bravoure de nos anciens soldats provenant des colonnes Doorme et Glorie; ils ont été admirables, les auxiliaires aussi se sont très bien comportés, Kibangula et Feraji méritent d'être signalés.

« Je me permets de vous rappeler, Monsieur le commandant supérieur, les circonstances particulièrement difficiles que nous avons rencontrées, et j'espère que vous voudrez bien insister auprès du gouvernement pour que les récompenses demandées pour nos soldats soient accordées. »

Le Commandant de la colonne,
Docteur MEYERS.

Les désastres de Kabambare et de Sungula étaient partiellement réparés et la menace sur le fleuve écartée mais la campagne n'était pas terminée. Si les révoltés étaient une fois de plus vaincus, ils n'étaient toujours pas détruits.

DE JANVIER 1899 A 1900 — LES DERNIERS COMBATS. (carte V/4)

Le succès ne put être immédiatement exploité. Cette rapide marche offensive avait permis de remporter une grande victoire, mais une expédition importante ne pouvait être entreprise dans d'aussi misérables conditions : il fallait rééquiper blancs et noirs pour la campagne qui effacerait définitivement la menace qui pesait sur la région et délivrerait tout le pays compris entre Kabambare et les lacs Tanganika et Kivu.

Les révoltés s'étaient d'abord retirés dans la région de Mifusho mais ils n'y demeurèrent pas longtemps. Craignant sans doute une attaque simultanée des postes de Kabambare et de Mtoa (Albertville), ils se retirèrent vers le village de Baraka.

A Albertville, isolé de tout depuis cinq mois, le commandant Hecq reçut en mars un premier courrier suivi d'un renfort de cent cinquante soldats qui porta l'effectif de sa garnison à trois cent trente hommes.

Plus tard, le commandant Dhanis fit installer une compagnie à Mifusho et y transféra son quartier-général. Petit à petit, un millier de soldats fut réuni dans cette région, dont six à sept cents furent installés à

Sungula avec mission de fortifier le poste pour le mettre à l'abri de toute surprise. Pendant ce temps, les recrues récemment arrivées recevaient un entraînement intensif destiné à les rendre aptes à prendre part à l'expédition qui se préparait à réoccuper toute la région comprise entre Baraka et le Kivu.

Résistance victorieuse de Sungula — Mifusho.
(20 juillet 1899).

Trompés par l'inaction apparente des troupes de l'État, les révoltés redescendirent vers le sud-ouest dans l'espoir de regagner le terrain perdu. Le 19, ils atteignirent la Luama. Le 20, ils franchirent la rivière et se lancèrent à l'attaque du camp...

Deux mille cinq cents mutins tentaient un effort désespéré pour reprendre l'initiative. Dès sept heures du matin, le feu des avant-postes alerta le camp et le commandant Hennebert eut le temps de disposer ses hommes pour le combat. Pendant deux heures, avec un indiscutable courage, les révoltés se ruèrent à l'assaut du poste. Ils s'approchèrent parfois jusqu'à vingt mètres des palissades... mais toujours le feu nourri des défenseurs — bien ravitaillés en munitions cette fois — brisa leur élan et les contraignit à la retraite. Abandonnant plus de trois cents morts devant les remparts, ils allèrent se regrouper à deux kilomètres du camp. Hennebert, voulant exploiter le succès partiel obtenu, fit alors une sortie et repoussa les révoltés au delà de la Luama (1). Toutefois, un groupe de mutins

(1) « Le lendemain, après cette tempête le calme avait repris ; les oiseaux, revenus de leur effroi, voletaient dans les branches. Les vautours, ces suiveurs de la mort, arrivaient de partout ; des myriades d'insectes tournoyaient dans l'odeur du sang. Déjà Sawa-Sawa, petit chef des environs, et ses hommes, promus au rang de fossoyeurs enterraient les cadavres ennemis là où ils étaient tombés. Charles Lalieux, notre camarade, circulait sur le terrain du combat. Il avait avec lui un caporal noir. Ils allaient, curieux. Tout à coup Lalieux s'arrête devant

se porta vers Mifusho. Il fut refoulé avec pertes par la garnison du poste conduite par le baron Dhanis lui-même. La Force Publique ne perdit dans cette journée que vingt-cinq tués et quatre-vingts blessés mais elle avait consommé plus de 18.000 cartouches.

Expédition Hecq. (Carte V/4).

Voyant l'ennemi affaibli, Dhanis décida de les poursuivre et de leur enlever leurs dernières places fortes : Baraka et Uvira. Il ordonna la concentration des moyens à Sungula et y forma une colonne qu'il plaça aux ordres du chef de zone du Tanganika, le commandant Hecq. Aux deux cent cinquante hommes qu'il devait amener de Mtoa allaient s'ajouter les quatre cent cinquante soldats du capitaine Hennebert et une compagnie de cent quatre-vingts réguliers conduits par le lieutenant Verhellen. Ce rescapé du massacre de février 1897 revenait ainsi participer à l'hallali et venger ses camarades moins heureux tombés sur la longue route de Ndirfi à Irumu.

Le 14 septembre, la colonne Hecq quittait Albertville. « Ces soldats bien disciplinés partaient seuls, sans femmes, enfants ni serviteurs, formant une colonne mobile et légère ; la discipline y était parfaite et sa confiance en nous absolue » (1).

Huit jours plus tard, la colonne atteignait Sungula.

« Du 22 au 27 l'expédition fut organisée, huit kilogrammes de riz furent distribués à chaque homme ;

un cadavre, étendu sur le dos, les bras en croix, la face vers le ciel. Le caporal croyant lire une interrogation dans les yeux de son chef fait quelques pas vers le corps puis saisissant entre deux orteils de son pied nu la lèvre supérieure du mort il la soulève et examine ses dents et la manière dont elles sont limées. Ensuite, renfermant cette bouche avec le bruit d'un couvercle de tabatière rabattu et regardant Lalieux : « Un Mukusu, dit-il avec placidité » ! G. HENNEBERT, *Les vétérans coloniaux*, nov. 34, p. 3.

(1) *Le Mouvement Géographique*, 31 août 1902, col. 417. Une campagne africaine.

malheureusement, il fut impossible de décider les troupes du quartier général à voyager sans leurs femmes, leurs familles et leurs boys. C'étaient huit cents bouches inutiles qui, ajoutées aux deux cent cinquante porteurs, allaient former un formidable impedimentum et allonger extraordinairement la colonne, marchant à la file indienne à travers les sentiers de la brousse.

« Huit cent cinquante hommes de troupe régulière formaient l'expédition, répartis entre quatre compagnies de deux cents hommes environ ; septante-cinq hommes, que leur bravoure éprouvée désignait pour ces fonctions, constituaient une réserve d'élite à la disposition immédiate du chef pour les moments difficiles. Le matin du 28 septembre, l'expédition quittait Sungula, à la file indienne. »

Le 6 octobre, la colonne atteignit le Tanganika.

Victoire de Baraka (8 octobre 1899).

Le dimanche 8 octobre, la marche le long du lac se poursuivit sous l'orage. Le passage de la rivière Mutambala, rivière large et profonde aux berges à pic, s'opéra sans difficulté ; l'ennemi, à cause de la pluie, n'avait pas surveillé les mouvements des réguliers.

Mais des feux allumés par des soldats transis éveillèrent leur attention. Ils envoyèrent une reconnaissance qui obligea les éclaireurs installés sur la rive nord à se replier sur les deux compagnies qui y avaient installé une tête de pont. Une contre-attaque vigoureuse bouscula alors l'adversaire qui lâcha pied et se replia vers Baraka où étaient installés, dans cinq ou six camps, près de quinze cents mutins.

Hecq remit de l'ordre dans sa troupe et reprit la marche vers l'ennemi, dont il était malheureusement séparé par une bananeraie assez touffue. Désireux d'empêcher l'adversaire de profiter de cet obstacle,

il en hâta le franchissement pour atteindre un terrain libre où il pourrait déployer ses compagnies.

Trois d'entre elles s'installèrent en ligne au sortir de la bananeraie, pendant que la quatrième se tenait en arrière, prête à toute éventualité. L'ennemi, accouru hors de ses villages, se trouvait à environ deux cents mètres de la ligne des pelotons de tête, d'où partirent bientôt des salves régulières qui creusèrent de larges vides dans la masse des mutins.

Ceux-ci tentèrent alors un mouvement en masse contre la gauche de Hecq, qui ordonna la marche en avant. « Au bout d'un moment, nous sommes en contact complet, les fusils sont arrachés aux révoltés. Les hommes de la réserve qui, malheureusement, ont seuls des baïonnettes, mettent baïonnette au canon ; la poussée est irrésistible. C'est la débacle qui commence chez l'ennemi qui, peu à peu, lâche pied et fuit de toutes parts vers les montagnes... » (1).

Blancs et noirs s'étaient battus avec calme et discipline malgré que la plupart d'entre eux n'eut jamais vu le feu auparavant. Les pertes étaient légères ; dix-huit morts, vingt-sept blessés.

Cinquante-quatre cadavres de rebelles étaient restés sur le terrain mais on ne récupéra que quatorze Albini et très peu de cartouches car « les femmes (des révoltés) se tenaient derrière eux, enlevant les morts et les blessés aussitôt qu'ils tombaient ; leurs fusils et leurs cartouchières étaient également emportés » (2).

Victoire de Kaboge (12 octobre 1899).

Après un jour de repos à Baraka, la colonne reprit sa route vers le nord, route jalonnée des cadavres

(1) HECQ. Une campagne africaine, *Mouvement Géographique*, 7 septembre 1902, col. 430.

(2) HECQ, *op. cit.*

de blessés qui avaient succombé aux fatigues de la retraite précipitée.

Le 11 au soir, Hecq installait son campement à Kaboge, où des chefs indigènes lui donnèrent de précieux renseignements. L'ex-sergent Changuvu, qui avait pris le commandement de l'ensemble des révoltés, s'apprêtait à attaquer le camp de la Force Publique à la tête de deux mille fusils.

Les sentinelles et les avant-postes étaient sur le qui-vive ; aucune attaque ne se produisit cependant au cours de la nuit, ni à l'aube ni pendant que les soldats pliaient bagages et reformaient la colonne de marche.

A ce moment, un indigène soudoyé par les mutins vint proposer aux soldats des chèvres, des moutons et autres nourritures tentantes pour des hommes nourris très sommairement depuis dix jours. Heureusement, le désordre espéré ne se produisit pas et lorsque les premiers coups de feu de l'attaquant éclatèrent, la troupe était toujours à son poste.

Formée en carré, la troupe fit face à l'attaque enveloppante de l'ennemi, qui n'avait pas hésité à entrer dans le lac pour prendre la position à revers. L'intervention de la réserve écarta tout danger de ce côté.

Exaspéré par la résistance des réguliers, Changuvu cherchait un point faible et crut trouver une ouverture dans le carré. Il s'y précipita à la tête d'une importante partie de ses hommes... et se heurta aux cent quatre-vingts fusils de la compagnie Verhellen qui, jusqu'à ce moment, s'était tenue agenouillée dans la brousse, sans prendre part aux combats. Quelques salves suffirent à arrêter net l'élan des assaillants. Lorsque Changuvu lui-même s'écroula percé de cinq balles, des femmes et quelques hommes tentèrent de l'enlever. « Mais le lieutenant Hennebert (1) qui a vu le mouvement et

(1) Hecq, *op. cit.*

qui veut nous donner la certitude de la mort du chef actuel de la révolte, s'avance avec ce calme et cette jolie bravoure qui ne le quittent jamais, la cigarette aux lèvres, la badine à la main, la seule arme qu'il ait jamais maniée au combat, pour arracher à Changuvu ses insignes de chef et faire enlever son corps. Celui-ci se soulève, il a entendu les discussions des hommes au sujet de son identité et, s'adressant à Hennebert : « Oui je suis Changuvu, dites à l'homme aux trois yeux que vous m'avez tué. » Il retomba, il était mort. Il fut enterré dans le sable de la rive. Cet homme était, depuis la mort des premiers chefs, l'âme de la révolte. C'était lui qui, cette fois encore, avait arrêté les fuyards, leur avait insufflé son ardeur qui ne faiblissait jamais, et leur avait promis une victoire qui allait se transformer en défaite définitive.

« En effet, le feu se ralentissait sur toute la ligne d'attaque, la marche en avant des révoltés était arrêtée.

« Au bout de quelque temps, les désarmés commencèrent la retraite, tandis que ceux qui possédaient encore quelques munitions protégeaient leur mouvement, puis tout à coup, ce fut une fuite intense. Une compagnie fut lancée sur leurs traces, mais ces gens s'évanouissaient dans les montagnes et dans les gorges et c'est à peine si l'on fit sept à huit prisonniers. »

L'ennemi abandonnait cent quinze morts, parmi lesquels ses quatre chefs principaux, et vingt-six fusils. Dix-sept réguliers avaient payé de leur vie cette victoire et une quarantaine d'entre eux étaient blessés.

Une vigoureuse poursuite fut immédiatement entreprise le long des rives du lac et, le 16 octobre 1899, la Force Publique réoccupait définitivement le poste d'Uvira.

La construction d'un ouvrage fortifié y fut immédiatement entreprise et des canons y furent installés.

Dernières expéditions.

Cette fois, les révoltés dispersés avaient cessé de constituer une menace grave et les indigènes se rallièrent avec joie aux vainqueurs. Poursuivant l'accomplissement de la mission qu'il avait reçue, Hecq envoya des troupes vers les postes fondés autrefois par Long et Lange sur la Ruzizi et le lac Kivu. Verhellen et Poortmans furent installés à Lubirizi pendant que le lieutenant Sjogreen construisait un camp à Shangungu et que le lieutenant Andersen réoccupait Nya Kakunda.

Le 31 juillet 1900, les bandes qui avaient été chassées vers le nord furent signalées à un jour de marche du camp du capitaine Poortmans. Ce dernier réussit à les surprendre et à les disperser après un rapide combat. Il ramena au camp de nombreux fusils et septante-cinq prisonniers. Les fuyards se réfugièrent en territoire allemand et se rendirent aux autorités d'Usumbura : « Ils furent désarmés et leurs fusils, d'après la comparaison originale du lieutenant allemand von Gravert et du médecin Feldman, formaient un tas haut comme une maison. » Les réfugiés reçurent de ces autorités territoriales des terres à mettre en valeur ainsi que l'aide nécessaire pour faciliter leurs débuts dans la contrée où ils avaient reçu asile » (1).

Au début de l'année 1901, le commandant Anderson apprenant que quelques mutins s'étaient rassemblés au nord de la Luama, marcha à leur rencontre avec ses cent cinquante soldats. Démoralisés et à court de munitions, les rebelles se rendirent après quelques coups de feu et remirent au lieutenant les quelque cent fusils qui leur restaient.

(1) *Bulletin des Vétérans Coloniaux*, mai 1937, p. 13. La Grande révolte militaire de 1897.

Conclusion.

Le 4 juillet 1900, le baron Dhanis avait remis le commandement de la Province Orientale à l'Inspecteur d'État Malfeyt et était rentré en Europe. Il avait passé près de cinq ans sans interruption au Congo, à préparer l'expédition du Nil, à la lancer vers le but mystérieux qu'elle ne devait jamais atteindre et à combattre pendant trois ans ses soldats révoltés. Combats sans gloire, où le vainqueur tant loué des bandes arabes était cette fois assez mal vu du pouvoir central, qui ne lui pardonnait pas l'échec de la grande expédition du Nil et cette révolte qui fit tant de mal à l'État Indépendant.

Avec un très haut sens du devoir, le Vice-Gouverneur Général accomplit malgré tout sa tâche jusqu'au bout, sans jamais désespérer. Comme le dit Mgr Grison dans ses mémoires, « jamais Dhanis n'avait été si grand et n'avait, me semble-t-il, si bien mérité de sa patrie ».

Il avait fallu plus de quarante mois pour venir à bout des révoltés de Ndirfi. Depuis 1897, ils avaient mis à plusieurs reprises l'autorité de l'État en danger dans toute la Province Orientale. Après avoir parcouru un millier de kilomètres pour tenter de rejoindre leur pays d'origine, après avoir livré plus de vingt-cinq combats, infligé à l'État des pertes irréparables, ils étaient enfin battus, dispersés, détruits.

Vingt européens avaient été tués dans cette aventure. Nombreux aussi furent ceux que les maladies contractées pendant cette très dure campagne enlevèrent avant qu'ils aient pu voir triompher la cause qu'ils soutenaient de toutes leurs forces [1].

Cette pénible partie de l'histoire du Congo avait

[1] Voir liste en annexe 22.

coûté le sang de beaucoup de fidèles soldats : Mangelemas, Likwangulas, Bangala, Azandes et autres étaient tombés par centaines pour assurer la destruction des mutins. Les volontaires étrangers, restés fidèles dans toutes les circonstances, subirent de très lourdes pertes ; le docteur Meyers ne raconte-t-il pas que, des trois cents Haoussas arrivés avec lui au Congo, il ne restait que trois hommes à la fin de leur terme de service !

Que de sang répandu depuis ce funeste soir du 14 février 1897 où Tagon et Andrianne tombaient sous les balles de leurs assassins.

Révolte du fort de Shinkakasa (1900).
(carte V/5)

Situation à Boma en 1900.

En mai 1891, avait été décidée la construction, aux environs de Boma, d'un fort susceptible d'arrêter les vaisseaux de guerre qui auraient voulu violer les passes du fleuve. Depuis cette époque, les capitaines d'artillerie Petillon et Haneuse avaient édifié à Shinkakasa, à quinze cents mètres de la capitale, un ouvrage fortifié important et bien armé.

Huit canons de marine de 16 cm (38 calibres) défendaient les passes contre tout agresseur éventuel, tant vers l'amont que l'aval. Des canons Krupp de 7cm5 renforçaient cette défense, tandis que des Nordenfeldt de 47 et de 57mm et des mitrailleuses Maxim assuraient la défense rapprochée de l'ouvrage. Une batterie de salut, composée de canons à âme lisse, complétait cet armement, très important pour l'époque.

En 1893, le commandant du Génie Wangermée était venu à Boma pour y étudier un renforcement éventuel du système défensif. Les changements survenus dans les relations avec les puissances voisines et l'état

des finances ne permirent pas de réaliser les propositions de l'ancien élève et collaborateur du général Brialmont.

En 1900, devenu Vice-Gouverneur Général, Wangermée dirigeait à Boma l'administration locale de l'État Indépendant, en l'absence du Gouverneur Général Wahis en congé. Se trouvaient également dans la capitale à cette époque : le commandant Dielman, commandant en chef de la Force Publique, le commandant Deuster, directeur des Travaux de Défense, et le commandant Van Meerbeke, commandant du fort.

La garnison de l'ouvrage comprenait près de deux cents soldats réguliers de la Compagnie d'Artillerie et du Génie et de nombreux soldats travailleurs affectés aux travaux du fort. Pour pallier le manque de main-d'œuvre, l'État Indépendant avait en effet imaginé depuis 1895 de diviser les recrues en deux lots ; les inaptes au service militaire proprement dit devenaient des « soldats travailleurs ».

La plupart des soldats travailleurs de Shinka étaient d'ailleurs en réalité des relégués de race bakusu ou wabuyu, anciens soldats réguliers ayant appartenu à des unités révoltées ou dont on avait craint la révolte lors des événements de Luluabourg en 1895, de l'Ituri en 1897 et de Lusambo en juin 1898. Exilés à Boma, déchus de leur qualité de soldat, certains de ces travailleurs avaient malheureusement un autre sujet de plainte ; ils avaient déjà servi un terme complet et n'avaient pas été libérés après leurs sept années de service. Profondément blessés par cette mesure, ces travailleurs, naturellement enclins à se rebeller contre toute discipline, décidèrent de se révolter et s'efforcèrent d'entraîner avec eux leurs frères de race de la compagnie du Bas-Congo.

La Révolte.

Le 17 avril 1900, peu de temps avant l'appel de l'après-midi, qui avait lieu à 14 heures aux abords du fort, les Wabuyus s'emparèrent des clefs des magasins d'armes et de munitions, confiées à un gradé qui fut bien obligé de les leur abandonner.

Pendant que se rassemblaient européens et indigènes, les mutins se partageaient les armes et bientôt les premiers coups de feu éclatèrent dans l'avenue qui conduisait au camp européen. Le lieutenant Bernard, armé d'un pistolet Mauser, s'élança courageusement au-devant d'eux et, aidé de quelques blancs, réussit par cette attitude énergique à les refouler dans le fort. Mais les officiers et sous-officiers, dépourvus d'armes et de munitions, furent obligés de se réfugier dans leur mess, bâtiment en briques situé à proximité du fort.

Dès lors, les mutins ressortirent et se précipitèrent au pillage d'une factorerie du voisinage et d'une ferme dont ils enlevèrent une partie du bétail. Ainsi ravitaillés, ils rentrèrent dans l'ouvrage et y mirent en batterie un canon Nordenfeldt, puis d'autres pièces.

Dès 4 heures, les obus commencèrent à tomber vers le mess, dans la ville (notamment à proximité du palais du Gouverneur), dans le port et sur le fleuve. Fort heureusement, les révoltés se servaient très mal de ces engins délicats et oublièrent de visser les fusées aux obus. Grâce à cela, tout se limita à des dégâts matériels assez négligeables. Mais l'émotion était forte dans la capitale ! Au port, deux navires, l'un arrivant d'Europe et l'autre de Matadi, furent obligés de se mettre hors de portée des projectiles.

Réaction à Boma. La Répression.

Averti par téléphone, le commandant Deuster, d'abord incrédule, s'en fut vers Shinka en chaloupe ([1]). Son rapport permit au Vice-Gouverneur Général de se rendre compte de la situation et de prendre immédiatement les mesures qui s'imposaient. Il mit la ville sous régime militaire spécial et arma tous les fonctionnaires. Les troupes de Boma étaient peu sûres, car elles comptaient beaucoup de frères de race des insurgés ; on fit appel aux troupes du camp de Luki et, le soir même, le commandant Tonglet amenait à Boma deux cent cinquante soldats. Mais Luki était un camp d'instruction et on ne pouvait pas attendre beaucoup de ces jeunes recrues. De Matadi vinrent quelques soldats qu'on versa dans les rangs de ceux de Shinka qui n'avaient pas fait cause commune avec les rebelles. Le commandant Dielman prit alors le commandement de l'ensemble mais, malade, il le céda ensuite au commandant Cabra, chef d'une mission cartographique, de passage à Boma. Les troupes étaient fortement encadrées car les officiers et sous-officiers de la garnison étaient renforcés par tous ceux qui, partant en Europe ou en revenant, étaient de passage dans la capitale. Le 18 avril, elles se portèrent vers le fort, moitié par eau et moitié par terre. La position des mutins était exceptionnellement forte et un assaut de l'ouvrage aurait coûté très cher : les assaillants auraient été massacrés par les mitrailleuses et les boîtes à balles. Puisque l'effet du bombardement n'était pas grave et que la famine allait obliger les rebelles à tenter une sortie, le Vice-Gouverneur ordonna de cerner et d'assiéger le fort.

([1]) Le commandant Van Meerbeke, qui semble avoir perdu la tête au moment de la révolte, abandonnant ses compagnons dans le mess, se précipita au-devant de la chaloupe avec un autre européen qu'il avait obligé à le suivre. Inutile de dire que cet abandon lui fut fortement reproché...

Les rebelles, pendant ce temps, continuaient à brûler des munitions avec les mêmes médiocres résultats. On constata plus tard qu'ils avaient tiré pendant ces deux jours deux cent vingt-cinq obus de tous calibres, trois cent vingt-huit boîtes à balles, six shrapnells et des milliers de cartouches. La journée du 18 se borna d'autre part à un échange de coups de feu entre assiégeants et assiégés.

Le 19 au matin, des rapports de patrouille et des renseignements fournis par les indigènes montrèrent que la place avait été mal investie. L'ennemi avait réussi à s'échapper pendant la nuit...

Le fort fut réoccupé dans la matinée et on n'y trouva que septante mutins dont une vingtaine de tués et blessés. L'ouvrage était dans un triste état et les magasins d'armes et de munitions avaient été pillés par les fuyards.

La Poursuite.

Il importait de se rendre maître au plus tôt de ces quelques deux cents rebelles qui étaient susceptibles de ravager le pays et peut-être d'y propager la révolte. Une première colonne partit de Boma à leur poursuite, commandée par Cabra lui-même ; elle ne parvint pas à rejoindre les fuyards. Le commandant Lequeux, rentrant de Redjaf où il avait brillamment participé au combat du 4 juin 1898, fut placé à la tête d'une troupe de cent soldats qui parcourut le Mayumbe à la recherche des rebelles. Pendant ce temps, le sous-lieutenant Gysels fut envoyé avec trente hommes à Tshoa pour y surveiller la frontière portugaise.

Pour prendre les mutins à revers, on envoya le 24, à Tumba, par eau et par rail, une colonne aux ordres du commandant Sillye. Les renseignements qu'il y recueillit le conduisirent, à marches forcées, vers Luozi

et Ganda. La rapidité de ce mouvement lui permit de devancer les fuyards qui se trouvaient à trois jours de marche vers l'ouest. Il réussit à surprendre leur camp dans la vallée de la Luala et à tuer deux de leurs chefs dans un combat victorieux. Mais les survivants se réfugièrent dans le Congo français, tout proche...

Fort heureusement, les autorités françaises, qui craignaient ne pouvoir arrêter les révoltés avec la faible garnison de Brazzaville, accordèrent l'autorisation de les poursuivre sur leur territoire. Sillye, accompagné d'un fonctionnaire français, franchit la frontière à Manyanga et réussit à se placer entre les révoltés et Brazzaville. Avant qu'il n'ait pu les joindre, ceux-ci, se sachant acculés et n'ignorant pas qu'en se rendant aux Français ils avaient la vie sauve, se remirent entre les mains du chef de poste de Comba. Les autorités françaises les reléguèrent à Brazzaville.

Cependant, à Boma et aux environs, une trentaine de fuyards isolés furent appréhendés et allèrent rejoindre ceux qui avaient été pris dans le fort.

Jugés par un conseil de guerre, qui condamna à mort dix-huit d'entre eux, ils furent exécutés le 30 avril...

Cette rébellion, beaucoup moins grave que les deux précédentes, fit cependant beaucoup de bruit. Survenue dans la capitale même du pays, ayant troublé le mouvement maritine du fleuve pendant deux jours et surtout ayant permis aux rebelles l'emploi d'une artillerie considérable, il était inévitable qu'on en parlât beaucoup. Cependant, elle fut promptement matée et fut très peu coûteuse en vies humaines. Ce fut la dernière mutinerie de l'État Indépendant.

A Boma, de sérieuses mesures furent prises pour éviter le retour de pareils incidents et, le 9 mai, les travaux reprenaient dans le fort où toute trace de la révolte allait disparaître peu à peu.

CHAPITRE VI

Coopération au maintien de l'ordre

> « Je me plais à penser que tous nos agents presque tous volontaires sortis des rangs de l'Armée Belge, ont toujours présent à l'esprit les règles de la carrière d'honneur où ils se sont engagés. Animés d'un pur sentiment de patriotisme, peu ménagers de leur sang, ils le seront d'autant plus de celui des indigènes qui verront en eux des protecteurs tout-puissants de leurs vies et de leurs biens, des tuteurs bienveillants dont ils ont si grand besoin. »
>
> LÉOPOLD II.
>
> (Lettre du Roi-Souverain aux agents de l'administration d'Afrique, 16 juin 1897).
>
> (LYCOPS et TOUCHARD, *Recueil Usuel de la Législation de l'État Indépendant*, Tome II, p. 637).

Généralités.

Les Européens qui séjournent dans le Congo de 1950 ont peine à imaginer ce qu'était ce pays au moment de la proclamation de l'État Indépendant. Il est bon de relire les ouvrages écrits à cette époque par les pionniers pour se rappeler l'état de barbarie dans lequel vivaient les peuplades de l'intérieur.

Partout, des querelles entre tribus étaient l'occasion de carnages presque toujours suivis de scènes de cannibalisme ; l'horrible coutume des sacrifices humains

à l'occasion du décès des chefs importants sévissait dans beaucoup de régions. Ailleurs, des tyrans sanguinaires faisaient massacrer, pour des motifs futiles, des malheureux qui avaient cessé de leur plaire. Nulle part, la vie humaine n'était respectée, nulle part, la sécurité du voyageur n'était assurée.

Pour améliorer le sort de ces populations malheureuses, pour leur apporter les bienfaits de la civilisation, il fallait occuper le pays, y faire accepter la nouvelle loi par la persuasion, sinon l'imposer par la force. Tout cela ne pouvait se réaliser sans heurts : cette évolution entraîna fatalement des conflits plus ou moins violents. Pendant une trentaine d'années, il n'y eut guère d'époque où, dans l'un ou l'autre coin du Congo, des incidents sanglants n'obligèrent l'État à faire intervenir la Force Publique pour rétablir l'ordre menacé.

Causes des révoltes.

Les causes de ces incidents furent des plus diverses. Bien souvent, la barbarie des indigènes suffisait à les expliquer, soit que l'État fût obligé d'intervenir pour punir une tribu coupable d'avoir massacré et mangé ses ennemis, voire même des agents ou soldats de l'État, soit que l'interdiction de coutumes telles que l'épreuve du poison ou les sacrifices humains n'ait pas été respectée.

D'autre part, les rivalités entre chefs indigènes à l'occasion des querelles de succession ou de partage de territoires entraînaient souvent des guerres que ne pouvait tolérer l'administration. Si l'arbitrage de l'autorité n'était pas admis par les intéressés, il devenait nécessaire d'imposer la paix par l'intervention des pouvoirs publics.

Dans certaines régions, des tribus très puissantes étaient gouvernées par des chefs ambitieux au point

de s'imaginer qu'ils parviendraient à chasser de leur domaine cet État encombrant dont ils ne voulaient plus recevoir d'ordres : ce fut notamment le cas chez les turbulents Azandes, où les Bili, Ndoruma, Bafuka, Renzi guerroyèrent pendant de longues années contre les forces régulières locales.

Ailleurs, sous l'influence dangereuse des sorciers et féticheurs, des mots d'ordres mystérieux cheminaient de village en village, des talismans mettant à l'abri des représailles des blancs étaient distribués au cours de cérémonies magiques et toute une province se soulevait brusquement contre l'autorité, pillant les factoreries, massacrant les isolés.

Il faut aussi admettre que des griefs en apparence légitimes permettaient aux meneurs de susciter chez les indigènes la haine de l'occupant. Oubliant les bienfaits apportés à la communauté par l'État, la suppression de l'esclavage, l'amélioration lente de la situation matérielle, l'augmentation de sécurité, la régression de la mortalité, les sujets de l'État Indépendant pensaient surtout aux inconvénients du nouveau régime, aux entraves qu'il apportait à leurs pratiques barbares.

Il était raisonnable qu'une contribution modeste fût demandée aux bénéficiaires de l'œuvre entreprise. Mais l'impôt, perçu en nature ou en travail, fut toujours considéré comme une insupportable vexation par les indigènes qui n'en comprenaient ni le mécanisme, ni la nécessité.

Le long des voies de pénétration, le ravitaillement était acheminé par portage... et la population des villages situés le long de ces voies devait acquitter l'impôt sous forme de corvées de porteurs. Inutile de dire que ce mal nécessaire était peu apprécié par la population mâle et que les désertions compliquaient le travail des agents chargés d'organiser les transports. On ne dira jamais assez quel immense service la cons-

truction des chemins de fer et l'organisation des transports fluviaux ont rendu à la cause de l'État. La transformation heureuse du Bas-Congo après l'achèvement du chemin de fer des Cataractes en fut la première et la meilleure preuve.

Nous avons vu ailleurs comment le gouvernement avait été obligé de promulguer, en 1891, une loi obligeant chaque district à fournir tous les ans un certain nombre de miliciens à la Force Publique. C'était là un nouveau sujet de récriminations. Comment expliquer à l'homme qu'on obligeait à quitter son village qu'il contribuait ainsi au bien d'un ensemble dont il ne soupçonnait pas l'existence et qui ne l'intéressait d'ailleurs pas le moins du monde ? Pour échapper aux recruteurs, la population mâle disparaissait parfois dans la brousse ou la forêt : d'où, recherches, incidents qui mettaient parfois le feu aux poudres dans toute une région et entraînaient des expéditions de répression.

Des révoltes furent également provoquées par les excès commis par certains agents de compagnies commerciales et même par des représentants de l'État.

Les intentions des directeurs de compagnies ou du gouvernement étaient pures, les instructions envoyées aux agents d'exécution étaient formelles et interdisaient toute violence... mais les factoreries étaient loin de la direction, les petits postes de l'État demeuraient isolés pendant des mois de l'autorité supérieure. Nous l'avons déjà dit ailleurs, dans ces conditions, la conscience de chacun devenait en fait sa propre loi et tous les pionniers n'étaient pas des anges. Que quelques très rares aventuriers sans scrupules aient abusé de la situation, qu'y a-t-il d'étonnant à cela ? Grisés par les pouvoirs étendus qui leur étaient conférés en fait sinon en droit, certains agents commerciaux abusèrent de la force pour pressurer les indigènes et augmenter ainsi le rendement de la zone qui leur était attribuée.

La violence appelle la violence et certains d'entre eux payèrent de leur vie les excès qu'ils avaient commis. Plus souvent, hélas ! des innocents devenaient victimes d'un climat de haine dont ils n'étaient pas responsables.

Oublieux de leur mission civilisatrice, aigris par le climat, la maladie, l'éloignement, quelques chefs de postes se laissèrent parfois entraîner à des actes de cruauté regrettables, à des violences injustifiées. Sensibles à l'injustice, leurs victimes se révoltèrent ; malheureusement, c'est alors souvent l'État tout entier, dans la personne de tous ses représentants, qui devenait l'objet des représailles des tribus injustement brimées.

Précisons que ces cas furent extrêmement rares et que, toujours, les coupables furent sévèrement jugés par les tribunaux de l'État.

Plus fréquemment, ces excès furent l'œuvre, soit de gradés noirs, soit de capitas indigènes employés par des sociétés commerciales. Loin de l'œil du maître, investis de pouvoirs auxquels leur formation ne les avaient pas préparés, ceux-ci devenaient rapidement, dans les régions où ils étaient détachés sans surveillance, de véritables tyrans. Ils rançonnaient les populations voisines et se montraient impitoyables vis-à-vis des malheureux qui ne satisfaisaient pas à leurs exigences. Lorsque le gouvernement s'aperçut de l'influence néfaste de ce système, il interdit de façon formelle la création de petits postes où des soldats noirs ne se trouvaient pas sous la surveillance directe d'un blanc et même l'emploi de patrouilles commandées par des gradés indigènes.

Évolution de l'idée du maintien de l'ordre.

Dès le début de la phase d'occupation, l'État se trouva çà et là en conflit avec les indigènes. Ses agents avaient reçu des ordres très stricts de ne recourir à

la force que lorsque tous les autres moyens avaient échoué. Indépendamment de toute question humanitaire, il était de l'intérêt de l'État d'éviter de se mettre à dos une population hostile.

Que faire cependant lorsque la pénétration, toute pacifique dans ses buts, se heurtait à une hostilité déclarée ? Des soldats isolés étaient massacrés, des femmes enlevées, des européens trop faiblement escortés, assassinés... Le recours à la force devenait obligatoire. Dans ce cas, les instructions prévoyaient que « ...lorsque le recours à la force sera devenu inévitable, le gouvernement doit être renseigné exactement et complètement sur les motifs qui l'ont décidé, et les opérations doivent être conduites alors de manière à ce que, autant que possible, les vrais coupables soient seuls atteints. Les troupes régulières et auxiliaires doivent toujours être commandées par un européen... La propriété des indigènes ne pourra être détruite et on ne pourra recourir à l'incendie des villages... Les opérations seront conduites sans cruauté... Les blessés devront être soignés, les cadavres respectés, les prisonniers traités avec humanité, les femmes et les enfants placés sous la protection directe du chef des opérations » (1).

Cependant, les ordres reçus par les exécutants lors des expéditions militaires étaient généralement assez vagues. Dans les régions les plus fréquemment troublées, la troupe vivait en quelque sorte en état d'alerte constante et en venait à considérer le pays comme un pays ennemi. L'insuffisance de l'encadrement européen rendait d'autre part illusoire le contrôle des soldats en cas d'expédition. Dès lors, habitués à vivre en état de guerre avec des peuplades qui n'étaient cependant

(1) LYCOPS et TOUCHARD, Recueil Usuel de la Législation de l'État Indépendant. Tome II, p. 572.

que des sujets à ramener dans la bonne voie, les militaires réagissaient plus vivement au moindre incident.

La commission d'enquête envoyée au Congo par Léopold II en 1904 [1] signala le danger du manque de précision dans les instructions remises aux commandants d'expéditions chargées de mission de maintien de l'ordre. Des opérations à caractère initial pacifique s'étaient, à cause de cela, transformées en expéditions punitives entraînant, de part et d'autre, des pertes disproportionnées au but poursuivi.

Pour pallier cet inconvénient, la commission de réforme proposa des mesures qui furent codifiées dans le décret du 3 juin 1906 [2].

Ce décret précise que, envisagée dans sa mission de gardienne de la sûreté de l'État, la Force Publique peut être appelée à jouer deux rôles principaux.

Sa tâche la plus ordinaire sera de participer à la police générale. Sous cet aspect, sa mission est préventive : empêcher les atteintes à l'ordre public et faciliter l'exécution générale des lois. Ses moyens sont de nature pacifique et le décret appelle « opérations de police » les actions entreprises.

Lorsqu'un soulèvement caractérisé, des actes d'hostilité contre les représentants de l'État ou un acte de résistance armée et collective rendent impossible le cours des lois, le rôle de la troupe n'est plus de prévenir mais de réprimer l'insurrection. Dans ce cas, elle entreprend une action offensive que le décret appelle « opération militaire ».

Des Inspecteurs d'État furent spécialement chargés de vérifier la mise en application stricte du décret. Leur intervention eut, dans l'ensemble, des résultats

(1) A la suite des violentes campagnes menées — notamment en Grande-Bretagne — contre les excès commis dans l'État Indépendant.

(2) Louwers et Touchard, Recueil Usuel de la Législation de l'État Indépendant. Tome IV, p. 697.

heureux. Toutefois, le mieux étant l'ennemi du bien, le souci d'éviter à tout prix de verser le sang des indigènes amena dans certains cas des pertes injustifiables dans les rangs de la Force Publique.

Ainsi, certains chefs de détachements, attaqués par des indigènes hostiles, dans l'espoir d'arriver malgré tout à éviter un combat, donnaient à leurs hommes l'ordre de tirer en l'air ou nettement au-dessus des assaillants. Le résultat obtenu fut toujours désastreux. Persuadés que les balles des réguliers étaient inoffensives, les révoltés devenaient plus agressifs et la bataille prenait un caractère plus meurtrier pour les deux camps en présence.

En d'autres occasions, des gradés ou soldats qui avaient riposté à des actes nettement hostiles — tels que jets de flèches — en ouvrant le feu sur leurs auteurs, furent réprimandés ou punis tellement sévèrement que, lors d'une attaque ultérieure, ils s'abstinrent de toute réaction au risque de se laisser massacrer sans riposter.

Lorsque des rapports contenant le récit de faits de ce genre étaient soumis au commandement de la Force Publique, celui-ci s'insurgeait à juste titre contre cet excès d'humanité. Voici quelques extraits d'une note du colonel Gomins au Gouverneur Général :

« Il est dit dans le rapport du lieutenant Schmit que le caporal Ikenga, en danger de mort, aux prises avec plusieurs indigènes, tue un de ces indigènes.

« En apostille, M. Gérard déclare avoir fait de vifs reproches à ce caporal ! Aurait-il dû se laisser tuer [1] ?

« Le lieutenant Evrard écrit : « Deux indigènes se jettent, la lance haute, sur les soldats : un coup de feu est tiré en l'air, sans les intimider ; deux caporaux menacés et visés par les lanciers tirent et tuent ces lanciers ».

[1] Ce caporal se laissa en effet massacrer une semaine plus tard...

« Monsieur Gérard fait savoir au lieutenant « qu'il est peu satisfait d'apprendre que deux indigènes ont été tués », en ajoutant « qu'il lui répugne d'apprendre qu'on a tiré des coups de fusil ». Il l'exhorte à la plus grande bonté et au plus grand calme.

« Je crois que, dans de telles circonstances, c'est pousser trop loin, absolument trop loin, l'amour de la bonté envers les noirs et du calme dont on doit user envers eux.

« ...Dans un rapport, le sous-lieutenant Van Gils déclare qu'il a défendu de la façon la plus formelle de faire usage des armes, que quiconque tirerait un coup de feu serait traduit devant un conseil de guerre ; qu'il ne voulait pas d'effusion de sang et qu'il ne faisait d'ailleurs que se conformer aux vœux exprimés par Monsieur l'Inspecteur d'État Gérard.

» Tout cela part évidemment d'un bon cœur et on ne peut qu'approuver une discipline sévère du feu, mais en cela comme en toutes choses, il faut une juste mesure, car on risque, ainsi que cela a eu lieu, d'exposer bénévolement ses hommes à être les premières victimes... » ([2]).

Importance de ces révoltes.

Il faudrait plusieurs volumes pour raconter en détail les interventions de la Force Publique en mission de maintien de l'ordre. La plupart furent d'ailleurs des opérations très peu importantes, mettant en œuvre de faibles effectifs et ayant des objectifs très limités. Bien entendu, pour les participants, le danger était toujours aussi grave et une aventure où l'on risque d'être massacré à coup de lance, mortellement atteint

([2]) Note pour Monsieur le Gouverneur Général, en date du 4 juillet 1908. Archives du Secrétariat général.

par une flèche empoisonnée ou blessé plus ou moins sérieusement par des balles de fusils à piston, ne mérite pas d'être traitée à la légère.

Cependant, l'énumération de toutes les expéditions ou combats menés contre des indigènes révoltés dont le souvenir a été conservé serait longue et fastidieuse. Nous ne raconterons ici que les principales, celles qui nécessitèrent la mise en œuvre de moyens importants.

Il serait faux toutefois de considérer comme négligeables les autres opérations. Signalons simplement ici que trente-six officiers et sous-officiers ont perdu la vie, de 1891 à 1914, au cours de combats livrés aux indigènes [1].

D'autre part, des enseignements précieux ont été retirés de toutes ces petites expéditions et l'expérience acquise à la pénible école des revers fut codifiée dans l'annexe au titre IV du règlement de la Force Publique édité en 1904 sous le titre : « Les marches et le combat ».

L'importance d'une stricte discipline et d'une formation militaire parfaite pour la troupe, la nécessité de posséder un encadrement européen complet et surtout le soin à apporter à la sûreté, tant au stationnement que pendant la marche, sont les principales leçons à tirer de ces opérations.

L'ennemi était toujours bien renseigné par d'invisibles espions, il connaissait parfaitement la région où évoluait la colonne de réguliers, se montrait habile à tendre des embuscades et à lancer des attaques par surprise, n'hésitait pas à massacrer impitoyablement les isolés ou les corvées insuffisamment escortées. Il importait que les chefs européens aient sous leurs ordres des soldats éprouvés, que leur nombre fût tel que les chefs de peloton aient tous leurs hommes faci-

(1) Voir liste au tableau annexe 24.

lement en main et qu'à tout moment la troupe fut capable de faire face à une agression.

En marche, l'ennemi pouvait être partout, dissimulé dans les hautes herbes, embusqué au passage d'une rivière ou à la sortie d'un marais... Au cantonnement, il n'attendait peut-être qu'un relâchement de la surveillance pour foncer sur le camp endormi, ou bien, caché dans les arbustes qui entouraient le point d'eau, il s'apprêtait à tomber à l'improviste sur la corvée et son escorte.

D'autre part, dans la quasi-totalité des cas, la tribu coupable de rébellion faisait le vide devant l'expédition chargée de rétablir l'ordre. Les soldats ne trouvaient que des villages abandonnés et des plantations saccagées. Il fallait quitter les sentiers, s'enfoncer en forêt, guidé par des renseignements toujours douteux. L'ennemi continuait à se dérober, les provisions se faisaient rares, le moral de la troupe baissait et la surveillance se relâchait. C'est alors qu'officiers et sous-officiers devaient redoubler de vigilance et d'énergie pour maintenir la sûreté de leurs mouvements.

L'ennemi rejoint ou acculé, c'est toujours par surprise qu'il attaquait. Disposant d'une supériorité numérique souvent écrasante, il devait être arrêté immédiatement, un corps à corps ne pouvant être que désastreux pour la petite troupe de réguliers. Un peloton bien dressé savait faire face rapidement à une pareille menace; vers la ou les directions d'assaut, des feux de salves réguliers étaient dirigés, qui suffisaient généralement à mettre en fuite les agresseurs et décidaient rapidement du sort du combat.

Mais malheur aux imprudents qui s'aventuraient en territoire insoumis les armes non chargées ; malheur à ceux qui laissaient le désordre se mettre dans leur colonne lors du passage d'une rivière, à ceux qui s'aventuraient dans un couvert sans le fouiller minutieusement.

Des exemples tragiques démontrèrent à plusieurs reprises le danger de ce laisser-aller. Bucquoy, Frennet, de Magnée et d'autres payèrent de leur vie et de celles de leurs soldats de semblables négligences.

Répétons-le une fois de plus ; si la plupart des expéditions peuvent être aujourd'hui, par comparaison avec d'autres opérations de la Force Publique, appelées « peu importantes », elles représentaient pour l'exécutant une épreuve pénible, d'autant plus pénible qu'il se rendait compte qu'il n'en retirerait aucune gloire et qu'il risquait au contraire un blâme si les circonstances l'obligeaient à faire usage de ses armes. Quel soulagement pour lui lorsqu'il rentrait au poste mission accomplie, surtout s'il avait pu éviter le recours à la force ! Finie la tension imposée par la crainte perpétuelle de la surprise, disparue l'incertitude sur les intentions des rebelles et sur celles des populations voisines...

Travail ingrat, combats sans gloire mais non sans danger, labeur obscur dont ne parlaient pas les journaux et pour lequel on était plus souvent blâmé que félicité. Il serait injuste aujourd'hui de le laisser dans l'ombre et d'oublier que c'est grâce à l'ensemble de ces actions que la Belgique reçut en 1908 un pays entièrement pacifié dont seules quelques révoltes mineures facilement étouffées vinrent de temps à autre troubler la quiétude (1).

En vingt ans, la Force Publique avait mené à bien le travail gigantesque d'occuper cet immense territoire et d'y assurer la sécurité nécessaire au progrès des populations autochtones. Un effectif d'un peu plus de dix mille hommes, recrutés dans le pays même, maintenait la paix d'un État grand comme quatre-vingts fois la Belgique et peuplé de dix millions de

(1) Il y eut, en 1911 par exemple, 28 opérations de police et 9 opérations militaires ; en 1912, 26 opérations de police et 5 opérations militaires. Les pertes en vies humaines furent toutefois peu importantes de part et d'autre.

sauvages. Il est bon de rappeler ces chiffres pour faire comprendre la grandeur de l'œuvre accomplie.

Les opérations les plus importantes.

OPÉRATIONS CONTRE LES BUDJAS. (Voir carte II/1).

Dans la région située entre la Mongala et le fleuve Congo, habitait une des tribus les plus farouches de l'État Indépendant : les Budjas. C'est à eux que se heurta Ponthier lorsque, à la tête de l'avant-garde de l'expédition Vankerckhoven, il voulut se rendre de Bumba à Djabir par voie de terre. On se souvient que, le 3 avril 1891, le sous-officier Bucquoy, tombé dans une embuscade à Yamikele, fut massacré et mangé avec septante-trois des septante-cinq soldats qui l'accompagnaient.

L'hostilité de ces anthropophages fut longtemps un obstacle à la pénétration des agents de l'État dans la région. Lorsque celle-ci fut concédée à la Société Anversoise pour le Commerce au Congo, des agents commerciaux s'y établirent sous la protection de petites garnisons de la Force Publique.

Massacre de Dundusana.

Leurs relations avec la population indigène étaient loin d'être cordiales et, en novembre 1898, le sous-lieutenant Badard, envoyé en reconnaissance dans la région de Dundusana, fut massacré en même temps que l'agent commercial Gysens. Un détachement de la Force Publique fut mis à la disposition de deux autres agents de la Société et envoyé à la rescousse. Lui aussi, hélas, se laissa surprendre ! Les deux euro-

péens [1] et les soldats furent tués et probablement mangés.

Expédition Lothaire.

Un tel crime ne pouvait rester impuni. Lothaire, à cette époque directeur en Afrique de la société, fut placé à la tête d'une compagnie de deux cent cinquante soldats encadrés par cinq officiers et sous-officiers de la Force Publique et chargé de châtier les coupables.

Bien décidé à ne pas se laisser surprendre, Lothaire fit marcher sa troupe en état d'alerte, armes chargées et formation prête à faire face à une attaque venant de n'importe quelle direction. Après dix jours de marche, pendant la traversée d'une petite clairière, l'assaut attendu se produisit. Sortant de la forêt, plusieurs milliers de Budjas se précipitèrent sur la colonne...

Calmement, la troupe fit face aux agresseurs et exécuta quelques feux de salves. Arrêtés dans leur élan, les Budjas hésitèrent puis s'enfuirent, laissant de nombreux morts sur le terrain. Quelques jours plus tard, les chefs firent savoir au commandant Lothaire qu'ils désiraient la paix.

L'année suivante, des soulèvements locaux survinrent encore dans la région de Yambata et Mandika. Ils furent aisément réprimés par le capitaine Verdussen.

Expédition Gilson.

Malheureusement, des abus de pouvoir commis par certains agents commerciaux entraînèrent une nouvelle révolte générale au début de l'année 1900. Quarante soldats furent envoyés par le capitaine Weynants dans la région de Mandika sous les ordres de l'agent Van Eyken qui raconta plus tard :

(1) MM. Ceulemans et Kessels.

« Le 18 janvier, je pars à 9 heures du matin avec quarante et un soldats... A trois-quarts d'heure d'Ambata, je suis attaqué de tous côtés par environ deux mille Budjas.

« Je marchais sur quatre rangs, ma troupe était bien assise, je déblaie le devant et la gauche, mais l'arrière encombré par les porteurs est faible, mon carré se détruit. C'est la défaite : vingt-six soldats, boys, porteurs, bagages, mon chien, tout est massacré ou pris.

« On veut m'amarrer, je saute dans la forêt, après avoir brûlé la cervelle à un grand diable de Budja ; on me poursuit ainsi que quatre soldats qui m'avaient précédé ; en m'élançant dans la forêt, j'attrape une lance dans le dos, elle entre dans l'omoplate droite, sort près de la colonne vertébrale et entre de nouveau dans l'omoplate gauche... » [1].

Il réussit heureusement à rejoindre Weynants avec quelques survivants. Assiégé par plusieurs milliers de Budjas, Weynants, avec une garnison de trente réguliers, ne pouvait tenter une sortie. Il envoya la nuit quatre courriers demandant du secours. Un seul réussit à atteindre le poste d'Umangi, que commandait le capitaine de la Kéthulle, et lui remit le message suivant : « Quarante soldats tués, un européen grièvement blessé, sommes cernés de toutes parts, trente soldats et trois blancs. Sans vivres. Deux cents hommes nécessaires. Weynants ».

Immédiatement, le lieutenant Gilson fut envoyé avec deux cents hommes à Dobo. De là, il parcourut en dix-neuf heures les cent kilomètres qui le séparaient des assiégés. Grâce à un dispositif de marche « en alerte », il réussit à repousser deux assauts des Budjas dans la forêt. Son arrivée à Yambata mit en fuite les assiégeants

[1] Lettre de Van Eyken datée de mars 1900. Citée par *Les Vétérans coloniaux*, octobre 1947, p. 28.

et délivra in extremis la garnison presqu'à court de munitions.

Massacre de la colonne Weynants.

Le 2 mars, une colonne de ravitaillement escortée de cent soldats commandés par Weynants fut envoyée à Yalombo. Dirigée de là sur Yambinga pour y disperser un rassemblement hostile, elle y fut massacrée par les Budjas le 4 mars 1900. Weynants et l'agent commercial Rabe furent tués, six soldats seulement parvinrent à s'échapper et rejoignirent Yalombo. Une nouvelle campagne était nécessaire.

Première expédition Verdussen.

En juillet, cinq cents soldats furent réunis à Bobo sous les ordres du commandant Verdussen. Le 9, ils repoussèrent victorieusement un premier assaut des révoltés. Pendant un mois, l'expédition parcourut la région en livrant quelques escarmouches contre les Budjas.

Le 17, à Yalombo, trois mille guerriers assaillirent la colonne Verdussen. Fort heureusement, le dispositif adopté par le commandant lui permit de faire face immédiatement à l'assaut ; les Budjas furent repoussés après avoir perdu deux cent quatre-vingt-dix des leurs.

Après ce succès, Verdussen créa une série de postes fortifiés dans la région.

Deuxième expédition Verdussen.

En octobre, nouveau soulèvement. Le 10 novembre, Verdussen quitta Dundusana. Une marche prudente le conduisit sans combat important jusqu'à Ambata, où les révoltés s'étaient fortifiés. Le 16, l'assaut fut donné au village qui fut emporté de vive force. Toutefois, les Budjas eurent le temps de fuir.

Le 20, à Yambinga, « nous quittons le campement à 6 heures du matin comme d'habitude. Vers 9 heures, trois coups de feu sont tirés par les éclaireurs qui rétrogradent, suivis au pas de course par un grand nombre de lanciers. L'avant-garde prend place rapidement dans le premier peloton. Les indigènes, qui se sont avancés en masse jusqu'à moins de dix mètres du peloton, sont repoussés après avoir infligé quelques pertes. Les blancs ont toutes les peines du monde à retenir les soldats qui veulent se précipiter en avant. Nous les retenons, car nous craignons un retour offensif des indigènes, qui eut lieu quelques minutes plus tard ; ceux-ci furent à nouveau repoussés par le feu nourri et bien ajusté du premier peloton. Le combat avait duré 7 minutes » (1).

Sans les éclaireurs, l'embuscade bien préparée eût probablement abouti à un désastre.

Expédition Mardulier (juillet 1901).

Le commandant Mardulier, successeur de Verdussen à la tête du district des Bangala, dut lui aussi lutter contre les incorrigibles Budjas.

Avec quatre cents réguliers, il parcourut les régions troublées et réussit à arrêter les principaux chefs : Eseko, Zengo, Ekwalanga. Il confisqua plus de cinq cents fusils, des revolvers et une grande quantité de munitions. Son intervention ramena la paix pendant trois ans dans la Mongala.

Expédition Gérard (1905).

Chargé de réprimer une nouvelle révolte, le commissaire général Gérard parvint à pacifier la région sans tirer un coup de fusil. Il réussit à entrer en contact

(1) Règlement sur les exercices de la Force Publique. Annexe au titre IV, *Les marches et le combat,* 1904, p. 16.

avec les révoltés et les amena à se soumettre définitivement à l'autorité de l'État.

Ainsi se terminèrent dans cette région les troubles qui avaient coûté la vie à tant de soldats de la Force Publique et à beaucoup d'agents européens.

Opérations dans l'Uele (carte II /2).

Rappel.

Quelques grands chefs de la région du Bas-Uele s'étaient montrés en général assez conciliants lors de l'occupation de leurs territoires par les forces de l'État. Ainsi, Djabir et Semio avaient été de fidèles collaborateurs des troupes de Vankerckhoven lors de l'avance de ce dernier vers le Nil en 1891-1892.

D'autres furent toutefois hostiles, dès le début, à la pénétration européenne. Enguettra, Ndoruma, Bili, Guima, Sasa entre autres n'hésitèrent pas à s'attaquer aux forces de l'État. Qu'il suffise de rappeler ici le massacre des colonnes Bonvalet-Devos et Janssens-Van Holsbeek.

Dans le Haut-Uele, les sultans azandes Renzi, Bafuka, Okwa, Mbio tinrent tête pendant longtemps aux soldats de Delanghe, Baert, Francqui et Chaltin. A l'époque des campagnes mahdistes, nous avons vu qu'ils n'hésitèrent pas à prendre le parti des derviches jusqu'au moment où les victoires des troupes de l'État montrèrent que leur intérêt était de s'allier à Chaltin pour combattre les mahdistes. Le sous-lieutenant Frennet et le sous-officier Delmotte furent les malheureuses victimes des troubles qu'ils avaient suscités dans la région.

Même après l'occupation définitive du bassin de l'Uele, ces chefs turbulents, jaloux de leur autorité, très souvent divisés par des querelles de famille ou de succession, se rebellèrent à plusieurs reprises contre

les occupants. Ce sont les principales de ces rébellions que nous allons relater sommairement.

Opérations contre Enguettra (1895-1900-1904).

Dès ses premiers contacts avec l'État Indépendant, en 1890, lors de l'arrivée sur son territoire de l'expédition Roget, Enguettra se montra sinon hostile, du moins peu amical. Jaloux des faveurs accordées à Djabir, il fit preuve en plusieurs occasions de beaucoup de mauvaise volonté.

Plus tard, rallié aux occupants, il envoya son fils à Boma pour lui faire donner une éducation européenne. Malheureusement, cet enfant mourut peu de temps après son arrivée dans la capitale de l'État Indépendant. Sous l'influence de ses féticheurs, Enguettra décida de tuer un blanc pour conjurer le mauvais sort.

L'occasion se présenta bientôt : en janvier 1895, le sous-officier Graham, membre de l'expédition de l'Uele, se rendait de Djabir à Bumba. En traversant les terres d'Enguettra, il fut attiré dans un guet-apens et massacré par des guerriers de ce sultan.

Malheureusement, les effectifs présents dans la région à ce moment étaient insuffisants pour lancer contre les coupables une expédition ayant quelque chance de succès. Lors d'une première expédition, le sous-officier Dodernier fut tué. Un second essai tenté en 1897 avec des effectifs trop faibles se solda par un échec et Enguettra s'empara de cinquante Albini.

En 1900, Enguettra, de plus en plus agressif, interdit son territoire aux agents de l'État et attaqua les pirogues transportant le ravitaillement officiel sur la Likati et le Rubi.

Le gouvernement décida alors d'envoyer contre le chef rebelle une forte expédition sous les ordres du commandant Verstraeten, commissaire général et chef

de la zone Rubi-Uele. En février 1900, deux cent quatre-vingts soldats encadrés par les sous-lieutenants Tilkens, Hutereau, Lespagnard et Landeghem quittaient le poste européen d'Enguettra. Divisée en quatre pelotons et une escorte, cette force avait reçu au départ des ordres très stricts destinés à assurer en toutes circonstances la sûreté de ses mouvements.

Le 23 février, premier contact avec l'ennemi ; des tireurs d'élite isolés et bien cachés abattent de temps à autre un régulier. Insaisissables, ils disparaissent avant d'être rejoints.

Le lendemain, au lever du campement, première attaque sérieuse. La troupe, formée en carré riposte par des feux de salves et l'ennemi découragé s'enfuit. Quelques heures plus tard, nouvel assaut, pareillement repoussé.

Le 25, nouvelle attaque violente. « Une véritable pluie de projectiles tombe sur nous, et, immédiatement après, l'ennemi qui nous enveloppe se rue avec rage sur toutes les faces du carré. Nous commandons le feu rapide que les quatre pelotons, qui ont conservé un ordre parfait, exécutent avec calme. Plusieurs fois, les assaillants plient, mais ils reviennent à la charge à plusieurs reprises, pour ne se retirer qu'après avoir été repoussés chaque fois avec de grandes pertes » (1).

Le 28, nouvelle bagarre, qui se termine cette fois par une charge victorieuse de la troupe de Verstraeten. L'ennemi semble maté et le lendemain un émissaire d'Enguettra, porteur d'une pointe d'ivoire, vient demander la paix.

Méfiant, le commandant Verstraeten s'avance avec sa troupe formée en carré vers le village du sultan. Celui-ci s'était enfui, incendiant son repaire avant de l'abandonner.

(1) Règlement sur les exercices de la Force Publique. Annexe au titre IV. *Les marches et le combat*, p. 35.

Pendant quelques années, il continua à opposer à l'État une résistance toute passive. En 1904, une nouvelle expédition fut envoyée vers sa zériba sous les ordres du capitaine Acerbi. Accueillie par des coups de feu, la colonne riposta et une balle perdue atteignit Enguettra dans sa case, mettant ainsi fin aux incidents dans cette région.

Combat contre Bokoyo (1898).

En novembre 1898, le chef avungura Bokoyo se révolta contre l'autorité de l'État. Avec l'aide des Mangbetus, il s'opposa victorieusement aux détachements des troupes de l'État qui occupaient la région dominée par lui.

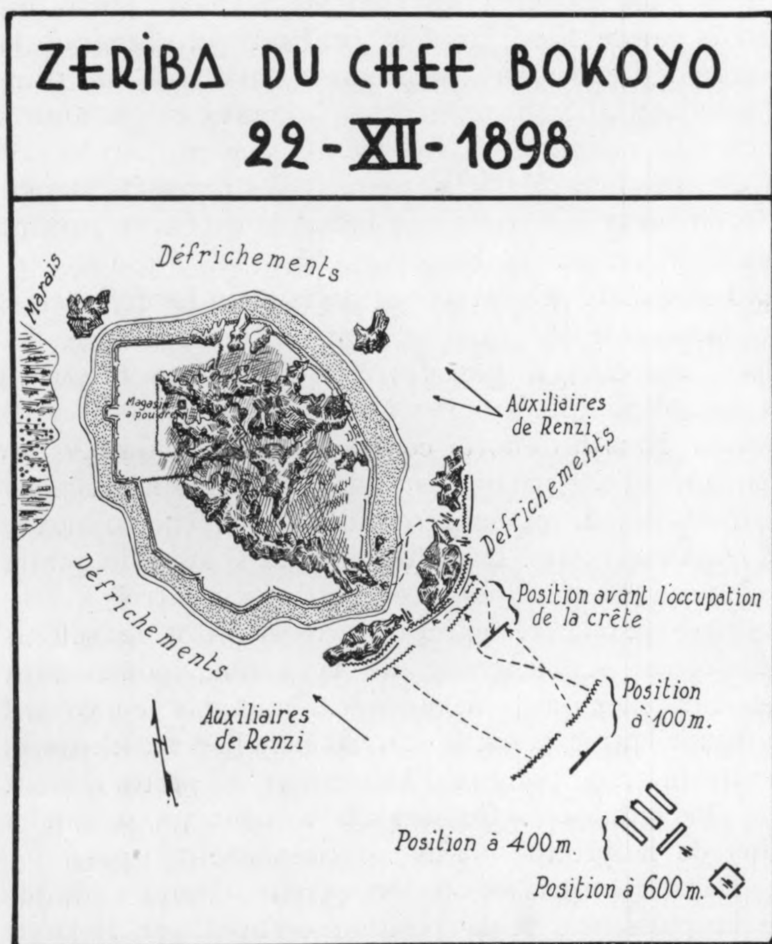
Une expédition en règle fut montée contre lui. Le commandant Gérard, chef de la zone des Makrakras, réunit à Dungu une colonne de trois cent quatre-vingts réguliers répartis en quatre pelotons renforcés d'un canon Nordenfeldt.

Le 17 décembre, la colonne franchit le Kibali et pénétra en territoire ennemi. Les embuscades étant fort à craindre, un dispositif de marche permettant de former rapidement le carré fut adopté. Ce dispositif offrait l'inconvénient de retarder la progression mais il était indispensable dans ce genre d'opérations.

Le 22 décembre, à 10 heures du matin, la colonne arriva en vue de la zériba de Bokoyo. Cette véritable forteresse était construite au sommet d'un rocher de plus de soixante mètres de hauteur et était entourée de fossés et de palissades soigneusement construites.

La troupe se forma en carré et avança dans cette formation jusqu'à quatre cent mètres du but. A cette distance, le canon fut mis en batterie et tira six obus. Laissant un peloton avec le canon, les soldats progressèrent à couvert des taillis jusqu'à cent mètres de la zériba.

Deux bonds rapides, exécutés sous un feu violent, amenèrent les assaillants à quelques mètres des remparts de la zériba à l'abri d'une crête rocheuse.



Le quatrième peloton et le canon furent alors avancés et plusieurs obus envoyés dans la forteresse. A ce moment le commandant Gérard fut mis hors de combat par une balle dans l'épaule et céda la direction des opérations au commandant Wtterwulghe.

Cependant, obus et boîtes à balles continuaient

à tomber sur la zériba, obligeant les défenseurs à abandonner la partie située devant l'aile droite des troupes de l'État. Profitant de ce fléchissement, le chef du 3me peloton entraîna ses hommes à l'assaut mais fut arrêté par le fossé large et profond qui entourait la position. Découvrant un endroit favorable au franchissement, il y fit passer ses hommes et les amena contre la palissade. Il fut bientôt rejoint par les 1er et 2me pelotons. Malheureusement, les remparts étaient si solidement construits que même le canon ne parvint pas à y créer une brèche.

« Les soldats tirèrent à bout portant sur les défenseurs, qui lâchèrent pied, mais allèrent s'installer derrière des blocs de roches, à quelques mètres de l'enceinte, d'où ils accablèrent les troupes assaillantes de balles et de flèches. Tous les efforts contre la zériba furent vains. Pendant qu'une partie des soldats continuait à harceler l'ennemi, les autres essayèrent de faire brèche au moyen de leurs machettes. La palissade était épaisse de quatre à cinq rondins très durs, et ce n'est que vers trois heures et demie qu'une brèche fut ouverte. Aussitôt, les soldats s'élancèrent à l'intérieur de la zériba, poursuivant l'ennemi, chez qui la débandade s'était mise en voyant la troupe entrer, et qui se sauvait vers l'ouest. L'ennemi perdit un grand nombre d'hommes et ses pertes eussent été plus grandes si les soldats avaient pu se guider dans ce labyrinthe qu'ils ne connaissaient pas » (1).

« Dans la zériba, les officiers purent se rendre compte de la puissance de la position occupée par Bokoyo. La zériba extérieure avait un développement d'environ 1.500 mètres ; elle était précédée d'un parapet important et d'un fossé d'une largeur de 4 mètres sur 3 à 3,50 de profondeur. A l'intérieur, tout le long de la palissade, existait une tranchée pour tireurs à genou.

(1) Ad. LEJEUNE-CHOQUET, Histoire militaire du Congo, p. 190.

Le massif central était couronné par une deuxième enceinte, solidement établie. Indépendamment de ces deux zéribas principales, partout où la position présentait des points faibles, et où l'escalade des rochers pouvait offrir quelques facilités, des portions de palissades avaient été étagées, reliant entre elles deux ou plusieurs blocs de rochers » [1].

L'ardeur combative et la ténacité des troupes de Gérard avaient cependant eu raison de ces formidables défenses. Bokoyo, ayant abandonné dans sa fuite toutes les richesses qu'il avait entassées dans son repaire, se présenta quelques jours plus tard pour faire acte de soumission.

Outre la blessure du chef de l'expédition, l'État déplorait la perte de dix soldats tués et vingt-cinq grièvement blessés.

Opérations contre les Ababuas.

Dans la région comprise entre l'Uele et le Rubi, les tribus ababuas se montraient de temps à autre un peu trop agressives. En 1895, le capitaine Vanderminnen, chargé de construire une route entre Ibembo et Bima, dut leur livrer plusieurs combats pour mener à bien sa mission. Il fut d'ailleurs blessé d'un coup de lance à la jambe au cours d'une de ces rencontres.

A la fin de l'année 1900, les Ababuas attaquèrent le poste de Libokwa, occupé par quarante-cinq soldats. Submergés par le nombre des assaillants, les réguliers furent défaits et tous les approvisionnements du poste tombèrent entre les mains des vainqueurs, notamment quarante-cinq fusils et quarante-huit mille cartouches.

Le poste fut rapidement réoccupé par les troupes de l'État mais la région était troublée et il importait

[1] Ad. Lejeune-Choquet, Histoire militaire du Congo, p. 190.

de châtier les tribus rebelles. En juin 1901, le commandant La Haye, chef de zone, rassembla à Bomokandi six cents soldats réguliers encadrés par le capitaine Laplume, les lieutenants Versluys, Landeghem, Breyssen, Thibaut, Perin, Dewalque et le docteur Vedy.

De façon à battre le plus de terrain possible, les pelotons se rendirent de Bomokandi à Zobia et de Zobia à Libokwa par des routes différentes. En chemin, plusieurs combats très durs furent livrés aux Ababuas et la troupe subit des pertes sérieuses.

De Libokwa, La Haye marcha vers Bima toutes forces réunies. A proximité de ce poste, la colonne fut attaquée par un nombre imposant de guerriers. Pendant que le gros de la troupe résistait victorieusement aux assauts des indigènes, le lieutenant Dewalque, à l'arrière-garde, fut complètement cerné par ceux-ci. Avant qu'il ait pu être secouru, l'infortuné fut mortellement atteint d'un coup de lance au côté.

Cependant, le commandant La Haye passait à l'offensive et mettait en fuite ses agresseurs, leur reprenant cent sept fusils et un nombre considérable de cartouches.

L'année suivante, le 3 juillet 1902, La Haye fut assassiné pendant son sommeil à l'instigation d'un chef kodja. Sa mort fut vengée par le sous-lieutenant Braekman, qui réussit à s'emparer du chef rebelle.

En janvier 1902, les Ababuas se révoltèrent à nouveau et le capitaine Lespagnard fut chargé de rétablir l'ordre dans la région occupée par eux. A la tête de trois cents soldats encadrés par six européens, il reprit la route de Zobia et de Libokwa.

Le 11 juin, trois pelotons en marche aux environs du village de Bwa furent attaqués par quelques centaines de guerriers, qui furent facilement repoussés par le feu. Quelques jours plus tard, le poste de Libokwa fut réoccupé.

Le 28 juin, nouvelle embuscade, heureusement décou-

verte à temps par les éclaireurs. Quelques salves mirent en fuite les révoltés.

Le 5 juillet, la troupe atteignit les villages occupés par le grand chef Zepere, âme de la révolte. Accueillie par des coups de feu tirés par des Ababuas embusqués, elle progressa lentement à travers l'agglomération. Brusquement, surgirent de partout des centaines de lanciers qui se ruèrent en hurlant sur les cinq pelotons qui venaient de franchir un marais. La violence de l'attaque fut telle qu'elle disloqua la colonne. Toutefois, les soldats parvinrent à la repousser.

Malheureusement, le sixième peloton s'était attardé et était isolé de l'autre côté de l'obstacle, « l'officier commandant ce peloton ayant trouvé bon de se faire porter pour traverser le marais » (1). A la sortie du marais, il fut soudain attaqué « par un fort parti de lanciers qui s'était tenu caché à quelque distance du chemin et était, sans aucun doute, posté pour attaquer les bagages. En un instant, l'officier et huit soldats tombent sous les coups des Ababuas qui chargent à la lance. Le restant du peloton, traversant le marais en faisant feu, parvient à refouler les assaillants et à rejoindre la colonne en emportant le corps du malheureux officier » (2).

Après quelques minutes de combat, les assaillants s'enfuirent abandonnant plus de cent tués sur le champ de bataille, parmi lesquels le chef Zepere.

Pendant un certain temps, les Ababuas se tinrent tranquilles. En 1906 cependant, on signalait encore qu'ils avaient bloqué la route des caravanes...

(1) Règlement sur les exercices de la Force Publique. Annexe au titre IV : *Les marches et le combat*, p. 10.

(2) Il n'a pas été possible de retrouver avec certitude le nom de cet officier. Peut-être s'agit-il du lieutenant danois Keyper qui faisait partie de cette expédition.

Opérations contre Djabir.

Djabir avait, en 1890, accueilli favorablement les premiers européens qui exploraient la région du Bas-Uele : Becker, Roget, Milz, Vangele. L'État Indépendant, pour rallier à sa cause ce puissant sultan, n'avait d'ailleurs pas hésité à lui conférer un rang équivalent à celui de capitaine de la Force Publique. Pendant un certain temps, Djabir se montra un fidèle collaborateur des forces de l'État.

En 1904, le sultan prit une attitude indépendante qui frisait la révolte. Une démonstration de force fut alors mise sur pied pour l'impressionner. Le commandant danois Holm et quatre cent cinquante soldats quittèrent Enguettra fin avril 1895 avec mission de se rendre chez Djabir pour lui rappeler ses devoirs envers l'État. Holm le fit d'ailleurs prévenir de son arrivée et de ses intentions toutes pacifiques.

Mais le 3 mai, lorsque la troupe arriva devant les territoires du sultan, celui-ci la reçut à coups de fusils. Le commandant Holm fut mortellement blessé d'une balle à l'aine et le sous-lieutenant Declerck grièvement atteint au ventre.

Les soldats se précipitèrent à l'assaut des positions ennemies mais Djabir parvint à se soustraire à leurs poursuites et la colonne rebroussa chemin vers Enguettra.

Sous le commandement du capitaine Uyttenhove, puis du capitaine Laplume, une nouvelle colonne de six cents hommes fut organisée et lancée à la poursuite de Djabir. Sachant ce qui l'attendait, ce dernier s'était d'ailleurs ravitaillé en armes et munitions par l'intermédiaire de commerçants musulmans venus du Bomu.

Le 29 juin, Laplume dispersa les bandes de Djabir dans un combat livré au nord de la rivière Djakiri. Quatre mille esclaves furent ainsi délivrés par les réguliers. Djabir s'enfuit chez le sultan Rafai, en territoire

français. Ses états furent répartis entre trois de ses vassaux et la paix revint dans la région du Bas-Uele.

Plus tard, d'autres expéditions furent encore organisées contre des sultans azandes, notamment l'expédition Sannaes contre Mopoie en 1905 et l'expédition de 1910 contre Sasa et Mopoie.

OPÉRATIONS DANS LE KASAI. (Voir carte V/1).

Dès le début de l'occupation du Kasai, les premiers explorateurs (von Wissmann, de Macar, Le Marinel) eurent à affronter quelques farouches tribus : Bassongo, Bakutu et Kiokios. La fondation des postes de Luluabourg et de Lusambo, occupés par d'importantes garnisons de la Force Publique, ne suffit pas à faire régner l'ordre dans la contrée. De longues années furent nécessaires pour calmer l'ardeur belliqueuse de ses occupants.

De 1890 à 1897, Bakuas, Bena Kalengas, Kiokios, Bassongo, Bachilenge, conduits par les chefs Kabamba, Musembe, Katako, Fuamba, Kalamba... maintinrent sur les dents les troupes d'occupation. Gillain, Michaux, Lapière, de Heusch, Descamps, De Croy, Rom, Lekeu, Dufour, Bollen, Cassart, Shaw, Sandrart, Fisch et beaucoup d'autres officiers et sous-officiers se distinguèrent au cours des nombreuses opérations entreprises contre les révoltés [1].

En fait, ces derniers profitaient des circonstances spéciales qui affaiblirent pendant toute cette période les forces locales : expéditions vers le Katanga, campagne arabe et mutinerie de la garnison de Luluabourg.

Chaque fois qu'ils croyaient pouvoir venir facilement à bout de l'occupant, les chefs se mettaient en révolte ouverte, massacrant les courriers, assaillant les postes

[1] Voir tableau annexe 23.

isolés, pillant les stations. Battus par la colonne envoyée pour les châtier, ils faisaient amende honorable... et recommençaient à la première occasion.

A partir de 1898, les soulèvements furent plus rares mais les attentats contre les biens ou les personnes appartenant à la Compagnie du Kasai ou à d'autres sociétés commerciales obligèrent l'État à quelques interventions énergiques. De Cock, Bollen, Van Bredael, Henrion, Dewulf, Delvaux, Bradfer, Knitelius, Renard, de Hemricourt de Grunne, Liard, participèrent à ces expéditions. Ce dernier officier devait d'ailleurs y perdre la vie (1).

La plupart furent organisées contre les Kiokios, tribu très belliqueuse habitant la frontière angolane. Abusant de cette situation, ces guerriers se faisaient ravitailler par des métis angolais, trafiquants sans scrupules qui leur livraient des armes perfectionnées et des munitions contre des esclaves. Plus de dix années furent nécessaires avant de venir à bout de cet adversaire particulièrement tenace.

OPÉRATIONS DANS LE KATANGA. (Voir carte V/1).

L'exploitation du sud-est de notre colonie, son occupation par une poignée de soldats aux ordres de deux ou trois européens de 1891 à 1900, les combats livrés à Chiwala et Mulumu Niama ont été relatés ailleurs.

Rappelons aussi que cette région fut, jusqu'en 1907, le théâtre de combats nombreux livrés à des soldats révoltés de la garnison de Luluabourg unis à l'une ou l'autre peuplade autochtone.

En dehors de ces opérations, des soulèvements locaux entraînèrent de temps à autre l'intervention de la

(1) Voir tableau annexe 23.

Force Publique ou du Corps de police du Katanga. Détaillons ici les plus caractéristiques.

En janvier 1896, le chef Kafindo, installé sur le Haut-Luapula fit massacrer par ses guerriers le sous-lieutenant Demol, envoyé chez lui pour régler une palabre. Immédiatement, le commandant Descamps, chef de la zone du Tanganika, organisa une expédition punitive avec cent cinquante soldats encadrés par les lieutenants Fromont et Maréchal.

Kafindo, averti du danger qui le menaçait, s'enfuit en brousse sans attendre Descamps. Poursuivi vigoureusement, il échappa à toutes les recherches.

« En janvier 1897, Maréchal reçoit l'ordre de s'emparer de Kafindo et de deux Arabes qui vivaient avec lui, Magid ben Saïd et Saïdi, tous deux originaires de la côte orientale, et conséquemment sujets allemands. Ces petits traitants avaient pénétré par Moliro dans la région du Katanga, administrée lors de leur passage par les agents de l'association antiesclavagiste, et depuis lors, avaient participé à toutes les opérations de Kafindo ; tous deux ont joué, comme une enquête très fouillée l'a établi dans la suite, un rôle actif dans l'assassinat du sous-lieutenant Demol. La création du poste de Mpweto leur inspire quelque inquiétude, aussi revendiquent-ils leur qualité de sujets du protectorat impérial allemand. Avec l'aide de petits traitants qui opèrent d'une rive à l'autre du Tanganika, ils font parvenir à l'autorité allemande une plainte à charge des Belges occupant la région, qu'ils accusent d'avoir lacéré le sauf-conduit revêtu du sceau impérial, dont ils étaient porteurs lors de leur passage à Moliro, et d'avoir pillé leur caravane. La plainte est transmise à Berlin. L'Allemagne réclame pour ses sujets douze mille dollars à titre d'indemnité, et une enquête sévère établissant les responsabilités.

« En conséquence des ordres reçus, Maréchal quitte

Mpweto fin janvier et, après dix jours de marche, parvient à établir son campement à deux heures du boma de Kafindo à l'insu de ce dernier. Le 6 février, à la pointe du jour, le boma est attaqué. Kafindo fait une résistance énergique ; quarante-neuf soldats de l'État et auxiliaires sont mis hors de combat. Les cartouches commencent à manquer à nos troupes. L'attaque de vive force n'a plus de chances de succès, aussi le commandant de l'expédition se décide-t-il à un véritable siège qui dure treize jours. Les assiégés, qui commencent à souffrir de la pénurie de vivres, tentent une sortie au milieu de la nuit. Plusieurs sont tués, d'autres se noient en passant la rivière. Le boma est en feu, Maréchal y pénètre et trouve dans les maisons abandonnées par les Arabes des papiers, parmi lesquels le sauf-conduit allemand. Ce document sera d'un poids considérable pour réduire à néant les accusations portées contre les agents belges du Tanganika

« Kafindo, Magid ben Saïd, Saïdi et un grand nombre de Wangwanas ont pu s'échapper. Kafindo, blessé, est sur le point d'être pris mais il se défend avec un rare courage et tue de sa main avec son winchester, cadeau du capitaine Stairs, quatre de nos soldats. Sa blessure paralysant ses mouvements, Kafindo est pris quelques jours plus tard et ne tarde pas à succomber. Magid ben Saïd et Saïdi, traqués dans les bois et repoussés par les indigènes, se tournant contre eux, doivent mettre bas les armes. Ils sont traduits devant le conseil de guerre de Mtoa qui les condamne à mort. La cour d'appel de Boma commue la peine en servitude à perpétuité » (1).

En décembre 1902, une mission de prospection anglaise se trouvait en difficulté dans la région de Nzilo (Lualaba). Le lieutenant Brohez, du corps de

(1) JANSSENS et CATEAUX, Les Belges au Congo. Tome II, p. 332 et 333.

police du Katanga, envoyé dans le secteur, livra aux indigènes une série de combats sanglants et s'empara de treize bomas et redoutes. Après trois mois de campagne, il parvint à s'emparer du chef Kazembe et le fit envoyer en exil. Son remplacement par un autre Kazembe fit cesser toutes les difficultés rencontrées par les missions du Comité Spécial du Katanga dans la région située à l'est du Lualaba.

Opérations dans l'Est. (Voir carte V/3).

En janvier 1897, le sous-officier Van der Snickt fut assassiné par des indigènes à Boyulu, sur la Lindi. Le poste qu'il commandait fut incendié et pillé. Pour châtier les coupables, le lieutenant Van Hoesen fut envoyé dans cette région. Battus le 12 avril 1899 au combat d'Usikwamaleka, les principaux chefs de la sédition perdirent cent cinquante guerriers et firent leur soumission.

En septembre de la même année, le sous-lieutenant Vermeulen fut tué au cours d'un combat livré aux Turumbus à Yalembe (près d'Isangi). Le même lieutenant Van Hoesen, chargé de la répression, enleva le village de Yamefelele, où s'étaient réfugiés les rebelles et leur reprit le butin dont ils s'étaient emparés à Yalembe.

En juin 1902, le sous-officier de Magnée s'était aventuré imprudemment, avec cinq soldats seulement, dans la région occupée par les Wanandes, tribu insoumise habitant la région frontière d'Uganda. Attaqué par eux aux environs de Beni dans la nuit du 13 au 14 juin, il fut massacré et mangé par ces féroces cannibales. Une expédition conduite par le commandant norvégien Engh ramena provisoirement l'ordre dans la région. En 1905 et 1906, le lieutenant Bogaerts fut encore obligé d'y livrer quelques combats.

Le 18 juin 1902, le capitaine Tondeur, chef du poste de Nya-Lukemba (Kivu), envoyé en mission auprès du chef Kabare avec onze soldats fut traîtreusement attaqué par ce dernier et massacré avec toute son escorte. L'Inspecteur d'État Costermans envoya plusieurs expéditions commandées par les lieutenants Stamane, Rinquet et Benaets pour pacifier le pays. Battu, le chef Kabare fit sa soumission en même temps que le chef Gwesse, qui avait profité du désordre pour se joindre à la rébellion.

Opérations dans le Bas-Congo. (Voir carte V/5).

En 1889, la tribu des Mussoronghes, établie dans le delta du Bas-Fleuve, se livrait à de véritables actes de piraterie contre les factoreries de la région. Une expédition fut dirigée contre eux par le commandant Avaert aidé des lieutenants Gillain et Fiévez et du sous-officier Baekelmans.

Après une série de marches pénibles dans les forêts marécageuses, les Mussoronghes furent rejoints et, pendant que Fiévez exécutait un mouvement tournant de grande amplitude pour les prendre à revers, Gillain conduisit cent vingt-cinq hommes à l'attaque frontale. Protégés par une rivière large de 25 mètres, les révoltés accueillirent à coups de fusils les troupes de l'État, blessant Baekelmans au menton. Le canon de 7cm5 amené par Gillain fut alors mis en batterie et quelques boîtes à balles et obus dispersèrent les Mussoronghes. Poursuivis vigoureusement, ceux-ci furent définitivement battus lors de l'arrivée de Fiévez.

En 1893 le nord du Mayumbe se souleva et le Gouverneur Général Wahis y envoya une colonne commandée par le lieutenant Lens. Une campagne de 7 mois y ramena la paix. Toutefois, en 1894, le commandant Munaut dut intervenir énergiquement pour imposer

aux mêmes tribus la mise en application de la loi sur le recrutement.

D'autre part, à la même époque, le recrutement de porteurs pour la ligne de communication Matadi-Léopoldville entraîna des troubles dans la région de Lukungu. Le sous-officier de Rosen se distingua par sa bravoure au cours des opérations de police consécutives.

Opérations dans le Kwango. (Voir carte II/4).

Nous avons relaté ailleurs les difficultés rencontrées par Van de Velde, Dhanis et les officiers et sous-officiers qui les accompagnaient lors de l'occupation du Kwango.

La mort du tyran Mwene Putu ne suffit pas à ramener définitivement le calme dans la région. Périodiquement, l'un ou l'autre chef avide de butin pillait une station, massacrait des soldats isolés... C'est ainsi qu'en avril 1895, le lieutenant Demoustier, à peine arrivé au poste de Popokabaka, dut entreprendre une opération militaire contre une tribu voisine. Le 6 avril, il fut frappé à mort au cours de son premier combat.

En 1902, la tribu anthropophage des Bambalas menaçait les factoreries établies sur la Djamba-Kwilu, affluent du Kwango. Le commandant Shaw, chef du district, prit la tête d'une expédition qui rétablit facilement le calme dans cette région.

En avril 1906, l'agent commercial Geldermans fut assassiné par les Bayakas à Soie-Bagata. Ailleurs, ceux-ci pillaient les transports du « Comptoir commercial congolais », attaquaient des comptoirs, blessant plusieurs agents européens. De Popokabaka, le commandant Danneels fut envoyé dans la région avec sa compagnie et parvint à y rétablir l'ordre.

Opérations dans la cuvette.

Une importante partie de la cuvette congolaise avait été concédée à une société commerciale, l'« Anglo-Belgian India Rubber », en abrégé « ABIR ». Les excès commis par certains agents de cette société entraînèrent des révoltes des peuplades soumises au travail forcé intensif pour assurer des récoltes de plus en plus considérables de caoutchouc.

Le résultat des enquêtes entreprises par l'État suite aux nombreuses plaintes reçues au sujet de cette société tristement célèbre aboutirent à sa dissolution.

Malheureusement, le tort causé à la population était difficilement réparable. Même lorsque le territoire eut été repris par l'État, les indigènes continuèrent à se méfier des Européens. Ils fuyaient les agents de l'État venant opérer le recensement, ameutaient leurs voisins et profitaient de la première occasion favorable pour tendre une embuscade aux escortes militaires. Les mots « Blanc », « Impôt », « Caoutchouc » étaient associés par eux à des souvenirs sinistres et l'Inspecteur d'État Gérard, pourtant connu pour les magnifiques résultats qu'il avait obtenus au cours de la campagne de pacification de la Mongala, ne parvint qu'au prix de grands efforts à ramener le calme dans cette région.

La cuvette était d'ailleurs la partie la moins connue et la moins occupée de l'État Indépendant et les indigènes y gardèrent plus longtemps qu'ailleurs des mœurs barbares. Si on n'y déplora pas de soulèvements généralisés, on y connut de nombreux incidents qui coûtèrent la vie à beaucoup de soldats et à quelques Européens, parmi lesquels les lieutenants Peters et Deisser.

Les expéditions des commandants Jacques et Van Bredael dans la Lukenie, en 1898, se heurtèrent à l'hostilité des populations riveraines, qui harcelèrent cons-

tamment les colonnes de leurs flèches empoisonnées, obligeant les soldats à livrer plusieurs combats pour se frayer un chemin et éviter le massacre.

Les mêmes difficultés avaient été rencontrées par les troupes chargées de faciliter l'installation des comptoirs de la « Compagnie du Lomami » en 1897.

Conclusion.

On parle beaucoup des brillantes campagnes arabes et mahdistes ; on magnifie, et c'est justice, les noms des officiers et sous-officiers qui furent les artisans glorieux de ces combats livrés pour délivrer le Congo de la plaie de l'esclavage.

De ceux qui, plus obscurément, luttèrent dans des conditions aussi pénibles et sans espoir de récompense pour pacifier les tribus barbares et préparer ainsi le chemin à la civilisation, il n'est pas souvent fait mention. Pourtant, des centaines de soldats indigènes sont morts dans l'accomplissement de cette tâche ingrate et trente-six Européens de la Force Publique au moins y laissèrent leur vie.

Le temps a passé depuis lors et ce que l'on cachait pudiquement, par crainte des commentaires désagréables et pour ne pas alimenter le répertoire des médisants, il n'y a pas de raison de le taire dans cet ouvrage. Le maintien de l'ordre était une des missions de la Force Publique ; cette mission, elle l'a menée à bien dans des circonstances désagréables et au prix de lourds sacrifices. Elle a le droit d'en être fière.

Beaucoup de malheureux indigènes ont hélas payé de leur vie les bienfaits de la pacification. Ces victimes, souvent innocentes parce qu'ignorantes et naturellement cruelles et anthropophages, furent la rançon inévitable que paya le Congo pour être délivré de la barbarie. Aujourd'hui, les ennemis occasionnels d'hier dorment ensemble leur dernier sommeil dans ce sol congolais

qu'ils ont arrosé de leur sang. Puisse ce sang répandu ne jamais servir à semer la discorde mais plutôt cimenter l'union des deux peuples unis dans la poursuite du même but : le développement harmonieux de la nation congolaise...

ANNEXE 1.

Tableau de la participation de l'Armée Belge a la fondation de la Colonie (1877-1908).

Armes	Engagements pour la Colonie		Morts au Congo		Totaux	
	Off.	Ss-off.	Off.	Ss-off.	Départs	Décès
Régiments de ligne	340	771	105	220	1.111	325
Chasseurs à pied Carabiniers Grenadiers	135	311	33	98	446	131
Cavalerie	62	209	15	71	271	81
Artillerie	65	180	18	55	245	73
Génie	21	52	6	15	73	21
Train	5	20	1	1	25	2
Divers	20	69	4	20	89	29
Totaux	648	1.612	182	480	2.260	662 (29%)

ANNEXE 2.

TABLEAU DE LA PARTICIPATION DES ARMÉES SCANDINAVE ET SUISSE A LA FONDATION DE LA COLONIE.

I. *Militaires scandinaves au service de l'État Indépendant de* 1878 *à* 1904 ([1]).

	Officiers	Sous-officiers	Total
Suédois	47	18	65
Norvégiens	26	3	29
Danois	53	4	57
Totaux	126	25	151

II. *Pertes de* 1878 *à* 1904 ([1]).

	Suédois	Norvégiens	Danois	Total
Tués au Combat	4	—	2	6
Morts (accident ou maladie)	24	10	18	52
Totaux	28	10	20	58 (38%)

III. *Nombre d'officiers et sous-officiers suisses ayant fait partie de la Force Publique* (avant 1908)

Officiers	9	(dont 1 tué au combat)
Sous-officiers	3	

([1]) D'après « Skandinaver i Congo ».

ANNEXE 3.

Décret du Roi-Souverain — 30 juillet 1891.

RECRUTEMENT DE LA FORCE PUBLIQUE.

LÉOPOLD II, etc...

Considérant qu'il importe d'organiser dans le territoire de l'État le recrutement d'une armée nationale ;
Sur la proposition de Notre Conseil des Administrateurs Généraux et de l'avis de Notre Conseil Supérieur.

Nous avons décrété et décrétons :

1. Le recrutement de l'armée régulière a lieu par des engagements volontaires et par des levées annuelles. Le contingent à recruter est déterminé par Nous.

2. Le Gouverneur Général ordonne les levées annuelles destinées à compléter les cadres dans les limites du contingent fixé par Nous.

3. Le Gouverneur Général détermine annuellement les districts où s'opère la levée ainsi que la proportion à fournir par chacun, il désigne également dans chaque district les localités où s'opère la levée ainsi que la proportion à fournir par chacune.

4. Le mode suivant lequel s'opère la levée est déterminé par le commissaire de district de commun accord avec le chef indigène. Elle a lieu autant que possible par voie de tirage au sort.

5. Nul ne peut-être incorporé avant l'âge de quatorze ans révolus ni après l'âge de trente ans accomplis.

6. La durée du service actif est de cinq ans. A l'expiration de ce terme, les hommes font, pendant deux ans, partie du cadre de la réserve.

7. Tout homme incorporé dans l'armée régulière est immatriculé dans les contrôles de la Force Publique. Il lui est délivré un livret modèle arrêté par les règlements sur les services et la comptabilité de la Force Publique.

8. Tout homme incorporé en vertu des articles 2, 3 et 4 du présent décret est entretenu et équipé aux frais de l'État.

Il touche une solde journalière de 21 centimes ; le tiers de cette somme peut lui être retenu pour lui être bonifié à l'expiration de son terme de service.

9. Les autorités sont tenues de protéger les hommes qui ont été incorporés contre toute atteinte qui serait portée ultérieurement à leur liberté individuelle.

10. Il est strictement interdit aux autorités de garder sous les drapeaux des hommes qui ne sont plus portés sur les contrôles prévus à l'article 7, ou dont le terme de service est expiré, sauf dans le cas de rengagement volontaire.

11. Notre Administrateur Général du Département de l'Intérieur est chargé de régler tout ce qui a trait à l'exécution du présent décret qui entre en vigueur ce jour.

ANNEXE 4.

Levées de miliciens ordonnées annuellement pour la Force publique de 1892 a 1914.

Territoires Districts et Zones	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913	1914	Totaux (*)
Banana	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25	50	—	25	30	30	3	3	6	—	—	—	—	—
Boma-Mayumbe	300	370	350	270	400	400	125	75	50	200							17	28	43	—	—	—	—	—
Matadi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	75	100	—	50	65	50	25	31	46	100	100	73	80	7.428
Cataractes	120	120	100	100	100	100	75	50	100	75														
Stanley-Pool	180	100	100	100	100	100	75	50	50	50	75	100	—	50	130	75	40	63	155	—	—	—	—	—
Kwango	120	120	120	200	200	200	75	25	40	50	50	50	—	50										
Lac Léopold II					100	100	150	150	50	75	75	150	—	90	120	170	85	134	230	205	205	144	160	2.393
Équateur	180	200	200	300	600	600	450	200	250	300	300	250	—	250	325	275	140	212	338	325	379	211	160	6.445
Maringa (Lopori-Lulonga)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	75	40	63	97	93	138	86	100	692
Bangala	300	300	300	300	300	300	550	250	250	300	300	250	—	250	325	300	150	157	265	275	321	163	300	7.256
Mongala																100	80	126	199	198	223	124		
Ubangi	180	300	600	350	500	500	150	150	150	200	300	250	—	210	275	220	100	142	233	225	225	127	125	5.512
Aruwimi	180	250	280	200	300	300	300	150	150	150	200	200	—	250	325	270	125	157	237	215	257	139	150	4.785
Lualaba Kasai	300	1.050	500	600	800	800	150	75	—	—	300	500	—	430	560	500	250	252	286	302	352	200	200	8.407
UELE: Rubi-Uele											100	50	—	—	—	95	55	86	138	152	290	155	300	
UELE: Makua (Bomokandi)	200	300	600	700	1.200	1.200	600	600	460	800	100	50	—	275	400	115	65	102	156	165	190	111		11.970
UELE: Uele-Bomu (Uele-Bili)											100	50	—			115	65	102	161	172	197	130	225	
UELE: Makrakra (Gurba-Dungu)											100	50	—	—	—	75	55	87	114	122	147	93		
UELE: Enclave de Lado	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50	20	31	46	—	—	—	—	147
P.O.: Haut-Ituri	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—						130	65	94	148	145	170	98	100	
P.O.: Stanley-Falls	120	250	700	880	1.400	1.400	300	225	—	—	400	400		370	445	125	65	110	155	152	177	109	125	10.472
P.O.: Ponthierville																150	75	94	129	125	150	87	100	
P.O.: Maniema	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—						60	50	79	105	100	125	85	100	
Ruzizi-Kivu: Uvira	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—							20	31	56	49	74	65	50	428
Ruzizi-Kivu: Rutshuru	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—							10	16	32	25				
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—														
Katanga	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—										230	50	50	75	405
Totaux	2.180	3.360	3.850	4.000	6.000	6.000	3.000	2.000	1.550	2.200	2.500	2.500	2.600	2.300	3.000	2.980	1.600	2.200	3.375	3.375	3.770	2.250	2.350	66.340

P.O. Province Orientale
(*) Moins l'année 1904

Moyenne des levées annuelles : 2.997 hommes.

ANNEXE 5.

Recrutement des « Volontaires de la Côte » de 1883 a 1901.

(Engagements et Rengagements)

Nationalité	1883	1884	1885	1886	1887	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	Total
Libériens	—	—	—	—	—	143	168	—	39	59	99	89	12	5	38	20	11	17	8	708
Accra	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	192	295	36	5	12	21	20	6	4	591
Abyssins	—	—	—	—	—	—	—	—	—	412	—	—	—	—	—	—	—	—	—	412
Somalis	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	215	—	—	—	—	—	—	—	—	215
Égyptiens	—	—	—	—	—	—	—	217	1	—	—	—	—	1	1	1	1	1	—	223
Dahoméens	—	—	—	—	—	—	185	—	—	1	—	—	—	5	3	—	2	1	1	198
Zanzibarites	—	—	—	—	—	783	—	243	—	—	593	—	32	109	—	2	8	2	3	1.775
Haoussas	50	30	20	5	662	305	15	1.253	548	316	463	774	340	328	76	211	111	37	41	5.585
Sierra-Leonais	—	—	—	—	—	—	204	—	9	138	793	715	92	176	98	237	128	85	70	2.745
Totaux	50	30	20	5	662	1.231	572	1.713	597	926	2.355	1.873	512	629	228	492	281	149	127	12.452

ANNEXE 6. FORCE PUBLIQUE — TABLEAU DES EFFECTIFS DE 1889 A 1914

(de 1889 à 1902 : effectifs moyens réels). (de 1902 à 1914 : effectifs budgétaires).

UNITÉS	Quartier principal	1889	1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	1913	1914
ÉTAT-MAJOR	Boma	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	45	45	50	50
COMPAGNIES ACTIVES																											
de l'artillerie et du génie	Shinkakasa	—	—	—	—	—	—	—	—	205	197	206	166	180	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	250	225	225
du Bas-Congo	Boma	320	693	500	796	1.655	2.043	1.009	677	776	864	863	616	575	400	400	400	400		328		328	325	325	325	425	525
des Cataractes	Lukungu (Tumba)	140	142	125	166	171	284	259	343	277	260	276	240	216	225	225	225	150									
du Stanley-Pool (Moyen-Congo)	Léopoldville	128	152	150	132	123	321	210	196	324	451	453	379	336	350	350	350	350		200		450	200	250	200	300	250
de l'Ubangi	Libenge	—	—	270	413	1.138	1.358	426	460	458	424	454	406	406	400	400	400	400	400	400	400	400	600	600	600	600	600
de l'Équateur	Coquilhatville	108	129	170	498	573	153	200	876	887	932	822	758	776	775	775	775	775		725		775	775	825	900	825	825
des Bangala	Nouvelle Anvers	—	—	—	—	—	187	170	368	527	867	742	677	404	425	425	925	325		325		375	425	425	800	900	900
de la Mongala	Bokula (Mobeka)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	500	500	500	500	600		600		350	600	600	—	—	—
du Kwango	Popokabaka	—	—	—	382	—	241	222	250	248	350	411	365	445	375	375	375	375		100		—	800	800	800	825	825
du Lac Léopold II	Kutu (Ibali)	—	—	—	—	—	—	61	180	298	426	506	481	422	400	475	475	475		475		475	475	475	500	450	525
du Lualaba	Lusambo	254	231	120	738	286	242	957	511	508	697	599	530	488	700	850	850	1.025		850		1.150	1.450	1.450	700	600	600
du Kasai	Luluabourg	—	—	—	—	120	—	—	—	124	150	174	127	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	750	750	750
de l'Aruwimi	Basoko	—	—	—	—	416	486	511	374	394	499	584	540	393	400	450	545	545		545		470	475	475	500	450	525
U (UELE) du Rubi-Uele (Rubi)	Djabir (Buta)	—	—	—	—	—	—	—	—	444	456	467	513	363	400	400	480	480		530		505	500	500	500	450	450
E du Makua-Bomokandi	Nyangara	537	462	120	627	920	2.434	2.099	2.440	260	406	366	434	379	400	400	470	470		470		470	475	475	500	450	375
L de l'Uere-Bomu (Uele-Bili)	Uere									459	442	499	458	369	400	400	450	525		525		625	625	650	700	600	375
E des Makrakras (Gurba-Dungu)	Vankerckhovenville-Dungu	—	—	—	—	—	—	—	—	354	490	548	483	393	400	400	400	400		400		545	550	550	550	600	450
de l'Enclave 1re	Yéi	—	—	—	—	—	—	—	—									650		—		280	275	—	—	—	—
de l'Enclave 2me	Lado	—	—	—	—	—	—	—	—	1.703	2.500	1.176	1.752	1.098	2.300	2.300	2.100	750		—		—	—	—	—	—	—
de l'Enclave 3me	Dufile	—	—	—	—	—	—	—	—									600		—		—	—	—	—	—	—
P. des Stanley-Falls	Stanleyville	—	—	—	211	—	—	—	—	105	546	432	741	438	500	500	500	500		500		500	500	550	550	525	525
P. de Ponthierville	Ponthierville	—	—	—	—	1.202	1.211	2.059	—	114	400	253	173	281	400	400	400	350		350		350	550	600	600	600	525
O. du Tanganika	Albertville	—	—	—	—	—	—	—	—	549	560	589	331	221	400	—	—	—		—		—	—	—	—	—	—
O. du Maniema.	Nyangwe	—	—	—	—	—	—	—	2.449	620	750	500	422	443	450	750	750	613		613		613	613	613	638	650	950
O. de l'Ituri (Haut-Ituri)	Avakubi-Irumu	—	—	—	—	—	—	—	—	717	450	538	462	513	500	500	600	500		600		650	650	650	650	775	750
du Maringo-Lopori (Lulonga)		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		375		400	400	450	450	433	433
du Ruzizi-Kivu	Uvira	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	650	661	775	875	800	1.000		1.000		1.000	1.000	350	750	800	750
du Ruzizi-Kivu	Rutshuru-Beni	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		450		450	450	400			
CAMPS D'INSTRUCTION																											
de Nyongo	Nyongo	—	—	—	—	146	143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		—		—	—	—	—	—	—
de Bongila	Bongila	—	—	—	—	—	—	83	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		—		—	—	—	—	—	—
de Kinshasa	Kinshasa	—	—	449	245	242	298	215	214	137	—	—	—	—	—	—	—	—		—		—	—	—	—	—	—
de Kasongo	Kasongo	—	—	—	—	—	—	1.000	1.110	1.022	1.022	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	800	800	—	—	—
de La Romée	Romée	—	—	—	—	—	—	—	640	1.100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de Bolobo-Yumbi	Yumbi	—	—	—	—	—	—	—	145	406	889	771	479	332	700	700	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de Zambi (Luki)	Zambi-Luki	—	—	—	—	267	320	378	231	285	559	336	208	267	300	300	400	400		400		400	—	—	—	—	—
de l'Équateur	Irebu	—	—	—	548	375	438	435	175	242	519	530	671	357	700	700	800	800		800		800	1.000	1.000	600	600	450
d'Umangi (Lisala)	Umangi (Lisala)	—	—	—	—	—	—	—	103	440	784	515	517	496	700	700	1.000	1.000		950		1.000	1.000	1.000	400	400	275
du Bas-Congo	Lukula-Mbavu	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	150	150	220
du Kasai	Moamba	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	250	250	415
de l'Uele	la Tota (Bambili)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	500	400	350
de Lokandu	Lokandu	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	750	525	690
d'Ankoro	Ankoro	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	350	—	—
DIVERS																											
Colonnes mobiles diverses	(Maniema, Uele, Kivu)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1.605	1.164	538	618	1.000	1.000	300	300	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Missions et expéditions		—	328	1.282	1.295	—	56	—	—	—	—	—	—	—	—	300	350	350		—	—	—	—	—	—	—	—
Cie de réserve de l'Uele		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	250	250	225	225
Corps de réserve	Lisala, puis Lukula	—	—	—	—	—	—	—	—	—	533	791	682	416	600	600	1.000	500		200		200	400	450	250	225	150
Cie auxiliaire du C. F. L.		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	75	100		100		175	175	175	175	—	—
TROUPES DU KATANGA																						1.500	1.900	1.900	2.775	2.875	
		1.487	2.137	3.186	6.051	7,634	10.215	10.294	11.742	13.983	19.028	15.565	14.799	12.786	16.075	16.650	16.895	15.908		13.011		13.936	17.788	17.833	17.833	17.833	17.833

Remarques : i. A partir de 1909, ces chiffres comprennent, pour certaines compagnies, l'effectif des « Troupes de police » ou « Corps de police *territoriaux* » organiquement rattachés à la F. P.

ii. Les Troupes du Katanga ne firent partie de la F. P. qu'à partir de 1910. (Constitution du Katanga en Vice-Gouvernement Général).

iii. Certains districts ayant changé de nom, certains camps ayant été déplacés, les noms et emplacements nouveaux ont été placés entre parenthèses à la suite des originaux.

ANNEXE 7. **TABLEAU DU SERVICE JOURNALIER.** 30 juin 1903.

Centres d'Instruction.

Heures	Lundi 1re cl.	Lundi 2me cl	Mardi 1re cl.	Mardi 2me cl.	Mercredi 1re cl.	Mercredi 2me cl.	Jeudi 1re cl.	Jeudi 2me cl.	Vendredi 1re cl.	Vendredi 2me cl.	Samedi 1re cl.	Samedi 2me cl.	Heure	Dimanche
5h.30	Réveil	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6h.15	Réveil
6h.00	Appel	»	»	»	"	»	»	»	»	»	»	»		
6h.15	Exercice d'ensemble	Gymnastique École du soldat Pointage	Escrime et bâton, théorie ; école du Sdt	Escrime et bâton ; Pointage ; tir aux capsules ;	Service de campagne et exercice de marche		École du soldat, théorie ; école de compagnie		Exercice d'ensemble	Comme le lundi	École du soldat, théorie ; École de Cie	Comme le mardi	7h.00	Appel ; Inspection des effets d'habillement et des couvertures.
8h.45	Appel	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
9h.00 à 11h.15	Exercice pr. la 2e Cie. Tir à balles (1 section de la 1re Cie) et théorie sur le démontage et remontage des armes Nettoyage des armes Travaux divers pour les autres hommes	Théorie : école du Sdt pointage, tir aux capsules	Exercice pr. la 1e Cie. Tir à balles. (1 sec. de la 2e Cie) et théorie sur le démontage et remontage des armes Nettoyage des armes Travaux divers pour les autres hommes	Comme le lundi	Comme le lundi	Comme le lundi	Comme le mardi	Comme le lundi	Comme le lundi	Comme le lundi	Comme le mardi	Comme le lundi		
10h.45 à 11h.15	Théorie du cadre, 1re compagnie													
11h.30	Distribution pour la 1/2 de la compagnie Bain pour la 1/2 de la 2e Cie et la 1/2 de la 1re compagnie		Distribution pour la 1/2 de la compagnie Bain pour la 1/2 de la 1e Cie et la 1/2 de la 2me compagnie											
11h.40	Rapport	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2h.00	Parade de garde
2h.15	Parade de garde													
2h.15	Appel													
2h.30 à 5h.15	Travaux divers													
			Les hommes des 1re et 2me classes dont l'instruction laisse à désirer ou ceux dont l'instruction devrait être activée dans certains cas extraordinaires, exerceront seuls l'après-midi aux heures affectées aux divers travaux de construction, culture, etc...											
5h.30	Distribution pour la 1/2 de la compagnie Bain pour la 1/2 de la 2e Cie et la 1/2 de la 1e compagnie		Distribution pour la 1/2 de la compagnie. Bain pour la 1/2 de la 2e Cie et la 1/2 de la 1e compagnie.		Comme le lundi		Comme le mardi		Comme le lundi		Comme le mardi			
9h.00	Retraite				»		»		»		»			
9h.15	Extinction des feux et lumières				»		»		»		»			

Des théories seront faites aux soldats sur les points suivants : Service Intérieur (Règlement pour l'Infanterie belge et chapitre du recueil Extrait des règlements militaires) — Honneurs à rendre — Entretien de l'habillement, armement et équipement — Hygiène — Avantages du mariage belge — Suppression des pratiques barbares — Service de garnison (chapitre du recueil « Extrait des régimes militaires »). Règlement de discipline militaire — Manuel de justice répressive (p. 150). Interdiction des réclamations collectives — Devoirs des soldats, leurs droits, positions au point de vue de la milice, solde, allocations de réserve, retenue extraordinaire, grades, livrets, rengagements des miliciens, enrôlement des volontaires, rapatriement, corps de réserve.

La séance d'exercice d'ensemble peut durer trois heures quand on manœuvre en ordre dispersé ou qu'on fait des exercices de combat ; mais quand on fait des exercices à rangs serrés, il vaut mieux affecter la première heure à des exercices de détail et couper la séance par une demi-heure de théorie. Ces exercices se font sous la direction du commandant du camp qui réunit les premières classes des deux compagnies. Les deux parties de l'école de compagnie doivent être enseignées aux hommes de la première classe.

Mensuellement, on fera une marche d'entraînement au cours de laquelle on exécutera un exercice sur le service de campagne, lequel se composera, en grande partie, d'explication sur le terrain.

Les trois parties de l'école du soldat doivent être enseignées à la deuxième classe. Des exercices de tir seront exécutés régulièrement chaque jour, d'après les dispositions du nouveau règlement sur les exercices de la Force Publique. Les jours de pluies, ces séances sont consacrées aux théories et aux exercices de pointage sous les hangars

Les commandants de compagnies seront chargés de l'instruction et pratique du cadre. L'instruction du cadre doit être l'objet d'une préoccupation : il ne manque pas parmi nos troupiers des aborigènes intelligents et dévoués auxquels on pourrait faire acquérir, en leur enseignant convenablement leurs devoirs, les qualités voulues pour en faire de bons instructeurs et gradés.

Le bain aura une durée de dix minutes au plus. On veillera à ce qu'il ne se commette pas d'imprudence.

Le paiement de la solde se fera le dernier jour du mois en présence du commandant du camp ; un officier et un sous-officier par compagnie y assisteront ; la solde des hommes qui n'auraient pu assister au paiement ce jour-là, leur sera remise le lendemain.

ANNEXE 8.

TABLEAU DU SERVICE JOURNALIER.

Emploi du temps dans les compagnies actives

Mois de ....: (1re et 3e semaine) (E)

HEURES	LUNDI		MARDI		MERCREDI		JEUDI		VENDREDI		SAMEDI		DIMANCHE
	1re cl.	2me cl. (B)	1re cl.	2me cl.	1re cl.	2me cl.	1re cl.	2me cl.	1re cl.	2me cl.	1re cl.	2me cl.	
5h.15	Réveil		»	»	»	»	»	»	»	»	»		6h. Réveil
5h30	Appel		6h. déjeûner avant le départ		5h.30	»	»		6h.00		5h.30	»	7h. Appel
6h.10 à 8h.10	Mouvements de gymnastique École du soldat Pointage			Service de compagnie Marche et avant-postes	Bâton Théorie sur le tir		École de peloton École de compagnie	Escrime à la baïonnette Théorie serv. intérieur	Exercice tactique sur l'occupation.	Mouvements de gymnastique et École du soldat.	École de peloton École de compagnie (à rangs serrés.)	École du soldat Théorie sur le service de camp. Pointage	Inspection d'effets d'habillement, couvertures, etc... (F)
8h.45	Appel				Pointage								
9h.00 à 11h.15	Tir à balles pour une section Tir réduit pour 1 sec. Pour les autres	Ensuite nettoyage d'armes et théorie sur montage, etc. Escrime à la baïonnette service de garnison pratique	6h. 15 à 11.15		École de peloton et de compagnie à rangs ser.	» École du soldat Théorie sur le serv. int. Escrime à la baïonnette	Ordr. dispers. Service de campagne Reconnaissance de terrain Dressage d'éclaireurs Exercices aux cordeaux pour tout le cadre. École de Cie	Pointage	6h. 15 à 11h.15 attaque des positions (D) Repos	Service de garnison pratique Théorie pour le tir Pointage	Comme le lundi Pour les autres Théorie pour la 1/2 du cadre (1) Règlement de tir	École Sdt. (Tir) Conf. morale (2)	9h. Inspection des logements et locaux
11h.30	Théorie pour la 1/2 du cadre : (1) serv. de campagne		Repos		Théorie pour la 1/2 du cad. (1) service intérieur								
11h.30 (A)	Distribution pour la 1/2 de la troupe						»		»		»		
11h.30 (C)	Bain pour l'autre 1/2 de la troupe						»		»		»		
11h.45	Rapport						»		»		»		
12h.00	2e repas pour la troupe						»		»		»		
12h.15	2e repas pour le cadre européen												
2h.15	Appel et parade de garde						»		»		»		2h.00 parade de garde
2h.30-3h.30	Instruction des artilleurs												
2h.30 à 5h.15	Instruction des clairons Tir à balles pour une sec. Tir réduit pour une section Pour les autres	(Maniement du fusil à piston. Travaux)	Comme le lundi Pour les autres	Théorie sur les tir et pointage Conf. morale (2)	Comme le lundi Pour les autres	Mouvements de gymnastique.	Travaux aux cultures personnelles des hommes	Comme le lundi pour les sections qui effectuent leur tir.	Comme le lundi Pour les autres	Pointage théorie sur Tir Bâton			
5h.30	Théorie pour la 2me 1/2 du cadre (1) service de campagne		Théorie pour la 1/2 du cadre (1) service de garnison		Théorie pour la deuxième 1/2 du cadre : (1) serv. int.		Théorie pratique pour tout le cadre (1)		Théorie pour la 1/2 du cadre (1) service de garnison		Théorie pour la deuxième 1/2 du cadre (1) Règlement de tir		
	Distribution pr. la 1/2 de la troupe						»		»		»		
5h.30	Bain pour l'autre 1/2 de la troupe						»		»		»		
7h.30	3e repas pour le cadre européen.						»		»		»		
9h.00	Retraite						»		»		»		
9h.15	Extinction des feux et lumières.						»		»		»		
	(1) Service de campagne la semaine : Marche et avant-postes (service de sûreté) 3me semaine : Fractionnement des troupes		(1) Service de garnison la semaine : Théorie pratique sur l'installation des gardes. Devoirs des chefs de garde. Caporaux de pose 3me semaine : Consignes générales et particulières. (2) conférence morale : le drapeau, le devoir envers l'État, la famille, etc...		(1) Service intérieur la semaine : service journalier ; service de semaine (Gardes) Honneurs à rendre 3e semaine : Entretien de l'armement, habillement, équipement. Hygiène.		(1) Service pratique la 1re et 3e semaine : École du Soldat. Cours d'intonation.		(1) Service de garnison (Comme le mardi pour la deuxième 1/2 du cadre).		(1) Règlement de tir la semaine : Théorie du tir. Exercice préparatoire. 3e semaine : Exercice de tir. (2) Conférence morale : la discipline, les promotions, les décorations.		

(A) C'est à 11 h. 30 que se tiendra le marché dans les postes où il ne serait pas organisé de ménage ni de distribution journalière.

(B) Les hommes appartenant à la 2me classe doivent être instruits toujours par les mêmes instructeurs.

(C) Le nettoyage journalier des armes pourra se faire à 11h.15 et les armes seront remises en magasin à 11h.30, à l'appel pour le bain et les distributions.

(D) Pour les exercices tactiques, le thème sera communiqué au cadre européen l'avant-veille de façon à ce que chacun puisse se mettre au courant de sa mission. Avant le départ, l'exercice sera « discuté ». Il sera suivi d'une conférence morale.

(E) Il y aura une fois par mois, au moins dans chaque poste, un simulacre d'« Alarme » pendant la nuit.

(F) Les gradés européens tiendront des livrets de section du modèle prescrit ; ils y consigneront leurs remarques au sujet de l'équipement de leurs hommes, de leur aptitude au tir, etc...

ANNEXE 9.

Solde, Allocations diverses et retenue extraordinaire des militaires de couleur.

Catégorie et grade	Solde journalière	Allocation mensuelle de réserve	Salaire mensuel de la femme légitime	Nombre de rations accordées			Supplément accordé aux gradés.		Prime de rengagement.	Retenue extraordinaire par jour.
				pour l'homme	pour la femme	pour enfants de plus de 2 ans	Solde journalière	Ration journalière		
Milicien	0,21	1,25	1,00	1	1	1/2	—	—	—	0,05
Milicien rengagé pour 3 ans	0,35	1,25	2,00	1	1	1/2	—	—	50	0,05
Milicien rengagé pour les termes de service au-delà du 2me	0,50	1,25	2,00	1	1	1/2	—	—	50	0,05
Volontaire indigène	d'après contrat	1,25	1,00	1	1	1/2	—	—	—	0,05
Volontaire de la Côte indigène	id.	—	1,00	1	1	1/2	—	—	—	0,05
Id., rengagé pour 3 ans après 7 ans ou 10 ans de service	—	1,25	2,00	1	1	1/2	—	—	50	0,05
Sergent Major	—	—	—	—	—	—	0,25	1	—	0,10
Premier Sergent	—		—	—	—	—	0,20	1	—	0,10
Sergent	—	—	—	—	—	—	0,10	1	—	0,10
Caporal clairon	—	—	—	—	—	—	0,07	1/2	—	0,05
Caporal	—	—	—	—	—	—	0,05	1/2	—	0,05
Clairon soldat de 1re classe	—	—	—	—	—	—	0,04	—	—	0,05
Clairon et soldat de 1re classe	—	—	—	—	—	—	0,02	—	—	0,05
Milicien de nouvelle levée ajourné	0,15	—	1,00	1	1	1/2	—	—	—	0,05
Milicien réformé	0,15	—	—	1	1	1/2	—	—	—	0,05

ANNEXE 10.

TABLEAU DES INSIGNES DES GRADES A LA FORCE PUBLIQUE (1888-1908).

Européens.

	Commandant en Chef	: 1 ganse dorée, 4 galons dorés (Arr. du 31.1.93)
	Capitaine-Commandant de 1re classe	: 1 ganse dorée, 3 galons dorés
	Capitaine-Commandant de 2e classe	: 1 ganse dorée, 2 galons dorés, 1 galon argenté
	Capitaine	: 1 ganse dorée, 2 galons dorés
	Lieutenant	: 1 ganse dorée, 1 galon doré
	Sous-lieutenant	: 3 galons dorés
	Adjudant	: 2 galons or
	Sergent major	: 3 galons or et laine rouge
(1)	1er sergent	: 2 galons or et laine rouge
	Sergent	: 1 galon or et laine rouge
(2)	Agent militaire	: 2 galons or, 1 galon argent
	Chef-comptable militaire	: 1 galon or, 2 galons argent
	Premier sous-officier	: 2 galons or, 1 galon laine rouge
	Sous-officier	: 1 galon or, 1 galon laine rouge
(3)	Caporaux	: 3 galons de laine jaune sur les deux manches
	Soldats de 1re classe	: 2 galons de laine jaune sur une manche
	Soldats de 2e classe	: 1 galon de laine jaune sur une manche
(4)	Adjoint militaire	:

(1) Grade supprimé après un certain temps
(2) Grade introduit en 1903
(3) Grades supprimés après un certain temps
(4) Grade supprimé en 1903

Indigènes.

Adjudant	: 4 galons or et laine rouge mêlés
Sergent major	: 3 galons or et laine rouge mêlés
1er sergent	: 3 galons or et laine rouge mêlés
Sergent fourrier	: 1 galon or et laine rouge mêlés, 1 galon laine jaune
Sergent	: 1 galon or et laine rouge mêlés
Caporal	: 2 galons en laine jaune
Soldats de 1re classe	: 1 galon en laine jaune sur la manche gauche

Ces galons sont de 25 cm de longueur et de 2 centimètres de largeur. Ils sont obliquement placés au bas et sur la moitié des manches. (Circulaire du G. G. du 27 août 1898).

ANNEXE 11.

Inventaire de l'armement de l'État en 1908.

25.354 fusils Albini avec baïonnettes.
694 fusils, mousquetons et carabines Mauser.
535 pistolets Browning.
1.000 fusils d'instruction avec douilles et baguettes.
1 canon démontable de 10 cm.
3 mortiers de 21 cm.
3 mortiers de 15 cm.
2 coupoles pour obusier de 12 cm et 1 obusier de réserve.
8 canons de 16 cm et 4 canons-tubes de 37 mm pour canons de 16.
4 canons Wahrendorff de 8 cm.
13 canons Nordenfeldt de 57 mm de flanquement.
1 canon Nordenfeldt pour bateau.
24 canons Krupp en bronze de 75 mm.
18 canons Krupp en acier de 75 mm.
1 canon Krupp en acier de 37 mm.
2 canons Hotchkiss.
62 canons Nordenfeldt de 47 mm.
19 mitrailleuses Maxim.
24 canons lisses.

Munitions.

4.000.000 cartouches à balles Albini.
1.000.000 cartouches en blanc Albini.
1.600.000 capsules à balles.
150.000 cartouches à balles Mauser.
100.000 cartouches à balles Browning.
1.200 coups pour mortiers.
650 coups pour canons de 16 cm.
400 coups pour obusiers de 12 cm.
200 coups pour canons de 10 cm.
125 tubes de 37 mm.
629 Wahrendorff.
1.300 57 mm de caponnière.
308 pour bateau.
4.945 Krupp en bronze de 75 mm.
6.152 acier.
253 de 37 mm.
1.902 Hotchkiss de 37 mm.
14.439 Nordenfeldt de 47 mm.
2.468 lisses.

ANNEXE 12.

TABLEAU DES BUDGETS DE LA FORCE PUBLIQUE (B. O.) DE 1890 A 1914.

Année	B. O. total État	B. O. Force Publique	Importance relative	Effectifs de l'année
1888				
1889				
1890				
1891	4.554.931	2.271.628	49 %	3.186
1892	4.731.981	1.635.864	34%	6.051
1893	5.440.681	2.126.479	38%	7.634
1894	7.383.554	3.308.700	45%	10.215
1895	7.370.939	3.556.672	48%	10.294
1896	8.236.300	4.820.793	58%	11.742
1897	10.141.871	4.944.045	48%	13.983
1898	17.251.975	6.870.631	39%	19.028
1899	19.672.965	7.623.936	38%	15.565
1900	27.731.254	7.803.408	28%	14.529
1901	31.256.054	7.700.132	25%	12.786
1902	28.549.000	7.865.132	27%	16.075
1903	27.900.556	7.701.765	28%	16.650
1904	29.635.556	8.023.765	27%	16.895
1905	29.936.650	5.536.040	18%	15.908
1906	29.452.725	5.710.760	19%	
1907	35.763.339	5.935.160	16%	13.611
1908	35.344.088	5.728.000	15%	
1909	36.094.036	6.381.600	17%	13.936
1910	40.487.814	7.212.200	17%	17.788 (*)
1911	47.435.285	8.748.700	18%	17.833 (*)
1912	50.338.710	8.762.700	17%	17.833 (*)
1913	50.933.064	(**)	?	17.833 (*)
1914	51.936.000	(**)	?	17.833 (*)

(*) Y compris les Troupes du Katanga.

(**) A partir de 1913, les chiffres F. P. et autres services d'Afrique sont réunis dans les B. O.

ANNEXE 13.

Liste des Commandants en chef de la Force Publique depuis sa fondation jusqu'en 1951. (Cdts en titre).

Noms	Grades	de...	à...
1. Roget, Léon	Commandant	août 86	août 88
2. Avaert, Henri	»	août 88	oct. 89
3. Van de Putte, Léon	»	juillet 90	juin 91
4. Fourdin, Léopold	»	octobre 91	juin 93
5. Dielman, Georges	»	juin 93	juin 95
6. Van Dorpe, Jules	»	juin 95	juin 98
5. bis. Dielman, Georges	»	mars 99	mai 1900
7. Tonglet, Ernest	»	mai 1900	nov. 02
8. Seghers, Gustave	»	juin 03	déc. 03
9. Warnant, Érasme	Lieut.-Colonel	mai 04	avril 06
10. Gomins, Joseph	Colonel	avril 06	mai 07
11. Paternoster, Joseph	»	mai 07	déc. 07
10. bis Gomins	»	mars 08	mai 09
12. Bruneel, A. C. E.	»	mars 09	mars 11
13. Marchant, A. P. L.	Lieut.-Colonel /Col.	mars 11	janv. 16
14. Tombeur, C.H.M.E.	Général major	janv. 16	mai 18
15. Molitor, P.F.J.	»	juin 18	avril 20
16. Olsen, F. V.	Lieut.-Col. /Col.	oct. 20	août 24
17. Ermens, P.	Col. /Général major	nov. 25	juillet 30
18. De Koninck	Général major	juillet 30	juillet 32
19. Servais	Colonel	août 32	nov. 33
20. Hennequin	Col. /Général major	avril 35	nov. 39
21. Gilliaert, A.	Lieut.-Col. /Col.	nov. 39	déc. 40
17. bis Ermens, P.	Lieut. Général	déc. 40	août 44
21. bis Gilliaert, A.	Général maj. /Lt. Gén.	août 44	....

ANNEXE 14.

EXPÉDITION VANKERCKHOVEN DANS L'UELE.

Liste des participants morts au cours de l'expédition (en 1891-1892).

Noms	Grades	Dates	Endroits	Circonstances
BINET	Sous-officier	2-3-1891	Luozi	Maladie
GRAHAY	»	1-4-1891	Yumbi	Accident de chasse
BUCQUOY	»	3-4-1891	Yambila (Yamikele ?)	Tué au combat
JACQUET	Lieutenant	15-7-1891	Nangwa (Djabir)	Maladie
HANSEN (Danois)	Armurier	?-8-1891	Ibembo	»
Van MONTFORT	Lieutenant	7-8-1891	Bima	»
DE CEUNINCK	Commandant	9-9-1891	Engwetto	»
BATAILLE	Armurier	13-10-1891	Djabir	»
HERNOTTE	Lieutenant	7-11-1891	Semio	»
HULEU	Sous-officier	22-1-1892	en mer au cours de son retour	»
BUZON	»	14-2-1892	Bomokandi	»
GUSTIN F.	»	7-2-1892	Mai Munza	»
COLAS	»	1-6-1892	Mbitima	»
VANDEVLIET	Commis	10-7-1892	»	»
VANKERCKHOVEN	Capitaine	10-8-1892	Tagolomanghi	Accident
LOUSBERG	Magasinier	4-10-1892	Mai Munza	Maladie
SCHMITS	Sous-officier	15-10-1892	Mbitima	»
MONTANGIE	Docteur	15-12-1892	Wando (Ouanda)	»

Total des participants à l'expédition	63
Morts au cours de l'expédition	18 soit 28%
Contraints à l'abandon par maladie	14 soit 22%
Pertes totales	32 soit 50%

ANNEXE 15.

Expéditions et Occupation du Katanga.
Liste des pertes de 1891 à 1900.

Noms	Grades	Dates	Endroits	Circonstances
Hakansson (Suédois)	Capitaine	30-8-1891	Kibondja	Tué
Bodson	»	20-12-1891	Majembe	Tué
Stairs (Anglais)	»	8-6-1892	Chinde	Maladie
Bia	»	30-8-1892	Tenke	Maladie
Brasseur	Commandant	8-11-1897	Chiwala	Tué
De Windt	Géologue	9-8-1898	Lac Tanganika	Accident
Caÿsley	Assistant	9-8-1898	Lac Tanganika	Accident
Fromont	S/Lieutenant	20-3-1899	Mulumu Niama	Tué

ANNEXE 16.

Campagne Arabe.

Liste des militaires européens décédés.

Noms	Grades	Dates	Endroits	Circonstances
Vrithoff	Sous-officier	5-4-1892	Albertville	Tué au combat
Michiels	Lieutenant	?-5-1892	Riba-Riba	Massacré
Lippens	»	1-12-1892	Kasongo	»
Debruyne	S /Lieutenant	id.	»	»
Peters C.	»	16-1-1893	Basankusu	»
Ponthier	Commandant	23-10-1893	Mpunga	mortellement blessé au combat
de Heusch	Lieutenant	17-11-1893	Ogella	Tué au combat
Piedbœuf	Capitaine	22-11-1893	Basoko	Maladie
Breugelmans	Sous-officier	5-1-1894	Nyangwe	»
de Wouters d'Oplinter	Capitaine	27-4-1894	Kasongo	»
Duvivier	Lieutenant	7-10-1894	Moliro	Accident en expédition
Ducoulombier	Sous-officier	15-3-1895	Léopoldville	Maladie
Brexhe (Brecx?)	S /Lieutenant	3-4-1895	Kilonga-Longa	Maladie
Stuyvers	Sous-officier	2-5-1895	Avakubi	Maladie
Velghe	S /Lieutenant	24-9-1895	»	»
Rochet	Lieutenant	25-12-1895	Kilonga-Longa	»

ANNEXE 17.

Campagne Arabe — Chronologie.

1887	24 février	Stanley, à Zanzibar, conclut un traité avec Tippo-Tip
1889	novembre	Fondation du camp de Basoko par Dhanis
	novembre	Ouverture de la Conférence antiesclavagiste (Bruxelles)
1890	janvier	Victoire de Joubert sur le chef Kalete
	février	Fondation du camp de Lusambo
	mai	Victoire de Duvivier à Ibembo
	juin	Victoire de Descamps sur Gongo Lutete à Lusambo
	octobre	Succès de Dejaiffe à Mopocho
	13 décembre	Victoire de Vangele et Milz à Malangoye
1891	16 octobre	Arrivée de Jacques à Karema
	27 octobre	Victoire de Ponthier au Bomokandi
	7 décembre	Arrivée de l'expédition Hinck à Bena-Kamba
1892	5 avril	1er Combat d'Albertville. Échec
	10 mai au 22 mai	Massacre de Michiels et de l'expédition Hodister
	mai	Victoires de Dhanis sur Gongo Lutete
	6 août	Prise du boma de Mompono par Peters
	27 août	2me Combat d'Albertville — échec.
	19 septembre	Soumission de Gongo Lutete
	15 novembre	Entrevue Scheerlinck-Debruyne au Lomami
	23 novembre	Combat victorieux de Michaux à Chige
	1 décembre	Assassinat de Lippens et Debruyne
	30 décembre	Prise du camp de Munie Mohara
1893	9 janvier	Défense héroïque de Cassart à Kasongo-Luakila
	—	Prise du camp de Munie Pembe
	21 janvier	Arrivée des troupes de Dhanis devant Nyangwe
	29 janvier	3me Combat d'Albertville — Prise du boma de Toka-Toka
	27 février	Victoire de Dhanis devant Nyangwe
	4 mars	Prise de Nyangwe
	9 mars	Départ de l'expédition Chaltin vers le Lomami
	21 mars	Prise de Kasongo
	2 avril	Prise de Tshari par Chaltin
	30 avril	Victoire de la Kasuka
	15 au 18 mai	Combats victorieux contre Rachid aux Falls
	21 mai	Victoire de Fivé à la Romée
	29 juin	Départ de l'expédition Ponthier

	10 juillet	Victoire de Ponthier à Kima-Kima
	6 août	Victoire de Ponthier à Utia-Mutongo
	28 août	Jonction Ponthier-Dhanis
	15 au 19 octobre	Combat de la Lubukoie contre Rumaliza
	17 novembre	Échec devant le boma d'Ogella
	23 décembre	Conseil de guerre à Bena-Musua
	28 décembre	Échec de l'attaque contre le grand boma de Rumaliza
	30 décembre	Hambursin tient Bwana N'Zigé en échec à Kitumba Moyo
1894	14 janvier	Prise du grand boma de Rumaliza
	25 janvier	Prise de Kabambare
	10 février	Jonction de Wouters-Descamps
	17 mars	Arrivée des troupes de Lothaire à Uvira
	17 septembre	Victoire de Descamps sur Massala
	novembre	Départ de l'expédition Lothaire vers le Haut-Ituri
1895	1 janvier	Exécution de Kibonge
	15 janvier	Exécution de Stokes

ANNEXE 18.

Campagnes Mahdistes.
Liste des Européens tués au combat.

Noms	Grades	Dates	Endroits	Circonstances
Delmotte	Sous-officier	3-12-1893	Momensi (Mundu)	Tué
Bonvalet	Capitaine	2-3-1894	Bili	Tué
Devos	s/Lieutenant	2-3-1894	»	Tué
Ligot	Sous-officier	18-3-1894	Mundu	Tué
Frennet	s/Lieutenant	11-2-1895	Bafuka	Tué
Saroléa	Lieutenant	17-2-1897	Bedden (Redjaf)	Tué
Cajot	Sous-officier	14-7-1897	Redjaf	Blessures
Walhousen	Commandant	20-5-1898	»	Tué
Coppejans	s/Lieutenant	20-5-1898	»	Tué
Bienaimé	Sous-officier	20-5-1898	»	Tué
Desneux	Lieutenant	4-6-1898	»	Tué
Bartholi (Italien)	Lieutenant	4-6-1898	»	Tué

ANNEXE 19.

Les campagnes mahdistes et l'occupation de l'Enclave de Lado.

Chronologie.

1881	août	Début de la révolte mahdiste
1885	26 janvier	Prise de Khartoum par les mahdistes. Mort de Gordon Pacha
1888	29 avril	Stanley rejoint Emin Pacha au lac Albert
—	fin	Abandon aux mahdistes de la Province d'Equatoria
1892	9 octobre	Arrivée de Milz (expédition Vankerckhoven) au Nil
1893	mars	Expédition Delanghe vers le Nil
fin 93	début 94	Troubles dans le Haut-Uele
1894	2 mars	Massacre de la colonne Bonvalet-Devos
—	mars	Siège de Mundu par les mahdistes
—	avril	Expédition Delanghe contre Renzi
—	avril-mai	Expédition Christiaens contre Bili
—	12 mai	Convention anglo-congolaise — cession à bail du Bahr-el-Ghazal
—	14 août	Convention franco-congolaise ; restriction à la précédente
—	2 septembre	Victoire mahdiste à l'Akka
—	23 décembre	Défaite mahdiste à la Na Geru
1895	11 février	Désastre de l'expédition Francqui (Embuscade de Bafuka)
1896		Préparatifs des expéditions Dhanis et Chaltin.
—	mars	Victoires de Chaltin sur Bili
—	31 mars	Victoire de Chaltin sur Bima
—	5 avril	Victoire de Chaltin sur Ndoruma
—	septembre	La colonne Dhanis quitte Stanleyville
—	13 décembre	La colonne Chaltin quitte Dungu
1897	14 février	Révolte de l'avant-garde Dhanis à Ndirfi
—	17 février	Victoires de Chaltin à Bedden et Redjaf
—	2 septembre	Victoire du Sirdar Kitchener à Omdurman
1898	mars	La Colonne Henry quitte Avakubi pour Redjaf
—	20 mai	Guet-apens mahdiste à Redjaf
—	4 juin	Attaque mahdiste repoussée à Redjaf
—	1 juillet	Jonction Henry-Hanolet au Nil.
—	1 septembre	Organisation du camp de Kero. Abandon de Bor et de la vallée du Nil par les mahdistes.
—	19 septembre	Rencontre Marchand-Kitchener à Fachoda
1899		Expéditions Henry vers Khartoum
1903		Expédition Royaux-Landeghem vers Hofrah el Nahas
—	à 1905	Expédition Lemaire au Bahr-el-Ghazal
1904	30 novembre	Résistance victorieuse de Colin à Ma Iawa
1906	9 mai	Accord anglo-congolais relatif à l'abandon du Bahr-el-Ghazal
1907		Abandon partiel de l'Enclave
1910	16 juin	Évacuation totale et définitive de l'Enclave.

ANNEXE 20.

RÉVOLTE DE LULUABOURG 1895.

Liste des Officiers et sous-officiers tués pendant la révolte et sa répression.

Noms	Grades	Dates	Endroits	Circonstances
PELZER	Capitaine	4-7-1895	Luluabourg	Massacré
DEHASPE	Sous-officier	19-7-1895	Kayeye II	»
BOLLEN J. L.	Lieutenant	5-8-1895	Kayeye I	Tué au combat
NIEVELER	Sous-officier	5-8-1895	Kabinda	Disparu
AUGUSTIN	Capitaine	18-8-1895	Ngandu	Tué au combat
FRANCKEN	»	»	»	»
LANGEROCK	Sous-officier	»	»	»
SANDRART	Lieutenant	13-9-1895	Devant Ngandu	Tué au combat
DECORTE	Sous-officier	28-9-1895	Kasongo	Blessure au combat
PALATE	»	8-10-1895	Devant Ngandu	Tué au combat
DELAVA	Lieutenant	17-10-1895	Piani Lombe	»
COLLET	s /Lieutenant	»	»	»
CASSIEMAN	Sous-officier	»	»	»
HEYSE	»	»	»	»
BURKE (Américain)	Lieutenant	18-1-1897	Goie-Kabamba	»

ANNEXE 21.

La révolte de Luluabourg 1895.

Chronologie.

1895	4 juillet	Révolte de Luluabourg
	19 juillet	Prise du Poste de Kayeye II
	5 août	Victoire des rebelles à Kayeye I
	»	Prise du Poste de Kabinda et de ses dépôts par les mutins
	18 août	Victoire des révoltés à Ngandu
	12 septembre	Victoire incomplète de Lothaire devant Ngandu
	13 septembre	Second combat devant Ngandu
	9 octobre	Troisième combat devant Ngandu, défaite de Michaux et victoire de Swensson
	17 octobre	Massacre de la colonne Collet-Delava
	18 octobre	Victoire de Lothaire devant Ngandu
	6 novembre	Lothaire écrase les révoltés regroupés à Dibwe
1896	avril	Les révoltés se regroupent près de Kasongo-Niemba
	septembre	A Nyangwe, Michaux apprend qu'ils marchent sur Ngandu
	12 novembre	Victoire de Michaux à Bena-Kapwa
1897	18 janvier	Défaite de Burke à Goie Kabamba
1901	avril à septembre	Expédition Malfeyt
1902	mars et septembre	Expédition Hendrickx
1904	novembre	Victoire de l'expédition Deffense sur les révoltés.
1907	juillet	
	à	Expédition De Clerck.
1908	mai	

ANNEXE 22.

Expédition Dhanis.

Tableau des pertes (Officiers et sous-Officiers).

Noms	Grades	Dates	Endroits	Circonstances
Docquier	Lieutenant	23-11-1896	Irumu	Maladie
Van Lint	»	25-12-1896	»	»
Mathieu	Commandant	3-1-1897	Andemobe (?)	Suicide
Tagon	Sous-officier	14-2-1897	Mongwa	Massacré
Andrianne	»	14-2-1897	»	»
Melen (Von) (Suédois)	»	15-2-1897	»	»
Inver (Turc)	s /Intendant	15-2-1897	»	»
Leroy	Commandant	15-2-1897	»	»
Closet	Sous-officier	19-2-1897	Riv. Obi (Ozo)	Tué au combat
Julien	Commandant	18-3-1897	Ekwanga	»
Croneborg (Suédois)	Capitaine	»	»	»
de le Court	Lieutenant	»	»	»
Crahay	Sous-officier	19-3-1897	Irumu	Massacré
Dhanis Louis	Intendant	24-3-1897	Ikuru	Tué au combat
De Bus	Sous-officier	10-5-1897	La Romée	Maladie
Hambursin	Commandant	14-5-1897	Stanleyville	»
Dubois Evrard	Lieutenant	13-11-1897	Birizi	Tué au combat
Melaerts	»	23-12-1897	Boko	»
Langhans	Commandant	3-1-1898	Simorane	
De Coninck	Sous-officier	8-2-1898	Bakare	Maladie
Eliard	»	14-2-1898	Lukili	»
Bricourt	»	22-3-1898	Mbelia	»
Debergh	Commandant	18-5-1898	Ngabo	Tué au combat
Donckier de Donceel	Lieutenant	26-7-1898	Andemobe	Tué accidentellement
Lardy (Suisse)	Capitaine	4-11-1898	Sungula	Tué au combat
Ardevel	Sous-officier	4-11-1898	»	»
Swensson (Suédois)	Commandant	13-11-1898	Kabambare	Maladie
Sterckx	Lieutenant	14-11-1898	»	Tué au combat
Rahbeck (Danois)	Lieutenant	14-11-1898	»	»

ANNEXE 23.

La révolte de l'expédition Dhanis. — Chronologie

1894	12 mai	Convention anglo-congolaise : cession à bail du Barh-el-Ghazal
	14 août	Convention franco-congolaise : correction à la précédente.
1895	6 novembre	Départ de Dhanis pour le Congo
1896		Préparation et départ de l'expédition du Nil
1897	3 janvier	Suicide du Commandant Mathieu
	14 février	Massacre de Tagon et Andrianne
	15 »	Massacre de Melen, Inver, Leroy
	(17 février)	(Victoire de Chaltin à Redjaf)
	19 »	Mort de Closet
	18 mars	Défaite d'Ekwanga
	19 mars	Mutinerie à Irumu
	1er avril	Réunion Dhanis — Hambursin — Henry à Avakubi
	1er juin	Combat et réoccupation de Mawambi
	14 juin	Victoire de Henry à Mukupi. Jonction avec Sannaes
	17 juin	Combat de Kisenghe
	15 juillet	Victoire de Henry à la Lindi
	29 septembre	Départ de la colonne Doorme
	13 novembre	Massacre de la colonne Dubois
	23 décembre	Victoire de Doorme à Boko
	27 décembre	Debergh réoccupe Uvira
1898	3 janvier	Combat de Simorane
	10 janvier	Défaite et retraite de Piani-Kikunda
	23 mars	Victoire de Debergh à Kaboge
	18 mai	Défaite de Debergh à Ngabo
	17 juin	Victoire de Glorie à Gwese
	9 septembre	Dhanis est déchargé de son commandement au profit de Vangele
	25 octobre	Vangele, malade, remet le commandement à Long
	4 novembre	Défaite de Sungula
	8 novembre	Dhanis reprend le commandement
	14 novembre	Désastre de Kabambare
	30 décembre	Arrivée de la colonne Meyers dans Kabambare évacué
	31 décembre	Victoire de Meyers à Bwana Debwa
1899	20 juillet	Défense victorieuse de Sungula
	8 octobre	Victoire de Baraka
	12 octobre	Victoire de Kaboge
	16 octobre	Réoccupation d'Uvira
1900	31 juillet	Expédition Poortmans
1901	(mars ?)	Expédition Andersen

ANNEXE 24.

Tableau chronologique des opérations de maintien de l'ordre dans le Kasai.

1890 Expédition Descamps contre Gongo Lutete.
Expédition Descamps-Michaux contre les Bakuas.
1891 Expédition Michaux-Sandrart contre les Bakuas Endus.
Expédition Descamps-de Heusch contre les Bakabele.
1892 Expédition Michaux-Lekeu contre les Kiokios.
Expédition De Croy contre une caravane d'esclavagistes
Expédition Rom contre Musembe et Katako.
Expédition Michaux contre les Bakuas Endus.
Expédition Michaux contre Fuamba.
1893 Expédition Michaux contre Kasongo.
Expédition Dufour contre les Kiokios.
1894 Expédition Michaux-Lapière contre Kabamba.
Expédition Pelzer-Cassart contre Kalenda.
1895 Expédition Bollen contre les Bassongo-Minos.
Expédition Shaw-Michaux-Henrion contre les Kiokios et Kabamba.
Expédition Pelzer à Kayeye.
Expédition Cassart contre les Kiokios.
1896 Expédition Michaux-Lapière contre les Bakuas-Kasasu et les Bachilenge.
1898 Expédition De Cock et Bollen contre les Kiokios.
1899 Expédition De Cock-Henrion contre les Kiokios.
Expédition Van Bredael contre les Bateke.
1900 Expédition Chenot contre les Kiokios.
Expédition Dewulf contre les Luluas.
1903 Expédition Verdick dans la Lulua.
1904 Expédition De Cock contre les Bakusu.
1905 Expédition Belvaux et Knitelius contre les Kiokios.
1906 Expédition Bradfer contre les Luluas.
Kalemba.
Mwene Tonto.
1907 Expédition de Hemricourt de Grunne contre les Kiokios.
Expédition Dielman contre les Kiokios.
1908 Expédition Renard contre les assassins de l'agent Knaepen.
1911 Expédition contre les Kiokios.
Expédition contre les indigènes de la région de Kole.
1913 Expédition contre des indigènes de la région de Luluabourg.
1914 Troubles dans le sud du Kasai.

ANNEXE 25.

LISTE DES OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS DE LA FORCE PUBLIQUE TUÉS PAR DES INDIGÈNES RÉVOLTÉS.

Noms	Grades	Dates	Endroits	Circonstances
CEDERSTROM	Lieutenant (suédois)	29-1-1891	Makoma (entre Léo et Kipushi)	Assassiné par des indigènes
BUCQUOY (*)	Sous-officier	3-4-1891	Yamikele	Tué avec ses soldats dans une embuscade
HAKANSSON (*)	Capitaine (suédois)	30-8-1891	Kikondja	Tué avec ses soldats par des indigènes
BODSON (*)	Capitaine	20-12-1891	Majembe (Katanga)	Tué par les guerriers de Msiri
LIÉGEOIS	Lieutenant	15-8-1892	Bô (Ubangi)	Massacré par les indigènes
PETERS (*)	S/Lieutenant	16-1-1893	Basankusu	idem.
DELMOTTE (*)	Sous-officier	3-12-1893	Mundu	Massacré par les Makrakras
BONVALET (*)	Capitaine	2-3-1894	Bili	Massacré par les Azandes
DEVOS (*)	S/Lieutenant	id.	Bili	idem.
KIELLAND	Lieutenant (norvégien)	23-12-1894	Yankoa	Mortellement blessé au combat de Mokwango
FISCH	Lieutenant	10-1-1895	Yanga (Sankuru)	Tué par une flèche empoisonnée.
GRAHAM	Sous-officier (anglais)	18-1-1895	Rubi	Tué et mangé par les hommes d'Enguettra
FRENNET (*)	S/Lieutenant	11-2-1895	Bafuka	Tué dans une embuscade
DODERNIER	Sous-officier (armurier)	23-2-1895	Ibembo	Tué au cours d'un combat contre Enguettra
JANSSENS	Capitaine	19-3-1895	Mozunga (Ndoruma)	Massacré par les Azandes
VAN HOLSBEEK	Sous-officier	19-3-1895	Mozunga	idem.
DEMOUSTIER	Lieutenant	6-4-1895	Popokabaka	Tué en combattant des indigènes révoltés
DE BOCK	Commandant	8-12-1895	Près de Basoko	idem.
WATTECAMPS	Sous-officier	7-1-1896	Mapalma (Aruwimi)	Tué en combattant des indigènes révoltés
DEMOL	S/Lieutenant	13-1-1896	Kibele (Luapula)	Assassiné par Kafindo
CAIMO	Capitaine	31-1-1896	Basoko	
DEISSER	Lieutenant	9-4-1896	Nkoro (Lac Tumba)	Tué en combattant des indigènes révoltés
BRASSEUR (*)	Commandant	8-11-1897	Chiwala (Katanga)	Tué en combattant des indigènes révoltés
BADARD	S/Lieutenant	21-11-1898	Dundusana	Tué dans une embuscade
VAN DER SNICKT	Sous-officier	19-1-1899	Boyulu (Lindi)	Assassiné par des indigènes
FROMONT (*)	S/Lieutenant	20-3-1899	Mulumu-Niama (Katanga)	Tué en combattant des indigènes révoltés
VERMEULEN	id.	6-9-1899	Yalembe	Massacré avec ses soldats par les Turumbus
WEYNANTS	Capitaine	4-3-1900	Yambinga	Massacré avec ses soldats par les Budjas
DEWALQUE	S/Lieutenant	5-7-1901	Zepere (Bima)	Tué en combattant les Ababuas
DE MAGNÉE	Sous-officier	14-6-1902	près de Beni	Tué et mangé par les Valindos
TONDEUR	Capitaine	18-6-1902	Nya Lukemba	Massacré avec son escorte par les guerriers de Kabare
LA HAYE	Commandant	3-7-1902	Niangara	Assassiné par les Kodjas
KIMPE	Sous-officier	8-9-1902	Djabir	Assassiné par un prisonnier évadé
LIARD	Lieutenant	30-6-1903	Bena Kasamba (Kasai)	Tué par une balle destinée à un indigène qui le menaçait
HOLM	Commandant (danois)	3-5-1905	Djabir	Tué en combattant des indigènes révoltés
MORETTI	Lieutenant (italien)	22-4-1912	Asenge (Kole)	Tué en procédant à l'arrestation d'un meurtrier.

Remarques : 1. Les dix noms marqués (*) ont déjà été mentionnés dans d'autres tableaux annexes.

BIBLIOGRAPHIE

Généralités.

Lycops, A. et Touchard, G., État Indépendant du Congo, Recueil usuel de la législation. Tome I, II, III (P. Weissenbruch, Imprimeur du Roi, Bruxelles 1876-1900).

Lauwers, O. et Touchard, G., Idem. (Tomes IV, V, VI et VII, 1900-1911).

Warlomont Charles, Correspondance d'Afrique (Vve Monnon, Imp. Ed. Préface de Max Waller, Bruxelles 1888, in 12°, 143 p.).

Chapeaux, A., Le Congo historique, diplomatique, physique, humanitaire et colonial (Charles Rozez, Ed. Bruxelles, 1894, in-4°, 878 p., ill.).

Chaudoir, Puck., (Un ancien de la Cambre) A travers l'Afrique Équatoriale (Imprimerie de la Meuse, Liège, 1900, 8°, 364 p.).

État Indépendant du Congo, Règlement sur les exercices de la Force Publique ; Annexe au titre IV : les marches et le combat (Bruxelles, Van Buggenhout, 1904.).

Jenssen Tusch, H., Skandinaver i Congo (Gyldendalske Boghandel, Nordisk Forlad, Kjovenhavn, 1905, in-4°, 730 p. + XXII, ill. et une carte).

Mountmorres, (Viscount), The Congo Independent State. A report on a voyage of inquiry (Williams and Morgate, London 1906, in-8°, 166 p., ill.).

Lejeune-Choquet, Ad., Histoire militaire du Congo (Maison d'édition Alfred Castaigne. Bruxelles, 1906, 254 p., ill.).

Janssens, E. et Cateaux, A., Les Belges au Congo (Imprimerie J. Van Hille Debacker, Anvers. Société de Géographie 1908-1912, 3 volumes, 918, 850 et 700 pages).

Liebrechts, Ch., Souvenirs d'Afrique (1883-1889) (J. Lebègue, Bruxelles 1909, 261 p., ill.).

Wauters, A. J., Histoire politique du Congo Belge (P. Van Fleteren, Éditeur, Bruxelles, 1911, XII + 435 p.).

Masoin, Fritz, Histoire de l'État Indépendant du Congo (2 vol.) (Imprimerie Picard-Balon, Namur, 1912-1913, 444 et 382 p.).

Morissens, Géo., L'œuvre civilisatrice au Congo Belge (Léon Duquesne, Mons, 1912, in-8°, 270 p., carte).

Renier (commandant), L'œuvre civilisatrice au Congo, Héroïsme et Patriotisme des Belges (Herckenrath, Éditeur, Gand, 1913, grand in-8°, 365 p.).

LIEBRECHTS, Ch., Congo, Suite à mes souvenirs d'Afrique (Office de Publicité, Bruxelles, 1920, 336 p.).

LEJEUNE, Léo, Le Vieux Congo (Les Éditions de l'Expansion Belge, Bruxelles, 1930, 242 p.).

Ligue du Souvenir Congolais, A nos héros coloniaux morts pour la civilisation (Bruxelles, 1931, in-4°, 291 p., ill., cartes).

KERMANS, H. et MONHEIM, G., La conquête d'un Empire (Les Éditions de l'Expansion belge, Bruxelles, 1932, 265 p., cartes).

LIEBRECHTS, Ch., Léopold II, fondateur d'Empire (Office de Publicité, Bruxelles 1932, 360 p., ill.).

LEJEUNE, Léo, Lothaire (Éditions de l'Expansion coloniale, Bruxelles, 1935, 144 p.).

Les Vétérans Coloniaux. Les Campagnes Arabe, Mahdiste, Batetela. Historique succinct (Bruxelles, mai 1937, in-4°, 20 p., ill.).

CORNELIAU, M. L., Dhanis (Bruxelles, Libris, 1943, in-8°, VIII + 267 p., cartes, Préface de G. D. Périer).

MOULAERT, G., Souvenir d'Afrique 1902-1919 (Ch. Dessart, Éditeur, Bruxelles, 1948, in-8°, 243 p.).

ROELENS, (Mgr), Notre vieux Congo, 1891-1917 (Édition des Grands Lacs, Namur, 1948, 2 vol., in-8°, 215 p. et 200 p., ill., cartes).

Institut Royal Colonial Belge. Biographie coloniale belge (Librairie Falk Fils, Bruxelles, Tome I : 1948, XXXIV p. + 1022 colonnes, Tome II : 1951, VII p. + 1034 colonnes).

REVUES. *Le Mouvement Géographique* (Bruxelles, de 1884 à 1921),
Le Congo Illustré (Bruxelles, de 1892 à 1895),
La Belgique Coloniale (Bruxelles, de 1897 à 1904),
Congo, (Bruxelles de 1900 à 1940),
La Tribune Congolaise (Bruxelles, de 1902 à 1940),
Les Vétérans Coloniaux, revue congolaise illustrée (Bruxelles, de 1929 à 1951),
Zaïre (Bruxelles, de 1947 à 1951).

FICHIER BIOGRAPHIQUE de l'Institut Royal Colonial Belge.

ARCHIVES : de la Force Publique (Léopoldville),
du Secrétariat Général (Léopoldville),
du Service des A. I. M. O. (Léopoldville),
du Musée du Congo Belge (Tervueren),
du Musée Royal de l'Armée (Bruxelles).

INTRODUCTION.

STANLEY, H. M., A travers le continent mystérieux (Hachette et C°, Paris, 1829, 2 volumes, 496 et 537 p., ill., cartes).

—, Cinq années au Congo, 1879-1894 (Institut National de Géographie, Bruxelles, 1885, in 4°, XVIII + 696 p., cartes).

MARTRIN DONOS (Ch. DE), Les Belges dans l'Afrique Centrale. Le Congo et ses affluents (P. Maes, Ed., Bruxelles, 1886, in 4°, 2 vol, 511 et 526 p., cartes, ill.).

BURDO, A., Les Belges dans l'Afrique Centrale. De Zanzibar au Lac Tanganika (P. Maes, Éd., Bruxelles, 1886, in 4°, 554 p., cartes, ill.).

COQUILHAT, Camille, Sur le haut Congo (J. Lebègue et C°, Paris, Bruxelles, 1888, 533 p., ill., cartes).

WARD HERBERT, Five years with the Congo cannibals (Chatto and Windus, London, 1891, in 8°, 308 p., ill.).

HEUSCH, (Lieutenant Général Baron de), Les premiers pionniers de l'expansion belge en Afrique par la côte orientale (Éditions de l'Expansion belge, Bruxelles, 1911, pp. 260-265, in 4°).

VAN SCHENDEL, Th., Au Congo avec Stanley en 1879 (Librairie A. Dewit, Bruxelles, 1932, 139 p.).

Chapitre I. NAISSANCE ET ÉVOLUTION DE LA FORCE PUBLIQUE.

TONGLET (Capitaine-Commandant), La Force Publique au Congo (*La Belgique Coloniale*, Bruxelles, numéros du 16 mars au 8 avril 1902).

DESCAMPS, E., L'Afrique Nouvelle (Librairie J. Lebègue et C°, Bruxelles, 1903, in 8°, XVI + 626 p.).

CATTIER, F., Étude sur la Situation de l'État Indépendant du Congo (Vve Larcier, Bruxelles, 1906, in 8°, 362 p., carte).

GHISLAIN, (Major A. E. M.), Organisation militaire de l'État Indépendant du Congo (Imprimerie des Travaux Publics, Bruxelles, 1906, Cercle Africain).

VANDERVELDE, E., Les derniers jours de l'État Indépendant du Congo (Éditions de la Société Nouvelle, Mons, 1909, in 8°, 196 p., ill.).

Bulletin officiel du Congo Belge (Bruxelles, de 1909 à 1914).

Recueil Usuel (Boma, de 1909 à 1914).

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE, Section de l'historique, Les campagnes coloniales belges 1914-1918 (Imprimerie de l'Institut Cartographique Militaire, Bruxelles, 3 volumes, 1927-1932, 406 p., 252 p., 405 p., ill., cartes).

ERMENS, P., (Général) La Force Publique. A quoi elle a servi, à quoi elle sert encore (*Le matériel colonial*, Bruxelles, juillet 1929, pp. 201-227).

MULLER, EMMANUEL, Les troupes du Katanga et les campagnes d'Afrique 1914-1918 (Établissements généraux d'imprimerie, Bruxelles, 1935, 158 p., cartes).

CLOSET, P. et DERLET, La participation de l'Armée Belge à l'œuvre congolaise (Bruxelles, *Les Vétérans Coloniaux*, septembre-octobre 1939, in 4°, 32 p.).

JOLIMONT, P., Naissance de la Force Publique, 1888 (Léopoldville, *Bulletin Militaire*, novembre 1948, pp. 625-640, ill.).

Chapitre II.

LES GRANDES EXPÉDITIONS D'OCCUPATION ET D'EXPLORATION.

CAMBIER, R., Carte des grandes explorations (5.000.000e) et notice in 4°, Atlas général du Congo (*Institut Royal Colonial Belge*, 1949).

Ubangi.

TANGHE, R., L'Exploration de l'Ubangi 1884-1891 (Revue *Congo*, Bruxelles 1922, I, pp. 161-180, 366-394).

ROYAUX, L., Souvenirs de l'Ubangi (Revue *Congo*, Bruxelles, 1931, I, pp. 369-387).

LOTAR, L., (R. P.) La grande chronique de l'Ubangi (*Institut Royal Colonial Belge*, Librairie Falk Fils, Bruxelles, 1937, 99 p., Mémoire in 8°).

Uele.

VANDEVLIET, Clément, L'exploration de l'Uele, de Djabir à Suronga (*Le Congo Illustré*, Bruxelles, numéros du 29 juillet au 4 novembre 1894).

GUSTIN (Commandant), Vers le Nil (*Le Mouvement Géographique*, Bruxelles, numéros du 17 avril au 14 août 1898).

MULLER, EMMANUEL, Uele, Terre d'héroïsme (Édition l'Essor, Paris, Bruxelles, 1941, 394 p., ill.).

LOTAR, L., (R. P.), La grande chronique de l'Uele (*Institut Royal Colonial Belge*, Librairie Falk Fils. Bruxelles, 1946, 363 p., cartes, ill., Mémoire in 8°).

Bomu.

LOTAR, L. (R. P.), La Grande chronique du Bomu (*Institut Royal Colonial Belge*, Librairie Falk Fils, Bruxelles, 1940, 163 p., cartes, Mémoire in 8°).

Kwango.

XXX, Dhanis au Kwango et pendant la campagne arabe (Librairie J. B. Van Caneghem, Anvers, 1910, in 8°, 32 p., ill., cartes).

PLANCQUAERT, M. (S. J.), Les Jagas et les Bayakas du Kwango (*Institut Royal Colonial Belge*, Librairie Falk Fils, Bruxelles, 1932, 184 p., 18 planches, carte, Mémoire in 8°).

Katanga.

STAIRS (capitaine), De Zanzibar au Tanganika, Journal 1890-1891 (*Le Congo Illustré*, 1893, Bruxelles).

LEMAIRE, Ch., Mission scientifique au Katanga, Journal de route (Bulens, Bruxelles, 1902, in 4°, XI + 345 p., ill. par L. Dardenne, Préface d'Élisée Reclus).

CORNET, R. J., Katanga (Éditions L. Cuypers, Bruxelles, 1946, in 8°, 384 p., carte).

VAN DER STRAETEN, E., Les origines du Comité Spécial du Katanga (*Institut Royal Colonial Belge*, Bulletin des séances, Bruxelles, 1950, in 8°, pp. 571-620, carte, bibl.).

Comité Spécial du Katanga. 1900-1950 (Bruxelles, Ed. L. Cuypers, 1950, 327 p., in 4°, ill., cartes).

Frontières Orientales.

Voir surtout *Le Mouvement Géographique* (Bruxelles, de 1897 à 1911).

Chapitre III. LA CAMPAGNE ARABE.

LIVINGSTONE, Exploration du Zambèse et de ses affluents, 1858-1864. (Librairie Hachette et C°, Paris, 1866, in 8°, 567 p., ill., cartes).

Le Mouvement antiesclavagiste (Bruxelles, années 1889 à 1893).

Bulletin de la Société d'Études Coloniales, n° 5, novembre-décembre 1894 (Imprimerie A. Lesigne, Bruxelles, 1894).

DHANIS (Baron), La Campagne arabe du Maniema (*Le Congo Illustré*, Bruxelles, numéros du 24 février au 19 mai 1895).

HINDE, SYDNEY LANGFORD, La chute de la domination des Arabes du Congo, traduction Avaert (Librairie Européenne G. Musquardt, Bruxelles, 1897, in 8°, 167 p., carte).

XXX, Dhanis au Kwango et pendant la campagne arabe (Librairie J. B. Van Caneghem, Anvers, 1910, in 8°, 32 p., ill., carte).

MICHAUX Oscar, Au Congo, Carnet de campagne, 1889-1897 (Librairie Dupagne-Counet, Namur, 1913, in 8°, 437 p., ill., carte).

CHALTIN (Colonel), La campagne arabe (La Renaissance d'Occident, Bruxelles, Anvers, janvier 1930, pp. 24-44).

WEBER (capitaine B. E. M.), La Campagne arabe (*Bulletin belge des sciences militaires*, Bruxelles, octobre 1930, in 8°, 18 p., cartes).

LINDI (Général Chevalier Henry DE LA), Souvenirs de la guerre contre les arabes (*Le Congo Belge*, par L. Franck, Bruxelles, 1932, in 4°, Tome II pp. 91-101).

—, L'époque héroïque et les pionniers de l'œuvre africaine. Cinquante années d'activité coloniale au Congo (*L'avenir Belge*, Anvers, 1935, in folio, pp. 21-29, portraits).

—, La campagne arabe et ses résultats géographiques (*Les Vétérans coloniaux*, Bruxelles, numéros de janvier à avril 1946).

DALLONS ET CORNET. Évolution du poste de Kwango à travers les âges (Inédit).

Chapitre IV.

CAMPAGNE MAHDISTE ET OCCUPATION DE L'ENCLAVE DE LADO.

CASATI, Dix années en Equatoria, Le retour d'Emin Pacha et l'expédition Stanley (Librairie F. Didot et C°, Paris 1892, in 4°, 483 p., cartes, ill.).

STIGAND (major C. H.), Equatoria, the Lado Enclave (Constable, London, 1923, LV + 253 p., carte et bibliographie).

CHALTIN (Colonel), Vers le Nil, 1890-1906, Prise de Redjaf et occupation de l'Enclave de Lado (*Le Congo Belge*, par L. Franck, Bruxelles, 1930, in 4°, Tome II, pp. 103-104).

PAULIS (Colonel Albert), Épisode de l'occupation du Bahr-el-Ghazal (*Le Congo Belge*, par L. Franck, Bruxelles, 1930, in 4°, Tome II, pp. 115-128, ill.).

LOTAR, L., (R. P.), Redjaf (Revue *Congo*, Bruxelles, janvier 1932, pp. 54-76, ill.).

DANEEL, Dene, Chaltin voor Redjaf (Uitgave de Kogge, Brussel, 1938, grand in 8°, 48 p., ill., carte).

LOTAR, L., (R. P.), La grande chronique de l'Uele (*Institut Royal Colonial Belge*, Librairie Falk Fils, Bruxelles, 1946, 363 p., ill., Mémoire in 8°).

Redjaf (*Bulletin Militaire*, Léopoldville, numéro spécial de février 1947, in 8°, 60 p., ill., cartes).

Chapitre V. LES RÉVOLTES DES « BATETELA ».

VANDEWALLE, F. A., Mutineries au Congo Belge (*Zaïre*, Bruxelles, mai 1947, pp. 487-514).

MOULAERT, G., Note au sujet des mutineries au Congo Belge (*Zaïre*, Bruxelles, juin 1948, pp. 657-662).

VANDEWALLE, F. A., Deuxième note au sujet des mutineries au Congo Belge (*Zaïre*, Bruxelles, octobre 1948, pp. 903-907).

MOULAERT, G., A propos des mutineries au Congo Belge (*Zaïre*, Bruxelles, décembre 1948, pp. 1139-1140).

Luluabourg 1895.

MICHAUX, Oscar, Au Congo, carnet de campagne, 1889-1897 (Librairie Dupagne Counet, Namur, 1913, in 8°, 437 p., ill., cartes).

LASSAUX, H., La révolte de Luluabourg (Revue *Congo*, Bruxelles, avril 1926, I, pp. 567 à 583).

ZANDYCKE (R. P. A. VAN), La Révolte de Luluabourg 1895 (*Zaïre*, IV, 9 et V 10, 1950, pp. 931-963 et 1063-1082).

Expédition Dhanis 1897.

HECQ (capitaine-commandant), Une campagne africaine (*Mouvement Géographique*, Bruxelles, 31 août et 7 septembre 1902).

HENNEBERT (commandant George), Un épisode peu connu de l'histoire du Congo léopoldien : la répression des Batetela (*La Revue Belge*, Bruxelles, 15 septembre et 1er octobre 1928).

GRISON (Mgr), Mémoires (*Le Règne du Sacré-Cœur de Jésus*, Louvain, 1933, pp. 21, 47, 77, 113, 145, 180, 210, 244).

DANEEL, Dene, Het boek van het offer (Uitgave het rad, Berchem 1938, in 8°, 145 p., ill., carte).

MEYERS (Dr), Le Prix d'un Empire (Ch. Dessart, Éditeur, Bruxelles, 1943, in 8°, 286 p.).

LINDI (Général Chevalier Henry DE LA), Historique sommaire de la campagne de la Lindi (*Bulletin de l'Institut Royal Colonial Belge*, Bruxelles, 1948, nº 2, pp. 411-464, cartes).
TOLLET, M., La Campagne tragique (*Centre Afrique*, Costermansville, 1951, in 8º, 20 p.).

Shinkakasa.

Lettre du Vice-Gouverneur Général WANGERMÉE au Directeur des Travaux de Défense (Archives de la Force Publique, 28 avril 1900).
Rapport du Capitaine-Commandant DEUSTER, directeur des Travaux de Défense (Archives de la Force Publique, 5 et 15 mai 1900).
Ordre de service du Directeur des Travaux de Défense (Archives de la Force Publique, 8 mai 1900).
La Belgique coloniale (Bruxelles, 5 mai et 3 juin 1900).
Le Mouvement Géographique (Bruxelles, 6 et 20 mai 1900).
La Belgique militaire (Bruxelles, nº 1513 de 1900) (repris dans le *Bulletin militaire*, nº 20, mars 1947, pp. 83-94).
DE BELVAUX, A., Souvenirs Congolais (Journal « Le Jour », Verviers, du 9 au 13 mai 1933).
Les Vétérans Coloniaux (Bruxelles, janvier 1935).

Chapitre VI. COOPÉRATION AU MAINTIEN DE L'ORDRE.

Consulter surtout :

JANSSENS E. et CATEAUX, A., Les Belges au Congo (Imprimerie J. Van Hille Debacker, Anvers, Société de Géographie, 1908-1912, 3 volumes, 918, 850 et 700 p.).
Le Mouvement Géographique (Bruxelles).
La Belgique Coloniale (Bruxelles).
Les Vétérans Coloniaux, revue congolaise illustrée, (Bruxelles).
La Tribune Congolaise (Bruxelles).

INDEX ALPHABÉTIQUE

B

C

D

J

K

N

O

Q

R

S

W

Y

Z

TABLE DES MATIÈRES

La Force Publique de sa naissance à 1914

INTRODUCTION

LES ANCÊTRES DE LA FORCE PUBLIQUE

CHAPITRE I

NAISSANCE, ORGANISATION ET DÉVELOPPEMENT DE LA FORCE PUBLIQUE

CHAPITRE II

LES GRANDES EXPÉDITIONS D'EXPLORATION ET D'OCCUPATION 1889-1895.

CHAPITRE III

LA CAMPAGNE ARABE 1892-1895.

CHAPITRE IV

LES CAMPAGNES MAHDISTES ET L'OCCUPATION DE L'ENCLAVE DU LADO 1893-1910

CHAPITRE V

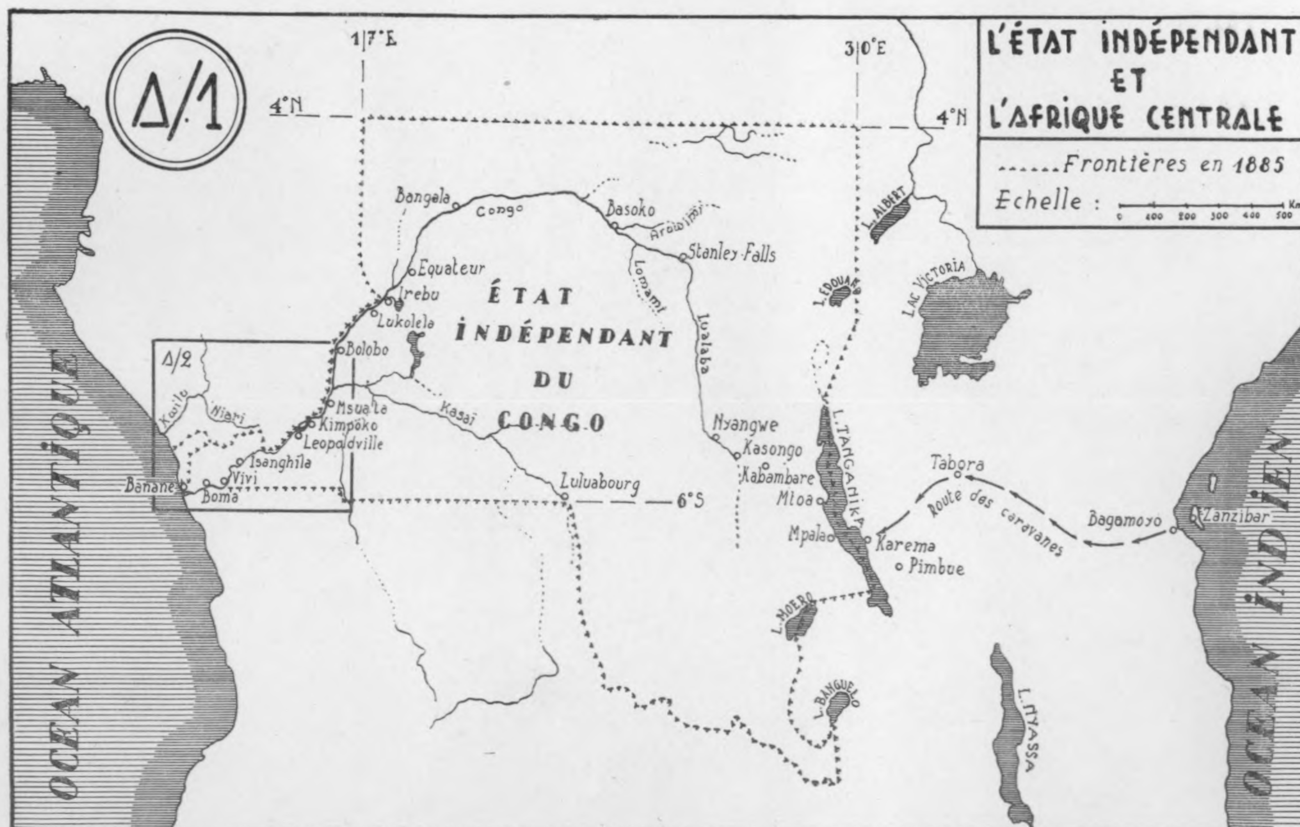
LES RÉVOLTES DES « BATETELA »

CHAPITRE VI

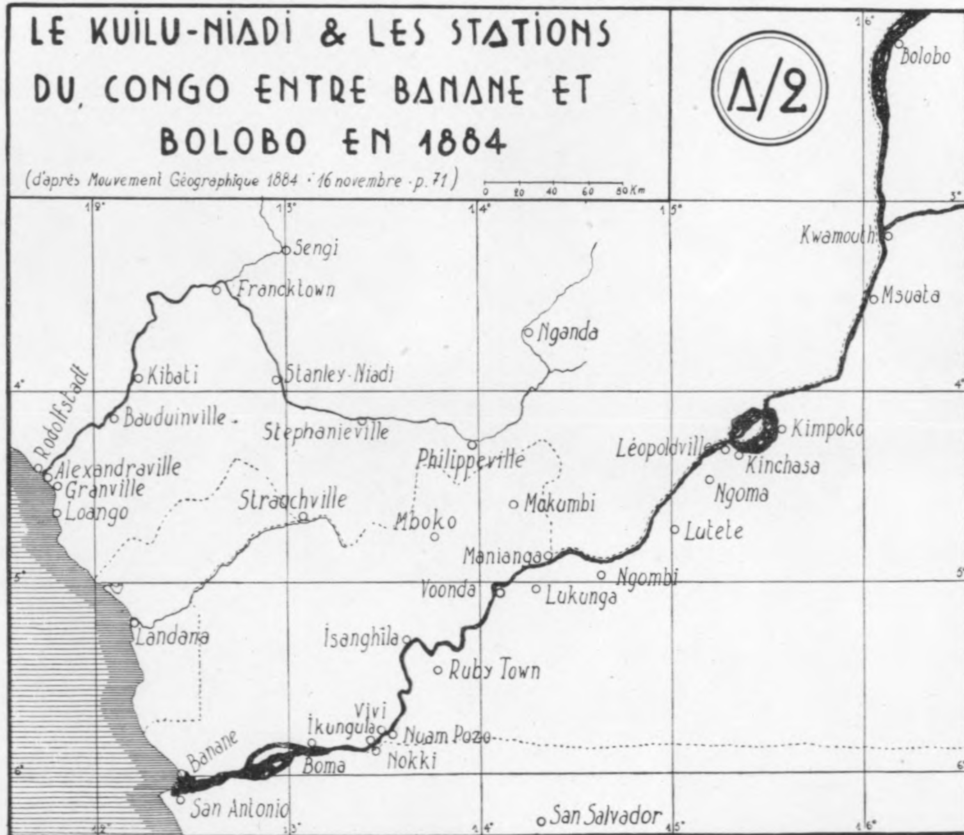
COOPÉRATION AU MAINTIEN DE L'ORDRE

ANNEXES

ÉDITIONS J. DUCULOT, S. A., GEMBLOUX *(Imprimé en Belgique)*.

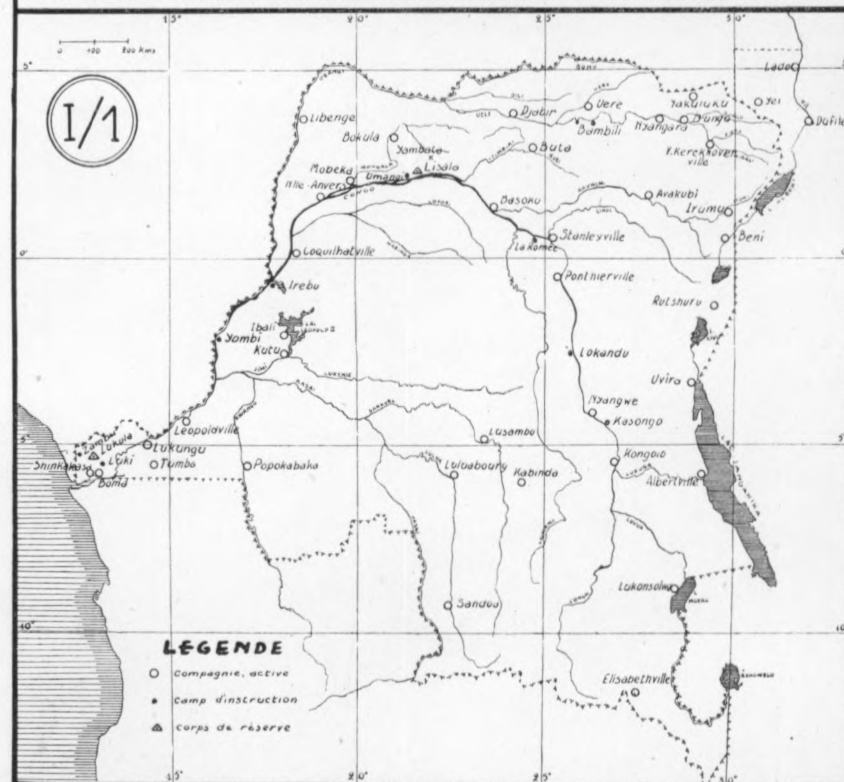


Δ/1
L'ÉTAT INDÉPENDANT ET L'AFRIQUE CENTRALE
......Frontières en 1885
Echelle :
17°E
30°E
4°N
6°S
OCEAN ATLANTIQUE
OCEAN INDIEN
ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO
Δ/2
Bangala
Congo
Basoko
Stanley Falls
Equateur
Irebu
Lukolela
Bolobo
Msuata
Kimpoko
Leopoldville
Isanghila
Vivi
Banane
Boma
Kasai
Luluabourg
Lomami
Lualaba
Nyangwe
Kasongo
Kabambare
Mtoa
Mpala
Karema
Pimbue
L. ALBERT
L. EDOUARD
LAC VICTORIA
L. TANGANIKA
L. MOERO
L. BANGUELO
L. NYASSA
Tabora
Route des caravanes
Bagamoyo
Zanzibar


LE KUILU-NIADI & LES STATIONS DU CONGO ENTRE BANANE ET BOLOBO EN 1884
(d'après Mouvement Géographique 1884 · 16 novembre · p. 71)
0 20 40 60 80 Km
Δ/2
Bolobo
Kwamouth
Msuata
Sengi
Francktown
Nganda
Kibati
Stanley-Niadi
Rudolfstadt
Bauduinville
Stephanieville
Philippeville
Kimpoko
Léopoldville
Kinchasa
Alexandraville
Granville
Loango
Ngoma
Strauchville
Makombi
Mboko
Lutete
Manianga
Ngombi
Voonda
Lukunga
Landana
Isanghila
Ruby Town
Vivi
Ikungula
Nuam Pozo
Banane
Boma
Nokki
San Antonio
San Salvador

F.P. - 1888 - 1914.

EMPLACEMENT DES QUARTIERS PRINCIPAUX DES COMPAGNIES ACTIVES ET PRINCIPAUX CAMPS D'INSTRUCTION.



LES GRANDES EXPEDITIONS

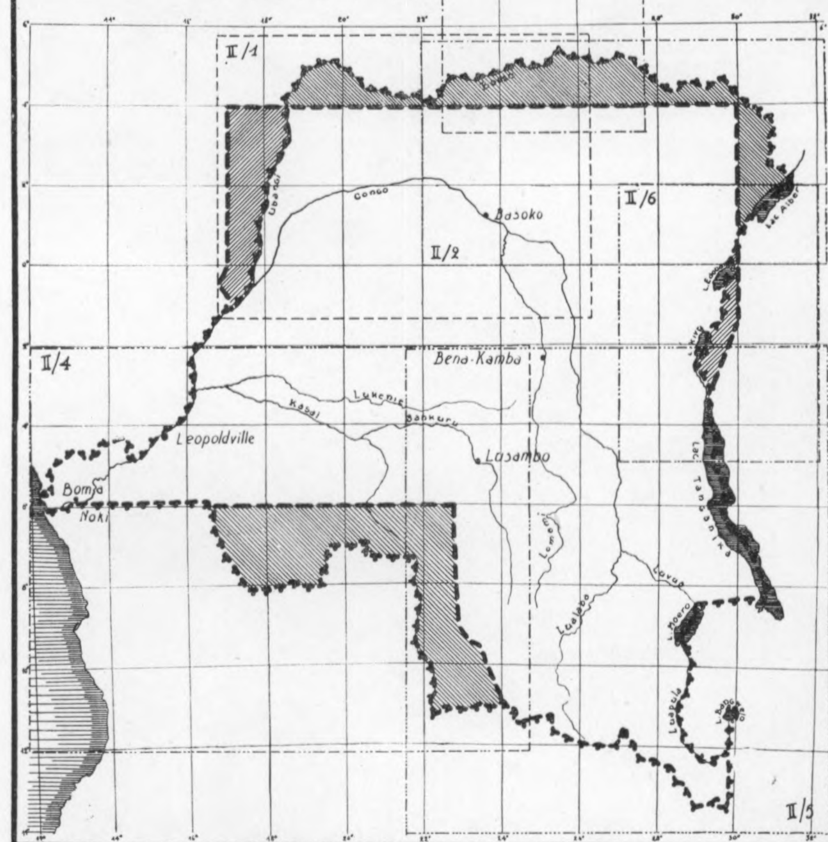
CROQUIS D'ENSEMBLE

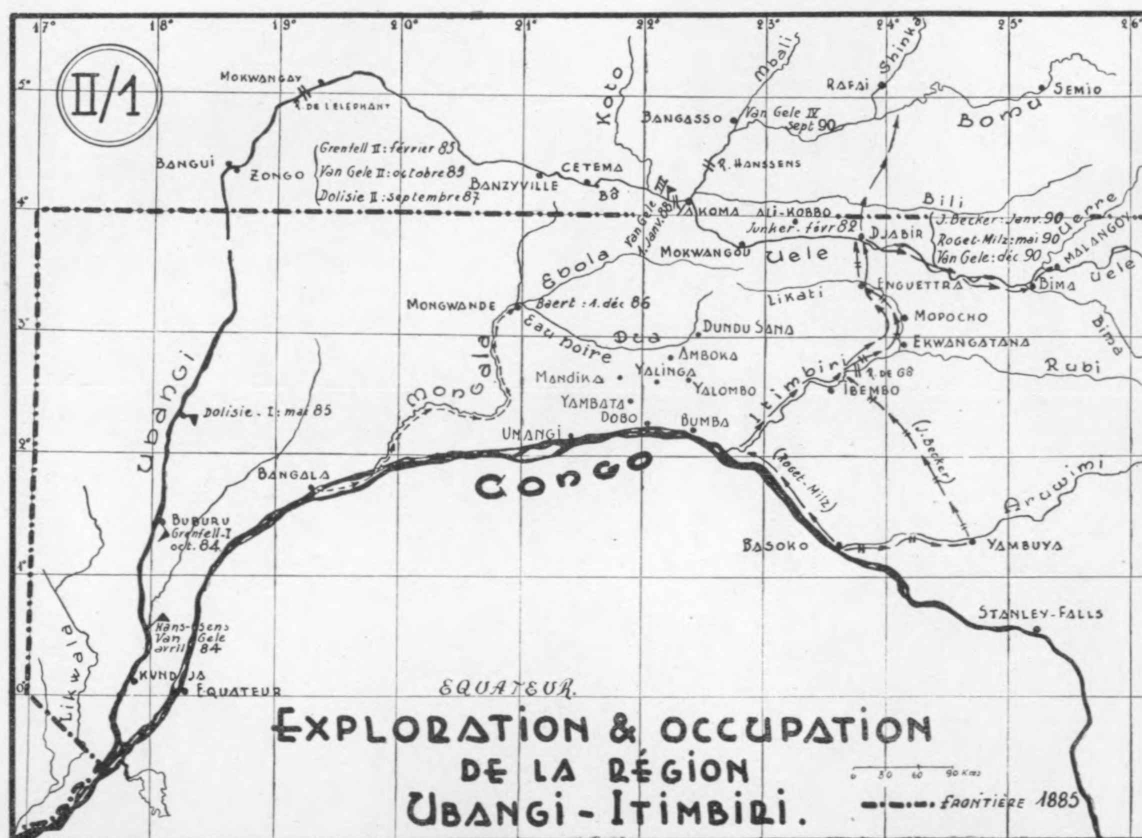
CHAPITRE II

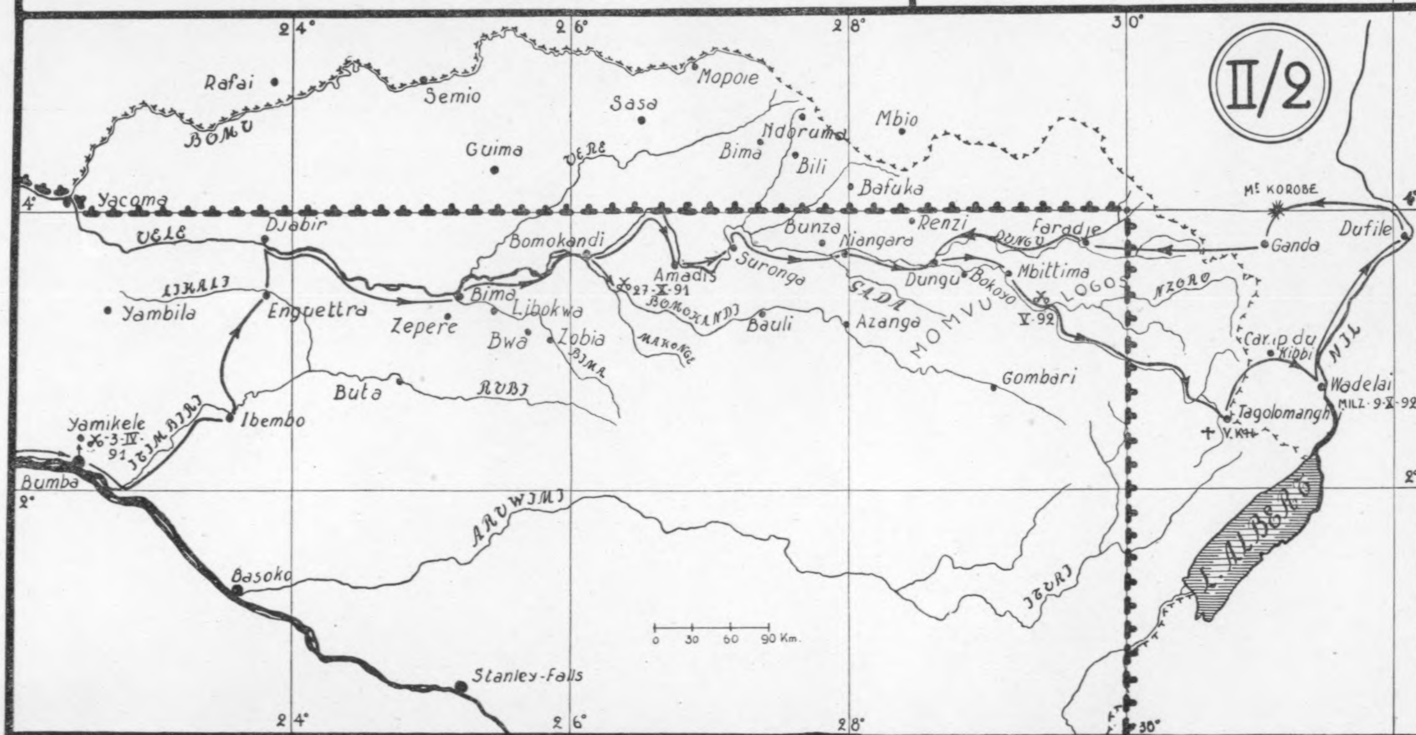
Frontières E.I.C. - 1 août 1885
Frontières 1910
Parties gagnées
Parties perdues

0 100 200 Kms

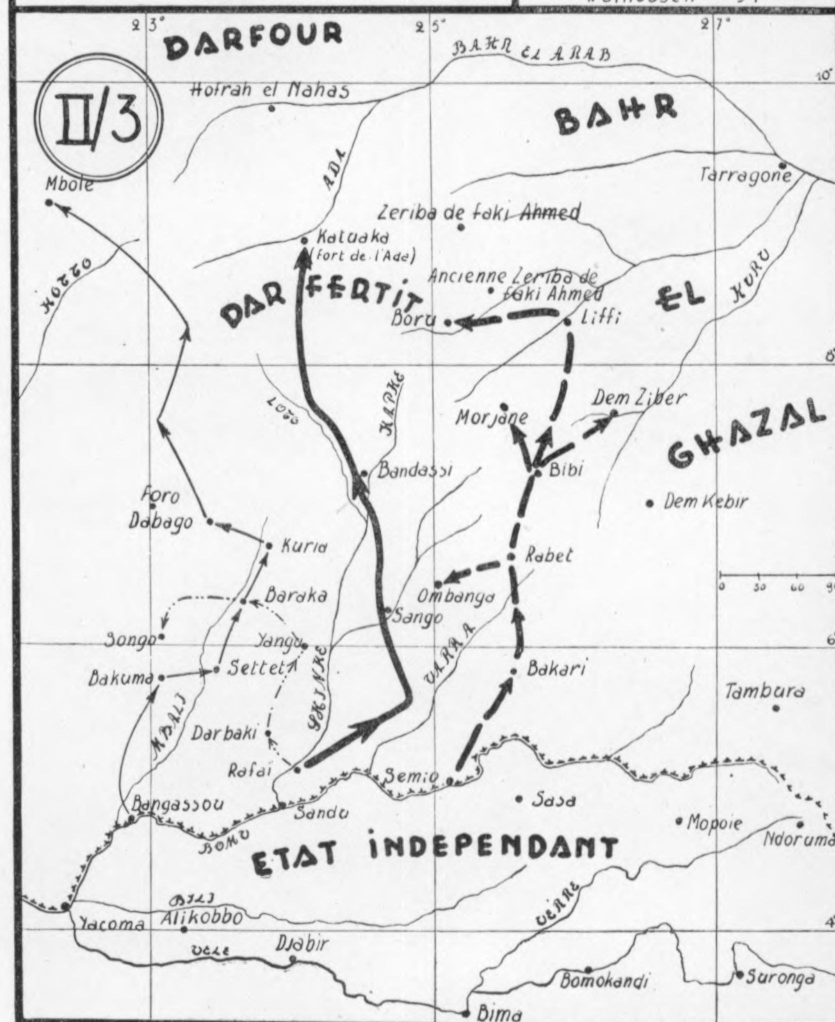




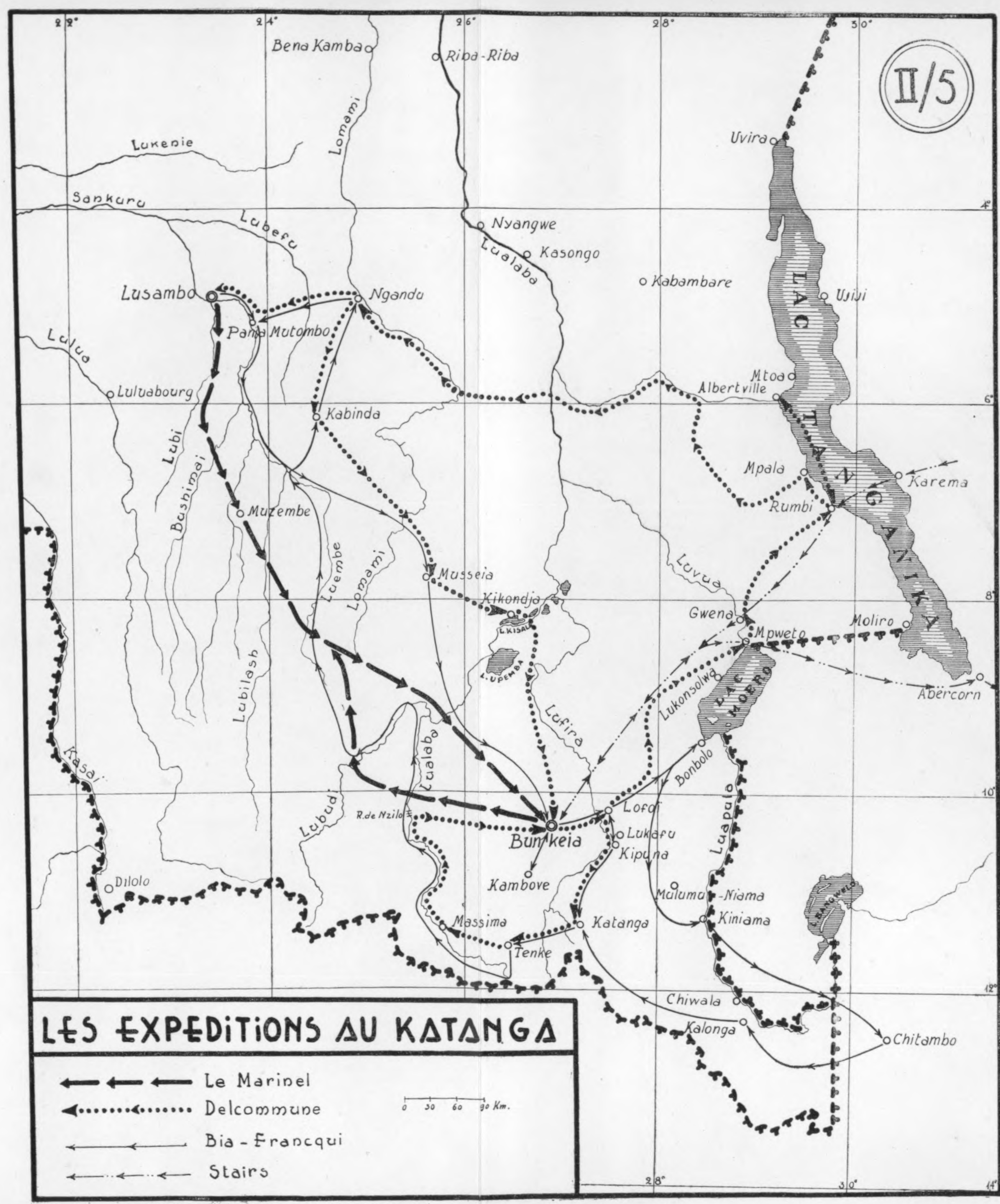

II/1
EXPLORATION & OCCUPATION DE LA RÉGION UBANGI-ITIMBIRI.
FRONTIÈRE 1885
0 30 60 90 Kms
17° 18° 19° 20° 21° 22° 23° 24° 25° 26°
5° 4° 3° 2° 1° 0°
MOKWANGAY
R. DE L'ELEPHANT
BANGUI
ZONGO
Grenfell II : février 85
Van Gele II : octobre 85
Dolisie II : septembre 87
BANZYVILLE
CETEMA
BA
Koto
Mbali
BANGASSO
Van Gele IV sept 90
RAFAI
Shinka
SEMIO
Bomu
R. HANSSENS
YAKOMA
Van Gele 1. Janv. 88
ALI-KOBBO
Junker. févr 82
Bili
DJABIR
J. Becker : Janv. 90
Roget-Milz : mai 90
Van Gele : déc 90
Uerre
MALANGOY
Uele
MOKWANGOU
Ebola
MONGWANDE
Baert : 1. déc 86
Eau noire
Dua
Likati
ENGUETTRA
BIMA
Bima
MOPOCHO
EKWANGATANA
Rubi
DUNDU SANA
AMBOKA
Mandika
YALINGA
YALOMBO
YAMBATA
DOBO
BUMBA
Itimbiri
R. DE G8
IBEMBO
Mongala
UMANGI
Ubangi
Dolisie . I : mai 85
BANGALA
Congo
(Roget-Milz)
(J. Becker)
Aruwimi
BASOKO
YAMBUYA
STANLEY-FALLS
BUBURU
Grenfell-I oct. 84
Hanssens Van Gele avril 84
Likwala
KUNDJA
EQUATEUR
EQUATEUR



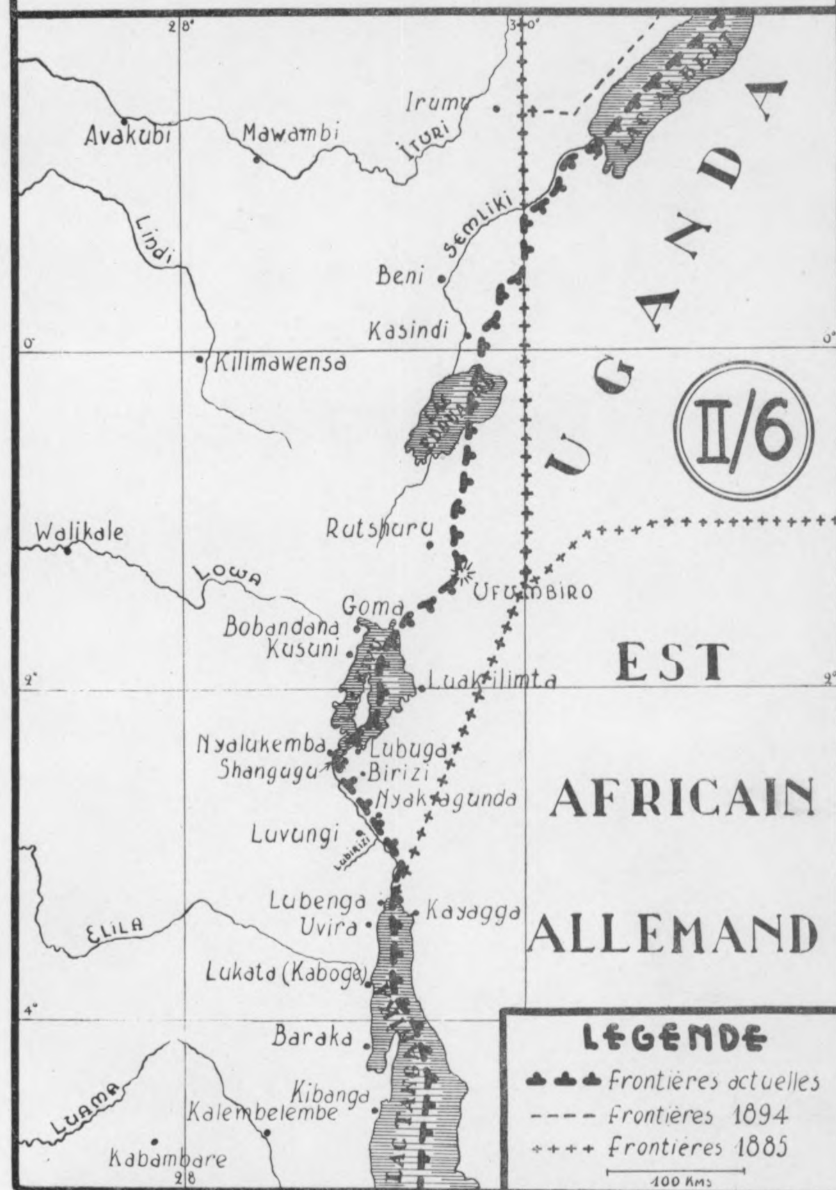
EXPEDITION VAN KERCKHOVEN
Légende :
: FRONTIÈRE DE 1885
: FRONTIÈRE ACTUELLE
: ITINÉRAIRE DE L'EXPEDITION
: COMBATS
II/2
24°
26°
28°
30°
4°
2°
Rafai
Semio
Sasa
Mopoie
Mbio
Ndoruma
Bima
Bili
Bafuka
Guima
BOMU
UERE
Yacoma
UELE
Djabir
Bomokandi
Amadis
27-X-91
Suronga
Bunza
Niangara
Renzi
Faradje
DUNGU
Dungu
Bokoyo
Mbittima
LOGOS
NZORO
V-92
SADA
MOMVU
Ganda
Mt KOROBE
Dufile
NIL
Camp du Kibbi
Wadelai
MILZ. 9-X-92
Tagolomangh
V. KH.
L. ALBERT
LIKATI
Yambila
Enguettra
Zepere
Bima
Libokwa
Bwa
Zobia
BIMA
MAKONGE
BOMOKANDI
Bauli
Azanga
Gombari
Buta
RUBI
Ibembo
Yamikele
3-IV-91
ITIMBIRI
Bumba
ARUWIMI
Basoko
ITURI
Stanley-Falls
0 30 60 90 Km.


EXPEDITIONS BELGES AU NORD DU BOMU
LEGENDE
de la Kethulle - 92 - 93
Hanolet - Van Calster - 93 - 94.
Nilis - de la Kethulle - 94
Fievez - Donckier-Walhousen - 94
II/3
DARFOUR
BAHR EL ARAB
Hofrah el Nahas
BAHR
EL
GHAZAL
Tarragone
Mbole
Zeriba de faki Ahmed
Katuaka (fort de l'Ade)
Ancienne Zeriba de faki Ahmed
DAR FERTIT
Boru
Liffi
KURU
Dem Ziber
Morjane
Bibi
Bandassi
Dem Kebir
Foro
Dabago
Kuria
Rabet
Baraka
Ombanga
Sango
Songo
Yangu
Bakuma
Settet
Bakari
Tambura
Darbaki
Rafai
Semio
Sasa
Bangassou
Sandu
BOMU
ETAT INDEPENDANT
Mopoie
Ndoruma
Yacoma
Alikobbo
Djabir
Bomokandi
Suronga
Bima

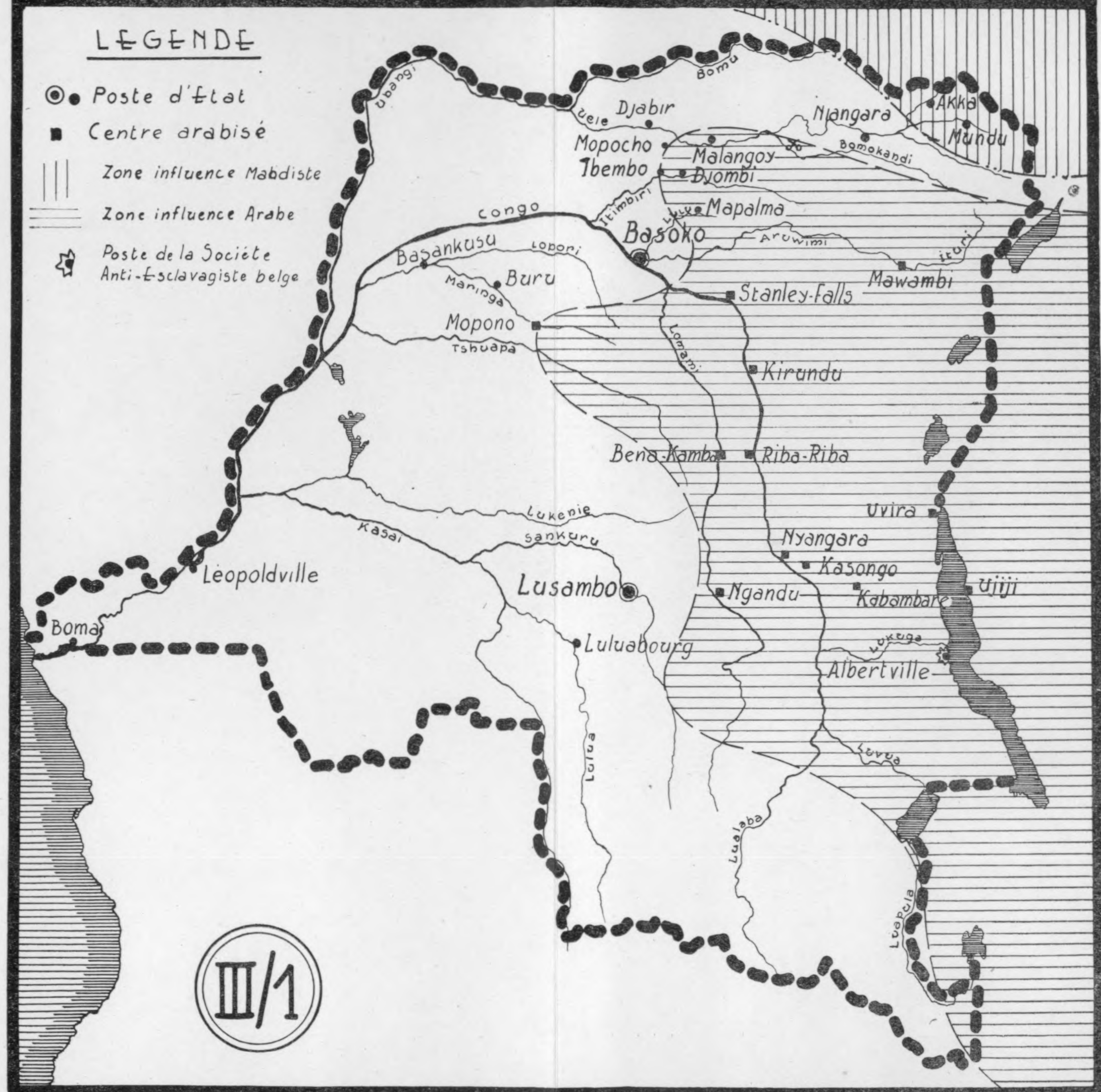

II/4
D.E.F.
CABINDA
Brazzaville
Leopoldville
Manianga
Lukungu
Lutete
Kisantu
Isanghila
Boma
Banana
Matadi
Noki
Congo
Kwa
Fimi
Kasai
Lukenie
Sankuru
Kwango
Bagata
Kwilu
Kingushi
PAMBALAS
Mwene Dinga
Popokabaka
Kilwanda
Kwenge
Loange
Luebo
Lusambo
Luluabourg
Mwata Kumbana
Inkisi
Kasongo Lunda
BAYAKAS
Kujenge
Panzi
Wamba
Tembo Aluma
Nguri Akama
Kapenda Kamulemba
Lulua
Lubilash
ANGOLA
RHODESIE
LES EXPEDITIONS DU KWANGO
LÉGENDE
Frontières provisoires (déclaration du 1er août 1885)
Frontières du district du KWANGO ORIENTAL créé le 10-6-1890
Frontieres après l'accord de 1891 et la déclaration de 1894.
Expedition Van de Velde 1889
Expedition Dhanis 1890
0 30 60 90 Km.

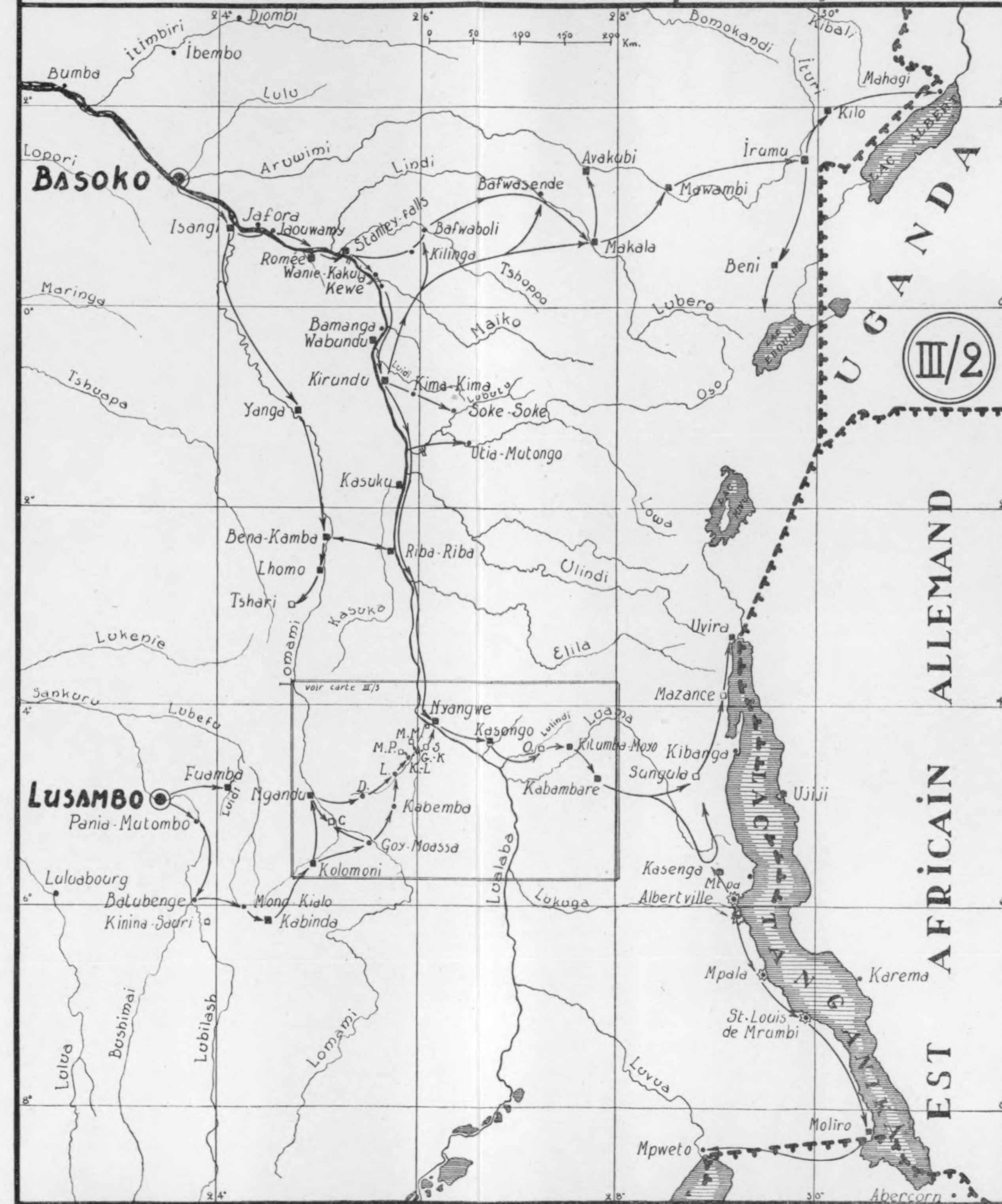

II/5
LES EXPEDITIONS AU KATANGA
Le Marinel
Delcommune
Bia - Francqui
Stairs
Bena Kamba
Riba-Riba
Lukenie
Lomami
Sankuru
Lubefu
Nyangwe
Kasongo
Lualaba
Kabambare
Uvira
LAC TANGANIKA
Ujiji
Lusambo
Ngandu
Pania Mutombo
Lulua
Luluabourg
Kabinda
Mtoa
Albertville
Lubi
Bushimai
Muzembe
Mpala
Karema
Rumbi
Luembe
Lomami
Musseia
Luvua
Kikondja
Gwena
Mpweto
Moliro
Lubilash
Lukonsolwa
LAC MOERO
Abercorn
Lufira
Kasai
Lualaba
Bonbolo
Lubudi
R. de Nzilo
Lofoi
Bunkeia
Lukafu
Kipuna
Luapula
Dilolo
Kambove
Muluma
Niama
Kiniama
Massima
Katanga
Tenke
Chiwala
Kalonga
Chitambo
0 30 60 90 Km.

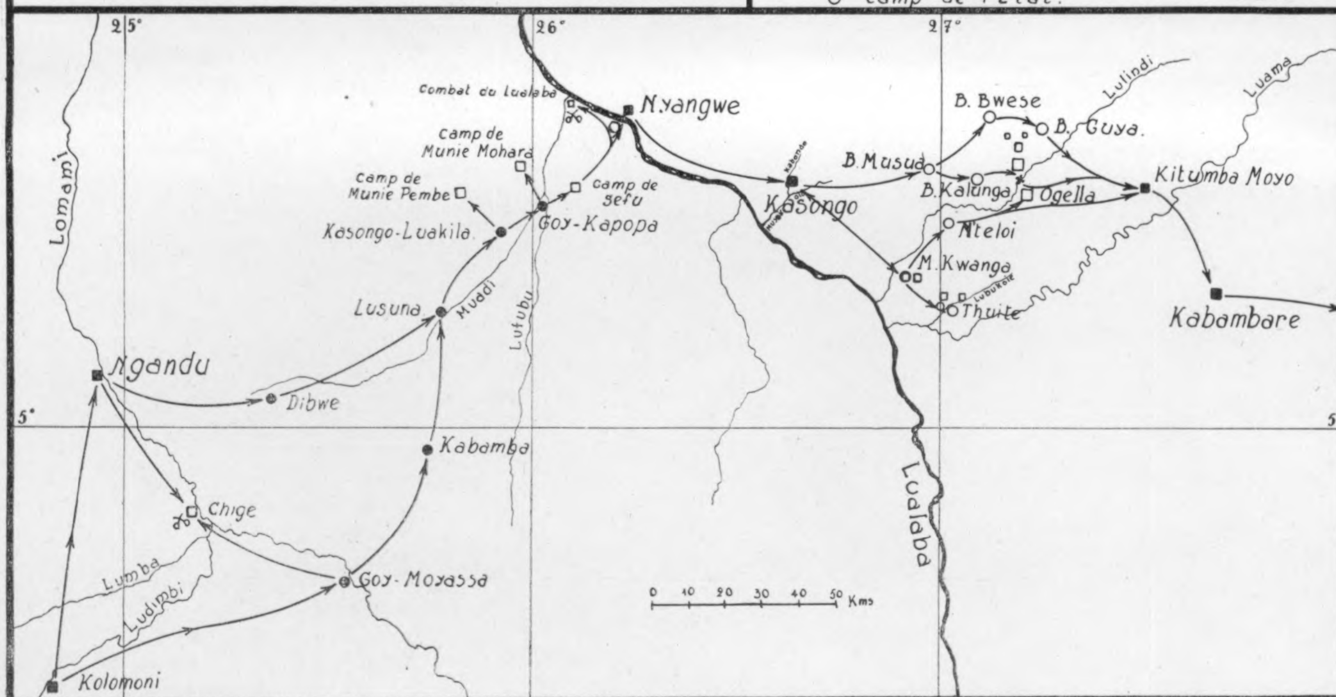
LES FRONTIERES ORIENTALES



CAMPAGNE ARABE
SITUATION DES BELLIGERANTS ET OPERATIONS PRELIMINAIRES




CAMPAGNE ARABE
CARTE GENERALE DES OPERATIONS
LEGENDE
Ville ou village d'Arabisés
Camp ou boma Arabe
Ville ou village
III/2
Km.
Djombi
Itimbiri
Ibembo
Bumba
Lulu
Bomokandi
Kibali
Ituri
Mahagi
Kilo
LAC ALBERT
UGANDA
Lopori
BASOKO
Aruwimi
Lindi
Avakubi
Irumu
Bafwasende
Mawambi
Isangi
Jafora
Idouwamy
Stanley-falls
Bafwaboli
Romée
Wanie-Kakoy
Kewe
Kilinga
Makala
Tshoppo
Beni
Maringa
Lubero
Bamanga
Wabundu
Maiko
Tshuapa
Kirundu
Kima-Kima
Soke-Soke
Yanga
Oso
Utia-Mutongo
Kasuku
Lowa
Bena-Kamba
Riba-Riba
Ulindi
Lhomo
Tshari
Kasuku
Lomami
Uvira
Lukenie
Elila
ALLEMAND
voir carte III/3
Sankuru
Lubefu
Nyangwe
Mazance
Kasongo
Luama
Kilumba-Moso
Kibanga
Fuamba
Sungula
Ngandu
Kabemba
Kabambare
Ujiji
LUSAMBO
Pania-Mutombo
Goy-Moassa
Kolomoni
Kasenga
Albertville
AFRICAIN
Luluabourg
Batubenge
Mona-Kialo
Kabinda
Kinina-Sadri
Lualaba
Lukuga
Mpala
Karema
TANGANIKA
St-Louis de Mrambi
Lulua
Bushimai
Lubilash
Lomami
Luvua
EST
Moliro
Mpweto
Abercorn


CAMPAGNE ARABE ~
OPERATIONS DE DHANIS
LEGENDE
Ville ou village d'Arabisés
Camp ou boma Arabe
Camp de l'Etat.
III/3
25°
26°
27°
5°
5°
Lomami
Ngandu
Dibwe
Chige
Lumba
Ludimbi
Goy-Moyassa
Kolomoni
Kabamba
Lusuna
Muadi
Lufubu
Kasongo-Luakila.
Goy-Kapopa
Camp de Munie Pembe
Camp de Munie Mohara
Combat du Lualaba
Camp de Sefu
N.yangwe
Kasongo
Lualaba
B. Musud
B. Bwese
B. Guya.
B. Kalunga
Ogella
Nteloi
M. Kwanga
Thuite
Lulindi
Luama
Kitumba Moyo
Kabambare
0 10 20 30 40 50 Kms



LA VALLÉE DU NIL EN 1896-1900
RÉVOLTE MAHDISTE — EXPÉDITIONS VERS LE HAUT-NIL
Kitchener, Marchand, de Bonchamps, Dhanis, Chaltin, Mac Donald
0 100 200 300 400 500 Km.
IV/1
MÉDITERRANÉE
Alexandrie
Le Caire
EGYPTE
MER ROUGE
Ouadi-Halfa
DONGOLA
SOUDAN
KITCHENER
Omdurman
Kharthoum
DARFOUR
El-Obeid
KORDOFAN
Khasghil
Djibouti
Hofrah en Nahas
(voir carte n° IV/2)
Fachoda
CONGO FRANÇAIS
BAHR EL GHAZAL
MARCHAND
Addis-Abeba
de BONCHAMPS
Ghaba-Shambe
Bor
Tambura
EQUATORIA
MARCHAND
Mbio
Lado
Redjaf
Bomu
Djabir
Uele
CHALTIN
Dungu
Ibembo
Wadelai
L. Rudolf
Bumba
Congo
Aruwimi-Ituri
Irumu
Basoko
DHANIS
L. Albert
Stanley-Falls
MAC DONALD
Lac Victoria
ETAT INDÉPENDANT DU CONGO
Lomami
L. Edouard
L. Kivu
Lualaba
O. INDIEN

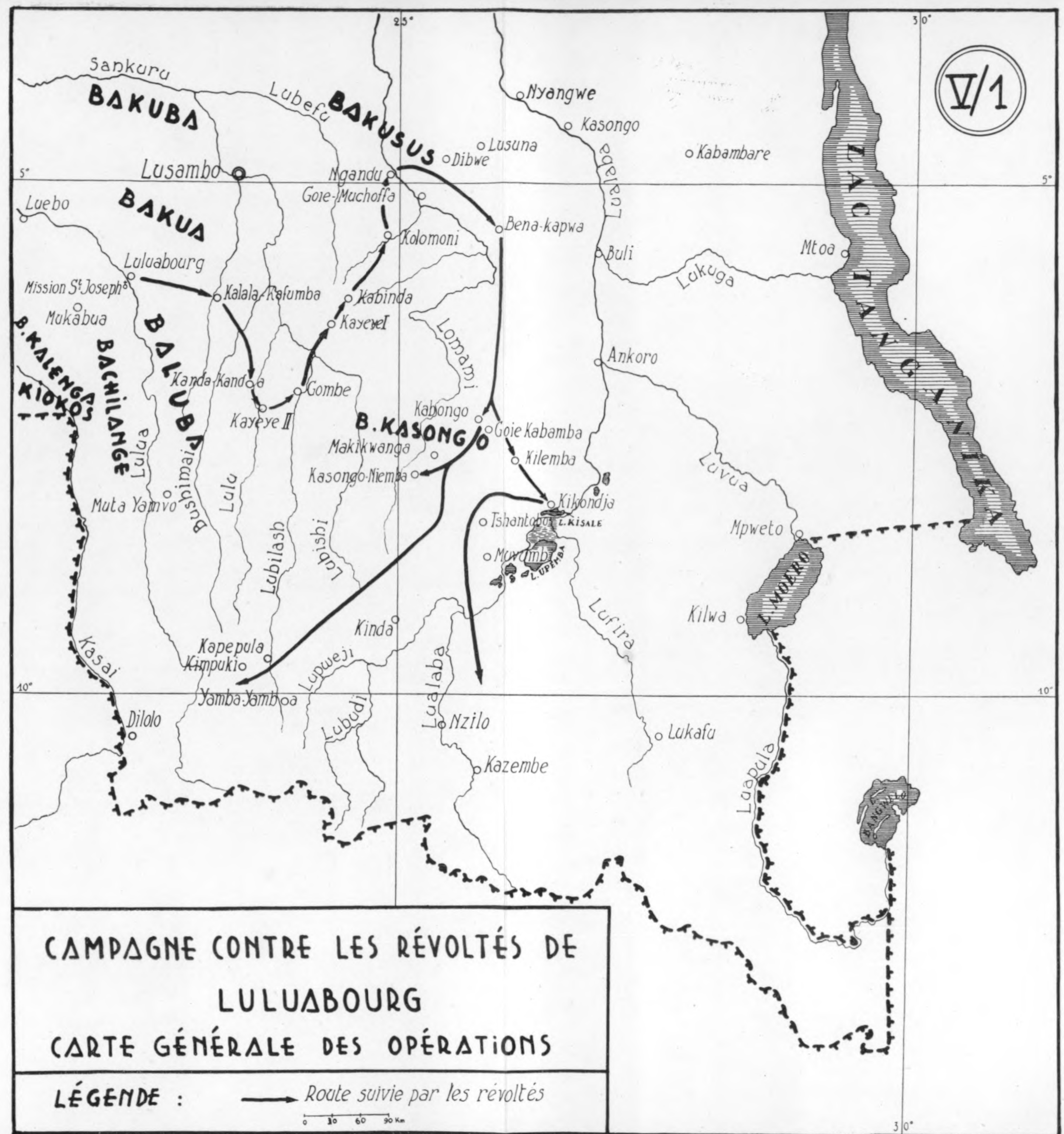
LES CAMPAGNES MAHDISTES
CARTE GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS

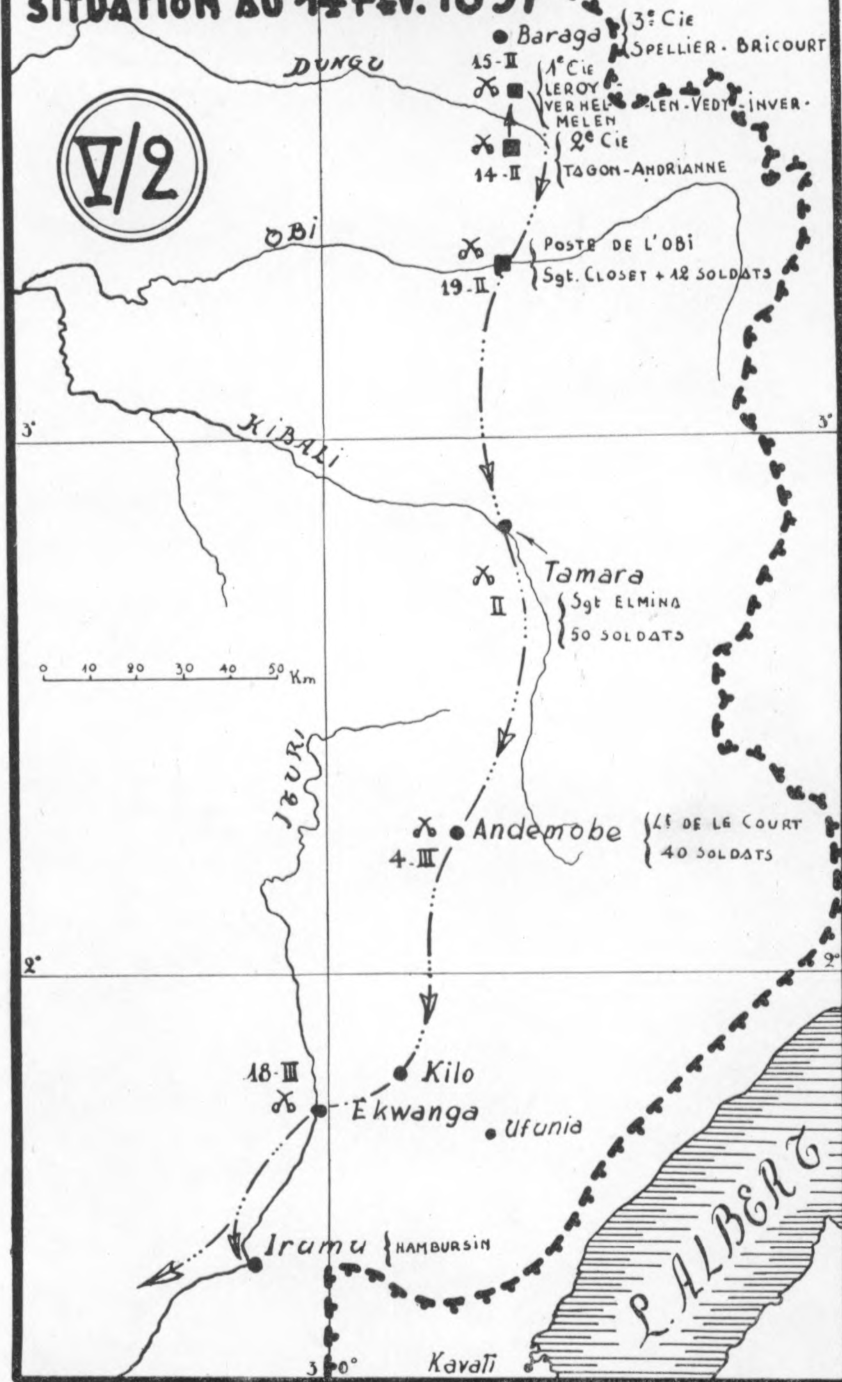
LÉGENDE

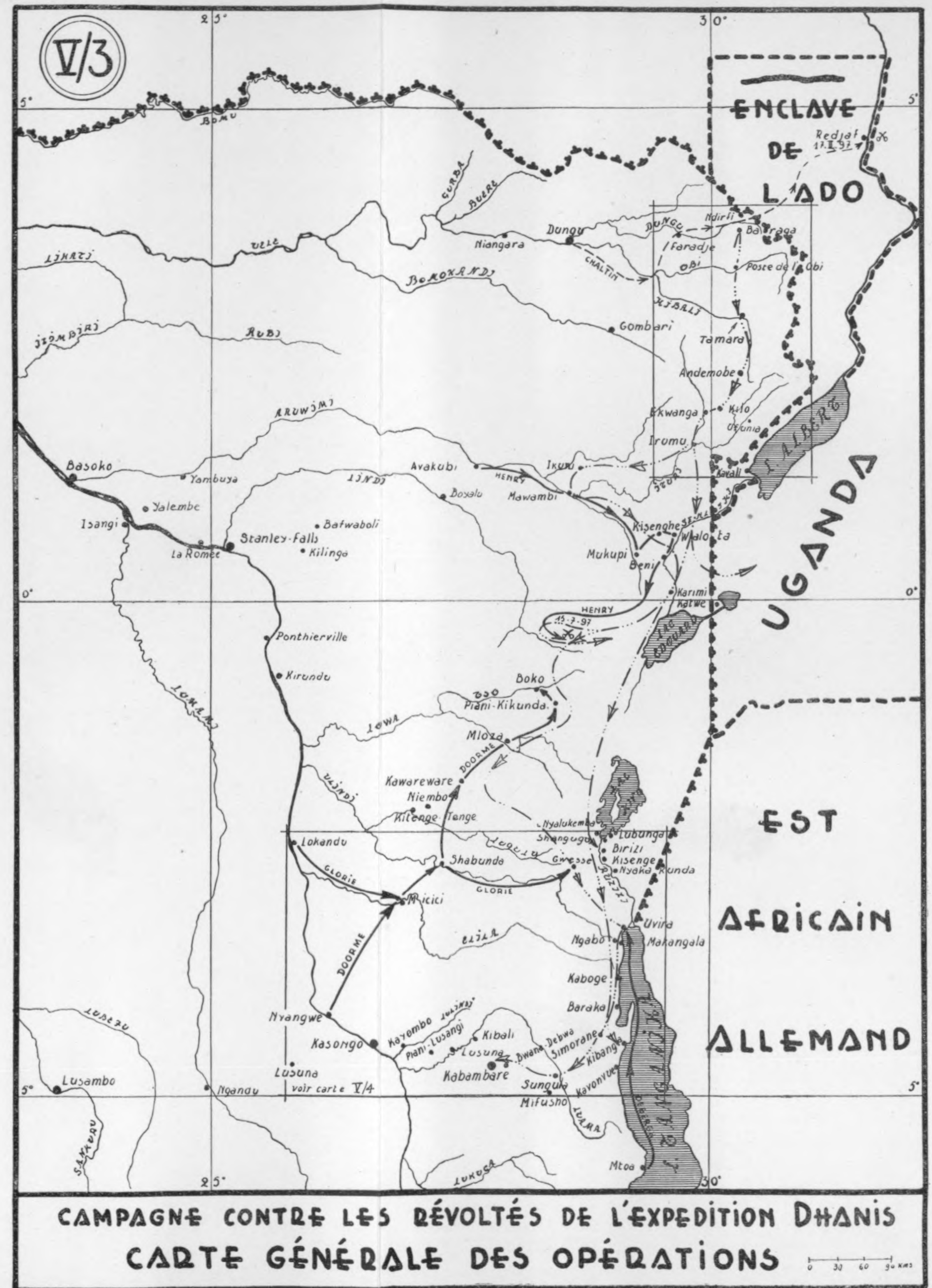
- ⟶ Exp. Dhanis
- ⟶ Exp. Chaltin
- ⟶ Exp. Royaux-Landeghem.

Échelle : 0 30 60 90 Kms




V/1
Sankuru
BAKUBA
Lubefu
BAKUSUS
Nyangwe
Kasongo
Lusuna
Dibwe
Kabambare
Lualaba
LAC TANGANIKA
Lusambo
Ngandu
Goie-Muchoffa
Luebo
BAKUA
Bena-kapwa
Kolomoni
Buli
Lukuga
Mtoa
Luluabourg
Mission St Joseph
Kalala-Kafumba
Kabinda
Mukabua
Kayeye I
Lomami
B.KALENGAS
BACHILANGE
BALUBA
Ankoro
KIOKOS
Kanda-Kanda
Gombe
Kayeye II
Kabongo
B.KASONGO
Goie Kabamba
Makikwanga
Kilemba
Kasongo-Niemba
Luvua
Lulua
Bushimai
Lulu
Lubilash
Lubishi
Kikondja
Muta Yamvo
Tshantobo
L.KISALE
Mpweto
Movumbi
L.UPEMBA
L.MOERO
Lufira
Kilwa
Kinda
Kasai
Kapepula
Kimpukio
Lupweji
Yamba-Yamba
Lualaba
Nzilo
Dilolo
Lubudi
Lukafu
Kazembe
Luapula
BANGWEOLO
CAMPAGNE CONTRE LES RÉVOLTÉS DE LULUABOURG
CARTE GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS
LÉGENDE : Route suivie par les révoltés
0 30 60 90 Km
25°
30°
5°
10°

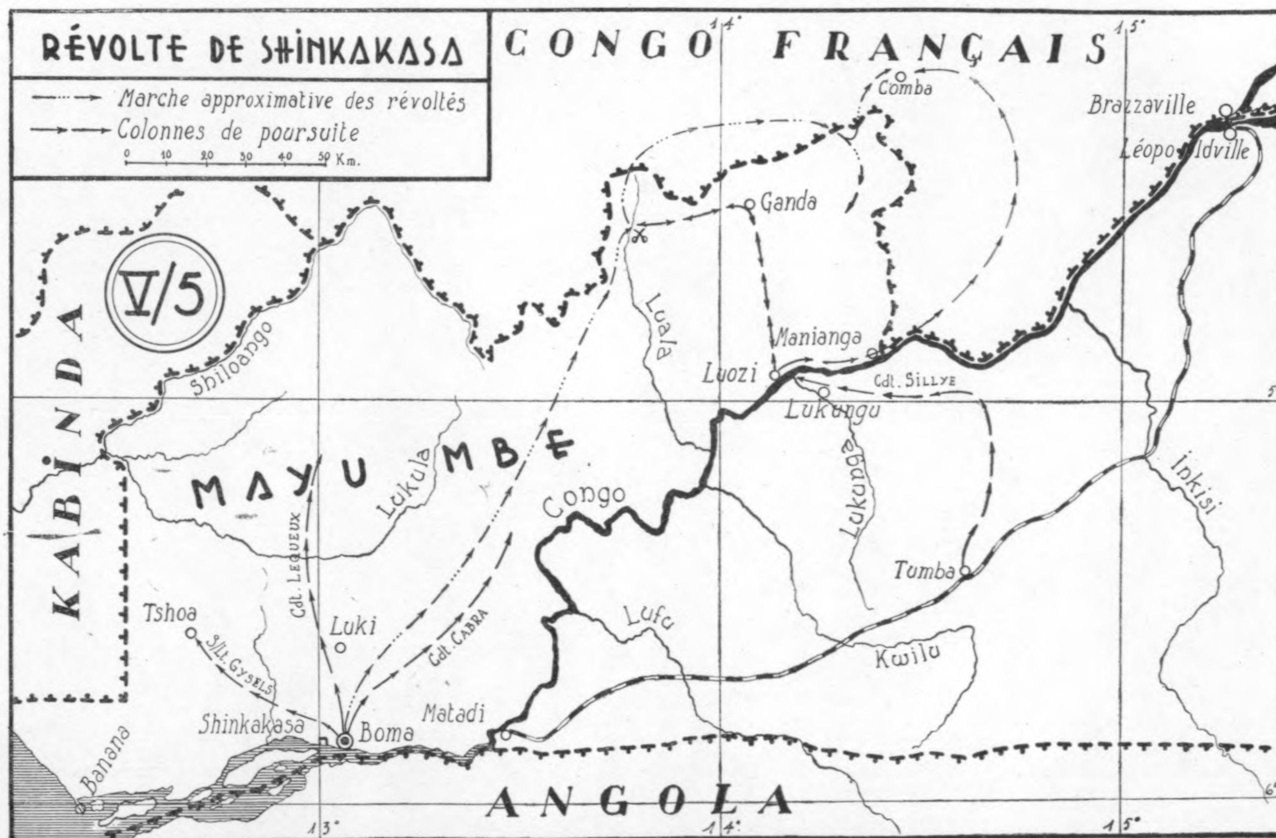

EXPEDITION DHANIS
SITUATION AU 14 FEV. 1897
V/2
Ndirfi
Baraga
3e Cie
SPELLIER - BRICOURT
DUNGU
15-II
1e Cie
LEROY
VERHEL-
MELEN
LEN-VEDY-INVER-
2e Cie
TAGON-ANDRIANNE
14-II
OBi
POSTE DE L'OBi
Sgt. CLOSET + 12 SOLDATS
19-II
3°
KIBALI
Tamara
II
Sgt ELMINA
50 SOLDATS
0 10 20 30 40 50 Km
ITURI
Andemobe
4-III
Lt DE LE COURT
40 SOLDATS
2°
18-III
Kilo
Ekwanga
Ufunia
Irumu
HAMBURSIN
L. ALBERT
Kavali



CAMPAGNE CONTRE LES RÉVOLTÉS DE L'EXPEDITION DHANIS
CARTE GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS



CAMPAGNE CONTRE LES RÉVOLTÉS DE L'EXPÉDITION
DHANIS
COMBATS AUTOUR DU TANGANIKA
1897 - 1900
V/4
Lokandu
(Riba-Riba)
LUALABA
GLORIE (AVRIL 98)
Micici
Shabunda
DOORME (NOV. 97)
ULINDI
GLORIE (JUIN 98)
Gwesse
DOORME (SEPT. 97)
Lubuga
Birizi
Kisenge
RUZIZI
DUBOIS (NOV. 97)
Uvira
Ngabo
M'Makangala
ELILA
Kaboge
Baraka
Nyangwe
Kasongo
Kayombo
Lusuna
MEYERS (DEC. 98)
Piani-Lusangi
Kibali
LUAMA
LULINDI
Kabambare
Bwana-Debwa
Kayengere
LONG (NOV. 97)
Niembo
HECQ (OCT 99)
Sungula
Kalunga Ngao
Mifusho
LONG (OCT 98)
Simoraine
Kibanga
Kavonvue
TANGANIKA
26°
27°
28°
29°
3°
4°


RÉVOLTE DE SHINKAKASA
Marche approximative des révoltés
Colonnes de poursuite
0 10 20 30 40 50 Km.
CONGO FRANÇAIS
V/5
KABINDA
MAYUMBE
ANGOLA
Comba
Ganda
Brazzaville
Léopoldville
Luala
Manianga
Luozi
Lukungu
Cdt. SILLYE
Shiloango
Lukula
Congo
Lukunga
Inkisi
Tumba
Cdt. LEQUEUX
Luki
Cdt. CABRA
Tshoa
3/Lt. GYSELS
Lufu
Kwilu
Shinkakasa
Boma
Matadi
Banana
13°
14°
15°
5°
6°

ÉDITIONS J. DUCULOT, S. A., GEMBLOUX. *(Imprimé en Belgique).*